

Canada Gazette



Gazette du Canada

Part II

Partie II

OTTAWA, WEDNESDAY, DECEMBER 7, 2011

OTTAWA, LE MERCREDI 7 DÉCEMBRE 2011

Statutory Instruments 2011

Textes réglementaires 2011

SOR/2011-246 to 276 and SI/2011-94 to 106

DORS/2011-246 à 276 et TR/2011-94 à 106

Pages 2404 to 2666

Pages 2404 à 2666

NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* Part II is published under authority of the *Statutory Instruments Act* on January 5, 2011, and at least every second Wednesday thereafter.

Part II of the *Canada Gazette* contains all “regulations” as defined in the *Statutory Instruments Act* and certain other classes of statutory instruments and documents required to be published therein. However, certain regulations and classes of regulations are exempted from publication by section 15 of the *Statutory Instruments Regulations* made pursuant to section 20 of the *Statutory Instruments Act*.

The *Canada Gazette* Part II is available in most libraries for consultation.

For residents of Canada, the cost of an annual subscription to the *Canada Gazette* Part II is \$67.50, and single issues, \$3.50. For residents of other countries, the cost of a subscription is US\$67.50 and single issues, US\$3.50. Orders should be addressed to Publishing and Depository Services, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S5.

The *Canada Gazette* is also available free of charge on the Internet at <http://gazette.gc.ca>. It is accessible in Portable Document Format (PDF) and in HyperText Mark-up Language (HTML) as the alternate format. The PDF format of Part I, Part II and Part III is official since April 1, 2003, and is published simultaneously with the printed copy.

Copies of Statutory Instruments that have been registered with the Clerk of the Privy Council are available, in both official languages, for inspection and sale at Room 418, Blackburn Building, 85 Sparks Street, Ottawa, Canada.

For information regarding reproduction rights, please contact Public Works and Government Services Canada, by telephone at 613-996-6886 or by email at droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

AVIS AU LECTEUR

La Partie II de la *Gazette du Canada* est publiée en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* le 5 janvier 2011, et au moins tous les deux mercredis par la suite.

La Partie II de la *Gazette du Canada* est le recueil des « règlements » définis comme tels dans la loi précitée et de certaines autres catégories de textes réglementaires et de documents qu’il est prescrit d’y publier. Cependant, certains règlements et catégories de règlements sont soustraits à la publication par l’article 15 du *Règlement sur les textes réglementaires*, établi en vertu de l’article 20 de la *Loi sur les textes réglementaires*.

On peut consulter la Partie II de la *Gazette du Canada* dans la plupart des bibliothèques.

Pour les résidents du Canada, le prix de l’abonnement annuel à la Partie II de la *Gazette du Canada* est de 67,50 \$ et le prix d’un exemplaire, de 3,50 \$. Pour les résidents d’autres pays, le prix de l’abonnement est de 67,50 \$US et le prix d’un exemplaire, de 3,50 \$US. Veuillez adresser les commandes aux Éditions et Services de dépôt, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S5.

La *Gazette du Canada* est aussi disponible gratuitement sur Internet au <http://gazette.gc.ca>. La publication y est accessible en format de document portable (PDF) et en langage hypertexte (HTML) comme média substitut. Le format PDF en direct de la Partie I, de la Partie II et de la Partie III est officiel depuis le 1^{er} avril 2003 et est publié en même temps que la copie imprimée.

Des exemplaires des textes réglementaires enregistrés par le greffier du Conseil privé sont à la disposition du public, dans les deux langues officielles, pour examen et vente à la Pièce 418, Édifice Blackburn, 85, rue Sparks, Ottawa, Canada.

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, par téléphone au 613-996-6886 ou par courriel à l’adresse droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Registration
SOR/2011-246 November 15, 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Transfer of Portions of the Canada Revenue Agency Regulations

P.C. 2011-1291 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Transfer of Portions of the Canada Revenue Agency Regulations*.

TRANSFER OF PORTIONS OF THE CANADA REVENUE AGENCY REGULATIONS

BLOCK TRANSFER

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to all persons employed or engaged in the portions of the federal public administration in the Canada Revenue Agency known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on November 15, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-246 Le 15 novembre 2011

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence du revenu du Canada

C.P. 2011-1291 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence du revenu du Canada*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LE TRANSFERT DE SECTEURS DE L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

TRANSFERT EN BLOC

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes employées ou engagées dans les secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein de l'Agence du revenu du Canada, sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur le 15 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-247 November 15, 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

**Transfer of Portions of the Canadian Food
Inspection Agency Regulations**

P.C. 2011-1292 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Transfer of Portions of the Canadian Food Inspection Agency Regulations*.

**TRANSFER OF PORTIONS OF THE CANADIAN FOOD
INSPECTION AGENCY REGULATIONS**

BLOCK TRANSFER

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to all persons employed or engaged in the portions of the federal public administration in the Canadian Food Inspection Agency known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on November 15, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-247 Le 15 novembre 2011

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

**Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence
canadienne d'inspection des aliments**

C.P. 2011-1292 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, ci-après.

**RÈGLEMENT SUR LE TRANSFERT DE SECTEURS
DE L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION
DES ALIMENTS**

TRANSFERT EN BLOC

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes employées ou engagées dans les secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur le 15 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-248 November 15, 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Transfer of Portions of the Canadian Nuclear Safety Commission Regulations

P.C. 2011-1293 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Transfer of Portions of the Canadian Nuclear Safety Commission Regulations*.

**TRANSFER OF PORTIONS OF THE
CANADIAN NUCLEAR SAFETY
COMMISSION REGULATIONS**

BLOCK TRANSFER

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to all persons employed or engaged in the portions of the federal public administration in the Canadian Nuclear Safety Commission known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on November 15, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-248 Le 15 novembre 2011

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Règlement sur le transfert de secteurs de la Commission canadienne de sûreté nucléaire

C.P. 2011-1293 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le transfert de secteurs de la Commission canadienne de sûreté nucléaire*, ci-après.

**RÈGLEMENT SUR LE TRANSFERT DE SECTEURS
DE LA COMMISSION CANADIENNE
DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE**

TRANSFERT EN BLOC

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes employées ou engagées dans les secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur le 15 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-249 November 15, 2011

Enregistrement
DORS/2011-249 Le 15 novembre 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Transfer of Portions of the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada Regulations

Règlement sur le transfert de secteurs du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

P.C. 2011-1294 November 15, 2011

C.P. 2011-1294 Le 15 novembre 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Transfer of Portions of the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada Regulations*.

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le transfert de secteurs du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada*, ci-après.

TRANSFER OF PORTIONS OF THE FINANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS ANALYSIS CENTRE OF CANADA REGULATIONS

RÈGLEMENT SUR LE TRANSFERT DE SECTEURS DU CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA

BLOCK TRANSFER

TRANSFERT EN BLOC

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to all persons employed or engaged in the portions of the federal public administration in the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit.

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes employées ou engagées dans les secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. These Regulations come into force on November 15, 2011.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 15 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-250 November 15, 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Transfer of Portions of the Parks Canada Agency Regulations

P.C. 2011-1295 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Transfer of Portions of the Parks Canada Agency Regulations*.

TRANSFER OF PORTIONS OF THE PARKS CANADA AGENCY REGULATIONS

BLOCK TRANSFER

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to all persons employed or engaged in the portions of the federal public administration in the Parks Canada Agency known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on November 15, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-250 Le 15 novembre 2011

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence Parcs Canada

C.P. 2011-1295 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence Parcs Canada*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LE TRANSFERT DE SECTEURS DE L'AGENCE PARCS CANADA

TRANSFERT EN BLOC

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes employées ou engagées dans les secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein de l'Agence Parcs Canada, sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur le 15 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-251 November 15, 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Transfer of Portions of the National Research Council of Canada Regulations

P.C. 2011-1296 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Transfer of Portions of the National Research Council of Canada Regulations*.

**TRANSFER OF PORTIONS OF THE
NATIONAL RESEARCH COUNCIL OF
CANADA REGULATIONS**

BLOCK TRANSFER

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to all persons employed or engaged in the portions of the federal public administration in the National Research Council of Canada known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on November 15, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-251 Le 15 novembre 2011

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Règlement sur le transfert de secteurs du Conseil national de recherches du Canada

C.P. 2011-1296 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le transfert de secteurs du Conseil national de recherches du Canada*, ci-après.

**RÈGLEMENT SUR LE TRANSFERT DE
SECTEURS DU CONSEIL NATIONAL
DE RECHERCHES DU CANADA**

TRANSFERT EN BLOC

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes employées ou engagées dans les secteurs de l'administration publique fédérale connus, au sein du Conseil national de recherches du Canada, sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur le 15 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-252 November 15, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Order Amending Schedule I.1 to the Financial Administration Act

P.C. 2011-1301 November 15, 2011

Whereas the Governor in Council considers it appropriate that the Office of the Chief of the Communications Security Establishment, in the Department of National Defence, be added to Schedule I.1 to the *Financial Administration Act*^a as a department for the purposes of that Act, to be known as the Communications Security Establishment;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 3(1)(a)^b of the *Financial Administration Act*^a, hereby makes the annexed *Order Amending Schedule I.1 to the Financial Administration Act*.

ORDER AMENDING SCHEDULE I.1 TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

AMENDMENT

1. Schedule I.1 to the *Financial Administration Act*¹ is amended by adding the following in alphabetical order:

Column I	Column II
Division or Branch of the Federal Public Administration	Appropriate Minister
Communications Security Establishment <i>Centre de la sécurité des télécommunications</i>	Minister of National Defence

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on November 16, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-252 Le 15 novembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret modifiant l'annexe I.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques

C.P. 2011-1301 Le 15 novembre 2011

Attendu que le gouverneur en conseil juge opportun que le Bureau du chef du Centre de la sécurité des télécommunications du ministère de la Défense nationale soit inscrit, sous le nom de Centre de la sécurité des télécommunications, à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^a comme ministère pour l'application de cette loi,

À ces causes, sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 3(1)a)^b de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe I.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques*, ci-après.

DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE I.1 DE LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

MODIFICATION

1. L'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Colonne I	Colonne II
Secteur de l'administration publique fédérale	Ministre compétent
Centre de la sécurité des télécommunications <i>Communications Security Establishment</i>	Le ministre de la Défense nationale

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur le 16 novembre 2011.

^a R.S., c. F-11
^b S.C. 2003, c. 22, par. 224(z.37)
¹ R.S., c. F-11

^a L.R., ch. F-11
^b L.C. 2003, ch. 22, al. 224z.37)
¹ L.R., ch. F-11

Registration
SOR/2011-253 November 15, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Order Amending Schedule V to the Financial Administration Act

P.C. 2011-1302 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 3(7)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby makes the annexed *Order Amending Schedule V to the Financial Administration Act*.

Enregistrement
DORS/2011-253 Le 15 novembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret modifiant l'annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques

C.P. 2011-1302 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 3(7)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques*, ci-après.

**ORDER AMENDING SCHEDULE V TO THE
FINANCIAL ADMINISTRATION ACT**

AMENDMENT

1. Schedule V to the *Financial Administration Act*¹ is amended by adding the following in alphabetical order:

Communications Security Establishment
Centre de la sécurité des télécommunications

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on November 16, 2011.

**DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE V DE LA LOI SUR LA
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MODIFICATION

1. L'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ est modifiée par adjonction de ce qui suit :

Centre de la sécurité des télécommunications
Communications Security Establishment

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur le 16 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, s. 3

^b R.S., c. F-11

¹ R.S., c. F-11

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 3

^b L.R., ch. F-11

¹ L.R., ch. F-11

Registration
SOR/2011-254 November 15, 2011

Enregistrement
DORS/2011-254 Le 15 novembre 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

**Transfer of the Communications Security
Establishment in the Department of National
Defence Regulations**

**Règlement sur le transfert du Centre de la sécurité
des télécommunications du ministère de la Défense
nationale**

P.C. 2011-1303 November 15, 2011

C.P. 2011-1303 Le 15 novembre 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Transfer of the Communications Security Establishment in the Department of National Defence Regulations*.

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le transfert du Centre de la sécurité des télécommunications du ministère de la Défense nationale*, ci-après.

**TRANSFER OF THE COMMUNICATIONS SECURITY
ESTABLISHMENT IN THE DEPARTMENT OF
NATIONAL DEFENCE REGULATIONS**

**RÈGLEMENT SUR LE TRANSFERT DU CENTRE DE LA
SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

BLOCK TRANSFER

TRANSFERT EN BLOC

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to all persons employed or engaged in the portion of the federal public administration in the Department of National Defence known as the Communications Security Establishment.

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique aux personnes employées ou engagées dans le secteur de l'administration publique fédérale connu, au sein du ministère de la Défense nationale, sous le nom de Centre de la sécurité des télécommunications.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. These Regulations come into force on November 16, 2011.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 16 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-255 November 15, 2011

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

**Communications Security Establishment
Regulations**

P.C. 2011-1304 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 123(1) of the *Public Service Employment Act*^a, hereby makes the annexed *Communications Security Establishment Regulations*.

Enregistrement
DORS/2011-255 Le 15 novembre 2011

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

**Règlement sur le Centre de la sécurité des
télécommunications**

C.P. 2011-1304 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 123(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement sur le Centre de la sécurité des télécommunications*, ci-après.

**COMMUNICATIONS SECURITY
ESTABLISHMENT REGULATIONS**

BLOCK TRANSFER

1. Subsection 132(1) of the *Public Service Employment Act* applies to the Communications Security Establishment.

CESSION OF EFFECT

2. These Regulations cease to have effect at 00:00:03 on November 16, 2011.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force at 00:00:01 on November 16, 2011.

**RÈGLEMENT SUR LE CENTRE DE LA SÉCURITÉ
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

TRANSFERT EN BLOC

1. Le paragraphe 132(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* s'applique au Centre de la sécurité des télécommunications.

CESSATION D'EFFET

2. Le présent règlement cesse d'avoir effet à compter de 0 h 0 min 3 s, le 16 novembre 2011.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à compter de 0 h 0 min 1 s, le 16 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, ss. 12 and 13

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13

Registration
SOR/2011-256 November 15, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Order Amending Schedule V to the Financial Administration Act

P.C. 2011-1306 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 3(8)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby makes the annexed *Order Amending Schedule V to the Financial Administration Act*.

**ORDER AMENDING SCHEDULE V TO THE
FINANCIAL ADMINISTRATION ACT**

AMENDMENT

1. Schedule V to the *Financial Administration Act*¹ is amended by deleting the following:

Communications Security Establishment, Department of National Defence

Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force at 00:00:04 on November 16, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-256 Le 15 novembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret modifiant l'annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques

C.P. 2011-1306 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 3(8)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques*, ci-après.

**DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE V DE LA LOI SUR LA
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

MODIFICATION

1. L'annexe V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ est modifiée par radiation de ce qui suit :

Centre de la sécurité des télécommunications, ministère de la Défense nationale

Communications Security Establishment, Department of National Defence

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur à compter de 0 h 0 min 4 s, le 16 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, s. 3

^b R.S., c. F-11

¹ R.S., c. F-11

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 3

^b L.R., ch. F-11

¹ L.R., ch. F-11

Registration
SOR/2011-257 November 15, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Order Amending Part II of Schedule VI to the Financial Administration Act

P.C. 2011-1307 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 3(10)(b)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby makes the annexed *Order Amending Part II of Schedule VI to the Financial Administration Act*.

ORDER AMENDING PART II OF SCHEDULE VI TO THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

AMENDMENT

1. Part II of Schedule VI to the *Financial Administration Act*¹ is amended by adding the following in alphabetical order:

Column I	Column II
Department	Accounting Officer
Communications Security Establishment <i>Centre de la sécurité des télécommunications</i>	Chief

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on November 16, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-257 Le 15 novembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret modifiant la partie II de l'annexe VI de la Loi sur la gestion des finances publiques

C.P. 2011-1307 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 3(10)b)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant la partie II de l'annexe VI de la Loi sur la gestion des finances publiques*, ci-après.

DÉCRET MODIFIANT LA PARTIE II DE L'ANNEXE VI DE LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

MODIFICATION

1. La partie II de l'annexe VI de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Colonne I	Colonne II
Ministère	Administrateur des comptes
Centre de la sécurité des télécommunications <i>Communications Security Establishment</i>	Chef

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur le 16 novembre 2011.

^a S.C. 2006, c. 9, s. 257

^b R.S., c. F-11

¹ R.S., c. F-11

^a L.C. 2006, ch. 9, art. 257

^b L.R., ch. F-11

¹ L.R., ch. F-11

Registration
SOR/2011-258 November 15, 2011

ACCESS TO INFORMATION ACT

Order Amending Schedule I to the Access to Information Act

P.C. 2011-1308 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 77(2) of the *Access to Information Act*^a, hereby makes the annexed *Order Amending Schedule I to the Access to Information Act*.

**ORDER AMENDING SCHEDULE I TO THE
ACCESS TO INFORMATION ACT**

AMENDMENT

1. Schedule I to the *Access to Information Act*¹ is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:

Communications Security Establishment
Centre de la sécurité des télécommunications

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on November 16, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-258 Le 15 novembre 2011

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Décret modifiant l'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information

C.P. 2011-1308 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 77(2) de la *Loi sur l'accès à l'information*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information*, ci-après.

**DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE I DE LA LOI
SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

MODIFICATION

1. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'inter-titre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Centre de la sécurité des télécommunications
Communications Security Establishment

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur le 16 novembre 2011.

^a R.S., c. A-1
¹ R.S., c. A-1

^a L.R., ch. A-1
¹ L.R., ch. A-1

Registration
SOR/2011-259 November 15, 2011

PRIVACY ACT

Order Amending the Schedule to the Privacy Act

P.C. 2011-1309 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to subsection 77(2) of the *Privacy Act*^a, hereby makes the annexed *Order Amending the Schedule to the Privacy Act*.

ORDER AMENDING THE SCHEDULE TO THE PRIVACY ACT

AMENDMENT

1. The schedule to the *Privacy Act*¹ is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:

Communications Security Establishment
Centre de la sécurité des télécommunications

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on November 16, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-259 Le 15 novembre 2011

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS

Décret modifiant l'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels

C.P. 2011-1309 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu du paragraphe 77(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels*, ci-après.

DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

MODIFICATION

1. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Centre de la sécurité des télécommunications
Communications Security Establishment

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur le 16 novembre 2011.

^a R.S., c. P-21
¹ R.S., c. P-21

^a L.R., ch. P-21
¹ L.R., ch. P-21

Registration
SOR/2011-260 November 17, 2011

Enregistrement
DORS/2011-260 Le 17 novembre 2011

CUSTOMS TARIFF

TARIF DES DOUANES

Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3

Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3

P.C. 2011-1314 November 17, 2011

C.P. 2011-1314 Le 17 novembre 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 82 of the *Customs Tariff*^a, hereby makes the annexed *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3*.

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 82 du *Tarif des douanes*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3*, ci-après.

**ORDER AMENDING THE SCHEDULE TO
THE CUSTOMS TARIFF, 2011-3**

**DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE DU
TARIF DES DOUANES, 2011-3**

AMENDMENTS

MODIFICATIONS

1. Tariff item Nos. 1504.10.90, 2009.79.10, 3402.90.90, 3403.19.90, 3403.99.00, 3901.90.00, 3926.90.40, 3926.90.90, 6406.10.90, 7419.91.90, 7610.90.00, 7907.00.10, 7907.00.20, 7907.00.90, 8716.90.10, 8716.90.20 and 8716.90.90 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff*^a are repealed.

1. Les n^{os} tarifaires 1504.10.90, 2009.79.10, 3402.90.90, 3403.19.90, 3403.99.00, 3901.90.00, 3926.90.40, 3926.90.90, 6406.10.90, 7419.91.90, 7610.90.00, 7907.00.10, 7907.00.20, 7907.00.90, 8716.90.10, 8716.90.20 et 8716.90.90 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes*¹ sont abrogés.

2. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended as set out in Part 1 of the schedule to this Order.

2. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée conformément à la partie 1 de l'annexe du présent décret.

3. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended as set out in Part 2 of the schedule to this Order.

3. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée conformément à la partie 2 de l'annexe du présent décret.

4. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff provisions set out in Part 3 of the schedule to this Order.

4. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des dispositions tarifaires figurant à la partie 3 de l'annexe du présent décret.

5. Tariff item Nos. 3901.90.00, 6217.90.90, 6401.99.12, 6406.10.11, 6406.10.19 and 9401.90.20 in the List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the "F" Staging Category set out in the schedule to the Act are repealed.

5. Les n^{os} tarifaires 3901.90.00, 6217.90.90, 6401.99.12, 6406.10.11, 6406.10.19 et 9401.90.20 de la liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi sont abrogés.

6. The List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the "F" Staging Category set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff item set out in Part 4 of the schedule to this Order.

6. La liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, du numéro tarifaire figurant à la partie 4 de l'annexe du présent décret.

7. The List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the "F" Staging Category set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff items set out in Part 5 of the schedule to this Order.

7. La liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des numéros tarifaires figurant à la partie 5 de l'annexe du présent décret.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

8. (1) This Order, except sections 3 and 6, comes into force on the day on which it is registered.

8. (1) Le présent décret, sauf les articles 3 et 6, entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 1997, c. 36

¹ S.C. 1997, c. 36

^a L.C. 1997, ch. 36

¹ L.C. 1997, ch. 36

(2) Sections 3 and 6 come into force on January 1, 2012.

(2) Les articles 3 et 6 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

SCHEDULE

ANNEXE

PART 1
(Section 2)

PARTIE 1
(article 2)

AMENDMENTS TO THE LIST
OF TARIFF PROVISIONS

MODIFICATIONS DE LA LISTE DES
DISPOSITIONS TARIFAIRES

1. Tariff item No. 3302.10.11 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “\$0.70/litre plus 19.2% (B)” with a reference to “Free (F)”.

1. Le n° tarifaire 3302.10.11 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 0,70 \$/litre plus 19,2 % (B) » par la mention « En fr. (F) ».

2. Tariff item No. 3302.10.12 is amended by replacing
(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “10.9% (B)” with a reference to “Free (F)”;
(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (J)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”;
(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “8.4% (B)” after the abbreviation “AUT” with a reference to “Free (F)”; and
(d) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “8.4% (B)” after the abbreviation “NZZ” with a reference to “Free (F)”.

2. Le n° tarifaire 3302.10.12 est modifié par remplacement :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 10,9 % (B) » par la mention « En fr. (F) »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 5 % (J) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) »;
c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 8,4 % (B) » figurant après l’abréviation « TAU » par la mention « En fr. (F) »;
d) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 8,4 % (B) » figurant après l’abréviation « TNZ » par la mention « En fr. (F) ».

3. Tariff item No. 3302.10.90 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” with a reference to “Free (F)”.

3. Le n° tarifaire 3302.10.90 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5 % (A) » par la mention « En fr. (F) ».

4. The Description of Goods of tariff item No. 3403.19.11 is replaced by the following:
----For use in Canadian manufactures;
Other oil-based lubricating preparations for wet drawing of tire wire

4. La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 3403.19.11 est remplacée par ce qui suit :
----Devant servir à la fabrication de produits canadiens;
Autres préparations lubrifiantes à base d’huile pour l’étirage à lubrifiant liquide des tringles de pneumatique

5. Tariff item No. 3702.42.10 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A)” with a reference to “Free (F)”.

5. Le n° tarifaire 3702.42.10 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) ».

6. Tariff item No. 3923.40.90 is amended by replacing
(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

6. Le n° tarifaire 3923.40.90 est modifié par remplacement :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

7. The Description of Goods of tariff item No. 3923.90.10 is amended by
(a) adding a semicolon after the reference to “prevent peaches from touching each other”; and
(b) adding in alphabetical order, a reference to “Vegetable-based capsules for in Canadian manufactures”.

7. La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 3923.90.10 est modifiée :
a) par adjonction d’un point-virgule après « les pêches ne se touchent »;
b) par adjonction de « Capsules dérivées de légumes devant servir à la fabrication de produits canadiens » comme une disposition distincte après la disposition visée à l’alinéa a).

8. Tariff item No. 3926.30.00 is amended by replacing
(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6% (A)” with a reference to “Free (F)”; and

8. Le n° tarifaire 3926.30.00 est modifié par remplacement :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

9. The Description of Goods of tariff item No. 3926.90.10 is amended by

(a) replacing the reference to “Conveyor belts, excluding conveyor belts in modular form;” with a reference to “Conveyor belts;” and

(b) adding, in alphabetical order, a reference to “Dunnage bags to be employed in securing items for transport;”.

10. Tariff item No. 4010.31.10 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

11. Tariff item No. 4010.31.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “7.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

12. Tariff item No. 4010.32.10 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

13. Tariff item No. 4010.32.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “7.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

14. Tariff item No. 4010.33.10 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

9. La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 3926.90.10 est modifiée :

a) par remplacement de « Autres courroies transporteuses, à l’exclusion des courroies transporteuses sous forme modulaire déjà coupées de longueur; » par « Autres courroies transporteuses; »;

b) par adjonction de « Sacs de paquetage devant être utilisés pour fixer les articles aux fins de transport; » comme une disposition distincte avant la disposition « Incubateurs pour œufs de poissons et leurs parties; ».

10. Le n° tarifaire 4010.31.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

11. Le n° tarifaire 4010.31.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 7,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

12. Le n° tarifaire 4010.32.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

13. Le n° tarifaire 4010.32.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 7,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

14. Le n° tarifaire 4010.33.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

15. Tariff item No. 4010.33.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “7.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

16. Tariff item No. 4010.34.10 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

17. Tariff item No. 4010.34.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “7.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

18. Tariff item No. 4010.35.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

19. Tariff item No. 4010.36.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

15. Le n° tarifaire 4010.33.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 7,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

16. Le n° tarifaire 4010.34.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

17. Le n° tarifaire 4010.34.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 7,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

18. Le n° tarifaire 4010.35.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

19. Le n° tarifaire 4010.36.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

20. Tariff item No. 4010.39.10 is amended by replacing
(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “7.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

21. Tariff item No. 4010.39.20 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

22. Tariff item No. 4010.39.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “11% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

23. Tariff item No. 4016.93.99 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

24. Tariff item No. 4106.21.92 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2% (A)” with a reference to “Free (F)”.

25. The Description of Goods of tariff item No. 4412.32.10 is replaced by the following:

---For use in the manufacture of hardwood plywood panels for flooring

26. Tariff item No. 6217.90.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “18% (E)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “12.5% (E)” after the abbreviation “AUT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “12.5% (E)” after the abbreviation “NZT” with a reference to “Free (F)”.

20. Le n° tarifaire 4010.39.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 7,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

21. Le n° tarifaire 4010.39.20 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

22. Le n° tarifaire 4010.39.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 11 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

23. Le n° tarifaire 4016.93.99 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

24. Le n° tarifaire 4106.21.92 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2 % (A) » par la mention « En fr. (F) ».

25. La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 4412.32.10 est remplacée par ce qui suit :

---Devant servir à la fabrication de panneaux de plancher en bois dur

26. Le n° tarifaire 6217.90.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 18 % (E) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 12,5 % (E) » figurant après l’abréviation « TAU » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 12,5 % (E) » figurant après l’abréviation « TNZ » par la mention « En fr. (F) ».

27. Tariff item No. 6401.99.12 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “10% (A) with a reference to “Free (F)”.

28. Tariff item No. 6406.10.11 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “15.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (R2)” after the abbreviation “PT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (S2)” after the abbreviation “COLT” with a reference to “Free (F)”.

29. Tariff item No. 6406.10.19 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “15.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (S2)” after the abbreviation “COLT” with a reference to “Free (F)”.

30. Tariff item No. 6406.20.00 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “2% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

31. Tariff item No. 6911.10.20 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

32. Tariff item No. 6912.00.20 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

33. Tariff item No. 7319.30.10 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A) with a reference to “Free (F)”.

34. Tariff item No. 8301.70.10 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

35. Tariff item No. 8302.10.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

27. Le n° tarifaire 6401.99.12 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 10 % (A) » par la mention « En fr. (F) ».

28. Le n° tarifaire 6406.10.11 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 15,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (R2) » figurant après l’abréviation « TP » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (S2) » figurant après l’abréviation « TCOL » par la mention « En fr. (F) ».

29. Le n° tarifaire 6406.10.19 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 15,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (S2) » figurant après l’abréviation « TCOL » par la mention « En fr. (F) ».

30. Le n° tarifaire 6406.20.00 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 2 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

31. Le n° tarifaire 6911.10.20 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

32. Le n° tarifaire 6912.00.20 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

33. Le n° tarifaire 7319.30.10 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) ».

34. Le n° tarifaire 8301.70.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

35. Le n° tarifaire 8302.10.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

- (b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.
36. Tariff item No. 8302.20.00 is amended by replacing
- (a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5.5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
- (b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.
37. Tariff item No. 8302.42.00 is amended by replacing
- (a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “3.5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
- (b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.
38. Tariff item No. 8302.49.20 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “9.5% (A)” with a reference to “Free (F)”.
39. Tariff item No. 8302.49.90 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “3.5% (A)” with a reference to “Free (F)”.
40. Tariff item No. 8518.90.30 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “4% (A)” with a reference to “Free (F)”.
41. Tariff item No. 8518.90.90 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” with a reference to “Free (F)”.
42. Tariff item No. 8528.69.20 is amended by replacing
- (a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
- (b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.
43. Tariff item No. 8528.71.10 is amended by replacing
- (a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
- (b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.
44. Tariff item No. 8528.72.20 is amended by replacing
- (a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
- (b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.
45. Tariff item No. 9401.51.10 is amended by replacing
- (a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “9.5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
- (b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».
36. Le n° tarifaire 8302.20.00 est modifié par remplacement :
- a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
- b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».
37. Le n° tarifaire 8302.42.00 est modifié par remplacement :
- a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 3,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
- b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».
38. Le n° tarifaire 8302.49.20 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 9,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».
39. Le n° tarifaire 8302.49.90 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 3,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».
40. Le n° tarifaire 8518.90.30 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 4 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».
41. Le n° tarifaire 8518.90.90 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».
42. Le n° tarifaire 8528.69.20 est modifié par remplacement :
- a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
- b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».
43. Le n° tarifaire 8528.71.10 est modifié par remplacement :
- a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
- b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».
44. Le n° tarifaire 8528.72.20 est modifié par remplacement :
- a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
- b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».
45. Le n° tarifaire 9401.51.10 est modifié par remplacement :
- a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 9,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

46. Tariff item No. 9401.59.10 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “9.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

47. Tariff item No. 9401.90.19 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “8% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

48. Tariff item No. 9401.90.20 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “15.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (R2)” after the abbreviation “PT” with a reference to “Free (F)”;

(d) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (S2)” after the abbreviation “COLT” with a reference to “Free (F)”.

49. Tariff item No. 9403.81.11 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “9.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

50. Tariff item No. 9403.89.11 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “9.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

51. Tariff item No. 9405.91.10 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “7% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”;

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

46. Le n° tarifaire 9401.59.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 9,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

47. Le n° tarifaire 9401.90.19 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 8 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

48. Le n° tarifaire 9401.90.20 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 15,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (R2) » figurant après l’abréviation « TP » par la mention « En fr. (F) »;

d) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (S2) » figurant après l’abréviation « TCOL » par la mention « En fr. (F) ».

49. Le n° tarifaire 9403.81.11 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 9,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

50. Le n° tarifaire 9403.89.11 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 9,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

51. Le n° tarifaire 9405.91.10 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 7 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 5 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

52. Tariff item No. 9405.91.99 is amended by replacing
(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

53. Tariff item No. 9405.92.00 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “3.5% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

54. Tariff item No. 9405.99.90 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6% (A)” with a reference to “Free (F)”;

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (M)” after the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”; and

(c) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “3% (A)” after the abbreviation “GPT” with a reference to “Free (F)”.

55. Tariff item No. 9606.10.00 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “3.5% (A) with a reference to “Free (F)”.

56. Tariff item No. 9606.21.00 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “4.5% (A) with a reference to “Free (F)”.

57. Tariff item No. 9606.29.00 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A) with a reference to “Free (F)”.

58. Tariff item No. 9606.30.10 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5% (A) with a reference to “Free (F)”.

59. Tariff item No. 9606.30.90 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “7.5% (A) with a reference to “Free (F)”.

60. The Description of Goods of tariff item No. 9973.00.00 is replaced by the following:

Articles and materials, excluding anti-freezing preparations of heading 38.20, for use in the manufacture of three-wheeled motorcycles and their trailers.

52. Le n° tarifaire 9405.91.99 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

53. Le n° tarifaire 9405.92.00 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 3,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

54. Le n° tarifaire 9405.99.90 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (M) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) »;

c) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « 3 % (A) » figurant après l’abréviation « TPG » par la mention « En fr. (F) ».

55. Le n° tarifaire 9606.10.00 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 3,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».

56. Le n° tarifaire 9606.21.00 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 4,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».

57. Le n° tarifaire 9606.29.00 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».

58. Le n° tarifaire 9606.30.10 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».

59. Le n° tarifaire 9606.30.90 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 7,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».

60. La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9973.00.00 est remplacée par ce qui suit :

Articles et matériaux, à l’exclusion des préparations antigel de la position 38.20, devant servir à la fabrication de motocycles à trois roues et leurs remorques.

PART 2
(Section 3)

PARTIE 2
(article 3)

AMENDMENTS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

MODIFICATIONS DE LA LISTE DES
DISPOSITIONS TARIFAIRES

1. **Tariff item No. 7319.40.10 is amended by replacing in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A) with a reference to “Free (F)”.**

1. **Le n° tarifaire 7319.40.10 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » par la mention de « En fr. (F) ».**

PART 3
(Section 4)

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
1504.10.91	---Other: ----For use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
1504.10.99	---Other	5%	5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: 5% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: 5% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
2009.79.11	---Concentrated: ----For use in the manufacture of fruit juices, juice beverages or fruit snack products	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free NT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: N/A

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: N/A	GPT: N/A
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
2009.79.19	---Other	8.5%	8.5% (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: N/A	MUST: N/A
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: N/A	CIAT: N/A
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: N/A	NT: N/A
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: N/A	GPT: N/A
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
3402.90.91	---Other: ----For use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: Free	AUT: Free (A)
				NZT: Free	NZT: Free (A)
3402.90.99	---Other	6.5%	6.5% (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: 3%	GPT: 3% (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				AUT: 4%	AUT: 4% (A)
				NZT: 4%	NZT: 4% (A)
3403.19.91	---Other: ----For use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3403.19.99	---Other	6.5%	6.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: 3% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: 3% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3403.99	--Other				
3403.99.10	---For use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3403.99.90	---Other	6.5%	6.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A)

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: 3%	GPT: 3% (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
3901.90	-Other			UST: Free	UST: Free (A)
3901.90.10	---Chlorinated polyethylene	Free	Free (A)	MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
3901.90.90	---Other	3%	Free (F)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: 3%	GPT: Free (F)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
3926.90.91	---Other: ----Belts and belting for machinery other than conveyor belts; Bolts, nuts, screws and washers; Gaskets	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3926.90.92	----Parts for use in the manufacture of yachts, racing boats, canoes and other vessels for pleasure or sport	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3926.90.99	----Other	6.5%	6.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: 3% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: 3% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
6406.10.91	---Other: ----Of leather or imitation leather, or combinations thereof, unlined or lined with textile or other materials, for use in the manufacture of women's cement lasted footwear	8%	8% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: 4.5% COLT: 6.5% GPT: 5% LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (F) COLT: Free (F) GPT: 5% (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
6406.10.99	---Other	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
7419.91.91	---Other: ---For use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
7419.91.99	---Other	3%	3% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
7610.90	-Other				
7610.90.10	---For use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A)

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
7610.90.90	---Other	6.5%	6.5% (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: 5%	GPT: 5% (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
7907.00.30	---For use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
7907.00.91	---Other: ----Anodes for electroplating	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				IT: Free	IT: Free (A)
				NT: Free	NT: Free (A)
				SLT: Free	SLT: Free (A)
				PT: Free	PT: Free (A)
				COLT: Free	COLT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				AUT: N/A NZT: N/A	AUT: N/A NZT: N/A
7907.00.92	----Discs or slugs, containing by weight 90% or more of zinc; Gutters, roof capping, skylight frames and other fabricated building components; Zinc tubes, pipes and tube or pipe fittings (for example couplings, elbows, sleeves)	3%	3% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
7907.00.99	---Other	3%	3% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: 3% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: 3% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8716.90.30	---For use in the manufacture of trailers and semi-trailers	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8716.90.91	---Other: ----Brake drums, hubs and rotors for use in the manufacture or repair of brakes and brake assemblies mounted on axles for semi-trailers;	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A)

PART 3 — Continued

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — Continued

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
	Double ball race turntables for use in the manufacture of self-steering axle assemblies for trailers; Forage boxes for self-loading or self-unloading trailers and semi-trailers, for agricultural purposes; Gravity discharge boxes for farm wagons; Hitches and couplings, for use on the farm; Parts for automatic bale stacking wagons, grain carts, silage wagons, or the header or swather transporters of subheading 8716.39			CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8716.90.92	---Other parts for farm, logging or freight wagons, for trailers for self-propelled logging trucks or for other vehicles for the transport of persons	4.5%	4.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8716.90.99	---Other	6.5%	6.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free PT: Free COLT: Free GPT: 6.5% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) PT: Free (A) COLT: Free (A) GPT: 6.5% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A

PARTIE 3
(article 4)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
1504.10.91	---Autres : ----Devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : S/O TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : En fr. TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : S/O TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
1504.10.99	----Autres	5 %	5 % (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : S/O TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : 5 % TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : S/O TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : 5 % (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
2009.79.11	---Concentré : ----Devant servir à la fabrication de jus de fruit, de boissons à base de jus ou de produits de grignotage aux fruits	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : S/O TC : En fr. TACI : S/O TCR : En fr. TI : En fr. TN : S/O TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : S/O TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : S/O TC : En fr. (A) TACI : S/O TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : S/O TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : S/O TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
2009.79.19	----Autres	8,5 %	8,5 % (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : S/O TC : En fr.	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : S/O TC : En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TACI : S/O	TACI : S/O
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : S/O	TN : S/O
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : S/O	TPG : S/O
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
3402.90.91	---Autres : ---Devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : En fr.	TAU : En fr. (A)
				TNZ : En fr.	TNZ : En fr. (A)
3402.90.99	----Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : 3 %	TPG : 3 % (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : 4 %	TAU : 4 % (A)
				TNZ : 4 %	TNZ : 4 % (A)
3403.19.91	---Autres : ---Devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
3403.19.99	---Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : 3 %	TPG : 3 % (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
3403.99	--Autres			TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
3403.99.10	---Devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr.
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
3403.99.90	---Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : 3 %	TPG : 3 % (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
3901.90	-Autres				
3901.90.10	---Polyéthylène chloré	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : En fr. TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
3901.90.90	---Autres	3 %	En fr. (F)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : 3 % TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (F) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
3926.90.91	---Autres : ----Courroies pour machines autres que les courroies transporteuses; Écrous, boulons, vis et rondelles; Joints	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : En fr. TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
3926.90.92	----Parties devant servir à la fabrication de yachts, d'embarcations de course, de canoës et d'autres bateaux de plaisance ou de sport	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr.	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
3926.90.99	---Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : 3 %	TPG : 3 % (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
6406.10.91	---Autres : ----De cuir ou d'imitation de cuir, ou une combinaison des deux, 8 % doublé ou non au moyen de textile ou d'autre matières, devant servir à la fabrication de chaussures robustes pour femmes		8 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : 4,5 %	TP : En fr. (F)
				TCOL : 6,5 %	TCOL : En fr. (F)
				TPG : 5 %	TPG : 5 % (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : S/O	TPAC : S/O
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
6406.10.99	---Autres	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : S/O	TPAC : S/O

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
7419.91.91	---Autres : ----Devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : En fr. TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
7419.91.99	----Autres	3 %	3 % (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : En fr. TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
7610.90	-Autres				
7610.90.10	---Devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : En fr. TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
7610.90.90	---Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr.	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : 5 %	TPG : 5 % (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
7907.00.30	---Devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
7907.00.91	---Autres : ----Anodes pour galvanoplastie	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
7907.00.92	----Disques ou pions, contenant en poids 90 % ou plus de zinc; Gouttières, faitages, lucarnes et autres ouvrages façonnés pour le bâtiment; Tubes, tuyaux et accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemple), en zinc	3 %	3 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
7907.00.99	----Autres	3 %	3 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : 3 %	TPG : 3 % (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
8716.90.30	---Devant servir à la fabrication des remorques et semi-remorques	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
8716.90.91	---Autres : ----Tambours de freins, moyeux et rotors devant servir à la fabrication ou à la réparation de freins et d'ensembles de freinage montés sur des essieux pour semi-remorques; Tables tournantes à double voie de roulement à billes devant servir à la fabrication des essieux autovireurs de remorques; Caisses de fourrage pour remorques et semi-remorques autochargeuses et autodéchargeuses, pour usages agricoles; Caisses de déchargement par gravité pour charrettes agricoles; Dispositifs d'attelage et de couplage pour usages agricoles; Parties de chariots automatiques pour grouper les balles, chariots à grain, chariots pour fourrage vert, ou pour les transporteurs d'épéuse-andaineuses des véhicules de la sous-position 8716.39	En fr.	En fr. (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)
				TMÉU : En fr.	TMÉU : En fr. (A)
				TC : En fr.	TC : En fr. (A)
				TACI : En fr.	TACI : En fr. (A)
				TCR : En fr.	TCR : En fr. (A)
				TI : En fr.	TI : En fr. (A)
				TN : En fr.	TN : En fr. (A)
				TSL : En fr.	TSL : En fr. (A)
				TP : En fr.	TP : En fr. (A)
				TCOL : En fr.	TCOL : En fr. (A)
				TPG : En fr.	TPG : En fr. (A)
				TPMD : En fr.	TPMD : En fr. (A)
				TPAC : En fr.	TPAC : En fr. (A)
				TAU : S/O	TAU : S/O
				TNZ : S/O	TNZ : S/O
8716.90.92	----Autres parties de charrettes agricoles, de remorques de débardage ou à marchandises, de remorques de grumiers	4,5 %	4,5 % (A)	TÉU : En fr.	TÉU : En fr. (A)
				TM : En fr.	TM : En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
	autopropulsés ou d'autres véhicules pour le transport des personnes			TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : En fr. TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. (A) TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : En fr. (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O
8716.90.99	----Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU : En fr. TM : En fr. TMÉU : En fr. TC : En fr. TACI : En fr. TCR : En fr. TI : En fr. TN : En fr. TSL : En fr. TP : En fr. TCOL : En fr. TPG : 6,5 % TPMD : En fr. TPAC : En fr. TAU : S/O TNZ : S/O	TÉU : En fr. (A) TM : En fr. (A) TMÉU : En fr. (A) TC : En fr. (A) TACI : En fr. TCR : En fr. (A) TI : En fr. (A) TN : En fr. (A) TSL : En fr. (A) TP : En fr. (A) TCOL : En fr. (A) TPG : 6,5 % (A) TPMD : En fr. (A) TPAC : En fr. (A) TAU : S/O TNZ : S/O

PART 4
(Section 6)

NEW TARIFF ITEM

Tariff Item	Most-Favoured-Nation Tariff	Preferential Tariff
7319.40.10	Effective on January 1, 2012Free	

PARTIE 4
(article 6)

NOUVEAU NUMÉRO TARIFAIRE

Numéro tarifaire	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence
7319.40.10	À compter du 1 ^{er} janvier 2012.En fr.	

PART 5 — Continued

NEW TARIFF ITEMS — Continued

Tariff Item	Most-Favoured-Nation Tariff	Preferential Tariff
4010.39.20	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> CRT: Free Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
4010.39.90	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> CRT: Free Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
4016.93.99	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> CRT: Free Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
4106.21.92	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	
6217.90.90	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>AUT: Free Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> NZT: Free
6401.99.12	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	
6406.10.11	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> PT: Free Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>COLT: Free
6406.10.19	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> 12.5% Effective on January 1, 2012 9.5% Effective on January 1, 2013 6.5% Effective on January 1, 2014 3.5% Effective on January 1, 2015 Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>COLT: 12.5% Effective on January 1, 2012COLT: 9.5% Effective on January 1, 2013COLT: 6.5% Effective on January 1, 2014COLT: 3.5% Effective on January 1, 2015COLT: Free
6406.10.91		Effective on January 1, 2012 PT: 3% Effective on January 1, 2013 PT: 2% Effective on January 1, 2014 PT: Free Effective on January 1, 2012COLT: 5.5% Effective on January 1, 2013COLT: 4.5% Effective on January 1, 2014COLT: 3% Effective on January 1, 2015COLT: 2% Effective on January 1, 2016COLT: Free
6406.20.00	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
6911.10.20	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> CRT: Free
6912.00.20	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> CRT: Free
7319.30.10	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	
8301.70.10	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
8302.10.90	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
8302.20.00	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
8302.42.00	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i> GPT: Free
8302.49.20	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	
8302.49.90	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	
8518.90.30	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	
8518.90.90	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3</i>Free	

PARTIE 5 (suite)

NOUVEAUX NUMÉROS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence
4010.39.20	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
4010.39.90	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
4016.93.99	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
4106.21.92	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
6217.90.90	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>TAU : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TNZ : En fr.
6401.99.12	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
6406.10.11	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TP : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>TCOL : En fr.
6406.10.19	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>12,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2012.....9,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2013.....6,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2014.....3,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2015.....En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>TCOL : 12,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2012TCOL : 9,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2013TCOL : 6,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2014TCOL : 3,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2015TCOL : En fr.
6406.10.91		À compter du 1 ^{er} janvier 2012 TP : 3 % À compter du 1 ^{er} janvier 2013 TP : 2 % À compter du 1 ^{er} janvier 2014 TP : En fr. À compter du 1 ^{er} janvier 2012TCOL : 5,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2013TCOL : 4,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2014TCOL : 3 % À compter du 1 ^{er} janvier 2015TCOL : 2 % À compter du 1 ^{er} janvier 2016TCOL : En fr.
6406.20.00	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
6911.10.20	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr.
6912.00.20	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr.
7319.30.10	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
8301.70.10	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
8302.10.90	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
8302.20.00	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
8302.42.00	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
8302.49.20	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
8302.49.90	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
8518.90.30	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
8518.90.90	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	

PARTIE 5 (suite)

NOUVEAUX NUMÉROS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence
8528.69.20	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
8528.71.10	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
8528.72.20	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
9401.51.10	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr.
9401.59.10	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr.
9401.90.19	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr.
9401.90.20	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TP : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>TCOL : En fr.
9403.81.11	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr.
9403.89.11	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr.
9405.91.10	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
9405.91.99	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
9405.92.00	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
9405.99.90	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TCR : En fr. À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i> TPG : En fr.
9606.10.00	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
9606.21.00	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
9606.29.00	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
9606.30.10	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	
9606.30.90	À compter de l'entrée en vigueur du <i>Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3</i>En fr.	

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Order.)

Executive summary

Issue: Further to a Budget 2010 commitment to identify areas where further tariff liberalisation could take place, extensive

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du Décret.)

Résumé

Question : À la suite de l'engagement pris dans le cadre du budget de 2010 visant à déterminer d'autres secteurs pour

consultations were held on the elimination of tariffs to assist Canadian manufacturers in their operations. Tariff reductions on inputs enhance the competitiveness of Canadian manufacturers by lowering production costs.

Description: This Order eliminates tariffs on certain goods used by Canadian manufacturers in their operations. This is consistent with longstanding tariff policy and the government's commitment to make Canada a tariff-free zone for industrial manufacturers.

Cost-benefit statement: This Order will result in annual revenues foregone by the government and customs duty savings for Canadian businesses of about \$32 million. These duty savings will help bolster the competitiveness of Canadian manufacturers in a range of sectors.

Business and consumer impacts: This initiative will lower costs for a wide range of Canadian manufacturers by eliminating customs duties on various imported goods used in their manufacturing operations, thus enhancing their competitiveness in domestic and foreign markets. It will also reduce the administrative burden on businesses related to certain customs regulations.

Domestic and international coordination and cooperation: There are no implications with respect to domestic or international coordination and cooperation.

lesquels il serait possible de réduire davantage les droits de douane, de vastes consultations ont eu lieu sur l'élimination de droits de douane dans le but d'aider les fabricants canadiens dans leurs activités d'exploitation. De tels allègements tarifaires renforcent la compétitivité des fabricants canadiens en réduisant leurs coûts d'opération.

Description : Le présent décret élimine les droits de douane sur certains biens utilisés par les fabricants canadiens dans leurs activités d'exploitation, conformément à la politique tarifaire de longue date et à l'engagement du gouvernement de faire du Canada une zone libre de droits de douane pour les fabricants industriels.

Énoncé des coûts-avantages : Le présent décret entraînera un manque à gagner en recettes annuelles pour le gouvernement, et des économies en droits de douane pour les entreprises canadiennes, d'environ 32 millions de dollars. Ces économies au niveau des droits de douane contribueront à renforcer la compétitivité des fabricants canadiens dans divers secteurs.

Impacts sur les entreprises et les consommateurs : Cette initiative réduira les coûts pour un large éventail de fabricants canadiens en éliminant les droits de douane sur divers biens importés utilisés dans leurs activités de fabrication, ce qui améliorera par le fait même leur compétitivité sur le marché intérieur et les marchés étrangers. L'initiative réduira aussi le fardeau administratif sur les entreprises associé à certains règlements douaniers.

Coordination et coopération à l'échelle nationale et internationale : Il n'y a aucune incidence du point de vue de la coordination et de la coopération à l'échelle nationale et internationale.

Issue

In Budget 2009 and Budget 2010, the Government implemented broad, proactive tariff relief measures to enhance the competitiveness of Canadian firms and make Canada as a tariff-free zone for industrial manufacturers by 2015 — a first among G-20 countries. These tariff relief measures are aimed at bolstering the competitiveness of Canadian manufacturers, both at home and in foreign markets, by lowering the cost of their manufacturing inputs and of productivity-enhancing machinery and equipment. Budget 2010 also included a commitment to work with Canadians to identify areas where further tariff liberalization could take place.

Further to this commitment, a notice was published in the February 5, 2011, edition of Part I of the *Canada Gazette* seeking the views of interested parties on the proposed elimination of tariffs on certain products. The list of products covered by this notice comprised products identified by stakeholders during an earlier *Canada Gazette* consultation process. Furthermore, some stakeholders subsequently made requests directly to the Department of Finance for tariff relief on additional products used in their Canadian manufacturing operations. The Department consulted extensively with all relevant stakeholders on each of these additional tariff relief requests.

Question

Dans le cadre du budget de 2009 et du budget de 2010, le gouvernement a mis en œuvre des mesures d'allègement tarifaire de portée générale dans le but d'améliorer la compétitivité des entreprises canadiennes et de faire du Canada une zone libre de droits de douane pour les fabricants industriels d'ici 2015 — une première parmi les pays du G-20. Ces mesures d'allègement tarifaire visent à renforcer la compétitivité des fabricants canadiens, tant sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers, en réduisant le coût des intrants ainsi que des machines et matériel. Dans le budget de 2010, le gouvernement a aussi pris l'engagement de travailler de concert avec les Canadiens en vue de déterminer d'autres secteurs pour lesquels il serait possible de réduire davantage les droits de douane.

Pour faire suite à cet engagement, un avis a été publié dans l'édition du 5 février 2011 de la Partie I de la *Gazette du Canada* pour connaître les points de vue des parties intéressées relativement à la proposition d'éliminer les droits de douane sur certains produits. La liste des produits couverts par cet avis comprenait des produits identifiés par des intervenants au cours d'un précédent processus de consultation de la *Gazette du Canada*. Par ailleurs, certains intervenants ont par la suite formulé des demandes d'allègement tarifaire directement auprès du ministère des Finances pour d'autres produits utilisés dans leurs activités de fabrication canadiennes. Le Ministère a mené de vastes consultations auprès de tous les intervenants concernés au sujet de chacune de ces trois demandes additionnelles d'allègement tarifaire.

Objectives

This initiative implements tariff relief on a range of goods that are used by Canadian manufacturers in their operations. Such relief lowers costs for businesses and bolsters their competitiveness in the domestic and foreign markets.

Description

The *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3* (the Order) reduces the Most-Favoured-Nation (MFN) rate of customs duty to “Free” on certain products that are used in manufacturing including certain apple juice concentrates, beverage flavourings and parts used to manufacture products such as footwear, furniture, lighting equipment and trailers.

For the majority of tariff items, the MFN rate of customs duty is being reduced to “Free” effective immediately. In certain instances where the affected tariff items include manufacturing inputs and other goods, new tariff classifications are created to afford duty-free status only to manufacturing inputs comprised in these broader categories.

Regulatory and non-regulatory options considered

An order made pursuant to section 82 of the *Customs Tariff* is the most appropriate mechanism to implement the initiative. Section 82 provides authority for the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, to amend the List of Tariff Provisions and rates of customs duty on goods used in the production of other goods. It is longstanding government policy to implement tariff reductions by Order in Council in order to provide timely benefits to Canadian manufacturers.

Benefits and costs

This Order eliminates tariffs on a range of items used by Canadian manufacturers and will result in an estimated \$32 million in annual customs duty revenues foregone by the Government (based on current import levels). This also represents \$32 million in annual customs duties savings for Canadian manufacturers, leading to lower operating costs and enhancing their competitiveness.

As this initiative affects the tariffs applied to a diverse range of goods, the benefits are expected to be across many manufacturing sectors. Industry stakeholders in the following manufacturing sectors have voiced support for this proposal: food processing, apparel, electrical equipment, footwear, household furniture and furnishings, metals, motor vehicles and transport equipment, pharmaceuticals, and pulp and paper.

Eliminating tariffs on manufacturing inputs also helps lower the administrative burden on businesses related to rules of origin and duty drawback. For example, it removes the need for certificates of origin where affected products are imported from a country that has a free trade agreement with Canada.

Objectifs

La présente initiative met en œuvre un allègement tarifaire sur un éventail de biens qui sont utilisés par les fabricants canadiens dans le cadre de leurs activités. Un tel allègement permet de diminuer les coûts pour les entreprises et de renforcer leur compétitivité sur le marché intérieur et les marchés étrangers.

Description

Le *Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3* (le Décret) réduit le taux de droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF) à « en franchise » à l'égard de certains produits qui sont utilisés dans le processus de fabrication, notamment certains concentrés de jus de pomme, substances aromatisantes de boisson et pièces utilisées pour fabriquer des produits tels que des chaus-sures, des meubles, des dispositifs d'éclairage et des remorques.

Pour la plupart des numéros tarifaires, le taux de droits de douane de la NPF passe immédiatement à « en franchise ». Dans certains cas où le numéro tarifaire en question couvre autant des intrants manufacturiers que d'autres produits, un nouveau classement tarifaire est établi pour s'assurer que l'exemption de droits de douane est accordée seulement aux intrants manufacturiers faisant partie de ces catégories plus générales.

Options réglementaires et non réglementaires considérées

Le mécanisme le plus approprié pour mettre en œuvre l'initiative est la prise d'un décret en vertu de l'article 82 du *Tarif des douanes*. L'article 82 donne le pouvoir au gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Finances, de modifier la Liste des dispositions tarifaires et les taux de droits de douane s'appliquant aux biens utilisés dans la production d'autres biens. La mise en œuvre d'allègement tarifaire par voie de décret afin de soutenir la compétitivité des fabricants canadiens est une politique de longue date du gouvernement.

Avantages et coûts

Le Décret élimine les tarifs à l'égard d'un éventail d'articles utilisés par les fabricants canadiens et entraînera un manque à gagner estimé à 32 millions de dollars en recettes annuelles provenant des droits de douane pour le gouvernement (sur la base des niveaux d'importation actuels). Cela représente également des économies annuelles de 32 millions de dollars pour les fabricants canadiens et, par le fait même, une diminution de leurs coûts d'exploitation qui améliorera leur compétitivité.

Puisque cette initiative touche les droits s'appliquant à une variété de biens, les avantages devraient se faire sentir dans plusieurs secteurs manufacturiers. Des intervenants des secteurs manufacturiers suivants ont exprimé leur soutien à l'endroit de cette initiative : transformation des aliments; vêtements; équipements électriques; chaussures; ameublement et accessoires de maison; métaux; véhicules motorisés et matériel de transport; produits pharmaceutiques; pâtes et papiers.

L'élimination des droits de douane s'appliquant aux intrants manufacturiers contribue aussi à réduire le fardeau administratif imposé aux entreprises quant aux règles d'origine et aux drawbacks des droits de douane. Par exemple, il n'est plus nécessaire d'obtenir des certificats d'origine quand les produits visés sont importés d'un pays qui a conclu un accord de libre-échange avec le Canada.

Rationale

This Order is consistent with the government's longstanding policy of providing tariff relief to enhance competitiveness. Eliminating tariffs on these items will lower production costs for Canadian businesses and enhance their overall competitiveness.

Consultation

Consultations have been conducted for all products covered by this Order. Most products were included in the notice published in Part I of the *Canada Gazette* on February 5, 2011. The list of products covered by that notice comprised products identified by stakeholders during a fall 2009 *Canada Gazette* consultation process on tariff relief. Furthermore, some stakeholders made requests directly to the Department of Finance for tariff relief on additional products used in their Canadian manufacturing operations — specifically, certain apple juice concentrates, chlorinated polyethylene, and articles and materials used in the production of trailers for three-wheeled motorcycles. The Department consulted extensively with all relevant stakeholders on each of these three additional tariff relief requests. With respect to one product, apple juice concentrate, there is broad support for duty relief from the Food Processors of Canada and certain food processing companies; however, some concerns were expressed by the Ontario Apple Growers and the Canadian Horticultural Council. All comments from stakeholders have been taken into consideration in developing this Order.

Implementation, enforcement and service standards

The Canada Border Services Agency is responsible for the administration of and compliance with customs and tariff legislation and regulations. In the course of its administration of these tariff changes, the Agency will inform the importing community.

Contact

Brad Norwood
International Trade Policy Division
Department of Finance
Ottawa, Ontario
K1A 0G5
Telephone: 613-992-4699
Fax: 613-992-6761

Justification

Le Décret est conforme à la politique gouvernementale de longue date consistant à accorder des allègements tarifaires en vue de favoriser la compétitivité. L'élimination des droits s'appliquant à ces articles réduira les coûts de production des entreprises canadiennes et renforcera leur compétitivité.

Consultation

Des consultations ont eu lieu pour tous les produits couverts par le Décret. La plupart des produits ont été inclus dans l'avis publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 5 février 2011. La liste de produits couverts par cet avis comprenait des produits désignés par des intervenants dans le cadre d'un processus de consultation de la *Gazette du Canada* tenu à l'automne 2009 qui portait sur l'allègement tarifaire. De plus, certains intervenants ont présenté des demandes d'allègement tarifaire directement au ministère des Finances à l'égard de produits utilisés dans leurs activités de fabrication canadiennes — spécifiquement, certains concentrés de jus de pomme, polyéthylène chloré, et articles et matériaux devant servir à la fabrication de remorques pour motocycles à trois roues. Le ministère a consulté tous les intervenants concernés relativement à chacune de ces trois demandes supplémentaires d'allègement tarifaire. À l'égard d'un produit, certains concentrés de jus de pomme, bien qu'il existe un large soutien pour un allègement tarifaire de la part des Fabricants de produits alimentaires du Canada et certains manufacturiers agro-alimentaires, des préoccupations ont été exprimées par les Ontario Apple Growers et par le Conseil canadien de l'horticulture. Tous les commentaires des intervenants ont été pris en compte dans l'élaboration du Décret.

Mise en œuvre, application et normes de service

L'Agence des services frontaliers du Canada est responsable de l'administration de la législation et de la réglementation douanières et tarifaires et de la conformité à celles-ci. Dans le cadre de l'administration de ces changements tarifaires, l'Agence informera les importateurs.

Personne-ressource

Brad Norwood
Division de la politique commerciale internationale
Ministère des Finances
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
Téléphone : 613-992-4699
Télécopieur : 613-992-6761

Registration
SOR/2011-261 November 17, 2011

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

**Regulations Amending the Off-Road
Compression-Ignition Engine Emission
Regulations**

P.C. 2011-1315 November 17, 2011

Whereas, pursuant to subsection 332(1)^a of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^b, the Minister of the Environment published in the *Canada Gazette*, Part I, on February 12, 2011, a copy of the proposed *Regulations Amending the Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations*, substantially in the annexed form, and persons were given an opportunity to file comments with respect to the Regulations or to file a notice of objection requesting that a board of review be established and stating the reasons for the objection;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of the Environment, pursuant to section 160 of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations*.

**REGULATIONS AMENDING THE OFF-ROAD
COMPRESSION-IGNITION ENGINE EMISSION
REGULATIONS**

AMENDMENTS

1. (1) The definitions “CFR” and “off-road engine” in subsection 1(1) of the *Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations*¹ are replaced by the following:

“CFR” means chapter I of Title 40 of the *Code of Federal Regulations* of the United States as amended from time to time. (CFR)
“off-road engine” means an engine, within the meaning of section 149 of the Act, that

- (a) is designed to be or is capable of being carried or moved; or
- (b) is used or designed to be used in or on a machine. (*moteur hors route*)

(2) Subsection 1(1) of the Regulations is amended by adding the following in alphabetical order:

“CFR 89” means subchapter C, part 89, of the CFR. (CFR 89)
“CFR 1039” means subchapter U, part 1039, of the CFR. (CFR 1039)
“CFR 1068” means subchapter U, part 1068, of the CFR. (CFR 1068)
“crankcase emissions” means substances that cause air pollution and that are emitted into the atmosphere from any portion of the

Enregistrement
DORS/2011-261 Le 17 novembre 2011

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE
L’ENVIRONNEMENT (1999)

**Règlement modifiant le Règlement sur les
émissions des moteurs hors route à allumage par
compression**

C.P. 2011-1315 Le 17 novembre 2011

Attendu que, conformément au paragraphe 332(1)^a de la *Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999)*^b, le ministre de l’Environnement a fait publier dans la *Gazette du Canada* Partie I, le 12 février 2011, le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression*, conforme en substance au texte ci-après, et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard ou un avis d’opposition motivé demandant la constitution d’une commission de révision,

À ces causes, sur recommandation du ministre de l’Environnement et en vertu de l’article 160 de la *Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999)*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression*, ci-après.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES
ÉMISSIONS DES MOTEURS HORS ROUTE À
ALLUMAGE PAR COMPRESSION**

MODIFICATIONS

1. (1) Les définitions de « CFR » et « moteur hors route », au paragraphe 1(1) du *Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression*¹, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« CFR » Le chapitre I du titre 40 du *Code of Federal Regulations* des États-Unis, dans sa version éventuellement modifiée. (CFR)
« moteur hors route » Moteur, au sens de l’article 149 de la Loi, qui est, selon le cas :

- a) conçu pour être déplacé ou transporté ou pouvant l’être;
- b) utilisé ou conçu pour être utilisé dans ou sur une machine. (*off-road engine*)

(2) Le paragraphe 1(1) du même règlement est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« CFR 89 » La partie 89 de la section de chapitre C du CFR. (CFR 89)
« CFR 1039 » La partie 1039 de la section de chapitre U du CFR. (CFR 1039)
« CFR 1068 » La partie 1068 de la section de chapitre U du CFR. (CFR 1068)

^a S.C. 2004, c. 15, s. 31
^b S.C. 1999, c. 33
¹ SOR/2005-32

^a L.C. 2004, ch. 15, art. 31
^b L.C. 1999, ch. 33
¹ DORS/2005-32

engine crankcase ventilation or lubrication systems. (*émissions du carter*)

“engine family” means an engine family as described in section 230, subpart C, of CFR 1039. (*famille de moteurs*)

“evaporative emissions” means hydrocarbons emitted into the atmosphere from an engine, other than exhaust emissions and crankcase emissions. (*émissions de gaz d'évaporation*)

“smoke emissions” means substances in exhaust emissions that prevent the transmission of light. (*émissions de fumée*)

“unique identification number” means a number, consisting of arabic numerals, roman letters or both, that the manufacturer assigns to the engine for identification purposes. (*numéro d'identification unique*)

“useful life” means the period of time or of use in respect of which an emission standard applies to an engine, as set out in section 104(a), subpart B, of CFR 89 or in section 101(g), subpart B, of CFR 1039. (*durée de vie utile*)

(3) Subsection 1(3) of the Regulations is amended by striking out “and” at the end of paragraph (b), by adding “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) “phase-out” shall be read as “abandon progressif” in the French version of these Regulations.

2. The Regulations are amended by adding the following after section 2:

BACKGROUND

2.1 These Regulations set out

- (a) the prescribed off-road compression-ignition engines for the purposes of the definition “engine” in section 149 of the Act;
- (b) the requirements respecting the conformity of off-road compression-ignition engines with emission standards for the purposes of sections 153 and 154 of the Act; and
- (c) other requirements for carrying out the purposes and provisions of Division 5, Part 7 of the Act.

3. Subsections 5(2) and (3) of the Regulations are replaced by the following:

(2) The engines referred to in subsection (1) do not include engines that

- (a) are designed to be used exclusively for competition and bear a label to that effect;
- (b) are regulated by the *On-Road Vehicle and Engine Emission Regulations*;
- (c) are designed to be used exclusively in underground mines, may be used outside underground mines and are certified by
 - (i) the Canada Centre for Mineral and Energy Technology (CANMET), or
 - (ii) the Mine Safety and Health Administration of the United States in accordance with Title 30, chapter I, subchapter B, part 7, subpart E of the *Code of Federal Regulations* of the United States;
- (d) have a per-cylinder displacement of less than 50 cm³;

« durée de vie utile » La période de temps ou d'utilisation pendant laquelle une norme d'émissions s'applique à un moteur, telle qu'elle est établie à l'article 104(a) de la sous-partie B du CFR 89 ou à l'article 101(g) de la sous-partie B du CFR 1039. (*useful life*)

« émissions de fumée » Substances présentes dans les émissions de gaz d'échappement qui empêchent le passage de la lumière. (*smoke emissions*)

« émissions de gaz d'évaporation » Hydrocarbures rejetés dans l'atmosphère à partir d'un moteur, à l'exclusion des émissions de gaz d'échappement et des émissions du carter. (*evaporative emissions*)

« émissions du carter » Substances qui provoquent la pollution atmosphérique et qui sont rejetées dans l'atmosphère à partir de toute partie des systèmes de ventilation ou de lubrification du carter. (*crankcase emissions*)

« famille de moteurs » S'entend au sens de l'article 230 de la sous-partie C du CFR 1039. (*engine family*)

« numéro d'identification unique » Numéro formé de chiffres arabes, de caractères romains, ou des deux, que le constructeur attribue à un moteur à des fins d'identification. (*unique identification number*)

(3) Le paragraphe 1(3) du même règlement est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) « phase-out » S'entend au sens de « abandon progressif » dans la version française du présent règlement.

2. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

CONTEXTE

2.1 Le présent règlement :

- a) désigne des moteurs hors route à allumage par compression pour l'application de la définition de « moteur » à l'article 149 de la Loi;
- b) énonce, pour l'application des articles 153 et 154 de la Loi, des exigences visant la conformité des moteurs hors route à allumage par compression aux normes d'émissions;
- c) énonce d'autres exigences, pour l'application de la section 5 de la partie 7 de la Loi.

3. Les paragraphes 5(2) et (3) du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

(2) Les moteurs visés au paragraphe (1) ne comprennent pas ceux :

- a) qui sont conçus pour être utilisés exclusivement pour la compétition et qui portent une étiquette à cet effet;
- b) qui sont régis par le *Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs*;
- c) qui sont conçus pour être utilisés exclusivement à l'intérieur d'une mine souterraine, qui peuvent être utilisés à l'extérieur de celle-ci et qui sont homologués par l'un ou l'autre des organismes suivants :
 - (i) le Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie (CANMET),
 - (ii) le Mine Safety and Health Administration des États-Unis selon la sous-partie E, partie 7, section de chapitre B, chapitre I, titre 30 du *Code of Federal Regulations* des États-Unis;

(e) are designed exclusively to be used in military machines designed exclusively for use in combat or combat support and bear either a label to that effect or the U.S. emission control information label referred to in section 225(d), subpart C, of CFR 1068;

(f) are being exported and are accompanied by a written statement establishing that they will not be sold for use or used in Canada;

(g) are designed to be used in a vessel and have fuel, cooling and exhaust systems that are integral parts of the vessel;

(h) are used or designed to be used in or on machines designed and intended not to be moved and bear either a label indicating that those engines are stationary engines or the U.S. emission control information label referred to in section 20, subpart A, of CFR 1039; or

(i) are used exclusively to provide electricity for small communities in remote areas and that bear a label to that effect.

(2.1) For the purposes of paragraphs (2)(a), (e), (h) and (i), and for greater certainty, the label, other than the U.S. emission control information label affixed under CFR 89, 1039 or 1068, shall meet the requirements set out in section 8.

(3) Subject to subsection (4), for the purposes of section 152 of the Act, the prescribed engines are those referred to in subsection (1) that are manufactured in Canada, including those that have their manufacture completed by the addition of an emission control system at the time of installation in or on a machine.

(4) Section 152 of the Act does not apply to

(a) engines of a specific model year that are covered by an EPA certificate, that have their manufacture completed in Canada by the addition of an emission control system in accordance with the certificate and the installation instructions that accompany the engines under section 15.1, and that are sold concurrently in Canada and in the United States; or

(b) engines that are to be used in Canada solely for purposes of exhibition, demonstration, evaluation or testing.

4. Subsection 6(1) of the Regulations is replaced by the following:

6. (1) A company that intends to apply a national emissions mark in relation to an engine shall make a request to the Minister to obtain an authorization that is in the form set out in Schedule 1.

5. The heading before section 7 of the Regulations is replaced by the following:

NATIONAL EMISSIONS MARK AND
LABEL REQUIREMENTS

6. (1) Subsection 7(1) of the Regulations is replaced by the following:

7. (1) The national emissions mark is the mark set out in Schedule 2.

(2) Subsections 7(3) to (5) of the Regulations are replaced by the following:

d) qui ont une cylindrée unitaire de moins de 50 cm³;

e) qui sont conçus exclusivement pour être utilisés dans des machines militaires conçues exclusivement pour le combat ou l'appui tactique et qui portent soit une étiquette à cet effet, soit l'étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions visée à l'article 225(d) de la sous-partie C du CFR 1068;

f) qui sont exportés et sont accompagnés d'une déclaration écrite attestant qu'ils ne seront pas utilisés ni vendus pour être utilisés au Canada;

g) qui sont conçus pour être utilisés dans un bâtiment et qui sont dotés de systèmes de carburant, de refroidissement et d'échappement faisant partie intégrante du bâtiment;

h) qui sont utilisés ou conçus pour être utilisés dans ou sur une machine conçue pour ne pas être déplacée et destinée à ne pas l'être, et qui portent soit une étiquette indiquant qu'il s'agit de moteurs fixes, soit l'étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions visée à l'article 20 de la sous-partie A du CFR 1039;

i) qui sont utilisés exclusivement pour fournir de l'électricité à de petites collectivités éloignées et qui portent une étiquette à cet effet.

(2.1) Pour l'application des alinéas (2)a), e), h) et i), il est entendu que l'étiquette, autre que l'étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions apposée aux termes du CFR 89, 1039 ou 1068, doit satisfaire aux exigences prévues à l'article 8.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), pour l'application de l'article 152 de la Loi, les moteurs réglementés sont ceux visés au paragraphe (1) dont la construction a lieu au Canada, y compris ceux dont la construction est complétée par l'ajout d'un système antipollution au moment de leur installation dans ou sur une machine.

(4) L'article 152 de la Loi ne s'applique pas :

a) aux moteurs d'une année de modèle donnée, visés par un certificat de l'EPA, dont la construction est complétée au Canada par l'ajout d'un système antipollution autorisé par le certificat conformément aux instructions d'installation fournies avec chaque moteur en application de l'article 15.1, et qui sont vendus au Canada et aux États-Unis durant la même période;

b) aux moteurs qui sont destinés à être utilisés au Canada à des fins strictement promotionnelles ou expérimentales.

4. Le paragraphe 6(1) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

6. (1) L'entreprise qui prévoit apposer une marque nationale relativement à un moteur doit présenter au ministre une demande pour obtenir une autorisation dont la forme est prévue à l'annexe 1.

5. L'intertitre précédant l'article 7 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

EXIGENCES RELATIVES À LA MARQUE
NATIONALE ET AUX ÉTIQUETTES

6. (1) Le paragraphe 7(1) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

7. (1) La marque nationale est celle figurant à l'annexe 2.

(2) Les paragraphes 7(3) à (5) du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

(3) A company that is authorized to apply the national emissions mark shall display the identification number assigned by the Minister in figures that are at least 2 mm in height, immediately below or to the right of the national emissions mark.

7. Section 8 of the Regulations is replaced by the following:

8. (1) The national emissions mark and any label required by these Regulations, other than a U.S. emission control information label, shall be located

(a) on or immediately next to the emission control information label referred to in paragraph 16(d); or

(b) if there is no emission control information label, in a visible or readily accessible location.

(2) The national emissions mark and any label required by these Regulations, other than a U.S. emission control information label, shall

(a) be permanently applied;

(b) be resistant to or protected against any weather condition; and

(c) bear inscriptions that are legible and indelible and that are indented, embossed or in a colour that contrasts with the label's background.

UNIQUE IDENTIFICATION NUMBER

8.1 (1) A unique identification number shall be applied to every engine.

(2) The unique identification number shall be legible and may be engraved or stamped on the engine or may be on a label that meets the requirements set out in section 8.

8. (1) Paragraphs 9(1)(a) and (b) of the English version of the Regulations are replaced by the following:

(a) in its operation, release a substance that causes air pollution and that would not have been released if the system had not been installed; or

(b) in its operation or malfunction, make the engine or the machine in which the engine is installed unsafe, or endanger persons or property near the engine or machine.

(2) Subsection 9(2) of the Regulations is replaced by the following:

(2) No engine shall be equipped with a defeat device as defined in section 107(b), subpart B, of CFR 89 or section 115(g), subpart B, of CFR 1039, as the case may be.

9. Section 10 of the Regulations is replaced by the following:

10. (1) Subject to sections 11.1 to 14, an engine of a given gross power category shall conform to,

(a) for the 2006 to 2011 model years,

(i) the exhaust emission standards set out in section 112, subpart B, of CFR 89 for those model years,

(ii) the crankcase emission standards set out in section 112(e), subpart B, of CFR 89 for those model years, and

(iii) the smoke emission standards set out in section 113, subpart B, of CFR 89 for those model years;

(b) for the 2012 to 2014 model years,

(i) subject to subsection (4), either the exhaust emission standards set out in sections 101(a), (b), (c), (e) and (f), or

(3) L'entreprise autorisée à apposer la marque nationale doit afficher le numéro d'identification que lui a assigné le ministre, lequel doit être formé de caractères d'au moins 2 mm de hauteur, juste au-dessous ou à droite de la marque nationale.

7. L'article 8 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

8. (1) La marque nationale ou toute étiquette — autre qu'une étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions — exigée par le présent règlement se trouve :

a) sur l'étiquette d'information sur la réduction des émissions visée à l'alinéa 16d), ou juste à côté;

b) en l'absence d'une telle étiquette, à un endroit bien en vue ou d'accès facile.

(2) La marque nationale ou toute étiquette — autre qu'une étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions — exigée par le présent règlement doit, à la fois :

a) être apposée en permanence;

b) résister aux intempéries ou être à l'abri de celles-ci;

c) porter des inscriptions lisibles et indélébiles qui sont renforcées, en relief ou d'une couleur contrastant avec celle du fond de l'étiquette.

NUMÉRO D'IDENTIFICATION UNIQUE

8.1 (1) Un numéro d'identification unique doit être apposé sur chaque moteur.

(2) Il doit être lisible et peut être gravé ou estampé sur le moteur ou figurer sur une étiquette qui satisfait aux exigences de l'article 8.

8. (1) Les alinéas 9(1)a) et b) de la version anglaise du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

(a) in its operation, release a substance that causes air pollution and that would not have been released if the system had not been installed; or

(b) in its operation or malfunction, make the engine or the machine in which the engine is installed unsafe, or endanger persons or property near the engine or machine.

(2) Le paragraphe 9(2) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(2) Il est interdit d'équiper les moteurs d'un dispositif de mise en échec visé à l'article 107(b) de la sous-partie B du CFR 89 ou à l'article 115(g) de la sous-partie B du CFR 1039, selon le cas.

9. L'article 10 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Sous réserve des articles 11.1 à 14, les moteurs d'une catégorie de puissance brute donnée doivent être conformes aux normes suivantes :

a) pour les années de modèle 2006 à 2011 :

(i) les normes d'émissions de gaz d'échappement prévues à l'article 112 de la sous-partie B du CFR 89 pour ces années de modèle,

(ii) les normes d'émissions du carter prévues à l'article 112(e) de la sous-partie B du CFR 89 pour ces années de modèle,

(iii) les normes d'émissions de fumée prévues à l'article 113 de la sous-partie B du CFR 89 pour ces années de modèle;

sections 102(a) and (b), subpart B, of CFR 1039 for those model years,

(ii) the crankcase emission standards set out in section 115(a), subpart B, of CFR 1039 for those model years,

(iii) the smoke emission standards set out in section 105, subpart B, of CFR 1039 for those model years, and

(iv) the evaporative emission standards for engines fuelled with volatile liquid fuels set out in section 107, subpart B, of CFR 1039 for those model years; and

(c) for the 2015 and subsequent model years,

(i) the exhaust emission standards set out in sections 101(a), (b), (c), (e) and (f), subpart B, of CFR 1039 for those model years,

(ii) the crankcase emission standards set out in section 115(a), subpart B, of CFR 1039 for those model years,

(iii) the smoke emission standards set out in section 105, subpart B, of CFR 1039 for those model years, and

(iv) the evaporative emission standards for engines fuelled with volatile liquid fuels set out in section 107, subpart B, of CFR 1039 for those model years.

(2) Subject to subsection (3), the standards referred to in subsection (1) apply for the useful life of the engine and include the test procedures, fuels and calculation methods set out in CFR 89 or CFR 1039, as the case may be, for the model year in question. For greater certainty, the certification standards described in section 120, subpart B, of CFR 89 or section 240, subpart C, of CFR 1039, as the case may be, apply to the model year in question.

(3) The in-use standards that apply for the useful life of engines of the 2012 and subsequent model years set out in the table to section 104(b), subpart B, of CFR 1039 are determined in accordance with that section.

(4) For the purposes of subparagraph (1)(b)(i), the applicable standards for interim Tier 4 engines that have a gross power category of 56 kW to less than 560 kW are the phase-out standards set out in tables 4 to 6, as applicable, to section 102, subpart B, of CFR 1039.

10.1 (1) Subject to subsection 13(3), an engine that is imported into or manufactured in Canada — other than an EPA-certified engine, an engine used in a transportation refrigeration unit referred to in section 11.1 and a replacement engine referred to in section 12 — shall bear a label that sets out

(a) the statement “THIS ENGINE CONFORMS TO ALL APPLICABLE STANDARDS FOR THE [insert model year] MODEL YEAR PRESCRIBED BY THE CANADIAN OFF-ROAD COMPRESSION-IGNITION ENGINE EMISSION REGULATIONS IN EFFECT ON THE DATE OF MANUFACTURE / CE MOTEUR EST CONFORME À TOUTES LES NORMES QUI SONT APPLICABLES À L’ANNÉE DE

b) pour les années de modèle 2012 à 2014 :

(i) sous réserve du paragraphe (4), les normes d’émissions de gaz d’échappement prévues aux articles 101(a), (b), (c), (e) et (f) ou 102(a) et (b) de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle,

(ii) les normes d’émissions du carter prévues à l’article 115(a) de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle,

(iii) les normes d’émissions de fumée prévues à l’article 105 de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle,

(iv) les normes d’émissions de gaz d’évaporation provenant de moteurs alimentés au carburant liquide volatile prévues à l’article 107 de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle;

c) pour l’année de modèle 2015 et les années de modèle ultérieures :

(i) les normes d’émissions de gaz d’échappement prévues aux articles 101(a), (b), (c), (e) et (f) de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle,

(ii) les normes d’émissions du carter prévues à l’article 115(a) de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle,

(iii) les normes d’émissions de fumée prévues à l’article 105 de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle,

(iv) les normes d’émissions de gaz d’évaporation provenant de moteurs alimentés au carburant liquide volatile prévues à l’article 107 de la sous-partie B du CFR 1039 pour ces années de modèle.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), ces normes s’appliquent pendant la durée de vie utile des moteurs. Elles comprennent les méthodes d’essai, les carburants et les méthodes de calcul qui sont prévus à leur égard dans le CFR 89 ou 1039, selon le cas, pour l’année de modèle en cause. Il est entendu que les normes d’homologation qui sont prévues à leur égard à l’article 120 de la sous-partie B du CFR 89 ou à l’article 240 de la sous-partie C du CFR 1039 s’appliquent, selon le cas, à l’année de modèle en cause.

(3) Pour les moteurs de l’année de modèle 2012 et des années de modèle ultérieures visés au tableau de l’article 104(b) de la sous-partie B du CFR 1039, les normes d’utilisation applicables pendant la durée de vie utile du moteur sont déterminées conformément à cet article.

(4) Pour l’application du sous-alinéa (1)(b)(i), les normes d’émissions applicables aux moteurs du groupe intérimaire 4 d’une catégorie de puissance brute supérieure ou égale à 56 kW mais inférieure à 560 kW sont celles à abandon progressif prévues aux tableaux 4 à 6 de l’article 102 de la sous-partie B du CFR 1039, selon le cas.

10.1 (1) Sous réserve du paragraphe 13(3), les moteurs importés ou fabriqués au Canada — sauf les moteurs visés par un certificat de l’EPA —, les moteurs utilisés dans un dispositif frigorifique de transport visés à l’article 11.1 et les moteurs de remplacement visés à l’article 12 portent une étiquette qui comporte les renseignements suivants :

a) la mention « THIS ENGINE CONFORMS TO ALL APPLICABLE STANDARDS FOR THE [insert model year] MODEL YEAR PRESCRIBED BY THE CANADIAN OFF-ROAD COMPRESSION-IGNITION ENGINE EMISSION REGULATIONS IN EFFECT ON THE DATE OF MANUFACTURE / CE MOTEUR EST CONFORME À TOUTES

MODÈLE [*inscrire l'année de modèle*] EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LES ÉMISSIONS DES MOTEURS HORS ROUTE À ALLUMAGE PAR COMPRESSION CANADIEN EN VIGUEUR À LA DATE DE SA CONSTRUCTION”;

- (b) the model year of the engine;
- (c) the date of manufacture of the engine;
- (d) the gross power or gross power category of the engine;
- (e) an identification of the emission control system;
- (f) the name of the engine manufacturer;
- (g) the engine family; and
- (h) the engine displacement.

(2) Paragraph 10.1(1)(a) does not apply when a national emissions mark is affixed to the engine.

(3) Paragraph 10.1(1)(e) does not apply to a transition engine as referred to in subsection 13(1).

10. Subsection 11(1) of the Regulations is replaced by the following:

11. (1) In this section, “adjustable parameter” means a device, system or element of design that is capable of being physically adjusted and as a result can affect emissions or engine performance during emission testing or normal in-use operation, but does not include a device, system or element of design that is permanently sealed by the engine manufacturer or that is inaccessible with the use of ordinary tools.

11. The Regulations are amended by adding the following after section 11:

TRANSPORTATION REFRIGERATION UNIT

11.1 (1) The following definition applies in this section. “transportation refrigeration unit” means a refrigeration system that is powered by an engine and that is designed to control the temperature of products that are transported in rolling stock, vehicles or trailers. (*dispositif frigorifique de transport*)

(2) The following engines that are used in a transportation refrigeration unit may, instead of conforming to the exhaust emission standards set out in subparagraphs 10(1)(b)(i) and (c)(i), conform to those set out in sections 645(a), (b), (d)(2), (d)(3), (e) and (f), subpart G, of CFR 1039:

- (a) an engine of the 2012 model year that has a gross power of less than 37 kW; and
- (b) an engine of the 2012 to 2015 model years that has a gross power of 37 kW to less than 56 kW.

(3) An engine referred to in subsection (2) shall bear either

- (a) a label that sets out
 - (i) a statement, in both official languages, that the engine is to be used exclusively in a transportation refrigeration unit,
 - (ii) the model year of the engine,
 - (iii) the date of manufacture of the engine,
 - (iv) the gross power or gross power category of the engine,
 - (v) an identification of the emission control system, and
 - (vi) the name of the engine manufacturer; or
- (b) the U.S. emission control information label referred to in section 645(d)(1), subpart G, of CFR 1039.

LES NORMES QUI SONT APPLICABLES À L'ANNÉE DE MODÈLE [*inscrire l'année de modèle*] EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LES ÉMISSIONS DES MOTEURS HORS ROUTE À ALLUMAGE PAR COMPRESSION CANADIEN EN VIGUEUR À LA DATE DE SA CONSTRUCTION »;

- b) l'année de modèle du moteur;
- c) la date de construction du moteur;
- d) la catégorie de puissance brute du moteur ou sa puissance brute;
- e) une identification du système antipollution;
- f) le nom du constructeur du moteur;
- g) la famille de moteurs;
- h) la cylindrée du moteur.

(2) L'alinéa 10.1(1)a) ne s'applique pas dans le cas où la marque nationale est apposée sur le moteur.

(3) L'alinéa 10.1(1)e) ne s'applique pas aux moteurs de transition au sens du paragraphe 13(1).

10. Le paragraphe 11(1) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

11. (1) Au présent article, « paramètre réglable » s'entend de tout dispositif, système ou élément de conception pouvant être ajusté mécaniquement et ainsi influencer sur les émissions ou la performance du moteur durant un essai de contrôle des émissions ou dans le cadre d'un usage normal, à l'exclusion de celui qui est scellé de façon permanente par le constructeur du moteur ou qui n'est pas accessible à l'aide d'outils usuels.

11. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :

DISPOSITIF FRIGORIFIQUE DE TRANSPORT

11.1 (1) La définition qui suit s'applique au présent article. « dispositif frigorifique de transport » Tout système de réfrigération alimenté par un moteur et conçu pour contrôler la température des produits transportés dans du matériel roulant, des véhicules ou des remorques. (*transportation refrigeration unit*)

(2) Les moteurs ci-après qui sont utilisés dans un dispositif frigorifique de transport peuvent, au lieu d'être conformes aux normes d'émissions de gaz d'échappement prévues aux sous-alinéas 10(1)b)(i) et c)(i), être conformes à celles visées aux articles 645(a), (b), (d)(2), (d)(3), (e) et (f) de la sous-partie G du CFR 1039 :

- a) les moteurs de puissance brute inférieure à 37 kW de l'année de modèle 2012;
- b) les moteurs de puissance brute supérieure ou égale à 37 kW, mais inférieure à 56 kW des années de modèle 2012 à 2015.

(3) Tout moteur visé au paragraphe (2) porte :

- a) soit une étiquette qui comporte les renseignements suivants :
 - (i) la mention, dans les deux langues officielles, qu'il s'agit d'un moteur à utiliser exclusivement dans un dispositif frigorifique de transport,
 - (ii) l'année de modèle du moteur,
 - (iii) la date de construction du moteur,
 - (iv) la catégorie de puissance brute du moteur ou sa puissance brute,
 - (v) une identification du système antipollution,
 - (vi) le nom du constructeur du moteur;

12. Paragraphs 12(3)(a) and (b) of the Regulations are replaced by the following:

- (a) section 8 and that sets out
- (i) a statement, in both official languages, that the engine is a replacement engine,
 - (ii) the model year of the engine or the emission standard according to which the engine was manufactured,
 - (iii) the date of manufacture of the engine,
 - (iv) the gross power or gross power category of the engine,
 - (v) an identification of the emission control system, and
 - (vi) the name of the engine manufacturer; or
- (b) section 1003(b)(7), subpart K, of CFR 89 or section 240(b)(6), subpart C, of CFR 1068, as the case may be.

13. Sections 13 and 14 of the Regulations are replaced by the following:

13. (1) This section applies to an engine for which a company elects to apply a standard set out in subsection (2), hereinafter referred to as a transition engine, that

- (a) is imported into or manufactured in Canada for the purpose of being installed in or on a machine; or
- (b) is installed in or on a machine that is imported into Canada.

(2) Instead of the standards referred to in sections 9 to 11, a company may elect to apply one or more of the following standards to transition engines that fall within the following gross power categories if, in the case of an engine referred to in paragraph (1)(a), the engine is installed in Canada during the applicable time period for that standard or, in the case of an engine referred to in paragraph (1)(b), the engine is imported before the end of that same time period:

- (a) in the case of transition engines that have a gross power of less than 19 kW, until December 31, 2014, the standards for Tier 2 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a);
- (b) in the case of transition engines that have a gross power of 19 kW to less than 37 kW,
 - (i) until December 31, 2014, the standards for Tier 2 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a), and
 - (ii) until December 31, 2018, the standards for interim Tier 4 engines set out in Table 2 to section 102, subpart B, of CFR 1039;
- (c) in the case of transition engines that have a gross power of 37 kW to less than 56 kW,
 - (i) until December 31, 2014, the standards for Tier 2 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a), and
 - (ii) until December 31, 2018, the standards for interim Tier 4 engines set out in Table 3 to section 102, subpart B, of CFR 1039;
- (d) in the case of transition engines that have a gross power of 56 kW to less than 75 kW,

b) soit une étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions visée à l'article 645(d)(1) de la sous-partie G du CFR 1039.

12. Les alinéas 12(3)a) et b) du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

- a) soit satisfait aux exigences prévues à l'article 8 et comporte les renseignements suivants :
- (i) la mention, dans les deux langues officielles, qu'il s'agit d'un moteur de remplacement,
 - (ii) l'année de modèle du moteur ou la norme des émissions suivant laquelle il a été construit,
 - (iii) la date de construction du moteur,
 - (iv) la catégorie de puissance brute du moteur ou sa puissance brute,
 - (v) une identification du système antipollution,
 - (vi) le nom du constructeur du moteur;

b) soit satisfait aux exigences prévues à l'article 1003(b)(7) de la sous-partie K du CFR 89 ou à celles prévues à l'article 240(b)(6) de la sous-partie C du CFR 1068, selon le cas.

13. Les articles 13 et 14 du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

13. (1) Le présent article s'applique à tout moteur, ci-après désigné « moteur de transition », auquel l'entreprise choisit d'appliquer une norme prévue au paragraphe (2) et qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) il est importé ou fabriqué au Canada afin d'être installé dans ou sur une machine;
- b) il est installé dans ou sur une machine et est importé au Canada.

(2) Une entreprise peut choisir d'appliquer à des moteurs de transition d'une catégorie de puissance brute donnée l'une ou plusieurs des normes ci-après au lieu de celles visées aux articles 9 à 11 si, dans le cas des moteurs visés à l'alinéa (1)a), l'installation au Canada a lieu au cours de la période correspondant à la norme choisie ou si, dans le cas de ceux visés à l'alinéa (1)b), ils sont importés au cours de cette même période :

- a) dans le cas de moteurs de transition de puissance brute inférieure à 19 kW, jusqu'au 31 décembre 2014, les normes visant les moteurs du groupe 2 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a);
- b) dans le cas de moteurs de transition de puissance brute supérieure ou égale à 19 kW mais inférieure à 37 kW :
 - (i) jusqu'au 31 décembre 2014, les normes visant les moteurs du groupe 2 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a),
 - (ii) jusqu'au 31 décembre 2018, les normes visant les moteurs du groupe intérimaire 4 selon le tableau 2 de l'article 102 de la sous-partie B du CFR 1039;
- c) dans le cas de moteurs de transition de puissance brute supérieure ou égale à 37 kW mais inférieure à 56 kW :
 - (i) jusqu'au 31 décembre 2014, les normes visant les moteurs du groupe 2 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a),
 - (ii) jusqu'au 31 décembre 2018, les normes visant les moteurs du groupe intérimaire 4 prévues au tableau 3 de l'article 102 de la sous-partie B du CFR 1039;
- d) dans le cas de moteurs de transition de puissance brute supérieure ou égale à 56 kW mais inférieure à 75 kW :

- (i) until December 31, 2018, the standards for Tier 3 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a), and
 - (ii) during the period beginning on January 1, 2014 and ending on December 31, 2020, the phase-out standards for interim Tier 4 engines set out in Table 4 to section 102, subpart B, of CFR 1039;
- (e) in the case of transition engines that have a gross power of 75 kW to less than 130 kW,
- (i) until December 31, 2018, the standards for Tier 3 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a), and
 - (ii) during the period beginning on January 1, 2014 and ending on December 31, 2020, the phase-out standards for interim Tier 4 engines set out in Table 5 to section 102, subpart B, of CFR 1039;
- (f) in the case of transition engines that have a gross power of 130 kW to 560 kW,
- (i) until December 31, 2017, the standards for Tier 3 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a), and
 - (ii) during the period beginning on January 1, 2014 and ending on December 31, 2020, the phase-out standards for interim Tier 4 engines set out in Table 6 to section 102, subpart B, of CFR 1039; and
- (g) in the case of transition engines that have a gross power of more than 560 kW,
- (i) until December 31, 2012, the standards for Tier 1 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a),
 - (ii) until December 31, 2017, the standards for Tier 2 engines set out in CFR 89 as referred to in paragraph 10(1)(a), and
 - (iii) during the period beginning on January 1, 2015 and ending on December 31, 2021, the standards for interim Tier 4 engines set out in Table 7 to section 102, subpart B, of CFR 1039.

(3) Subject to subsection (4), a transition engine shall bear either

- (a) a label that sets out the information described in section 10.1 along with a statement, in both official languages, that the engine is a transition engine; or
- (b) the U.S. emission control information label referred to in section 625(j)(1), subpart G, of CFR 1039.

(4) A transition engine that has a gross power of more than 560 kW to which a company has elected to apply the standards referred to in subparagraph (2)(g)(i) shall bear either

- (a) a label that sets out the information described in section 10.1 along with a statement, in both official languages, that the engine is a transition engine; or
- (b) the U.S. emission control information label referred to in section 102(i)(9), subpart B, of CFR 89.

13.1 (1) Subject to subsection (3), a company that elects to apply one of the standards set out in subsection 13(2) shall submit to the Minister an annual report, signed by a person who is authorized to act on behalf of the company, within 90 days after the end of the calendar year during which the engine is imported or manufactured.

- (i) jusqu'au 31 décembre 2018, les normes visant les moteurs du groupe 3 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a),
 - (ii) au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2020, les normes à abandon progressif visant les moteurs du groupe intérimaire 4 selon le tableau 4 de l'article 102 de la sous-partie B du CFR 1039;
- e) dans le cas de moteurs de transition de puissance brute supérieure ou égale à 75 kW mais inférieure à 130 kW :
- (i) jusqu'au 31 décembre 2018, les normes visant les moteurs du groupe 3 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a),
 - (ii) au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2020, les normes à abandon progressif visant les moteurs du groupe intérimaire 4 selon le tableau 5 de l'article 102 de la sous-partie B du CFR 1039;
- f) dans le cas de moteurs de transition de puissance brute supérieure ou égale à 130 kW mais inférieure ou égale à 560 kW :
- (i) jusqu'au 31 décembre 2017, les normes visant les moteurs du groupe 3 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a),
 - (ii) au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2020, les normes à abandon progressif visant les moteurs du groupe intérimaire 4 selon le tableau 6 de l'article 102 de la sous-partie B du CFR 1039;
- g) dans le cas de moteurs de transition de puissance brute supérieure à 560 kW :
- (i) jusqu'au 31 décembre 2012, les normes visant les moteurs du groupe 1 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a),
 - (ii) jusqu'au 31 décembre 2017, les normes visant les moteurs du groupe 2 prévues par le CFR 89 et visées à l'alinéa 10(1)a),
 - (iii) au cours de la période commençant le 1^{er} janvier 2015 et se terminant le 31 décembre 2021, les normes visant les moteurs du groupe intérimaire 4 selon le tableau 7 de l'article 102 de la sous-partie B du CFR 1039.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), tout moteur de transition porte :

- a) soit une étiquette qui comporte, outre les renseignements indiqués à l'article 10.1, la mention, dans les deux langues officielles, qu'il s'agit d'un moteur de transition;
- b) soit une étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions visée à l'article 625(j)(1) de la sous-partie G du CFR 1039.

(4) Tout moteur de transition d'une puissance brute supérieure à 560 kW auquel l'entreprise a choisi d'appliquer les normes visées au sous-alinéa (2)g)(i) porte :

- a) soit une étiquette qui comporte, outre les renseignements indiqués à l'article 10.1, la mention, dans les deux langues officielles, qu'il s'agit d'un moteur de transition;
- b) soit une étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions visée à l'article 102(i)(9) de la sous-partie B du CFR 89.

13.1 (1) Sous réserve du paragraphe (3), l'entreprise qui choisit de se prévaloir du paragraphe 13(2) fournit au ministre, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de chaque année civile au cours de laquelle il a fabriqué ou importé le moteur, un rapport signé par une personne autorisée à agir pour son compte.

(2) The annual report shall contain the following information:

- (a) with respect to the company,
 - (i) its name, street address and, if different, mailing address, and
 - (ii) the business number assigned to it by the Minister of National Revenue;
- (b) with respect to each transition engine referred to in paragraph 13(1)(a) that is intended for use or sale in Canada,
 - (i) the name of the manufacturer,
 - (ii) the power category,
 - (iii) the model year,
 - (iv) the emission standard referred to in subsection 13(2) according to which the engine was manufactured, and
 - (v) a statement as to whether the engine will be installed in a machine model that is sold concurrently in Canada and in the United States;
- (c) with respect to each transition engine referred to in paragraph 13(1)(b) and installed in or on a machine that is intended for use or sale in Canada,
 - (i) the name of the engine manufacturer,
 - (ii) the power category,
 - (iii) the model year,
 - (iv) the emission standard referred to in subsection 13(2) according to which the engine was manufactured, and
 - (v) a statement as to whether at least one machine of the same model as the one in which the engine is installed is sold concurrently in Canada and in the United States;
- (d) if the company referred to in subsection (1) also imports or manufactures an engine — whether installed in or on a machine or not — that is intended for use or sale in Canada and that conforms to the standards referred to in section 9 to 11, 11.1, 12 or 14, with respect to the engine,
 - (i) the name of the manufacturer,
 - (ii) the gross power or gross power category,
 - (iii) the model year,
 - (iv) the emission standard according to which the engine was manufactured, and
 - (v) a statement as to whether the engine is installed in or on a machine; and
- (e) if more than one engine referred to in paragraph (b), (c) or (d) share the characteristics referred to in subparagraphs (i) to (v) of that paragraph, the number of engines sharing those characteristics.

(3) A person who is not a company and who imports five engines or less per calendar year is exempt from the obligation to submit to the Minister the report referred to in subsection (1).

14. (1) Engines of a given model year that are covered by an EPA certificate shall, instead of conforming to the standards referred to in sections 9 to 11, conform to the certification and in-use standards referred to in the EPA certificate, if at least one engine of the same engine family is sold concurrently in Canada and in the United States.

(2) For the purposes of subsection 153(3) of the Act, the provisions of the CFR that are applicable to an engine referred to in subsection (1), under the EPA certificate, correspond to the certification and in-use standards referred to in subsection (1).

(2) Le rapport annuel comporte les renseignements suivants :

- a) à l'égard de l'entreprise :
 - (i) ses nom et adresse municipale, ainsi que son adresse postale, si elle est différente,
 - (ii) le numéro d'entreprise que lui a attribué le ministre du Revenu national;
- b) à l'égard de chaque moteur de transition visé à l'alinéa 13(1)a) destiné à être utilisé ou vendu au Canada :
 - (i) le nom du constructeur,
 - (ii) la catégorie de puissance,
 - (iii) l'année de modèle,
 - (iv) la norme visée au paragraphe 13(2) suivant laquelle il a été construit,
 - (v) une mention indiquant s'il sera installé dans un modèle de machine qui est vendu au Canada et aux États-Unis durant la même période;
- c) à l'égard de chaque moteur de transition visé à l'alinéa 13(1)b) et installé dans ou sur une machine destinée à être utilisée ou vendue au Canada :
 - (i) le nom du constructeur du moteur,
 - (ii) la catégorie de puissance,
 - (iii) l'année de modèle,
 - (iv) la norme d'émissions visée au paragraphe 13(2) suivant laquelle il a été construit,
 - (v) une mention indiquant si le moteur est installé dans au moins un modèle de machine qui est vendue au Canada et aux États-Unis durant la même période;
- d) si l'entreprise visée au paragraphe (1) importe ou fabrique aussi un moteur — qu'il soit ou non installé dans ou sur une machine — qui est destiné à être utilisé ou vendu au Canada et qui est conforme aux normes visées aux articles 9 à 11, 11.1, 12 ou 14, à l'égard de ce moteur :
 - (i) le nom du constructeur,
 - (ii) la catégorie de puissance ou sa puissance brute,
 - (iii) l'année de modèle,
 - (iv) la norme d'émissions suivant laquelle il a été construit,
 - (v) une mention indiquant s'il est installé dans ou sur une machine;
- e) dans le cas où deux ou plusieurs moteurs visés aux alinéas b), c) et d) partagent les caractéristiques visées aux sous-alinéas (i) à (v) de ces alinéas, leur nombre.

(3) La personne qui n'est pas une entreprise et qui importe cinq moteurs ou moins au cours d'une année civile est exemptée de l'obligation de présenter au ministre la déclaration visée au paragraphe (1).

14. (1) Les moteurs d'une année de modèle donnée qui sont visés par un certificat de l'EPA doivent, au lieu d'être conformes aux normes visées aux articles 9 à 11, être conformes aux normes d'homologation et d'utilisation mentionnées dans le certificat, si au moins un moteur de la même famille de moteurs est vendu au Canada et aux États-Unis durant la même période.

(2) Pour l'application du paragraphe 153(3) de la Loi, les dispositions du CFR qui sont applicables à un moteur visé au paragraphe (1) aux termes d'un certificat de l'EPA correspondent aux normes d'homologation et d'utilisation visées à ce paragraphe.

(3) For the purposes of subsection 153(3) of the Act, the EPA is the prescribed agency.

14. The heading before section 15 of the Regulations is replaced by the following:

INSTRUCTIONS

EMISSION-RELATED MAINTENANCE

15. Subsection 15(1) of the Regulations is replaced by the following:

15. (1) Every company shall ensure that the first retail purchaser of every engine or machine is provided with written instructions respecting emission-related maintenance and that the instructions are consistent with the maintenance instructions set out in section 109(a), subpart B, of CFR 89 or section 125, subpart B, of CFR 1039, as the case may be, for the model year in question.

16. The Regulations are amended by adding the following after section 15:

INSTALLATION OF EMISSION CONTROL SYSTEM

15.1 (1) Every company shall ensure that every engine that is to be installed in or on a machine in Canada is accompanied by written instructions for installing the engine and emission control system, or the address of the place or the website where those instructions may be obtained.

(2) The instructions shall contain the following information:

- (a) detailed installation procedures for the exhaust system, emission control system and any of their components; and
- (b) an indication of any limits on the types of use for the engine to ensure that the emission standards are conformed to.

(3) The instructions shall be provided in English, French or both official languages, as requested by the installer.

17. The heading before section 16 of the Regulations is replaced by the following:

RECORDS

EVIDENCE OF CONFORMITY

18. (1) The portion of section 16 of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

16. In the case of an engine referred to in subsection 14(1), evidence of conformity for the purposes of paragraph 153(1)(b) of the Act in respect of a company shall consist of

(2) Paragraph 16(d) of the Regulations is replaced by the following:

(d) a U.S. emission control information label that is permanently affixed in the form and location set out in section 110, subpart B, of CFR 89, section 135, subpart B, of CFR 1039 or, if applicable, section 645(d)(1) of that subpart for the applicable model year of the engine.

19. Sections 17 and 18 of the Regulations are replaced by the following:

(3) L'EPA est l'organisme désigné pour l'application du paragraphe 153(3) de la Loi.

14. L'intertitre précédant l'article 15 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

INSTRUCTIONS

ENTRETIEN RELATIF AUX ÉMISSIONS

15. Le paragraphe 15(1) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

15. (1) L'entreprise veille à ce que soient fournies au premier acheteur au détail de chaque moteur ou machine des instructions écrites concernant l'entretien relatif aux émissions qui sont conformes aux instructions d'entretien prévues à l'article 109(a) de la sous-partie B du CFR 89 ou à l'article 125 de la sous-partie B du CFR 1039, selon le cas, pour l'année de modèle en cause.

16. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 15, de ce qui suit :

INSTALLATION DU SYSTÈME ANTIPOLLUTION

15.1 (1) L'entreprise veille à ce que soient fournies avec chaque moteur qui est installé au Canada dans ou sur une machine des instructions écrites concernant l'installation du moteur et du système antipollution, ou l'adresse de l'endroit ou du site Web où ces instructions peuvent être obtenues.

(2) Les instructions comportent les renseignements suivants :

- a) le détail des procédés d'installation du système d'échappement, du système antipollution et de leurs composantes;
- b) les restrictions sur les types d'utilisation du moteur visant à assurer sa conformité aux normes d'émissions.

(3) Les instructions sont fournies en anglais, en français ou dans les deux langues officielles, suivant la demande de l'installateur.

17. L'intertitre précédant l'article 16 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

DOSSIERS

JUSTIFICATION DE LA CONFORMITÉ

18. (1) Le passage de l'article 16 du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

16. Pour l'application de l'alinéa 153(1)b) de la Loi à l'égard d'une entreprise, dans le cas d'un moteur visé au paragraphe 14(1), les éléments de justification de la conformité sont les suivants :

(2) L'alinéa 16d) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

d) une étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions en la forme prévue à l'article 110 de la sous-partie B du CFR 89, à l'article 135 de la sous-partie B du CFR 1039 ou, le cas échéant, à l'article 645(d)(1) de cette sous-partie, apposée en permanence à l'endroit prévu par l'article applicable pour l'année de modèle du moteur.

19. Les articles 17 et 18 du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

17. (1) In the case of an engine other than one referred to in subsection 14(1), evidence of conformity for the purposes of paragraph 153(1)(b) of the Act in respect of a company shall consist of the following:

(a) with respect to a transition engine referred to in section 13 that is installed or will be installed in or on a machine of a model of which at least one machine is sold concurrently in Canada and in the United States,

(i) in the case of a transition engine referred to in paragraph 13(1)(a),

(A) a statement, dated and signed by the company or its duly authorized representative, certifying that the engine conforms to section 625(e), subpart G, of CFR 1039,

(B) a document demonstrating that at least one machine of the same model as the one in which the engine will be installed is sold concurrently in Canada and in the United States,

(C) a copy of the documentation submitted to the EPA under section 625, subpart G, of CFR 1039, and

(D) a copy of the label referred to in subsection 13(3) or (4), if applicable,

(ii) in the case of a transition engine referred to in paragraph 13(1)(b),

(A) a statement, dated and signed by the company or its duly authorized representative, certifying that the engine conforms to section 625(e), subpart G, of CFR 1039,

(B) a document demonstrating that at least one machine of the same model as the one in which the engine is installed is sold concurrently in Canada and in the United States,

(C) a copy of the documentation submitted to the EPA under section 625, subpart G, of CFR 1039, and

(D) a copy of the label referred to in subsection 13(3) or (4), if applicable;

(b) with respect to an engine other than one referred to in paragraph (a), evidence of conformity shall be obtained and produced by a company in a form and manner that is satisfactory to the Minister and shall include a copy of the label referred to in section 10.1, 11.1, 12 or 13, as the case may be.

(2) For greater certainty, the company shall submit the evidence of conformity referred to in paragraph (1)(b) to the Minister before importing an engine or applying a national emissions mark to it.

17.1 For greater certainty, a company that imports an engine or applies a national emissions mark to it under subsection 153(2) of the Act is not required to submit the evidence of conformity referred to in subsection 17(1) to the Minister before importing it or applying a national emissions mark to it, but shall submit that evidence in accordance with subsection 153(2) of the Act before the engine leaves the possession or control of the company.

MAINTENANCE, RETENTION AND SUBMISSION OF RECORDS

18. (1) A company shall maintain records, in writing or in a readily readable electronic or optical form, that contain the following documents and retain the records for the following periods:

(a) a copy of the annual report referred to in section 13.1, for a period of eight years following the end of the calendar year in question; and

17. (1) Pour l'application de l'alinéa 153(1)b) de la Loi à l'égard d'une entreprise, dans le cas d'un moteur autre que celui visé au paragraphe 14(1), les éléments de la justification de la conformité sont :

a) dans le cas d'un moteur de transition visé à l'article 13 qui est installé ou qui sera installé dans ou sur une machine d'un modèle dont au moins une machine est vendue au Canada et aux États-Unis durant la même période :

(i) dans le cas d'un moteur de transition visé à l'alinéa 13(1)a) :

(A) une attestation, datée et signée par l'entreprise ou par son représentant dûment autorisé, certifiant que le moteur est conforme à l'article 625(e) de la sous-partie G du CFR 1039,

(B) un document établissant que ce moteur sera installé dans une machine d'un modèle dont au moins une machine est vendue au Canada et aux États-Unis durant la même période,

(C) une copie des dossiers transmis à l'EPA conformément à l'article 625 de la sous-partie G du CFR 1039,

(D) une copie de l'étiquette visée aux paragraphes 13(3) ou (4), le cas échéant,

(ii) dans le cas d'un moteur de transition visé à l'alinéa 13(1)b) :

(A) une attestation, datée et signée par l'entreprise ou par son représentant dûment autorisé, certifiant que le moteur est conforme à l'article 625(e) de la sous-partie G du CFR 1039,

(B) un document établissant que ce moteur est installé dans une machine d'un modèle dont au moins une machine est vendue au Canada et aux États-Unis durant la même période,

(C) une copie des dossiers transmis à l'EPA conformément à l'article 625 de la sous-partie G du CFR 1039,

(D) une copie de l'étiquette visée aux paragraphes 13(3) ou (4), le cas échéant;

b) dans le cas de tout autre moteur, ceux obtenus et produits par l'entreprise selon les modalités que le ministre juge satisfaisantes ainsi qu'une copie de l'étiquette visée aux articles 10.1, 11.1, 12 ou 13, selon le cas.

(2) Il est entendu que la justification prévue à l'alinéa (1)b) est fournie au ministre avant l'importation du moteur ou avant l'apposition d'une marque nationale sur celui-ci.

17.1 Il est entendu que l'entreprise qui importe un moteur ou appose la marque nationale sur celui-ci en application du paragraphe 153(2) de la Loi n'est pas tenue de fournir au préalable la justification de la conformité visée au paragraphe 17(1) au ministre, mais elle est tenue de le faire, en application du paragraphe 153(2) de la Loi, avant de se départir du moteur.

TENUE, CONSERVATION ET PRÉSENTATION DE L'INFORMATION

18. (1) L'entreprise tient les dossiers ci-après, par écrit ou sous forme électronique ou optique facilement lisible, et les conserve pendant la période précisée :

a) une copie du rapport annuel visé à l'article 13.1, pour une période de huit ans suivant la fin de l'année civile en cause;

(b) the evidence of conformity referred to in section 16 or 17, as the case may be, for a period of eight years following

- (i) if the engine is imported, the date of import, or
- (ii) in any other case, the end of the calendar year that corresponds to the model year of the engine.

(2) If the records referred to in subsection (1) are retained on a company's behalf, the company shall keep a record of the name and street address and, if different, the mailing address of the person who retains those records.

(3) If the Minister makes a written request to the company for a record referred to in subsection (1) or (2), the company shall submit it to the Minister in either official language

- (a) within 40 days after the day on which the request is made; or
- (b) within 60 days after the day on which the request is made, if the record must be translated from a language other than English or French.

20. (1) The portion of subsection 19(1) of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

19. (1) Subject to subsections (1.1) and (2) and for the purposes of paragraph 153(1)(b) of the Act, any person importing an engine into Canada shall, before the importation, submit a declaration to the Minister, signed by that person or their duly authorized representative, that contains the following information:

(2) Paragraphs 19(1)(b) to (d) of the Regulations are replaced by the following:

- (b) in respect of an engine that is not installed in or on a machine, the name of the manufacturer and the make, model and model year of the engine;
- (c) in respect of a machine, the name of the manufacturer and the make, model and type of the machine, as well as the name of the manufacturer and the make, model and model year of the engine that is installed in or on the machine;
- (d) the expected date of importation;

(3) Subparagraph 19(1)(f)(i) of the Regulations is amended by striking out "or" at the end of clause (B) and by adding the following after clause (C):

- (D) the label referred to in section 10.1 showing that the engine conformed to these Regulations at the time of its manufacture, or

(4) Section 19 of the Regulations is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) A person who is not a company and who imports five engines or less per calendar year is exempt from the obligation to submit to the Minister the declaration referred to in subsection (1).

21. Section 20 of the Regulations is replaced by the following:

20. (1) The declaration referred to in paragraph 155(1)(a) of the Act shall be signed by the person referred to in that paragraph or their duly authorized representative and shall contain

- (a) the information set out in paragraphs 19(1)(a) to (d) and, if applicable, subparagraph 19(1)(e)(i);
- (b) a written statement that the engine will be used in Canada solely for purposes of exhibition, demonstration, evaluation or testing;

b) les éléments de justification de la conformité visés à l'un des articles 16 ou 17, selon le cas, pour une période de huit ans suivant :

- (i) la date d'importation, dans le cas d'un moteur importé,
- (ii) la fin de l'année civile qui correspond à l'année de modèle du moteur, dans les autres cas.

(2) Si les dossiers mentionnés au paragraphe (1) sont conservés par une autre personne au nom de l'entreprise, cette dernière consigne les nom et adresse municipale de cette personne ainsi que son adresse postale, si elle est différente.

(3) Si le ministre demande par écrit à l'entreprise de lui fournir un dossier visé aux paragraphes (1) ou (2), l'entreprise le lui remet dans l'une ou l'autre des langues officielles, au plus tard :

- a) quarante jours après la date où la demande a été faite à l'entreprise;
- b) soixante jours après la date où la demande a été faite à l'entreprise, s'il doit être traduit d'une langue autre que le français ou l'anglais.

20. (1) Le passage du paragraphe 19(1) du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

19. (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) et (2), pour l'application de l'alinéa 153(1)(b) de la Loi, la personne qui importe un moteur au Canada doit présenter au préalable une déclaration au ministre, signée par elle ou par son représentant dûment autorisé, comportant les renseignements suivants :

(2) Les alinéas 19(1)(b) à (d) du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

- b) dans le cas d'un moteur non installé dans ou sur une machine, le nom du constructeur, la marque, le modèle et l'année de modèle du moteur;
- c) dans le cas d'une machine, le nom du constructeur, la marque, le type et le modèle de la machine, ainsi que le nom du constructeur du moteur installé dans ou sur cette machine, la marque, le modèle et l'année de modèle de ce moteur;
- d) la date d'importation prévue;

(3) Le sous-alinéa 19(1)(f)(i) du même règlement est modifié par adjonction, après la division (C), de ce qui suit :

- (D) l'étiquette visée à l'article 10.1, indiquant qu'il était conforme aux normes d'émissions du présent règlement au moment de sa construction,

(4) L'article 19 du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) La personne qui n'est pas une entreprise et qui importe cinq moteurs ou moins au cours d'une année civile est exemptée de l'obligation de présenter au ministre la déclaration visée au paragraphe (1).

21. L'article 20 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

20. (1) La justification faite par l'importateur aux termes de l'alinéa 155(1)(a) de la Loi est signée par lui ou par son représentant dûment autorisé et comporte :

- a) les renseignements visés aux alinéas 19(1)(a) à (d) et, le cas échéant, au sous-alinéa 19(1)(e)(i);
- b) une déclaration écrite attestant que le moteur est destiné à être utilisé au Canada à des fins strictement promotionnelles ou expérimentales;

- (c) the date on which the engine will be removed from Canada or destroyed or will conform to these Regulations; and
- (d) the engine's unique identification number.

(2) The declaration shall be submitted to the Minister before the engine is imported or, in the case of a company that imports more than 50 engines, quarterly, at the option of the company.

(3) A copy of the statement referred to in paragraph (1)(b) shall accompany the engine.

22. The portion of section 21 of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

21. A company that imports an engine in reliance on subsection 153(2) of the Act shall, before the importation, submit a declaration to the Minister, signed by its duly authorized representative, that contains the information described in paragraphs 19(1)(a) to (d) and subparagraph 19(1)(e)(i), along with

23. (1) The portion of section 23 of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

23. A company applying under section 156 of the Act for an exemption from conformity with any standard prescribed under these Regulations shall, before manufacturing or importing the engine, submit the following information in writing to the Minister:

(2) Subparagraph 23(f)(ii) of the French version of the Regulations is replaced by the following:

- (ii) entraverait la mise au point de nouveaux dispositifs de mesure ou de contrôle des émissions équivalents ou supérieurs à ceux qui sont conformes aux normes réglementaires,

(3) Section 23 of the Regulations is amended by adding "and" at the end of paragraph (g), by striking out "and" at the end of paragraph (h) and by repealing paragraph (i).

24. Subsection 24(1) of the Regulations is replaced by the following:

24. (1) In the case of a model of engine in respect of which the Governor in Council has, by order, granted an exemption under section 156 of the Act, the engine shall bear a label that meets the requirements set out in section 8.

25. (1) Paragraph 25(1)(b) is replaced by the following:

- (b) a description of each engine in respect of which the notice is given, including the name of the manufacturer, the make, the model, the model year, the period during which the engine was manufactured and, if applicable, the EPA engine family identification;

(2) The portion of subsection 25(3) of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) If a company submits an initial report under subsection (2), it shall submit, within 45 days after the end of each calendar quarter, a quarterly report to the Minister respecting the defect and its correction that contains the following information:

(3) Paragraph 25(3)(d) of the Regulations is replaced by the following:

- (d) the total number or percentage of engines repaired by or on behalf of the company, including engines requiring inspection only.

- c) la date où le moteur sera exporté, détruit ou conforme au présent règlement;
- d) le numéro d'identification unique du moteur.

(2) La justification est fournie au ministre avant l'importation du moteur ou, dans le cas d'une entreprise qui importe plus de cinquante moteurs, trimestriellement, au choix de cette dernière.

(3) Une copie de la déclaration visée à l'alinéa (1)b accompagne le moteur.

22. Le passage de l'article 21 du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

21. L'entreprise qui importe un moteur et qui désire se prévaloir du paragraphe 153(2) de la Loi présente au ministre, avant l'importation, une déclaration signée par son représentant dûment autorisé comportant, outre les renseignements visés aux alinéas 19(1)a) à d) et au sous-alinéa 19(1)e)(i) :

23. (1) Le passage de l'article 23 du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

23. L'entreprise qui demande, conformément à l'article 156 de la Loi, à être dispensée de se conformer à l'une ou l'autre des normes prévues par le présent règlement fournit par écrit au ministre les renseignements ci-après avant l'importation ou la fabrication du moteur :

(2) Le sous-alinéa 23f)(ii) de la version française du même règlement est remplacé par ce qui suit :

- (ii) entraverait la mise au point de nouveaux dispositifs de mesure ou de contrôle des émissions équivalents ou supérieurs à ceux qui sont conformes aux normes réglementaires,

(3) L'alinéa 23i) du même règlement est abrogé.

24. Le paragraphe 24(1) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

24. (1) Dans le cas d'un modèle de moteur pour lequel le gouverneur en conseil a pris un décret accordant une dispense en vertu de l'article 156 de la Loi, le moteur doit porter une étiquette qui satisfait aux exigences prévues à l'article 8.

25. (1) L'alinéa 25(1)b) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

- b) la description de chaque moteur visé par l'avis, notamment le nom du constructeur, la marque, le modèle, l'année de modèle et la période de construction, de même que la famille de moteur selon l'EPA, s'il y a lieu;

(2) Le passage du paragraphe 25(3) du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) L'entreprise qui présente le rapport initial visé au paragraphe (2) présente au ministre, dans les quarante-cinq jours suivant la fin de chaque trimestre civil, un rapport trimestriel concernant les défauts et les correctifs qui comporte les renseignements suivants :

(3) L'alinéa 25(3)d) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

- d) le nombre total ou la proportion des moteurs réparés par l'entreprise ou pour son compte, y compris ceux ayant exigé seulement une vérification.

26. (1) The Regulations are amended by adding the following after section 25:

TEMPORARY STANDARDS

25.1 (1) Despite section 14, an engine that is sold concurrently in Canada and in the United States and that bears the U.S. emission control information label referred to in section 625(j)(1), part 1039, of Title 40 of the *Code of Federal Regulations* of the United States must conform to the emission standards referred to in section 625, part 1039, of Title 40 of that Code instead of the standards set out in sections 9 to 11.

(2) For greater certainty, section 17 applies to an engine referred to in subsection (1).

(2) **Section 25.1 of the Regulations, as enacted by subsection (1), is repealed.**

27. The schedule to the Regulations is renumbered as Schedule 2.

28. The Regulations are amended by adding, before Schedule 2, the Schedule 1 set out in the schedule to these Regulations.

COMING INTO FORCE

29. (1) These Regulations, other than subsection 26(1), come into force 60 days after the day on which they are registered.

(2) **Subsection 26(1) of these Regulations comes into force on the day on which these Regulations are registered.**

**SCHEDULE
(Section 28)**

**SCHEDULE 1
(Subsection 6(1))**

MINISTERIAL AUTHORIZATION

Department of the Environment
Canadian Environmental Protection Act, 1999
Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations
Identification Number _____
Pursuant to the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, I, _____, the Minister of the Environment, hereby authorize (*name and address*) to use and apply at its premises located at (*location*) the national emissions mark and this identification number on the following gross power categories of prescribed engines, provided that the engines conform to all applicable emission standards: (*list gross power categories*).
This authorization expires on (*date*).
Issued on (*date*).

for the Minister of the Environment

26. (1) Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 25, de ce qui suit :

NORMES D'APPLICATION TEMPORAIRE

25.1 (1) Malgré l'article 14, tout moteur qui est vendu dans la même période au Canada et aux États-Unis et qui porte l'étiquette américaine d'information sur la réduction des émissions visée à l'article 625(j)(1) de la partie 1039 du titre 40 du *Code of Federal Regulations* des États-Unis doit, au lieu d'être conforme aux normes visées aux articles 9 à 11, être conforme aux normes d'émissions mentionnées à l'article 625 de la partie 1039 du titre 40 de ce Code.

(2) Il est entendu que l'article 17 s'applique aux moteurs visés au paragraphe (1).

(2) **L'article 25.1 du même règlement, édicté par le paragraphe (1), est abrogé.**

27. L'annexe du même règlement devient l'annexe 2.

28. Le même règlement est modifié par adjonction, avant l'annexe 2, de l'annexe 1 figurant à l'annexe du présent règlement.

ENTRÉE EN VIGUEUR

29. (1) Le présent règlement, sauf le paragraphe 26(1), entre en vigueur soixante jours après la date de son enregistrement.

(2) **Le paragraphe 26(1) du présent règlement entre en vigueur à la date de l'enregistrement du présent règlement.**

**ANNEXE
(article 28)**

**ANNEXE 1
(paragraphe 6(1))**

AUTORISATION DU MINISTRE

Ministère de l'Environnement
Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)
Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression
Numéro d'identification : _____
Conformément à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, moi, _____, ministre de l'Environnement, j'autorise par les présentes (*nom et adresse*) à utiliser et à apposer, dans ses locaux situés au (*lieu*), la marque nationale d'émissions et le numéro d'identification susmentionné sur les moteurs des catégories de puissance brute ci-après, à condition que les moteurs soient conformes à toutes les normes d'émissions applicables : (*liste des catégories de puissance brute*).

La présente autorisation prend fin le (*date*).

Délivrée le (*date*).

Pour le ministre de l'Environnement,

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Executive summary

Issue: Emissions from off-road compression-ignition engines (hereinafter referred to as off-road diesel engines) contribute towards the problem of air pollution in Canada. Air pollution leads to health-related problems, such as cardiovascular ailments and respiratory distress, as well as acid rain, reduced vegetation productivity, and building soiling and corrosion. These emissions are currently regulated under the *Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations* (hereinafter referred to as “the Regulations”).

Description: The objective of the *Regulations Amending the Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations* (hereinafter referred to as “the Amendments”) is to further reduce emissions from off-road diesel engines in Canada by establishing more stringent Canadian off-road diesel emissions standards. The Amendments align Canadian emission standards with those of the United States Environmental Protection Agency (EPA). The EPA introduced Tier 4 emission standards in 2004 and began phasing in these standards for the 2008 to 2015 model years and beyond. The Amendments to the Regulations apply to off-road diesel engines used in machines such as tractors, excavators, log skidders and bulldozers.

The Amendments will reduce emissions from off-road diesel engines by setting new standards for emissions of volatile organic compounds (VOCs), nitrogen oxide (NO_x), particulate matter (PM), and other pollutants listed as “toxic substances”¹ in Schedule 1 of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* (CEPA, 1999). The Amendments continue to minimize the regulatory burden on manufacturers and importers by recognizing EPA certificates as evidence of compliance. Furthermore, the Amendments allow companies to use transition engine provisions based on the EPA’s program for equipment-manufacturer flexibility. These provisions will also be available to companies that sell exclusively to Canada.

Cost-benefit statement: Based on the expectation from industry that Canada will continue to align with United States standards and the integrated nature of the North American off-road diesel engine market, there is already a large degree of penetration of Tier 4 engines in Canada similar to what is occurring in the United States.

¹ Schedule 1 of CEPA, 1999 includes the following air pollutants, which are typically emitted from engines and vehicles: acetaldehyde; acrolein; benzene; 1,3-butadiene; formaldehyde; nitric oxide; nitrogen dioxide; respirable particulate matter with a diameter of less than 10 micrometers; sulphur dioxide; and volatile organic compounds that participate in atmospheric photochemical reactions.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Résumé

Question : Les émissions des moteurs hors route à allumage par compression (ci-après appelés « moteurs diesel hors route ») sont une source de pollution atmosphérique au Canada, qui crée des problèmes de santé comme les malaises cardiovasculaires et la détresse respiratoire et cause aussi les pluies acides, une réduction de la productivité végétale, l’en-crassement des bâtiments et la corrosion. Ces émissions sont actuellement réglementées par le *Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression* (ci-après appelé « le Règlement »).

Description : Le *Règlement modifiant le Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression* (ci-après appelé « les modifications ») a pour objectif de réduire encore davantage les émissions des moteurs diesel hors route au Canada en imposant des normes plus rigoureuses pour les émissions de ces moteurs. Les modifications alignent les normes d’émissions canadiennes sur celles de l’Environmental Protection Agency (EPA) des États-Unis. L’EPA a fixé des normes d’émissions du groupe 4 en 2004 et a commencé à les appliquer progressivement pour les années modèles de 2008 à 2015 et celles qui suivront. Les modifications au Règlement s’appliquent aux moteurs diesel hors route utilisés dans les machines comme les tracteurs, les excavatrices, les débouqueuses de grumes et les bulldozers.

Les modifications réduiront les émissions des moteurs diesel hors route en fixant de nouvelles normes pour les émissions de composés organiques volatils (COV), d’oxydes d’azote (NO_x), de matières particulaires (MP) et d’autres polluants inscrits comme « substances toxiques »¹ à l’annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l’environnement (1999)* [LCPE (1999)]. Les modifications continuent d’alléger le fardeau réglementaire des fabricants et des importateurs en reconnaissant les certificats de l’EPA comme justification de conformité. Finalement, les modifications permettent aux entreprises d’utiliser les dispositions relatives aux moteurs de transition, en fonction du programme de flexibilité de l’EPA envers les fabricants d’équipement. Ces dispositions seront également disponibles aux compagnies qui vendent exclusivement au Canada.

Énoncé des coûts et avantages : D’une part, compte tenu des attentes du secteur industriel qui croit que le Canada continuera d’harmoniser ses normes avec celles des États-Unis et, d’autre part, compte tenu de la nature intégrée du marché du moteur diesel hors route nord-américain, les moteurs du groupe 4 sont déjà largement distribués au Canada, tout comme c’est le cas aux États-Unis.

¹ L’annexe 1 de la LCPE (1999) comprend les polluants atmosphériques suivants, généralement émis par les moteurs et les véhicules : acétaldéhyde; acroléine; benzène; 1,3-butadiène; formaldéhyde; oxyde nitrique; oxyde d’azote; matières particulaires respirables d’un diamètre de moins de 10 µm; dioxyde de soufre et composés organiques volatils participant aux réactions photochimiques dans l’atmosphère.

The EPA NONROAD model was used to provide an indication of the possible emission reductions attributable to the Amendments. Relative to the status quo emissions, it is estimated that from 2012 to 2030, emissions reductions will total 2.7 kilotonnes (kt) of VOCs, 63.3 kt of NO_x, 9.5 kt of sulphur dioxide (SO₂), and 8.4 kt of PM_{2.5}.

Detailed atmospheric modelling of these emission reductions was not feasible, and as a result, the impacts of these reductions on ambient air quality, health, and the environment are uncertain. However, in an effort to provide order of magnitude estimates of the impacts of these air quality improvements, benefits have been extrapolated based on a study performed for Environment Canada². Based on this extrapolation, the net benefits over the 19-year time frame are estimated to range from \$107 million to roughly \$213 million (present value).

Based on the assumptions discussed above, some incremental costs are estimated for importers of machines having engines meeting previous Tier standards, namely Tiers 2 and 3. The increased price of machines will result in total present value costs to importers of about \$84.3 million, with total costs to Government of roughly \$4.4 million for the training of enforcement officers, compliance promotion, regulatory administration, and testing. Therefore, the present value of all costs is estimated at \$88.7 million.

With respect to distributional impacts, Ontario is expected to incur the largest proportion of total costs. In terms of firm size, and using imported units on an annual basis as indicator, firms which imported fewer than 500 units are expected to incur the largest proportion of total costs.

In conclusion, the net benefits of the Amendments are estimated to range from \$18 million to \$124 million under conservative estimates. The benefits are estimated to be 1.2 to 2.5 times the costs. The benefits of the Amendments are therefore estimated to exceed the costs over a broad range of scenarios.

Business and consumer impacts: As noted, the North American off-road diesel engine market is highly integrated. Therefore, the vast majority of costs for firms are assumed to occur under the status quo. For impacted importers of machines, the price increase as estimated by the EPA is expected to be less than 3% on average for most models.

Domestic and international coordination and cooperation: The Amendments will align Canada's emissions standards with similar requirements of the EPA in accordance with Canada's commitment under the Ozone Annex to the 1991 Canada-United States Air Quality Agreement.

Le modèle NONROAD de l'EPA a servi à fournir une indication des réductions d'émissions imputables aux modifications. Par rapport à un scénario de statu quo, pour la période de 2012 à 2030, les réductions totales estimées sont de 2,7 kilotonnes (kt) de COV, de 63,3 kt de NO_x, de 9,5 kt de dioxyde de soufre (SO₂) et de 8,4 kt de MP_{2,5}.

Une modélisation atmosphérique détaillée de ces réductions d'émissions n'était pas réalisable et, en conséquence, les répercussions de ces réductions sur la qualité de l'air ambiant, la santé et l'environnement sont incertaines. Toutefois, dans le but de donner un ordre de grandeur des répercussions approximatives de ces améliorations de la qualité de l'air, les avantages ont été extrapolés en fonction d'une étude réalisée pour le compte d'Environnement Canada². D'après cette extrapolation, les avantages nets au cours de la période de 19 ans devraient varier entre 107 et environ 213 millions de dollars (valeur actualisée).

Selon les hypothèses émises plus haut, certains des coûts additionnels sont estimés pour les importateurs de machines dotées de moteurs conformes aux normes des groupes précédents, soit les groupes 2 et 3. Le prix majoré des machines entraînera des coûts en valeur actualisée totaux d'environ 84,3 millions de dollars pour les importateurs et des coûts totaux pour le gouvernement d'environ 4,4 millions de dollars destinés à la formation des agents de l'autorité, pour assurer la promotion de la conformité, l'administration réglementaire et les essais. La valeur actualisée nette de tous les coûts est donc estimée à 88,7 millions de dollars.

Quant aux répercussions sur le plan de la répartition, on s'attend à ce que l'Ontario représente la plus grande part des coûts. En ce qui concerne la taille des entreprises, et utilisant comme indicateur le nombre d'unités importées sur une base annuelle, les compagnies qui importaient moins de 500 unités représentent la plus grande part des coûts.

Pour conclure, les modifications auraient des bénéfices nets de 18 à 124 millions de dollars, selon des estimations conservatrices. Les avantages devraient être de 1,2 à 2,5 fois plus élevés que les coûts. Les avantages qu'apporteront les modifications devraient donc rapporter encore plus que ce qu'ils coûteront, et ce, pour un vaste éventail de scénarios.

Incidences sur les entreprises et les consommateurs : Comme nous l'avons mentionné, le marché nord-américain des moteurs diesel hors route est fortement intégré. Par conséquent, la vaste majorité des coûts sera vraisemblablement encourue par les entreprises dans le scénario de statu quo. Pour les importateurs de machines concernés, l'EPA estime que la hausse des coûts sera de moins de 3 % en moyenne pour la plupart des modèles.

Coordination et coopération à l'échelle nationale et internationale : Les modifications aligneront les normes d'émissions canadiennes sur les exigences similaires de l'EPA, conformément à l'engagement pris par le Canada dans l'Annexe sur l'ozone de l'Accord Canada — États-Unis sur la qualité de l'air de 1991.

² John Lawson, *Technical Report on Analysis of Proposed Regulation of Passenger Automobile and Light Truck Greenhouse Gas Emissions* (Environment Canada, 2010).

² John Lawson, *Rapport technique sur l'analyse du projet de réglementation sur les émissions de gaz à effet de serre des automobiles à passagers et des camions légers* (Environnement Canada, 2010).

Issue

Emissions from mobile sources such as off-road diesel engines, which are currently regulated under the *Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations*,³ are a significant contributor to air pollution in Canada. This pollution leads to numerous environmental and health related problems. As shown in Table 1, mobile sources are responsible for a significant share of Criteria Air Contaminant (CAC) emissions relative to the total national emissions inventory. CACs describe a group of air pollutants such as VOCs, NO_x and PM that cause smog and acid rain. Smog is a respiratory irritant and a major factor in numerous health related problems such as cardiovascular ailments and respiratory distress, while acid rain can have harmful effects upon plants and aquatic organisms and lead to reduced productivity of vegetation, as well as building soiling and corrosion.

Table 1: Estimated CAC emissions from off-road diesel engines in Canada in 2009⁴

	NO _x	SO ₂	PM _{2.5}	VOC	CO
Mobile emissions (kilotonnes)	1 132	95	61	510	6 606
Percentage contribution of mobile sources to National Inventory [*]	56%	6%	24%	29%	75%
Off-road diesel emissions (kilotonnes)	389	3	31	36	208
Percentage contribution of off-road diesel relative to mobile sources ^{**}	34%	3%	51%	7%	3%

* Without open and natural sources (i.e. excluding dust from roads, mine tailings, and forest fires).

** Mobile sources include heavy duty diesel/trucks, light duty vehicles/diesel/trucks, marine transportation, etc.

Emissions from off-road diesel engines represent a significant proportion of total emissions from the mobile sector in Canada, as shown in Table 1. In fact, since 1985, certain pollutant emissions from off-road diesel engines now represent a greater proportion of total mobile emissions of several CACs, including NO_x, VOCs and CO. In order to provide a healthier environment for Canadians, strong action is required on a continuous basis to reduce emissions from off-road diesel engines and machines.

Objectives

The objective of the Amendments is to protect Canada's health and environment by further reducing off-road diesel engine emissions of VOCs, NO_x, PM and other "toxic substances" listed on Schedule 1 of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* (CEPA, 1999).

³ *Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations*, Canada Gazette, Part II, February 23, 2005, SOR/2005-32, available at www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/eng/regulations/detailReg.cfm?intReg=88.

⁴ National Pollutant Release Inventory, available at www.ec.gc.ca/inrp-npri/default.asp?lang=En&n=4A577BB9-1.

Question

Les émissions de sources mobiles comme les moteurs diesel hors route, qui sont actuellement réglementées par le *Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression*,³ représentent une source importante de pollution atmosphérique au Canada. Cette pollution cause de nombreux problèmes pour l'environnement et la santé. Comme le montre le tableau 1, les sources mobiles sont responsables d'une part importante des émissions des principaux contaminants atmosphériques (PCA) dans l'inventaire des émissions totales nationales. Les PCA représentent un groupe de polluants atmosphériques comme les COV, le NO_x et les MP responsables du smog et des pluies acides. Le smog est un irritant respiratoire et un facteur majeur pour de nombreux problèmes de santé comme les malaises cardiovasculaires et la détresse respiratoire, alors que les pluies acides peuvent entraîner des effets négatifs sur les plantes et les organismes aquatiques et causer une réduction de la productivité végétale, ainsi que l'encrassement des bâtiments et la corrosion.

Tableau 1 : Émissions estimatives de PCA associées aux moteurs diesel hors route au Canada en 2009⁴

	NO _x	SO ₂	MP _{2.5}	COV	CO
Émissions mobiles (kilotonnes)	1 132	95	61	510	6 606
Pourcentage d'apport des sources mobiles à l'Inventaire national [*]	56 %	6 %	24 %	29 %	75 %
Émissions des moteurs diesel hors route (kilotonnes)	389	3	31	36	208
Pourcentage d'apport des sources hors route par rapport aux sources mobiles ^{**}	34 %	3 %	51 %	7 %	3 %

* Sans les sources ouvertes et naturelles (c'est-à-dire la poussière des routes, les résidus miniers et les feux de forêt).

** Les sources mobiles comprennent les moteurs et camions diesel lourds, les véhicules/moteurs diesel/camions légers, le transport maritime, etc.

Les émissions des moteurs diesel hors route représentent une part considérable des émissions totales du secteur mobile au Canada, comme le montre le tableau 1. En réalité, depuis 1985, certaines émissions polluantes des moteurs diesel hors route représentent maintenant une plus grande proportion des émissions totales de sources mobiles pour plusieurs PCA y compris les COV, le NO_x et le CO. Pour assainir l'environnement des Canadiens, des mesures énergiques constantes sont nécessaires pour réduire les émissions des moteurs et des machines diesel hors route.

Objectifs

Les modifications ont pour objectif de protéger la santé et l'environnement des Canadiens en réduisant davantage les émissions de COV, de NO_x, de PMP et d'autres substances toxiques inscrites à l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* [LCPE (1999)] produites par les moteurs diesel hors route.

³ Le *Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression* dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du 23 février 2005, DORS/2005-32, est disponible au www.ec.gc.ca/lcpe-cepa/fra/reglements/detailreg.cfm?intReg=88.

⁴ Inventaire national des rejets de polluants, disponible au www.ec.gc.ca/inrp-npri/default.asp?lang=Fr&n=4A577BB9-1.

The Amendments achieve this objective by establishing more stringent Canadian off-road diesel emission standards and aligning Canadian emission standards and test procedures with those of the EPA, as well as by allowing Canada to fulfill its commitments under the Canada-United States Air Quality Agreement (Ozone Annex). The Amendments strive to minimize the regulatory burden on companies, where possible, and allow companies to use the transition engine provisions. Transition engine provisions will also be available to those companies that sell exclusively to Canada.

Background

The Ozone Annex to the 1991 Canada-United States Air Quality Agreement (December 7, 2000) was introduced to reduce the trans-boundary flow of ground-level ozone and its precursors (VOCs and NO_x) between the United States and Canada. Under this agreement, Canada committed to develop and implement emission regulations under CEPA, 1999 for new non-road engines aligned with the United States federal emissions program.

In the spring of 1999, as a precursor to regulatory action, Memoranda of Understanding (MOUs) were initiated under CEPA, 1999 between Environment Canada and 13 major engine manufacturers. Under the terms of the MOUs, manufacturers voluntarily agreed to supply to Canada off-road diesel engines that met the applicable Tier 1 emission standards of the EPA.

In January of 2006, the Regulations under section 160 of CEPA, 1999 introduced standards to reduce smog-forming emissions from off-road diesel engines typically used in construction, mining, farming and forestry machines. The Regulations aligned Canadian requirements with the corresponding EPA emission standards, as per Canada's commitments under the Ozone Annex.

On April 26, 2007, the Government of Canada re-affirmed its commitment to reduce smog-forming emissions from vehicles and engines through alignment with the EPA rules, with publication of the *Notice of intent to develop and implement Regulations and other measures to reduce air emissions*⁵ (October 2006) and the associated *Regulatory Framework for Air Emissions*.⁶

Description

The Amendments align Canadian emissions standards with those of the EPA for off-road diesel engines as established under Title 40, Part 1039 of the *Code of Federal Regulations* (CFR). The EPA introduced Tier 4 emission standards in 2004 and these standards came or will come into effect for different power categories between the 2008 and 2015 model years and beyond. In some instances, provisions from Title 40, Part 89 will also continue to apply. Also, requirements related to labelling, from Title 40, Part 1068, are included in the Amendments.

⁵ *Notice of intent to develop and implement regulations and other measures to reduce air emissions*, *Canada Gazette*, Part I, October 21, 2006, Vol. 140, No. 42 at page 3351, available at www.gazette.gc.ca/archives/p1/2006/2006-10-21/pdf/g1-14042.pdf.

⁶ *Regulatory Framework for Air Emissions*, April 26, 2007, available at www.ecoaction.gc.ca/news-nouvelles/20070426-1-eng.cfm.

Les modifications atteignent cet objectif en resserrant les normes canadiennes pour les moteurs diesel hors route et en les alignant sur celles de l'EPA, en conformité avec les engagements pris par le Canada dans l'Accord Canada — États-Unis sur la qualité de l'air (l'Annexe sur l'ozone). Ces modifications visent à alléger le fardeau réglementaire des compagnies, dans la mesure du possible, et à permettre aux compagnies d'utiliser les dispositions relatives aux moteurs de transition. Les dispositions relatives aux moteurs de transition pourront également être utilisées par les compagnies qui vendent exclusivement au Canada.

Contexte

L'Annexe sur l'ozone de l'Accord Canada — États-Unis sur la qualité de l'air de 1991 (7 décembre 2000) a été adoptée pour réduire le mouvement transfrontalier de l'ozone troposphérique et de ses précurseurs (COV et NO_x) entre les États-Unis et le Canada. Aux termes de l'Accord, le Canada s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre une réglementation des émissions, en vertu de la LCPE (1999), pour les moteurs neufs à usage hors route, en s'alignant sur le programme fédéral américain en matière d'émissions.

Au printemps de 1999, comme mesure préalable à l'application de la réglementation, des protocoles d'entente ont été établis en vertu de la LCPE (1999) entre Environnement Canada et 13 grands fabricants de moteurs. Selon les modalités des protocoles, les fabricants acceptaient volontairement de produire pour le Canada des moteurs diesel hors route conformes aux normes d'émissions du groupe 1 de l'EPA.

En janvier 2006, le Règlement pris en vertu de l'article 160 de la LCPE (1999) prescrivait des normes visant à réduire les émissions responsables du smog provenant de moteurs diesel hors route généralement installés dans les machines utilisées pour la construction, l'exploitation minière, l'agriculture et la foresterie. Le Règlement rendait les exigences canadiennes compatibles avec les normes d'émissions correspondantes de l'EPA, conformément aux engagements pris par le Canada dans l'Annexe sur l'ozone.

Le 26 avril 2007, le gouvernement du Canada a réaffirmé son engagement à réduire les émissions responsables du smog produites par les véhicules et les moteurs en adoptant des règles équivalentes à celles de l'EPA, avec la publication de l'*Avis d'intention d'élaborer et de mettre en œuvre des règlements et d'autres mesures pour réduire les émissions atmosphériques*⁵ (octobre 2006) et du *Cadre réglementaire sur les émissions atmosphériques*⁶ qui y est associé.

Description

Les modifications alignent les normes d'émissions canadiennes sur celles établies par l'EPA pour les moteurs diesel hors route en vertu du titre 40, partie 1039 du *Code of Federal Regulations* (CFR). L'EPA a fixé des normes d'émissions provisoires et définitives du groupe 4 en 2004, et ces normes sont entrées en vigueur ou entreront en vigueur pour différentes catégories de puissance entre les années modèles 2008 et 2015 et celles qui suivront. Dans certains cas, les dispositions en vertu du titre 40, partie 89 continueront de s'appliquer. De plus, les exigences

⁵ *Avis d'intention d'élaborer et de mettre en œuvre des règlements et d'autres mesures pour réduire les émissions atmosphériques*, Partie I de la *Gazette du Canada*, 21 octobre 2006, vol. 140, n° 42 à la page 3351, disponible au www.gazette.gc.ca/archives/p1/2006/2006-10-21/pdf/g1-14042.pdf.

⁶ *Cadre réglementaire sur les émissions atmosphériques*, 26 avril 2007, au www.ecoaction.gc.ca/news-nouvelles/20070426-1-eng.cfm.

With the Amendments, new Canadian emission standards apply to diesel engines of 2012 and later model years that are manufactured on, or after, the coming into force date. The Amendments apply to off-road diesel engines such as those found in construction, some mining, farming and forestry machines. This includes tractors, excavators, log skidders and bulldozers.

In addition to setting new standards, the Amendments also include new requirements with regard to installation instructions for after-treatment systems; requirements relative to maintenance manuals and procedures; updates to the transition engine provisions; optional alternate standards for engines used in transportation refrigeration units; new labelling requirements, including new labelling requirements for stationary engines, as well as other miscellaneous changes to improve the clarity and enforceability of the Regulations.

New standards for exhaust, crankcase and evaporative emissions

The Amendments incorporate the EPA's steady-state and transient emission standards for exhaust, crankcase, and evaporative emissions for 2012 and later model years. The allowable emission levels from individual engines are significantly reduced from current standards, including reductions of 37% of combined non-methane hydrocarbons (NMHCs)⁷ and NO_x emissions, and from 50% to 95% reductions of PM emissions.

Crankcase emissions and evaporative emission standards

In addition, turbocharged diesel engines, like all engines, can no longer release crankcase emissions, and an evaporative emission standard is introduced for off-road diesel engines fuelled with volatile liquid fuels (i.e. fuels that easily evaporate such as methanol).

Installation instructions, maintenance manuals and procedures

The Amendments include requirements for maintenance manuals and installation instructions for emission control systems. The content of the manuals is consistent with the instructions set out in CFR 1039.

Updates to the transition engine provisions

The Amendments update the transition engine provisions based on the EPA program for equipment-manufacturer flexibility outlined in Title 40, Part 1039. The transition engine provisions, available during specified time frames, allow for the manufacture and the import of engines meeting the transition engine specific standards. The quantity of these transition engines will not be limited but will be monitored through annual reporting. Environment Canada will be assessing the proportion of transition engines manufactured or imported into Canada in comparison to the proportion in the United States. If the use of the transition engine provisions, in comparison to their use in the United States, becomes excessive, Environment Canada will consider modifying the provisions.

⁷ It should be noted that NMHCs consist of NO_x and VOCs.

relatives à l'étiquetage, du titre 40, partie 1068, sont incluses dans les modifications.

Les nouvelles normes d'émissions canadiennes s'appliquent aux moteurs diesel de 2012 et des années modèles ultérieures fabriqués à partir de la date d'entrée en vigueur des modifications. Les modifications s'appliquent aux moteurs diesel hors route comme ceux qui sont installés dans des machines utilisées pour la construction, certaines activités minières, l'agriculture et la foresterie, notamment les tracteurs, les excavatrices, les débusqueuses de grumes et les bulldozers.

En plus de fixer de nouvelles normes, les modifications incluent également : de nouvelles exigences quant aux directives d'installation du système antipollution, des exigences relatives aux manuels et procédures d'entretien; des mises à jour des dispositions sur les moteurs de transition; des normes de rechange facultatives pour les moteurs utilisés dans les groupes frigorifiques de transport; de nouvelles exigences en matière d'étiquetage; dont de nouvelles exigences d'étiquetage pour les moteurs stationnaires, ainsi que d'autres changements destinés à améliorer la clarté et l'exécution du Règlement.

Nouvelles normes pour les émissions de gaz d'échappement, du carter et des gaz d'évaporation

Les modifications incorporent les normes de l'EPA pour les émissions des gaz d'échappement, du carter et des gaz d'évaporation en régime stable et en régime transitoire pour 2012 et les années modèles ultérieures. Les niveaux d'émissions admissibles pour chaque moteur représentent une réduction appréciable par rapport aux normes actuelles, notamment une réduction de 37% des émissions d'hydrocarbures non méthaniques (HCNM)⁷ et de NO_x combinés ainsi qu'une réduction de 50% à 95% des émissions de MP.

Normes sur les émissions de carter et les gaz d'évaporation

De plus, les moteurs diesel turbocompressés, comme tous les moteurs, ne peuvent plus produire d'émissions de carter. En outre, une norme sur les gaz d'évaporation est établie pour les moteurs diesel hors route alimentés par des carburants liquides volatils (carburants qui s'évaporent facilement, comme le méthanol).

Manuels et directives d'installation et d'entretien

Les modifications comprennent des exigences relatives aux manuels d'entretien, ainsi qu'aux procédures d'installation des dispositifs antipollution. Le contenu des manuels est compatible avec les directives établies dans le CFR 1039.

Mise à jour des dispositions relatives aux moteurs de transition

Les modifications mettent à jour les dispositions relatives aux moteurs de transition en fonction du programme de flexibilité envers les fabricants d'équipement présenté dans le titre 40, partie 1039. Les dispositions relatives aux moteurs de transition, disponibles pendant certaines périodes établies, permettent la fabrication et l'importation de moteurs conformes aux normes établies pour les moteurs de transition. La quantité de ces moteurs ne sera pas limitée mais celle-ci sera surveillée par l'entremise de rapports annuels. Environnement Canada évaluera la proportion de moteurs de transition fabriqués ou importés au Canada comparativement à celle des États-Unis. Si l'utilisation des dispositions relatives aux moteurs de transition devient excessive, comparativement à leur utilisation aux États-Unis, Environnement Canada prendra en considération la modification des provisions.

⁷ Il convient de noter que les HCNM regroupent le NO_x et les COV.

Engines powering transportation refrigeration units

The Amendments incorporate the optional alternate emissions standards for engines used in transportation refrigeration units (TRUs), as outlined in CFR 1039. A TRU is a refrigeration system that is powered by an engine and that is designed to control the temperature of products that are transported in rolling stock, vehicles or trailers.

New labelling requirements

The labelling requirements in the Amendments have been updated, and in most cases, EPA labels are accepted. For those cases where the engine does not have an EPA label, the Amendments specify the information that must be on the label. These requirements are aligned with the information required by the EPA for the corresponding label. The Amendments also require that engines have a unique identification number.

In addition, engines excluded from the emission requirements due to the nature of their uses will require a label indicating that the engines are only to be used for the specific applications for which they are excluded from the application of the Amendments.

Requirements for stationary engines

While stationary engines continue to be exempt from the emission requirements, the Amendments will require that these engines bear a label. This will help improve compliance verification, as well as the enforceability of the Regulations.

Engines certified by the EPA

Tier 4 engines that have EPA certification and are available for sale in Canada and the United States will be required to meet the emission standards specified on the EPA certificate for that engine.

Use of the national emissions mark

The national emissions mark (NEM) will be required for engines that are manufactured and for sale in Canada. This includes engines that have emission control systems installed in Canada for which the installation does not correspond to the EPA certificate for that engine.

Importation documentation

To improve the administration of the Regulations, the Amendments require that importers submit an importation declaration document to the Minister instead of to the Canada Border Services Agency (as previously required in the Regulations) prior to importation of the engines or machines. The Amendments also provide the possibility of submitting bulk declarations in certain cases to reduce the burden to industry and government.

The Canadian off-road compression-ignition engine industry

There is no known production of off-road diesel engines in Canada. The Canadian off-road diesel engine and machine market is mainly supplied by established manufacturers, either multinationals or North American.

It is estimated that in 2007, roughly 160 000 engines with a value of \$880 million were imported into Canada. However, domestic demand for off-road diesel engines and machines was

Moteurs alimentant des dispositifs frigorifiques de transport

Les modifications incorporent les normes de rechange facultatives en matière d'émissions des moteurs utilisés dans les dispositifs frigorifiques de transport (DFT) prévues au CFR 1039. Les DFT sont des systèmes de réfrigération alimentés par un moteur et conçus pour contrôler la température des produits transportés dans du matériel roulant, des véhicules ou des remorques.

Nouvelles exigences relatives à l'étiquetage

Les exigences relatives à l'étiquetage ont été mises à jour dans les modifications et dans la plupart des cas, les étiquettes de l'EPA sont reconnues. Dans les cas où le moteur n'a pas d'étiquette de l'EPA, les modifications précisent l'information qui doit figurer sur l'étiquette. Ces exigences sont alignées sur l'information requise par l'EPA pour des étiquettes correspondantes. Les modifications exigent aussi que les moteurs possèdent un numéro d'identification unique.

De plus, les moteurs exclus des exigences relatives aux émissions de par leurs utilisations devront porter une étiquette indiquant que ces moteurs ne doivent être utilisés que pour les applications particulières pour lesquelles ils reçoivent l'exemption de l'application des modifications.

Exigences relatives aux moteurs stationnaires

Les moteurs stationnaires demeurent exemptés des exigences relatives aux émissions et les modifications exigeront qu'ils portent une étiquette. Cela améliorera la vérification de la conformité et l'exécution du Règlement.

Moteurs visés par un certificat de l'EPA

Les moteurs du groupe 4 visés par un certificat de l'EPA et qui sont offerts en vente au Canada et aux États-Unis devront répondre aux normes spécifiées sur le certificat de l'EPA pour ce moteur.

Utilisation de la marque nationale

La marque nationale est requise pour les moteurs fabriqués et offerts à la vente au Canada. Cela comprend les moteurs dont le dispositif antipollution a été installé au Canada dans le cas où cette installation ne correspond pas au certificat de l'EPA pour ce moteur.

Documentation sur les importations

Dans le but d'améliorer l'administration du Règlement, les modifications obligent les importateurs à soumettre un document de déclaration d'importation au ministre plutôt qu'à l'Agence des services frontaliers du Canada (tel que requis par le Règlement) avant d'importer des moteurs ou des machines. Les modifications donnent aussi la possibilité de soumettre des déclarations en vrac dans certains cas afin d'alléger le fardeau de l'industrie et du gouvernement.

L'industrie canadienne des moteurs hors route à allumage par compression

Il n'existe aucun producteur connu de moteurs diesel hors route au Canada. Le marché canadien des moteurs et des machines diesel hors route est surtout approvisionné par des fabricants établis, soit multinationaux ou nord-américains.

Selon les estimations, environ 160 000 moteurs d'une valeur de 880 millions de dollars ont été importés au Canada en 2007. Cependant, la récente récession a influé sur la demande nationale de

impacted by the recent recession. By 2009, approximately 56 000 engines were imported having a value of about \$330 million. These engines were imported for installation in new diesel machines, or to replace engines in existing machines.

Likewise, in 2007, an estimated 67 000 off-road diesel machines were imported into Canada, with an approximate value of \$5.9 billion. The impact of the recession was also observed in the machine market and in 2009 the sector imported roughly 28 000 machines with an estimated value of \$2.7 billion.

The market for off-road diesel machines is comprised of firms in the following sectors: agriculture; construction; some mining, forestry, general industrial; lawn and garden; material handling; pumps and compressors; and welders and generators. Off-road diesel machines represent an essential part of operative assets of these sectors.

In terms of quantity, about 96% of imported machines are shipped from countries which have incorporated Tier 4 or similar standards or are significant manufacturers of Tier 4 compliant machines. In 2007, the majority of imports were shipped from the United States (65%), the European Union (19%) and Japan (12%).

Regulatory and non-regulatory options considered

Several regulatory and non-regulatory measures have been considered, and descriptions of each are provided below.

Status quo

Under the status quo, most imported off-road diesel engines are expected to be compliant with the Tier 4 standards in the United States. However the option of retaining the current standards does not take full advantage of the opportunity for continued reductions in off-road diesel engine emissions, as the Canadian market would remain open to increasing use of Tier 2 and Tier 3 engines and machines. Maintaining the status quo would also be inconsistent with Canada's commitment to align Canada's emission standards with those of the United States as outlined in the Ozone Annex. This option was therefore rejected.

Regulations aligning Canadian standards with those of the United States

Given the highly integrated North American engine and machine industry and the progressive nature of United States federal emission standards, there has been broad support from stakeholders (i.e. industry, other government departments, and environmental non-governmental organizations) for the policy of aligning Canada's emission standards with those of the United States. This support was evidenced throughout the consultation process on the regulatory development of the four on-road and off-road vehicle and engine emission regulations that are in effect under CEPA, 1999. Aligning with EPA rules allows for reductions in emissions by preventing the potential importation of higher emitting engines, is cost-effective for companies and consumers and creates a level North American market.

moteurs et de machines diesel hors route. En 2009, ce chiffre était passé à quelque 56 000 moteurs importés pour une valeur d'environ 330 millions de dollars. Les moteurs étaient importés à des fins d'installation dans de nouvelles machines diesel ou pour remplacer les moteurs de machines existantes.

De même, on estime qu'en 2007, quelque 67 000 machines diesel hors route d'une valeur approximative de 5,9 milliards de dollars ont été importées au Canada. L'impact de la récession a également été observé sur le marché des machines et en 2009, ce secteur a importé environ 28 000 machines d'une valeur estimée à 2,7 milliards de dollars.

Le marché de machines diesel hors route est composé de compagnies œuvrant dans les secteurs suivants : agriculture, construction, certaines activités minières, foresterie, industrie générale, entretien de pelouses et jardins, manutention de matériel, pompes et compresseurs, soudage et génératrices. Les machines diesel hors route représentent une partie essentielle des biens servant aux opérations de ces secteurs.

Pour ce qui est de la quantité, environ 96 % des machines importées sont expédiées par des pays ayant adopté les normes du groupe 4 ou des normes similaires ou qui sont des fabricants importants de machines conformes aux normes du groupe 4. En 2007, la majorité des importations ont été expédiées des États-Unis (65 %), de l'Union européenne (19 %) et du Japon (12 %).

Options réglementaires et non réglementaires considérées

Plusieurs mesures réglementaires et non réglementaires ont été envisagées et sont décrites ci-dessous.

Statu quo

Dans un scénario de statu quo, la plupart des moteurs diesel hors route importés sont censés être conformes aux normes du groupe 4 des États-Unis. Cependant, l'option de maintenir les normes actuelles ne permet pas de saisir pleinement l'occasion de poursuivre les réductions des émissions des moteurs diesel hors route, étant donné que le marché canadien demeurerait ouvert à une utilisation accrue de moteurs et de machines conformes aux normes des groupes 2 et 3. Maintenir le statu quo irait aussi à l'encontre de l'engagement pris par le Canada consistant à harmoniser les normes d'émissions du Canada avec celles des États-Unis, énoncé dans l'Annexe sur l'ozone. Cette option a donc été rejetée.

Règlement harmonisant les normes canadiennes avec celles des États-Unis

Étant donné que le secteur nord-américain des moteurs et des machines est fortement intégré et compte tenu de la nature progressive des normes d'émissions fédérales des États-Unis, la politique consistant à aligner les normes d'émissions du Canada sur celles des États-Unis a bénéficié d'un large appui des parties intéressées (c'est-à-dire l'industrie, d'autres ministères et des organisations environnementales non gouvernementales). Ce soutien s'est manifesté tout au long du processus de consultation sur l'élaboration des quatre règlements sur les émissions des véhicules et des moteurs routiers et hors route mis en vigueur en application de la LCPE (1999). L'harmonisation avec les règles de l'EPA permet des réductions d'émissions en prévenant l'importation de moteurs plus polluants, est plus économique pour les compagnies et les consommateurs et crée un marché nord-américain équitabile.

Industry stakeholders are supportive of aligning Canadian regulations with U.S. standards because this reduces their administrative burden. They are also supportive of incorporating provisions similar to the U.S. flexibility provisions in the amendments in order to help off-set the cost and performance differences between the earlier standards and the Tier 4 engines. Engines designed to meet the new standards are more expensive due to increased production costs as well as the addition of emission control technologies such as diesel particulate filters.

Major industry stakeholders have called for the quick implementation of the Tier 4 standards to maintain a level playing field in the North American market and to ensure that companies offering engines that meet the new standards do not lose market share to less expensive but more polluting engines.

Alignment with EPA emission standards represents the most cost-effective option for Canada to achieve its desired environmental objectives, and was therefore chosen.

Benefits and costs

Summary

From 2012 to 2030, the Amendments are estimated to reduce emissions of several CACs including 63.3 kt of NO_x, 9.5 kt of SO₂, 8.4 kt of PM_{2.5} and 2.7 kt of VOCs. While precise air quality modeling was not available, extrapolation from similar studies suggests that the socio-economic value of these emission reductions ranges from \$107 to \$213, in net present value, using a 3% discount rate. However, to the extent that the proportion of compliant machines is reduced in the base case, the benefits would increase accordingly.

The costs of the Amendments during this same period were also discounted using a 3% social discount rate. It is estimated that the total discounted costs of the Amendments are around \$88.7 million including about \$84.3 million to importers of off-road diesel machines and about \$4.4 million to government. The net benefit of the Amendments is therefore estimated to range from \$18 million to \$124 million. The benefits are estimated to be 1.2 to 2.5 times the costs. The benefits of the Amendments are expected to exceed the costs over a broad range of scenarios.

Benefits

Emission reductions

The Amendments further reduce CACs and smog-forming emissions from off-road diesel engines in Canada. Tier 4 compliant engines will be phased in over several years as they gradually replace the existing higher-emitting engines, allowing for progressively greater emission reductions of air pollutants from the off-road diesel fleet. Tier 4 engines are assumed to enter the engine fleet via imports and manufacturing of new machines, as well as through the replacement of older engines in existing machines.

Les parties intéressées sont en faveur d'aligner la réglementation canadienne avec les normes des États-Unis, car cela réduit leur fardeau administratif. Les parties intéressées sont également favorables à l'incorporation de dispositions semblables aux dispositions de flexibilité aux États-Unis dans les modifications afin d'aider à compenser les différences de coût et de performance entre les normes antérieures et les moteurs du groupe 4. Les moteurs conçus pour répondre aux nouvelles normes sont plus chers en raison des coûts de production accrus ainsi que de l'ajout de technologies de contrôle des émissions telles que les filtres à particules pour diesel.

Les parties intéressées de l'industrie ont demandé une mise en œuvre rapide des normes du groupe 4 pour maintenir l'équilibre des règles du jeu dans le marché nord-américain et pour assurer que les entreprises offrant des moteurs qui répondent aux nouvelles normes ne perdent pas des parts de marché aux moteurs moins coûteux mais plus polluant.

L'harmonisation avec les normes d'émissions de l'EPA représente l'option la plus économique que peut choisir le Canada pour atteindre ses objectifs environnementaux. C'est donc celle qui a été retenue.

Avantages et coûts

Sommaire

De 2012 à 2030, les modifications devraient permettre de réduire les émissions de plusieurs PCA, notamment de 63,3 kt de NO_x, de 9,5 kt de SO₂, de 8,4 kt de MP_{2,5} et 2,7 kt de COV. Même si une modélisation précise de la qualité de l'air n'était pas disponible, une extrapolation à partir d'études semblables laisse entendre que la valeur socioéconomique de ces réductions d'émissions varie entre 107 et 213 millions de dollars, en valeur nette actualisée, en utilisant un taux d'actualisation public de 3 %. Toutefois, les avantages augmenteront en proportion de la réduction du nombre des machines conformes dans le scénario de référence.

Le coût des modifications durant cette même période a été actualisé selon un taux d'actualisation public de 3 %. On estime que les coûts actualisés totaux des modifications s'élèvent à quelque 88,7 millions de dollars, dont environ 84,3 millions de dollars pour les importateurs de machines diesel hors route et environ 4,4 millions de dollars pour le gouvernement. La valeur actualisée nette des modifications est estimée se situer entre 18 millions de dollars et 124 millions de dollars. Les avantages devraient être de 1,2 à 2,5 fois plus élevés que les coûts. Les avantages des modifications devraient rapporter encore plus que ce qu'ils coûteront, et ce, pour un vaste éventail de scénarios.

Avantages

Réductions d'émissions

Les modifications réduisent les émissions des PCA et les émissions responsables du smog produites par les moteurs diesel hors route au Canada. Les moteurs répondant aux normes du groupe 4 seront introduits progressivement pendant quelques années, à mesure qu'ils remplaceront les moteurs actuels, plus polluants, ce qui permettra une réduction croissante des émissions de polluants atmosphériques produits par le parc de moteurs diesel hors route. On prévoit que les moteurs répondant aux normes du groupe 4 intégreront le parc au fil des importations et de la fabrication de nouvelles machines et par le remplacement de moteurs anciens dans des machines existantes.

To provide an indication of the possible emission reductions which may be achieved, Environment Canada forecast emissions from off-road diesel engines for several benchmark years between 2012 and 2030 using the EPA NONROAD⁸ model with Canadian input data. While recognizing that the absence of a comprehensive data set which accurately captures the stock and flow of off-road diesel engines in Canada creates uncertainty with respect to these scenarios, they depict a plausible and directionally representative forecast of emission trends.

The following two emission forecast scenarios were modeled: a baseline scenario in which there is zero penetration of Tier 4 off-road diesel engines in Canada; and, a regulatory scenario, in which 100% compliance with Tier 4 standards is assumed. A linear growth rate between benchmark years was also applied to estimate total annual emissions from 2012 to 2030. Given the limitations on data, this is viewed as an imperfect but reasonable method to extrapolate overall emission reductions.

Based on the assumption that 96% of off-road diesel machines entering the Canadian marketplace will be compliant under the status quo over the following 19 years, the analysis only attributes 4% of the total emission reductions to the Amendments. Table 2 shows that the more stringent Tier 4 standards for off-road diesel engines result in reduced emissions of several CACs and toxics over the next 19 years. Table 2 also demonstrates that the Amendments will reduce emissions of other substances on the list of toxic substances. While the Amendments do not enforce specific limits for these toxic substances, the application of Tier 4 technology will offer co-benefits for human health and the environment in terms of their reduced emissions.

Table 2: Estimated emission reductions from off-road diesel engines, 2012 to 2030

	Total Estimated Emission Reductions (kt)
	2012–2030
VOCs	2.7
NO _x	63.3
PM _{2.5}	8.4
SO ₂	9.5
NMHC	2.4
Benzene	0.05
Formaldehyde	0.40

Health and environmental benefits

The upgrade to Tier 4 emissions standards for off-road diesel engines provides significant benefits in terms of improved air quality and reduced exposure to air pollutants and toxic substances. The potential impacts on the health and environment of Canadians include changes in mortality and morbidity, impacts on agriculture such as improved crop productivity and yield due to

⁸ The NONROAD model and supporting documentation is available at www.epa.gov/otaq/nonrdmdl.htm.

Pour donner un aperçu des réductions d'émissions possibles, Environnement Canada a fait des prédictions des émissions des moteurs diesel hors route pour plusieurs années de référence entre 2012 et 2030 en appliquant des données canadiennes au modèle NONROAD⁸ de l'EPA. Le fait qu'aucun ensemble de données globales ne permet de décrire avec précision la situation actuelle en termes de stock et de flux des moteurs diesel hors route au Canada crée de l'incertitude à l'égard des scénarios d'émissions. Cependant, ils fournissent des prévisions de tendances des émissions qui sont plausibles et représentatives.

Les deux scénarios de prévision des émissions suivants ont été modélisés : un scénario de base dans lequel aucun moteur diesel hors route du groupe 4 n'est introduit au Canada, et un scénario de réglementation, qui suppose une conformité de 100 % aux normes du groupe 4. Un taux de croissance linéaire entre les années de référence a aussi été appliqué pour estimer les émissions totales annuelles de 2012 à 2030. Compte tenu des limites imposées en termes de données, cette approche est considérée comme une méthode imparfaite mais raisonnable et valable pour extrapoler les réductions d'émissions générales.

Étant posée l'hypothèse conservatrice que 96 % des machines diesel hors route entrant dans le marché canadien seront conforme dans le scénario de statu quo pendant les 19 prochaines années, l'analyse n'attribue aux modifications que 4 % des réductions totales d'émissions. Le tableau 2 montre que les normes plus rigoureuses du groupe 4 pour les moteurs diesel hors route permettront des réductions de plusieurs PCA et substances toxiques au cours des 19 prochaines années. Le tableau 2 montre aussi que les modifications réduiront les émissions d'autres substances inscrites à la liste des substances toxiques. Les modifications n'imposent pas de limites précises pour ces substances toxiques. Cependant, l'application de la technologie du groupe 4 procurera des avantages connexes pour la santé humaine et pour l'environnement en termes de réduction d'émissions de ces substances toxiques.

Tableau 2 : Réductions estimées des émissions de moteurs diesel hors route de 2012 à 2030

	Réductions totales d'émissions estimées (kt)
	2012 à 2030
COV	2,7
NO _x	63,3
MP _{2,5}	8,4
SO ₂	9,5
HCNM	2,4
Benzène	0,05
Formaldéhyde	0,40

Avantages pour la santé et l'environnement

Le passage vers les normes d'émissions supérieures du groupe 4 pour les moteurs diesel hors route réduit les émissions et procure des avantages importants en améliorant la qualité de l'air et en réduisant l'exposition aux polluants atmosphériques et aux substances toxiques. Les effets potentiels sur la santé et l'environnement des Canadiens comprennent des changements dans les

⁸ Modèle NONROAD et documents pertinents au www.epa.gov/otaq/nonrdmdl.htm.

less ground-level ozone, and improved visibility by reducing haze formation. Other potential benefits such as reduced corrosion and soiling of buildings and infrastructure associated with deposition of air pollutants, and benefits for forests and ecosystems are also expected but are not included in this analysis.

By ensuring the emission reductions through a regulatory framework, the Amendments will further improve air quality and reduce exposure to air pollutants and toxic substances, as identified in Table 2. Although the estimated emission reductions are large enough to have significant health and environmental benefits, they make up only a small fraction of total sector emissions. This, combined with the operational timelines, meant that thorough atmospheric modelling of the emission changes was not practical. As a result, it is not possible to provide a precise estimate of the impact that these emissions will have on ambient air quality. Ambient air quality is the main determinant of human health and environmental impacts. It is, therefore, not possible to provide a precise estimate of the likely health or environmental impacts of these emission reductions.

While precise estimates are not possible, extrapolation of impacts, based on similar studies, can provide a rough estimate of the likely health and environmental benefits of these emission reductions. A 2007 study⁹ conducted for Transport Canada examined the health and environmental impacts of air pollution from the Canadian transportation sector as a whole, and from particular modes of transport. The air pollution emission changes examined in that study have some key differences with the emission changes expected from these Regulations. The magnitude of the emissions changes, the regional distribution of the emissions, and the ratio of different pollutants in the emission mix are all different between that study and these Regulations. In particular, the source of emissions in the 2007 study were predominantly from heavily populated areas, while these Regulations will tend to reduce emissions more in less populous areas. However, while these differences are important, the two scenarios have enough in common that extrapolation of results from that study to these Regulations may provide a rough yet reasonable estimate of the benefits of the above emission reductions.

The 2007 study contained estimates of the human health and environmental benefits of emission reductions from the transportation sector, by pollutant (VOC, NO_x, PM_{2.5}, and SO₂). Health impacts included both increases in premature mortality risk and increased rates of illness (morbidity). Environmental impacts included agricultural impacts (lost production yields for crops) and changes in visibility (haze). The estimates in that report have been extrapolated for use in the Regulatory Impact Analysis Statement for the *Passenger Automobile and Light Truck*

taux de mortalité et de morbidité, des répercussions sur l'agriculture, comme une amélioration de la productivité et du rendement des cultures en raison de la réduction de l'ozone troposphérique, et une meilleure visibilité associée à une réduction des épisodes de brume sèche. D'autres bénéfices potentiels, telle la réduction de la corrosion et de l'encrassement des bâtiments et des infrastructures, en plus des bénéfices pour les forêts et les écosystèmes, bien qu'attendus, ont été exclus de cette analyse.

En garantissant une réduction des émissions par l'établissement d'un cadre réglementaire, les modifications amélioreront la qualité de l'air et réduiront l'exposition aux polluants atmosphériques et aux substances toxiques, comme l'indique le tableau 2. Même si les réductions estimatives d'émissions sont suffisamment élevées pour présenter des avantages importants pour l'environnement et la santé, elles ne constituent qu'une petite fraction des émissions totales du secteur. Conjugué aux échéances opérationnelles, cela signifiait qu'une modélisation atmosphérique exhaustive des changements au niveau des émissions n'était pas réaliste. En conséquence, il n'est pas possible de donner une estimation précise de l'incidence que ces émissions auront sur la qualité de l'air ambiant, qui est le principal déterminant des répercussions pour la santé humaine et l'environnement. Par conséquent, il n'est pas possible de donner une estimation précise des répercussions probables pour la santé ou l'environnement de ces réductions d'émissions.

Bien que des estimations précises ne soient pas possibles, une extrapolation des répercussions, fondée sur des études semblables, peut donner une estimation approximative des bienfaits probables de ces réductions d'émissions pour la santé et l'environnement. Une étude⁹ réalisée en 2007 pour le compte de Transports Canada a examiné les répercussions pour la santé et l'environnement de la pollution atmosphérique provenant du secteur canadien du transport dans son ensemble, et de modes donnés de transport. Les variations au niveau de la pollution atmosphérique examinées dans cette étude présentent des différences importantes par rapport aux variations des émissions auxquelles on s'attend des modifications. L'ampleur des variations des émissions, la répartition régionale des émissions, et le ratio de différents polluants dans la composition des émissions sont tous différents entre cette étude et les modifications. Plus particulièrement, les émissions dans l'étude sur le transport provenaient de régions très densément peuplées, tandis que les modifications auraient tendances à réduire davantage les émissions dans des régions moins densément peuplées. Toutefois, bien que ces différences soient importantes, les deux scénarios ont suffisamment de points en commun pour que l'extrapolation des résultats de ces études par rapport aux modifications puisse donner une estimation approximative et raisonnable des avantages des réductions d'émissions ci-dessus.

L'étude de Transports Canada comportait des estimations des avantages pour la santé humaine et l'environnement des réductions d'émissions provenant du secteur des transports, par polluant (COV, NO_x, MP_{2.5}, et SO₂). Les répercussions comportaient à la fois des augmentations dans les risques de mortalité prématurée et une augmentation des taux de maladie (morbidity). Les répercussions pour l'environnement comprenaient des répercussions agricoles (perte de productivité et de rendement des cultures) et changements au sujet de la visibilité (brume). Les

⁹ Marbek Resource Consultants and RWDI Inc., *Evaluation of Total Cost of Air Pollution Due to Transportation in Canada* (Transport Canada, 2007).

⁹ Marbek Resource Consultants and RWDI Inc., *Évaluation du coût total de la pollution atmosphérique causée par le transport au Canada* (Transports Canada, 2007).

Greenhouse Gas Emission Regulations.¹⁰ Key estimates from the Transport Canada report have also been recently updated to adjust for inflation.¹¹

Taking the updated value estimates by pollutant from the 2007 study, and applying them directly to the emission reductions found in Table 2 yields a present value of benefits of about \$323 million from 2012 to 2030. However, as already noted, the emission reductions likely to occur as a result of these Regulations are most likely to occur in less populated areas than the emission reductions used to develop the benefits estimates in the 2007 study. Therefore, the benefits derived from improved air quality under these Regulations and corresponding affects on human health and the environment would likely be less than the full sum of \$323 million. In order to gauge the possible value of benefits, the larger proportion of off-road diesel engines used in less populated areas is accounted for by assuming that roughly 33% to 66% of the estimated \$323 would result from these Regulations. Under these assumptions, the total present value of benefits would range from \$107 million to \$213 million.

Benefits to industry

The Amendments will ensure a level playing field for companies supplying the Canada-United States market for off-road diesel engines. At the domestic level, it will ensure that all manufacturers, importers and distributors operating in this competitive market comply with the same standards.

Furthermore, given that the emission certification process for engines is complex and costly for manufacturers and governments, aligning Canada's emission standards with those of the EPA will allow Canada to benefit from the EPA's emission certification program. This will result in cost savings for Canadian companies and the federal government.

Benefits to Canada

The Amendments will enable Canada to meet its commitment under the Ozone Annex to the 1991 Canada-United States Air Quality Agreement and under the Regulatory Framework for Air Emissions in regard to emissions from this sector.

Costs

Costs to importers

All engines imported into Canada for the domestic manufacturing of off-road diesel machines are assumed to be compliant with the Amendments. Therefore, the Amendments do not result in incremental costs for manufacturers of machines.

prévisions contenues dans ce rapport ont été extrapolées pour servir dans le résumé de l'étude d'impact de la réglementation pour le *Règlement sur les émissions de gaz à effets de serre des automobiles à passagers et des camions légers*.¹⁰ Les principales estimations tirées du rapport de Transports Canada ont aussi été récemment mises à jour pour tenir compte de l'inflation¹¹.

L'utilisation de ces estimations mises à jour par polluant du rapport de Transports Canada et leur application directe aux réductions d'émissions présentées dans le tableau 2 donne une valeur actualisée pour ces avantages de quelque 323 millions de dollars pour la période de 2012 à 2030. Cependant, comme on l'a indiqué plus tôt, les réductions d'émissions susceptibles de se produire à la suite de la prise des modifications surviendront fort probablement dans des régions moins peuplées que les réductions d'émissions utilisées pour élaborer les estimations des avantages dans l'étude de Transports Canada. Par conséquent, les avantages qui découlent d'une amélioration de la qualité de l'air en vertu des modifications et les effets correspondants sur la santé humaine et l'environnement seraient probablement inférieurs au montant total de 323 millions de dollars. Dans le but d'évaluer la valeur possible des avantages, la proportion plus élevée de moteurs diesel hors route utilisés dans des régions moins peuplées est prise en compte par l'hypothèse qu'environ de 33 à 66 % de la somme estimative de 323 \$ découlerait des modifications. Selon cette hypothèse, la valeur actualisée nette des avantages serait de 107 millions de dollars à 213 millions de dollars.

Avantages pour l'industrie

Les modifications équilibreront les règles du jeu pour les compagnies qui approvisionnent le marché canado-américain des moteurs diesel hors route. À l'échelle nationale, ces changements garantiront que tous les fabricants, les importateurs et les distributeurs évoluant dans ce marché concurrentiel observent les mêmes normes.

De plus, étant donné que l'homologation des émissions des moteurs est un processus complexe et coûteux pour les fabricants et les gouvernements, l'harmonisation des normes d'émissions canadiennes avec celles des États-Unis permettrait au Canada de bénéficier du programme d'homologation des émissions de l'EPA, ce qui signifie des économies pour les compagnies canadiennes et le gouvernement fédéral.

Avantages pour le Canada

Les modifications permettront au Canada de respecter les engagements pris en vertu de l'Annexe sur l'ozone de l'Accord Canada — États-Unis sur la qualité de l'air de 1991 et du Cadre réglementaire sur les émissions atmosphériques concernant les émissions de ce secteur.

Coûts

Coûts pour les importateurs

On suppose que tous les moteurs importés au Canada pour la production au pays de machines diesel hors route sont conformes aux modifications. Par conséquent, les modifications ne représentent pas des coûts additionnels pour les fabricants de machines.

¹⁰ Environment Canada, *Passenger Automobile and Light Truck Greenhouse Gas Emission Regulations*, 2010.

¹¹ John Lawson, *Technical Report on Analysis of Proposed Regulation of Passenger Automobile and Light Truck Greenhouse Gas Emissions* (Environment Canada, 2010).

¹⁰ Environnement Canada, *Règlement sur les émissions de gaz à effet de serre des automobiles à passagers et des camions légers*, 2010.

¹¹ John Lawson, *Rapport technique sur l'analyse du projet de réglementation sur les émissions de gaz à effet de serre des automobiles à passagers et des camions légers* (Environnement Canada, 2010).

The vast majority of costs for importers of machines are also assumed to be incurred under the baseline scenario, given that imports from the United States, the European Union and Japan represent almost 96% of total imports. Therefore, the costs of the Amendments are incurred by the importers of the remaining 4% of off road diesel machines which are imported from countries with production that is assumed to be non-compliant with the EPA rules.

The EPA estimated in its Regulatory Impact Analysis (RIA) that the upgrade to Tier 4 engines would result in average price increases for off-road diesel machines of about 2.9% in the near-term.¹² Using import data from Statistics Canada, it was estimated that Canadian importers of off-road diesel machines will pay about \$5.3 million in higher prices in 2012. The present value of these costs to industry from 2012 to 2030 is estimated to be \$84.5 million.

Costs to consumers

Machine manufacturers are expected to pass some or all of the direct compliance costs (machine redesign) and indirect costs (increased engine costs) to application market producers, who will then pass on costs to final application markets. The US EPA RIA estimated that the average price of goods and services produced using machines and fuel affected by the rule would increase by about 0.1%. As noted earlier, most of these consumer costs are incurred under the baseline scenario and are not incremental to the Amendments. The Amendments are therefore not expected to adversely impact overall output and the price of goods produced by these sectors.

Costs to the Government

The federal government will incur incremental costs related to regulatory administration, compliance promotion, compliance verification, laboratory upgrades to allow for emissions testing of off-road diesel engines, and enforcement activities. These costs supplement the existing program of integrated initiatives. With respect to enforcement costs, a one-time amount of about \$200,000 will be required for the training of enforcement officers. Following this, the annual cost to government associated with an effective program to implement the Amendments will vary from year to year and is estimated to be up to \$380,000 per year during the initial years of implementation. The present value of costs to government from 2012 to 2030 is estimated to be about \$4.4 million.

Distributional impact

With respect to distributional impacts, Ontario is expected to incur the largest proportion of total costs as it currently imports roughly 40% of engines assumed to be non-Tier 4. The Pacific and Yukon region is also expected to be impacted as roughly 26% of the value of imported engines to this region is assumed to be non-Tier 4.

On suppose également que la grande majorité des coûts pour les importateurs de machines serait prise en charge dans le scénario de base, étant donné que les importations des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon représentent près de 96 % des importations totales. Ainsi, le coût des modifications serait pris en charge par les importateurs de la portion restante de 4 % des machines diesel hors route, qui sont importées par des pays dont la production est réputée non conforme aux règles de l'EPA.

Dans son résumé de l'étude d'impact de la réglementation (RÉIR), l'EPA a estimé que le passage aux moteurs du groupe 4 occasionnerait une hausse de prix moyenne pour les machines diesel hors route d'environ 2,9 % à court terme¹². À l'aide des données d'importation de Statistique Canada, il a été estimé que les importateurs canadiens des machines diesel hors route prendront en charge une hausse de prix d'environ 5,3 millions de dollars en 2012. La valeur actualisée de ces coûts pour l'industrie de 2012 à 2030 est estimée à 84,5 millions de dollars.

Coûts pour les consommateurs

Il est à prévoir que les fabricants de machines feront payer en tout ou en partie les coûts directs de conformité (reconception des machines) et les coûts indirects (hausse du coût des moteurs) aux producteurs du marché des applications qui, en retour, feront payer ces coûts aux marchés des applications finales. Dans son RÉIR, l'EPA a estimé que le prix moyen des biens et services produits au moyen des machines et du carburant visés par la règle augmenterait d'environ 0,1 %. Comme nous l'avons mentionné, la plupart de ces coûts seront à payer dans le scénario de base et ne s'ajoutent pas à ceux de la mise en œuvre des modifications. On ne prévoit donc pas que ces modifications auront une influence négative sur la production et les prix des biens produits par ces secteurs.

Coûts pour le gouvernement

Le gouvernement fédéral devra payer les coûts additionnels que nécessiteraient l'administration réglementaire, la promotion et la vérification de la conformité, les améliorations apportées aux laboratoires pour permettre la vérification des émissions des moteurs diesel hors route ainsi que les activités d'application. Ces coûts s'ajoutent à ceux du programme d'initiatives intégrées déjà existant. En ce qui concerne les coûts d'application, un montant unique d'environ 200 000 \$ serait nécessaire pour la formation des agents de l'autorité. Par la suite, le coût annuel que paierait le gouvernement pour assurer un programme efficace de mise en œuvre des modifications variera d'une année à l'autre. On estime que le coût annuel pourrait s'élever jusqu'à 380 000 \$ par année au cours des premières années de mise en œuvre. La valeur actualisée des coûts pour le gouvernement de 2012 à 2030 est évaluée à environ 4,4 millions de dollars.

Effets sur la répartition

Quant aux répercussions sur le plan de la répartition, on s'attend à ce que la région de l'Ontario représente la plus grande part des coûts comme elle importe environ 40 % des moteurs qui ne seraient pas du groupe 4. La région du Pacifique et du Yukon serait également touchée comme elle importe environ 26 % des moteurs qui ne seraient pas du groupe 4.

¹² *Final Regulatory Analysis: Control of Emissions from Nonroad Diesel Engines*, Executive Summary, available at www.epa.gov/nonroad-diesel/2004fr/420r04007a.pdf.

¹² *Control of Emissions from Nonroad Diesel Engines*, Executive Summary, au www.epa.gov/nonroad-diesel/2004fr/420r04007a.pdf.

In terms of firm size, using the number of imported units on an annual basis as an indicator, in 2007, firms which imported fewer than 500 units accounted for almost 57% of total imports from non-Tier 4 jurisdictions; while firms importing more than 10 000 units accounted for 3% of those imports.

Competitiveness implications

As the majority of engines and machines sold in Canada are designed for both the United States and Canadian markets, implementing harmonized regulations with the United States will actually ensure a level playing field for companies and support the competitiveness of the Canadian manufacturing industry and that of Canadian distributors of these engines and machines.

Conclusion

The Amendments are estimated to result in benefits that exceed the costs when accounting for the range of benefits in the analysis above (\$107 million to \$213 million). The net benefit of the Amendments is estimated to range from about \$18 million to \$124 million as illustrated in Table 3.

En ce qui concerne la taille des entreprises, et utilisant comme indicateur le nombre d'unités importées sur une base annuelle, les compagnies qui importaient moins de 500 unités représentaient près de 57 % des importations totales en 2007, tandis que les entreprises qui importent plus de 10 000 unités ont été responsables de 3 % des importations totales.

Répercussions sur la compétitivité

Puisque la majorité des moteurs et des machines vendus au Canada sont conçus pour les marchés des États-Unis et du Canada, l'harmonisation du Règlement avec la réglementation des États-Unis garantira des règles du jeu égales pour les compagnies et soutiendra la compétitivité de l'industrie manufacturière canadienne et celle des distributeurs canadiens de ces moteurs et machines.

Conclusion

Selon les estimations, les modifications devraient se traduire en avantages qui excèdent les coûts lorsqu'on comptabilise l'éventail d'avantages énoncés dans l'analyse ci-dessus (de 107 millions de dollars à 213 millions de dollars). La valeur actualisée nette des modifications devrait se situer dans une fourchette de 18 millions de dollars à 124 millions de dollars comme il est présenté dans le tableau 3.

Table 3: Summary of cost-benefit statement

Cost-benefit statement		Base year: 2012	Final year: 2030	Total	Average annual
A. Quantified impacts in \$ millions at 3% discount rate, present value					
Benefits					
	33% ¹³	\$2.0	\$7.3	\$107	\$5.9
Costs	Importers	(\$5.3)	(\$3.7)	(\$84.3)	(\$4.7)
	Government	(\$0.4)	(\$0.2)	(\$4.4)	(\$0.2)
	Total costs	(\$5.7)	(\$3.9)	(\$88.7)	(\$4.7)
Net benefit					
	33%	(\$3.7)	\$3.4	\$18.3	\$1.0
B. Qualitative impacts					
Environment	The Amendments will help reduce CAC emissions, the formation of ground-level ozone, and toxics, which are shown to cause injury to forests, ecosystems and physical structures.				
Health	The Amendments reduce emissions of several toxins such as benzene and formaldehyde, which are linked to numerous health effects.				
Industry	The Amendments help level the playing field for Canada's machine manufacturers.				
International commitments	Amending the Regulations will allow Canada to align with the EPA rules and meet its commitments under the Ozone Annex.				
Consumers	The price of off-road diesel machines is expected to increase by less than 3% on average for most models.				

Tableau 3 : Sommaire de l'énoncé des coûts et avantages

Énoncé des coûts-avantages	Année de référence : 2012	Dernière année : 2030	Total	Moyenne annuelle	
A. Conséquences quantifiées en millions \$ à un taux d'escompte de 3 %, valeur actualisée					
Avantages					
	33 % ¹³	2,0 \$	7,3 \$	107 \$	5,9 \$
Coûts	Importateurs	(5,3 \$)	(3,7 \$)	(84,3 \$)	(4,7 \$)
	Gouvernement	(0,4 \$)	(0,2 \$)	(4,4 \$)	(0,2 \$)
	Coûts totaux	(5,7 \$)	(3,9 \$)	(88,7 \$)	(4,7 \$)

¹³ The 33% benefits scenario reflects a conservative estimation of the known distribution of off-road compression-ignition engines in Canada by sector.

¹³ Le scénario de 33 % des avantages reflète une estimation prudente de la répartition connue des moteurs hors-route à allumage par compression par secteur au Canada.

Tableau 3 (suite)

Énoncé des coûts-avantages		Année de référence : 2012	Dernière année : 2030	Total	Moyenne annuelle
A. Conséquences quantifiées en millions \$ à un taux d'escompte de 3 %, valeur actualisée (suite)					
Valeur actualisée nette					
33 %		(3,7 \$)	3,4 \$	18,3 \$	1,0 \$
B. Conséquences qualitatives					
Environnement	Les modifications contribueront à la réduction des émissions de PCA, à la réduction d'ozone troposphérique, à la réduction de toxiques reconnus pour leurs effets négatifs sur les forêts et les écosystèmes, ainsi que sur les bâtiments et les infrastructures.				
Santé	Les modifications contribuent à la réduction de l'émission de plusieurs substances toxiques, tels le benzène et le formaldéhyde, tous deux liés à de nombreux effets négatifs sur la santé humaine.				
Industrie	Les modifications permettent que les règles du jeu soient équitables pour les fabricants canadiens de machines.				
Engagements internationaux	Les modifications au Règlement permettront au Canada d'harmoniser ses règles avec celles de l'EPA et de respecter son engagement en vertu de l'Annexe sur l'ozone.				
Consommateurs	Le prix des machines diesel hors route devrait augmenter de moins de 3 % en moyenne pour la plupart des modèles.				

The combustion of fuels to power engines such as off-road diesel contributes significantly to air pollution, resulting in adverse impacts on the environment and on the health of Canadians. This includes impacts such as restricted activity days, hospital admissions, work-loss days, and premature mortality, as well as environmental damage to crops and other vegetation. An assessment of alternatives to manage these risks shows that maintaining the status quo would not take advantage of the opportunity to use readily accessible technologies to further reduce emissions. Under the status quo it is assumed that most imported engines and machines would comply with the EPA Tier 4 standards. However, Canada would be vulnerable to increasing imports of non-compliant engines with corresponding impacts on the health and environment of Canadians.

The Amendments are the best option to address this risk and further mitigate the impacts of off-road diesel engines in Canada. The Amendments will also provide the necessary flexibility for manufacturers and importers to transition to the new emissions standards. The regulatory framework provides a level playing field, ensuring that no single company can place other companies under competitive pressure by manufacturing or importing engines or machines that do not meet the established standards.

Under the assumptions discussed above, some incremental costs are estimated for importers of machines having non-Tier 4 engines. The increased price of machines is expected to result in total present value costs to importers of about \$84.3 million, with total costs to Government of roughly \$4.4 million for the training of enforcement officers, compliance promotion, regulatory administration, and testing. Therefore, the net costs amount to \$88.7 million (present value).

The Amendments were developed in consultation with industry, including engine and machine manufacturers, importers and industry associations, as well as provincial and territorial governments, environmental non-governmental organizations and other government departments who all showed support for the policy of alignment with EPA federal emission requirements.

La combustion de carburants nécessaire au fonctionnement des moteurs comme les moteurs diesel hors route est une source importante de pollution atmosphérique, qui nuit à la santé et à l'environnement des Canadiens. Au nombre des effets néfastes figurent les journées d'activité réduite, les hospitalisations, les journées de travail perdues et les cas de mortalité précoce, ainsi que les dommages environnementaux pour les cultures et la végétation. Une évaluation des modes possibles de gestion de ces risques montre qu'avec le statu quo, la possibilité d'utiliser des technologies déjà accessibles pour réduire davantage ces émissions serait perdue. Dans le scénario de statu quo, la plupart des moteurs et des machines importés sont censés respecter les normes du groupe 4 de l'EPA. Toutefois, le Canada ouvrirait la porte à l'importation d'un plus grand nombre de moteurs non conformes, avec les répercussions que cela suppose pour la santé et l'environnement des Canadiens.

Les modifications représentent la meilleure option pour réduire ce risque et atténuer les effets des moteurs diesel hors route au Canada. Les modifications apporteront aussi la souplesse nécessaire pour permettre aux fabricants et aux importateurs de faire la transition vers les nouvelles normes d'émissions. Le cadre réglementaire établit des règles du jeu équitables en ce qu'une compagnie ne pourra exercer de pression sur ses concurrents en fabricant ou en important des moteurs ou des machines non conformes aux normes établies.

Selon les hypothèses dont il est question ci-dessus, certains coûts additionnels ont été calculés pour les importateurs de machines dotées de moteurs non conformes aux normes du groupe 4. On prévoit que la hausse du coût des machines entraînera des coûts totaux à la valeur actualisée de quelque 84,5 millions de dollars pour les importateurs et des coûts totaux pour le gouvernement d'environ 4,5 millions de dollars destinés à la formation des agents de l'autorité pour assurer la conformité et la promotion de la conformité, l'administration réglementaire et les essais. La valeur actualisée nette de tous les coûts s'élève donc à 89 millions de dollars (valeur actualisée).

Les modifications ont été élaborées en collaboration avec l'industrie, dont les fabricants de moteurs et de machines, les importateurs et les associations industrielles et avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les organisations environnementales non gouvernementales et d'autres ministères, qui ont tous appuyé l'idée d'une harmonisation avec les exigences fédérales de l'EPA sur les émissions.

Coordination and cooperation

Under the Ozone Annex, Canada committed to develop and implement emission regulations for new off-road engines under the CEPA, 1999 that are aligned with the EPA federal emissions program. Environment Canada is also currently coordinating joint initiatives with the EPA in the areas of administration of regulations and compliance promotion in order to allow for efficiencies in the delivery of the regulatory programs. Coordinating efforts will increase the breadth and depth of monitoring and verification, allowing for more effective use of resources (avoiding duplication of efforts for both the regulated community and regulators) and show industry that governments are working to reduce industry burden while improving regulatory oversight and performance monitoring.

Consultation

In recent years, several regulations have been adopted based on a policy of alignment with EPA standards, including the *On-Road Vehicle and Engine Emission Regulations*, the *Off-Road Small Spark-Ignition Engine Emission Regulations*, the current *Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations* and the recently published *Marine Spark-Ignition Engine, Vessel and Off-Road Recreational Vehicle Emission Regulations*. In the development of these regulations, Environment Canada consulted with industry, provinces, territories, municipalities, and federal departments, as well as environmental and health groups. The consultations associated with the development of each of these regulations revealed a broad consensus that Canada's regulatory emission standards for on-road and off-road vehicles and engines should be based on alignment with corresponding United States federal requirements. Stakeholders have generally identified that the integrated nature of the Canada/United States economy, and the implementation of aggressive national programs for on-road and off-road vehicles and engines by the EPA, are two key elements supporting a policy of alignment with EPA federal programs as a logical approach for Canada to achieve significant emission reductions in a cost-effective manner. Specific to the development of these Amendments, Environment Canada carried out two consultations described below, as well as had on-going discussions with a wide cross section of stakeholders.

Pre-Canada Gazette consultation following the distribution of draft proposed Amendments (October 2009)

On October 26, 2009, a discussion document presenting draft proposed Amendments outlining the planned approach was released by Environment Canada to interested parties. The objective of this consultation was to provide stakeholders with detailed information and solicit input on the draft proposed Amendments. Comments were received from two industry associations and four companies. The specific comments and concerns raised are presented below, along with Environment Canada's responses.

Timelines:

Stakeholders expressed concerns about the draft proposed Amendments skipping critical interim standards. Environment

Coordination et coopération

En vertu de l'Annexe sur l'ozone, le Canada s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre, en vertu de la LCPE (1999), des règlements compatibles avec le programme fédéral de l'EPA pour les émissions des nouveaux moteurs hors route. Environnement Canada coordonne actuellement des initiatives conjointes avec l'EPA dans les domaines de l'administration des règlements et de la promotion de la conformité, afin de générer des économies dans l'exécution des programmes réglementaires. Les efforts de coordination étendront la portée des activités de surveillance et de vérification, permettront une utilisation plus efficace des ressources (en évitant le dédoublement des efforts pour la collectivité réglementée et les organismes de réglementation) et montreront à l'industrie que les gouvernements s'emploient à réduire le fardeau pour l'industrie tout en améliorant la supervision réglementaire et la surveillance du rendement.

Consultation

Au cours des dernières années, plusieurs règlements ont été adoptés en conformité avec une politique d'harmonisation avec les normes de l'EPA, notamment le *Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs*, le *Règlement sur les émissions des petits moteurs hors route à allumage commandé*, l'actuel *Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression* et le *Règlement sur les émissions des moteurs nautiques à allumage commandé et des véhicules récréatifs hors route* récemment publié. Pour élaborer ces règlements, Environnement Canada a consulté l'industrie, les provinces, les territoires, les municipalités, les ministères fédéraux ainsi que des groupes de défense de l'environnement et de promotion de la santé. Les consultations liées à l'élaboration de chacun de ces règlements ont révélé un large consensus selon lequel les normes réglementaires canadiennes pour les véhicules et les moteurs routiers et hors route devaient être compatibles avec les exigences fédérales correspondantes des États-Unis. Les parties intéressées ont généralement estimé que la nature intégrée de l'économie canado-américaine et la mise en œuvre de programmes nationaux ambitieux pour les véhicules et les moteurs routiers et hors route par l'EPA étaient deux éléments clés soutenant une politique d'harmonisation avec les programmes fédéraux de l'EPA comme approche logique à adopter par le Canada pour obtenir des réductions d'émissions importantes de façon économique. En lien direct avec l'élaboration de ces modifications, Environnement Canada a réalisé deux consultations décrites ci-dessous et a pris part à des discussions continues avec un grand éventail de parties intéressées.

Consultation avant la publication dans la *Gazette du Canada*, suivant la distribution d'une version préliminaire des modifications proposées (octobre 2009)

Le 26 octobre 2009, Environnement Canada a transmis aux parties intéressées une version préliminaire des modifications exposant l'approche prévue pour ces modifications. Cette consultation visait à fournir aux parties intéressées une information détaillée et à solliciter leur avis sur la version préliminaire des modifications. Deux associations industrielles et quatre compagnies ont fourni des commentaires et des observations. Ces commentaires, ainsi que les préoccupations énoncées, sont présentés ci-dessous, avec les réponses d'Environnement Canada.

Échéanciers :

Des parties intéressées se sont dites préoccupées par l'omission de normes provisoires cruciales. Environnement Canada a

Canada modified the approach in the proposed Amendments to allow for interim standards.

Stakeholders suggested that any divergence from EPA time-lines would result in significant costs and logistical issues. Environment Canada is providing guidance to companies relative to this issue.

Definitions:

Stakeholders noted the discrepancy between some definitions in the draft proposed Amendments and corresponding EPA definitions. Environment Canada recognizes the differences, although no change has been made since these definitions are consistent with other Environment Canada regulations and in line with CEPA, 1999. Also, they do not directly affect the implementation and requirements of the Amendments.

Concerns were raised about the revised definition of an “off-road engine” in the draft proposed Amendments. The definition included stationary engines which are then exempt from the emission standards if they are appropriately labelled. To address this concern, Environment Canada kept stationary engines within the definition but modified the labelling requirements to allow for the use of the EPA label for stationary engines.

Labelling requirements:

Since there is limited suitable space for labels on engines, stakeholders voiced concerns about the additional labelling requirements in the draft proposed Amendments. In response, Environment Canada updated the proposed Amendments to allow for the use of EPA labels.

Reporting forms:

Stakeholders requested samples of standardized reporting forms or letters to simplify reporting requirements. Environment Canada plans to develop the sample documents and they will likely be posted online.

Transition engine provisions:

Stakeholders raised concerns over the effect that the transition engine provisions in the draft proposed Amendments would have on their businesses. Environment Canada is working toward ensuring any impacts are minimized by aligning the requirements more closely to the EPA corresponding rules.

Minor changes and corrections:

Stakeholders requested changes to references in the draft proposed Amendments for clarity. Additionally, stakeholders highlighted a section where EPA language could be used to provide clarity and consistency. Environment Canada agrees and where possible has made the appropriate modifications.

It was suggested that references should not be made to specific subsections of the CFR, since an amendment to the EPA standards would cause the reference to be incorrect. Environment Canada agrees and where possible has made the appropriate adjustments.

Finally, stakeholders sought clarification on some technical aspects and language of the draft Amendments. As a result,

modifié l'approche des modifications proposées pour permettre l'application de normes provisoires.

Des parties intéressées ont dit croire que des écarts par rapport aux échéanciers de l'EPA occasionneraient des coûts importants et des problèmes de logistique. Environnement Canada a fourni des clarifications aux parties intéressées relatives à cette question.

Définitions :

Des parties intéressées ont indiqué que certaines définitions différaient entre celles de la version préliminaire des modifications et des définitions correspondantes de l'EPA. Environnement Canada reconnaît ces différences, mais aucun changement n'a été apporté puisque ces définitions correspondent à celles d'autres règlements d'Environnement Canada et sont conformes à la LCPE (1999). De plus, elles n'influent pas sur la mise en œuvre et les exigences des modifications.

La définition révisée de « moteur hors route » de la version préliminaire des modifications a suscité des inquiétudes. La définition comprenait les moteurs stationnaires qui sont exempts des normes d'émissions s'ils portent l'étiquette appropriée. Pour régler ce problème, Environnement Canada a maintenu les moteurs stationnaires dans la définition, mais a modifié les exigences relatives à l'étiquetage pour permettre l'utilisation de l'étiquette de l'EPA pour les moteurs stationnaires.

Exigences en matière d'étiquetage :

Des parties intéressées ont indiqué que les exigences additionnelles en matière d'étiquetage dans la version préliminaire des modifications pouvaient poser problème compte tenu du peu d'espace libre permettant l'apposition d'une étiquette sur les moteurs. Environnement Canada a donc modifié les modifications proposées pour permettre l'utilisation des étiquettes de l'EPA.

Formulaires de déclaration :

Des parties intéressées ont réclamé des exemples de formulaires ou de lettres de déclaration normalisés pour simplifier les exigences de déclaration. Environnement Canada prévoit élaborer des documents types, qui seront probablement affichés sur le Web.

Dispositions sur les moteurs de transition :

Des parties intéressées se sont montrées préoccupées par les effets que pourraient entraîner sur leurs activités les dispositions sur les moteurs de transition prévues dans les modifications. Environnement Canada s'emploie à réduire ces effets au minimum en rapprochant le plus possible les exigences des règles correspondantes de l'EPA.

Changements mineurs et corrections :

Des parties intéressées ont demandé que des références dans la version préliminaire des modifications proposées soient modifiées par souci de clarté. De plus, des intervenants ont mentionné un article qui pourrait gagner en précision et en cohérence si le libellé de l'EPA était utilisé. Environnement Canada s'est dit d'accord et a apporté les modifications appropriées là où c'était possible.

On a estimé qu'il ne fallait pas effectuer de renvois vers des paragraphes particuliers du CFR, puisque ces renvois pourraient devenir incorrects si les normes de l'EPA venaient à être changées. Environnement Canada s'est dit d'accord et a apporté les modifications appropriées là où c'était possible.

Environment Canada made some minor changes to the wording to provide clarity.

Consultations following the publication of the proposed Amendments in the *Canada Gazette*, Part I, on February 12, 2011

Publication of the proposed *Regulations Amending the Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations* in the *Canada Gazette*, Part I, on February 12, 2011, initiated a 60-day public consultation period where stakeholders were invited to submit their views on the proposed Amendments. The Department posted the proposed Amendments on the CEPA Environmental Registry and advised more than 2 500 stakeholders through a mail-out. The Department received approximately 60 written comments from a variety of stakeholders, including Canadian importers of machines and engines, foreign engine and machine manufacturers, industry associations and Canadian machine manufacturers.

Transition engine provisions:

Most of the comments submitted were in regard to the transition engine provisions. The transition engine provisions in the proposed Amendments were structured in a similar manner to the EPA's program for equipment-manufacturer flexibility outlined in Title 40, Part 1039 and included the same emission standards, time-frames and similar reporting requirements. The provisions for transition engines were structured differently from the EPA program to reflect that the amendments will apply to importers¹⁴ and Canadian engine manufacturers, rather than machine manufacturers, which is the case in the U.S. The transition engine provisions only included the "percent of production" allowance (based on imports) adapted to account for the expected coming into force of the final Amendments. The proposed Canadian Amendments did not include the EPA's "small volume allowance" which is useful for machine manufacturers.

Comments received from stakeholders contained new information demonstrating that Tier 4 engines and machines would not be available for all applications during the entire transition period. This information provided evidence that having a "percent of production" limit on Canadian importers would have led to significant market restrictions on imports for which Tier 4 engines are not yet available. Imposing this limit would have resulted in many engines and machines offered for sale in the U.S. through the EPA's flexibility program allowances on the equipment manufacturer to not be allowed into Canada.

Accordingly, Environment Canada updated the transition engine provisions to allow engines meeting the transition engine specific emission standards to be imported into or manufactured in Canada during specified time frames. These time frames continue to match the EPA time frames. The quantity of the engines will not be limited, but will be monitored through annual reporting. These changes will ensure that engines that are available for sale and imported to the U.S. are also available to the Canadian market. Environment Canada held a workshop and Web conference in June 2011 to share the

Enfin, des parties intéressées ont demandé des éclaircissements sur des aspects techniques et le libellé du projet de règlement. Environnement Canada y a apporté des modifications mineures afin de préciser certains points.

Consultations à la suite de la publication des modifications proposées dans la Partie I de la *Gazette du Canada*, le 12 février 2011

La publication du projet de *Règlement modifiant le Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression* dans la Partie I de la *Gazette du Canada*, le 12 février 2011 a déclenché une période de consultation publique de 60 jours où les parties intéressées ont été invitées à soumettre leurs points de vue sur les modifications proposées. Le ministère a publié les modifications proposées sur le Registre environnemental de la LCPE et a avisé plus de 2 500 parties intéressées sous forme d'envois postaux. Le ministère a reçu environ 60 commentaires écrits d'un éventail de parties intéressées, dont des importateurs canadiens de machines et de moteurs, des fabricants étrangers de moteurs et de machines, des associations industrielles et des fabricants canadiens de machines.

Dispositions sur les moteurs de transition :

La plupart des commentaires soumis concernaient les dispositions sur les moteurs de transition. Les dispositions sur les moteurs de transition dans le projet de règlement étaient structurées de manière semblable à celles du programme de flexibilité de l'EPA envers les fabricants d'équipement présenté dans le titre 40, partie 1039 et elles comportaient les mêmes normes d'émissions, les mêmes échéanciers et des exigences de déclaration semblables. Les dispositions sur les moteurs de transition étaient structurées différemment du programme de l'EPA afin de refléter que les modifications s'appliqueraient aux importateurs¹⁴ et aux fabricants de moteurs canadiens, plutôt qu'aux fabricants d'équipement, comme il est le cas aux États-Unis. Les dispositions sur les moteurs de transition incluaient seulement la provision de « pourcentage de production » (basée sur les importations) adaptées pour tenir compte de l'entrée en vigueur prévue des modifications finales. Le projet de règlement canadien ne comprenait pas la « provision pour petit volume » de l'EPA qui est utile pour les fabricants d'équipement.

Les commentaires reçus des parties intéressées contenaient de l'information nouvelle démontrant que les moteurs et machines du groupe 4 ne seraient pas disponibles pour toutes les applications durant toute la période de transition. Cette information fournissait des preuves qu'une limite de « pourcentage de production » imposée sur les importateurs canadiens aurait conduit à des restrictions significatives au niveau du marché par rapport aux importations pour lesquelles les moteurs du groupe 4 ne sont pas encore disponibles. L'imposition de cette limite aurait fait en sorte que plusieurs moteurs et machines mis en vente aux États-Unis par le biais des allocations pour les fabricants d'équipement du programme de l'EPA n'auraient pas été admis au Canada.

Par conséquent, Environnement Canada a mis à jour les dispositions sur les moteurs de transition pour permettre aux moteurs rencontrant les normes d'émissions spécifiques aux moteurs de transition d'être importés ou d'être fabriqués au Canada dans les délais spécifiés. La quantité de ces moteurs ne sera pas

¹⁴ Importers refers to importers of engines and importers of machines including engines.

¹⁴ Importateur se réfère aux importateurs de moteurs, ainsi qu'aux importateurs de machines dans lesquelles se trouve un moteur.

updated approach with stakeholders, who supported the new provisions. The updated approach is reflected in the Amendments.

While it is expected that some companies will take advantage of the interim flexibility provisions, the analysis of the costs and benefits carried out for the Amendments does not specifically take these provisions into account. In fact, it is not expected that the use of these provisions will significantly affect the costs and benefits over the analysis period as these provisions are time-limited and reflect the same standards as those in the EPA program. Furthermore, based on information obtained during consultations with a variety of stakeholders, it is expected that the proportion of transition engines in Canada will be equivalent to the proportion of transition engines in the U.S. During consultations, information that these proportions have historically been equivalent was presented to Environment Canada.

Furthermore, stakeholders expressed concerns in regard to placing the accountability of limits on the Canadian importer. In comparison, the EPA's program for equipment-manufacturer flexibility primarily applies to machine and engine manufacturers that design engines and machines, incorporate technology and plan their production to meet the various requirements of the EPA program. In Canada, the Regulations, including the Amendments, apply primarily to importers without any control over engine design and production. Consequently, establishing a limit in Canada based on imports that would correspond to the EPA limits based on manufacturing, while ensuring that a comparable product mix would be available in Canada, as in the United States, presented many challenges and risked having unintended market consequences. In addition, the administration of such a program was also determined to be a major regulatory burden without commensurate environmental benefits.

Alternate NO_x standards:

Some stakeholders requested that Environment Canada reference the alternate NO_x standards outlined in CFR 1039. These standards are part of the EPA's phase-in and phase-out standards. Environment Canada referenced the least strict Phase-out standards, which also include the alternate NO_x standards. Therefore, engines designed to the alternate NO_x standards will be allowed into Canada. Therefore, no change to the Amendments relative to this comment has been made.

Definitions:

Some stakeholders expressed concerns that our current definition of off-road engines may include engines intended for stationary uses, and more specifically engines used to provide prime power to remote communities. Environment Canada agrees and has modified the Amendments to bring further clarification.

limitée, mais sera surveillée par le biais de rapports annuels. Ces changements assureront que les moteurs offerts en vente aux États-Unis et importés aux États-Unis sont également disponibles au Canada. Environnement Canada a tenu un atelier et une conférence Web en juin 2011 afin de partager cette approche avec les parties intéressées. L'approche présentée en juin est reflétée dans les modifications.

Alors qu'il est prévu que certaines entreprises profiteront de la souplesse offerte par les dispositions sur les moteurs de transition, l'analyse des coûts et des avantages réalisée pour les modifications ne prend pas spécifiquement en compte ces dispositions. En effet, on ne prévoit pas que l'utilisation de ces dispositions affectera de manière significative les coûts et les avantages au cours de la période d'analyse étant donné que ces dispositions sont d'une durée limitée et reflètent les mêmes normes que celles contenues dans le programme de l'EPA. De plus, selon les informations obtenues lors des consultations avec une variété de parties intéressées, il est prévu que la proportion des moteurs de transition au Canada sera équivalente à la proportion des moteurs de transition aux États-Unis. Au cours des consultations, Environnement Canada a obtenu de l'information à l'effet que ces proportions ont été historiquement équivalentes.

De plus, les parties intéressées ont exprimé des préoccupations à l'idée que l'importateur canadien soit responsable de la limite de « pourcentage de production ». En comparaison, le programme de flexibilité de l'EPA s'applique principalement aux fabricants de machines et de moteurs. Ces fabricants sont responsables de la conception des machines et des moteurs, de l'intégration de la technologie et de la planification de leur production afin de répondre aux diverses exigences du programme de l'EPA. Au Canada, le Règlement, incluant les modifications, s'applique principalement aux importateurs, qui n'ont aucun contrôle sur la conception et la production de moteurs. Par conséquent, l'établissement d'une limite au Canada basée sur les importations qui correspondrait à la limite de l'EPA basée sur la fabrication, tout en assurant qu'un mélange comparable de produits seraient disponible au Canada comme aux États-Unis, a présenté de nombreux défis et risquait d'avoir des conséquences involontaires sur le marché. De plus, l'administration d'un tel programme fut déterminé être un lourd fardeau réglementaire sans procurer d'avantages environnementaux correspondants.

Normes de rechange concernant le NO_x :

Certaines parties intéressées ont demandé qu'Environnement Canada fasse référence aux normes de rechange concernant le NO_x qui sont présentées dans le CFR 1039. Ces normes font partie des normes d'introduction et d'élimination graduelles de l'EPA. Environnement Canada s'est référé aux normes d'élimination les moins rigoureuses, qui comprennent également les normes de rechange concernant le NO_x. À ce titre, il sera permis d'importer au Canada des moteurs conçus selon les normes de rechange concernant le NO_x. Aucun changement aux modifications relatif à ce commentaire n'a été fait.

Définitions :

Certaines parties intéressées ont exprimé des préoccupations concernant notre définition actuelle des moteurs hors route qui pourrait inclure des moteurs destinés à des usages stationnaires et plus précisément des moteurs utilisés pour fournir une alimentation principale à des collectivités éloignées. Environnement Canada est d'accord et a changé les modifications pour y apporter plus de précisions.

Labelling requirements:

Stakeholders had various concerns with the labelling requirements. In some instances, the issue was raised that it was not feasible to request that certain information be found on the label; namely the unique identification number and the name of the importer. Environment Canada recognized these difficulties and has removed these requirements from the labelling requirements. Stakeholders also requested that the requirement to label competition engines be removed. Environment Canada disagrees as the labelling of these engines will facilitate compliance verification and enforcement; therefore, these labelling requirements will remain.

Reporting requirements:

Stakeholders had some administrative concerns with the reporting requirements relative to import declarations, as well as in regards to the annual reporting of transition engines. Specific to the import declarations, with the exception of sending the information to the Minister of the Environment as opposed to a customs office, there has been no change to the information required for these declarations. No changes have been made to the information required. Environment Canada will provide additional information in the guidance document for companies that import 50 or more engines in one year. In regards to annual reporting for transition engines, stakeholders requested that the timeline for submitting the report be aligned with the EPA timeline for submitting flex engine information. Environment Canada agrees and has made the change in the Amendments.

Test engine provisions:

Stakeholders requested that Environment Canada allow test engines to be brought into compliance within Canada, as opposed to being forced to export or destroy these engines. Environment Canada agrees and has made the change in the Amendments.

Lead time for coming into force:

Stakeholder requested some lead time for the coming into force of the Amendments after their publication. Environment Canada agrees and a lead time of 60 days has been added.

Environment Canada will be updating the current Guidance Document to include the requirements outlined in the Amendments. Compliance promotion materials will also be developed in a manner that will assist smaller companies with less technical capacity to be aware and understand the requirements of the Regulations and the Amendments.

Implementation, enforcement and service standards**Implementation**

For the purpose of implementing the Regulations, including the Amendments, Environment Canada will undertake a number of compliance promotion activities. These activities will be targeted toward raising awareness and encouraging the regulated community to achieve a high level of overall compliance as early as

Exigences en matière d'étiquetage :

Les parties intéressées avaient diverses préoccupations concernant les exigences en matière d'étiquetage. Dans certains cas, on soulevait la question qu'il n'était pas pratique de demander que certains renseignements se trouvent sur l'étiquette; notamment le numéro d'identification unique et le nom de l'importateur. Environnement Canada a reconnu ces difficultés et a retiré ces obligations des exigences en matière d'étiquetage. Les parties intéressées ont aussi demandé que les exigences en matière d'étiquetage de moteurs de compétition soient retirées. Environnement Canada n'est pas d'accord puisque l'étiquetage de ces moteurs facilitera la vérification et l'application de la conformité, ainsi ces exigences en matière d'étiquetage resteront.

Exigences en matière de déclaration :

Les parties intéressées avaient quelques préoccupations administratives concernant les exigences relatives aux déclarations d'importation et concernant le rapport annuel sur les moteurs de transition. En ce qui concerne particulièrement les déclarations d'importation, à part d'envoyer l'information au ministre de l'Environnement plutôt qu'à un bureau de douane, il n'y a aucun changement concernant l'information requise pour ces déclarations. Aucun changement n'a été fait concernant l'information requise. Environnement Canada fournira de l'information supplémentaire dans le document d'orientation pour les compagnies qui importent plus de 50 moteurs dans une année. En ce qui concerne le rapport annuel pour les moteurs de transition, les parties intéressées ont demandé que l'échéancier pour soumettre le rapport soit harmonisé à l'échéancier de l'EPA pour soumettre l'information concernant les moteurs qui sont appelés « Flex ». Environnement Canada est d'accord et a apporté le changement aux modifications.

Dispositions sur les moteurs d'essai :

Les parties intéressées ont demandé qu'Environnement Canada permette aux moteurs d'essai de se conformer au Canada, plutôt que se voir dans l'obligation d'exporter ou de détruire ces moteurs. Environnement Canada est d'accord et a apporté le changement aux modifications.

Délai d'entrée en vigueur :

Les parties intéressées ont demandé un délai pour l'entrée en vigueur des modifications après leur publication. Environnement Canada a accepté et a ajouté un délai de 60 jours.

Environnement Canada mettra à jour le Document d'orientation actuel pour y inclure les exigences présentées dans les modifications. Des documents de promotion de la conformité seront également élaborés de manière à aider les petites entreprises comportant moins de capacités techniques à être sensibilisées aux exigences du Règlement et des modifications et à les comprendre.

Mise en œuvre, application et normes de services**Mise en œuvre**

Pour effectuer la mise en œuvre du Règlement, incluant les modifications, Environnement Canada entreprendra certaines activités de promotion de la conformité. Ces activités viseront à sensibiliser la collectivité réglementée et à l'encourager à atteindre un niveau élevé de conformité générale le plus tôt possible au

possible during the regulatory implementation process. This will include the following:

- continued development of a comprehensive database of regulatees with regular updates;
- developing and distributing compliance promotion materials including a general mail-out or email including the Regulations and a detailed guidance document which identifies requirements concerning compliance with the standards, evidence of conformity and other required information;
- maintaining a Web page related to the Regulations on Environment Canada's CEPA Environmental Registry to make information widely available; and
- responding to inquiries and delivering information sessions, as required.

Environment Canada administers a comprehensive program to monitor compliance with vehicle and engine emission standards. Engine manufacturers and importers are responsible for ensuring that their products comply with the Regulations and are required to maintain and produce evidence of such conformity. Environment Canada's program to monitor compliance includes

- authorizing and monitoring the use of the national emissions mark;
- monitoring machine and engine importation;
- reviewing company evidence of conformity;
- monitoring data submitted in the annual reports for the use of transition engine provisions;
- registering company notices of defects affecting emission controls;
- inspection of test engines and vehicles and their emission-related components; and
- laboratory emissions tests of sample new engines and vehicles that are representative of products offered for sale in Canada.

If an engine or vehicle is found to not comply with the Regulations, the engine manufacturer or importer will be subject to the enforcement provisions of CEPA, 1999. Environment Canada is coordinating efforts with the EPA by sharing information to increase program efficiency and effectiveness. Coordination and cooperation opportunities also exist to partner with organizations outside Environment Canada to perform compliance promotion activities such as identifying regulatees and delivering key messages.

Compliance promotion activities will be revisited from time to time to ensure that the Regulations are implemented in the most effective and efficient manner.

Service standards

For the Regulations, including the Amendments, in its administration of the regulatory program, Environment Canada will provide these services in a timely manner:

- reviewing applications and preparing authorizations to use the national emissions mark;
- reviewing notices of defect;

cours du processus de mise en œuvre réglementaire. Ces activités comprendront :

- la tenue d'une base de données des entités réglementées, avec mises à jour régulières;
- l'élaboration et la distribution de documents de promotion de la conformité, notamment un envoi général par la poste ou par courriel comprenant le Règlement et un document d'orientation détaillé énonçant les exigences concernant l'observation des normes, la preuve de conformité et d'autres renseignements demandés;
- la tenue d'une page Web sur le Règlement dans le Registre environnemental d'Environnement Canada relatif à la LCPE, pour que l'information soit largement diffusée;
- la réponse aux demandes de renseignements et la tenue de séances d'information, au besoin.

Environnement Canada administre un programme complet de surveillance de la conformité aux normes appliquées aux émissions des véhicules et des moteurs. Les fabricants et les importateurs de moteurs doivent s'assurer que leurs produits sont conformes au Règlement et doivent détenir et produire la preuve de cette conformité. Le programme de surveillance de la conformité d'Environnement Canada englobe :

- l'autorisation de la marque nationale et la surveillance de son utilisation;
- surveillance de l'importation de machines et de moteurs;
- l'examen des preuves de conformité fournies par les compagnies;
- la surveillance des données soumises dans les rapports annuels pour l'utilisation des dispositions relatives aux moteurs de transition;
- la consignation des avis émis par les compagnies signalant un défaut relatif aux dispositifs antipollution;
- l'inspection des moteurs et des véhicules d'essai ainsi que de leurs composantes relatives aux émissions;
- les essais en laboratoire sur les émissions de nouveaux véhicules et moteurs types représentatifs de produits mis en vente au Canada.

Si on découvre qu'un moteur ou un véhicule n'est pas conforme au Règlement, le fabricant ou l'importateur de moteurs fera l'objet des dispositions d'application de la LCPE (1999). Environnement Canada coordonne les efforts avec l'EPA en partageant l'information afin d'augmenter l'efficacité et l'efficacé du programme. Des liens de coordination et de coopération sont aussi établis avec des organisations partenaires extérieures à Environnement Canada pour la tenue d'activités de promotion de la conformité, comme la désignation des entités réglementées et la diffusion des messages clés.

Les activités de promotion de la conformité seront revues périodiquement pour garantir que le Règlement est mis en œuvre de la manière la plus efficace et efficiente.

Normes de services

Pour les modifications, dans son administration du programme réglementaire, Environnement Canada offrira les services suivants, en temps voulu :

- examen des demandes et préparation des autorisations permettant d'utiliser la marque nationale;
- examen des avis de défaut;

- assessing company's declarations for temporary importations; and
- assessing requests for exemptions from the Amendments.

In addition, the Department will audit evidence of conformity for engines and machines and provide to manufacturers an acknowledgment of its receipt and whether it is presented "in a form and manner that is satisfactory" based on a set of criteria established by the Department. The Department intends to update the current guidance document, describing the required evidence of conformity and the procedures to be followed when submitting required documentation, in line with the Amendments.

Enforcement

The Amendments are made under CEPA, 1999; therefore, enforcement officers will, when verifying compliance with the Regulations and the Amendments, apply the Compliance and Enforcement Policy¹⁵ for CEPA, 1999. This Policy sets out the range of possible responses to alleged violations, including warnings, directions, environmental protection compliance orders, ticketing, ministerial orders, injunctions, prosecution and environmental protection alternative measures (which are an alternative to a court prosecution after the laying of charges for a CEPA, 1999 violation). In addition, the Policy explains when Environment Canada will resort to civil suits by the Crown for cost recovery.

To verify compliance, enforcement officers may carry out inspections. An inspection may identify an alleged violation, and alleged violations may also be identified by Environment Canada's technical personnel, through information transmitted to the Department by the Canada Border Services Agency or through complaints received from the public. Whenever a possible violation of the Regulations or the Amendments is identified, enforcement officers may carry out investigations.

When, following an inspection or an investigation, an enforcement officer discovers an alleged violation, the officer would choose the appropriate enforcement action based on the following factors:

- *Nature of the alleged violation*: This includes consideration of the damage, the intent of the alleged violator, whether it is a repeat violation, and whether an attempt has been made to conceal information or otherwise subvert the objectives and requirements of the Act;
- *Effectiveness in achieving the desired result with the alleged violator*: The desired result is compliance within the shortest possible time and with no further repetition of the violation. Factors to be considered include the violator's history of compliance with the Act, willingness to cooperate with enforcement officers, and evidence of corrective action already taken; and
- *Consistency*: Enforcement officers would consider how similar situations have been handled in determining the measures to be taken to enforce the Act.

Performance measurement and evaluation

The Regulatory Framework for Air Emissions is a government-wide initiative designed to improve the health of Canadians and

- évaluation des déclarations des compagnies relatives aux importations temporaires;
- évaluation des demandes d'exemption des modifications.

De plus, le Ministère vérifiera les preuves de conformité des moteurs et des machines. Il accusera réception de ces preuves et indiquera aux fabricants si elles ont été présentées « selon des modalités jugées satisfaisantes » en fonction d'un ensemble de critères fixés par Environnement Canada. Le Ministère prévoit mettre à jour le document d'orientation actuel décrivant les preuves de conformité et la procédure à suivre pour présenter les documents demandés, conformément aux modifications.

Application de la loi

Puisque les modifications sont faites en vertu de la LCPE (1999), afin de vérifier la conformité au Règlement et aux modifications, les agents de l'autorité appliqueront la Politique d'observation et d'application de la loi de la LCPE (1999)¹⁵. Cette politique énonce la gamme de mesures possibles en cas d'infraction présumée, notamment avertissements, ordres, ordres d'exécution en matière de protection de l'environnement, contraventions, arrêtés ministériels, injonctions, poursuites et mesures de rechange en matière de protection de l'environnement [solutions de rechange à une poursuite après le dépôt d'accusations en vertu de la LCPE (1999)]. De plus, la Politique explique les situations dans lesquelles Environnement Canada recourra aux poursuites civiles par la Couronne pour le recouvrement des coûts.

Pour vérifier la conformité, les agents de l'autorité peuvent effectuer des inspections. Une inspection peut révéler une infraction présumée, qui peut aussi être révélée par le personnel technique d'Environnement Canada, soit par l'information transmise au Ministère par l'Agence des services frontaliers du Canada ou par des plaintes reçues du public. Les agents de l'autorité peuvent mener des inspections dans chaque situation d'infraction présumée au Règlement.

Si, après une inspection ou une enquête, l'agent de l'autorité découvre une infraction présumée, la mesure à prendre est établie en fonction des facteurs suivants :

- *Nature de l'infraction présumée* : Il convient notamment de déterminer la gravité des dommages, s'il y a eu action délibérée de la part du contrevenant, s'il s'agit d'une récidive et s'il y a eu tentative de dissimuler de l'information ou de contourner, d'une façon ou d'une autre, les objectifs et les exigences de la Loi;
- *Efficacité du moyen employé pour obliger le contrevenant à obtempérer* : Le but est de faire respecter la Loi dans les meilleurs délais tout en empêchant les récidives. Il sera tenu compte, notamment, du dossier du contrevenant en matière d'observation de la Loi, de sa volonté de coopérer avec les agents de l'application de la loi et de la preuve que des correctifs ont été apportés;
- *Uniformité dans l'application* : Les agents d'application de la loi tiendront compte de ce qui a été fait dans des cas semblables pour décider des mesures à prendre afin de faire appliquer la Loi.

Mesures de rendement et évaluation

Le Cadre réglementaire sur les émissions atmosphériques est une initiative à l'échelle de l'administration fédérale visant à

¹⁵ Environment Canada's Compliance and Enforcement Policy is available at www.ec.gc.ca/alef-ewe/default.asp?lang=En&n=AF0C5063-1.

¹⁵ La Politique d'observation et d'application de la loi d'Environnement Canada est disponible au www.ec.gc.ca/alef-ewe/default.asp?lang=Fr&n=AF0C5063-1.

their environment through measurable reductions in both greenhouse gas and air pollutant emissions in all sectors of the Canadian economy. The Amendments are an element of the Government's Regulatory Framework for Air Emissions and contribute to meeting the Government's commitment to reduce air pollutant emissions in the Transportation sector.

The Amendments include provisions designed to facilitate Environment Canada's verification that compliance with the Amendments is achieved. Various compliance-related activities such as submitting annual end-of-year reports detailing a company's use of transition engine provisions (if used), auditing evidence of conformity, and verification of emissions levels through testing will be carried out. Monitoring of compliance with the Amendments will be done on an ongoing basis. Reporting of the incidences of non-compliance by enforcement officers is expected to provide indicators of this achievement.

The Amendments will be administered by Environment Canada's Transportation Division and will be evaluated as part of the program evaluation under the Regulatory Framework for Air Emissions. Follow-up evaluations will be scheduled as per the department's evaluation planning cycle.

Contacts

Josée Lavergne
Manager
Air Pollution Regulatory Development Section
Transportation Division
Energy and Transportation Directorate
Environment Canada
351 Saint-Joseph Boulevard
Gatineau, Quebec
K1A 0H3
Telephone: 819-953-1651
Fax: 819-953-7815
Email: Josee.Lavergne@ec.gc.ca

Luis Leigh
Director
Regulatory Analysis and Valuation Division
Economic Analysis Directorate
Environment Canada
10 Wellington Street
Gatineau, Quebec
K1A 0H3
Telephone: 819-953-1170
Fax: 819-953-3241
Email: Luis.Leigh@ec.gc.ca

améliorer la santé des Canadiens et de leur environnement grâce à des réductions mesurables des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques dans tous les secteurs de l'économie canadienne. Les modifications constituent un élément du Cadre réglementaire sur les émissions atmosphériques et permettront au gouvernement de remplir son engagement à l'égard de la réduction des émissions de polluants atmosphériques dans le secteur des transports.

Les modifications intègrent des dispositions visant à faciliter les vérifications d'Environnement Canada en vue d'assurer la conformité aux modifications. Diverses activités liées à la conformité seront entreprises, comme la présentation de rapports annuels décrivant le recours des entreprises aux dispositions relatives aux moteurs de transition (le cas échéant), la vérification des justifications de la conformité et la vérification des niveaux d'émissions au moyen d'essais. La surveillance de la conformité aux modifications sera assurée de façon continue. Le signalement des incidences de non-conformité par les agents de l'autorité devrait fournir des indicateurs de l'atteinte des objectifs de conformité.

Les modifications seront administrées par la Division des transports d'Environnement Canada et seront évaluées dans le cadre de l'évaluation du programme conformément au Cadre réglementaire sur les émissions atmosphériques. Des évaluations de suivi seront prévues en fonction du cycle de planification du ministère.

Personnes-ressources

Josée Lavergne
Gestionnaire
Section de l'élaboration des règlements sur la pollution
atmosphérique
Division des transports
Direction de l'énergie et des transports
Environnement Canada
351, boulevard Saint-Joseph
Gatineau (Québec)
K1A 0H3
Téléphone : 819-953-1651
Télécopieur : 819-953-7815
Courriel : Josee.Lavergne@ec.gc.ca

Luis Leigh
Directeur
Division de l'analyse réglementaire et de la valorisation
Direction de l'analyse économique
Environnement Canada
10, rue Wellington
Gatineau (Québec)
K1A 0H3
Téléphone : 819-953-1170
Télécopieur : 819-953-3241
Courriel : Luis.Leigh@ec.gc.ca

Registration
SOR/2011-262 November 17, 2011

IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION ACT

Regulations Amending the Immigration and Refugee Protection Regulations

P.C. 2011-1316 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Citizenship and Immigration, pursuant to subsection 5(1) and section 14 of the *Immigration and Refugee Protection Act*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Immigration and Refugee Protection Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE IMMIGRATION AND REFUGEE PROTECTION REGULATIONS

AMENDMENTS

1. (1) Paragraph 133(1)(e) of the *Immigration and Refugee Protection Regulations*¹ is amended by striking out “or” at the end of subparagraph (i) and by adding the following after that subparagraph:

(i.1) an indictable offence involving the use of violence and punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years, or an attempt to commit such an offence, against any person, or

(2) Subparagraph 133(1)(e)(ii) of the Regulations is replaced by the following:

(ii) an offence that results in bodily harm, as defined in section 2 of the *Criminal Code*, to any of the following persons or an attempt or a threat to commit such an offence against any of the following persons:

- (A) a current or former family member of the sponsor,
- (B) a relative of the sponsor, as well as a current or former family member of that relative,
- (C) a relative of the family member of the sponsor, or a current or former family member of that relative,
- (D) a current or former conjugal partner of the sponsor,
- (E) a current or former family member of a family member or conjugal partner of the sponsor,
- (F) a relative of the conjugal partner of the sponsor, or a current or former family member of that relative,
- (G) a child under the current or former care and control of the sponsor, their current or former family member or conjugal partner,
- (H) a child under the current or former care and control of a relative of the sponsor or a current or former family member of that relative, or

Enregistrement
DORS/2011-262 Le 17 novembre 2011

LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Règlement modifiant le Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés

C.P. 2011-1316 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et en vertu du paragraphe 5(1) et de l'article 14 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*,^a Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

MODIFICATIONS

1. (1) L'alinéa 133(1)(e) du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés¹ est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (i), de ce qui suit :

(i.1) d'un acte criminel mettant en cause la violence et passible d'un emprisonnement maximal d'au moins dix ans ou d'une tentative de commettre un tel acte à l'égard de quiconque,

(2) Le sous-alinéa 133(1)(e)(ii) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(ii) d'une infraction entraînant des lésions corporelles, au sens de l'article 2 de cette loi, ou d'une tentative ou menace de commettre une telle infraction, à l'égard de l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- (A) un membre ou un ancien membre de sa famille,
- (B) un membre de sa parenté, ou un membre ou ancien membre de la famille de celui-ci,
- (C) un membre de la parenté d'un membre de sa famille, ou un membre ou ancien membre de la famille de celui-ci,
- (D) son partenaire conjugal ou ancien partenaire conjugal,
- (E) un membre ou un ancien membre de la famille d'un membre de sa famille ou de son partenaire conjugal,
- (F) un membre de la parenté de son partenaire conjugal, ou un membre ou ancien membre de la famille de celui-ci,
- (G) un enfant qui est ou était sous sa garde et son contrôle, ou sous celle d'un membre de sa famille ou de son partenaire conjugal ou d'un ancien membre de sa famille ou de son ancien partenaire conjugal,
- (H) un enfant qui est ou était sous la garde et le contrôle d'un membre de sa parenté, ou d'un membre ou ancien membre de la famille de ce dernier,

^a S.C. 2001, c. 27

¹ SOR/2002-227

^a L.C. 2001, ch. 27

¹ DORS/2002-227

(I) someone the sponsor is dating or has dated, whether or not they have lived together, or a family member of that person.

(I) une personne avec qui il a ou a eu une relation amoureuse, qu'ils aient cohabité ou non, ou un membre de la famille de cette personne.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Issue and objectives

Paragraph 133(1)(e) of the *Immigration and Refugee Protection Regulations* (the Regulations) prevents a person from sponsoring a member of the family class if they have been convicted under the *Criminal Code* of certain types of offences. According to the previous wording of the Regulations, a person was barred from sponsoring a member of the Family Class where the individual had been convicted of an offence of a sexual nature against any person or an offence that results in “bodily harm” against certain listed members of their family, as well as any attempt or threat to commit such offences. The objective of provision is to assist in the protection of foreign nationals from family violence.

The sponsorship bar remains in effect until the individual is either pardoned or acquitted, or where five years has elapsed since the completion of an imposed sentence.

For the purposes of an offence that results in bodily harm, the listed family relationships previously included

- a relative (related by blood or adoption) or family member (spouse, common-law partner, dependent child, dependent child of a dependent child) or conjugal partner of the sponsor; and
- a relative or family member of the sponsor’s spouse, common-law or conjugal partner.

A Federal Court decision (*CIC v. Brar*, 2008 FC 1285) highlighted a gap in this regulation. In this decision, a man convicted of killing his brother’s wife was allowed to sponsor his own wife, as it was determined that a sister-in-law, who is the wife of the sponsor’s brother, does not meet the definition of relative or family member in the Regulations. Paragraph 133(1)(e) of the Regulations has, therefore, been amended to expand the listed family relationships for the sponsorship bar to close gaps such as the one identified in the Brar case.

The Brar case also highlighted the fact that individuals who commit particularly violent offences against persons other than family members or relatives were not barred from sponsorship. Therefore, an amendment has been made to bar such persons from family class sponsorship regardless of who the offence was committed against.

RÉSUMÉ DE L’ÉTUDE D’IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Question et objectifs

L’alinéa 133(1)e) du *Règlement sur l’immigration et la protection des réfugiés* (le Règlement) empêche une personne de parrainer un membre de la catégorie du regroupement familial si elle a été déclarée coupable d’une infraction en vertu du *Code criminel* pour certains types d’infractions. Selon l’ancien libellé du Règlement, un individu n’avait pas le droit de parrainer un membre de la famille s’il avait été reconnu coupable d’une infraction de nature sexuelle à l’égard d’une personne ou d’une infraction entraînant des lésions corporelles contre certains membres de la famille figurant sur la liste, et de toute tentative ou menace de commettre ces crimes. Le but de cette disposition consiste à aider à protéger les étrangers contre la violence familiale.

L’interdiction de parrainage reste en vigueur jusqu’à ce que l’intéressé ait été réhabilité ou acquitté, ou jusqu’à ce que cinq ans se soient écoulés depuis qu’il a fini de purger une peine imposée.

Pour les besoins de l’infraction entraînant des lésions corporelles, les relations familiales auparavant énumérées visaient notamment les personnes suivantes :

- Un membre de la parenté (uni à l’intéressé par les liens du sang ou de l’adoption) ou un membre de la famille (époux, conjoint de fait, enfant à charge, enfant à la charge d’un enfant à charge) ou partenaire conjugal du répondant;
- Un membre de la parenté ou un membre de la famille de l’époux, du conjoint de fait ou du partenaire conjugal du répondant.

Dans une décision (*CIC c. Brar*, 2008 C. F. 1285), la Cour fédérale a conclu que cette disposition n’était pas assez large pour couvrir certains liens de parenté. La décision en question concerne le cas d’un homme qui, ayant été reconnu coupable d’avoir tué la femme de son frère, avait été autorisé à parrainer sa propre femme, car la Cour avait conclu que la belle-sœur du répondant qui se trouve à être la femme de son frère ne constitue pas un membre de la parenté ou de la famille au sens du Règlement. L’alinéa 133(1)e) du Règlement a donc été modifié afin d’élargir la liste des liens de parenté visés par l’interdiction de parrainage et de combler ainsi les lacunes relevées dans l’affaire Brar.

L’affaire Brar a en outre mis en évidence le fait que les individus qui commettent des infractions particulièrement violentes à l’égard de personnes autres que les membres de leur famille ou de leur parenté n’étaient pas interdits de parrainage. Des modifications ont donc été apportées pour interdire à ces individus de parrainer un membre de la catégorie du regroupement familial, peu importe la personne ayant été victime de l’infraction.

The objectives of the amendments are to

- (a) strengthen the original intent of paragraph 133(1)(e) of the Regulations, namely, to assist in the protection of foreign nationals from family violence;
- (b) reinforce the integrity of the sponsorship program by barring sponsorship in cases where the sponsor is at risk of perpetuating abuse or has committed a serious criminal offence; and
- (c) further support the objectives of the *Immigration and Refugee Protection Act* (IRPA) to protect the health and safety of Canadians.

Description and rationale

For the purposes of determining sponsorship eligibility, CIC has amended the Regulations as follows:

1. Provide that anyone convicted of an indictable offence involving the use of violence punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years or an attempt to commit such an offence be barred from sponsorship. Exceptions under subsections 133(2) and 133(3) will still apply. Subsection 133(2) allows sponsorship to proceed when the conviction occurred in Canada and the individual has received a pardon, has been acquitted, or where five years have elapsed since the completion of the imposed sentence. Subsection 133(3) allows sponsorship to proceed when the conviction occurred outside Canada and the individual has been acquitted, or where five years have elapsed since the completion of the imposed sentence.
2. Provide that anyone convicted of an offence that results in bodily harm, or an attempt or a threat to commit such an offence, against an expanded list of relatives is barred from sponsorship. This expanded list of relationships below has been added to subparagraph 133(1)(e)(ii) and covers
 - former family members of the sponsor;
 - former family members of a family member or conjugal partner of the sponsor;
 - current and former family members of a relative of the sponsor or the sponsor's family member;
 - former conjugal partner of the sponsor, as well as current and former family members of the conjugal partner's relatives;
 - a child under the current or former care and control of the sponsor, their current or former family member, or conjugal partner;
 - a child under the current or former care and control of a relative of the sponsor or a current or former family member of that relative; and
 - someone with whom the sponsor dates or has dated, whether or not they live together, or a family member of that person.

The Brar decision highlighted a relationship that was not included for the purpose of the sponsorship bar found in the previous paragraph 133(1)(e) of the Regulations. In this decision, a man convicted of killing his brother's wife was allowed to sponsor his own wife to Canada. It was determined that a sister-in-law who is the wife of a sponsor's brother did not meet the definition of relative or family member in the Regulations. Further analysis

Les modifications visent à :

- a) renforcer l'objectif initialement poursuivi par l'alinéa 133(1)e) du Règlement, notamment, aider à protéger les étrangers contre la violence familiale;
- b) améliorer l'intégrité du programme de parrainage en interdisant de parrainer une personne qui risquerait de perpétuer de mauvais traitements ou qui a commis un crime grave;
- c) concourir encore davantage à l'atteinte de l'objectif de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) de préserver la santé et la sécurité des Canadiens.

Description et justification

Pour déterminer l'admissibilité au parrainage, CIC a modifié le Règlement de façon à interdire de parrainage :

1. Toute personne reconnue coupable d'un acte criminel avec violence passible d'un emprisonnement maximal d'au moins 10 ans, ou d'une tentative de commettre une telle infraction. Les exceptions prévues aux paragraphes 133(2) et 133(3) continueront de s'appliquer. Le paragraphe 133(2) autorise le parrainage lorsque la déclaration de culpabilité a été prononcée au Canada et que l'intéressé a été réhabilité ou acquitté, ou lorsque cinq années se sont écoulées après qu'il a fini de purger la peine imposée. Le paragraphe 133(3) autorise le parrainage lorsque la déclaration de culpabilité a été prononcée hors du Canada et que l'intéressé a été acquitté, ou que cinq années se sont écoulées après qu'il a fini de purger la peine imposée.
2. Toute personne reconnue coupable d'avoir commis une infraction ayant entraîné des lésions corporelles ou d'une tentative ou d'une menace de commettre ce type d'infraction à l'égard d'une liste élargie de membres de la parenté. La liste élargie des relations ci-après a été ajoutée à celle du sous-alinéa 133(1)e)(ii), soit :
 - les anciens membres de la famille du répondant;
 - les anciens membres de la famille du membre de la famille ou partenaire conjugal du répondant;
 - les membres de la famille et les anciens membres de la famille d'un membre de la parenté du répondant ou d'un membre de la famille du répondant;
 - l'ancien partenaire conjugal du répondant ainsi que les membres de la famille et les anciens membres de la famille des membres de la parenté du partenaire conjugal;
 - un enfant qui est ou était sous la garde ou la surveillance du répondant, sous celle d'un membre de sa famille ou de son partenaire conjugal, ou sous celle d'un ancien membre de sa famille ou de son ancien partenaire conjugal;
 - un enfant qui est ou était sous la garde ou la surveillance d'un membre de la parenté du répondant ou bien d'un membre de la famille ou d'un ancien membre de la famille de ce membre de la parenté;
 - une personne avec qui le répondant a ou a eu une relation amoureuse, qu'ils aient cohabité ou non, ou un membre de la famille de cette personne.

La décision rendue dans l'affaire Brar a mis en lumière l'existence d'un lien de parenté qui n'était pas prévu aux fins de l'interdiction de parrainage visée à l'ancien alinéa 133(1)e) du Règlement. Dans cette décision, on a permis à un homme reconnu coupable d'avoir tué l'épouse de son frère de parrainer sa propre épouse pour qu'elle vienne au Canada. Il a été déterminé, aux termes du Règlement, qu'une belle-sœur qui est l'épouse du frère

of the Regulations revealed that in addition to this type of relationship, certain other relationships were not included for the purposes of this sponsorship bar. Given the importance of the stated objective of helping to protect sponsored persons from family violence, the addition of other relationships was made in order to ensure that there are no future cases of violence against a relative where the sponsorship bar cannot be imposed.

Moreover, there was a great deal of public outrage expressed following the Brar decision, and with it came the general sentiment that someone who has committed such a serious crime, regardless of who it was against, should not benefit from the privilege and responsibility of sponsor. Sponsorship is conditional. The amended Regulations expand the circumstances leading to a sponsorship bar under subparagraph 133(1)(e)(i) to include convictions for an indictable offence involving the use of violence and punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years in order to include more situations found to be inconsistent with Canadian values.

The intent of the Regulations is to prevent individuals with a history of violence from sponsoring under the Family Class and instigating incidences of family violence. The amendments ensure that the original regulatory intent is given proper effect and maintain the message that Canada does not accept family violence.

Family class provisions under the immigration program, however, cannot be a cure for family violence. The amendments will operate as a preventative mechanism, send a message that family violence is not tolerated in Canada, and highlight the conditional nature of sponsorship. It is anticipated that the expansion of the list of relatives and family members and adding offences involving the use of violence punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years will affect a relatively small number of individuals. From 2003 to 2009, approximately 70 people were barred from sponsorship under the previous provisions.

Consultation

Key stakeholders were given the opportunity to provide their feedback on the Regulations in November 2010. The following stakeholders were consulted: Canadian Association of Chiefs of Police, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies, The John Howard Society of Canada, National Organization of Immigrant and Visible Minority Women of Canada, Metropolitan Action Committee on Violence Against Women and Children, Canadian Ethnocultural Council, Canadian Bar Association (CBA), and the Chambre des notaires du Québec. Provinces and territories were also consulted.

The CBA expressed their support for strengthening the Regulations, however, they are concerned that the proposed list of relatives is too broad. The purpose of the expanded list of family members attempts to prevent a situation similar to the Brar case where a relative not explicitly mentioned in the Regulations is victimized by the sponsor and the sponsorship bar cannot be imposed. The CBA is also concerned that dating relationships may be difficult to define. While the Department acknowledges this

du répondant ne répond pas à la définition de membre de la parenté ou de membre de la famille. Il est ressorti d'une analyse plus poussée du Règlement que ce type de lien n'était pas le seul à échapper à l'interdiction de parrainage. Étant donné l'importance de l'objectif expressément formulé d'aider à protéger les personnes parrainées contre la violence familiale et pour éviter de ne pouvoir imposer à l'avenir une interdiction de parrainage dans des cas de violence à l'égard de membres de la parenté, d'autres relations ont été ajoutées à celles visées par l'interdiction de parrainage aux termes du sous-alinéa 133e(ii).

En outre, il y a eu un tollé au sein de la population après la décision rendue dans l'affaire Brar. De l'avis général, le privilège et la responsabilité du parrainage ne devraient pas être accessibles à une personne ayant commis un crime d'une telle gravité, quelle que soit la victime. Le parrainage est conditionnel. Les modifications réglementaires élargissent les circonstances qui mènent à l'interdiction d'un parrainage énumérées au sous-alinéa 133(1)e(i) de manière à inclure les actes criminels avec violence passibles d'un emprisonnement maximal d'au moins 10 ans. Il serait ainsi tenu compte d'un plus grand nombre de situations jugées non conformes aux valeurs canadiennes.

La disposition réglementaire vise à empêcher les individus ayant des antécédents de violence de parrainer des membres de la catégorie du regroupement familial et de contribuer ainsi à la violence familiale. Les modifications continuent de signaler que la violence familiale n'est pas acceptée au Canada et garantissent que des mesures convenables sont prises pour donner effet à l'objectif initial du Règlement.

Cela dit, les dispositions régissant la catégorie du regroupement familial dans le cadre du programme d'immigration ne peuvent pas constituer une panacée contre la violence familiale. Les modifications proposées serviront de mesures de prévention. Elles signaleront que la violence familiale n'est pas tolérée au Canada et souligneront la nature conditionnelle du parrainage. L'élargissement de la liste des membres de la parenté et de la famille ainsi que l'ajout des actes criminels avec violence, passibles d'un emprisonnement maximal d'au moins 10 ans, sont des mesures qui devraient toucher relativement peu de personnes. De 2003 à 2009, environ 70 personnes ont été interdites de parrainage en vertu des dispositions antérieures.

Consultation

Les intervenants clés ont eu l'occasion de formuler des commentaires à ce sujet en novembre 2010. Les intervenants ci-après ont ainsi été consultés : l'Association canadienne des chefs de police, l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry, La Société John Howard du Canada, l'Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible du Canada, le *Metropolitan Action Committee on Violence Against Women and Children*, le Conseil ethnoculturel du Canada, l'Association du Barreau canadien (ABC) et la Chambre des notaires du Québec. Les provinces et territoires ont également été consultés.

L'ABC a indiqué être favorable à l'idée de renforcer la disposition réglementaire. Elle craint toutefois que la liste élargie des membres de la parenté n'aille trop loin. L'élargissement de cette liste vise à empêcher que ne se produise une situation semblable à l'affaire Brar où le répondant a pris pour victime un membre de sa parenté non explicitement mentionné dans le Règlement, l'interdiction de parrainage ne pouvant alors être imposée. L'ABC craint par ailleurs qu'il ne soit difficile de définir la

challenge research demonstrates that individuals in a dating relationship do suffer abuse. As such, the prevention of sponsorship in these cases is appropriate.

Finally, the CBA found the inclusion of a bar against anyone who commits an offence involving the use of violence and punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years to be a punitive response rather than a protective measure against family violence. This change, however, reflects the conditional nature of sponsorship and someone who has committed such a serious crime, regardless of who it was against, should not benefit from the ability to sponsor.

The Chambre des notaires du Québec was supportive of the proposed Regulations. Responses received from provinces and territories were also supportive of the proposed Regulations.

The regulatory proposal was pre-published in the *Canada Gazette*, Part I, on April 2, 2011, followed by a comment period of 30 days during which no comments were received.

Implementation, enforcement and service standards

Implementation requires updates to guidelines in policy manuals to inform immigration officers of the new Regulations. Guidelines will be developed to ensure the proper application of the amended Regulations. Officers will be guided on what offences would be captured under an offence involving the use of violence punishable by a maximum term of imprisonment of at least 10 years.

Contact

Justine Akman
Director
Social Immigration Policy and Programs
Immigration Branch
Department of Citizenship and Immigration
365 Laurier Avenue W
Ottawa, Ontario
K1A 1L1
Telephone: 613-941-9022
Fax: 613-941-9014
Email: justine.akman@cic.gc.ca

notion de relations amoureuses. Bien que le Ministère soit conscient de cette difficulté, les résultats de recherches ont toutefois montré que les personnes qui entretiennent des relations amoureuses sont victimes d'abus. Il est donc judicieux d'empêcher le parrainage dans ces cas.

À propos de la disposition visant à interdire de parrainer, l'auteur d'un acte criminel avec violence passible d'un emprisonnement maximal d'au moins 10 ans, l'ABC a enfin estimé qu'il s'agissait là d'une mesure punitive plutôt que d'une mesure destinée à protéger contre la violence familiale. Cette modification tient toutefois compte de la nature conditionnelle du parrainage. Tout individu ayant commis un crime d'une telle gravité, peu importe la victime, ne devrait pas se voir attribuer la possibilité de parrainer.

La Chambre des notaires du Québec a appuyé les dispositions réglementaires proposées. Les provinces et territoires ont également fait des commentaires favorables au sujet de ces dispositions.

Ces dispositions réglementaires, qui ont été pré-publiées dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 2 avril 2011 pour une période de commentaires de 30 jours, n'ont suscité aucun commentaire.

Mise en œuvre, application et normes de service

La mise en œuvre nécessitera la mise à jour des directives formulées dans les guides opérationnels pour que les agents d'immigration soient informés des nouvelles dispositions. Des directives seront élaborées pour que la version modifiée des dispositions réglementaires soit appliquée comme il se doit. Les agents seront par ailleurs conseillés quant aux infractions qui constituent des actes criminels avec violence, passibles d'un emprisonnement maximal d'au moins 10 ans.

Personne-ressource

Justine Akman
Directrice
Politique et programmes sociaux
Direction générale de l'immigration
Citoyenneté et Immigration Canada
365, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 1L1
Téléphone : 613-941-9022
Télécopieur : 613-941-9014
Courriel : justine.akman@cic.gc.ca

Registration
SOR/2011-263 November 17, 2011

MOTOR VEHICLE SAFETY ACT

Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Motorcycle Brake Systems — Standard 122)

P.C. 2011-1317 November 17, 2011

Whereas, pursuant to subsection 11(3) of the *Motor Vehicle Safety Act*^a, a copy of the proposed *Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Motorcycle Brake Systems — Standard 122)*, substantially in the annexed form, was published in the *Canada Gazette*, Part I, on October 30, 2010, and a reasonable opportunity was afforded to interested persons to make representations to the Minister of Transport with respect to the proposed Regulations;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Transport, pursuant to subsection 11(1) of the *Motor Vehicle Safety Act*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Motorcycle Brake Systems — Standard 122)*.

REGULATIONS AMENDING THE MOTOR VEHICLE SAFETY REGULATIONS (MOTORCYCLE BRAKE SYSTEMS — STANDARD 122)

AMENDMENTS

1. (1) The definitions “enclosed motorcycle”, “limited-speed motorcycle”, “motor tricycle” and “open motorcycle” in subsection 2(1) of the *Motor Vehicle Safety Regulations*¹ are replaced by the following:

“enclosed motorcycle” means a motorcycle that

- (a) has steering handlebars that are completely constrained from rotating in relation to the axle of only one wheel in contact with the ground,
- (b) is designed to travel on two wheels in contact with the ground,
- (c) has a minimum driver’s seat height, when the vehicle is unladen, of 650 mm, and
- (d) has a structure partially or fully enclosing the driver and passenger that is an integral part of the vehicle chassis; (*motocyclette à habitacle fermé*)

“limited-speed motorcycle” means a motorcycle that

- (a) has steering handlebars that are completely constrained from rotating in relation to the axle of only one wheel in contact with the ground,
- (b) has a maximum speed of 70 km/h or less,
- (c) has a minimum driver’s seat height, when the vehicle is unladen, of 650 mm, and

^a S.C. 1993, c. 16
¹ C.R.C., c. 1038

Enregistrement
DORS/2011-263 Le 17 novembre 2011

LOI SUR LA SÉCURITÉ AUTOMOBILE

Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (systèmes de freinage des motocyclettes — norme 122)

C.P. 2011-1317 Le 17 novembre 2011

Attendu que, conformément au paragraphe 11(3) de la *Loi sur la sécurité automobile*^a, le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (systèmes de freinage des motocyclettes — norme 122)*, conforme en substance au texte ci-après, a été publié dans la *Gazette du Canada* Partie I le 30 octobre 2010 et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard au ministre des Transports,

À ces causes, sur recommandation du ministre des Transports et en vertu du paragraphe 11(1) de la *Loi sur la sécurité automobile*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (systèmes de freinage des motocyclettes — norme 122)*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ DES VÉHICULES AUTOMOBILES (SYSTÈMES DE FREINAGE DES MOTOCYCLETTES — NORME 122)

MODIFICATIONS

1. (1) Les définitions de « motocyclette à habitacle fermé », « motocyclette à vitesse limitée », « motocyclette sans habitacle fermé » et « tricycle à moteur », au paragraphe 2(1) du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*¹, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« motocyclette à habitacle fermé » Motocyclette qui, à la fois :

- a) a un guidon dont la rotation se transmet sans intermédiaire à l’axe d’une seule roue en contact avec le sol;
- b) est conçue pour rouler sur deux roues en contact avec le sol;
- c) a un siège pour le conducteur d’une hauteur minimale, sans charge, de 650 mm;
- d) comporte une structure qui fait partie intégrante du châssis du véhicule renfermant partiellement ou complètement le conducteur et son passager. (*enclosed motorcycle*)

« motocyclette à vitesse limitée » Motocyclette qui, à la fois :

- a) a un guidon dont la rotation se transmet sans intermédiaire à l’axe d’une seule roue en contact avec le sol;
- b) a une vitesse maximale de 70 km/h ou moins;
- c) a un siège pour le conducteur d’une hauteur minimale, sans charge, de 650 mm;
- d) ne comporte pas de structure renfermant partiellement ou complètement le conducteur et son passager, autre que la partie

^a L.C. 1993, ch. 16
¹ C.R.C., ch. 1038

(d) does not have a structure partially or fully enclosing the driver and passenger, other than that part of the vehicle forward of the driver's torso and the seat backrest; (*motocyclette à vitesse limitée*)

“motor tricycle” means a motorcycle, other than an antique reproduction vehicle, that

(a) is designed to travel on three wheels that are in contact with the ground and symmetrically arranged in relation to the longitudinal median plane,

(b) has seating on which the driver and passenger must sit astride,

(c) has not more than four designated seating positions,

(d) has a GVWR of 1 000 kg or less,

(e) has a maximum speed of more than 70 km/h, and

(f) does not have a structure partially or fully enclosing the driver and passenger, other than that part of the vehicle forward of the driver's torso and the seat backrest; (*tricycle à moteur*)

“open motorcycle” means a motorcycle that

(a) has steering handlebars that are completely constrained from rotating in relation to the axle of only one wheel in contact with the ground,

(b) is designed to travel on two wheels in contact with the ground or, if the wheels are asymmetrically arranged in relation to the longitudinal median plane, three wheels in contact with the ground,

(c) has a minimum driver's seat height, when the vehicle is unladen, of 650 mm,

(d) has a maximum speed of more than 70 km/h, and

(e) does not have a structure partially or fully enclosing the driver and passenger, other than that part of the vehicle forward of the driver's torso and the seat backrest; (*motocyclette sans habitacle fermé*)

(2) Subsection 2(1) of the Regulations is amended by adding the following in alphabetical order:

“maximum speed” means, with respect to a motorcycle, the speed specified by the manufacturer as the highest speed that the motorcycle is capable of attaining, measured in accordance with section 5.3; (*vitesse maximale*)

2. The Regulations are amended by adding the following after section 5.2:

MAXIMUM SPEED

5.3 (1) The maximum speed of a motorcycle shall be measured in accordance with International Organization for Standardization standard ISO 7117:1995, *Motorcycles — Measurement of Maximum Speed*.

(2) Wherever the term “motorcycle” is used in International Organization for Standardization standard ISO 7117:1995, *Motorcycles — Measurement of Maximum Speed*, it shall have the same meaning as “motorcycle” in subsection 2(1) of these Regulations.

3. Section 122 of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

122. (1) Every motorcycle shall conform to

(a) the requirements of *Technical Standards Document No. 122, Motorcycle Brake Systems* (TSD 122), as amended from time to time; or

du véhicule située devant le torse du conducteur et le dossier du siège. (*limited-speed motorcycle*)

« motocyclette sans habitacle fermé » Motocyclette qui, à la fois :

a) a un guidon dont la rotation se transmet sans intermédiaire à l'axe d'une seule roue en contact avec le sol;

b) est conçue pour rouler sur deux roues en contact avec le sol ou sur trois roues en contact avec le sol, si elles sont asymétriques par rapport à l'axe médian longitudinal;

c) a un siège pour le conducteur d'une hauteur minimale, sans charge, de 650 mm;

d) a une vitesse maximale supérieure à 70 km/h;

e) ne comporte pas de structure renfermant partiellement ou complètement le conducteur et son passager, autre que la partie du véhicule située devant le torse du conducteur et le dossier du siège. (*open motorcycle*)

« tricycle à moteur » Motocyclette, autre qu'une réplique d'ancien modèle, qui, à la fois :

a) est conçue pour rouler sur trois roues qui sont symétriques par rapport à l'axe médian longitudinal et qui sont en contact avec le sol;

b) est muni de sièges que le conducteur et son passager doivent enfourcher;

c) a au plus quatre places assises désignées;

d) a un PNBV d'au plus 1 000 kg;

e) a une vitesse maximale supérieure à 70 km/h;

f) ne comporte pas de structure renfermant partiellement ou complètement le conducteur et son passager, autre que la partie du véhicule située devant le torse du conducteur et le dossier du siège. (*motor tricycle*)

(2) Le paragraphe 2(1) du même règlement est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« vitesse maximale » S'agissant d'une motocyclette, la vitesse spécifiée par le fabricant comme étant la vitesse la plus élevée, mesurée conformément à l'article 5.3, pouvant être atteinte par celle-ci. (*maximum speed*)

2. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 5.2, de ce qui suit :

VITESSE MAXIMALE

5.3 (1) La vitesse maximale d'une motocyclette doit être mesurée conformément à la norme ISO 7117:1995 de l'Organisation internationale de normalisation, intitulée *Motorcycles — Mesurage de la vitesse maximale*.

(2) Le terme « motocycles » employé dans la norme ISO 7117:1995 de l'Organisation internationale de normalisation, intitulée *Motorcycles — Mesurage de la vitesse maximale*, s'entend au sens de « motocyclette » au paragraphe 2(1) du présent règlement.

3. L'article 122 de l'annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

122. (1) Toute motocyclette doit être conforme :

a) soit aux exigences du *Document de normes techniques n° 122 — Systèmes de freinage des motocyclettes* (DNT 122), avec ses modifications successives;

(b) the requirements set out in paragraphs 5 and 6 and Annex 3 of ECE Regulation No. 78, Revision 1, *Uniform Provisions Concerning the Approval of Vehicles of Categories L₁, L₂, L₃, L₄ and L₅ with Regard to Braking*, in the version in effect on June 24, 2008, as amended by any subsequent amendments in the 03 series of amendments (ECE Regulation No. 78).

(2) If a motorcycle is designed to operate with or without a sidecar, it shall conform to the requirements of subsection (1) in each of those configurations.

(3) Every motorcycle shall have a mark containing the symbol "DOT" followed by a reference to the type of brake fluid recommended by the manufacturer.

(4) The mark shall

(a) be permanently affixed and of a colour that contrasts with its background, or be engraved or embossed;

(b) be located, so as to be visible without obstruction, either on or within 101.6 mm of the brake-fluid reservoir filler plug or cap; and

(c) have letters and numbers at least 2.38 mm in height.

(5) Beginning on September 1, 2011, the English and French versions of the owner's manual shall include, respectively, the English or French version of the following warning about brake fluid:

"WARNING: Clean filler cap before removing. Use only [here insert the information contained on the mark referred to in subsection (3)] fluid from a sealed container."

« AVERTISSEMENT : Nettoyer le bouchon de remplissage avant de l'enlever. Utiliser seulement du liquide [insérer ici les renseignements figurant sur la marque visée au paragraphe (3)] provenant d'un contenant scellé. »

Technical Standards Document No. 122

(6) The term "three-wheeled motorcycle" used in TSD 122 means

(a) for the purposes of S5.1.4 of that document, a motorcycle that is designed to travel on three wheels in contact with the ground; and

(b) for the purposes of S6.7 and S7.8.2 of that document,

(i) a motorcycle that is designed to travel on three wheels in contact with the ground, or

(ii) a motorcycle that is designed to travel on two wheels in contact with the ground and that is equipped with a sidecar.

(7) Despite S5.1.3.1(d) of TSD 122, the indicator lamp shall display the identification symbol set out in Table II of section 101 of this schedule for a brake system malfunction, but the use of the legend referred to in S5.1.3.1(d) of TSD 122 is optional.

(8) The vehicle mass referred to in S6.1 of TSD 122 is limited to a maximum value equal to the GVWR of the motorcycle.

(9) Despite S5.4, S5.5, S7.6, S7.7 and S7.8 of TSD 122, a limited-speed motorcycle shall conform to the test requirements set out in those sections.

b) soit aux exigences prévues aux paragraphes 5 et 6 et à l'annexe 3 du règlement n° 78, Révision 1, de la CEE, intitulé *Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules des catégories L₁, L₂, L₃, L₄ et L₅ en ce qui concerne le freinage*, dans la version en vigueur le 24 juin 2008, tel qu'il est modifié par tout amendement subséquent de la série 03 d'amendements (règlement n° 78 de la CEE).

(2) Toute motocyclette conçue pour fonctionner avec ou sans un side-car doit, dans chacune de ces configurations, être conforme aux exigences du paragraphe (1).

(3) Toute motocyclette doit porter une marque contenant le symbole « DOT », suivi de la mention du type de liquide pour frein recommandé par le fabricant.

(4) La marque doit :

a) être apposée de façon permanente et être d'une couleur contrastante par rapport à son arrière-plan ou gravée en creux ou en relief;

b) être placée, de façon à être visible sans obstacle, dans un rayon d'au plus 101,6 mm autour du bouchon de remplissage du réservoir de liquide pour freins ou sur ce bouchon;

c) avoir des lettres et des chiffres d'au moins 2,38 mm de hauteur.

(5) À compter du 1^{er} septembre 2011, les versions française et anglaise du manuel de l'utilisateur doivent contenir, respectivement, la version française ou anglaise de l'avertissement ci-après concernant le liquide pour freins :

« AVERTISSEMENT : Nettoyer le bouchon de remplissage avant de l'enlever. Utiliser seulement du liquide [insérer ici les renseignements figurant sur la marque visée au paragraphe (3)] provenant d'un contenant scellé. »

"WARNING : Clean filler cap before removing. Use only [here insert the information contained on the mark referred to in subsection (3)] fluid from a sealed container."

Document de normes techniques n° 122

(6) Le terme « motocyclette à trois roues » employé dans le DNT 122 s'entend :

a) pour l'application de sa disposition S5.1.4, d'une motocyclette qui est conçue pour rouler sur trois roues en contact avec le sol;

b) pour l'application de ses dispositions S6.7 et S7.8.2 :

(i) d'une part, d'une motocyclette qui est conçue pour rouler sur trois roues en contact avec le sol,

(ii) d'autre part, d'une motocyclette qui est conçue pour rouler sur deux roues en contact avec le sol et qui est équipée d'un side-car.

(7) Malgré la disposition S5.1.3.1(d) du DNT 122, le témoin lumineux doit afficher le symbole d'identification figurant au tableau II de l'article 101 de la présente annexe et correspondant au mauvais fonctionnement du système de freinage, mais l'utilisation de la légende visée à la disposition S5.1.3.1(d) du DNT 122 est facultative.

(8) La masse du véhicule visée à la disposition S6.1 du DNT 122 se limite à la masse maximale égale au PNBV de la motocyclette.

(9) Malgré les dispositions S5.4, S5.5, S7.6, S7.7 et S7.8 du DNT 122, les motocyclettes à vitesse limitée doivent être conformes aux exigences relatives aux essais qui sont prévues à ces dispositions.

(10) Despite S6.6 of TSD 122, the wind velocity shall be not more than 5 m/s.

(11) For the purposes of S7.6.2 of TSD 122, if a motorcycle is incapable of attaining the required test speed, it shall be tested at the speed attainable in 1.6 km (1 mile).

ECE Regulation No. 78

(12) For the purposes of this section,

(a) a reference to vehicle category “L₁” in ECE Regulation No. 78 is a reference to a limited-speed motorcycle that is designed to travel on two wheels in contact with the ground and that has a maximum speed of 50 km/h or less;

(b) a reference to vehicle category “L₂” in ECE Regulation No. 78 is a reference to a limited-speed motorcycle that is designed to travel on three wheels in contact with the ground and that has a maximum speed of 50 km/h or less;

(c) a reference to vehicle category “L₃” in ECE Regulation No. 78 is a reference to a motorcycle that is designed to travel on two wheels in contact with the ground, that has a maximum speed of more than 50 km/h and that is not equipped with a sidecar;

(d) a reference to vehicle category “L₄” in ECE Regulation No. 78 is a reference to a motorcycle that is designed to travel on two wheels in contact with the ground and that is equipped with a sidecar, and to a motorcycle that is designed to travel on three wheels in contact with the ground that are asymmetrically arranged in relation to the longitudinal median plane; and

(e) a reference to vehicle category “L₅” in ECE Regulation No. 78 is a reference to a motorcycle that is designed to travel on three wheels in contact with the ground and symmetrically arranged in relation to the longitudinal median plane, and that has a maximum speed of more than 50 km/h.

(13) For the purposes of this section and despite the definition “three-wheeled vehicle” in subsection 2(1), the term “three-wheeled vehicle” used in ECE Regulation No. 78 means a motorcycle that is designed to travel on two wheels in contact with the ground and that is equipped with a sidecar, and a motorcycle that is designed to travel on three wheels in contact with the ground.

(14) For the purposes of paragraph 1.1.3 of Annex 3 of ECE Regulation No. 78, the peak braking coefficient shall be measured in accordance with paragraph 1.1.3(a) of that Regulation.

(15) For the purposes of paragraph 2.4 of Annex 3 of ECE Regulation No. 78, the brake temperature shall be measured in accordance with paragraph 2.4(b) of that Regulation.

(16) Despite the second sentence of paragraph 5.1.6 of ECE Regulation No. 78, sidecar wheels are never required to be equipped with a brake.

(17) The warning lamp referred to in paragraph 5.1.12 of ECE Regulation No. 78 shall display the identification symbol set out in Table II to section 101 of this schedule that corresponds to a brake system malfunction.

(10) Malgré la disposition S6.6 du DNT 122, la vitesse du vent est d’au plus 5 m/s.

(11) Pour l’application de la disposition S7.6.2 du DNT 122, les motocyclettes qui ne peuvent atteindre la vitesse d’essai exigée doivent être soumises aux essais à une vitesse à 1,6 km (1 mille).

Règlement n° 78 de la CEE

(12) Pour l’application du présent article :

a) tout renvoi à la catégorie de véhicule « L₁ » dans le règlement n° 78 de la CEE constitue un renvoi à une motocyclette à vitesse limitée qui est conçue pour rouler sur deux roues en contact avec le sol et qui a une vitesse maximale de 50 km/h ou moins;

b) tout renvoi à la catégorie de véhicule « L₂ » dans le règlement n° 78 de la CEE constitue un renvoi à une motocyclette à vitesse limitée qui est conçue pour rouler sur trois roues en contact avec le sol et qui a une vitesse maximale de 50 km/h ou moins;

c) tout renvoi à la catégorie de véhicule « L₃ » dans le règlement n° 78 de la CEE constitue un renvoi à une motocyclette qui est conçue pour rouler sur deux roues en contact avec le sol et qui a une vitesse maximale supérieure à 50 km/h et qui n’est pas équipée d’un side-car;

d) tout renvoi à la catégorie de véhicule « L₄ » dans le règlement n° 78 de la CEE constitue un renvoi à une motocyclette qui est conçue pour rouler sur deux roues en contact avec le sol et qui est équipée d’un side-car, et d’une motocyclette qui est conçue pour rouler sur trois roues en contact avec le sol, lesquelles sont asymétriques par rapport à l’axe médian longitudinal;

e) tout renvoi à la catégorie de véhicule « L₅ » dans le règlement n° 78 de la CEE constitue un renvoi à une motocyclette qui est conçue pour rouler sur trois roues en contact avec le sol, lesquelles sont symétriques par rapport à l’axe médian longitudinal, et qui a une vitesse maximale supérieure à 50 km/h.

(13) Pour l’application du présent article et malgré la définition de « véhicules à trois roues » figurant au paragraphe 2(1), le terme « véhicule à trois roues » employé dans le règlement n° 78 de la CEE s’entend d’une motocyclette qui est conçue pour rouler sur deux roues en contact avec le sol et qui est équipée d’un side-car, et d’une motocyclette qui est conçue pour rouler sur trois roues en contact avec le sol.

(14) Pour l’application du paragraphe 1.1.3 de l’annexe 3 du règlement n° 78 de la CEE, le coefficient de freinage maximal doit être mesuré conformément au paragraphe 1.1.3 a) de ce règlement.

(15) Pour l’application du paragraphe 2.4 de l’annexe 3 du règlement n° 78 de la CEE, la température des freins doit être mesurée conformément au paragraphe 2.4 b) de ce règlement.

(16) Malgré la seconde phrase du paragraphe 5.1.6 du règlement n° 78 de la CEE, la présence d’un frein sur la roue du side-car n’est jamais exigée.

(17) La lampe témoin visée au paragraphe 5.1.12 du règlement n° 78 de la CEE doit afficher le symbole d’identification figurant au tableau II de l’article 101 de la présente annexe et correspondant au mauvais fonctionnement du système de freinage.

(18) The warning lamp referred to in paragraph 5.1.13 of ECE Regulation No. 78 shall display the identification symbol set out in Table II to section 101 of this schedule that corresponds to an antilock brake system malfunction.

(18) La lampe témoin visée au paragraphe 5.1.13 du règlement n° 78 de la CEE doit afficher le symbole d'identification figurant au tableau II de l'article 101 de la présente annexe et correspondant au mauvais fonctionnement du dispositif de frein antiblocage.

Expiry Date

Cessation d'effet

(19) This section expires on April 1, 2015.

(19) Le présent article cesse d'avoir effet le 1^{er} avril 2015.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. These Regulations come into force on the day on which they are published in the *Canada Gazette*, Part II.

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette du Canada* Partie II.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(This statement is not part of the Regulations.)

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Issue and objectives

Question et objectifs

This amendment to section 122 of Schedule IV of the *Motor Vehicle Safety Regulations*, hereafter referred to as the Canadian safety standard, recognizes, as an alternative requirement, the performance requirements of the United Nations Economic Commission for Europe (UN/ECE) Regulation No. 78 on motorcycle brake systems, hereafter referred to as the European safety standard. The Canadian safety standard continues to be harmonized with the United States safety standard on motorcycle brake systems. Offering the performance requirements of the European safety standard as an alternative, while also maintaining harmony with the United States safety standard, will facilitate the importation and exportation of motorcycles.

Cette modification à l'article 122 de l'annexe IV du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*, ci-après appelée la norme de sécurité canadienne, reconnaît, comme une solution de rechange aux exigences actuelles, les exigences de rendement du règlement n° 78 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) sur les systèmes de freinage des motocyclettes, ci-après appelé la norme de sécurité européenne. La norme de sécurité canadienne demeure harmonisée avec la norme de sécurité des États-Unis sur les systèmes de freinage des motocyclettes. Le fait d'offrir les exigences de rendement de la norme de sécurité européenne comme option, tout en restant harmonisé avec la norme de sécurité actuelle des États-Unis, facilitera l'importation et l'exportation des motocyclettes.

Description and rationale

Description et justification

As part of its efforts toward harmonization of motor vehicle safety regulations, the Government of Canada supports and participates in the development of global technical regulations. These regulations are developed under the auspices of the UN/ECE in accordance with the Agreement Concerning the Establishing of Global Technical Regulations for Wheeled Vehicles, Equipment and Parts Which Can Be Fitted and/or Be Used on Wheeled Vehicles, also known as the Global Agreement.¹

Dans le cadre de ses efforts visant à harmoniser la réglementation de la sécurité des véhicules automobiles, le gouvernement du Canada appuie l'élaboration de règlements techniques mondiaux et y participe. Ces règlements sont élaborés sous l'égide de la CEE-ONU en conformité avec l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés ou utilisés sur les véhicules à roues, accord aussi connu sous le nom d'Accord mondial¹.

During the March 2002 UN/ECE meeting, approval was given for Canada to chair the development of a global technical regulation on motorcycle brake systems. In November 2006, consensus among all participating countries was reached and the global technical regulation on "Motorcycle Brake Systems" became the third such regulation to be established under the Global Agreement. Effective June 2007, the global technical regulation on motorcycle brake systems was adopted as the new European safety standard, to which many countries around the world currently subscribe, including the 27 Member States of the European Union (France, Germany, Italy, United Kingdom, etc.) and Japan, among others.

À la réunion de la CEE-ONU de mars 2002, le Canada a été mandaté afin de présider l'élaboration du règlement technique mondial sur les systèmes de freinage des motocyclettes. En novembre 2006, tous les pays participants en sont arrivés à un consensus, alors que le règlement technique mondial sur les « systèmes de freinage des motocyclettes » est devenu le troisième règlement établi en vertu de l'Accord mondial. À partir de juin 2007, le règlement technique mondial sur les systèmes de freinage des motocyclettes a été adopté en tant que nouvelle norme de sécurité européenne à laquelle adhèrent actuellement de nombreux pays, notamment les 27 pays membres de l'Union européenne (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, etc.) et le Japon.

¹ Available at www.unece.org/trans/main/wp29/wp29wgs/wp29gen/wp29glob/tran132.pdf.

¹ À l'adresse : <http://live.unece.org/trans/main/wp29/wp29wgs/wp29gen/wp29glob.html>.

This amendment includes the performance requirements of the European safety standard as an alternative within the Canadian safety standard. Referencing the European safety standard is advantageous; it provides manufacturers another globally recognized compliance option and, as it includes all the requirements of the global technical regulation, it maintains the current high level of safety.

The European safety standard includes two alternative testing requirements in the matter of determining the road surface friction at which the tests are conducted, and measurement of the motorcycle's brake temperatures. The reason for these alternatives is that, during the development of the global technical regulation, it was not possible to arrive at a consensus on the best means of testing by all participating countries.

Regarding the determination of road surface friction, this amendment accepts only the alternative published by the American Society for Testing and Materials (ASTM), which utilizes a testing apparatus specifically designed for that purpose. This is consistent with current practice in Canada and the United States, and is also a testing procedure that is utilized abroad. The second alternative is not supported, as it requires the application of the motorcycle's brakes to the limits of adhesion. This dynamic test requires a rider to perform a highly unstable braking manoeuvre on the subject motorcycle, which would pose an unnecessary safety risk to the motorcycle test rider as well as yielding questionable results.

Regarding measurement of the motorcycle's brake temperature, this amendment accepts only the use of imbedded thermocouples, as is the current practice in Canada and the United States, and is also a recognized method abroad. The alternative of using rubbing thermocouples is not recognized, as temperature readings will differ and an increasing number of motorcycle brake designs will not accommodate their use.

Finally, the European safety standard includes requirements for a motorcycle equipped with a sidecar. The Canadian safety standard previously treated the sidecar as an accessory item and therefore it was not regulated. Providing the European safety standard as an alternative has prompted the Government of Canada to include minor changes to the definition of an open motorcycle in order to address this variance in design. If a manufacturer produces a motorcycle designed to operate with or without a sidecar, then both vehicle configurations must be tested to the brake requirements.

This amendment also introduces a definition for maximum speed, which is further referenced to better define the classes of motorcycle and to correlate these prescribed classes with the vehicle categories within the European safety standard.

The Canadian safety standard continues to incorporate by reference Technical Standards Document (TSD) No. 122, *Motorcycle Brake Systems*, which reproduces the United States safety standard. As part of this regulatory initiative, the Department of Transport also updates certain subsections within this TSD, and the new version becomes Revision 2.

Cette modification inclut, comme autre option, les exigences de rendement de la norme de sécurité européenne dans la norme de sécurité canadienne. Faire référence à la norme européenne est avantageux; ceci permet d'offrir aux constructeurs une autre option de conformité mondiale reconnue et, puisque la norme comprend toutes les exigences du règlement technique mondial, elle maintient le haut niveau actuel de sécurité.

La norme de sécurité européenne comprend deux exigences d'essai possibles pour déterminer la résistance au frottement de la chaussée sur laquelle les essais sont effectués, et mesurer la température des freins des motocyclettes. Ces deux possibilités découlent du fait que, lors de l'élaboration du règlement technique mondial, il n'a pas été possible d'en arriver à un consensus de tous les pays participants sur la meilleure méthode d'essai.

En ce qui concerne la mesure de la résistance au frottement de la chaussée, cette modification accepte seulement l'exigence publiée par l'American Society for Testing and Materials (ASTM), qui nécessite l'utilisation d'un appareil d'essai spécialement conçu pour cette fonction. Cette modification correspond à la pratique actuelle au Canada et aux États-Unis, en plus d'être une procédure d'essai utilisée à l'étranger. La deuxième option n'est pas acceptable, étant donné qu'elle nécessite l'application des freins de la motocyclette aux limites de l'adhérence. Cet essai dynamique nécessite une manœuvre de freinage hautement instable de la part du motocycliste, ce qui représenterait un risque de sécurité inapproprié pour celui-ci et qui donnerait des résultats discutables.

En ce qui a trait à la mesure de la température des freins des motocyclettes, cette modification accepte seulement l'utilisation de thermocouples intégrés, qui sont actuellement utilisés au Canada et aux États-Unis et sont également reconnus à l'étranger. L'option consistant à utiliser des thermocouples à contact n'est pas acceptable, étant donné que les valeurs obtenues de température seraient différentes et qu'un nombre de plus en plus élevé de freins de motocyclettes ne permettent pas leur utilisation.

Finalement, la norme de sécurité européenne comprend des exigences pour les motocyclettes équipées d'un side-car. La norme de sécurité canadienne avait auparavant considéré le side-car comme un accessoire; par conséquent, celui-ci n'avait fait l'objet d'aucune réglementation. La référence à la norme européenne comme autre possibilité a incité le gouvernement du Canada à inclure des changements mineurs à la définition d'une motocyclette sans habitacle fermé, afin de tenir compte de cette différence sur le plan de la conception. Dans le cas où un constructeur produit une motocyclette conçue pour fonctionner avec ou sans side-car, les deux configurations de véhicules doivent alors être mises à l'essai en fonction des exigences à propos des freins.

De plus, cette modification introduit une définition de la vitesse maximale, afin de mieux définir les catégories de motocyclette et pour établir la corrélation entre ces catégories prescrites et les catégories de véhicules de la norme de sécurité européenne.

À l'heure actuelle, la norme de sécurité canadienne incorpore par renvoi le document de normes techniques (DNT) n° 122, intitulé *Systèmes de freinage des motocyclettes*, qui reproduit la norme de sécurité des États-Unis. En parallèle avec ce projet de réglementation, le ministère des Transports met aussi à jour certaines dispositions du DNT, et cette nouvelle version devient la Révision 2.

Consultation

Canada is committed to consulting with stakeholders during all phases of the global technical regulation development process. Prior to the November 16, 2006, voting at the United Nations, copies of the proposed global technical regulation on motorcycle brake systems were distributed to stakeholders, including motorcycle and other vehicle manufacturers, for comments. The Government solicited opinions on the content of the global technical regulation and the Government's intention to propose this as an alternative requirement.

The Motorcycle and Moped Industry Council (MMIC), representing the major motorcycle distributors and importers in Canada, commended the Department for its efforts and contribution in the development of this global technical regulation, citing that all member companies would benefit from globally harmonized regulations. No other comments were received.

At the semi-annual MMIC meeting with the Department held December 14, 2006, the motorcycle manufacturers showed further support for the Government's proposal to provide the global technical regulation on motorcycle brake systems as an alternative requirement. The benefits of referencing the European safety standard were also recognized at the June 2008 meeting. The motorcycle manufacturers requested continued collaborative efforts when addressing the finer details of implementing such requirements as part of the Canadian safety standard.

The proposed amendment to the Canadian safety standard was pre-published in the *Canada Gazette*, Part I, on October 30, 2010, and interested persons were given 75 days to comment. One written response to the pre-publication was received, from the MMIC. The MMIC expressed general support for the amendment, with one request, that the Department reconsider its position with respect to the determination of road surface friction.

As stated earlier, this amendment accepts the test method published by ASTM to determine the surface friction of the roadway on which the tests are conducted. The second alternative test method that is provided in the European safety standard and requested by the MMIC is considered by the Department as a highly unstable test which poses an unnecessary safety risk to the motorcycle test rider as well as yielding questionable results.

In response to the Department's concerns, the MMIC indicated that manufacturers have been practicing the second alternative test method for many years, without experiencing safety concerns. They further represented that this alternative method, when properly conducted, yields similar results to the ASTM method. Finally, the MMIC noted that the ASTM method requires very expensive and specialized test equipment, in which many companies would have to invest if no other option is provided. Providing the flexibility of both methods to evaluate road surface friction would therefore be more practical in implementing the new regulation.

Consultation

Le Canada s'engage à consulter les intervenants durant toutes les étapes du processus d'élaboration du règlement technique mondial. Avant le vote du 16 novembre 2006 des Nations Unies, des copies du règlement technique mondial proposé au sujet des systèmes de freinage des motocyclettes ont été distribuées à des intervenants, y compris des constructeurs de véhicules automobiles et de motocyclettes, afin de recueillir leurs commentaires. Le gouvernement a sollicité des opinions sur le contenu du règlement technique mondial et sur son intention de proposer celui-ci comme une exigence optionnelle.

Le Conseil de l'industrie de la motocyclette et du cyclomoteur (CIMC), qui représente les principaux distributeurs et importateurs de motocyclettes au Canada, a félicité le Ministère pour ses efforts et sa contribution lors de l'élaboration du règlement technique mondial, en soulignant que toutes les compagnies membres allaient bénéficier d'une réglementation harmonisée à l'échelle mondiale. Aucun autre commentaire n'a été reçu.

Le 14 décembre 2006, à la réunion semestrielle du CIMC avec le Ministère, les constructeurs de motocyclettes ont de nouveau montré qu'ils appuyaient la proposition du gouvernement d'adopter le règlement technique mondial au sujet des systèmes de freinage des motocyclettes comme une option additionnelle par rapport aux exigences. Les avantages de la référence à la norme européenne ont aussi été soulignés à la réunion de juin 2008. Les constructeurs de motocyclettes ont demandé qu'il y ait des efforts de collaboration continus au moment de peaufiner les détails de la mise en œuvre de telles exigences dans le cadre de la norme de sécurité canadienne.

La modification proposée à la norme de sécurité canadienne a fait l'objet d'une prépublication dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 30 octobre 2010, et les personnes intéressées ont eu 75 jours pour faire part de leurs commentaires. Une réponse écrite à la prépublication a été reçue, provenant du CIMC. De façon générale, le CIMC a exprimé son appui envers la proposition, en formulant une demande voulant que le Ministère reconsidère sa position au sujet de la manière de déterminer la résistance au frottement de la chaussée.

Comme il a été établi plus tôt, cette modification accepte la méthode d'essai publiée par l'ASTM en vue de déterminer la résistance au frottement de la chaussée sur laquelle les essais sont menés. La méthode d'essai optionnelle comprise dans la norme de sécurité européenne et dont le CIMC demande l'approbation est considérée par le Ministère comme un essai hautement instable qui pose un risque inapproprié pour la sécurité du motocycliste menant l'essai et qui donne des résultats discutables.

En réponse aux préoccupations du Ministère, le CIMC a indiqué que les constructeurs ont utilisé la méthode d'essai optionnelle depuis plusieurs années, sans connaître de problèmes en matière de sécurité. Ils ont aussi fait valoir que cette méthode, lorsqu'elle est appliquée correctement, donne des résultats similaires à ceux obtenus par la méthode qu'utilise l'ASTM. Enfin, le CIMC a noté que la méthode de l'ASTM nécessite de l'équipement d'essai spécialisé très coûteux, dans lequel bon nombre de compagnies seraient obligées d'investir dans l'éventualité où aucune autre option ne serait disponible. Par conséquent, le fait d'offrir la souplesse des deux méthodes afin d'évaluer la résistance au frottement de la chaussée, lors de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation, serait plus pratique.

The alternative method for characterizing road surface friction is of particular concern to the Department for reasons of rider safety and reliability of the test results. With the alternative method, the performance of the test rider is key to characterising the road surface. Given the same road surface and motorcycle, there would necessarily be differences in performance and results between test riders. This is especially true since the motorcycle must be braked at the limits of adhesion and an impending loss of control and fall. Furthermore, without an objective means with which to assess a rider's results, there is no way to verify that the results achieved are in fact equal to, or close to, the actual road surface peak friction coefficient. This single important parameter provides the basis for comparison and verification of all braking performance test results. Thus, it is beneficial to exclude the variability that comes with a test rider.

On the subject of safety, under the self-certification system in Canada, motor vehicle manufacturers are responsible for ensuring and demonstrating that their products comply with the *Motor Vehicle Safety Regulations*. The Department monitors compliance with the Regulations by, among other things, conducting compliance testing to the applicable standards. If options are provided in a standard, the Department would follow the same option selected for certification purposes by the manufacturer. Therefore, if a manufacturer certified the road surface friction by way of the alternate method (i.e. by way of a test rider attempting to find the limits of adhesion on the subject motorcycle), the government testing program would verify compliance in the same manner. The Department is not willing to place a test rider at such a risk.

Given the above considerations, the Department maintains its position not to provide the alternative method for determining road surface friction in this regulatory project. Should this prevent certification to the European safety standard, a manufacturer will continue to have the option to meet the requirements of the United States safety standard, as it has in the past.

Implementation, enforcement and service standards

Motor vehicle manufacturers and importers are responsible for ensuring that their products conform to the requirements of the *Motor Vehicle Safety Regulations*. The Department of Transport monitors self-certification programs of manufacturers and importers by reviewing their test documentation, inspecting vehicles, and testing vehicles obtained in the open market. In addition, when a defect in a vehicle or equipment is identified, the manufacturer or importer must issue a Notice of Defect to the owners and to the Minister of Transport. Any person or company who contravenes a provision of the *Motor Vehicle Safety Act* is guilty of an offence, and liable to the applicable penalty set out in the Act.

La méthode optionnelle de caractérisation de la résistance au frottement de la chaussée préoccupe particulièrement le Ministère, pour des raisons liées à la sécurité et à la fiabilité des résultats des essais. Avec cette méthode optionnelle, la performance du motocycliste qui effectue l'essai est un facteur clé de la caractérisation de la surface de la chaussée. On observerait alors nécessairement des différences dans la performance et les résultats des pilotes, en effectuant pourtant l'essai sur la même route et avec la même motocyclette. Ce fait se vérifie particulièrement lorsque la motocyclette doit freiner aux limites de l'adhérence et qu'une perte de contrôle et une chute sont imminentes. De plus, en l'absence d'un moyen objectif qui permettrait d'évaluer les résultats d'un conducteur, il est impossible de vérifier que les résultats obtenus sont égaux au coefficient maximal d'adhérence réel, ou du moins, près de ce coefficient. Ce paramètre important et unique constitue la base de comparaison et de vérification de tous les résultats des essais de rendement en matière de freinage. Par conséquent, il est avantageux d'exclure la variabilité inhérente à l'utilisation d'un conducteur d'essai.

En ce qui a trait à la sécurité, en vertu du système d'auto-certification en usage au Canada, il incombe aux constructeurs de véhicules automobiles de s'assurer et de démontrer que leurs produits sont conformes au *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*. Le Ministère surveille la conformité avec la réglementation, notamment en effectuant des essais de conformité aux normes applicables. Dans le cas où la norme prévoit des options, le Ministère utilisera l'option choisie par le constructeur aux fins de certification. Pour cette raison, dans l'éventualité où un constructeur certifierait la résistance au frottement de la chaussée au moyen de la méthode optionnelle (c'est-à-dire au moyen d'un conducteur d'essai tentant de trouver les limites d'adhérence sur une motocyclette donnée), le gouvernement, par l'entremise de son programme d'essai, devrait vérifier la conformité de la même façon que le constructeur. Or, le Ministère ne souhaite pas faire courir un tel risque à un conducteur d'essai.

En raison des éléments mentionnés plus haut, le Ministère maintient sa position de ne pas offrir l'utilisation de la méthode optionnelle pour déterminer la résistance au frottement de la chaussée dans ce projet de règlement. Dans le cas où cette position empêcherait la certification en vertu de la norme de sécurité européenne, un constructeur continuera de pouvoir choisir de satisfaire à la norme de sécurité des États-Unis, comme c'était le cas auparavant.

Mise en œuvre, application et normes de service

Il incombe aux fabricants et aux importateurs de véhicules automobiles de s'assurer que leurs produits sont conformes aux exigences du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*. Le ministère des Transports contrôle les programmes d'auto-certification des fabricants et des importateurs en examinant leur documentation d'essai, en inspectant des véhicules et en mettant à l'essai des véhicules obtenus sur le marché. En cas de défectuosité de l'équipement, le fabricant ou l'importateur doit aviser les propriétaires et le ministre des Transports. Toute personne ou entreprise qui contrevient à une disposition de la *Loi sur la sécurité automobile* est coupable d'une infraction et encourt la pénalité applicable énoncée dans la Loi.

Contact

Denis Brault
Senior Regulatory Development Engineer
Road Safety and Motor Vehicle Regulation Directorate
Transport Canada
275 Slater Street, 16th Floor
Ottawa, Ontario
K1A 0N5
Fax: 613-998-8188
Email: denis.brault@tc.gc.ca

Personne-ressource

Denis Brault
Ingénieur principal de l'élaboration de la réglementation
Direction générale de la sécurité routière et de la réglementation
automobile
Transports Canada
275, rue Slater, 16^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0N5
Télécopieur : 613-998-8188
Courriel : denis.brault@tc.gc.ca

Registration
SOR/2011-264 November 17, 2011

MOTOR VEHICLE SAFETY ACT

Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Interpretation and Standards 207 and 210)

P.C. 2011-1318 November 17, 2011

Whereas, pursuant to subsection 11(3) of the *Motor Vehicle Safety Act*^a, a copy of the proposed *Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Interpretation and Standards 207 and 210)*, substantially in the annexed form, was published in the *Canada Gazette*, Part I, on May 22, 2010 and a reasonable opportunity was afforded to interested persons to make representations to the Minister of Transport with respect to the proposed Regulations;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Transport, pursuant to subsection 3(2), sections 4 to 6^b and subsection 11(1) of the *Motor Vehicle Safety Act*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Interpretation and Standards 207 and 210)*.

REGULATIONS AMENDING THE MOTOR VEHICLE SAFETY REGULATIONS (INTERPRETATION AND STANDARDS 207 AND 210)

AMENDMENTS

1. (1) The definitions “designated seating capacity” and “designated seating position” in subsection 2(1) of the *Motor Vehicle Safety Regulations*¹ are replaced by the following:

“designated seating capacity” means the designated seating capacity determined in accordance with section 2.3; (*nombre désigné de places assises*)

“designated seating position” means a location in a vehicle that is likely to be used as a seating position and that has a seating surface width of at least 330 mm; (*place assise désignée*)

(2) Subsection 2(1) of the Regulations is amended by adding the following in alphabetical order:

“seating surface width” means the maximum width of a seating surface when it is measured in a zone extending from a transverse vertical plane that is 150 mm behind the front leading surface of that seating surface to a transverse vertical plane that is 250 mm behind that front leading surface, measured horizontally and longitudinally; (*largeur de la surface de siège*)

“shoulder reference point” means the point 563 mm above the H-point along the torso line; (*point de référence de l’épaule*)

^a S.C. 1993, c. 16
^b S.C. 1999, c. 33, s. 351
¹ C.R.C., c. 1038

Enregistrement
DORS/2011-264 Le 17 novembre 2011

LOI SUR LA SÉCURITÉ AUTOMOBILE

Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (interprétation et normes 207 et 210)

C.P. 2011-1318 Le 17 novembre 2011

Attendu que, conformément au paragraphe 11(3) de la *Loi sur la sécurité automobile*^a, le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (interprétation et normes 207 et 210)*, conforme en substance au texte ci-après, a été publié dans la *Gazette du Canada* Partie I le 22 mai 2010 et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard au ministre des Transports,

À ces causes, sur recommandation du ministre des Transports et en vertu du paragraphe 3(2), des articles 4 à 6^b et du paragraphe 11(1) de la *Loi sur la sécurité automobile*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (interprétation et normes 207 et 210)*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SÉCURITÉ DES VÉHICULES AUTOMOBILES (INTERPRÉTATION ET NORMES 207 ET 210)

MODIFICATIONS

1. (1) Les définitions de « nombre désigné de places assises » et « place assise désignée », au paragraphe 2(1) du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles*¹, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« nombre désigné de places assises » Le nombre désigné de places assises déterminé conformément à l’article 2.3. (*designated seating capacity*)

« place assise désignée » Dans un véhicule, emplacement qui est susceptible de servir de place assise et dont la largeur de la surface de siège est d’au moins 330 mm. (*designated seating position*)

(2) Le paragraphe 2(1) du même règlement est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« emplacement pour fauteuil roulant » Dans un véhicule, emplacement qui est conçu pour assujettir un fauteuil roulant occupé. (*wheelchair location*)

« largeur de la surface de siège » Largeur maximale de la surface de siège, mesurée dans une zone partant d’un plan vertical transversal situé à 150 mm derrière la surface avant du bord de cette surface de siège jusqu’à un plan vertical transversal situé à 250 mm derrière cette surface avant du bord, mesurée horizontalement et longitudinalement. (*seating surface width*)

^a L.C. 1993, ch. 16
^b L.C. 1999, ch. 33, art. 351
¹ C.R.C., ch. 1038

“wheelchair location” means a location in a vehicle that is designed to be used to secure an occupied wheelchair; (*emplacement pour fauteuil roulant*)

2. Sections 2.2 to 2.4 of the Regulations are replaced by the following:

2.2 For the purpose of determining the number of wheels on a motorcycle or a three-wheeled vehicle, two wheels are considered to be one wheel if they are mounted on the same axle and the distance between the centres of their areas of contact with the ground is less than 460 mm.

DESIGNATED SEATING CAPACITY

2.3 (1) Subject to subsections (2) and (3), the designated seating capacity of a vehicle is the sum of the number of designated seating positions and wheelchair locations in the vehicle.

(2) The designated seating capacity of a motor home that has a GVWR greater than 4 536 kg may, at the option of the manufacturer, be the number of sleeping positions in the motor home.

(3) If a folding or removable seat is positioned at one or more wheelchair locations, the greater of the following shall be used for the purposes of subsection (1):

- (a) the number of designated seating positions that the seat contains, and
- (b) the number of wheelchair locations.

NUMBER OF DESIGNATED SEATING POSITIONS

2.4 (1) In subsection (3), “measurement zone” means the zone extending from a transverse vertical plane that is 150 mm behind the front leading surface of a seating surface to a transverse vertical plane that is 250 mm behind that front leading surface, measured horizontally and longitudinally.

(2) If a location in a vehicle that is likely to be used as a seating position has a seating surface width of at least 700 mm, the number of designated seating positions at that location shall be determined by using whichever of the following formulae is applicable and rounding the quotient down to the nearest whole number:

- (a) if the location has a seating surface width of less than 1 400 mm,

$$N = W / X$$

where

- N is the number of designated seating positions,
- W is the seating surface width in millimetres, and
- X is 350 or, at the option of the manufacturer, a number that is chosen by the manufacturer and is less than 350 but not less than 330; and

- (b) if the location has a seating surface width of 1 400 mm or more,

$$N = W / X$$

where

- N is the number of designated seating positions,
- W is the seating surface width in millimetres, and
- X is 450 or, at the option of the manufacturer, a number that is chosen by the manufacturer and is less than 450 but not less than 330.

« point de référence de l'épaule » S'entend du point situé à 563 mm au-dessus du point H le long de la ligne de torse. (*shoulder reference point*)

2. Les articles 2.2 à 2.4 du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

2.2 Aux fins de calcul du nombre de roues d'une motocyclette ou d'un véhicule à trois roues, deux roues montées sur le même essieu sont assimilées à une roue si la distance entre le centre de leur surface de contact avec le sol est inférieure à 460 mm.

NOMBRE DÉSIGNÉ DE PLACES ASSISES

2.3 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le nombre désigné de places assises dans un véhicule correspond à la somme du nombre de places assises désignées et du nombre d'emplacements pour fauteuil roulant qu'il compte.

(2) Le nombre désigné de places assises dans une autocaravane dont le PNBV est supérieur à 4 536 kg peut, au choix du fabricant, correspondre au nombre de places couchées qu'elle compte.

(3) Si un siège pliant ou amovible est placé à un ou plusieurs emplacements pour fauteuil roulant, le plus élevé des nombres suivants doit être retenu pour l'application du paragraphe (1) :

- a) le nombre de places assises désignées que compte ce siège;
- b) le nombre d'emplacements pour fauteuil roulant.

NOMBRE DE PLACES ASSISES DÉSIGNÉES

2.4 (1) Dans le paragraphe (3), « zone de mesure » s'entend de la zone partant d'un plan vertical transversal situé à 150 mm derrière la surface avant de bord de la surface de siège jusqu'à un plan vertical transversal situé à 250 mm derrière cette surface avant de bord, mesurée horizontalement et longitudinalement.

(2) Si, dans un véhicule, un emplacement susceptible de servir de place assise possède une largeur de surface de siège d'au moins 700 mm, le nombre de places assises désignées à cet emplacement est calculé selon celle des formules ci-après qui s'applique, le quotient étant arrondi au nombre entier inférieur :

- a) si l'emplacement possède une largeur de la surface de siège inférieure à 1 400 mm :

$$N = L / X$$

où :

- N représente le nombre de places assises désignées,
- L la largeur de la surface de siège en millimètres,
- X représente 350 ou, au choix du fabricant, un nombre qu'il établit et qui est égal ou supérieur à 330 mais inférieur à 350;

- b) si l'emplacement possède une largeur de la surface de siège de 1 400 mm ou plus :

$$N = L / X$$

où :

- N représente le nombre de places assises désignées,
- L la largeur de la surface de siège en millimètres,
- X représente 450 ou, au choix du fabricant, un nombre qu'il établit et qui est égal ou supérieur à 330 mais inférieur à 450.

(3) Adjacent seating surfaces are considered to form a single seating surface, unless

(a) the seating surfaces are separated by a fixed trimmed surface that has an unpadded top surface and that has a width of not less than 140 mm in each transverse vertical plane, as measured in the measurement zone;

(b) the seating surfaces are separated by a void whose cross section in each transverse vertical plane within the measurement zone is a rectangle that is not less than 140 mm wide and not less than 140 mm deep, and the top edge of the cross section in each of those planes is congruent with the transverse horizontal line that intersects the lowest point on the portion of the top profile of the seating surfaces that lie within the plane;

(c) interior trim interrupts a line drawn between the H-points of adjacent seating surfaces; or

(d) the seating surfaces are adjacent outboard seats, and the lateral distance between each point on the seat cushion of one seat and each point on the seat cushion of the other seat is not less than 140 mm.

(4) Folding, removable and adjustable seats must be measured in the configuration that results in the largest seating surface width.

(5) The number of designated seating positions in a bench type seat in a school bus shall be the number of seating positions determined in accordance with subsection 222(5) of Schedule IV.

PRESCRIBED CLASS OF A VEHICLE

2.5 (1) For the purpose of determining the prescribed class of a vehicle, any wheelchair location is considered to be equivalent to four locations for the purpose of determining the designated seating capacity if

(a) the vehicle was designed to have a designated seating capacity of more than 10; and

(b) any of the intended designated seating positions are replaced by a wheelchair location.

(2) For the purpose of determining the prescribed class of a vehicle resulting from the alteration of a bus by the replacement of any designated seating position with a wheelchair location, the location may, at the option of the manufacturer, be considered to be equivalent to four locations for the purpose of determining the designated seating capacity.

3. The portion of item 210 of Schedule III to the Regulations in column II is replaced by the following:

Column I	Column II
Item (CMVSS)	Description
210	Seat Belt Anchorages

4. Schedule IV to the Regulations is amended by replacing the section references after the heading “SCHEDULE IV” with the following:

(Subsections 2(1) and 2.4(5) and sections 5, 6 and 12)

(3) Les surfaces de siège adjacentes sont considérées comme formant une seule surface de siège, sauf dans les cas suivants :

a) les surfaces de siège sont séparées par une surface façonnée fixe dont le dessus n’est pas rembourré et qui possède une largeur d’au moins 140 mm dans chaque plan vertical transversal, mesurée dans la zone de mesure;

b) les surfaces de siège sont séparées par un espace vide dont la section transversale, dans chaque plan vertical transversal à l’intérieur de la zone de mesure, est un rectangle dont la largeur est d’au moins 140 mm et dont la profondeur est d’au moins 140 mm, et le bord supérieur de la section transversale de chacun de ces plans est congruent à la ligne horizontale transversale qui se trouve à l’intersection du point le plus bas de la portion du profil supérieur des surfaces de siège se trouvant dans ce plan;

c) la garniture intérieure interrompt une ligne tirée entre les points H des surfaces de siège adjacentes;

d) les surfaces de siège consistent en des sièges extérieurs adjacents, et la distance latérale entre chaque point du coussin d’un siège et chaque point du coussin de l’autre siège est d’au moins 140 mm.

(4) Les sièges pliants, amovibles et réglables sont mesurés selon la configuration qui donne la plus grande largeur de la surface de siège.

(5) Le nombre de places assises désignées d’une banquette dans un autobus scolaire correspond au nombre de places assises calculé conformément au paragraphe 222(5) de l’annexe IV.

CATÉGORIE RÉGLEMENTAIRE D’UN VÉHICULE

2.5 (1) Pour l’établissement de la catégorie réglementaire d’un véhicule, tout emplacement pour fauteuil roulant est considéré comme étant équivalent à quatre emplacements aux fins de calcul du nombre désigné de places assises si, à la fois :

a) le véhicule a été conçu pour avoir un nombre désigné de places assises supérieur à dix;

b) des places assises désignées prévues sont remplacées par des emplacements pour fauteuil roulant.

(2) Pour l’établissement de la catégorie réglementaire d’un véhicule qui résulte de la modification d’un autobus par le remplacement de places assises désignées par des emplacements pour fauteuil roulant, chacun de ces emplacements peut, au choix du fabricant, être considéré comme étant équivalent à quatre emplacements aux fins de calcul du nombre désigné de places assises.

3. Le passage de l’article 210 de l’annexe III du même règlement figurant dans la colonne II est remplacé par ce qui suit :

Colonne I	Colonne II
Article (NSVAC)	Description
210	Ancrages de ceinture de sécurité

4. Les renvois qui suivent le titre « ANNEXE IV », à l’annexe IV du même règlement, sont remplacés par ce qui suit :

(paragrapes 2(1) et 2.4(5) et articles 5, 6 et 12)

5. Section 207 of Schedule IV to the Regulations is replaced by the following:

207. (1) Every passenger car, three-wheeled vehicle, truck, bus and multi-purpose passenger vehicle shall conform to the requirements of *Technical Standards Document No. 207, Anchorage of Seats* (TSD 207), as amended from time to time.

(2) The label referred to in S4.4 of TSD 207 shall be in both official languages.

(3) In the case of a truck or multi-purpose passenger vehicle with a GVWR greater than 4 563 kg or a motor home, a seat that is labelled in accordance with S4.4 of TSD 207 is not considered to be a designated seating position.

(4) This section expires on September 1, 2017.

6. Subsections 210(7) and (8) of Schedule IV to the Regulations are replaced by the following:

(7) When the seat belt anchorages for a Type 1 seat belt assembly or for the pelvic portion of a Type 2 seat belt assembly that is equipped with a detachable upper torso restraint are tested for strength in accordance with *Test Method 210 — Seat Belt Anchorages* (January 2010) by applying a force of 22 241 N, none of the seat belt anchorages shall separate completely from the vehicle structure or seat structure.

(8) When the seat belt anchorages for the pelvic portion and for the upper torso portion of a Type 2 seat belt assembly are tested for strength in accordance with *Test Method 210 — Seat Belt Anchorages* (January 2010) by simultaneously applying a force of 13 345 N, none of the seat belt anchorages shall separate completely from the vehicle structure or seat structure.

COMING INTO FORCE

7. These Regulations come into force on September 1, 2012.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Issue and objectives

These amendments update the Canadian safety standards for *Anchorage of Seats* and *Seat Belt Anchorages* and amend the definition for designated seating position to improve the safety of vehicles by ensuring that occupants are provided with seat belts in all intended seating locations. They also address comments received from the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations by adding a new definition for “shoulder reference point.”

In addition to improving safety, these amendments advance Canada’s policy to pursue internationally harmonized motor vehicle regulations and to reduce trade barriers within North America. They will assist the government in achieving the mutual goals of the three NAFTA (North American Free Trade

5. L’article 207 de l’annexe IV du même règlement est remplacé par ce qui suit :

207. (1) Les voitures de tourisme, les véhicules à trois roues, les camions, les autobus et les véhicules de tourisme à usages multiples doivent être conformes aux exigences du *Document de normes techniques n° 207 — Ancre des sièges* (DNT 207), avec ses modifications successives.

(2) L’étiquette visée à la disposition S4.4 du DNT 207 doit être rédigée dans les deux langues officielles.

(3) Dans le cas des camions et véhicules de tourisme à usages multiples ayant un PNBV supérieur à 4 563 kg et des autocaravanes, n’est pas considéré comme étant une place assise désignée le siège étiqueté conformément à la disposition S4.4 du DNT 207.

(4) Le présent article cesse d’avoir effet le 1^{er} septembre 2017.

6. Les paragraphes 210(7) et (8) de l’annexe IV du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

(7) Les ancrages de ceinture de sécurité d’une ceinture de sécurité de type 1 et de la ceinture sous-abdominale d’une ceinture de sécurité de type 2 avec ceinture-baudrier détachable ne doivent pas se séparer complètement de la structure du véhicule ou de la structure du siège, lorsqu’ils sont soumis, conformément à la *Méthode d’essai 210 — Ancrages de ceinture de sécurité* (janvier 2010), à un essai de résistance par l’application d’une force de 22 241 N.

(8) Les ancrages de ceinture de sécurité de la ceinture sous-abdominale et de la ceinture-baudrier d’une ceinture de sécurité de type 2 ne doivent pas se séparer complètement de la structure du véhicule ou de la structure du siège lorsqu’ils sont soumis, conformément à la *Méthode d’essai 210 — Ancrages de ceinture de sécurité* (janvier 2010), à un essai de résistance par l’application simultanée d’une force de 13 345 N.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 2012.

**RÉSUMÉ DE L’ÉTUDE D’IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Question et objectifs

Cette modification actualise les Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada relatives à l’ancrage des sièges et à l’ancrage des ceintures de sécurité, et modifie la définition de place assise désignée pour améliorer la sécurité automobile en assurant que toutes les places assises désignées sont munies d’une ceinture de sécurité. Les modifications prennent également en compte les commentaires reçus du Comité mixte permanent d’examen de la réglementation, en d’ajoutant une nouvelle définition pour « point de référence de l’épaule ».

En plus d’améliorer la sécurité, ce règlement est pris à la suite de la politique canadienne visant à favoriser l’harmonisation internationale des règlements sur les véhicules automobiles et à réduire les obstacles commerciaux en Amérique du Nord. Le Règlement aide le gouvernement à atteindre les objectifs mutuels

Agreement) nations, which include encouraging compatibility of regulations and elimination of redundant testing. Specifically, these amendments align the requirements for seat anchorages and update the requirements for designated seating positions to align with those published in the United States on October 8, 2008.¹ They also harmonize and clarify the definition of designated seating capacity by including wheelchair locations in the calculation. These amendments also clarify the scope of section 2.2 (Number of Wheels).

Description and rationale

The Canadian safety standard 207, regarding seat anchorage strength, was initially introduced in 1970 to improve the safety of vehicle seats. It was amended in 1972,² setting new requirements for the anchorage of seats in vehicles and by excluding side-facing seats or bus passenger seats from the testing requirements. In 1976,³ Test Method 207 was introduced in an effort to clarify the testing requirements and place them in a separate document, which was incorporated by reference in the safety standard. No substantive amendments have been made to the Canadian safety standard or Test Method in the interim period.

In 1994,⁴ the corresponding U.S. safety standard was updated to include a test for seats that are adjustable in height. As a result of this amendment, the current Canadian and American safety standards are no longer aligned. These amendments will again align the requirements of the two countries by revoking the current *Canada Motor Vehicle Safety Standard* and introducing a new safety standard that incorporates by reference a Technical Standards Document, which reproduces the seat anchorage requirements of the U.S. safety standard. This eliminates any separate testing burden to manufacturers while also improving safety.

These amendments update the definition of “designated seating position” as well as add a new method for determining the number of designated seating positions. These changes closely align with the U.S. standards and improve safety in two ways. First, exemptions for temporary, folding or other auxiliary seats are removed so that installation of seat belts is required in all seating locations. The strength test conditions in Test Method 210 are amended to account for seat belts installed for side-facing seats. Second, the method for determining the number of designated seating positions would promote seat design that provides improved visual cues of where an occupant should sit in a vehicle. This ensures that occupants sit only in locations where they receive the safety benefits that seat belts and other safety features provide.

This amendment updates the definition of “designated seating capacity” to include the number of locations used to secure an occupied wheelchair in its determination. This has the effect of including the mass of an occupant in a wheelchair for the purpose of vehicle mass calculations. Previously, the mass of an occupant

des trois pays signataires de l’ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain), qui vise entre autres à favoriser la compatibilité des règlements et à éliminer les essais superflus. Plus particulièrement, cette modification rend les exigences relatives à l’ancrage des sièges entièrement compatibles et met à jour les exigences en matière de places assises désignées pour les harmonisées aux exigences publiées aux États-Unis le 8 octobre 2008¹. Aussi, le Règlement harmonise et précise la définition de nombre désigné de places assises en incluant les emplacements pour fauteuil roulant dans le calcul. Ce règlement précise également la portée de l’article 2.2 (Nombre de roues).

Description et justification

La Norme de sécurité des véhicules automobiles du Canada n° 207, qui concerne la résistance de l’ancrage des sièges des véhicules, a été établie en 1970 afin d’améliorer la sécurité de ces sièges. En 1972, elle a été modifiée² pour établir de nouvelles exigences concernant l’ancrage des sièges des véhicules, à l’exclusion des banquettes longitudinales et des banquettes d’autobus. En 1976³, la méthode d’essai 207 a été adoptée pour clarifier les conditions d’essai et les faire figurer dans un document distinct, dont la référence a été ajoutée à la norme de sécurité. Depuis, aucune modification de fond n’a été apportée à la Norme de sécurité des véhicules automobiles du Canada ou à la méthode d’essai.

En 1994⁴, la norme correspondante de sécurité des États-Unis a été mise à jour pour y inclure un essai pour les sièges à hauteur réglable. À la suite de cette modification, les normes de sécurité canadienne et américaine ne concordent plus. Ce projet rend les exigences des deux pays à nouveau conformes en abrogeant la *Norme de sécurité des véhicules automobiles du Canada* actuelle et en adoptant une nouvelle norme de sécurité qui incorporerait par renvoi un document de normes techniques reproduisant les exigences des normes de sécurité des États-Unis relatives à l’ancrage des sièges. Cette modification évite aux fabricants de devoir mener des essais additionnels, tout en améliorant la sécurité.

La présente modification met à jour la définition de « place assise désignée » en plus d’établir une nouvelle méthode pour déterminer le nombre de places assises désignées. Ces modifications font en sorte d’aligner les normes canadiennes sur les normes américaines et améliorent la sécurité de deux façons. Premièrement, les exemptions en vigueur pour les sièges temporaires, les sièges pliants ou les sièges d’appoint sont retirées, rendant l’installation de ceintures de sécurité obligatoire à toutes les places assises. Les conditions des essais de résistance de la méthode d’essai 210 sont modifiées de façon à inclure les ceintures de sécurité installées sur les sièges longitudinaux. En second lieu, la méthode pour déterminer le nombre de places assises désignées favorise la conception de sièges offrant une meilleure indication visuelle de l’endroit où devrait s’asseoir l’occupant d’un véhicule. Ceci garanti que les occupants s’assoient uniquement à des endroits équipés de ceintures et autres dispositifs de sécurité.

La présente modification met également à jour la définition de « nombre désigné de places assises » pour inclure, dans le calcul, le nombre d’emplacements utilisés pour assujettir un fauteuil roulant occupé. Cette modification a pour effet d’inclure la masse d’un passage en fauteuil roulant dans le calcul de la masse du

¹ 73 FR 58887

² SOR/72-96

³ SOR/76-692

⁴ 59 FR 37167

¹ 73 FR 58887

² DORS/72-96

³ DORS/76-692

⁴ 59 FR 37167

in a wheelchair was not required to be taken into account for these calculations.

This amendment also inserts a phrase into section 2.2 (Number of Wheels) to clarify that it applies only to motorcycles and not all vehicle classes.

To address comments received from the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations, a definition for “shoulder reference point” is added to the list of definitions to clarify a term that is used in multiple locations.

Consultation

Published on a quarterly basis, the Regulatory Plan of the Road Safety and Motor Vehicle Regulation Directorate of the Department of Transport is distributed to virtually all members of the automotive industry, either directly or through various associations. The proposal pertaining to the present amendments has been included in the plan since January 2008.

On July 29, 2008, a letter was sent to the Canadian Vehicle Manufacturers’ Association (CVMA) and the Association of International Automobile Manufacturers of Canada (AIAMC) explaining the initial intentions of this proposal. A one-month period was given to respond and provide comments. AIAMC responded by expressing their appreciation of the Department of Transport’s continued focus on harmonization. CVMA responded by commending the Department of Transport’s proposed approach to align testing requirements for anchorages of seats between Canada and the United States. No other specific comments or concerns were received relating to the sections this proposal intends to amend.

The proposal was pre-published in the *Canada Gazette*, Part I, on May 22, 2010, followed by a 75-day comment period. Following the Part I publication, six comments were received. The majority of comments requested clarification of the Part I publication and did not raise any concerns with the proposal, although several changes have been made to clarify the intent.

A concern was expressed about the method for calculating the number of designated seating positions. It demonstrated that the calculation could reduce the number of designated seating positions in a vehicle when the seating surface width of multiple adjacent seats is greater than 1400 mm. This was not the intent of the calculation. The intent is that this calculation is to be used to determine the minimum number of designated seating positions at a location. Therefore, section 2.4 has been modified to allow, at the option of manufacturers, the ability to specify more designated seating positions at these locations.

CVMA provided additional comments in a letter dated August 5, 2010. They commented that there are subtle differences in the method of calculating the number of designated seating positions and questioned why Transport Canada deviated from the United States text. Canada has different drafting conventions than the United States. They also recommended that Transport Canada publish a document similar to the National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) Supplemental Laboratory Test Procedure.⁵ As mentioned in their letter, the Transport Canada method for calculating the number of designated seating positions

véhicule. Auparavant, aucune exigence n’imposait de prendre en compte la masse d’un passager en fauteuil roulant dans ce calcul.

Cette modification ajoute aussi une section de phrase à l’article 2.2 (Nombre de roues), afin de préciser que l’article s’applique uniquement aux motocyclettes et non à toutes les catégories de véhicules.

Afin de tenir compte des commentaires reçus du Comité mixte permanent d’examen de la réglementation, la définition de « point de référence de l’épaule » est ajoutée à la liste de définitions afin de clarifier le sens d’un terme utilisé en plusieurs endroits.

Consultation

Le Plan de réglementation de la Direction générale de la sécurité routière et de la réglementation automobile du ministère des Transports est publié tous les trois mois et distribué à pratiquement tous les membres de l’industrie automobile, directement ou par l’intermédiaire de diverses associations. Le projet de règlement y figure depuis janvier 2008.

Le 29 juillet 2008, une lettre a été écrite à l’Association canadienne des constructeurs de véhicules (ACCV) et à l’Association des fabricants internationaux d’automobiles du Canada (AIAMC) pour expliquer l’intention première de ce projet de règlement. Une période d’un mois a été allouée aux deux associations pour répondre et communiquer leurs observations. AIAMC a remercié le Ministère de continuer à mettre l’accent sur l’harmonisation. ACCV a félicité le Ministère d’avoir proposé d’harmoniser les conditions d’essai canadiennes et américaines applicables à l’ancrage des sièges. Aucune autre observation ou préoccupation particulière n’a été communiquée au sujet des articles que le règlement en question modifie.

Le 22 mai 2010, la proposition a été publiée au préalable dans la Partie I de la *Gazette du Canada*, suivie d’une période de commentaires de 75 jours. À la suite de la publication dans la Partie I, six commentaires ont été reçus. La majorité des commentaires demandait que l’on clarifie la publication de la Partie I et ne contenait aucune préoccupation à propos de la proposition, même si plusieurs changements ont été apportés pour clarifier son objectif.

Une préoccupation a cependant été formulée à propos de la méthode de calcul du nombre de places assises désignées. La méthode a démontré que le calcul pourrait réduire le nombre de places assises désignées qui sont adjacentes dans un véhicule lorsque la largeur de la surface de siège est supérieure à 1 400 mm. Ce n’était pas l’intention du calcul qui visait plutôt à déterminer le nombre minimal de places assises désignées à un endroit. À ce titre, l’article 2.4 a été révisé pour permettre au fabricant, s’il le désire, d’indiquer plus de places assises désignées à ces endroits.

ACCV a formulé d’autres commentaires dans une lettre datée du 5 août 2010. Elle y indique que la méthode de calcul du nombre de places assises désignées comporte des différences subtiles et elle demande pourquoi Transports Canada n’a pas suivi le texte des États-Unis. Les conventions de rédaction du Canada sont différentes de celles des États-Unis. L’ACCV a également recommandé que Transports Canada publie un document semblable à la Procédure supplémentaire d’essai en laboratoire de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA)⁵. Tel que mentionné dans la lettre, les résultats de la méthode de calcul du

⁵ NHTSA Supplemental Laboratory Test Procedure for Determining the Number of Designated Seating Positions in a Row, TP-DSP-00, February 27, 2009

⁵ Traduction libre. *NHTSA Supplemental Laboratory Test Procedure for Determining the Number of Designated Seating Positions in a Row*, TP-DSP-00, 27 février 2009.

does not result in a different number of designated seating positions than that calculated using the NHTSA method. Therefore, it is not necessary to publish any supplementary document.

CVMA also expressed concern with the amendment to Canadian motor vehicle safety standard (CMVSS) 210. They note that this amendment brings into force new compliance requirements and there should be a minimum of 36 months of lead time provided. In a letter dated August 29, 2008, the same association suggested that a Technical Standards Document be created for CMVSS 210 but raised no concerns about lead time. To allow manufacturers time to ensure their vehicles comply with the new requirements in this amendment, the effective date has been set to September 1, 2012.

AIAMC commented, in a letter dated August 4, 2010, and corrected October 1, 2010, that their members were generally supportive of the proposal. They did note that the United States definition of “designated seating position” does not come into force until September 1, 2011. They requested that if the amendment were published prior to this date, Transport Canada should allow the option of complying with either the current or amended requirements until this date. There is no need to address this concern since the effective date has been set after this date.

A manufacturer requested clarification of section 2.2. They were concerned that the proposed change in the *Canada Gazette*, Part I, publication eliminated this section’s application to three-wheeled vehicles. This was not the intent of the proposal, and therefore the determination of the number of wheels in section 2.2 has been modified and now applies to three-wheeled vehicles as well as motorcycles.

Implementation, enforcement and service standards

Motor vehicle manufacturers and importers are responsible for ensuring that their products conform to the requirements of the *Motor Vehicle Safety Regulations*. The Department of Transport monitors self-certification programs of manufacturers and importers by reviewing their test documentation, inspecting vehicles, and testing vehicles obtained in the open market. In addition, when a defect in a vehicle or equipment is identified, the manufacturer or importer must issue a Notice of Defect to the owners and to the Minister of Transport. Any person or company who contravenes a provision of the *Motor Vehicle Safety Act* is guilty of an offence, and liable to the applicable penalty set out in the Act.

Contact

Kyle Hendershot
Regulatory Development Officer
Road Safety and Motor Vehicle Regulation Directorate
Transport Canada
275 Slater Street, 16th Floor
Ottawa, Ontario
K1A 0N5
Email: kyle.hendershot@tc.gc.ca

nombre de places assises désignées ne diffèrent pas de ceux de la méthode de calcul de la NHTSA. Il n’est donc pas nécessaire de publier un autre document.

L’ACCV fait également part de ses préoccupations quant à la modification apportée aux Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada (NSVAC) 210. Elle indique que cette modification met en vigueur de nouvelles exigences en matière de conformité et qu’un délai d’approvisionnement minimal de 36 mois devrait être fourni. Dans une lettre datée du 29 août 2008, l’ACCV suggère qu’un document de normes techniques soit rédigé pour les NSVAC 210, mais n’a pas exprimé de préoccupation à propos du délai d’approvisionnement. La date d’entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} septembre 2012 afin que les fabricants aient le temps de s’assurer que leurs véhicules satisfassent aux nouvelles exigences de cette modification.

Dans une lettre datée du 4 août 2010, qui a par la suite été révisée le 1^{er} octobre 2010, l’AIAMC indique que ses membres sont en général favorables à la proposition. Elle mentionne que la définition des États-Unis de « place assise désignée » ne sera pas adoptée avant le 1^{er} septembre 2011. Les membres ont demandé que Transports Canada offre aux fabricants la possibilité de se conformer, jusqu’à cette date, aux exigences actuelles ou à celles qui ont été modifiées même si la modification est publiée à une date antérieure. Il n’est pas nécessaire de tenir compte de cette préoccupation puisque la date d’entrée en vigueur a été fixée après cette date.

Un fabricant a demandé que l’article 2.2 soit clarifié. Il est préoccupé par le fait que le changement proposé dans la Partie I de la *Gazette du Canada* élimine l’application de cet article aux véhicules à trois roues. La proposition n’avait pas cet objectif. Le calcul du nombre de roues à l’article 2.2 a donc été modifié et s’applique maintenant aux véhicules à trois roues ainsi qu’aux motocyclettes.

Mise en œuvre, application et normes de service

Il incombe aux fabricants et aux importateurs de véhicules automobiles de s’assurer que leurs produits sont conformes aux exigences du Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles. Le ministère des Transports contrôle les programmes d’autocertification des fabricants et des importateurs en examinant leur documentation d’essai, en inspectant des véhicules et en mettant à l’essai des véhicules obtenus sur le marché. En cas d’une défectuosité de l’équipement, le fabricant ou l’importateur doit aviser les propriétaires et le ministre des Transports. Toute personne ou entreprise qui contrevient à une disposition de la *Loi sur la sécurité automobile* est coupable d’une infraction et en court de la pénalité applicable énoncée dans la Loi.

Personne-ressource

Kyle Hendershot
Ingénieur de l’élaboration de la réglementation
Direction générale de la sécurité routière et de la réglementation automobile
Transports Canada
275, rue Slater, 16^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0N5
Courriel : kyle.hendershot@tc.gc.ca

Registration
SOR/2011-265 November 17, 2011

PERSONAL INFORMATION PROTECTION AND
ELECTRONIC DOCUMENTS ACT

Personal Health Information Custodians in New Brunswick Exemption Order

P.C. 2011-1319 November 17, 2011

Whereas the Governor in Council is satisfied that the *Personal Health Information Privacy and Access Act*, S.N.B. 2009, c. P-7.05, of New Brunswick, which is substantially similar to Part 1 of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*^a, applies to the personal health information custodians referred to in the annexed Order;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Industry, pursuant to paragraph 26(2)(b) of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*^a, hereby makes the annexed *Personal Health Information Custodians in New Brunswick Exemption Order*.

PERSONAL HEALTH INFORMATION CUSTODIANS IN NEW BRUNSWICK EXEMPTION ORDER

EXEMPTION

1. Any personal health information custodian to which the *Personal Health Information Privacy and Access Act*, S.N.B. 2009, c. P-7.05, applies is exempt from the application of Part 1 of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act* in respect of the collection, use and disclosure of personal health information that occurs in New Brunswick.

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on the day on which it is registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Order.)

Issue and objectives

The Order in Council will specify that the New Brunswick *Personal Health Information Privacy and Access Act* (PHIPAA) is substantially similar to the federal *Personal Information Protection and Electronic Documents Act* (PIPEDA).

^a S.C. 2000, c. 5

Enregistrement
DORS/2011-265 Le 17 novembre 2011

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS ET LES DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

Décret d'exclusion visant des dépositaires de renseignements personnels sur la santé du Nouveau-Brunswick

C.P. 2011-1319 Le 17 novembre 2011

Attendu que le gouverneur en conseil est convaincu que la loi du Nouveau-Brunswick intitulée *Loi sur l'accès et la protection en matière de renseignements personnels sur la santé*, L. N.-B. 2009, ch. P-7.05, qui est essentiellement similaire à la partie 1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, s'applique aux dépositaires de renseignements personnels sur la santé visés dans le décret ci-après,

À ces causes, sur recommandation du ministre de l'Industrie et en vertu de l'alinéa 26(2)b) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret d'exclusion visant des dépositaires de renseignements personnels sur la santé du Nouveau-Brunswick*, ci-après.

DÉCRET D'EXCLUSION VISANT DES DÉPOSITAIRES DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS SUR LA SANTÉ DU NOUVEAU-BRUNSWICK

EXCLUSION

1. Tout dépositaire de renseignements personnels sur la santé qui est assujéti à la *Loi sur l'accès et la protection en matière de renseignements personnels sur la santé*, L. N.-B. 2009, ch. P-7.05, est exclu de l'application de la partie 1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la communication de renseignements personnels sur la santé qui s'effectuent à l'intérieur du Nouveau-Brunswick.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du Décret.)

Question et objectifs

Le Décret précisera que la *Loi sur l'accès et la protection en matière de renseignements personnels sur la santé* (LAPRPS) du Nouveau-Brunswick est essentiellement similaire à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE) du gouvernement fédéral.

^a L.C. 2000, ch. 5

Part 1 of PIPEDA establishes rules to govern the collection, use and disclosure of personal information by organizations in the course of commercial activity. On January 1, 2004, PIPEDA's reach extended to all collections, uses and disclosures of personal information in the course of commercial activity, either within or outside a province. Pursuant to paragraph 26(2)(b), the Governor in Council may, by order, if satisfied that legislation of a province that is substantially similar to PIPEDA applies to an organization, a class of organizations, an activity or class of activities, exempt the organization, activity or class from the application of PIPEDA in respect of collection, use and disclosure of personal information within the province.

The PHIPAA recently came into force in New Brunswick (September 10, 2010). The province has requested from the Minister of Industry recognition that PHIPAA is substantially similar to PIPEDA.

The objective of this Order in Council is to exempt from the application of Part 1 of PIPEDA all personal health information custodians to whom the PHIPAA is applicable, in respect of the collection, use and disclosure of personal information that occurs within the province of New Brunswick in the course of commercial activity.

Personal health information custodians subject to the New Brunswick PHIPAA collect, disclose and maintain that information for the purpose of providing or assisting in the provision of health care or treatment or the planning and managing of the health care system. This includes public bodies, health care providers, the Minister, government agencies (such as Ambulance New Brunswick Inc.), the New Brunswick Health Council, regional health authorities, information managers and persons designated in future as a custodian under the PHIPAA.

Description and rationale

PIPEDA establishes a set of economy-wide principles and rules for the protection of personal information collected, used or disclosed in the course of commercial activity. PIPEDA helps to build trust and confidence in the Canadian marketplace, while encouraging provinces and territories to develop their own privacy laws in a manner that addresses their particular needs and circumstances. To this end, the Government of Canada included provisions in PIPEDA to exempt organizations or activities subject to provincial or territorial laws that are deemed to be substantially similar. Until this exemption is granted, PIPEDA applies in all provinces and territories.

In August 2002, Industry Canada published the policy and criteria used to determine whether provincial or territorial legislation would be considered as substantially similar. PIPEDA provides a standard around which provinces can legislate. Under the policy, laws that are substantially similar

- provide privacy protection that is consistent with and equivalent to that in PIPEDA;
- incorporate the 10 principles in the National Standard of Canada entitled Model Code for the Protection of Personal Information, CAN/CSA-Q830-96, found in Schedule 1 of PIPEDA;

La partie 1 de la LPRPDE établit les règles qui régissent la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements personnels par des organisations au cours d'une activité commerciale. Le 1^{er} janvier 2004, la portée de la LPRPDE a été étendue à toutes les collectes, les utilisations et les communications de renseignements personnels effectuées au cours d'une activité commerciale, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une province. En vertu de l'alinéa 26(2)b) de la LPRPDE, le gouverneur en conseil peut, par décret, s'il est convaincu qu'une loi provinciale essentiellement similaire à cette loi s'applique à une organisation, à une catégorie d'organisations, à une activité ou à une catégorie d'activités, exclure l'organisation, l'activité ou la catégorie en question de l'application de la LPRPDE à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la communication de renseignements personnels qui s'effectuent à l'intérieur de la province.

La LPRPDE est récemment entrée en vigueur au Nouveau-Brunswick (le 10 septembre 2010). La province a demandé au ministre de l'Industrie de reconnaître le caractère essentiellement similaire de cette loi à la LPRPDE.

Le Décret a pour objectif d'exempter de l'application de la partie 1 de la LPRPDE tous les dépositaires de renseignements personnels sur la santé à qui s'applique la LPRPDE, à l'égard de la collecte, de l'utilisation et de la communication de renseignements qui s'effectuent à l'intérieur de la province du Nouveau-Brunswick au cours d'une activité commerciale.

Les dépositaires de renseignements personnels sur la santé assujettis à la LPRPDE du Nouveau-Brunswick recueillent, communiquent et conservent ces renseignements à des fins soit de prestation ou d'aide à la prestation de soins de santé ou de traitement, soit de planification et de gestion du système de soins de santé. Cela comprend les organismes publics, les fournisseurs de soins de santé, le ministre, les agences gouvernementales (comme Ambulance Nouveau-Brunswick Inc.), le Conseil du Nouveau-Brunswick en matière de santé, les régies régionales de la santé, les gestionnaires de renseignements et les personnes qui seront désignées comme dépositaires sous le régime de la LPRPDE.

Description et justification

La LPRPDE établit un ensemble de règles et de principes généraux visant à protéger les renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués au cours d'une activité commerciale. La LPRPDE contribue à créer un climat de confiance sur le marché canadien, tout en encourageant les provinces et les territoires à élaborer des lois provinciales ou territoriales en matière de protection de la vie privée qui tiennent compte de leurs circonstances et de leurs besoins particuliers. À cette fin, le gouvernement du Canada a prévu dans la LPRPDE des dispositions visant à exempter les organisations ou activités assujetties aux lois provinciales ou territoriales réputées être essentiellement similaires à la loi fédérale. Jusqu'à ce que cette exemption soit accordée, la LPRPDE s'applique dans chaque province ou territoire.

En août 2002, Industrie Canada a publié la politique et les critères utilisés pour déterminer si une loi provinciale ou territoriale peut être considérée ou non comme étant essentiellement similaire à la LPRPDE. Cette loi constitue la norme à partir de laquelle les provinces peuvent légiférer. Conformément à la politique, sont essentiellement similaires les lois qui :

- fournissent un mécanisme de protection de la vie privée conforme et équivalent à celui de la LPRPDE;
- intègrent les 10 principes énoncés dans la norme nationale du Canada intitulée *Code type sur la protection des*

- provide for an independent and effective oversight and redress mechanism with powers to investigate; and
- restrict the collection, use and disclosure of personal information to purposes that are appropriate or legitimate.

In recognizing such laws as substantially similar, PIPEDA provides a common standard for privacy protection across both federal and provincial domains. Where federal and provincial territorial regimes for the protection of personal information are in alignment, it ensures that organizations may be subject to a single set of rules throughout the marketplace. Such a regime also provides assurances to individuals that, regardless of where they are located, their personal information will be given the same level of protection.

PIPEDA will continue to apply to the collection, use and disclosure of personal health information outside the province, in the course of commercial activity. It will also apply to personal health information collected, used or disclosed by non-custodians. Agents of health information custodians, who are brought within the purview of the PHIPAA in section 52, would also be included.

Consultation

Provincial and territorial governments, along with the general public, the health-care sector and the business community, have long been aware of the federal government's commitment to exempt from PIPEDA organizations subject to provincial/territorial laws that are substantially similar to PIPEDA. The legislation has been in place since 2000. Quebec (2000), Alberta and British Columbia (2004), and Ontario (2005 for health custodians only) have been granted exemptions. Information was also provided to the general public when Industry Canada published its policy and criteria for determining substantially similar provincial and territorial legislation in Part I of the *Canada Gazette* on August 3, 2002.

On March 11, 2011, the New Brunswick Order-in-Council was published in the *Canada Gazette*, Part I, for a consultation period of 30 days. No comments were received and consequently no changes were made to the Order.

Implementation, enforcement and service standards

As an independent Officer of Parliament, working independently from the government, the Privacy Commissioner of Canada investigates complaints from individuals with respect to the information-handling practices or organizations engaged in commercial activity. The Commissioner may investigate all complaints under section 12 of PIPEDA, except those pertaining to organizations subject to privacy laws that have been deemed substantially similar to PIPEDA, namely Quebec, British Columbia, and Alberta. Ontario falls into this category with respect to personal health information held by health information custodians under its health sector privacy law. PIPEDA continues to apply to the collection, use or disclosure by federal works, undertakings and businesses, including personal information about their employees. PIPEDA also continues to apply to the collection, use and disclosure of personal information across provincial or national borders, in the course of commercial activity involving organizations subject to PIPEDA or to substantially similar

renseignements personnels, CAN/CSA-Q830-96, figurant à l'annexe I de la LPRPDE;

- fournissent un mécanisme indépendant et efficace de surveillance et de recours ainsi que des pouvoirs d'enquête;
- restreignent la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements personnels à des fins appropriées et légitimes.

En reconnaissant ainsi que de telles lois sont essentiellement similaires à la LPRPDE, le gouvernement du Canada établit une norme commune pour la protection de la vie privée applicable à la fois aux domaines fédéraux et provinciaux. Lorsque les régimes fédéraux, provinciaux et territoriaux de protection des renseignements personnels seront harmonisés, les organisations pourront être assujetties à un ensemble unique de règles sur tout le marché canadien. Grâce à cette harmonisation, le même niveau de protection sera accordé aux renseignements personnels des particuliers, peu importe l'endroit où ils se trouveront.

La LPRPDE continuera de s'appliquer à la collecte, à l'utilisation et à la communication de renseignements personnels sur la santé à l'extérieur de la province, au cours d'une activité commerciale. Elle s'appliquera aussi aux renseignements personnels sur la santé recueillis, utilisés ou communiqués par des non-dépositaires, ainsi qu'aux mandataires des dépositaires des renseignements sur la santé, visés par l'article 52 de la LPRPDE.

Consultation

Les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que le grand public, le secteur des soins de santé et le milieu des affaires, savent depuis longtemps que le gouvernement fédéral s'est engagé à exempter de la LPRPDE les organisations assujetties à des lois provinciales ou territoriales essentiellement similaires à cette loi. En effet, la LPRPDE existe depuis 2000 et le Québec (2000), l'Alberta et la Colombie-Britannique (2004) et l'Ontario (2005, seulement pour les dépositaires de renseignements sur la santé) se sont vu accorder des exemptions. Industrie Canada en a aussi informé le grand public en publiant, dans la Partie I de la *Gazette du Canada* du 3 août 2002, la politique et les critères utilisés pour déterminer si une loi provinciale ou territoriale peut être considérée ou non comme étant essentiellement similaire.

Le 11 mars 2011, le Décret a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* pour une période de consultation de 30 jours. Il n'a été l'objet d'aucun commentaire et, par conséquent, n'a pas été modifié.

Mise en œuvre, application et normes de service

En tant qu'agente indépendante du Parlement, travaillant indépendamment du gouvernement, la commissaire à la protection de la vie privée examine les plaintes déposées par des particuliers concernant des pratiques de traitement des renseignements ou des organisations engagées dans une activité commerciale. La commissaire peut étudier toutes les plaintes en vertu de l'article 12 de la LPRPDE, sauf dans les provinces qui ont adopté des lois essentiellement similaires à la loi fédérale en matière de protection des renseignements personnels, soit le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta. L'Ontario se classe également dans cette catégorie en ce qui concerne les renseignements personnels sur la santé détenus sous le régime de la loi ontarienne sur la protection des renseignements personnels sur la santé. Cependant, la LPRPDE continue de s'appliquer aux renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués par les agences et les organismes fédéraux, y compris les renseignements personnels de leurs employés. En outre, la LPRPDE s'applique toujours à toutes

provincial legislation. Complaints in respect of these applications of PIPEDA are also investigated by the Privacy Commissioner of Canada.

The Commissioner focuses on resolving complaints through negotiation and persuasion, using mediation and conciliation if appropriate. In conducting investigations, the Commissioner has the power to summon witnesses, administer oaths and compel the production of evidence. The Commissioner or a complainant may take any matter related to a complaint to the Federal Court, which has the power to order an organization to change its practices and award damages to the aggrieved.

Contact

Bruce Wallace
Director
Electronic Commerce Policy
Industry Canada
300 Slater Street, 18th Floor
Telephone: 613-952-3518
Fax: 613-941-1168
Email: Bruce.Wallace@ic.gc.ca

les données personnelles qui circulent d'une province ou d'un pays à l'autre, dans le cadre de transactions commerciales entre des organisations assujetties à cette loi ou à une loi provinciale essentiellement similaire. La commissaire à la protection de la vie privée examine aussi les plaintes à l'égard de ces applications de la LPRPDE.

La commissaire tente avant tout de régler les plaintes par le biais de la négociation et de la discussion, en utilisant la médiation et la conciliation le cas échéant. Lorsqu'elle mène une enquête, la commissaire a le pouvoir de convoquer des témoins, de faire prêter serment et d'exiger la production d'éléments de preuve. La commissaire ou un plaignant peut saisir la Cour fédérale de toute question liée à une plainte, la Cour ayant le pouvoir d'ordonner à une organisation de changer ses pratiques et d'accorder des dommages-intérêts à la partie lésée.

Personne-ressource

Bruce Wallace
Directeur
Politique de commerce électronique
Industrie Canada
300, rue Slater, 18^e étage
Téléphone : 613-952-3518
Télécopieur : 613-941-1168
Courriel : Bruce.Wallace@ic.gc.ca

Registration
SOR/2011-266 November 17, 2011

Enregistrement
DORS/2011-266 Le 17 novembre 2011

FIRST NATIONS GOODS AND SERVICES TAX ACT

LOI SUR LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES DES PREMIÈRES NATIONS

Order Amending Schedule 1 to the First Nations Goods and Services Tax Act, No. 2011-3 (Matsqui)

Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations, n° 2011-3 (Matsqui)

P.C. 2011-1320 November 17, 2011

C.P. 2011-1320 Le 17 novembre 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 15^a of the *First Nations Goods and Services Tax Act*^b, hereby makes the annexed *Order Amending Schedule 1 to the First Nations Goods and Services Tax Act, No. 2011-3 (Matsqui)*.

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 15^a de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations, n° 2011-3 (Matsqui)*, ci-après.

ORDER AMENDING SCHEDULE 1 TO THE FIRST NATIONS GOODS AND SERVICES TAX ACT, NO. 2011-3 (MATSQUI)

DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE 1 DE LA LOI SUR LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES DES PREMIÈRES NATIONS, N° 2011-3 (MATSQUI)

AMENDMENT

MODIFICATION

1. Schedule 1 to the *First Nations Goods and Services Tax Act*¹ is amended by adding the following in alphabetical order:

1. L'annexe 1 de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Column 1	Column 2	Column 3
First Nation	Governing Body	Lands
Matsqui	Council of Matsqui	Each reserve of Matsqui that is not shared with another band

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Première nation	Corps dirigeant	Terres
Matsqui	Council of Matsqui	Toute réserve de Matsqui non partagée avec une autre bande

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. This Order comes into force on the day on which it is registered.

2. Le présent décret entre en vigueur à la date de son enregistrement.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(This statement is not part of the Order.)

(Ce résumé ne fait pas partie du Décret.)

Issue and objectives

Question et objectifs

Matsqui, which is a First Nation situated near Abbotsford, British Columbia, asked to be listed in Schedule 1 to the *First Nations Goods and Services Tax Act* in order to be able to implement the First Nations Goods and Services Tax (FNGST). Section 15 of the *First Nations Goods and Services Tax Act* provides that Schedule 1 may be amended by order for that purpose. This Order in Council will enable Matsqui, with the agreement of Canada, to exercise a Goods and Services Tax-type tax power within its lands.

Matsqui, première nation située près d'Abbotsford (Colombie-Britannique), a demandé que son nom soit ajouté à l'annexe 1 de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations* (la Loi) afin de pouvoir mettre en œuvre la taxe sur les produits et services des premières nations (TPSPN). L'article 15 de la Loi permet que l'annexe 1 de la Loi soit modifiée par décret à cette fin. Le décret qui fait l'objet du présent résumé permettra à Matsqui, avec l'accord du Canada, d'exercer sur ses terres un pouvoir de taxation analogue à la taxe sur les produits et services (TPS).

^a S.C. 2005, c. 19, s. 9
^b S.C. 2003, c. 15, s. 67
¹ S.C. 2003, c. 15, s. 67

^a L.C. 2005, ch. 19, art. 9
^b L.C. 2003, ch. 15, art. 67
¹ L.C. 2003, ch. 15, art. 67

Description and rationale

The attached Order amends Schedule 1 to the *First Nations Goods and Services Tax Act* by adding

- the name of Matsqui;
- the name of the governing body of Matsqui; and
- the description of the lands where Matsqui's goods and services tax law could apply.

Amending Schedule 1 to the *First Nations Goods and Services Tax Act* in this fashion makes it possible for the governing body of Matsqui, with the agreement of Canada, to enact a law that imposes a tax like the federal Goods and Services Tax (GST) within the reserves of Matsqui. This type of tax is referred to generically as the FNGST. The amendment also makes it possible for Canada and Matsqui to enter into a tax administration agreement in respect of the FNGST, which is required for the FNGST to come into force.

Listing Matsqui in Schedule 1 is an enabling measure that makes it possible for the First Nation to enact a law imposing a tax like the GST but does not obligate it to do so and does not obligate the Government of Canada or the First Nation to enter into an agreement concerning the administration of the First Nation's law. The FNGST comes into force when the tax administration agreement with Canada comes into effect and remains in force during the period when the tax administration agreement is in effect.

If a First Nation that is listed in Schedule 1 were to enact a law imposing the FNGST and enter into a tax administration agreement with the Government of Canada in respect of that law, then the First Nation would realize, in accordance with the provisions of the agreement, a stream of revenue that could be used for the First Nation's purposes.

Consultation

Matsqui requested that Schedule 1 to the *First Nations Goods and Services Tax Act* be amended to include its name, the name of its governing body and the description of the lands where the FNGST law could apply. The amendment is consistent with the wishes of Matsqui.

Contact

Roch Vézina
Aboriginal Tax Policy Section
Department of Finance
140 O'Connor Street
Ottawa, Ontario
K1A 0G5
Telephone: 613-995-3648

Description et justification

Le Décret modifie l'annexe 1 de la Loi pour y ajouter ce qui suit :

- le nom de Matsqui;
- le nom de son corps dirigeant;
- une description des terres où le texte législatif concernant sa taxe sur les produits et services pourrait s'appliquer.

Le fait de modifier ainsi l'annexe 1 de la Loi permet au corps dirigeant de Matsqui, avec l'accord du Canada, d'édicter un texte législatif imposant dans ses réserves une taxe — appelée généralement taxe sur les produits et services des premières nations — qui est analogue à la taxe fédérale sur les produits et services. La modification permet aussi au Canada et à Matsqui de conclure un accord d'application concernant la TPSPN, accord qui est nécessaire à l'entrée en vigueur de la TPSPN.

L'ajout du nom de Matsqui à l'annexe 1 est une mesure habilitante qui permet à la première nation d'édicter un texte législatif imposant une taxe analogue à la TPS. Cette mesure n'oblige pas la première nation à édicter un tel texte ni n'oblige le gouvernement du Canada ou la première nation à conclure un accord visant l'application de ce texte. La TPSPN entre en vigueur lorsque l'accord d'application conclu avec le Canada prend effet et demeure en vigueur tant que cet accord est valide.

Toute première nation mentionnée à l'annexe 1 qui choisirait d'édicter un texte imposant la TPSPN et de conclure avec le Canada un accord d'application le concernant disposerait, conformément aux dispositions de l'accord, d'une source de revenus qu'elle pourrait affecter à ses propres fins.

Consultation

Matsqui a demandé que soient ajoutés à l'annexe 1 de la Loi son nom, le nom de son corps dirigeant et une description des terres où son texte législatif imposant la TPSPN pourrait s'appliquer. La modification est conforme à son souhait.

Personne-ressource

Roch Vézina
Section de la politique fiscale autochtone
Ministère des Finances
140, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
Téléphone : 613-995-3648

Registration
SOR/2011-267 November 17, 2011

DIVORCE ACT

Guidelines Amending the Federal Child Support Guidelines

P.C. 2011-1321 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to section 26.1^a of the *Divorce Act*^b, hereby establishes the annexed *Guidelines Amending the Federal Child Support Guidelines*.

GUIDELINES AMENDING THE FEDERAL CHILD SUPPORT GUIDELINES

AMENDMENTS

1. Note 3 of Schedule I to the *Federal Child Support Guidelines*¹ is replaced by the following:

3. Income is set out in the tables in increments of \$1,000. Monthly amounts are determined by adding the applicable basic amount and the amount calculated by multiplying the applicable percentage by the portion of the income that exceeds the lower amount within that range of income.

Example:

Province: British Columbia

Number of children: 2

Annual income of support payer: \$33,760

Basic amount: \$510

Percentage: 1.48%

Lower amount of the income range: \$33,000

The amount of monthly child support is calculated as follows:

$\$510 + [1.48\% \times (\$33,760 - \$33,000)]$

$\$510 + [1.48/100 \times \$760]$

$\$510 + [0.0148 \times \$760]$

$\$510 + \$11.25 = \$521.25$

2. The federal child support tables of Schedule I to the Guidelines are replaced by the federal child support tables set out in the schedule to these Guidelines.

COMING INTO FORCE

3. These Guidelines come into force on December 31, 2011.

Enregistrement
DORS/2011-267 Le 17 novembre 2011

LOI SUR LE DIVORCE

Lignes directrices modifiant les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants

C.P. 2011-1321 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'article 26.1^a de la *Loi sur le divorce*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil établit les *Lignes directrices modifiant les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, ci-après.

LIGNES DIRECTRICES MODIFIANT LES LIGNES DIRECTRICES FÉDÉRALES SUR LES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS

MODIFICATIONS

1. La note 3 de l'annexe I des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*¹ est remplacée par ce qui suit :

3. Le revenu est indiqué par tranche de 1 000 \$. Le paiement mensuel correspond à la somme du montant de base applicable et du produit de la multiplication de la partie de revenu excédant le montant inférieur de la tranche de revenu applicable par le pourcentage indiqué.

Exemple :

Province : Colombie-Britannique

Nombre d'enfants : 2

Revenu annuel du débiteur alimentaire : 33 760 \$

Montant de base : 510 \$

Pourcentage : 1,48 %

Montant inférieur de la tranche de revenu : 33 000 \$

Le paiement mensuel de la pension alimentaire est ainsi calculé :

$510 \$ + [1,48 \% \times (33\ 760 \$ - 33\ 000 \$)]$

$510 \$ + [1,48/100 \times 760 \$]$

$510 \$ + [0,0148 \times 760 \$]$

$510 \$ + 11,25 \$ = 521,25 \$$

2. Les tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants figurant à l'annexe I des mêmes lignes directrices sont remplacées par les tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants figurant à l'annexe des présentes lignes directrices.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Les présentes lignes directrices entrent en vigueur le 31 décembre 2011.

^a S.C. 1997, c. 1, s. 11

^b R.S., c. 3 (2nd Supp.)

¹ SOR/97-175

^a L.C. 1997, ch. 1, art. 11

^b L.R., ch. 3 (2^e suppl.)

¹ DORS/97-175

SCHEDULE / ANNEXE
(Section 2) / (article 2)

Federal Child Support Tables/ Tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants														Province: <i>Ontario</i> d'enfants: <i>Ontario</i>	
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	
0	10819	0	1.90	10820	58000	58999	527	0.94	58000	107000	107999	935	0.74	107000	
10820	10999	0	1.90	11000	59000	59999	536	0.98	59000	108000	108999	942	0.76	108000	
11000	11999	21	1.90	11000	60000	60999	546	0.92	60000	109000	109999	950	0.76	109000	
12000	12999	40	1.90	12000	61000	61999	555	0.96	61000	110000	110999	958	0.78	110000	
13000	13999	59	1.90	13000	62000	62999	565	0.90	62000	111000	111999	966	0.80	111000	
14000	14999	78	1.88	14000	63000	63999	574	0.96	63000	112000	112999	974	0.80	112000	
15000	15999	97	1.88	15000	64000	64999	584	1.00	64000	113000	113999	982	0.82	113000	
16000	16999	116	1.88	16000	65000	65999	594	0.94	65000	114000	114999	990	0.84	114000	
17000	17999	135	1.88	17000	66000	66999	603	0.98	66000	115000	115999	998	0.74	115000	
18000	18999	142	1.88	18000	67000	67999	613	0.82	67000	116000	116999	1005	0.76	116000	
19000	19999	151	1.92	19000	68000	68999	621	0.86	68000	117000	117999	1013	0.78	117000	
20000	20999	160	1.80	20000	69000	69999	630	0.90	69000	118000	118999	1021	0.80	118000	
21000	21999	168	1.80	21000	70000	70999	639	0.82	70000	119000	119999	1029	0.80	119000	
22000	22999	176	1.82	22000	71000	71999	647	0.96	71000	120000	120999	1037	0.82	120000	
23000	23999	184	1.82	23000	72000	72999	657	0.74	72000	121000	121999	1045	0.84	121000	
24000	24999	192	1.82	24000	73000	73999	664	0.92	73000	122000	122999	1053	0.74	122000	
25000	25999	200	1.02	25000	74000	74999	673	0.88	74000	123000	123999	1060	0.76	123000	
26000	26999	210	1.86	26000	75000	75999	682	0.88	75000	124000	124999	1068	0.78	124000	
27000	27999	219	1.90	27000	76000	76999	691	0.88	76000	125000	125999	1076	0.78	125000	
28000	28999	228	1.92	28000	77000	77999	700	0.88	77000	126000	126999	1084	0.80	126000	
29000	29999	237	1.84	29000	78000	78999	709	0.78	78000	127000	127999	1092	0.72	127000	
30000	30999	245	1.18	30000	79000	79999	717	0.72	79000	128000	128999	1099	0.78	128000	
31000	31999	257	1.18	31000	80000	80999	724	0.72	80000	129000	129999	1107	0.72	129000	
32000	32999	269	1.18	32000	81000	81999	731	0.72	81000	130000	130999	1114	0.78	130000	
33000	33999	281	1.12	33000	82000	82999	738	0.78	82000	131000	131999	1122	0.74	131000	
34000	34999	292	1.08	34000	83000	83999	746	0.80	83000	132000	132999	1129	0.70	132000	
35000	35999	303	1.16	35000	84000	84999	754	0.82	84000	133000	133999	1136	0.76	133000	
36000	36999	315	1.02	36000	85000	85999	762	0.82	85000	134000	134999	1144	0.70	134000	
37000	37999	325	1.08	37000	86000	86999	770	0.74	86000	135000	135999	1151	0.76	135000	
38000	38999	336	1.16	38000	87000	87999	777	0.76	87000	136000	136999	1159	0.72	136000	
39000	39999	348	1.18	39000	88000	88999	785	0.78	88000	137000	137999	1166	0.78	137000	
40000	40999	360	1.06	40000	89000	89999	793	0.78	89000	138000	138999	1174	0.72	138000	
41000	41999	370	0.90	41000	90000	90999	801	0.80	90000	139000	139999	1181	0.78	139000	
42000	42999	379	0.92	42000	91000	91999	809	0.82	91000	140000	140999	1189	0.74	140000	
43000	43999	388	0.94	43000	92000	92999	817	0.82	92000	141000	141999	1196	0.70	141000	
44000	44999	397	0.94	44000	93000	93999	825	0.74	93000	142000	142999	1203	0.76	142000	
45000	45999	406	0.94	45000	94000	94999	832	0.76	94000	143000	143999	1211	0.70	143000	
46000	46999	415	0.94	46000	95000	95999	840	0.76	95000	144000	144999	1218	0.76	144000	
47000	47999	424	0.94	47000	96000	96999	848	0.78	96000	145000	145999	1226	0.72	145000	
48000	48999	433	0.78	48000	97000	97999	856	0.80	97000	146000	146999	1233	0.78	146000	
49000	49999	441	0.94	49000	98000	98999	864	0.82	98000	147000	147999	1241	0.74	147000	
50000	50999	450	0.98	50000	99000	99999	872	0.82	99000	148000	148999	1248	0.78	148000	
51000	51999	460	0.92	51000	100000	100999	880	0.74	100000	149000	149999	1256	0.74	149000	
52000	52999	469	0.96	52000	101000	101999	887	0.76	101000	150000	150999	1263	0.74	150000	
53000	53999	479	0.92	53000	102000	102999	895	0.76	102000						
54000	54999	488	0.96	54000	103000	103999	903	0.78	103000						
55000	55999	498	1.00	55000	104000	104999	911	0.80	104000						
56000	56999	508	0.94	56000	105000	105999	919	0.80	105000						
57000	57999	517	0.98	57000	106000	106999	927	0.82	106000						

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants												Province: Ontario No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux		
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	4.80	10820	58000	58999	862	1.52	58000	107000	107999	1501	1.26	107000
10820	10999	0	4.40	11000	59000	59999	877	1.54	59000	108000	108999	1514	1.24	108000
11000	11999	50	3.64	12000	60000	60999	892	1.44	60000	109000	109999	1526	1.22	109000
12000	12999	94	3.04	13000	61000	61999	906	1.46	61000	110000	110999	1538	1.20	110000
13000	13999	130	3.50	14000	62000	62999	921	1.48	62000	111000	111999	1550	1.18	111000
14000	14999	165	3.04	15000	63000	63999	936	1.48	63000	112000	112999	1562	1.26	112000
15000	15999	195	3.00	15000	64000	64999	951	1.50	64000	113000	113999	1575	1.24	113000
16000	16999	225	3.12	16000	65000	65999	966	1.50	65000	114000	114999	1587	1.20	114000
17000	17999	256	2.06	17000	66000	66999	981	1.52	66000	115000	115999	1599	1.18	115000
18000	18999	277	1.42	18000	67000	67999	996	1.44	67000	116000	116999	1611	1.26	116000
19000	19999	291	1.46	19000	68000	68999	1010	1.34	68000	117000	117999	1624	1.24	117000
20000	20999	306	1.36	20000	69000	69999	1023	1.36	69000	118000	118999	1636	1.22	118000
21000	21999	320	1.34	21000	70000	70999	1037	1.36	70000	119000	119999	1648	1.20	119000
22000	22999	333	1.32	22000	71000	71999	1051	1.48	71000	120000	120999	1660	1.18	120000
23000	23999	346	1.28	23000	72000	72999	1066	1.14	72000	121000	121999	1672	1.26	121000
24000	24999	359	1.36	24000	73000	73999	1077	1.40	73000	122000	122999	1685	1.22	122000
25000	25999	373	1.34	25000	74000	74999	1091	1.36	74000	123000	123999	1697	1.20	123000
26000	26999	386	1.06	26000	75000	75999	1105	1.36	75000	124000	124999	1709	1.18	124000
27000	27999	397	1.14	27000	76000	76999	1119	1.36	76000	125000	125999	1721	1.26	125000
28000	28999	408	1.48	28000	77000	77999	1133	1.36	77000	126000	126999	1734	1.24	126000
29000	29999	423	1.50	29000	78000	78999	1147	1.26	78000	127000	127999	1746	1.12	127000
30000	30999	438	1.44	30000	79000	79999	1160	1.22	79000	128000	128999	1757	1.16	128000
31000	31999	452	1.48	31000	80000	80999	1172	1.24	80000	129000	129999	1769	1.20	129000
32000	32999	467	1.40	32000	81000	81999	1184	1.24	81000	130000	130999	1781	1.14	130000
33000	33999	481	1.40	33000	82000	82999	1196	1.24	82000	131000	131999	1792	1.18	131000
34000	34999	495	1.34	34000	83000	83999	1208	1.22	83000	132000	132999	1804	1.12	132000
35000	35999	508	1.38	35000	84000	84999	1220	1.18	84000	133000	133999	1815	1.16	133000
36000	36999	522	1.22	36000	85000	85999	1232	1.26	85000	134000	134999	1827	1.10	134000
37000	37999	534	1.20	37000	86000	86999	1245	1.24	86000	135000	135999	1838	1.16	135000
38000	38999	546	1.68	38000	87000	87999	1257	1.22	87000	136000	136999	1850	1.20	136000
39000	39999	563	1.64	39000	88000	88999	1269	1.20	88000	137000	137999	1862	1.14	137000
40000	40999	579	1.76	40000	89000	89999	1281	1.18	89000	138000	138999	1873	1.18	138000
41000	41999	597	1.68	41000	90000	90999	1293	1.26	90000	139000	139999	1885	1.12	139000
42000	42999	614	1.62	42000	91000	91999	1306	1.22	91000	140000	140999	1896	1.16	140000
43000	43999	630	1.68	43000	92000	92999	1318	1.20	92000	141000	141999	1908	1.20	141000
44000	44999	647	1.72	44000	93000	93999	1330	1.18	93000	142000	142999	1920	1.14	142000
45000	45999	664	1.64	45000	94000	94999	1342	1.26	94000	143000	143999	1931	1.18	143000
46000	46999	680	1.66	46000	95000	95999	1355	1.24	95000	144000	144999	1943	1.14	144000
47000	47999	697	1.78	47000	96000	96999	1367	1.22	96000	145000	145999	1954	1.18	145000
48000	48999	715	1.34	48000	97000	97999	1379	1.20	97000	146000	146999	1966	1.12	146000
49000	49999	728	1.50	49000	98000	98999	1391	1.28	98000	147000	147999	1977	1.16	147000
50000	50999	743	1.52	50000	99000	99999	1404	1.24	99000	148000	148999	1989	1.20	148000
51000	51999	758	1.54	51000	100000	100999	1416	1.22	100000	149000	149999	2001	1.14	149000
52000	52999	773	1.44	52000	101000	101999	1428	1.20	101000	150000	150999	2012	1.14	150000
53000	53999	787	1.46	53000	102000	102999	1440	1.18	102000	150000	150999	2012	1.14	150000
54000	54999	802	1.48	54000	103000	103999	1452	1.26	103000	150000	150999	2012	1.14	150000
55000	55999	817	1.48	55000	104000	104999	1465	1.24	104000	150000	150999	2012	1.14	150000
56000	56999	832	1.50	56000	105000	105999	1477	1.22	105000	150000	150999	2012	1.14	150000
57000	57999	847	1.50	57000	106000	106999	1489	1.18	106000	150000	150999	2012	1.14	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants												Province: Ontario		
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	0			58000	58999	1130	1.92	58000	107000	107999	1955	1.54	107000
10820	10999	0	5.20	10820	59000	59999	1149	1.90	59000	108000	108999	1970	1.56	108000
11000	11999	54	4.72	11000	60000	60999	1168	1.88	60000	109000	109999	1986	1.58	109000
12000	12999	101	3.92	12000	61000	61999	1187	1.88	61000	110000	110999	2002	1.62	110000
13000	13999	140	3.70	13000	62000	62999	1206	1.86	62000	111000	111999	2018	1.54	111000
14000	14999	177	3.26	14000	63000	63999	1225	1.96	63000	112000	112999	2033	1.58	112000
15000	15999	210	3.20	15000	64000	64999	1245	1.94	64000	113000	113999	2049	1.60	113000
16000	16999	242	3.38	16000	65000	65999	1264	1.92	65000	114000	114999	2065	1.52	114000
17000	17999	276	4.08	17000	66000	66999	1283	1.92	66000	115000	115999	2080	1.56	115000
18000	18999	317	4.30	18000	67000	67999	1302	1.80	67000	116000	116999	2096	1.58	116000
19000	19999	360	4.40	19000	68000	68999	1320	1.80	68000	117000	117999	2112	1.62	117000
20000	20999	404	3.74	20000	69000	69999	1338	1.78	69000	118000	118999	2128	1.54	118000
21000	21999	441	1.80	21000	70000	70999	1356	1.78	70000	119000	119999	2143	1.56	119000
22000	22999	459	1.74	22000	71000	71999	1374	1.86	71000	120000	120999	2159	1.60	120000
23000	23999	476	1.70	23000	72000	72999	1393	1.40	72000	121000	121999	2175	1.52	121000
24000	24999	493	1.76	24000	73000	73999	1407	1.86	73000	122000	122999	2190	1.56	122000
25000	25999	511	1.80	25000	74000	74999	1426	1.80	74000	123000	123999	2206	1.58	123000
26000	26999	529	1.56	26000	75000	75999	1444	1.80	75000	124000	124999	2222	1.60	124000
27000	27999	545	1.54	27000	76000	76999	1462	1.80	76000	125000	125999	2238	1.54	125000
28000	28999	560	1.58	28000	77000	77999	1480	1.80	77000	126000	126999	2253	1.56	126000
29000	29999	576	1.52	29000	78000	78999	1498	1.60	78000	127000	127999	2269	1.50	127000
30000	30999	591	1.96	30000	79000	79999	1514	1.56	79000	128000	128999	2284	1.50	128000
31000	31999	611	1.90	31000	80000	80999	1530	1.60	80000	129000	129999	2299	1.52	129000
32000	32999	630	1.86	32000	81000	81999	1546	1.62	81000	130000	130999	2314	1.52	130000
33000	33999	649	1.80	33000	82000	82999	1562	1.52	82000	131000	131999	2329	1.54	131000
34000	34999	667	1.80	34000	83000	83999	1577	1.56	83000	132000	132999	2344	1.44	132000
35000	35999	685	1.80	35000	84000	84999	1593	1.58	84000	133000	133999	2358	1.46	133000
36000	36999	703	1.60	36000	85000	85999	1609	1.62	85000	134000	134999	2373	1.48	134000
37000	37999	719	1.46	37000	86000	86999	1625	1.54	86000	135000	135999	2388	1.48	135000
38000	38999	734	1.54	38000	87000	87999	1640	1.58	87000	136000	136999	2403	1.50	136000
39000	39999	749	1.54	39000	88000	88999	1656	1.60	88000	137000	137999	2418	1.50	137000
40000	40999	764	1.66	40000	89000	89999	1672	1.52	89000	138000	138999	2433	1.52	138000
41000	41999	781	1.56	41000	90000	90999	1687	1.56	90000	139000	139999	2448	1.52	139000
42000	42999	797	2.04	42000	91000	91999	1703	1.58	91000	140000	140999	2463	1.54	140000
43000	43999	817	2.02	43000	92000	92999	1719	1.62	92000	141000	141999	2478	1.44	141000
44000	44999	837	2.08	44000	93000	93999	1735	1.54	93000	142000	142999	2492	1.46	142000
45000	45999	858	2.02	45000	94000	94999	1750	1.56	94000	143000	143999	2507	1.48	143000
46000	46999	878	2.08	46000	95000	95999	1766	1.60	95000	144000	144999	2522	1.48	144000
47000	47999	899	2.14	47000	96000	96999	1782	1.52	96000	145000	145999	2537	1.50	145000
48000	48999	920	1.78	48000	97000	97999	1797	1.56	97000	146000	146999	2552	1.50	146000
49000	49999	938	2.14	49000	98000	98999	1813	1.58	98000	147000	147999	2567	1.52	147000
50000	50999	959	2.18	50000	99000	99999	1829	1.60	99000	148000	148999	2582	1.52	148000
51000	51999	981	2.20	51000	100000	100999	1845	1.54	100000	149000	149999	2597	1.44	149000
52000	52999	1003	2.20	52000	101000	101999	1860	1.56	101000	150000	150999	2611	1.44	150000
53000	53999	1024	2.18	53000	102000	102999	1876	1.60	102000	150000	150999	2611	1.44	150000
54000	54999	1046	2.20	54000	103000	103999	1892	1.62	103000	150000	150999	2611	1.44	150000
55000	55999	1068	2.24	55000	104000	104999	1908	1.54	104000	150000	150999	2611	1.44	150000
56000	56999	1089	2.18	56000	105000	105999	1923	1.58	105000	150000	150999	2611	1.44	150000
57000	57999	1111	1.92	57000	106000	106999	1939	1.60	106000	150000	150999	2611	1.44	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants														
Province: Ontario No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Four/Quatre														
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	0	5.58	10820	58000	58999	1332	2.46	58000	107000	107999	2326	1.84	107000
10820	10999	0	5.58	10820	59000	59999	1357	2.46	59000	108000	108999	2344	1.88	108000
11000	11999	58	5.02	11000	60000	60999	1382	2.48	60000	109000	109999	2363	1.82	109000
12000	12999	108	4.20	12000	61000	61999	1407	2.48	61000	110000	110999	2381	1.86	110000
13000	13999	150	3.50	13000	62000	62999	1432	2.50	62000	111000	111999	2400	1.90	111000
14000	14999	190	3.50	14000	63000	63999	1457	2.50	63000	112000	112999	2419	1.84	112000
15000	15999	225	3.40	15000	64000	64999	1482	2.52	64000	113000	113999	2437	1.90	113000
16000	16999	259	3.66	16000	65000	65999	1507	2.32	65000	114000	114999	2456	1.84	114000
17000	17999	296	4.42	17000	66000	66999	1530	2.30	66000	115000	115999	2474	1.88	115000
18000	18999	340	4.64	18000	67000	67999	1553	2.14	67000	116000	116999	2493	1.82	116000
19000	19999	386	4.62	19000	68000	68999	1574	2.18	68000	117000	117999	2511	1.86	117000
20000	20999	432	4.16	20000	69000	69999	1596	2.14	69000	118000	118999	2530	1.90	118000
21000	21999	474	4.20	21000	70000	70999	1617	2.18	70000	119000	119999	2549	1.84	119000
22000	22999	516	4.14	22000	71000	71999	1639	2.22	71000	120000	120999	2567	1.88	120000
23000	23999	557	4.16	23000	72000	72999	1661	1.74	72000	121000	121999	2586	1.82	121000
24000	24999	599	2.30	24000	73000	73999	1678	2.22	73000	122000	122999	2604	1.88	122000
25000	25999	624	2.20	25000	74000	74999	1700	2.12	74000	123000	123999	2623	1.82	123000
26000	26999	646	1.96	26000	75000	75999	1721	2.08	75000	124000	124999	2641	1.86	124000
27000	27999	666	2.02	27000	76000	76999	1742	2.16	76000	125000	125999	2660	1.90	125000
28000	28999	686	1.94	28000	77000	77999	1764	2.14	77000	126000	126999	2679	1.84	126000
29000	29999	705	1.96	29000	78000	78999	1785	1.92	78000	127000	127999	2697	1.78	127000
30000	30999	725	1.98	30000	79000	79999	1804	1.86	79000	128000	128999	2715	1.72	128000
31000	31999	745	2.00	31000	80000	80999	1823	1.88	80000	129000	129999	2732	1.76	129000
32000	32999	765	2.14	32000	81000	81999	1842	1.88	81000	130000	130999	2750	1.80	130000
33000	33999	786	2.16	33000	82000	82999	1861	1.88	82000	131000	131999	2768	1.74	131000
34000	34999	808	2.20	34000	83000	83999	1880	1.82	83000	132000	132999	2785	1.78	132000
35000	35999	830	2.14	35000	84000	84999	1898	1.86	84000	133000	133999	2803	1.72	133000
36000	36999	851	1.96	36000	85000	85999	1917	1.80	85000	134000	134999	2820	1.76	134000
37000	37999	871	1.80	37000	86000	86999	1935	1.86	86000	135000	135999	2838	1.80	135000
38000	38999	889	1.84	38000	87000	87999	1954	1.90	87000	136000	136999	2856	1.74	136000
39000	39999	907	1.92	39000	88000	88999	1973	1.84	88000	137000	137999	2873	1.78	137000
40000	40999	926	2.08	40000	89000	89999	1991	1.88	89000	138000	138999	2891	1.72	138000
41000	41999	947	1.90	41000	90000	90999	2010	1.82	90000	139000	139999	2908	1.76	139000
42000	42999	966	1.84	42000	91000	91999	2028	1.86	91000	140000	140999	2926	1.72	140000
43000	43999	984	1.88	43000	92000	92999	2047	1.90	92000	141000	141999	2943	1.76	141000
44000	44999	1003	1.88	44000	93000	93999	2066	1.84	93000	142000	142999	2961	1.80	142000
45000	45999	1022	1.88	45000	94000	94999	2084	1.88	94000	143000	143999	2979	1.74	143000
46000	46999	1041	2.26	46000	95000	95999	2103	1.84	95000	144000	144999	2996	1.78	144000
47000	47999	1064	2.44	47000	96000	96999	2121	1.88	96000	145000	145999	3014	1.72	145000
48000	48999	1088	1.98	48000	97000	97999	2140	1.82	97000	146000	146999	3031	1.76	146000
49000	49999	1108	2.48	49000	98000	98999	2158	1.86	98000	147000	147999	3049	1.80	147000
50000	50999	1133	2.48	50000	99000	99999	2177	1.90	99000	148000	148999	3067	1.74	148000
51000	51999	1158	2.50	51000	100000	100999	2196	1.84	100000	149000	149999	3084	1.78	149000
52000	52999	1183	2.50	52000	101000	101999	2214	1.88	101000	150000	150999	3102	1.78	150000
53000	53999	1208	2.52	53000	102000	102999	2233	1.82	102000	150000	150999	3102	1.78	150000
54000	54999	1233	2.52	54000	103000	103999	2251	1.86	103000	150000	150999	3102	1.78	150000
55000	55999	1258	2.54	55000	104000	104999	2270	1.82	104000	150000	150999	3102	1.78	150000
56000	56999	1283	2.54	56000	105000	105999	2288	1.86	105000	150000	150999	3102	1.78	150000
57000	57999	1308	2.44	57000	106000	106999	2307	1.90	106000	150000	150999	3102	1.78	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants															
Province: Ontario No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Five/Cinq															
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			
		Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant			Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant			Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	
From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À
0	10819	58000	58999	1499	2.80	58000	58999	1499	2.80	58000	58999	1499	2.80	107000	107999
10820	10999	59000	59999	1527	2.74	59000	59999	1527	2.74	59000	59999	1527	2.74	108000	108999
11000	11999	60000	60999	1554	2.78	60000	60999	1554	2.78	60000	60999	1554	2.78	108000	109999
12000	12999	61000	61999	1582	2.72	61000	61999	1582	2.72	61000	61999	1582	2.72	109000	110999
13000	13999	62000	62999	1609	2.76	62000	62999	1609	2.76	62000	62999	1609	2.76	110000	111999
14000	14999	63000	63999	1637	2.80	63000	63999	1637	2.80	63000	63999	1637	2.80	111000	112999
15000	15999	64000	64999	1665	2.74	64000	64999	1665	2.74	64000	64999	1665	2.74	112000	113999
16000	16999	65000	65999	1692	2.78	65000	65999	1692	2.78	65000	65999	1692	2.78	113000	114999
17000	17999	66000	66999	1720	2.72	66000	66999	1720	2.72	66000	66999	1720	2.72	114000	115999
18000	18999	67000	67999	1747	2.66	67000	67999	1747	2.66	67000	67999	1747	2.66	115000	116999
19000	19999	68000	68999	1774	2.60	68000	68999	1774	2.60	68000	68999	1774	2.60	116000	117999
20000	20999	69000	69999	1800	2.66	69000	69999	1800	2.66	69000	69999	1800	2.66	117000	118999
21000	21999	70000	70999	1827	2.60	70000	70999	1827	2.60	70000	70999	1827	2.60	118000	119999
22000	22999	71000	71999	1853	2.76	71000	71999	1853	2.76	71000	71999	1853	2.76	119000	120999
23000	23999	72000	72999	1881	2.22	72000	72999	1881	2.22	72000	72999	1881	2.22	120000	121999
24000	24999	73000	73999	1903	2.54	73000	73999	1903	2.54	73000	73999	1903	2.54	121000	122999
25000	25999	74000	74999	1928	2.42	74000	74999	1928	2.42	74000	74999	1928	2.42	122000	123999
26000	26999	75000	75999	1952	2.40	75000	75999	1952	2.40	75000	75999	1952	2.40	123000	124999
27000	27999	76000	76999	1976	2.40	76000	76999	1976	2.40	76000	76999	1976	2.40	124000	125999
28000	28999	77000	77999	2000	2.42	77000	77999	2000	2.42	77000	77999	2000	2.42	125000	126999
29000	29999	78000	78999	2024	2.22	78000	78999	2024	2.22	78000	78999	2024	2.22	126000	127999
30000	30999	79000	79999	2046	2.20	79000	79999	2046	2.20	79000	79999	2046	2.20	127000	128999
31000	31999	80000	80999	2068	2.14	80000	80999	2068	2.14	80000	80999	2068	2.14	128000	129999
32000	32999	81000	81999	2089	2.20	81000	81999	2089	2.20	81000	81999	2089	2.20	129000	130999
33000	33999	82000	82999	2111	2.12	82000	82999	2111	2.12	82000	82999	2111	2.12	130000	131999
34000	34999	83000	83999	2132	2.12	83000	83999	2132	2.12	83000	83999	2132	2.12	131000	132999
35000	35999	84000	84999	2153	2.14	84000	84999	2153	2.14	84000	84999	2153	2.14	132000	133999
36000	36999	85000	85999	2174	2.14	85000	85999	2174	2.14	85000	85999	2174	2.14	133000	134999
37000	37999	86000	86999	2195	2.14	86000	86999	2195	2.14	86000	86999	2195	2.14	134000	135999
38000	38999	87000	87999	2216	2.14	87000	87999	2216	2.14	87000	87999	2216	2.14	135000	136999
39000	39999	88000	88999	2237	2.04	88000	88999	2237	2.04	88000	88999	2237	2.04	136000	137999
40000	40999	89000	89999	2257	2.06	89000	89999	2257	2.06	89000	89999	2257	2.06	137000	138999
41000	41999	90000	90999	2278	2.06	90000	90999	2278	2.06	90000	90999	2278	2.06	138000	139999
42000	42999	91000	91999	2299	2.06	91000	91999	2299	2.06	91000	91999	2299	2.06	139000	140999
43000	43999	92000	92999	2320	2.06	92000	92999	2320	2.06	92000	92999	2320	2.06	140000	141999
44000	44999	93000	93999	2341	2.06	93000	93999	2341	2.06	93000	93999	2341	2.06	141000	142999
45000	45999	94000	94999	2362	2.08	94000	94999	2362	2.08	94000	94999	2362	2.08	142000	143999
46000	46999	95000	95999	2383	2.08	95000	95999	2383	2.08	95000	95999	2383	2.08	143000	144999
47000	47999	96000	96999	2404	2.08	96000	96999	2404	2.08	96000	96999	2404	2.08	144000	145999
48000	48999	97000	97999	2425	2.08	97000	97999	2425	2.08	97000	97999	2425	2.08	145000	146999
49000	49999	98000	98999	2446	2.10	98000	98999	2446	2.10	98000	98999	2446	2.10	146000	147999
50000	50999	99000	99999	2467	2.10	99000	99999	2467	2.10	99000	99999	2467	2.10	147000	148999
51000	51999	100000	100999	2488	2.10	100000	100999	2488	2.10	100000	100999	2488	2.10	148000	149999
52000	52999	101000	101999	2509	2.10	101000	101999	2509	2.10	101000	101999	2509	2.10	149000	150999
53000	53999	102000	102999	2530	2.10	102000	102999	2530	2.10	102000	102999	2530	2.10	150000	151999
54000	54999	103000	103999	2551	2.12	103000	103999	2551	2.12	103000	103999	2551	2.12	151000	152999
55000	55999	104000	104999	2572	2.12	104000	104999	2572	2.12	104000	104999	2572	2.12	152000	153999
56000	56999	105000	105999	2593	2.12	105000	105999	2593	2.12	105000	105999	2593	2.12	153000	154999
57000	57999	106000	106999	2614	2.12	106000	106999	2614	2.12	106000	106999	2614	2.12	154000	155999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants												Province: Ontario		
Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Six or more/Six ou plus		
From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	
0	10819		0			58000	58999		1640	3.02	58000	107000	107999	2896
10820	10999		0	5.58	10820	59000	59999		1670	3.02	59000	108000	108999	2919
11000	11999		58	5.02	11000	60000	60999		1700	3.04	60000	109000	109999	2942
12000	12999		108	4.20	12000	61000	61999		1730	2.94	61000	110000	110999	2965
13000	13999		150	3.50	13000	62000	62999		1759	2.96	62000	111000	111999	2988
14000	14999		190	3.50	14000	63000	63999		1789	2.96	63000	112000	112999	3011
15000	15999		225	3.40	15000	64000	64999		1819	2.98	64000	113000	113999	3034
16000	16999		259	3.66	16000	65000	65999		1849	2.98	65000	114000	114999	3057
17000	17999		296	4.42	17000	66000	66999		1879	3.00	66000	115000	115999	3080
18000	18999		340	4.64	18000	67000	67999		1909	2.92	67000	116000	116999	3103
19000	19999		386	4.62	19000	68000	68999		1938	2.84	68000	117000	117999	3126
20000	20999		432	4.16	20000	69000	69999		1966	2.86	69000	118000	118999	3149
21000	21999		474	4.20	21000	70000	70999		1995	2.88	70000	119000	119999	3172
22000	22999		516	4.14	22000	71000	71999		2024	2.90	71000	120000	120999	3195
23000	23999		557	4.16	23000	72000	72999		2053	2.36	72000	121000	121999	3218
24000	24999		599	4.20	24000	73000	73999		2077	2.90	73000	122000	122999	3241
25000	25999		641	4.54	25000	74000	74999		2106	2.96	74000	123000	123999	3264
26000	26999		686	4.60	26000	75000	75999		2136	2.94	75000	124000	124999	3287
27000	27999		732	4.70	27000	76000	76999		2165	2.92	76000	125000	125999	3310
28000	28999		779	4.64	28000	77000	77999		2194	2.92	77000	126000	126999	3333
29000	29999		825	4.68	29000	78000	78999		2223	2.70	78000	127000	127999	3356
30000	30999		872	4.62	30000	79000	79999		2250	2.38	79000	128000	128999	3378
31000	31999		918	4.66	31000	80000	80999		2274	2.38	80000	129000	129999	3399
32000	32999		965	4.38	32000	81000	81999		2298	2.40	81000	130000	130999	3421
33000	33999		1009	2.42	33000	82000	82999		2322	2.30	82000	131000	131999	3443
34000	34999		1033	2.40	34000	83000	83999		2345	2.32	83000	132000	132999	3465
35000	35999		1057	2.46	35000	84000	84999		2368	2.32	84000	133000	133999	3486
36000	36999		1082	2.24	36000	85000	85999		2391	2.32	85000	134000	134999	3508
37000	37999		1104	2.26	37000	86000	86999		2414	2.32	86000	135000	135999	3530
38000	38999		1127	2.32	38000	87000	87999		2437	2.32	87000	136000	136999	3552
39000	39999		1150	2.46	39000	88000	88999		2460	2.32	88000	137000	137999	3573
40000	40999		1175	2.68	40000	89000	89999		2483	2.32	89000	138000	138999	3595
41000	41999		1202	2.44	41000	90000	90999		2506	2.32	90000	139000	139999	3617
42000	42999		1226	2.34	42000	91000	91999		2529	2.34	91000	140000	140999	3639
43000	43999		1249	2.46	43000	92000	92999		2552	2.34	92000	141000	141999	3660
44000	44999		1274	2.42	44000	93000	93999		2575	2.34	93000	142000	142999	3682
45000	45999		1298	2.48	45000	94000	94999		2598	2.34	94000	143000	143999	3704
46000	46999		1323	2.42	46000	95000	95999		2621	2.34	95000	144000	144999	3726
47000	47999		1347	2.58	47000	96000	96999		2644	2.34	96000	145000	145999	3747
48000	48999		1373	2.02	48000	97000	97999		2667	2.34	97000	146000	146999	3769
49000	49999		1393	2.62	49000	98000	98999		2690	2.24	98000	147000	147999	3791
50000	50999		1419	2.62	50000	99000	99999		2712	2.26	99000	148000	148999	3813
51000	51999		1445	2.62	51000	100000	100999		2735	2.26	100000	149000	149999	3834
52000	52999		1471	2.62	52000	101000	101999		2758	2.26	101000	150000	150999	3856
53000	53999		1497	2.62	53000	102000	102999		2781	2.26	102000	ou plus		
54000	54999		1523	2.72	54000	103000	103999		2804	2.26	103000			
55000	55999		1550	3.00	55000	104000	104999		2827	2.26	104000			
56000	56999		1580	3.00	56000	105000	105999		2850	2.26	105000			
57000	57999		1610	3.02	57000	106000	106999		2873	2.26	106000			

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Québec/Québec											
No. of Children/N ^{os} d'enfants: One/Un											
Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		
From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819		0	1.58	10820	58000	58999		515	0.90	58000
10820	10999		14	1.62	11000	59000	59999		524	0.84	59000
11000	11999		30	1.54	12000	60000	60999		532	0.88	60000
12000	12999		46	1.58	13000	61000	61999		541	0.82	61000
13000	13999		61	1.60	14000	62000	62999		549	0.88	62000
14000	14999		77	1.54	15000	63000	63999		558	0.82	63000
15000	15999		93	1.56	16000	64000	64999		566	0.86	64000
16000	16999		108	1.60	17000	65000	65999		575	0.80	65000
17000	17999		124	1.52	18000	66000	66999		583	0.86	66000
18000	18999		140	1.56	19000	67000	67999		592	0.90	67000
19000	19999		155	1.52	20000	68000	68999		601	0.84	68000
20000	20999		171	1.58	21000	69000	69999		609	0.88	69000
21000	21999		187	1.52	22000	70000	70999		618	0.82	70000
22000	22999		202	1.56	23000	71000	71999		626	0.88	71000
23000	23999		218	1.48	24000	72000	72999		635	0.82	72000
24000	24999		233	0.82	25000	73000	73999		643	0.86	73000
25000	25999		248	0.80	26000	74000	74999		652	0.90	74000
26000	26999		246	0.94	27000	75000	75999		661	0.84	75000
27000	27999		255	0.92	28000	76000	76999		669	0.90	76000
28000	28999		264	0.90	29000	77000	77999		678	0.84	77000
29000	29999		273	0.88	30000	78000	78999		686	0.78	78000
30000	30999		282	0.86	31000	79000	79999		694	0.76	79000
31000	31999		291	0.86	32000	80000	80999		702	0.76	80000
32000	32999		300	0.86	33000	81000	81999		710	0.76	81000
33000	33999		309	0.82	34000	82000	82999		718	0.76	82000
34000	34999		317	0.82	35000	83000	83999		726	0.72	83000
35000	35999		325	0.82	36000	84000	84999		733	0.76	84000
36000	36999		333	0.80	37000	85000	85999		741	0.70	85000
37000	37999		341	0.80	38000	86000	86999		748	0.76	86000
38000	38999		349	0.80	39000	87000	87999		756	0.80	87000
39000	39999		357	0.80	40000	88000	88999		764	0.74	88000
40000	40999		365	0.90	41000	89000	89999		771	0.80	89000
41000	41999		374	0.74	42000	90000	90999		779	0.74	90000
42000	42999		381	0.76	43000	91000	91999		786	0.78	91000
43000	43999		389	0.78	44000	92000	92999		794	0.72	92000
44000	44999		397	0.78	45000	93000	93999		801	0.78	93000
45000	45999		405	0.80	46000	94000	94999		809	0.72	94000
46000	46999		413	0.80	47000	95000	95999		816	0.76	95000
47000	47999		421	0.80	48000	96000	96999		824	0.72	96000
48000	48999		429	0.86	49000	97000	97999		831	0.76	97000
49000	49999		438	0.90	50000	98000	98999		839	0.70	98000
50000	50999		447	0.84	51000	99000	99999		846	0.76	99000
51000	51999		455	0.88	52000	100000	100999		854	0.80	100000
52000	52999		464	0.84	53000	101000	101999		862	0.74	101000
53000	53999		472	0.88	54000	102000	102999		869	0.78	102000
54000	54999		481	0.82	55000	103000	103999		877	0.74	103000
55000	55999		489	0.86	56000	104000	104999		884	0.78	104000
56000	56999		498	0.80	57000	105000	105999		892	0.72	105000
57000	57999		506	0.86		106000	106999		899	0.78	106000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Québec/Québec No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0			58000	58999	829	1.38	58000	107000	107999
10820	10999	60	4.64	10820	59000	59999	843	1.34	59000	108000	108999
11000	11999	106	3.58	11000	60000	60999	856	1.32	60000	109000	109999
12000	12999	142	2.98	12000	61000	61999	869	1.28	61000	110000	110999
13000	13999	172	2.92	13000	62000	62999	882	1.36	62000	111000	111999
14000	14999	201	2.76	14000	63000	63999	896	1.32	63000	112000	112999
15000	15999	229	2.50	15000	64000	64999	909	1.28	64000	113000	113999
16000	16999	254	2.36	16000	65000	65999	922	1.36	65000	114000	114999
17000	17999	278	2.48	17000	66000	66999	936	1.32	66000	115000	115999
18000	18999	303	3.10	18000	67000	67999	949	1.30	67000	116000	116999
19000	19999	334	1.72	19000	68000	68999	962	1.36	68000	117000	117999
20000	20999	351	1.06	20000	69000	69999	976	1.34	69000	118000	118999
21000	21999	362	1.10	21000	70000	70999	989	1.30	70000	119000	119999
22000	22999	373	1.02	22000	71000	71999	1002	1.36	71000	120000	120999
23000	23999	383	1.06	23000	72000	72999	1016	1.34	72000	121000	121999
24000	24999	394	1.10	24000	73000	73999	1029	1.30	73000	122000	122999
25000	25999	405	1.04	25000	74000	74999	1042	1.38	74000	123000	123999
26000	26999	415	1.18	26000	75000	75999	1056	1.34	75000	124000	124999
27000	27999	427	1.24	27000	76000	76999	1069	1.32	76000	125000	125999
28000	28999	439	1.42	28000	77000	77999	1082	1.38	77000	126000	126999
29000	29999	453	1.40	29000	78000	78999	1096	1.24	78000	127000	127999
30000	30999	467	1.38	30000	79000	79999	1108	1.28	79000	128000	128999
31000	31999	481	1.36	31000	80000	80999	1121	1.24	80000	129000	129999
32000	32999	495	1.26	32000	81000	81999	1133	1.20	81000	130000	130999
33000	33999	508	1.26	33000	82000	82999	1145	1.16	82000	131000	131999
34000	34999	521	1.20	34000	83000	83999	1157	1.18	83000	132000	132999
35000	35999	533	1.26	35000	84000	84999	1169	1.22	84000	133000	133999
36000	36999	546	1.20	36000	85000	85999	1181	1.14	85000	134000	134999
37000	37999	558	1.24	37000	86000	86999	1192	1.16	86000	135000	135999
38000	38999	571	1.30	38000	87000	87999	1204	1.20	87000	136000	136999
39000	39999	584	1.24	39000	88000	88999	1216	1.22	88000	137000	137999
40000	40999	596	1.30	40000	89000	89999	1228	1.14	89000	138000	138999
41000	41999	609	1.18	41000	90000	90999	1239	1.18	90000	139000	139999
42000	42999	621	1.16	42000	91000	91999	1251	1.20	91000	140000	140999
43000	43999	633	1.26	43000	92000	92999	1263	1.16	92000	141000	141999
44000	44999	646	1.22	44000	93000	93999	1274	1.16	93000	142000	142999
45000	45999	658	1.28	45000	94000	94999	1286	1.18	94000	143000	143999
46000	46999	671	1.24	46000	95000	95999	1298	1.20	95000	144000	144999
47000	47999	683	1.30	47000	96000	96999	1310	1.14	96000	145000	145999
48000	48999	696	1.30	48000	97000	97999	1321	1.16	97000	146000	146999
49000	49999	709	1.36	49000	98000	98999	1333	1.18	98000	147000	147999
50000	50999	723	1.34	50000	99000	99999	1345	1.22	99000	148000	148999
51000	51999	736	1.30	51000	100000	100999	1357	1.14	100000	149000	149999
52000	52999	749	1.36	52000	101000	101999	1368	1.18	101000	150000	150999
53000	53999	763	1.34	53000	102000	102999	1380	1.20	102000	150000	150999
54000	54999	776	1.30	54000	103000	103999	1392	1.12	103000	150000	150999
55000	55999	789	1.38	55000	104000	104999	1403	1.16	104000	150000	150999
56000	56999	803	1.34	56000	105000	105999	1415	1.18	105000	150000	150999
57000	57999	816	1.30	57000	106000	106999	1427	1.20	106000	150000	150999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Québec/Québec No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0	4.98	10820	58000	58999	1081	1.74	58000	107000	107999
10820	10999	64	3.86	11000	59000	59999	1098	1.74	59000	108000	108999
11000	11999	114	3.20	12000	60000	60999	1115	1.72	60000	109000	109999
12000	12999	153	3.02	13000	61000	61999	1132	1.70	61000	110000	110999
13000	13999	185	3.20	14000	62000	62999	1149	1.68	62000	111000	111999
14000	14999	217	2.72	15000	63000	63999	1166	1.68	63000	112000	112999
15000	15999	247	2.50	16000	64000	64999	1183	1.68	64000	113000	113999
16000	16999	274	2.66	17000	65000	65999	1200	1.74	65000	114000	114999
17000	17999	299	3.36	18000	66000	66999	1218	1.74	66000	115000	115999
18000	18999	326	3.84	19000	67000	67999	1235	1.74	67000	116000	116999
19000	19999	360	3.80	20000	68000	68999	1252	1.72	68000	117000	117999
20000	20999	398	3.86	21000	69000	69999	1269	1.70	69000	118000	118999
21000	21999	436	3.30	22000	70000	70999	1286	1.68	70000	119000	119999
22000	22999	475	1.56	23000	71000	71999	1303	1.68	71000	120000	120999
23000	23999	508	1.54	24000	72000	72999	1320	1.66	72000	121000	121999
24000	24999	524	1.54	25000	73000	73999	1337	1.66	73000	122000	122999
25000	25999	539	1.54	26000	74000	74999	1354	1.74	74000	123000	123999
26000	26999	554	1.46	27000	75000	75999	1372	1.74	75000	124000	124999
27000	27999	569	1.56	28000	76000	76999	1389	1.72	76000	125000	125999
28000	28999	584	1.54	29000	77000	77999	1406	1.60	77000	126000	126999
29000	29999	600	1.88	30000	78000	78999	1423	1.58	78000	127000	127999
30000	30999	615	1.66	31000	79000	79999	1439	1.58	79000	128000	128999
31000	31999	634	1.60	32000	80000	80999	1455	1.58	80000	129000	129999
32000	32999	651	1.56	33000	81000	81999	1471	1.48	81000	130000	130999
33000	33999	668	1.58	34000	82000	82999	1487	1.48	82000	131000	131999
34000	34999	684	1.56	35000	83000	83999	1502	1.46	83000	132000	132999
35000	35999	700	1.64	36000	84000	84999	1517	1.46	84000	133000	133999
36000	36999	716	1.64	37000	85000	85999	1532	1.56	85000	134000	134999
37000	37999	732	1.64	38000	86000	86999	1547	1.54	86000	135000	135999
38000	38999	749	1.52	39000	87000	87999	1563	1.54	87000	136000	136999
39000	39999	765	1.52	40000	88000	88999	1578	1.52	88000	137000	137999
40000	40999	781	1.56	41000	89000	89999	1593	1.52	89000	138000	138999
41000	41999	798	1.56	42000	90000	90999	1608	1.52	90000	139000	139999
42000	42999	813	1.62	43000	91000	91999	1623	1.50	91000	140000	140999
43000	43999	829	1.62	44000	92000	92999	1638	1.50	92000	141000	141999
44000	44999	845	1.64	45000	93000	93999	1653	1.48	93000	142000	142999
45000	45999	861	1.66	46000	94000	94999	1668	1.48	94000	143000	143999
46000	46999	877	1.66	47000	95000	95999	1683	1.48	95000	144000	144999
47000	47999	892	1.66	48000	96000	96999	1698	1.46	96000	145000	145999
48000	48999	909	1.72	49000	97000	97999	1713	1.56	97000	146000	146999
49000	49999	926	1.70	50000	98000	98999	1728	1.54	98000	147000	147999
50000	50999	944	1.72	51000	99000	99999	1744	1.54	99000	148000	148999
51000	51999	961	1.70	52000	100000	100999	1759	1.54	100000	149000	149999
52000	52999	978	1.70	53000	101000	101999	1774	1.52	101000	150000	150999
53000	53999	995	1.70	54000	102000	102999	1789	1.52	102000	150000	150999
54000	54999	1012	1.68	55000	103000	103999	1804	1.50	103000	150000	150999
55000	55999	1029	1.66	56000	104000	104999	1819	1.50	104000	150000	150999
56000	56999	1046	1.76	57000	105000	105999	1834	1.50	105000	150000	150999
57000	57999	1063	1.76		106000	106999	1849	1.50	106000	150000	150999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants														
Province: <i>Quebec/Québec</i>														
No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Four/Quatre														
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)				
From/De	To/À	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/À	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/À			
0	10819	0	5.42	10820	58000	58999	1286	1.98	58000	107000	107999	2212	1.78	107000
10820	10999	69	4.14	11000	59000	59999	1306	2.06	59000	108000	108999	2230	1.78	108000
11000	11999	123	3.40	12000	60000	60999	1327	2.04	60000	109000	109999	2248	1.80	109000
12000	12999	164	3.38	13000	61000	61999	1347	2.00	61000	110000	110999	2266	1.82	110000
13000	13999	198	3.16	14000	62000	62999	1367	1.98	62000	111000	111999	2284	1.74	111000
14000	14999	232	2.86	15000	63000	63999	1387	2.06	63000	112000	112999	2301	1.76	112000
15000	15999	264	2.76	16000	64000	64999	1408	2.04	64000	113000	113999	2319	1.78	113000
16000	16999	293	2.92	17000	65000	65999	1428	2.02	65000	114000	114999	2337	1.80	114000
17000	17999	321	3.52	18000	66000	66999	1448	2.00	66000	115000	115999	2355	1.82	115000
18000	18999	350	4.08	19000	67000	67999	1468	2.06	67000	116000	116999	2373	1.84	116000
19000	19999	385	4.16	20000	68000	68999	1489	2.04	68000	117000	117999	2391	1.74	117000
20000	20999	426	4.14	21000	69000	69999	1509	2.02	69000	118000	118999	2408	1.76	118000
21000	21999	468	4.12	22000	70000	70999	1529	2.00	70000	119000	119999	2426	1.78	119000
22000	22999	509	4.08	23000	71000	71999	1549	1.98	71000	120000	120999	2444	1.80	120000
23000	23999	550	4.16	24000	72000	72999	1569	2.06	72000	121000	121999	2462	1.82	121000
24000	24999	591	3.44	25000	73000	73999	1590	2.02	73000	122000	122999	2480	1.74	122000
25000	25999	633	1.90	26000	74000	74999	1610	2.00	74000	123000	123999	2497	1.76	123000
26000	26999	667	1.88	27000	75000	75999	1630	1.98	75000	124000	124999	2515	1.78	124000
27000	27999	686	1.92	28000	76000	76999	1650	2.06	76000	125000	125999	2533	1.80	125000
28000	28999	705	1.90	29000	77000	77999	1671	2.04	77000	126000	126999	2551	1.80	126000
29000	29999	724	1.84	30000	78000	78999	1691	1.92	78000	127000	127999	2569	1.72	127000
30000	30999	742	1.86	31000	79000	79999	1710	1.90	79000	128000	128999	2586	1.72	128000
31000	31999	761	1.80	32000	80000	80999	1729	1.92	80000	129000	129999	2603	1.72	129000
32000	32999	779	1.98	33000	81000	81999	1748	1.90	81000	130000	130999	2620	1.72	130000
33000	33999	799	1.92	34000	82000	82999	1767	1.82	82000	131000	131999	2637	1.72	131000
34000	34999	818	1.92	35000	83000	83999	1785	1.74	83000	132000	132999	2654	1.72	132000
35000	35999	837	1.92	36000	84000	84999	1802	1.76	84000	133000	133999	2671	1.72	133000
36000	36999	856	1.92	37000	85000	85999	1820	1.78	85000	134000	134999	2688	1.72	134000
37000	37999	875	1.92	38000	86000	86999	1838	1.80	86000	135000	135999	2705	1.72	135000
38000	38999	894	1.92	39000	87000	87999	1856	1.82	87000	136000	136999	2722	1.72	136000
39000	39999	913	1.90	40000	88000	88999	1874	1.74	88000	137000	137999	2739	1.72	137000
40000	40999	932	1.80	41000	89000	89999	1891	1.76	89000	138000	138999	2756	1.72	138000
41000	41999	952	1.86	42000	90000	90999	1909	1.78	90000	139000	139999	2773	1.72	139000
42000	42999	970	1.86	43000	91000	91999	1927	1.78	91000	140000	140999	2790	1.72	140000
43000	43999	989	1.84	44000	92000	92999	1945	1.80	92000	141000	141999	2807	1.72	141000
44000	44999	1008	1.86	45000	93000	93999	1963	1.82	93000	142000	142999	2824	1.72	142000
45000	45999	1026	1.88	46000	94000	94999	1981	1.74	94000	143000	143999	2841	1.72	143000
46000	46999	1045	2.00	47000	95000	95999	1998	1.76	95000	144000	144999	2858	1.72	144000
47000	47999	1064	2.00	48000	96000	96999	2016	1.78	96000	145000	145999	2875	1.72	145000
48000	48999	1084	2.00	49000	97000	97999	2034	1.80	97000	146000	146999	2892	1.72	146000
49000	49999	1104	2.06	50000	98000	98999	2052	1.82	98000	147000	147999	2909	1.72	147000
50000	50999	1124	2.04	51000	99000	99999	2070	1.84	99000	148000	148999	2926	1.72	148000
51000	51999	1145	2.02	52000	100000	100999	2088	1.74	100000	149000	149999	2943	1.72	149000
52000	52999	1165	2.02	53000	101000	101999	2105	1.76	101000	150000	150999	2960	1.72	150000
53000	53999	1185	2.08	54000	102000	102999	2123	1.78	102000					
54000	54999	1205	2.04	55000	103000	103999	2141	1.80	103000					
55000	55999	1226	2.02	56000	104000	104999	2159	1.82	104000					
56000	56999	1246	2.02	57000	105000	105999	2177	1.74	105000					
57000	57999	1266	2.00		106000	106999	2194	1.76	106000					

Federal Child Support Tables/ Tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants																
Province: Québec/Québec		No. of Children/N ^o d'enfants: Five/Cinq		Income/Revenu		Monthly Award/Paiement mensuel			Income/Revenu		Monthly Award/Paiement mensuel					
From/De	To/A	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	58000	58999	0	5.42	10820	58000	58999	1458	2.24	58000	107000	107999	2502	1.96	107000
10820	10999	59000	59999	69	4.14	11000	59000	59999	1480	2.26	59000	108000	108999	2522	2.06	108000
11000	11999	60000	60999	123	3.40	12000	60000	60999	1503	2.28	60000	109000	109999	2543	2.04	109000
12000	12999	61000	61999	164	3.38	13000	61000	61999	1526	2.30	61000	110000	110999	2563	2.02	110000
13000	13999	62000	62999	198	3.16	14000	62000	62999	1549	2.32	62000	111000	111999	2583	2.02	111000
14000	14999	63000	63999	232	2.86	15000	63000	63999	1572	2.24	63000	112000	112999	2603	2.00	112000
15000	15999	64000	64999	264	2.76	16000	64000	64999	1595	2.24	64000	113000	113999	2623	2.00	113000
16000	16999	65000	65999	293	2.92	17000	65000	65999	1617	2.26	65000	114000	114999	2643	1.98	114000
17000	17999	66000	66999	321	3.52	18000	66000	66999	1640	2.28	66000	115000	115999	2663	1.98	115000
18000	18999	67000	67999	350	4.08	19000	67000	67999	1663	2.30	67000	116000	116999	2683	1.96	116000
19000	19999	68000	68999	385	4.16	20000	68000	68999	1686	2.32	68000	117000	117999	2703	2.06	117000
20000	20999	69000	69999	426	4.14	21000	69000	69999	1709	2.34	69000	118000	118999	2724	2.04	118000
21000	21999	70000	70999	468	4.12	22000	70000	70999	1732	2.24	70000	119000	119999	2744	2.04	119000
22000	22999	71000	71999	509	4.08	23000	71000	71999	1754	2.26	71000	120000	120999	2764	2.02	120000
23000	23999	72000	72999	550	4.16	24000	72000	72999	1777	2.28	72000	121000	121999	2784	2.02	121000
24000	24999	73000	73999	591	4.14	25000	73000	73999	1800	2.30	73000	122000	122999	2804	2.00	122000
25000	25999	74000	74999	633	4.12	26000	74000	74999	1823	2.32	74000	123000	123999	2824	2.00	123000
26000	26999	75000	75999	674	4.10	27000	75000	75999	1846	2.24	75000	124000	124999	2844	1.98	124000
27000	27999	76000	76999	715	4.08	28000	76000	76999	1868	2.26	76000	125000	125999	2864	1.96	125000
28000	28999	77000	77999	756	4.16	29000	77000	77999	1891	2.28	77000	126000	126999	2884	2.06	126000
29000	29999	78000	78999	797	4.14	30000	78000	78999	1914	2.18	78000	127000	127999	2905	1.94	127000
30000	30999	79000	79999	839	3.24	31000	79000	79999	1936	2.12	79000	128000	128999	2924	1.92	128000
31000	31999	80000	80999	871	2.14	32000	80000	80999	1957	2.10	80000	129000	129999	2943	1.90	129000
32000	32999	81000	81999	892	1.94	33000	81000	81999	1978	2.16	81000	130000	130999	2962	1.90	130000
33000	33999	82000	82999	911	1.88	33000	82000	82999	2000	2.04	82000	131000	131999	2981	1.88	131000
34000	34999	83000	83999	930	2.10	34000	83000	83999	2020	2.02	83000	132000	132999	3000	1.96	132000
35000	35999	84000	84999	951	2.14	35000	84000	84999	2040	2.00	84000	133000	133999	3020	1.94	133000
36000	36999	85000	85999	972	2.10	36000	85000	85999	2060	2.00	85000	134000	134999	3039	1.92	134000
37000	37999	86000	86999	993	2.16	37000	86000	86999	2080	1.98	86000	135000	135999	3058	1.90	135000
38000	38999	87000	87999	1015	2.10	38000	87000	87999	2100	1.98	87000	136000	136999	3077	1.88	136000
39000	39999	88000	88999	1036	2.22	39000	88000	88999	2120	1.96	88000	137000	137999	3096	1.96	137000
40000	40999	89000	89999	1058	2.06	40000	89000	89999	2140	2.06	89000	138000	138999	3116	1.94	138000
41000	41999	90000	90999	1080	2.08	41000	90000	90999	2161	2.04	90000	139000	139999	3135	1.94	139000
42000	42999	91000	91999	1101	2.10	42000	91000	91999	2181	2.04	91000	140000	140999	3154	1.92	140000
43000	43999	92000	92999	1122	2.10	43000	92000	92999	2201	2.02	92000	141000	141999	3173	1.90	141000
44000	44999	93000	93999	1143	2.16	44000	93000	93999	2221	2.02	93000	142000	142999	3192	1.88	142000
45000	45999	94000	94999	1164	2.14	45000	94000	94999	2241	2.00	94000	143000	143999	3211	1.96	143000
46000	46999	95000	95999	1186	2.14	46000	95000	95999	2261	2.00	95000	144000	144999	3231	1.94	144000
47000	47999	96000	96999	1207	2.22	47000	96000	96999	2281	1.98	96000	145000	145999	3250	1.92	145000
48000	48999	97000	97999	1229	2.28	48000	97000	97999	2301	1.96	97000	146000	146999	3269	1.90	146000
49000	49999	98000	98999	1252	2.26	49000	98000	98999	2321	2.06	98000	147000	147999	3288	1.88	147000
50000	50999	99000	99999	1275	2.30	50000	99000	99999	2342	2.04	99000	148000	148999	3307	1.86	148000
51000	51999	100000	100999	1298	2.32	51000	100000	100999	2362	2.04	100000	149000	149999	3326	1.96	149000
52000	52999	101000	101999	1321	2.24	52000	101000	101999	2382	2.02	101000	150000	150999	3346	1.96	150000
53000	53999	102000	102999	1343	2.26	53000	102000	102999	2402	2.02	102000	150000	150999	3346	1.96	150000
54000	54999	103000	103999	1366	2.28	54000	103000	103999	2422	2.00	103000	150000	150999	3346	1.96	150000
55000	55999	104000	104999	1389	2.28	55000	104000	104999	2442	2.00	104000	150000	150999	3346	1.96	150000
56000	56999	105000	105999	1412	2.30	56000	105000	105999	2462	1.98	105000	150000	150999	3346	1.96	150000
57000	57999	106000	106999	1435	2.32	57000	106000	106999	2482	1.98	106000	150000	150999	3346	1.96	150000

Province: <i>Quebec/Québec</i>											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			No. of Children/N ^{bre} d' enfants: Six or more/Six ou plus	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0			58000	58999	1603	2.54	58000	107000	107999
10820	10999	69	5.42	10820	59000	59999	1628	2.54	59000	108000	108999
11000	11999	123	4.14	11000	60000	60999	1653	2.54	60000	109000	109999
12000	12999	164	3.40	12000	61000	61999	1678	2.54	61000	110000	110999
13000	13999	198	3.38	13000	62000	62999	1703	2.52	62000	111000	111999
14000	14999	232	3.16	14000	63000	63999	1728	2.52	63000	112000	112999
15000	15999	264	2.86	15000	64000	64999	1753	2.52	64000	113000	113999
16000	16999	293	2.76	16000	65000	65999	1778	2.52	65000	114000	114999
17000	17999	321	2.92	17000	66000	66999	1803	2.52	66000	115000	115999
18000	18999	350	3.52	18000	67000	67999	1828	2.52	67000	116000	116999
19000	19999	385	4.08	19000	68000	68999	1853	2.52	68000	117000	117999
20000	20999	426	4.16	20000	69000	69999	1878	2.52	69000	118000	118999
21000	21999	468	4.14	21000	70000	70999	1903	2.52	70000	119000	119999
22000	22999	509	4.12	22000	71000	71999	1928	2.52	71000	120000	120999
23000	23999	550	4.08	23000	72000	72999	1953	2.50	72000	121000	121999
24000	24999	591	4.16	24000	73000	73999	1978	2.50	73000	122000	122999
25000	25999	633	4.14	25000	74000	74999	2003	2.50	74000	123000	123999
26000	26999	674	4.12	26000	75000	75999	2028	2.50	75000	124000	124999
27000	27999	715	4.10	27000	76000	76999	2053	2.50	76000	125000	125999
28000	28999	756	4.08	28000	77000	77999	2078	2.50	77000	126000	126999
29000	29999	797	4.16	29000	78000	78999	2103	2.40	78000	127000	127999
30000	30999	839	4.14	30000	79000	79999	2127	2.32	79000	128000	128999
31000	31999	880	4.02	31000	80000	80999	2150	2.30	80000	129000	129999
32000	32999	920	3.78	32000	81000	81999	2173	2.36	81000	130000	130999
33000	33999	958	3.62	33000	82000	82999	2197	2.22	82000	131000	131999
34000	34999	994	3.60	34000	83000	83999	2219	2.22	83000	132000	132999
35000	35999	1030	3.58	35000	84000	84999	2241	2.20	84000	133000	133999
36000	36999	1066	2.76	36000	85000	85999	2263	2.20	85000	134000	134999
37000	37999	1094	2.32	37000	86000	86999	2285	2.20	86000	135000	135999
38000	38999	1117	2.36	38000	87000	87999	2307	2.20	87000	136000	136999
39000	39999	1141	2.30	39000	88000	88999	2329	2.20	88000	137000	137999
40000	40999	1164	2.48	40000	89000	89999	2351	2.18	89000	138000	138999
41000	41999	1189	2.28	41000	90000	90999	2373	2.18	90000	139000	139999
42000	42999	1212	2.30	42000	91000	91999	2395	2.18	91000	140000	140999
43000	43999	1235	2.32	43000	92000	92999	2417	2.18	92000	141000	141999
44000	44999	1258	2.30	44000	93000	93999	2439	2.18	93000	142000	142999
45000	45999	1281	2.28	45000	94000	94999	2461	2.16	94000	143000	143999
46000	46999	1304	2.36	46000	95000	95999	2483	2.16	95000	144000	144999
47000	47999	1328	2.42	47000	96000	96999	2505	2.16	96000	145000	145999
48000	48999	1352	2.46	48000	97000	97999	2527	2.16	97000	146000	146999
49000	49999	1377	2.46	49000	98000	98999	2549	2.26	98000	147000	147999
50000	50999	1402	2.46	50000	99000	99999	2572	2.24	99000	148000	148999
51000	51999	1427	2.46	51000	100000	100999	2594	2.24	100000	149000	149999
52000	52999	1452	2.56	52000	101000	101999	2616	2.24	101000	150000	150999
53000	53999	1478	2.54	53000	102000	102999	2638	2.24	102000	ou plus	ou plus
54000	54999	1503	2.54	54000	103000	103999	2660	2.24	103000		
55000	55999	1528	2.54	55000	104000	104999	2682	2.22	104000		
56000	56999	1553	2.54	56000	105000	105999	2704	2.22	105000		
57000	57999	1578	2.54	57000	106000	106999	2726	2.22	106000		

Province: Nova Scotia/Nouvelle-Écosse No. of Children/N ^o d'enfants: One/Un													
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Income/Revenu (\$)							
From/De		To/A		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)			
				Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0	10820	58000	58999	490	0.92	58000	107000	107999	892	0.80	107000
10820	10999	1	10820	59000	59999	499	0.84	59000	108000	108999	900	0.82	108000
11000	11999	15	11000	60000	60999	507	0.90	60000	109000	109999	908	0.74	109000
12000	12999	29	12000	61000	61999	516	0.84	61000	110000	110999	915	0.76	110000
13000	13999	43	13000	62000	62999	524	0.88	62000	111000	111999	923	0.78	111000
14000	14999	56	14000	63000	63999	533	0.84	63000	112000	112999	931	0.78	112000
15000	15999	70	15000	64000	64999	541	0.88	64000	113000	113999	939	0.80	113000
16000	16999	84	16000	65000	65999	550	0.84	65000	114000	114999	947	0.82	114000
17000	17999	98	17000	66000	66999	558	0.88	66000	115000	115999	955	0.84	115000
18000	18999	111	18000	67000	67999	567	0.84	67000	116000	116999	963	0.74	116000
19000	19999	125	19000	68000	68999	575	0.88	68000	117000	117999	970	0.76	117000
20000	20999	139	20000	69000	69999	584	0.82	69000	118000	118999	978	0.78	118000
21000	21999	150	21000	70000	70999	592	0.88	70000	119000	119999	986	0.80	119000
22000	22999	162	22000	71000	71999	601	0.82	71000	120000	120999	994	0.80	120000
23000	23999	174	23000	72000	72999	609	0.88	72000	121000	121999	1002	0.82	121000
24000	24999	186	24000	73000	73999	618	0.82	73000	122000	122999	1010	0.74	122000
25000	25999	197	25000	74000	74999	626	0.86	74000	123000	123999	1017	0.76	123000
26000	26999	211	26000	75000	75999	635	0.82	75000	124000	124999	1025	0.76	124000
27000	27999	223	27000	76000	76999	643	0.86	76000	125000	125999	1033	0.78	125000
28000	28999	233	28000	77000	77999	652	0.82	77000	126000	126999	1041	0.80	126000
29000	29999	243	29000	78000	78999	660	0.86	78000	127000	127999	1049	0.72	127000
30000	30999	252	30000	79000	79999	669	0.80	79000	128000	128999	1056	0.78	128000
31000	31999	261	31000	80000	80999	677	0.86	80000	129000	129999	1064	0.72	129000
32000	32999	270	32000	81000	81999	686	0.80	81000	130000	130999	1071	0.78	130000
33000	33999	278	33000	82000	82999	694	0.76	82000	131000	131999	1079	0.74	131000
34000	34999	286	34000	83000	83999	702	0.76	83000	132000	132999	1086	0.70	132000
35000	35999	294	35000	84000	84999	710	0.76	84000	133000	133999	1093	0.76	133000
36000	36999	302	36000	85000	85999	718	0.76	85000	134000	134999	1101	0.72	134000
37000	37999	311	37000	86000	86999	726	0.78	86000	135000	135999	1108	0.78	135000
38000	38999	319	38000	87000	87999	734	0.78	87000	136000	136999	1116	0.72	136000
39000	39999	327	39000	88000	88999	742	0.78	88000	137000	137999	1123	0.78	137000
40000	40999	336	40000	89000	89999	750	0.78	89000	138000	138999	1131	0.74	138000
41000	41999	345	41000	90000	90999	758	0.78	90000	139000	139999	1138	0.70	139000
42000	42999	353	42000	91000	91999	766	0.78	91000	140000	140999	1145	0.76	140000
43000	43999	361	43000	92000	92999	774	0.80	92000	141000	141999	1153	0.72	141000
44000	44999	369	44000	93000	93999	782	0.80	93000	142000	142999	1160	0.76	142000
45000	45999	377	45000	94000	94999	790	0.82	94000	143000	143999	1168	0.72	143000
46000	46999	385	46000	95000	95999	798	0.82	95000	144000	144999	1175	0.78	144000
47000	47999	394	47000	96000	96999	806	0.74	96000	145000	145999	1183	0.74	145000
48000	48999	402	48000	97000	97999	813	0.76	97000	146000	146999	1190	0.70	146000
49000	49999	411	49000	98000	98999	821	0.78	98000	147000	147999	1197	0.76	147000
50000	50999	420	50000	99000	99999	829	0.78	99000	148000	148999	1205	0.72	148000
51000	51999	428	51000	100000	100999	837	0.80	100000	149000	149999	1212	0.76	149000
52000	52999	437	52000	101000	101999	845	0.82	101000	150000	150999	1220	0.76	150000
53000	53999	446	53000	102000	102999	853	0.84	102000	150000	150999	1220	0.76	150000
54000	54999	455	54000	103000	103999	861	0.74	103000	150000	150999	1220	0.76	150000
55000	55999	463	55000	104000	104999	868	0.76	104000	150000	150999	1220	0.76	150000
56000	56999	472	56000	105000	105999	876	0.78	105000	150000	150999	1220	0.76	150000
57000	57999	481	57000	106000	106999	884	0.80	106000	150000	150999	1220	0.76	150000

Province: Nova Scotia/Nouvelle-Écosse No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux															
Federal Child Support Tables/ Tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)			
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À			
													Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/ Revenu (\$)
0	10819	0	0	4.76	10820	58000	58999	810	1.34	58000	107000	107999	1435	1.18	107000
10820	10999	1	1	4.36	11000	59000	59999	823	1.36	59000	108000	108999	1447	1.26	108000
11000	11999	49	49	3.30	12000	60000	60999	837	1.34	60000	109000	109999	1460	1.24	109000
12000	12999	93	93	3.30	13000	61000	61999	850	1.32	61000	110000	110999	1472	1.22	110000
13000	13999	126	126	3.18	14000	62000	62999	863	1.28	62000	111000	111999	1484	1.20	111000
14000	14999	158	158	3.12	15000	63000	63999	876	1.36	63000	112000	112999	1496	1.18	112000
15000	15999	189	189	2.72	16000	64000	64999	890	1.34	64000	113000	113999	1508	1.26	113000
16000	16999	216	216	2.96	17000	65000	65999	903	1.32	65000	114000	114999	1521	1.24	114000
17000	17999	246	246	1.90	18000	66000	66999	916	1.28	66000	115000	115999	1533	1.22	115000
18000	18999	265	265	1.10	19000	67000	67999	929	1.36	67000	116000	116999	1545	1.18	116000
19000	19999	276	276	1.04	20000	68000	68999	943	1.34	68000	117000	117999	1557	1.26	117000
20000	20999	286	286	1.08	21000	69000	69999	956	1.32	69000	118000	118999	1570	1.24	118000
21000	21999	297	297	1.54	22000	70000	70999	969	1.28	70000	119000	119999	1582	1.22	119000
22000	22999	312	312	1.72	23000	71000	71999	982	1.36	71000	120000	120999	1594	1.20	120000
23000	23999	329	329	1.70	24000	72000	72999	996	1.34	72000	121000	121999	1606	1.18	121000
24000	24999	346	346	1.68	25000	73000	73999	1009	1.32	73000	122000	122999	1618	1.26	122000
25000	25999	363	363	1.66	26000	74000	74999	1022	1.28	74000	123000	123999	1631	1.24	123000
26000	26999	380	380	1.30	27000	75000	75999	1035	1.36	75000	124000	124999	1643	1.22	124000
27000	27999	393	393	1.44	28000	76000	76999	1049	1.34	76000	125000	125999	1655	1.20	125000
28000	28999	407	407	1.64	29000	77000	77999	1062	1.32	77000	126000	126999	1667	1.18	126000
29000	29999	423	423	1.66	30000	78000	78999	1075	1.28	78000	127000	127999	1679	1.16	127000
30000	30999	440	440	1.42	31000	79000	79999	1088	1.36	79000	128000	128999	1691	1.20	128000
31000	31999	454	454	1.32	32000	80000	80999	1102	1.34	80000	129000	129999	1703	1.14	129000
32000	32999	467	467	1.28	33000	81000	81999	1115	1.32	81000	130000	130999	1714	1.20	130000
33000	33999	480	480	1.28	34000	82000	82999	1128	1.20	82000	131000	131999	1726	1.14	131000
34000	34999	493	493	1.24	35000	83000	83999	1140	1.26	83000	132000	132999	1737	1.18	132000
35000	35999	505	505	1.30	36000	84000	84999	1153	1.22	84000	133000	133999	1749	1.12	133000
36000	36999	518	518	1.30	37000	85000	85999	1165	1.28	85000	134000	134999	1760	1.18	134000
37000	37999	531	531	1.30	38000	86000	86999	1178	1.24	86000	135000	135999	1772	1.12	135000
38000	38999	544	544	1.30	39000	87000	87999	1190	1.20	87000	136000	136999	1783	1.16	136000
39000	39999	557	557	1.32	40000	88000	88999	1202	1.26	88000	137000	137999	1795	1.20	137000
40000	40999	570	570	1.42	41000	89000	89999	1215	1.22	89000	138000	138999	1807	1.14	138000
41000	41999	584	584	1.22	42000	90000	90999	1227	1.28	90000	139000	139999	1818	1.20	139000
42000	42999	596	596	1.26	43000	91000	91999	1240	1.24	91000	140000	140999	1830	1.14	140000
43000	43999	609	609	1.32	44000	92000	92999	1252	1.20	92000	141000	141999	1841	1.18	141000
44000	44999	622	622	1.24	45000	93000	93999	1264	1.26	93000	142000	142999	1853	1.12	142000
45000	45999	634	634	1.26	46000	94000	94999	1277	1.24	94000	143000	143999	1864	1.16	143000
46000	46999	647	647	1.28	47000	95000	95999	1289	1.22	95000	144000	144999	1876	1.12	144000
47000	47999	660	660	1.30	48000	96000	96999	1301	1.20	96000	145000	145999	1887	1.16	145000
48000	48999	673	673	1.36	49000	97000	97999	1313	1.18	97000	146000	146999	1899	1.20	146000
49000	49999	687	687	1.40	50000	98000	98999	1325	1.26	98000	147000	147999	1911	1.14	147000
50000	50999	701	701	1.32	51000	99000	99999	1338	1.24	99000	148000	148999	1922	1.18	148000
51000	51999	714	714	1.36	52000	100000	100999	1350	1.22	100000	149000	149999	1934	1.14	149000
52000	52999	728	728	1.40	53000	101000	101999	1362	1.20	101000	150000	150999	1945	1.14	150000
53000	53999	742	742	1.34	54000	102000	102999	1374	1.18	102000	150000	150999	1945	1.14	150000
54000	54999	755	755	1.38	55000	103000	103999	1386	1.26	103000	150000	150999	1945	1.14	150000
55000	55999	769	769	1.32	56000	104000	104999	1399	1.24	104000	150000	150999	1945	1.14	150000
56000	56999	782	782	1.36	57000	105000	105999	1411	1.22	105000	150000	150999	1945	1.14	150000
57000	57999	796	796	1.40	57000	106000	106999	1423	1.20	106000	150000	150999	1945	1.14	150000

Province: Nova Scotia/Nouvelle-Écosse No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois													
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Income/ Revenu (\$)							
From/ De		To/ A		Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			
				From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	10820	58000	58999	1066	1.74	58000	107000	107999	1870	1.60	107000
10820	10999	2	11000	59000	59999	1083	1.68	59000	108000	108999	1886	1.54	108000
11000	11999	53	12000	60000	60999	1100	1.68	60000	109000	109999	1901	1.56	109000
12000	12999	100	13000	61000	61999	1117	1.68	61000	110000	110999	1917	1.60	110000
13000	13999	136	14000	62000	62999	1134	1.66	62000	111000	111999	1933	1.54	111000
14000	14999	170	15000	63000	63999	1151	1.66	63000	112000	112999	1948	1.56	112000
15000	15999	203	16000	64000	64999	1168	1.66	64000	113000	113999	1964	1.60	113000
16000	16999	233	17000	65000	65999	1185	1.66	65000	114000	114999	1980	1.52	114000
17000	17999	265	18000	66000	66999	1202	1.76	66000	115000	115999	1995	1.56	115000
18000	18999	304	19000	67000	67999	1220	1.74	67000	116000	116999	2011	1.58	116000
19000	19999	342	19000	68000	68999	1237	1.74	68000	117000	117999	2027	1.62	117000
20000	20999	381	20000	69000	69999	1254	1.74	69000	118000	118999	2043	1.54	118000
21000	21999	417	21000	70000	70999	1271	1.74	70000	119000	119999	2058	1.58	119000
22000	22999	453	22000	71000	71999	1288	1.74	71000	120000	120999	2074	1.60	120000
23000	23999	485	23000	72000	72999	1305	1.74	72000	121000	121999	2090	1.54	121000
24000	24999	475	24000	73000	73999	1322	1.72	73000	122000	122999	2105	1.56	122000
25000	25999	496	25000	74000	74999	1339	1.72	74000	123000	123999	2121	1.60	123000
26000	26999	517	26000	75000	75999	1356	1.72	75000	124000	124999	2137	1.52	124000
27000	27999	534	27000	76000	76999	1373	1.72	76000	125000	125999	2152	1.56	125000
28000	28999	552	28000	77000	77999	1390	1.72	77000	126000	126999	2168	1.58	126000
29000	29999	569	29000	78000	78999	1407	1.72	78000	127000	127999	2184	1.52	127000
30000	30999	586	30000	79000	79999	1424	1.70	79000	128000	128999	2199	1.54	128000
31000	31999	604	31000	80000	80999	1441	1.70	80000	129000	129999	2214	1.44	129000
32000	32999	623	32000	81000	81999	1458	1.70	81000	130000	130999	2228	1.46	130000
33000	33999	641	33000	82000	82999	1475	1.60	82000	131000	131999	2243	1.48	131000
34000	34999	658	34000	83000	83999	1491	1.60	83000	132000	132999	2258	1.48	132000
35000	35999	674	35000	84000	84999	1507	1.62	84000	133000	133999	2273	1.50	133000
36000	36999	691	36000	85000	85999	1523	1.62	85000	134000	134999	2288	1.52	134000
37000	37999	707	37000	86000	86999	1539	1.64	86000	135000	135999	2303	1.52	135000
38000	38999	724	38000	87000	87999	1555	1.64	87000	136000	136999	2318	1.44	136000
39000	39999	741	39000	88000	88999	1571	1.54	88000	137000	137999	2332	1.46	137000
40000	40999	757	40000	89000	89999	1586	1.56	89000	138000	138999	2347	1.48	138000
41000	41999	775	41000	90000	90999	1602	1.56	90000	139000	139999	2362	1.48	139000
42000	42999	791	42000	91000	91999	1618	1.56	91000	140000	140999	2377	1.50	140000
43000	43999	807	43000	92000	92999	1634	1.58	92000	141000	141999	2392	1.52	141000
44000	44999	824	44000	93000	93999	1650	1.58	93000	142000	142999	2407	1.52	142000
45000	45999	840	45000	94000	94999	1666	1.62	94000	143000	143999	2422	1.44	143000
46000	46999	857	46000	95000	95999	1682	1.54	95000	144000	144999	2436	1.46	144000
47000	47999	873	47000	96000	96999	1697	1.58	96000	145000	145999	2451	1.46	145000
48000	48999	890	48000	97000	97999	1713	1.60	97000	146000	146999	2466	1.48	146000
49000	49999	908	49000	98000	98999	1729	1.54	98000	147000	147999	2481	1.50	147000
50000	50999	926	50000	99000	99999	1744	1.56	99000	148000	148999	2496	1.52	148000
51000	51999	943	51000	100000	100999	1760	1.60	100000	149000	149999	2511	1.52	149000
52000	52999	961	52000	101000	101999	1776	1.52	101000	150000	150999	2526	1.52	150000
53000	53999	978	53000	102000	102999	1791	1.56	102000					
54000	54999	996	54000	103000	103999	1807	1.58	103000					
55000	55999	1013	55000	104000	104999	1823	1.62	104000					
56000	56999	1031	56000	105000	105999	1839	1.54	105000					
57000	57999	1048	57000	106000	106999	1854	1.58	106000					

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Nova Scotia/Nouvelle-Écosse No. of Children/N ^o de d'enfants: Four/Quatre											
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	5.54	10820	58000	58999	1275	2.10	58000	107000	107999
10820	10999	2	5.00	11000	59000	59999	1296	2.02	59000	108000	108999
11000	11999	57	3.88	12000	60000	60999	1316	2.00	60000	109000	109999
12000	12999	107	3.64	13000	61000	61999	1336	2.00	61000	110000	110999
13000	13999	146	3.60	14000	62000	62999	1356	1.98	62000	111000	111999
14000	14999	182	3.22	15000	63000	63999	1376	2.06	63000	112000	112999
15000	15999	218	4.12	16000	64000	64999	1396	2.04	64000	113000	113999
16000	16999	250	4.18	17000	65000	65999	1417	2.02	65000	114000	114999
17000	17999	284	4.14	18000	66000	66999	1437	2.02	66000	115000	115999
18000	18999	325	4.48	19000	67000	67999	1457	2.02	67000	116000	116999
19000	19999	367	4.44	20000	68000	68999	1477	2.00	68000	117000	117999
20000	20999	408	4.48	21000	69000	69999	1497	1.98	69000	118000	118999
21000	21999	449	4.48	22000	70000	70999	1517	1.98	70000	119000	119999
22000	22999	494	4.44	23000	71000	71999	1537	2.06	71000	120000	120999
23000	23999	538	4.20	24000	72000	72999	1558	2.04	72000	121000	121999
24000	24999	580	2.48	25000	73000	73999	1578	2.04	73000	122000	122999
25000	25999	605	2.40	26000	74000	74999	1598	2.02	74000	123000	123999
26000	26999	629	2.08	27000	75000	75999	1618	2.00	75000	124000	124999
27000	27999	650	2.06	28000	76000	76999	1638	2.00	76000	125000	125999
28000	28999	671	2.16	29000	77000	77999	1658	1.98	77000	126000	126999
29000	29999	693	2.04	30000	78000	78999	1678	1.96	78000	127000	127999
30000	30999	713	1.82	31000	79000	79999	1698	2.06	79000	128000	128999
31000	31999	731	1.80	32000	80000	80999	1719	2.04	80000	129000	129999
32000	32999	749	1.98	33000	81000	81999	1739	2.02	81000	130000	130999
33000	33999	769	1.96	34000	82000	82999	1759	1.92	82000	131000	131999
34000	34999	789	2.06	35000	83000	83999	1778	1.84	83000	132000	132999
35000	35999	810	2.12	36000	84000	84999	1796	1.86	84000	133000	133999
36000	36999	831	2.04	37000	85000	85999	1815	1.88	85000	134000	134999
37000	37999	851	1.96	38000	86000	86999	1834	1.88	86000	135000	135999
38000	38999	871	1.98	39000	87000	87999	1853	1.90	87000	136000	136999
39000	39999	891	2.02	40000	88000	88999	1872	1.92	88000	137000	137999
40000	40999	911	2.14	41000	89000	89999	1891	1.84	89000	138000	138999
41000	41999	932	1.92	42000	90000	90999	1909	1.86	90000	139000	139999
42000	42999	951	1.92	43000	91000	91999	1928	1.88	91000	140000	140999
43000	43999	970	1.92	44000	92000	92999	1947	1.90	92000	141000	141999
44000	44999	989	1.98	45000	93000	93999	1966	1.82	93000	142000	142999
45000	45999	1009	1.94	46000	94000	94999	1984	1.86	94000	143000	143999
46000	46999	1028	2.04	47000	95000	95999	2003	1.90	95000	144000	144999
47000	47999	1048	2.04	48000	96000	96999	2022	1.84	96000	145000	145999
48000	48999	1068	2.10	49000	97000	97999	2040	1.90	97000	146000	146999
49000	49999	1089	2.02	50000	98000	98999	2059	1.84	98000	147000	147999
50000	50999	1109	2.06	51000	99000	99999	2077	1.88	99000	148000	148999
51000	51999	1130	2.08	52000	100000	100999	2096	1.82	100000	149000	149999
52000	52999	1151	2.12	53000	101000	101999	2114	1.88	101000	150000	150999
53000	53999	1172	2.04	54000	102000	102999	2133	1.82	102000	151000	151999
54000	54999	1192	2.08	55000	103000	103999	2151	1.86	103000	152000	152999
55000	55999	1213	2.10	56000	104000	104999	2170	1.80	104000	153000	153999
56000	56999	1234	2.04	57000	105000	105999	2188	1.86	105000	154000	154999
57000	57999	1254	2.06		106000	106999	2207	1.90	106000	155000	155999

Province: Nova Scotia/Nouvelle-Écosse No. of Children/N ^o de d'enfants: Five/Cinq												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)			
From/De	To/A		From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A		
0	10819		58000	58999	1450	2.34	58000	107000	107999	2522	2.10	107000
10820	10999	2	59000	59999	1473	2.32	59000	108000	108999	2543	2.12	108000
11000	11999	57	60000	60999	1496	2.22	60000	109000	109999	2564	2.12	109000
12000	12999	107	61000	61999	1518	2.26	61000	110000	110999	2585	2.14	110000
13000	13999	146	62000	62999	1541	2.28	62000	111000	111999	2606	2.14	111000
14000	14999	182	63000	63999	1564	2.32	63000	112000	112999	2627	2.04	112000
15000	15999	218	64000	64999	1587	2.24	64000	113000	113999	2647	2.06	113000
16000	16999	250	65000	65999	1609	2.28	65000	114000	114999	2668	2.06	114000
17000	17999	284	66000	66999	1632	2.30	66000	115000	115999	2689	2.06	115000
18000	18999	325	67000	67999	1655	2.22	67000	116000	116999	2710	2.08	116000
19000	19999	367	68000	68999	1677	2.26	68000	117000	117999	2731	2.08	117000
20000	20999	408	69000	69999	1700	2.28	69000	118000	118999	2752	2.08	118000
21000	21999	449	70000	70999	1723	2.32	70000	119000	119999	2773	2.10	119000
22000	22999	494	71000	71999	1746	2.24	71000	120000	120999	2794	2.10	120000
23000	23999	538	72000	72999	1768	2.28	72000	121000	121999	2815	2.12	121000
24000	24999	583	73000	73999	1791	2.30	73000	122000	122999	2836	2.12	122000
25000	25999	627	74000	74999	1814	2.22	74000	123000	123999	2857	2.12	123000
26000	26999	671	75000	75999	1836	2.26	75000	124000	124999	2878	2.14	124000
27000	27999	716	76000	76999	1859	2.28	76000	125000	125999	2899	2.14	125000
28000	28999	760	77000	77999	1882	2.32	77000	126000	126999	2920	2.04	126000
29000	29999	796	78000	78999	1905	2.24	78000	127000	127999	2940	1.96	127000
30000	30999	819	79000	79999	1927	2.28	79000	128000	128999	2960	1.98	128000
31000	31999	840	80000	80999	1950	2.30	80000	129000	129999	2980	2.00	129000
32000	32999	861	81000	81999	1973	2.22	81000	130000	130999	3000	2.00	130000
33000	33999	881	82000	82999	1995	2.16	82000	131000	131999	3020	2.02	131000
34000	34999	900	83000	83999	2017	2.14	83000	132000	132999	3040	1.94	132000
35000	35999	921	84000	84999	2038	2.12	84000	133000	133999	3059	1.96	133000
36000	36999	945	85000	85999	2059	2.10	85000	134000	134999	3079	1.98	134000
37000	37999	968	86000	86999	2080	2.18	86000	135000	135999	3099	2.00	135000
38000	38999	991	87000	87999	2102	2.14	87000	136000	136999	3119	2.02	136000
39000	39999	1015	88000	88999	2123	2.12	88000	137000	137999	3139	1.94	137000
40000	40999	1038	89000	89999	2144	2.10	89000	138000	138999	3158	1.96	138000
41000	41999	1062	90000	90999	2165	2.08	90000	139000	139999	3178	1.98	139000
42000	42999	1084	91000	91999	2186	2.16	91000	140000	140999	3198	2.00	140000
43000	43999	1105	92000	92999	2208	2.14	92000	141000	141999	3218	2.02	141000
44000	44999	1127	93000	93999	2229	2.10	93000	142000	142999	3238	1.94	142000
45000	45999	1149	94000	94999	2250	2.12	94000	143000	143999	3257	1.96	143000
46000	46999	1171	95000	95999	2271	2.12	95000	144000	144999	3277	1.96	144000
47000	47999	1193	96000	96999	2292	2.12	96000	145000	145999	3297	1.98	145000
48000	48999	1216	97000	97999	2313	2.14	97000	146000	146999	3317	2.00	146000
49000	49999	1239	98000	98999	2334	2.14	98000	147000	147999	3337	2.02	147000
50000	50999	1263	99000	99999	2355	2.04	99000	148000	148999	3357	1.94	148000
51000	51999	1286	100000	100999	2375	2.06	100000	149000	149999	3376	1.96	149000
52000	52999	1309	101000	101999	2396	2.06	101000	150000	150999	3396	1.96	150000
53000	53999	1333	102000	102999	2417	2.08	102000	103000	103999	3417	2.00	103000
54000	54999	1356	103000	103999	2438	2.08	103000	104000	104999	3437	2.02	104000
55000	55999	1379	104000	104999	2459	2.08	104000	105000	105999	3457	1.96	105000
56000	56999	1403	105000	105999	2480	2.10	105000	106000	106999	3476	1.96	106000
57000	57999	1426	106000	106999	2501	2.10	106000	107000	107999	3496	1.96	107000

Province: Nova Scotia/Nouvelle-Écosse														
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants														
Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Six or more/Six ou plus		
From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	
0	10819	0	0	5.54	10820	58000	58999	1597	2.58	58000	107000	107999	2773	2.34
10820	10999	2	2	5.00	11000	59000	59999	1623	2.52	59000	108000	108999	2796	2.34
11000	11999	57	57	3.88	12000	60000	60999	1648	2.52	60000	109000	109999	2819	2.34
12000	12999	107	107	3.60	13000	61000	61999	1673	2.54	61000	110000	110999	2842	2.24
13000	13999	146	146	3.60	14000	62000	62999	1698	2.44	62000	111000	111999	2864	2.26
14000	14999	182	182	3.22	15000	63000	63999	1722	2.46	63000	112000	112999	2887	2.26
15000	15999	218	218	3.42	16000	64000	64999	1747	2.46	64000	113000	113999	2910	2.26
16000	16999	250	250	4.12	17000	65000	65999	1772	2.48	65000	114000	114999	2933	2.28
17000	17999	284	284	4.18	18000	66000	66999	1797	2.50	66000	115000	115999	2956	2.28
18000	18999	325	325	4.44	19000	67000	67999	1822	2.50	67000	116000	116999	2979	2.28
19000	19999	367	367	4.44	20000	68000	68999	1847	2.50	68000	117000	117999	3002	2.30
20000	20999	408	408	4.48	21000	69000	69999	1872	2.52	69000	118000	118999	3025	2.30
21000	21999	449	449	4.48	22000	70000	70999	1897	2.52	70000	119000	119999	3048	2.30
22000	22999	494	494	4.48	23000	71000	71999	1922	2.54	71000	120000	120999	3071	2.32
23000	23999	538	538	4.50	24000	72000	72999	1947	2.44	72000	121000	121999	3094	2.32
24000	24999	583	583	4.44	25000	73000	73999	1971	2.46	73000	122000	122999	3117	2.32
25000	25999	627	627	4.40	26000	74000	74999	1996	2.46	74000	123000	123999	3140	2.32
26000	26999	671	671	4.46	27000	75000	75999	2021	2.48	75000	124000	124999	3163	2.34
27000	27999	716	716	4.42	28000	76000	76999	2046	2.48	76000	125000	125999	3186	2.34
28000	28999	760	760	4.46	29000	77000	77999	2071	2.50	77000	126000	126999	3209	2.24
29000	29999	805	805	4.32	30000	78000	78999	2096	2.50	78000	127000	127999	3231	2.16
30000	30999	848	848	3.94	31000	79000	79999	2121	2.52	79000	128000	128999	3253	2.18
31000	31999	887	887	3.94	32000	80000	80999	2146	2.52	80000	129000	129999	3275	2.20
32000	32999	926	926	3.72	33000	81000	81999	2171	2.54	81000	130000	130999	3297	2.14
33000	33999	963	963	3.60	34000	82000	82999	2196	2.34	82000	131000	131999	3318	2.16
34000	34999	999	999	2.22	35000	83000	83999	2219	2.32	83000	132000	132999	3340	2.20
35000	35999	1021	1021	2.22	36000	84000	84999	2242	2.30	84000	133000	133999	3362	2.22
36000	36999	1043	1043	2.28	37000	85000	85999	2265	2.36	85000	134000	134999	3384	2.14
37000	37999	1066	1066	2.56	38000	86000	86999	2289	2.32	86000	135000	135999	3405	2.18
38000	38999	1092	1092	2.52	39000	87000	87999	2312	2.32	87000	136000	136999	3427	2.20
39000	39999	1117	1117	2.72	40000	88000	88999	2335	2.28	88000	137000	137999	3449	2.14
40000	40999	1143	1143	2.48	41000	89000	89999	2358	2.36	89000	138000	138999	3470	2.16
41000	41999	1170	1170	2.50	42000	90000	90999	2382	2.32	90000	139000	139999	3492	2.18
42000	42999	1195	1195	2.44	43000	91000	91999	2405	2.30	91000	140000	140999	3514	2.22
43000	43999	1219	1219	2.42	44000	92000	92999	2428	2.38	92000	141000	141999	3536	2.14
44000	44999	1244	1244	2.42	45000	93000	93999	2452	2.24	93000	142000	142999	3557	2.18
45000	45999	1268	1268	2.42	46000	94000	94999	2474	2.26	94000	143000	143999	3579	2.20
46000	46999	1292	1292	2.42	47000	95000	95999	2497	2.26	95000	144000	144999	3601	2.20
47000	47999	1316	1316	2.50	48000	96000	96999	2520	2.26	96000	145000	145999	3622	2.16
48000	48999	1341	1341	2.58	49000	97000	97999	2543	2.26	97000	146000	146999	3644	2.18
49000	49999	1367	1367	2.52	50000	98000	98999	2566	2.28	98000	147000	147999	3666	2.22
50000	50999	1392	1392	2.56	51000	99000	99999	2589	2.28	99000	148000	148999	3688	2.14
51000	51999	1418	1418	2.60	52000	100000	100999	2612	2.28	100000	149000	149999	3709	2.16
52000	52999	1444	1444	2.54	53000	101000	101999	2635	2.30	101000	150000	150999	3731	2.16
53000	53999	1469	1469	2.58	54000	102000	102999	2658	2.30	102000	150000	150999	3731	2.16
54000	54999	1495	1495	2.52	55000	103000	103999	2681	2.30	103000	150000	150999	3731	2.16
55000	55999	1520	1520	2.56	56000	104000	104999	2704	2.32	104000	150000	150999	3731	2.16
56000	56999	1546	1546	2.60	57000	105000	105999	2727	2.32	105000	150000	150999	3731	2.16
57000	57999	1572	1572	2.54	57000	106000	106999	2750	2.32	106000	150000	150999	3731	2.16

Province: <i>New Brunswick/Nouveau-Brunswick</i> No. of Children/Nombre d'enfants: One/Un												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819		0			58000	58999	499	0.88	58000	107000	107999
10820	10999		0	4.00	10820	59000	59999	508	0.88	59000	108000	108999
11000	11999		40	4.04	11000	60000	60999	517	0.86	60000	109000	109999
12000	12999		80	3.32	12000	61000	61999	526	0.96	61000	110000	110999
13000	13999		113	2.06	13000	62000	62999	536	0.94	62000	111000	111999
14000	14999		134	0.18	14000	63000	63999	545	0.94	63000	112000	112999
15000	15999		136	0.26	15000	64000	64999	554	0.92	64000	113000	113999
16000	16999		139	0.24	16000	65000	65999	563	0.92	65000	114000	114999
17000	17999		141	0.32	17000	66000	66999	572	0.90	66000	115000	115999
18000	18999		144	0.56	18000	67000	67999	581	0.90	67000	116000	116999
19000	19999		150	0.60	19000	68000	68999	590	0.90	68000	117000	117999
20000	20999		156	0.54	20000	69000	69999	599	0.88	69000	118000	118999
21000	21999		161	0.56	21000	70000	70999	608	0.88	70000	119000	119999
22000	22999		167	0.60	22000	71000	71999	617	0.86	71000	120000	120999
23000	23999		173	0.52	23000	72000	72999	626	0.96	72000	121000	121999
24000	24999		178	0.56	24000	73000	73999	636	0.94	73000	122000	122999
25000	25999		184	0.78	25000	74000	74999	645	0.94	74000	123000	123999
26000	26999		192	0.98	26000	75000	75999	654	0.94	75000	124000	124999
27000	27999		202	0.94	27000	76000	76999	663	0.94	76000	125000	125999
28000	28999		211	0.90	28000	77000	77999	672	0.84	77000	126000	126999
29000	29999		220	0.96	29000	78000	78999	680	0.86	78000	127000	127999
30000	30999		230	0.92	30000	79000	79999	689	0.86	79000	128000	128999
31000	31999		239	0.98	31000	80000	80999	698	0.86	80000	129000	129999
32000	32999		249	0.94	32000	81000	81999	707	0.86	81000	130000	130999
33000	33999		258	1.02	33000	82000	82999	716	0.86	82000	131000	131999
34000	34999		268	1.02	34000	83000	83999	725	0.82	83000	132000	132999
35000	35999		278	1.00	35000	84000	84999	733	0.88	84000	133000	133999
36000	36999		288	0.98	36000	85000	85999	742	0.82	85000	134000	134999
37000	37999		298	0.98	37000	86000	86999	750	0.88	86000	135000	135999
38000	38999		308	1.02	38000	87000	87999	759	0.84	87000	136000	136999
39000	39999		318	0.94	39000	88000	88999	767	0.80	88000	137000	137999
40000	40999		327	1.06	40000	89000	89999	775	0.86	89000	138000	138999
41000	41999		338	0.94	41000	90000	90999	784	0.82	90000	139000	139999
42000	42999		347	1.00	42000	91000	91999	792	0.88	91000	140000	140999
43000	43999		357	0.94	43000	92000	92999	801	0.82	92000	141000	141999
44000	44999		366	1.00	44000	93000	93999	809	0.88	93000	142000	142999
45000	45999		376	0.92	45000	94000	94999	818	0.84	94000	143000	143999
46000	46999		385	0.96	46000	95000	95999	826	0.80	95000	144000	144999
47000	47999		395	1.00	47000	96000	96999	834	0.86	96000	145000	145999
48000	48999		405	1.00	48000	97000	97999	843	0.82	97000	146000	146999
49000	49999		415	0.98	49000	98000	98999	851	0.86	98000	147000	147999
50000	50999		425	0.98	50000	99000	99999	860	0.82	99000	148000	148999
51000	51999		435	0.96	51000	100000	100999	868	0.88	100000	149000	149999
52000	52999		445	0.94	52000	101000	101999	877	0.84	101000	150000	150999
53000	53999		454	0.94	53000	102000	102999	885	0.80	102000	150000	150999
54000	54999		463	0.92	54000	103000	103999	893	0.86	103000	150000	150999
55000	55999		472	0.92	55000	104000	104999	902	0.82	104000	150000	150999
56000	56999		481	0.90	56000	105000	105999	910	0.86	105000	150000	150999
57000	57999		490	0.90	57000	106000	106999	919	0.82	106000	150000	150999

Province: New Brunswick/Nouveau-Brunswick No. of Children/Nombre d'enfants: Two/Deux											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
From/ De	To/ A	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Income/ Revenu (\$)	From/ De	To/ A	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	0	4.30	10820	58000	58999	58000	107000	107999	58000
10820	10999	0	0	4.30	11000	59000	59999	59000	108000	108999	59000
11000	11999	43	43	4.30	12000	60000	60999	60000	109000	109999	60000
12000	12999	86	86	3.66	12000	61000	61999	61000	110000	110999	61000
13000	13999	123	123	3.60	13000	62000	62999	62000	111000	111999	62000
14000	14999	159	159	3.52	14000	63000	63999	63000	112000	112999	63000
15000	15999	194	194	3.06	15000	64000	64999	64000	113000	113999	64000
16000	16999	225	225	3.04	16000	65000	65999	65000	114000	114999	65000
17000	17999	255	255	2.30	17000	66000	66999	66000	115000	115999	66000
18000	18999	278	278	1.18	18000	67000	67999	67000	116000	116999	67000
19000	19999	290	290	1.14	19000	68000	68999	68000	117000	117999	68000
20000	20999	301	301	1.10	20000	69000	69999	69000	118000	118999	69000
21000	21999	312	312	1.18	21000	70000	70999	70000	119000	119999	70000
22000	22999	324	324	1.14	22000	71000	71999	71000	120000	120999	71000
23000	23999	335	335	1.12	23000	72000	72999	72000	121000	121999	72000
24000	24999	346	346	1.18	24000	73000	73999	73000	122000	122999	73000
25000	25999	358	358	1.14	25000	74000	74999	74000	123000	123999	74000
26000	26999	369	369	1.04	26000	75000	75999	75000	124000	124999	75000
27000	27999	379	379	1.12	27000	76000	76999	76000	125000	125999	76000
28000	28999	390	390	1.46	28000	77000	77999	77000	126000	126999	77000
29000	29999	405	405	1.50	29000	78000	78999	78000	127000	127999	78000
30000	30999	420	420	1.44	30000	79000	79999	79000	128000	128999	79000
31000	31999	434	434	1.48	31000	80000	80999	80000	129000	129999	80000
32000	32999	449	449	1.40	32000	81000	81999	81000	130000	130999	81000
33000	33999	463	463	1.48	33000	82000	82999	82000	131000	131999	82000
34000	34999	478	478	1.48	34000	83000	83999	83000	132000	132999	83000
35000	35999	493	493	1.46	35000	84000	84999	84000	133000	133999	84000
36000	36999	508	508	1.46	36000	85000	85999	85000	134000	134999	85000
37000	37999	523	523	1.48	37000	86000	86999	86000	135000	135999	86000
38000	38999	538	538	1.44	38000	87000	87999	87000	136000	136999	87000
39000	39999	552	552	1.40	39000	88000	88999	88000	137000	137999	88000
40000	40999	566	566	1.56	40000	89000	89999	89000	138000	138999	89000
41000	41999	582	582	1.42	41000	90000	90999	90000	139000	139999	90000
42000	42999	596	596	1.42	42000	91000	91999	91000	140000	140999	91000
43000	43999	610	610	1.42	43000	92000	92999	92000	141000	141999	92000
44000	44999	624	624	1.40	44000	93000	93999	93000	142000	142999	93000
45000	45999	638	638	1.48	45000	94000	94999	94000	143000	143999	94000
46000	46999	653	653	1.44	46000	95000	95999	95000	144000	144999	95000
47000	47999	667	667	1.52	47000	96000	96999	96000	145000	145999	96000
48000	48999	682	682	1.52	48000	97000	97999	97000	146000	146999	97000
49000	49999	697	697	1.52	49000	98000	98999	98000	147000	147999	98000
50000	50999	712	712	1.52	50000	99000	99999	99000	148000	148999	99000
51000	51999	727	727	1.40	51000	100000	100999	100000	149000	149999	100000
52000	52999	741	741	1.38	52000	101000	101999	101000	150000	150999	101000
53000	53999	755	755	1.36	53000	102000	102999	102000	151000	151999	102000
54000	54999	769	769	1.46	54000	103000	103999	103000	152000	152999	103000
55000	55999	784	784	1.44	55000	104000	104999	104000	153000	153999	104000
56000	56999	798	798	1.42	56000	105000	105999	105000	154000	154999	105000
57000	57999	812	812	1.40	57000	106000	106999	106000	155000	155999	106000

Province: New Brunswick/Nouveau-Brunswick No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
Income/ Revenu (\$)		Basic Amount/ Montant de base		Plus (%)		Of Income Over/ Du revenu dépassant		From/ De		To/ A	
0	10819	0	0	4.60	10820	58000	58999	58000	58999	107000	107999
10820	10999	0	0	4.68	11000	59000	59999	59000	59999	108000	108999
11000	11999	46	46	3.88	12000	60000	60999	60000	60999	109000	109999
12000	12999	93	93	3.86	13000	61000	61999	61000	61999	110000	110999
13000	13999	132	132	3.80	14000	62000	62999	62000	62999	111000	111999
14000	14999	171	171	3.28	15000	63000	63999	63000	63999	112000	112999
15000	15999	209	209	3.30	16000	64000	64999	64000	64999	113000	113999
16000	16999	242	242	3.94	17000	65000	65999	65000	65999	114000	114999
17000	17999	275	275	3.98	18000	66000	66999	66000	66999	115000	115999
18000	18999	314	314	3.94	19000	67000	67999	67000	67999	116000	116999
19000	19999	354	354	4.00	20000	68000	68999	68000	68999	117000	117999
20000	20999	393	393	1.64	21000	69000	69999	69000	69999	118000	118999
21000	21999	433	433	1.62	22000	70000	70999	70000	70999	119000	119999
22000	22999	449	449	1.54	23000	71000	71999	71000	71999	120000	120999
23000	23999	465	465	1.52	24000	72000	72999	72000	72999	121000	121999
24000	24999	480	480	1.56	25000	73000	73999	73000	73999	122000	122999
25000	25999	496	496	1.52	26000	74000	74999	74000	74999	123000	123999
26000	26999	512	512	1.52	27000	75000	75999	75000	75999	124000	124999
27000	27999	527	527	1.52	28000	76000	76999	76000	76999	125000	125999
28000	28999	542	542	1.54	29000	77000	77999	77000	77999	126000	126999
29000	29999	557	557	1.54	30000	78000	78999	78000	78999	127000	127999
30000	30999	572	572	1.84	31000	79000	79999	79000	79999	128000	128999
31000	31999	590	590	1.86	32000	80000	80999	80000	80999	129000	129999
32000	32999	609	609	1.78	33000	81000	81999	81000	81999	130000	130999
33000	33999	627	627	1.86	34000	82000	82999	82000	82999	131000	131999
34000	34999	646	646	1.96	35000	83000	83999	83000	83999	132000	132999
35000	35999	666	666	1.94	36000	84000	84999	84000	84999	133000	133999
36000	36999	685	685	1.84	37000	85000	85999	85000	85999	134000	134999
37000	37999	703	703	1.78	38000	86000	86999	86000	86999	135000	135999
38000	38999	721	721	1.86	39000	87000	87999	87000	87999	136000	136999
39000	39999	740	740	1.84	40000	88000	88999	88000	88999	137000	137999
40000	40999	758	758	1.92	41000	89000	89999	89000	89999	138000	138999
41000	41999	777	777	1.78	42000	90000	90999	90000	90999	139000	139999
42000	42999	795	795	1.72	43000	91000	91999	91000	91999	140000	140999
43000	43999	812	812	1.76	44000	92000	92999	92000	92999	141000	141999
44000	44999	830	830	1.76	45000	93000	93999	93000	93999	142000	142999
45000	45999	848	848	1.76	46000	94000	94999	94000	94999	143000	143999
46000	46999	866	866	1.76	47000	95000	95999	95000	95999	144000	144999
47000	47999	884	884	1.86	48000	96000	96999	96000	96999	145000	145999
48000	48999	903	903	1.88	49000	97000	97999	97000	97999	146000	146999
49000	49999	922	922	1.88	50000	98000	98999	98000	98999	147000	147999
50000	50999	941	941	1.88	51000	99000	99999	99000	99999	148000	148999
51000	51999	960	960	1.78	52000	100000	100999	100000	100999	149000	149999
52000	52999	978	978	1.86	53000	101000	101999	101000	101999	150000	150999
53000	53999	997	997	1.84	54000	102000	102999	102000	102999	150000	150999
54000	54999	1015	1015	1.82	55000	103000	103999	103000	103999	150000	150999
55000	55999	1033	1033	1.80	56000	104000	104999	104000	104999	150000	150999
56000	56999	1051	1051	1.78	57000	105000	105999	105000	105999	150000	150999
57000	57999	1069	1069	1.86		106000	106999	106000	106999	150000	150999

Province: New Brunswick/Nouveau-Brunswick No. of Children/Nombre d'enfants: Four/Quatre															
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)				
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant				
												From/ De	To/ À	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	5.00	10820	58000	58999	1302	2.14	58000	107000	107999	2313	1.96	107000
10820	10999	0	0	5.04	11000	59000	59999	1323	2.18	59000	108000	108999	2333	1.96	108000
11000	11999	50	50	5.04	12000	60000	60999	1345	2.14	60000	109000	109999	2353	1.98	109000
12000	12999	100	100	4.22	12000	61000	61999	1366	2.18	61000	110000	110999	2373	1.98	110000
13000	13999	142	142	4.12	13000	62000	62999	1388	2.14	62000	111000	111999	2393	1.98	111000
14000	14999	183	183	4.08	14000	63000	63999	1409	2.18	63000	112000	112999	2413	2.00	112000
15000	15999	224	224	3.48	15000	64000	64999	1431	2.14	64000	113000	113999	2433	2.00	113000
16000	16999	259	259	3.48	16000	65000	65999	1452	2.18	65000	114000	114999	2453	2.02	114000
17000	17999	294	294	4.28	17000	66000	66999	1474	2.14	66000	115000	115999	2473	2.02	115000
18000	18999	337	337	4.24	18000	67000	67999	1495	2.18	67000	116000	116999	2493	2.02	116000
19000	19999	379	379	4.22	19000	68000	68999	1517	2.14	68000	117000	117999	2513	2.04	117000
20000	20999	421	421	4.18	20000	69000	69999	1538	2.18	69000	118000	118999	2533	1.94	118000
21000	21999	463	463	4.26	21000	70000	70999	1560	2.14	70000	119000	119999	2552	1.96	119000
22000	22999	506	506	4.24	22000	71000	71999	1581	2.18	71000	120000	120999	2572	2.00	120000
23000	23999	548	548	4.20	23000	72000	72999	1603	2.14	72000	121000	121999	2592	1.94	121000
24000	24999	590	590	1.98	24000	73000	73999	1624	2.08	73000	122000	122999	2611	1.98	122000
25000	25999	610	610	1.92	25000	74000	74999	1645	2.16	74000	123000	123999	2631	1.92	123000
26000	26999	629	629	1.90	26000	75000	75999	1667	2.14	75000	124000	124999	2650	1.96	124000
27000	27999	648	648	1.84	27000	76000	76999	1688	2.12	76000	125000	125999	2670	2.00	125000
28000	28999	666	666	1.86	28000	77000	77999	1709	2.10	77000	126000	126999	2690	1.94	126000
29000	29999	685	685	1.90	29000	78000	78999	1730	2.16	78000	127000	127999	2709	1.88	127000
30000	30999	704	704	1.82	30000	79000	79999	1752	2.14	79000	128000	128999	2728	1.82	128000
31000	31999	722	722	1.86	31000	80000	80999	1773	2.12	80000	129000	129999	2746	1.86	129000
32000	32999	741	741	2.10	32000	81000	81999	1794	2.10	81000	130000	130999	2765	1.90	130000
33000	33999	762	762	2.22	33000	82000	82999	1815	1.98	82000	131000	131999	2784	1.84	131000
34000	34999	784	784	2.18	34000	83000	83999	1835	1.98	83000	132000	132999	2802	1.88	132000
35000	35999	806	806	2.26	35000	84000	84999	1855	2.00	84000	133000	133999	2821	1.82	133000
36000	36999	829	829	2.12	36000	85000	85999	1875	2.00	85000	134000	134999	2839	1.86	134000
37000	37999	850	850	2.16	37000	86000	86999	1895	2.00	86000	135000	135999	2858	1.90	135000
38000	38999	872	872	2.12	38000	87000	87999	1915	2.02	87000	136000	136999	2877	1.84	136000
39000	39999	893	893	2.10	39000	88000	88999	1935	2.02	88000	137000	137999	2895	1.88	137000
40000	40999	914	914	2.26	40000	89000	89999	1955	2.02	89000	138000	138999	2914	1.82	138000
41000	41999	937	937	2.10	41000	90000	90999	1975	2.04	90000	139000	139999	2932	1.86	139000
42000	42999	958	958	2.04	42000	91000	91999	1995	2.04	91000	140000	140999	2951	1.88	140000
43000	43999	978	978	2.08	43000	92000	92999	2015	1.94	92000	141000	141999	2970	1.82	141000
44000	44999	999	999	2.08	44000	93000	93999	2034	1.96	93000	142000	142999	2988	1.86	142000
45000	45999	1020	1020	2.08	45000	94000	94999	2054	1.96	94000	143000	143999	3007	1.90	143000
46000	46999	1041	1041	2.08	46000	95000	95999	2074	1.98	95000	144000	144999	3026	1.84	144000
47000	47999	1062	1062	2.18	47000	96000	96999	2094	1.98	96000	145000	145999	3044	1.88	145000
48000	48999	1084	1084	2.26	48000	97000	97999	2114	1.98	97000	146000	146999	3063	1.82	146000
49000	49999	1107	1107	2.24	49000	98000	98999	2134	2.00	98000	147000	147999	3081	1.86	147000
50000	50999	1129	1129	2.22	50000	99000	99999	2154	2.00	99000	148000	148999	3100	1.90	148000
51000	51999	1151	1151	2.20	51000	100000	100999	2174	2.00	100000	149000	149999	3119	1.84	149000
52000	52999	1173	1173	2.14	52000	101000	101999	2194	2.02	101000	150000	150999	3137	1.84	150000
53000	53999	1194	1194	2.18	53000	102000	102999	2214	2.02	102000	150000	150999	3137	1.84	150000
54000	54999	1216	1216	2.14	54000	103000	103999	2234	2.02	103000	150000	150999	3137	1.84	150000
55000	55999	1237	1237	2.18	55000	104000	104999	2254	2.04	104000	150000	150999	3137	1.84	150000
56000	56999	1259	1259	2.14	56000	105000	105999	2274	1.94	105000	150000	150999	3137	1.84	150000
57000	57999	1280	1280	2.18	57000	106000	106999	2293	1.96	106000	150000	150999	3137	1.84	150000

Province: New Brunswick/Nouveau-Brunswick No. of Children/N ^o d'enfants: Five/Cinq												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	5.00	10820	58000	58999	1480	2.40	58000	107000	107999
10820	10999	0	0	5.04	11000	59000	59999	1504	2.48	59000	108000	108999
11000	11999	50	50	5.04	11000	60000	60999	1529	2.44	60000	109000	109999
12000	12999	100	100	4.22	12000	61000	61999	1553	2.42	61000	110000	110999
13000	13999	142	142	4.12	13000	62000	62999	1577	2.40	62000	111000	111999
14000	14999	183	183	4.08	14000	63000	63999	1601	2.48	63000	112000	112999
15000	15999	224	224	3.48	15000	64000	64999	1626	2.44	64000	113000	113999
16000	16999	259	259	3.48	16000	65000	65999	1650	2.42	65000	114000	114999
17000	17999	294	294	4.28	17000	66000	66999	1674	2.4	66000	115000	115999
18000	18999	337	337	4.24	18000	67000	67999	1698	2.46	67000	116000	116999
19000	19999	379	379	4.22	19000	68000	68999	1723	2.44	68000	117000	117999
20000	20999	421	421	4.18	20000	69000	69999	1747	2.42	69000	118000	118999
21000	21999	463	463	4.26	21000	70000	70999	1771	2.40	70000	119000	119999
22000	22999	506	506	4.24	22000	71000	71999	1795	2.46	71000	120000	120999
23000	23999	548	548	4.20	23000	72000	72999	1820	2.44	72000	121000	121999
24000	24999	590	590	4.28	24000	73000	73999	1844	2.42	73000	122000	122999
25000	25999	633	633	4.24	25000	74000	74999	1868	2.42	74000	123000	123999
26000	26999	675	675	4.22	26000	75000	75999	1892	2.42	75000	124000	124999
27000	27999	717	717	4.20	27000	76000	76999	1916	2.42	76000	125000	125999
28000	28999	759	759	3.26	28000	77000	77999	1940	2.44	77000	126000	126999
29000	29999	792	792	2.18	29000	78000	78999	1964	2.44	78000	127000	127999
30000	30999	814	814	2.20	30000	79000	79999	1988	2.44	79000	128000	128999
31000	31999	836	836	2.22	31000	80000	80999	2012	2.44	80000	129000	129999
32000	32999	858	858	2.14	32000	81000	81999	2036	2.34	81000	130000	130999
33000	33999	879	879	2.14	33000	82000	82999	2059	2.26	82000	131000	131999
34000	34999	900	900	2.36	34000	83000	83999	2082	2.20	83000	132000	132999
35000	35999	924	924	2.52	35000	84000	84999	2104	2.26	84000	133000	133999
36000	36999	949	949	2.40	36000	85000	85999	2127	2.22	85000	134000	134999
37000	37999	973	973	2.38	37000	86000	86999	2149	2.26	86000	135000	135999
38000	38999	997	997	2.40	38000	87000	87999	2172	2.22	87000	136000	136999
39000	39999	1021	1021	2.42	39000	88000	88999	2194	2.26	88000	137000	137999
40000	40999	1045	1045	2.52	40000	89000	89999	2217	2.22	89000	138000	138999
41000	41999	1070	1070	2.28	41000	90000	90999	2239	2.28	90000	139000	139999
42000	42999	1093	1093	2.26	42000	91000	91999	2262	2.22	91000	140000	140999
43000	43999	1116	1116	2.36	43000	92000	92999	2284	2.28	92000	141000	141999
44000	44999	1140	1140	2.30	44000	93000	93999	2307	2.22	93000	142000	142999
45000	45999	1163	1163	2.36	45000	94000	94999	2329	2.28	94000	143000	143999
46000	46999	1187	1187	2.40	46000	95000	95999	2352	2.24	95000	144000	144999
47000	47999	1211	1211	2.44	47000	96000	96999	2374	2.28	96000	145000	145999
48000	48999	1235	1235	2.48	48000	97000	97999	2397	2.24	97000	146000	146999
49000	49999	1260	1260	2.48	49000	98000	98999	2419	2.28	98000	147000	147999
50000	50999	1285	1285	2.48	50000	99000	99999	2442	2.24	99000	148000	148999
51000	51999	1310	1310	2.38	51000	100000	100999	2464	2.30	100000	149000	149999
52000	52999	1334	1334	2.46	52000	101000	101999	2487	2.24	101000	150000	150999
53000	53999	1359	1359	2.44	53000	102000	102999	2509	2.30	102000	150000	150999
54000	54999	1383	1383	2.40	54000	103000	103999	2532	2.24	103000	150000	150999
55000	55999	1407	1407	2.38	55000	104000	104999	2554	2.20	104000	150000	150999
56000	56999	1431	1431	2.46	56000	105000	105999	2576	2.26	105000	150000	150999
57000	57999	1456	1456	2.42	57000	106000	106999	2599	2.20	106000	150000	150999

Province: New Brunswick/Nouveau-Brunswick											
No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Six or more/Six ou plus											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Income/Revenu (\$)					
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0	5.00	10820	58000	58999	1631	2.62	58000	107000	107999
10820	10999	0	5.04	11000	59000	59999	1657	2.66	59000	108000	108999
11000	11999	50	5.04	11000	60000	60999	1684	2.70	60000	109000	109999
12000	12999	100	4.22	12000	61000	61999	1711	2.64	61000	110000	110999
13000	13999	142	4.12	13000	62000	62999	1737	2.68	62000	111000	111999
14000	14999	183	4.08	14000	63000	63999	1764	2.62	63000	112000	112999
15000	15999	224	3.48	15000	64000	64999	1790	2.66	64000	113000	113999
16000	16999	259	3.48	16000	65000	65999	1817	2.70	65000	114000	114999
17000	17999	294	4.28	17000	66000	66999	1844	2.64	66000	115000	115999
18000	18999	337	4.24	18000	67000	67999	1870	2.68	67000	116000	116999
19000	19999	379	4.22	19000	68000	68999	1897	2.62	68000	117000	117999
20000	20999	421	4.18	20000	69000	69999	1923	2.66	69000	118000	118999
21000	21999	463	4.26	21000	70000	70999	1950	2.70	70000	119000	119999
22000	22999	506	4.24	22000	71000	71999	1977	2.64	71000	120000	120999
23000	23999	548	4.20	23000	72000	72999	2003	2.68	72000	121000	121999
24000	24999	590	4.28	24000	73000	73999	2030	2.62	73000	122000	122999
25000	25999	633	4.24	25000	74000	74999	2056	2.60	74000	123000	123999
26000	26999	675	4.22	26000	75000	75999	2082	2.68	75000	124000	124999
27000	27999	717	4.20	27000	76000	76999	2109	2.64	76000	125000	125999
28000	28999	759	4.26	28000	77000	77999	2135	2.62	77000	126000	126999
29000	29999	802	4.24	29000	78000	78999	2161	2.60	78000	127000	127999
30000	30999	844	4.22	30000	79000	79999	2187	2.66	79000	128000	128999
31000	31999	886	4.18	31000	80000	80999	2214	2.64	80000	129000	129999
32000	32999	928	4.06	32000	81000	81999	2240	2.62	81000	130000	130999
33000	33999	969	3.48	33000	82000	82999	2266	2.50	82000	131000	131999
34000	34999	1004	2.40	34000	83000	83999	2291	2.44	83000	132000	132999
35000	35999	1028	2.46	35000	84000	84999	2315	2.46	84000	133000	133999
36000	36999	1053	2.44	36000	85000	85999	2340	2.50	85000	134000	134999
37000	37999	1077	2.60	37000	86000	86999	2365	2.44	86000	135000	135999
38000	38999	1103	2.60	38000	87000	87999	2389	2.48	87000	136000	136999
39000	39999	1129	2.60	39000	88000	88999	2414	2.52	88000	137000	137999
40000	40999	1155	2.78	40000	89000	89999	2439	2.44	89000	138000	138999
41000	41999	1183	2.50	41000	90000	90999	2463	2.48	90000	139000	139999
42000	42999	1208	2.48	42000	91000	91999	2488	2.42	91000	140000	140999
43000	43999	1233	2.56	43000	92000	92999	2512	2.46	92000	141000	141999
44000	44999	1259	2.60	44000	93000	93999	2537	2.48	93000	142000	142999
45000	45999	1285	2.54	45000	94000	94999	2562	2.42	94000	143000	143999
46000	46999	1310	2.56	46000	95000	95999	2586	2.46	95000	144000	144999
47000	47999	1336	2.70	47000	96000	96999	2611	2.50	96000	145000	145999
48000	48999	1363	2.70	48000	97000	97999	2636	2.44	97000	146000	146999
49000	49999	1390	2.68	49000	98000	98999	2660	2.46	98000	147000	147999
50000	50999	1417	2.76	50000	99000	99999	2685	2.50	99000	148000	148999
51000	51999	1445	2.62	51000	100000	100999	2710	2.44	100000	149000	149999
52000	52999	1471	2.66	52000	101000	101999	2734	2.48	101000	150000	150999
53000	53999	1498	2.70	53000	102000	102999	2759	2.50	102000	150000	150999
54000	54999	1525	2.64	54000	103000	103999	2784	2.44	103000	150000	150999
55000	55999	1551	2.68	55000	104000	104999	2808	2.48	104000	150000	150999
56000	56999	1578	2.62	56000	105000	105999	2833	2.42	105000	150000	150999
57000	57999	1604	2.68	57000	106000	106999	2857	2.46	106000	150000	150999

Province: Manitoba No. of Children/N ^{bre} d'enfants: One/Un												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	3.70	10820	58000	58999	484	0.86	58000	107000	107999
10820	10999	0	0	3.38	11000	59000	59999	493	0.86	59000	108000	108999
11000	11999	37	37	3.38	12000	60000	60999	502	0.96	60000	109000	109999
12000	12999	71	71	2.76	12000	61000	61999	512	0.94	61000	110000	110999
13000	13999	99	99	0.60	13000	62000	62999	521	0.94	62000	111000	111999
14000	14999	105	105	0.50	14000	63000	63999	530	0.94	63000	112000	112999
15000	15999	110	110	0.20	15000	64000	64999	539	0.92	64000	113000	113999
16000	16999	112	112	0.06	16000	65000	65999	548	0.92	65000	114000	114999
17000	17999	113	113	0.06	17000	66000	66999	557	0.92	66000	115000	115999
18000	18999	114	114	0.06	18000	67000	67999	566	0.80	67000	116000	116999
19000	19999	115	115	0.66	19000	68000	68999	574	0.86	68000	117000	117999
20000	20999	122	122	1.00	20000	69000	69999	583	0.82	69000	118000	118999
21000	21999	132	132	1.00	21000	70000	70999	591	0.88	70000	119000	119999
22000	22999	142	142	0.98	22000	71000	71999	600	0.84	71000	120000	120999
23000	23999	152	152	1.06	23000	72000	72999	608	0.80	72000	121000	121999
24000	24999	163	163	1.08	24000	73000	73999	616	0.86	73000	122000	122999
25000	25999	174	174	1.22	25000	74000	74999	625	0.82	74000	123000	123999
26000	26999	186	186	1.06	26000	75000	75999	633	0.88	75000	124000	124999
27000	27999	197	197	1.04	27000	76000	76999	642	0.84	76000	125000	125999
28000	28999	207	207	1.00	28000	77000	77999	650	0.80	77000	126000	126999
29000	29999	217	217	1.08	29000	78000	78999	658	0.86	78000	127000	127999
30000	30999	228	228	1.04	30000	79000	79999	667	0.80	79000	128000	128999
31000	31999	238	238	1.02	31000	80000	80999	675	0.86	80000	129000	129999
32000	32999	248	248	1.00	32000	81000	81999	684	0.82	81000	130000	130999
33000	33999	258	258	0.94	33000	82000	82999	692	0.78	82000	131000	131999
34000	34999	267	267	0.92	34000	83000	83999	700	0.80	83000	132000	132999
35000	35999	276	276	0.98	35000	84000	84999	708	0.82	84000	133000	133999
36000	36999	286	286	0.94	36000	85000	85999	716	0.82	85000	134000	134999
37000	37999	295	295	0.92	37000	86000	86999	724	0.74	86000	135000	135999
38000	38999	304	304	0.98	38000	87000	87999	731	0.76	87000	136000	136999
39000	39999	314	314	0.94	39000	88000	88999	739	0.76	88000	137000	137999
40000	40999	323	323	0.94	40000	89000	89999	747	0.78	89000	138000	138999
41000	41999	332	332	0.88	41000	90000	90999	755	0.80	90000	139000	139999
42000	42999	341	341	0.90	42000	91000	91999	763	0.82	91000	140000	140999
43000	43999	350	350	0.84	43000	92000	92999	771	0.82	92000	141000	141999
44000	44999	358	358	0.86	44000	93000	93999	779	0.74	93000	142000	142999
45000	45999	367	367	0.86	45000	94000	94999	786	0.76	94000	143000	143999
46000	46999	376	376	0.88	46000	95000	95999	794	0.76	95000	144000	144999
47000	47999	385	385	0.92	47000	96000	96999	802	0.78	96000	145000	145999
48000	48999	394	394	0.92	48000	97000	97999	810	0.80	97000	146000	146999
49000	49999	403	403	0.92	49000	98000	98999	818	0.80	98000	147000	147999
50000	50999	412	412	0.92	50000	99000	99999	826	0.82	99000	148000	148999
51000	51999	421	421	0.90	51000	100000	100999	834	0.84	100000	149000	149999
52000	52999	430	430	0.90	52000	101000	101999	842	0.74	101000	150000	150999
53000	53999	439	439	0.90	53000	102000	102999	849	0.76	102000	151000	151999
54000	54999	448	448	0.88	54000	103000	103999	857	0.78	103000	152000	152999
55000	55999	457	457	0.88	55000	104000	104999	865	0.80	104000	153000	153999
56000	56999	466	466	0.88	56000	105000	105999	873	0.80	105000	154000	154999
57000	57999	475	475	0.88	57000	106000	106999	881	0.82	106000	155000	155999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants												Province: Manitoba No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux		
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	4.00	10820	58000	58999	802	1.42	58000	107000	107999	1436	1.26	107000
10820	10999	0	3.66	11000	59000	59999	816	1.48	59000	108000	108999	1449	1.24	108000
11000	11999	40	2.96	12000	60000	60999	831	1.44	60000	109000	109999	1461	1.22	109000
12000	12999	77	2.98	13000	61000	61999	845	1.40	61000	110000	110999	1473	1.20	110000
13000	13999	107	2.94	14000	62000	62999	859	1.46	62000	111000	111999	1485	1.18	111000
14000	14999	137	2.84	15000	63000	63999	874	1.42	63000	112000	112999	1497	1.26	112000
15000	15999	166	3.00	16000	64000	64999	888	1.48	64000	113000	113999	1510	1.24	113000
16000	16999	194	1.68	17000	65000	65999	903	1.44	65000	114000	114999	1522	1.20	114000
17000	17999	224	1.12	18000	66000	66999	917	1.40	66000	115000	115999	1534	1.18	115000
18000	18999	241	1.18	19000	67000	67999	931	1.36	67000	116000	116999	1546	1.26	116000
19000	19999	252	1.20	20000	68000	68999	945	1.32	68000	117000	117999	1559	1.24	117000
20000	20999	264	1.20	21000	69000	69999	958	1.38	69000	118000	118999	1571	1.22	118000
21000	21999	276	1.20	22000	70000	70999	972	1.34	70000	119000	119999	1583	1.20	119000
22000	22999	288	1.42	23000	71000	71999	985	1.30	71000	120000	120999	1595	1.28	120000
23000	23999	302	1.62	24000	72000	72999	998	1.36	72000	121000	121999	1608	1.24	121000
24000	24999	318	1.54	25000	73000	73999	1012	1.32	73000	122000	122999	1620	1.22	122000
25000	25999	333	1.56	26000	74000	74999	1025	1.38	74000	123000	123999	1632	1.20	123000
26000	26999	349	1.14	27000	75000	75999	1039	1.34	75000	124000	124999	1644	1.18	124000
27000	27999	360	1.30	28000	76000	76999	1052	1.30	76000	125000	125999	1656	1.26	125000
28000	28999	373	1.54	29000	77000	77999	1065	1.28	77000	126000	126999	1669	1.24	126000
29000	29999	388	1.60	30000	78000	78999	1078	1.28	78000	127000	127999	1681	1.12	127000
30000	30999	404	1.54	31000	79000	79999	1091	1.26	79000	128000	128999	1692	1.16	128000
31000	31999	419	1.48	32000	80000	80999	1104	1.36	80000	129000	129999	1704	1.20	129000
32000	32999	434	1.46	33000	81000	81999	1118	1.34	81000	130000	130999	1716	1.14	130000
33000	33999	449	1.42	34000	82000	82999	1131	1.24	82000	131000	131999	1727	1.18	131000
34000	34999	463	1.40	35000	83000	83999	1143	1.22	83000	132000	132999	1739	1.12	132000
35000	35999	477	1.40	36000	84000	84999	1155	1.20	84000	133000	133999	1750	1.16	133000
36000	36999	491	1.40	37000	85000	85999	1167	1.26	85000	134000	134999	1762	1.20	134000
37000	37999	505	1.38	38000	86000	86999	1180	1.24	86000	135000	135999	1774	1.14	135000
38000	38999	519	1.38	39000	87000	87999	1192	1.22	87000	136000	136999	1785	1.18	136000
39000	39999	533	1.38	40000	88000	88999	1204	1.20	88000	137000	137999	1797	1.12	137000
40000	40999	547	1.46	41000	89000	89999	1216	1.18	89000	138000	138999	1808	1.18	138000
41000	41999	562	1.36	42000	90000	90999	1228	1.26	90000	139000	139999	1820	1.12	139000
42000	42999	576	1.30	43000	91000	91999	1241	1.24	91000	140000	140999	1831	1.16	140000
43000	43999	589	1.38	44000	92000	92999	1253	1.20	92000	141000	141999	1843	1.20	141000
44000	44999	603	1.32	45000	93000	93999	1265	1.18	93000	142000	142999	1855	1.14	142000
45000	45999	616	1.36	46000	94000	94999	1277	1.26	94000	143000	143999	1866	1.18	143000
46000	46999	630	1.40	47000	95000	95999	1290	1.24	95000	144000	144999	1878	1.12	144000
47000	47999	644	1.44	48000	96000	96999	1302	1.22	96000	145000	145999	1889	1.16	145000
48000	48999	658	1.42	49000	97000	97999	1314	1.20	97000	146000	146999	1901	1.20	146000
49000	49999	672	1.48	50000	98000	98999	1326	1.18	98000	147000	147999	1913	1.14	147000
50000	50999	687	1.44	51000	99000	99999	1338	1.26	99000	148000	148999	1924	1.20	148000
51000	51999	701	1.40	52000	100000	100999	1351	1.22	100000	149000	149999	1936	1.14	149000
52000	52999	715	1.46	53000	101000	101999	1363	1.20	101000	150000	150999	1947	1.14	150000
53000	53999	730	1.42	54000	102000	102999	1375	1.18	102000	150000	150999	1947	1.14	150000
54000	54999	744	1.48	55000	103000	103999	1387	1.26	103000	150000	150999	1947	1.14	150000
55000	55999	759	1.44	56000	104000	104999	1400	1.24	104000	150000	150999	1947	1.14	150000
56000	56999	773	1.40	57000	105000	105999	1412	1.22	105000	150000	150999	1947	1.14	150000
57000	57999	787	1.46	57000	106000	106999	1424	1.20	106000	150000	150999	1947	1.14	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants												Province: Manitoba No. of Children/Nbre d'enfants: Three/Trois		
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	0	4.40	10820	58000	58999	1053	1.84	58000	107000	107999	1874	1.56	107000
10820	10999	0	3.94	11000	59000	59999	1071	1.80	59000	108000	108999	1890	1.58	108000
11000	11999	44	3.26	12000	60000	60999	1089	1.86	60000	109000	109999	1906	1.62	109000
12000	12999	83	3.14	13000	61000	61999	1108	1.82	61000	110000	110999	1922	1.54	110000
13000	13999	116	3.08	14000	62000	62999	1126	1.88	62000	111000	111999	1937	1.56	111000
14000	14999	147	3.06	15000	63000	63999	1145	1.84	63000	112000	112999	1953	1.60	112000
15000	15999	178	3.22	16000	64000	64999	1163	1.80	64000	113000	113999	1969	1.62	113000
16000	16999	209	3.96	17000	65000	65999	1181	1.86	65000	114000	114999	1985	1.54	114000
17000	17999	241	3.94	18000	66000	66999	1200	1.82	66000	115000	115999	2000	1.58	115000
18000	18999	281	3.56	19000	67000	67999	1218	1.68	67000	116000	116999	2016	1.60	116000
19000	19999	320	1.62	20000	68000	68999	1235	1.66	68000	117000	117999	2032	1.54	117000
20000	20999	359	1.72	21000	69000	69999	1252	1.76	69000	118000	118999	2047	1.56	118000
21000	21999	395	1.68	22000	70000	70999	1269	1.74	70000	119000	119999	2063	1.58	119000
22000	22999	411	1.92	23000	71000	71999	1287	1.70	71000	120000	120999	2079	1.62	120000
23000	23999	428	1.72	24000	72000	72999	1304	1.72	72000	121000	121999	2095	1.54	121000
24000	24999	445	1.62	25000	73000	73999	1321	1.72	73000	122000	122999	2110	1.60	122000
25000	25999	462	1.82	26000	74000	74999	1338	1.70	74000	123000	123999	2126	1.58	123000
26000	26999	481	1.64	27000	75000	75999	1355	1.70	75000	124000	124999	2142	1.52	124000
27000	27999	497	1.74	28000	76000	76999	1372	1.64	76000	125000	125999	2157	1.56	125000
28000	28999	513	1.76	29000	77000	77999	1389	1.68	77000	126000	126999	2173	1.58	126000
29000	29999	528	1.84	30000	78000	78999	1406	1.66	78000	127000	127999	2189	1.52	127000
30000	30999	545	1.80	31000	79000	79999	1423	1.66	79000	128000	128999	2204	1.52	128000
31000	31999	564	1.82	32000	80000	80999	1440	1.74	80000	129000	129999	2219	1.54	129000
32000	32999	584	1.82	33000	81000	81999	1458	1.64	81000	130000	130999	2234	1.44	130000
33000	33999	602	1.74	34000	82000	82999	1475	1.64	82000	131000	131999	2248	1.46	131000
34000	34999	620	1.74	35000	83000	83999	1491	1.64	83000	132000	132999	2263	1.46	132000
35000	35999	638	1.82	36000	84000	84999	1507	1.64	84000	133000	133999	2278	1.48	133000
36000	36999	656	1.74	37000	85000	85999	1523	1.64	85000	134000	134999	2293	1.48	134000
37000	37999	673	1.78	38000	86000	86999	1539	1.64	86000	135000	135999	2308	1.50	135000
38000	38999	691	1.80	39000	87000	87999	1555	1.64	87000	136000	136999	2323	1.50	136000
39000	39999	709	1.80	40000	88000	88999	1571	1.64	88000	137000	137999	2338	1.52	137000
40000	40999	727	1.70	41000	89000	89999	1587	1.64	89000	138000	138999	2353	1.54	138000
41000	41999	746	1.76	42000	90000	90999	1603	1.64	90000	139000	139999	2368	1.44	139000
42000	42999	763	1.74	43000	91000	91999	1619	1.64	91000	140000	140999	2382	1.46	140000
43000	43999	781	1.78	44000	92000	92999	1635	1.64	92000	141000	141999	2397	1.46	141000
44000	44999	798	1.74	45000	93000	93999	1651	1.64	93000	142000	142999	2412	1.48	142000
45000	45999	816	1.74	46000	94000	94999	1667	1.64	94000	143000	143999	2427	1.48	143000
46000	46999	833	1.86	47000	95000	95999	1683	1.64	95000	144000	144999	2442	1.50	144000
47000	47999	850	1.84	48000	96000	96999	1699	1.64	96000	145000	145999	2457	1.50	145000
48000	48999	869	1.84	49000	97000	97999	1715	1.64	97000	146000	146999	2472	1.52	146000
49000	49999	887	1.80	50000	98000	98999	1731	1.64	98000	147000	147999	2487	1.54	147000
50000	50999	905	1.82	51000	99000	99999	1747	1.56	99000	148000	148999	2502	1.44	148000
51000	51999	924	1.88	52000	100000	100999	1762	1.56	100000	149000	149999	2516	1.46	149000
52000	52999	942	1.84	53000	101000	101999	1778	1.56	101000	150000	150999	2531	1.46	150000
53000	53999	961	1.80	54000	102000	102999	1794	1.56	102000					
54000	54999	979	1.86	55000	103000	103999	1810	1.56	103000					
55000	55999	997	1.82	56000	104000	104999	1826	1.56	104000					
56000	56999	1016	1.88	57000	105000	105999	1842	1.56	105000					
57000	57999	1034	1.88		106000	106999	1858	1.56	106000					

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants										Province: Manitoba No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Four/Quatre				
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	4.70	10820	58000	58999	1258	2.12	58000	107000	107999	2225	1.86	107000
10820	10999	0	4.70	10820	59000	59999	1279	2.16	59000	108000	108999	2244	1.88	108000
11000	11999	47	4.24	11000	60000	60999	1301	2.20	60000	109000	109999	2263	1.90	109000
12000	12999	89	3.48	12000	61000	61999	1323	2.12	61000	110000	110999	2282	1.92	110000
13000	13999	124	3.42	13000	62000	62999	1344	2.16	62000	111000	111999	2301	1.92	111000
14000	14999	158	3.34	14000	63000	63999	1366	2.20	63000	112000	112999	2320	1.84	112000
15000	15999	191	3.28	15000	64000	64999	1388	2.12	64000	113000	113999	2338	1.86	113000
16000	16999	224	3.52	16000	65000	65999	1409	2.16	65000	114000	114999	2357	1.88	114000
17000	17999	259	4.24	17000	66000	66999	1431	2.20	66000	115000	115999	2376	1.90	115000
18000	18999	301	4.24	18000	67000	67999	1453	2.02	67000	116000	116999	2395	1.92	116000
19000	19999	343	4.24	19000	68000	68999	1473	2.02	68000	117000	117999	2414	1.84	117000
20000	20999	385	4.30	20000	69000	69999	1493	2.00	69000	118000	118999	2432	1.86	118000
21000	21999	428	4.22	21000	70000	70999	1513	1.98	70000	119000	119999	2451	1.86	119000
22000	22999	470	4.26	22000	71000	71999	1533	1.98	71000	120000	120999	2470	1.88	120000
23000	23999	513	4.00	23000	72000	72999	1553	2.06	72000	121000	121999	2489	1.90	121000
24000	24999	553	2.10	24000	73000	73999	1574	2.04	73000	122000	122999	2508	1.92	122000
25000	25999	574	2.02	25000	74000	74999	1594	2.04	74000	123000	123999	2527	1.84	123000
26000	26999	594	1.72	26000	75000	75999	1614	2.02	75000	124000	124999	2545	1.86	124000
27000	27999	611	1.72	27000	76000	76999	1634	2.00	76000	125000	125999	2564	1.88	125000
28000	28999	628	1.98	28000	77000	77999	1654	1.98	77000	126000	126999	2583	1.88	126000
29000	29999	648	2.02	29000	78000	78999	1674	1.98	78000	127000	127999	2602	1.80	127000
30000	30999	668	1.94	30000	79000	79999	1694	2.06	79000	128000	128999	2620	1.82	128000
31000	31999	687	1.88	31000	80000	80999	1715	2.04	80000	129000	129999	2638	1.74	129000
32000	32999	706	2.08	32000	81000	81999	1735	2.04	81000	130000	130999	2655	1.76	130000
33000	33999	727	2.08	33000	82000	82999	1755	1.92	82000	131000	131999	2673	1.76	131000
34000	34999	748	2.08	34000	83000	83999	1774	1.84	83000	132000	132999	2691	1.78	132000
35000	35999	769	2.10	35000	84000	84999	1792	1.86	84000	133000	133999	2709	1.80	133000
36000	36999	790	2.10	36000	85000	85999	1811	1.88	85000	134000	134999	2727	1.82	134000
37000	37999	811	2.10	37000	86000	86999	1830	1.90	86000	135000	135999	2745	1.84	135000
38000	38999	832	2.10	38000	87000	87999	1849	1.92	87000	136000	136999	2763	1.74	136000
39000	39999	853	2.12	39000	88000	88999	1868	1.92	88000	137000	137999	2780	1.76	137000
40000	40999	874	2.20	40000	89000	89999	1887	1.84	89000	138000	138999	2798	1.78	138000
41000	41999	896	2.06	41000	90000	90999	1905	1.86	90000	139000	139999	2816	1.74	139000
42000	42999	917	2.04	42000	91000	91999	1924	1.88	91000	140000	140999	2833	1.78	140000
43000	43999	937	2.10	43000	92000	92999	1943	1.90	92000	141000	141999	2851	1.72	141000
44000	44999	958	2.04	44000	93000	93999	1962	1.92	93000	142000	142999	2868	1.76	142000
45000	45999	978	2.08	45000	94000	94999	1981	1.84	94000	143000	143999	2886	1.80	143000
46000	46999	999	2.10	46000	95000	95999	1999	1.86	95000	144000	144999	2904	1.74	144000
47000	47999	1020	2.14	47000	96000	96999	2018	1.86	96000	145000	145999	2921	1.78	145000
48000	48999	1041	2.20	48000	97000	97999	2037	1.88	97000	146000	146999	2939	1.72	146000
49000	49999	1063	2.12	49000	98000	98999	2056	1.90	98000	147000	147999	2956	1.76	147000
50000	50999	1084	2.16	50000	99000	99999	2075	1.92	99000	148000	148999	2974	1.80	148000
51000	51999	1106	2.20	51000	100000	100999	2094	1.84	100000	149000	149999	2992	1.74	149000
52000	52999	1128	2.12	52000	101000	101999	2112	1.86	101000	150000	150999	3009	1.74	150000
53000	53999	1149	2.16	53000	102000	102999	2131	1.88	102000	150000	150999	3009	1.74	150000
54000	54999	1171	2.20	54000	103000	103999	2150	1.90	103000	150000	150999	3009	1.74	150000
55000	55999	1193	2.12	55000	104000	104999	2169	1.90	104000	150000	150999	3009	1.74	150000
56000	56999	1214	2.16	56000	105000	105999	2188	1.92	105000	150000	150999	3009	1.74	150000
57000	57999	1236	2.20	57000	106000	106999	2207	1.84	106000	150000	150999	3009	1.74	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants														
Province: Manitoba No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Five/Cinq														
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)				
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A			
0	10819	0	4.70	10820	58000	58999	1429	2.44	58000	107000	107999	2518	2.12	107000
10820	10999	0	4.70	10820	59000	59999	1453	2.40	59000	108000	108999	2539	2.10	108000
11000	11999	47	4.24	11000	60000	60999	1477	2.46	60000	109000	109999	2560	2.08	109000
12000	12999	89	3.48	12000	61000	61999	1502	2.42	61000	110000	110999	2581	2.16	110000
13000	13999	124	3.42	13000	62000	62999	1526	2.48	62000	111000	111999	2603	2.14	111000
14000	14999	158	3.34	14000	63000	63999	1551	2.44	63000	112000	112999	2624	2.12	112000
15000	15999	191	3.28	15000	64000	64999	1575	2.40	64000	113000	113999	2645	2.10	113000
16000	16999	224	3.52	16000	65000	65999	1599	2.46	65000	114000	114999	2666	2.08	114000
17000	17999	259	4.24	17000	66000	66999	1624	2.42	66000	115000	115999	2687	2.16	115000
18000	18999	301	4.24	18000	67000	67999	1648	2.28	67000	116000	116999	2709	2.14	116000
19000	19999	343	4.24	19000	68000	68999	1671	2.32	68000	117000	117999	2730	2.12	117000
20000	20999	385	4.30	20000	69000	69999	1694	2.24	69000	118000	118999	2751	2.10	118000
21000	21999	428	4.22	21000	70000	70999	1716	2.28	70000	119000	119999	2772	2.08	119000
22000	22999	470	4.26	22000	71000	71999	1739	2.32	71000	120000	120999	2793	2.16	120000
23000	23999	513	4.30	23000	72000	72999	1762	2.24	72000	121000	121999	2815	2.14	121000
24000	24999	556	4.36	24000	73000	73999	1784	2.28	73000	122000	122999	2836	2.14	122000
25000	25999	600	4.34	25000	74000	74999	1807	2.32	74000	123000	123999	2857	2.12	123000
26000	26999	643	4.30	26000	75000	75999	1830	2.24	75000	124000	124999	2878	2.10	124000
27000	27999	686	4.28	27000	76000	76999	1852	2.28	76000	125000	125999	2899	2.08	125000
28000	28999	729	2.16	28000	77000	77999	1875	2.32	77000	126000	126999	2920	2.16	126000
29000	29999	751	2.08	29000	78000	78999	1898	2.24	78000	127000	127999	2942	2.04	127000
30000	30999	772	2.14	30000	79000	79999	1920	2.28	79000	128000	128999	2962	2.02	128000
31000	31999	793	2.20	31000	80000	80999	1943	2.32	80000	129000	129999	2982	2.02	129000
32000	32999	815	2.08	32000	81000	81999	1966	2.24	81000	130000	130999	3002	2.02	130000
33000	33999	836	2.08	33000	82000	82999	1988	2.08	82000	131000	131999	3022	2.00	131000
34000	34999	857	2.24	34000	83000	83999	2009	2.16	83000	132000	132999	3042	2.00	132000
35000	35999	879	2.34	35000	84000	84999	2031	2.14	84000	133000	133999	3062	1.98	133000
36000	36999	902	2.38	36000	85000	85999	2052	2.12	85000	134000	134999	3082	1.98	134000
37000	37999	926	2.34	37000	86000	86999	2073	2.10	86000	135000	135999	3102	1.96	135000
38000	38999	949	2.38	38000	87000	87999	2094	2.08	87000	136000	136999	3122	1.96	136000
39000	39999	973	2.32	39000	88000	88999	2115	2.08	88000	137000	137999	3142	1.96	137000
40000	40999	996	2.56	40000	89000	89999	2136	2.16	89000	138000	138999	3162	2.06	138000
41000	41999	1022	2.24	41000	90000	90999	2158	2.14	90000	139000	139999	3183	2.04	139000
42000	42999	1044	2.26	42000	91000	91999	2179	2.12	91000	140000	140999	3203	2.04	140000
43000	43999	1067	2.28	43000	92000	92999	2200	2.10	92000	141000	141999	3223	2.02	141000
44000	44999	1090	2.38	44000	93000	93999	2221	2.08	93000	142000	142999	3243	2.02	142000
45000	45999	1114	2.34	45000	94000	94999	2242	2.16	94000	143000	143999	3263	2.02	143000
46000	46999	1137	2.32	46000	95000	95999	2264	2.14	95000	144000	144999	3283	2.00	144000
47000	47999	1160	2.40	47000	96000	96999	2285	2.12	96000	145000	145999	3303	2.00	145000
48000	48999	1184	2.46	48000	97000	97999	2306	2.10	97000	146000	146999	3323	1.98	146000
49000	49999	1209	2.50	49000	98000	98999	2327	2.08	98000	147000	147999	3343	1.98	147000
50000	50999	1234	2.44	50000	99000	99999	2348	2.16	99000	148000	148999	3363	1.98	148000
51000	51999	1258	2.40	51000	100000	100999	2370	2.14	100000	149000	149999	3383	1.96	149000
52000	52999	1282	2.46	52000	101000	101999	2391	2.12	101000	150000	150999	3403	1.96	150000
53000	53999	1307	2.42	53000	102000	102999	2412	2.10	102000					
54000	54999	1331	2.38	54000	103000	103999	2433	2.08	103000					
55000	55999	1355	2.46	55000	104000	104999	2454	2.06	104000					
56000	56999	1380	2.42	56000	105000	105999	2475	2.16	105000					
57000	57999	1404	2.48	57000	106000	106999	2497	2.14	106000					

Province: Manitoba											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Six or more/Six ou plus	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0	4.70	10820	58000	58999	1573	2.66	58000	107000	107999
10820	10999	0	4.70	10820	59000	59999	1600	2.70	59000	108000	108999
11000	11999	47	4.24	11000	60000	60999	1627	2.62	60000	109000	109999
12000	12999	89	3.48	12000	61000	61999	1653	2.66	61000	110000	110999
13000	13999	124	3.42	13000	62000	62999	1680	2.68	62000	111000	111999
14000	14999	158	3.34	14000	63000	63999	1707	2.72	63000	112000	112999
15000	15999	191	3.28	15000	64000	64999	1734	2.64	64000	113000	113999
16000	16999	224	3.52	16000	65000	65999	1760	2.68	65000	114000	114999
17000	17999	259	4.24	17000	66000	66999	1787	2.70	66000	115000	115999
18000	18999	301	4.24	18000	67000	67999	1814	2.44	67000	116000	116999
19000	19999	343	4.24	19000	68000	68999	1838	2.46	68000	117000	117999
20000	20999	385	4.30	20000	69000	69999	1863	2.48	69000	118000	118999
21000	21999	428	4.22	21000	70000	70999	1888	2.50	70000	119000	119999
22000	22999	470	4.26	22000	71000	71999	1913	2.52	71000	120000	120999
23000	23999	513	4.30	23000	72000	72999	1938	2.44	72000	121000	121999
24000	24999	556	4.36	24000	73000	73999	1962	2.46	73000	122000	122999
25000	25999	600	4.34	25000	74000	74999	1987	2.48	74000	123000	123999
26000	26999	643	4.30	26000	75000	75999	2012	2.50	75000	124000	124999
27000	27999	686	4.28	27000	76000	76999	2037	2.52	76000	125000	125999
28000	28999	729	4.36	28000	77000	77999	2062	2.52	77000	126000	126999
29000	29999	773	4.32	29000	78000	78999	2087	2.44	78000	127000	127999
30000	30999	816	4.30	30000	79000	79999	2111	2.46	79000	128000	128999
31000	31999	859	4.16	31000	80000	80999	2136	2.48	80000	129000	129999
32000	32999	901	2.96	32000	81000	81999	2161	2.50	81000	130000	130999
33000	33999	931	2.30	33000	82000	82999	2186	2.34	82000	131000	131999
34000	34999	954	2.24	34000	83000	83999	2209	2.32	83000	132000	132999
35000	35999	976	2.26	35000	84000	84999	2232	2.30	84000	133000	133999
36000	36999	999	2.38	36000	85000	85999	2255	2.28	85000	134000	134999
37000	37999	1023	2.52	37000	86000	86999	2278	2.36	86000	135000	135999
38000	38999	1048	2.56	38000	87000	87999	2302	2.34	87000	136000	136999
39000	39999	1074	2.58	39000	88000	88999	2325	2.32	88000	137000	137999
40000	40999	1100	2.70	40000	89000	89999	2348	2.30	89000	138000	138999
41000	41999	1127	2.46	41000	90000	90999	2371	2.28	90000	139000	139999
42000	42999	1152	2.46	42000	91000	91999	2394	2.36	91000	140000	140999
43000	43999	1177	2.58	43000	92000	92999	2418	2.34	92000	141000	141999
44000	44999	1203	2.54	44000	93000	93999	2441	2.32	93000	142000	142999
45000	45999	1228	2.50	45000	94000	94999	2464	2.30	94000	143000	143999
46000	46999	1253	2.56	46000	95000	95999	2487	2.28	95000	144000	144999
47000	47999	1279	2.62	47000	96000	96999	2510	2.28	96000	145000	145999
48000	48999	1305	2.66	48000	97000	97999	2533	2.36	97000	146000	146999
49000	49999	1332	2.66	49000	98000	98999	2557	2.34	98000	147000	147999
50000	50999	1359	2.66	50000	99000	99999	2580	2.32	99000	148000	148999
51000	51999	1386	2.68	51000	100000	100999	2603	2.30	100000	149000	149999
52000	52999	1413	2.68	52000	101000	101999	2626	2.28	101000	150000	150999
53000	53999	1440	2.72	53000	102000	102999	2649	2.36	102000	ou plus	
54000	54999	1467	2.64	54000	103000	103999	2673	2.34	103000		
55000	55999	1493	2.68	55000	104000	104999	2696	2.32	104000		
56000	56999	1520	2.70	56000	105000	105999	2719	2.30	105000		
57000	57999	1547	2.64	57000	106000	106999	2742	2.28	106000		

Province: <i>British Columbia/Colombie-Britannique</i> No. of Children/N ^o d'enfants: One/Un											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Income/Revenu (\$)					
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0	1.86	10820	58000	58999	537	0.94	58000	107000	107999
10820	10999	5	1.82	11000	59000	59999	546	0.96	59000	108000	108999
11000	11999	24	1.80	12000	60000	60999	556	1.00	60000	109000	109999
12000	12999	42	1.88	13000	61000	61999	566	1.02	61000	110000	110999
13000	13999	60	1.84	14000	62000	62999	576	0.94	62000	111000	111999
14000	14999	79	1.82	15000	63000	63999	585	0.96	63000	112000	112999
15000	15999	97	1.80	16000	64000	64999	595	0.98	64000	113000	113999
16000	16999	115	1.86	17000	65000	65999	605	1.02	65000	114000	114999
17000	17999	133	1.44	18000	66000	66999	615	0.94	66000	115000	115999
18000	18999	152	0.82	19000	67000	67999	624	0.96	67000	116000	116999
19000	19999	166	0.82	20000	68000	68999	634	0.98	68000	117000	117999
20000	20999	174	0.82	21000	69000	69999	644	1.00	69000	118000	118999
21000	21999	182	0.84	22000	70000	70999	654	0.92	70000	119000	119999
22000	22999	190	0.74	23000	71000	71999	663	0.96	71000	120000	120999
23000	23999	198	1.22	24000	72000	72999	673	0.98	72000	121000	121999
24000	24999	206	0.96	25000	73000	73999	683	0.94	73000	122000	122999
25000	25999	213	0.92	26000	74000	74999	692	0.92	74000	123000	123999
26000	26999	227	0.98	27000	75000	75999	701	0.98	75000	124000	124999
27000	27999	239	1.00	28000	76000	76999	711	0.94	76000	125000	125999
28000	28999	249	0.96	29000	77000	77999	720	0.90	77000	126000	126999
29000	29999	259	0.92	30000	78000	78999	729	0.96	78000	127000	127999
30000	30999	269	1.00	31000	79000	79999	739	0.92	79000	128000	128999
31000	31999	279	0.96	32000	80000	80999	748	0.98	80000	129000	129999
32000	32999	289	0.96	33000	81000	81999	758	0.94	81000	130000	130999
33000	33999	299	0.90	34000	82000	82999	767	0.92	82000	131000	131999
34000	34999	308	0.92	35000	83000	83999	776	0.84	83000	132000	132999
35000	35999	318	0.98	36000	84000	84999	784	0.90	84000	133000	133999
36000	36999	327	0.88	37000	85000	85999	793	0.84	85000	134000	134999
37000	37999	337	0.92	38000	86000	86999	801	0.88	86000	135000	135999
38000	38999	346	0.96	39000	87000	87999	810	0.82	87000	136000	136999
39000	39999	355	0.88	40000	88000	88999	818	0.86	88000	137000	137999
40000	40999	364	0.86	41000	89000	89999	827	0.90	89000	138000	138999
41000	41999	374	0.86	42000	90000	90999	836	0.84	90000	139000	139999
42000	42999	383	0.92	43000	91000	91999	844	0.90	91000	140000	140999
43000	43999	392	0.94	44000	92000	92999	853	0.84	92000	141000	141999
44000	44999	402	0.90	45000	93000	93999	861	0.88	93000	142000	142999
45000	45999	411	0.98	46000	94000	94999	870	0.82	94000	143000	143999
46000	46999	420	0.98	47000	95000	95999	878	0.86	95000	144000	144999
47000	47999	429	1.00	48000	96000	96999	887	0.90	96000	145000	145999
48000	48999	439	0.94	49000	97000	97999	896	0.84	97000	146000	146999
49000	49999	449	0.96	50000	98000	98999	904	0.90	98000	147000	147999
50000	50999	458	0.98	51000	99000	99999	913	0.84	99000	148000	148999
51000	51999	468	1.00	52000	100000	100999	921	0.78	100000	149000	149999
52000	52999	478	0.92	53000	101000	101999	929	0.86	101000	150000	150999
53000	53999	488	0.96	54000	102000	102999	938	0.84	102000	150000	150999
54000	54999	497	0.98	55000	103000	103999	946	0.80	103000	150000	150999
55000	55999	507	1.00	56000	104000	104999	954	0.78	104000	150000	150999
56000	56999	517	1.02	57000	105000	105999	962	0.86	105000	150000	150999
57000	57999	527	1.02	57000	106000	106999	971	0.84	106000	150000	150999

Province: <i>British Columbia/Colombie-Britannique</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
From/ De	To/ A	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Income/ Revenu (\$)	From/ De	To/ A	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	0	5.48	10820	58000	58999	58000	880	1.54	58000
10820	10999	16	16	4.74	11000	59000	59999	59000	895	1.52	59000
11000	11999	71	71	3.56	12000	60000	60999	60000	910	1.50	60000
12000	12999	118	118	3.44	13000	61000	61999	61000	925	1.48	61000
13000	13999	154	154	3.40	14000	62000	62999	62000	940	1.46	62000
14000	14999	189	189	3.36	15000	63000	63999	63000	955	1.56	63000
15000	15999	223	223	2.94	16000	64000	64999	64000	971	1.54	64000
16000	16999	257	257	1.36	17000	65000	65999	65000	986	1.52	65000
17000	17999	286	286	1.36	18000	66000	66999	66000	1001	1.50	66000
18000	18999	295	295	1.36	19000	67000	67999	67000	1016	1.48	67000
19000	19999	309	309	1.36	20000	68000	68999	68000	1031	1.56	68000
20000	20999	323	323	1.32	21000	69000	69999	69000	1047	1.54	69000
21000	21999	337	337	1.32	22000	70000	70999	70000	1062	1.52	70000
22000	22999	350	350	1.32	23000	71000	71999	71000	1077	1.50	71000
23000	23999	364	364	1.38	24000	72000	72999	72000	1092	1.50	72000
24000	24999	377	377	1.48	25000	73000	73999	73000	1107	1.44	73000
25000	25999	391	391	1.48	26000	74000	74999	74000	1121	1.48	74000
26000	26999	407	407	1.42	27000	75000	75999	75000	1136	1.42	75000
27000	27999	420	420	1.22	28000	76000	76999	76000	1150	1.46	76000
28000	28999	432	432	1.52	29000	77000	77999	77000	1165	1.50	77000
29000	29999	448	448	1.56	30000	78000	78999	78000	1180	1.44	78000
30000	30999	463	463	1.48	31000	79000	79999	79000	1194	1.48	79000
31000	31999	479	479	1.48	32000	80000	80999	80000	1209	1.44	80000
32000	32999	495	495	1.48	33000	81000	81999	81000	1223	1.48	81000
33000	33999	510	510	1.42	34000	82000	82999	82000	1238	1.32	82000
34000	34999	525	525	1.46	35000	83000	83999	83000	1251	1.38	83000
35000	35999	539	539	1.40	36000	84000	84999	84000	1265	1.34	84000
36000	36999	554	554	1.46	37000	85000	85999	85000	1278	1.30	85000
37000	37999	568	568	1.42	38000	86000	86999	86000	1291	1.38	86000
38000	38999	583	583	1.46	39000	87000	87999	87000	1305	1.34	87000
39000	39999	597	597	1.52	40000	88000	88999	88000	1318	1.30	88000
40000	40999	612	612	1.36	41000	89000	89999	89000	1331	1.38	89000
41000	41999	627	627	1.40	42000	90000	90999	90000	1345	1.34	90000
42000	42999	641	641	1.46	43000	91000	91999	91000	1358	1.30	91000
43000	43999	655	655	1.54	44000	92000	92999	92000	1371	1.38	92000
44000	44999	670	670	1.40	45000	93000	93999	93000	1385	1.34	93000
45000	45999	684	684	1.46	46000	94000	94999	94000	1398	1.30	94000
46000	46999	698	698	1.54	47000	95000	95999	95000	1411	1.38	95000
47000	47999	713	713	1.54	48000	96000	96999	96000	1425	1.34	96000
48000	48999	728	728	1.52	49000	97000	97999	97000	1438	1.30	97000
49000	49999	743	743	1.48	50000	98000	98999	98000	1451	1.38	98000
50000	50999	758	758	1.50	51000	99000	99999	99000	1465	1.34	99000
51000	51999	773	773	1.56	52000	100000	100999	100000	1478	1.30	100000
52000	52999	788	788	1.54	53000	101000	101999	101000	1491	1.32	101000
53000	53999	804	804	1.52	54000	102000	102999	102000	1504	1.24	102000
54000	54999	819	819	1.50	55000	103000	103999	103000	1516	1.26	103000
55000	55999	834	834	1.48	56000	104000	104999	104000	1529	1.28	104000
56000	56999	849	849	1.56	57000	105000	105999	105000	1542	1.30	105000
57000	57999	864	864	1.56	57000	106000	106999	106000	1555	1.32	106000

Province: <i>British Columbia/Colombie-Britannique</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	5.86	10820	58000	58999	1154	1.90	58000	107000	107999
10820	10999	17	17	5.08	11000	59000	59999	1173	1.96	59000	108000	108999
11000	11999	76	76	3.86	12000	60000	60999	1193	2.00	60000	109000	109999
12000	12999	127	127	3.74	13000	61000	61999	1213	1.94	61000	110000	110999
13000	13999	166	166	3.70	14000	62000	62999	1232	2.00	62000	111000	111999
14000	14999	203	203	3.60	15000	63000	63999	1252	1.94	63000	112000	112999
15000	15999	240	240	3.66	16000	64000	64999	1271	1.98	64000	113000	113999
16000	16999	276	276	3.62	17000	65000	65999	1291	1.94	65000	114000	114999
17000	17999	313	313	4.18	18000	66000	66999	1310	1.98	66000	115000	115999
18000	18999	349	349	2.84	19000	67000	67999	1330	1.92	67000	116000	116999
19000	19999	391	391	1.82	20000	68000	68999	1349	1.98	68000	117000	117999
20000	20999	433	433	1.84	21000	69000	69999	1369	1.92	69000	118000	118999
21000	21999	461	461	1.82	22000	70000	70999	1388	1.98	70000	119000	119999
22000	22999	497	497	1.84	23000	71000	71999	1408	1.92	71000	120000	120999
23000	23999	515	515	2.04	24000	72000	72999	1427	1.88	72000	121000	121999
24000	24999	553	553	1.84	25000	73000	73999	1446	1.92	73000	122000	122999
25000	25999	553	553	1.82	26000	74000	74999	1465	1.84	74000	123000	123999
26000	26999	571	571	1.54	27000	75000	75999	1483	1.86	75000	124000	124999
27000	27999	586	586	1.56	28000	76000	76999	1502	1.88	76000	125000	125999
28000	28999	602	602	2.10	29000	77000	77999	1521	1.92	77000	126000	126999
29000	29999	619	619	1.66	30000	78000	78999	1540	1.84	78000	127000	127999
30000	30999	640	640	2.04	31000	79000	79999	1558	1.86	79000	128000	128999
31000	31999	660	660	1.94	32000	80000	80999	1577	1.88	80000	129000	129999
32000	32999	679	679	1.90	33000	81000	81999	1596	1.92	81000	130000	130999
33000	33999	698	698	1.92	34000	82000	82999	1615	1.74	82000	131000	131999
34000	34999	717	717	1.84	35000	83000	83999	1632	1.70	83000	132000	132999
35000	35999	735	735	1.86	36000	84000	84999	1649	1.70	84000	133000	133999
36000	36999	754	754	1.84	37000	85000	85999	1666	1.68	85000	134000	134999
37000	37999	773	773	2.02	38000	86000	86999	1683	1.66	86000	135000	135999
38000	38999	791	791	1.88	39000	87000	87999	1700	1.76	87000	136000	136999
39000	39999	810	810	1.84	40000	88000	88999	1718	1.74	88000	137000	137999
40000	40999	830	830	1.84	41000	89000	89999	1735	1.72	89000	138000	138999
41000	41999	848	848	1.82	42000	90000	90999	1752	1.72	90000	139000	139999
42000	42999	866	866	1.82	43000	91000	91999	1769	1.70	91000	140000	140999
43000	43999	884	884	1.90	44000	92000	92999	1786	1.68	92000	141000	141999
44000	44999	903	903	1.84	45000	93000	93999	1803	1.66	93000	142000	142999
45000	45999	921	921	1.80	46000	94000	94999	1820	1.76	94000	143000	143999
46000	46999	939	939	1.96	47000	95000	95999	1838	1.74	95000	144000	144999
47000	47999	959	959	1.94	48000	96000	96999	1855	1.72	96000	145000	145999
48000	48999	978	978	1.98	49000	97000	97999	1872	1.72	97000	146000	146999
49000	49999	998	998	1.92	50000	98000	98999	1889	1.70	98000	147000	147999
50000	50999	1017	1017	1.98	51000	99000	99999	1906	1.68	99000	148000	148999
51000	51999	1037	1037	1.92	52000	100000	100999	1923	1.68	100000	149000	149999
52000	52999	1056	1056	1.96	53000	101000	101999	1940	1.62	101000	150000	150999
53000	53999	1076	1076	1.92	54000	102000	102999	1956	1.68	102000	150000	150999
54000	54999	1095	1095	1.96	55000	103000	103999	1973	1.62	103000	150000	150999
55000	55999	1115	1115	1.92	56000	104000	104999	1989	1.68	104000	150000	150999
56000	56999	1134	1134	1.96	57000	105000	105999	2006	1.64	105000	150000	150999
57000	57999					106000	106999	2022	1.68	106000	150000	150999

Province: <i>British Columbia/Colombie-Britannique</i> No. of Children/Nombre d'enfants: Four/Quatre																			
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/ Revenu (\$)							
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À						
														0	19	82	137	177	218
0	10819	0	0	6.34	10820	58000	58999	58000	1378	2.36	58000	107000	107999						
10820	10999	19	19	5.54	11000	59000	59999	59000	1402	2.34	59000	108000	108999						
11000	11999	82	82	4.04	12000	60000	60999	60000	1425	2.34	60000	109000	109999						
12000	12999	137	137	3.94	13000	61000	61999	61000	1448	2.34	61000	110000	110999						
13000	13999	177	177	3.88	14000	62000	62999	62000	1471	2.32	62000	111000	111999						
14000	14999	218	218	3.88	15000	63000	63999	63000	1494	2.32	63000	112000	112999						
15000	15999	257	257	3.88	16000	64000	64999	64000	1517	2.30	64000	113000	113999						
16000	16999	296	296	3.88	17000	65000	65999	65000	1540	2.30	65000	114000	114999						
17000	17999	335	335	4.50	18000	66000	66999	66000	1563	2.30	66000	115000	115999						
18000	18999	374	374	4.30	19000	67000	67999	67000	1586	2.28	67000	116000	116999						
19000	19999	419	419	4.30	20000	68000	68999	68000	1609	2.28	68000	117000	117999						
20000	20999	464	464	4.30	21000	69000	69999	69000	1632	2.26	69000	118000	118999						
21000	21999	507	507	4.30	22000	70000	70999	70000	1655	2.26	70000	119000	119999						
22000	22999	550	550	4.36	23000	71000	71999	71000	1678	2.26	71000	120000	120999						
23000	23999	594	594	3.34	24000	72000	72999	72000	1701	2.16	72000	121000	121999						
24000	24999	627	627	2.20	25000	73000	73999	73000	1723	2.26	73000	122000	122999						
25000	25999	649	649	2.18	26000	74000	74999	74000	1746	2.26	74000	123000	123999						
26000	26999	672	672	2.02	27000	75000	75999	75000	1768	2.22	75000	124000	124999						
27000	27999	694	694	2.02	28000	76000	76999	76000	1790	2.20	76000	125000	125999						
28000	28999	714	714	2.04	29000	77000	77999	77000	1812	2.18	77000	126000	126999						
29000	29999	734	734	2.04	30000	78000	78999	78000	1834	2.18	78000	127000	127999						
30000	30999	754	754	2.10	31000	79000	79999	79000	1856	2.26	79000	128000	128999						
31000	31999	775	775	2.02	32000	80000	80999	80000	1879	2.22	80000	129000	129999						
32000	32999	795	795	2.20	33000	81000	81999	81000	1901	2.22	81000	130000	130999						
33000	33999	817	817	2.18	34000	82000	82999	82000	1923	2.02	82000	131000	131999						
34000	34999	839	839	2.26	35000	83000	83999	83000	1943	2.06	83000	132000	132999						
35000	35999	862	862	2.24	36000	84000	84999	84000	1964	2.04	84000	133000	133999						
36000	36999	884	884	2.22	37000	85000	85999	85000	1984	2.02	85000	134000	134999						
37000	37999	906	906	2.24	38000	86000	86999	86000	2004	2.02	86000	135000	135999						
38000	38999	928	928	2.24	39000	87000	87999	87000	2024	2.06	87000	136000	136999						
39000	39999	950	950	2.24	40000	88000	88999	88000	2045	2.04	88000	137000	137999						
40000	40999	972	972	2.32	41000	89000	89999	89000	2065	2.02	89000	138000	138999						
41000	41999	995	995	2.18	42000	90000	90999	90000	2085	1.98	90000	139000	139999						
42000	42999	1017	1017	2.14	43000	91000	91999	91000	2105	2.06	91000	140000	140999						
43000	43999	1038	1038	2.22	44000	92000	92999	92000	2126	2.04	92000	141000	141999						
44000	44999	1060	1060	2.14	45000	93000	93999	93000	2146	2.02	93000	142000	142999						
45000	45999	1081	1081	2.16	46000	94000	94999	94000	2166	1.98	94000	143000	143999						
46000	46999	1103	1103	2.20	47000	95000	95999	95000	2186	2.06	95000	144000	144999						
47000	47999	1125	1125	2.32	48000	96000	96999	96000	2207	2.04	96000	145000	145999						
48000	48999	1148	1148	2.34	49000	97000	97999	97000	2227	2.00	97000	146000	146999						
49000	49999	1171	1171	2.32	50000	98000	98999	98000	2247	1.98	98000	147000	147999						
50000	50999	1194	1194	2.32	51000	99000	99999	99000	2267	2.06	99000	148000	148999						
51000	51999	1217	1217	2.30	52000	100000	100999	100000	2288	1.94	100000	149000	149999						
52000	52999	1240	1240	2.30	53000	101000	101999	101000	2307	1.98	101000	150000	150999						
53000	53999	1263	1263	2.30	54000	102000	102999	102000	2327	1.94	102000	150000	150999						
54000	54999	1286	1286	2.28	55000	103000	103999	103000	2346	2.00	103000	150000	150999						
55000	55999	1309	1309	2.28	56000	104000	104999	104000	2366	1.94	104000	150000	150999						
56000	56999	1332	1332	2.26	57000	105000	105999	105000	2385	1.90	105000	150000	150999						
57000	57999	1355	1355	2.26		106000	106999	106000	2404	1.96	106000	150000	150999						

Province: <i>British Columbia/Colombie-Britannique</i> No. of Children/N ^o de d'enfants: <i>Five/Cinq</i>																																														
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/ Revenu (\$)																																		
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À																																	
														0	19	82	137	177	218	257	296	335	374	419	464	507	550	594	637	680	724	769	813	843	867	891	914	937	959	982	1007	1032	1057	1107	1157	1181
0	10819	0	0	6.34	10820	58000	58999	58000	1566	2.64	58000	107000	107999																																	
10820	10999	19	19	5.54	11000	59000	59999	59000	1592	2.64	59000	108000	108999																																	
11000	11999	82	82	4.04	12000	60000	60999	60000	1618	2.64	60000	109000	109999																																	
12000	12999	137	137	4.06	13000	61000	61999	61000	1644	2.62	61000	110000	110999																																	
13000	13999	177	177	3.94	14000	62000	62999	62000	1670	2.62	62000	111000	111999																																	
14000	14999	218	218	3.88	15000	63000	63999	63000	1696	2.62	63000	112000	112999																																	
15000	15999	257	257	3.88	16000	64000	64999	64000	1722	2.62	64000	113000	113999																																	
16000	16999	296	296	4.50	17000	65000	65999	65000	1748	2.62	65000	114000	114999																																	
17000	17999	335	335	4.30	18000	66000	66999	66000	1774	2.62	66000	115000	115999																																	
18000	18999	374	374	4.34	19000	67000	67999	67000	1800	2.60	67000	116000	116999																																	
19000	19999	419	419	4.30	20000	68000	68999	68000	1826	2.60	68000	117000	117999																																	
20000	20999	464	464	4.30	21000	69000	69999	69000	1852	2.60	69000	118000	118999																																	
21000	21999	507	507	4.30	22000	70000	70999	70000	1878	2.60	70000	119000	119999																																	
22000	22999	550	550	4.34	23000	71000	71999	71000	1904	2.52	71000	120000	120999																																	
23000	23999	594	594	4.34	24000	72000	72999	72000	1930	2.52	72000	121000	121999																																	
24000	24999	637	637	4.30	25000	73000	73999	73000	1955	2.52	73000	122000	122999																																	
25000	25999	680	680	4.30	26000	74000	74999	74000	1980	2.52	74000	123000	123999																																	
26000	26999	724	724	4.48	27000	75000	75999	75000	2005	2.52	75000	124000	124999																																	
27000	27999	769	769	4.42	28000	76000	76999	76000	2030	2.52	76000	125000	125999																																	
28000	28999	813	813	2.96	29000	77000	77999	77000	2055	2.52	77000	126000	126999																																	
29000	29999	843	843	2.40	30000	78000	78999	78000	2080	2.52	78000	127000	127999																																	
30000	30999	867	867	2.44	31000	79000	79999	79000	2105	2.52	79000	128000	128999																																	
31000	31999	891	891	2.32	32000	80000	80999	80000	2130	2.52	80000	129000	129999																																	
32000	32999	914	914	2.26	33000	81000	81999	81000	2155	2.52	81000	130000	130999																																	
33000	33999	937	937	2.20	34000	82000	82999	82000	2180	2.32	82000	131000	131999																																	
34000	34999	959	959	2.32	35000	83000	83999	83000	2203	2.32	83000	132000	132999																																	
35000	35999	982	982	2.46	36000	84000	84999	84000	2226	2.34	84000	133000	133999																																	
36000	36999	1007	1007	2.46	37000	85000	85999	85000	2249	2.24	85000	134000	134999																																	
37000	37999	1032	1032	2.50	38000	86000	86999	86000	2271	2.26	86000	135000	135999																																	
38000	38999	1057	1057	2.62	39000	87000	87999	87000	2294	2.28	87000	136000	136999																																	
39000	39999	1082	1082	2.52	40000	88000	88999	88000	2317	2.28	88000	137000	137999																																	
40000	40999	1107	1107	2.38	41000	89000	89999	89000	2340	2.30	89000	138000	138999																																	
41000	41999	1133	1133	2.38	42000	90000	90999	90000	2363	2.32	90000	139000	139999																																	
42000	42999	1157	1157	2.38	43000	91000	91999	91000	2386	2.34	91000	140000	140999																																	
43000	43999	1181	1181	2.48	44000	92000	92999	92000	2409	2.24	92000	141000	141999																																	
44000	44999	1206	1206	2.42	45000	93000	93999	93000	2431	2.26	93000	142000	142999																																	
45000	45999	1230	1230	2.48	46000	94000	94999	94000	2454	2.28	94000	143000	143999																																	
46000	46999	1255	1255	2.56	47000	95000	95999	95000	2477	2.30	95000	144000	144999																																	
47000	47999	1279	1279	2.58	48000	96000	96999	96000	2500	2.30	96000	145000	145999																																	
48000	48999	1305	1305	2.58	49000	97000	97999	97000	2523	2.32	97000	146000	146999																																	
49000	49999	1331	1331	2.58	50000	98000	98999	98000	2546	2.34	98000	147000	147999																																	
50000	50999	1357	1357	2.58	51000	99000	99999	99000	2569	2.24	99000	148000	148999																																	
51000	51999	1383	1383	2.58	52000	100000	100999	100000	2591	2.16	100000	149000	149999																																	
52000	52999	1409	1409	2.56	53000	101000	101999	101000	2613	2.16	101000	150000	150999																																	
53000	53999	1435	1435	2.56	54000	102000	102999	102000	2635	2.18	102000	151000	151999																																	
54000	54999	1461	1461	2.56	55000	103000	103999	103000	2657	2.18	103000	152000	152999																																	
55000	55999	1487	1487	2.56	56000	104000	104999	104000	2679	2.18	104000	153000	153999																																	
56000	56999	1513	1513	2.66	57000	105000	105999	105000	2701	2.18	105000	154000	154999																																	
57000	57999	1540	1540	2.64	58000	106000	106999	106000	2723	2.18	106000	155000	155999																																	

Province: <i>British Columbia/Colombie-Britannique</i>														
No. of Children/N ^o d'enfants: <i>Six or more/Six ou plus</i>														
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Income/Revenu								
From/De			To/A			From/De			To/A					
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)				
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	0			58000	58999	1724	2.82	58000	107000	107999	3017	2.42	107000
10820	10999	19	6.34	10820	59000	59999	1752	2.86	59000	108000	108999	3041	2.42	108000
11000	11999	82	5.54	11000	60000	60999	1781	2.80	60000	109000	109999	3065	2.40	109000
12000	12999	137	4.04	12000	61000	61999	1809	2.86	61000	110000	110999	3089	2.40	110000
13000	13999	177	4.06	13000	62000	62999	1838	2.90	62000	111000	111999	3113	2.38	111000
14000	14999	218	3.94	14000	63000	63999	1867	2.84	63000	112000	112999	3137	2.38	112000
15000	15999	257	3.88	15000	64000	64999	1895	2.88	64000	113000	113999	3161	2.38	113000
16000	16999	296	3.88	16000	65000	65999	1924	2.84	65000	114000	114999	3185	2.36	114000
17000	17999	335	3.88	17000	66000	66999	1952	2.88	66000	115000	115999	3209	2.36	115000
18000	18999	374	4.50	18000	67000	67999	1981	2.82	67000	116000	116999	3233	2.46	116000
19000	19999	419	4.50	19000	68000	68999	2009	2.88	68000	117000	117999	3258	2.44	117000
20000	20999	464	4.34	20000	69000	69999	2038	2.82	69000	118000	118999	3282	2.44	118000
21000	21999	507	4.30	21000	70000	70999	2066	2.86	70000	119000	119999	3306	2.42	119000
22000	22999	550	4.36	22000	71000	71999	2095	2.82	71000	120000	120999	3330	2.42	120000
23000	23999	594	4.34	23000	72000	72999	2123	2.78	72000	121000	121999	3354	2.42	121000
24000	24999	637	4.30	24000	73000	73999	2151	2.74	73000	122000	122999	3378	2.40	122000
25000	25999	680	4.36	25000	74000	74999	2178	2.70	74000	123000	123999	3402	2.40	123000
26000	26999	724	4.48	26000	75000	75999	2205	2.76	75000	124000	124999	3426	2.40	124000
27000	27999	769	4.42	27000	76000	76999	2233	2.72	76000	125000	125999	3450	2.38	125000
28000	28999	813	4.46	28000	77000	77999	2260	2.78	77000	126000	126999	3474	2.38	126000
29000	29999	858	4.60	29000	78000	78999	2288	2.74	78000	127000	127999	3498	2.26	127000
30000	30999	904	4.64	30000	79000	79999	2315	2.70	79000	128000	128999	3521	2.28	128000
31000	31999	950	4.52	31000	80000	80999	2342	2.76	80000	129000	129999	3544	2.30	129000
32000	32999	995	4.38	32000	81000	81999	2370	2.72	81000	130000	130999	3567	2.32	130000
33000	33999	1039	2.64	33000	82000	82999	2397	2.50	82000	131000	131999	3590	2.32	131000
34000	34999	1065	2.48	34000	83000	83999	2422	2.46	83000	132000	132999	3613	2.24	132000
35000	35999	1090	2.42	35000	84000	84999	2447	2.56	84000	133000	133999	3635	2.26	133000
36000	36999	1114	2.48	36000	85000	85999	2473	2.54	85000	134000	134999	3658	2.26	134000
37000	37999	1139	2.76	37000	86000	86999	2498	2.54	86000	135000	135999	3681	2.28	135000
38000	38999	1166	2.92	38000	87000	87999	2523	2.54	87000	136000	136999	3704	2.30	136000
39000	39999	1194	2.74	39000	88000	88999	2548	2.54	88000	137000	137999	3727	2.32	137000
40000	40999	1221	2.62	40000	89000	89999	2573	2.52	89000	138000	138999	3750	2.32	138000
41000	41999	1250	2.62	41000	90000	90999	2598	2.52	90000	139000	139999	3773	2.24	139000
42000	42999	1276	2.68	42000	91000	91999	2623	2.52	91000	140000	140999	3795	2.26	140000
43000	43999	1303	2.64	43000	92000	92999	2648	2.52	92000	141000	141999	3818	2.26	141000
44000	44999	1329	2.66	44000	93000	93999	2673	2.50	93000	142000	142999	3841	2.28	142000
45000	45999	1356	2.66	45000	94000	94999	2698	2.50	94000	143000	143999	3864	2.30	143000
46000	46999	1383	2.66	46000	95000	95999	2723	2.50	95000	144000	144999	3887	2.32	144000
47000	47999	1410	2.78	47000	96000	96999	2748	2.48	96000	145000	145999	3910	2.32	145000
48000	48999	1438	2.86	48000	97000	97999	2773	2.48	97000	146000	146999	3933	2.24	146000
49000	49999	1467	2.90	49000	98000	98999	2798	2.48	98000	147000	147999	3955	2.26	147000
50000	50999	1496	2.84	50000	99000	99999	2823	2.48	99000	148000	148999	3978	2.26	148000
51000	51999	1524	2.90	51000	100000	100999	2848	2.38	100000	149000	149999	4001	2.28	149000
52000	52999	1553	2.84	52000	101000	101999	2872	2.36	101000	150000	150999	4024	2.28	150000
53000	53999	1581	2.88	53000	102000	102999	2896	2.46	102000	150000	150999	4024	2.28	150000
54000	54999	1610	2.82	54000	103000	103999	2921	2.44	103000	150000	150999	4024	2.28	150000
55000	55999	1638	2.88	55000	104000	104999	2945	2.44	104000	150000	150999	4024	2.28	150000
56000	56999	1667	2.82	56000	105000	105999	2969	2.44	105000	150000	150999	4024	2.28	150000
57000	57999	1695	2.86	57000	106000	106999	2993	2.42	106000	150000	150999	4024	2.28	150000

Province: <i>Prince Edward Island/Île-du-Prince-Édouard</i> No. of Children/N ^o d'enfants: One/Un															
Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)				
From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819		0	3.90	10820	58000	58999	492	0.88	58000	107000	107999	894	0.78	107000
10820	10999		0	3.52	11000	59000	59999	501	0.88	59000	108000	108999	902	0.82	108000
11000	11999		39	3.52	11000	60000	60999	510	0.90	60000	109000	109999	910	0.74	109000
12000	12999		74	2.86	12000	61000	61999	519	0.90	61000	110000	110999	917	0.78	110000
13000	13999		103	0.76	13000	62000	62999	528	0.90	62000	111000	111999	925	0.80	111000
14000	14999		111	0.26	14000	63000	63999	537	0.92	63000	112000	112999	933	0.72	112000
15000	15999		114	0.28	15000	64000	64999	546	0.82	64000	113000	113999	940	0.76	113000
16000	16999		117	0.32	16000	65000	65999	554	0.88	65000	114000	114999	948	0.78	114000
17000	17999		120	0.24	17000	66000	66999	563	0.82	66000	115000	115999	956	0.80	115000
18000	18999		122	0.26	18000	67000	67999	571	0.88	67000	116000	116999	964	0.74	116000
19000	19999		125	1.20	19000	68000	68999	580	0.82	68000	117000	117999	971	0.76	117000
20000	20999		137	1.18	20000	69000	69999	588	0.86	69000	118000	118999	979	0.78	118000
21000	21999		149	1.20	21000	70000	70999	597	0.82	70000	119000	119999	987	0.82	119000
22000	22999		161	1.22	22000	71000	71999	605	0.86	71000	120000	120999	995	0.74	120000
23000	23999		173	1.14	23000	72000	72999	614	0.82	72000	121000	121999	1002	0.78	121000
24000	24999		184	1.16	24000	73000	73999	622	0.86	73000	122000	122999	1010	0.80	122000
25000	25999		196	1.16	25000	74000	74999	631	0.82	74000	123000	123999	1018	0.72	123000
26000	26999		208	0.96	26000	75000	75999	639	0.86	75000	124000	124999	1025	0.76	124000
27000	27999		218	0.98	27000	76000	76999	648	0.82	76000	125000	125999	1033	0.78	125000
28000	28999		228	1.02	28000	77000	77999	656	0.86	77000	126000	126999	1041	0.80	126000
29000	29999		238	0.94	29000	78000	78999	665	0.80	78000	127000	127999	1049	0.74	127000
30000	30999		247	0.96	30000	79000	79999	673	0.86	79000	128000	128999	1056	0.70	128000
31000	31999		257	0.98	31000	80000	80999	682	0.80	80000	129000	129999	1063	0.78	129000
32000	32999		267	0.92	32000	81000	81999	690	0.86	81000	130000	130999	1071	0.74	130000
33000	33999		276	0.84	33000	82000	82999	699	0.80	82000	131000	131999	1078	0.72	131000
34000	34999		284	0.88	34000	83000	83999	707	0.80	83000	132000	132999	1085	0.78	132000
35000	35999		293	0.84	35000	84000	84999	715	0.82	84000	133000	133999	1093	0.74	133000
36000	36999		301	0.88	36000	85000	85999	723	0.82	85000	134000	134999	1100	0.72	134000
37000	37999		310	0.84	37000	86000	86999	731	0.82	86000	135000	135999	1107	0.68	135000
38000	38999		318	0.88	38000	87000	87999	739	0.82	87000	136000	136999	1114	0.76	136000
39000	39999		327	0.84	39000	88000	88999	747	0.82	88000	137000	137999	1122	0.72	137000
40000	40999		335	0.88	40000	89000	89999	755	0.84	89000	138000	138999	1129	0.70	138000
41000	41999		344	0.78	41000	90000	90999	763	0.84	90000	139000	139999	1136	0.76	139000
42000	42999		352	0.86	42000	91000	91999	771	0.84	91000	140000	140999	1144	0.74	140000
43000	43999		361	0.82	43000	92000	92999	779	0.74	92000	141000	141999	1151	0.70	141000
44000	44999		369	0.80	44000	93000	93999	786	0.76	93000	142000	142999	1158	0.78	142000
45000	45999		377	0.86	45000	94000	94999	794	0.76	94000	143000	143999	1166	0.74	143000
46000	46999		386	0.82	46000	95000	95999	802	0.76	95000	144000	144999	1173	0.70	144000
47000	47999		394	0.88	47000	96000	96999	810	0.76	96000	145000	145999	1180	0.78	145000
48000	48999		403	0.90	48000	97000	97999	818	0.78	97000	146000	146999	1188	0.74	146000
49000	49999		412	0.90	49000	98000	98999	826	0.76	98000	147000	147999	1195	0.72	147000
50000	50999		421	0.90	50000	99000	99999	834	0.78	99000	148000	148999	1202	0.68	148000
51000	51999		430	0.92	51000	100000	100999	842	0.70	100000	149000	149999	1209	0.76	149000
52000	52999		439	0.92	52000	101000	101999	849	0.68	101000	150000	150999	1217	0.76	150000
53000	53999		448	0.94	53000	102000	102999	856	0.76	102000	150000	150999	1217	0.76	150000
54000	54999		457	0.84	54000	103000	103999	864	0.74	103000	150000	150999	1217	0.76	150000
55000	55999		465	0.86	55000	104000	104999	871	0.80	104000	150000	150999	1217	0.76	150000
56000	56999		474	0.86	56000	105000	105999	879	0.74	105000	150000	150999	1217	0.76	150000
57000	57999		483	0.86	57000	106000	106999	886	0.76	106000	150000	150999	1217	0.76	150000

Province: <i>Prince Edward Island/Île-du-Prince-Édouard</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	4.20	10820	58000	58999	814	1.34	58000	107000	107999
10820	10999	0	0	3.90	11000	59000	59999	827	1.36	59000	108000	108999
11000	11999	42	42	3.14	12000	60000	60999	841	1.36	60000	109000	109999
12000	12999	81	81	3.10	13000	61000	61999	855	1.38	61000	110000	110999
13000	13999	112	112	3.10	14000	62000	62999	869	1.40	62000	111000	111999
14000	14999	143	143	2.74	15000	63000	63999	883	1.32	63000	112000	112999
15000	15999	174	174	2.32	16000	64000	64999	897	1.38	64000	113000	113999
16000	16999	201	201	1.04	17000	65000	65999	910	1.30	65000	114000	114999
17000	17999	230	230	1.66	18000	66000	66999	923	1.34	66000	115000	115999
18000	18999	253	253	1.66	19000	67000	67999	937	1.30	67000	116000	116999
19000	19999	273	273	1.66	20000	68000	68999	950	1.38	68000	117000	117999
20000	20999	290	290	1.66	21000	69000	69999	963	1.30	69000	118000	118999
21000	21999	307	307	1.66	22000	70000	70999	976	1.34	70000	119000	119999
22000	22999	324	324	1.66	23000	71000	71999	990	1.32	71000	120000	120999
23000	23999	341	341	1.66	24000	72000	72999	1003	1.30	72000	121000	121999
24000	24999	358	358	1.22	25000	73000	73999	1016	1.36	73000	122000	122999
25000	25999	375	375	1.38	26000	74000	74999	1029	1.28	74000	123000	123999
26000	26999	387	387	1.34	27000	75000	75999	1042	1.36	75000	124000	124999
27000	27999	401	401	1.32	28000	76000	76999	1056	1.32	76000	125000	125999
28000	28999	418	418	1.34	29000	77000	77999	1069	1.24	77000	126000	126999
29000	29999	433	433	1.54	30000	78000	78999	1082	1.28	78000	127000	127999
30000	30999	448	448	1.32	31000	79000	79999	1095	1.36	79000	128000	128999
31000	31999	463	463	1.34	32000	80000	80999	1109	1.32	80000	129000	129999
32000	32999	477	477	1.32	33000	81000	81999	1122	1.30	81000	130000	130999
33000	33999	490	490	1.34	34000	82000	82999	1135	1.28	82000	131000	131999
34000	34999	503	503	1.36	35000	83000	83999	1148	1.24	83000	132000	132999
35000	35999	516	516	1.32	36000	84000	84999	1160	1.20	84000	133000	133999
36000	36999	530	530	1.30	37000	85000	85999	1172	1.26	85000	134000	134999
37000	37999	543	543	1.32	38000	86000	86999	1185	1.24	86000	135000	135999
38000	38999	556	556	1.30	39000	87000	87999	1197	1.20	87000	136000	136999
39000	39999	569	569	1.38	40000	88000	88999	1209	1.26	88000	137000	137999
40000	40999	583	583	1.26	41000	89000	89999	1222	1.22	89000	138000	138999
41000	41999	596	596	1.28	42000	90000	90999	1234	1.28	90000	139000	139999
42000	42999	609	609	1.30	43000	91000	91999	1247	1.24	91000	140000	140999
43000	43999	622	622	1.30	44000	92000	92999	1259	1.20	92000	141000	141999
44000	44999	635	635	1.30	45000	93000	93999	1271	1.26	93000	142000	142999
45000	45999	648	648	1.28	46000	94000	94999	1284	1.22	94000	143000	143999
46000	46999	661	661	1.38	47000	95000	95999	1296	1.26	95000	144000	144999
47000	47999	675	675	1.40	48000	96000	96999	1308	1.26	96000	145000	145999
48000	48999	689	689	1.42	49000	97000	97999	1321	1.22	97000	146000	146999
49000	49999	703	703	1.44	50000	98000	98999	1333	1.28	98000	147000	147999
50000	50999	717	717	1.34	51000	99000	99999	1346	1.24	99000	148000	148999
51000	51999	730	730	1.36	52000	100000	100999	1358	1.16	100000	149000	149999
52000	52999	744	744	1.38	53000	101000	101999	1369	1.12	101000	150000	150999
53000	53999	758	758	1.38	54000	102000	102999	1381	1.12	102000	ou plus	ou plus
54000	54999	772	772	1.38	55000	103000	103999	1392	1.16	103000	150000	150000
55000	55999	786	786	1.42	56000	104000	104999	1404	1.18	104000	150000	150000
56000	56999	800	800	1.42	57000	105000	105999	1416	1.18	105000	150000	150000
57000	57999					106000	106999	1428	1.18	106000	150000	150000

Province: <i>Prince Edward Island/Île-du-Prince-Édouard</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	4.50	10820	58000	58999	1071	1.82	58000	107000	107999
10820	10999	0	0	4.18	11000	59000	59999	1089	1.74	59000	108000	108999
11000	11999	45	45	3.42	12000	60000	60999	1106	1.76	60000	109000	109999
12000	12999	87	87	3.34	13000	61000	61999	1124	1.78	61000	110000	110999
13000	13999	121	121	3.30	14000	62000	62999	1142	1.80	62000	111000	111999
14000	14999	154	154	2.90	15000	63000	63999	1160	1.82	63000	112000	112999
15000	15999	187	187	3.08	16000	64000	64999	1178	1.74	64000	113000	113999
16000	16999	216	216	3.76	17000	65000	65999	1195	1.72	65000	114000	114999
17000	17999	247	247	3.86	18000	66000	66999	1212	1.72	66000	115000	115999
18000	18999	285	285	3.84	19000	67000	67999	1229	1.72	67000	116000	116999
19000	19999	324	324	4.04	20000	68000	68999	1246	1.72	68000	117000	117999
20000	20999	362	362	2.26	21000	69000	69999	1263	1.72	69000	118000	118999
21000	21999	402	402	2.14	22000	70000	70999	1280	1.72	70000	119000	119999
22000	22999	446	446	2.12	23000	71000	71999	1314	1.72	71000	120000	120999
23000	23999	467	467	2.10	24000	72000	72999	1331	1.70	72000	121000	121999
24000	24999	488	488	1.74	25000	73000	73999	1348	1.70	73000	122000	122999
25000	25999	509	509	1.66	26000	74000	74999	1365	1.70	74000	123000	123999
26000	26999	526	526	1.74	27000	75000	75999	1382	1.70	75000	124000	124999
27000	27999	543	543	1.66	28000	76000	76999	1399	1.70	76000	125000	125999
28000	28999	560	560	1.66	29000	77000	77999	1416	1.68	77000	126000	126999
29000	29999	577	577	1.66	30000	78000	78999	1433	1.70	78000	127000	127999
30000	30999	598	598	1.84	31000	79000	79999	1450	1.68	79000	128000	128999
31000	31999	619	619	1.66	32000	80000	80999	1467	1.68	80000	129000	129999
32000	32999	637	637	1.66	33000	81000	81999	1484	1.58	81000	130000	130999
33000	33999	654	654	1.66	34000	82000	82999	1501	1.60	82000	131000	131999
34000	34999	671	671	1.66	35000	83000	83999	1516	1.60	83000	132000	132999
35000	35999	688	688	1.66	36000	84000	84999	1532	1.62	84000	133000	133999
36000	36999	705	705	1.66	37000	85000	85999	1548	1.62	85000	134000	134999
37000	37999	722	722	1.66	38000	86000	86999	1564	1.62	86000	135000	135999
38000	38999	739	739	1.62	39000	87000	87999	1580	1.64	87000	136000	136999
39000	39999	757	757	1.62	40000	88000	88999	1596	1.54	88000	137000	137999
40000	40999	775	775	1.68	41000	89000	89999	1611	1.56	89000	138000	138999
41000	41999	791	791	1.64	42000	90000	90999	1627	1.56	90000	139000	139999
42000	42999	808	808	1.66	43000	91000	91999	1643	1.58	91000	140000	140999
43000	43999	824	824	1.68	44000	92000	92999	1659	1.58	92000	141000	141999
44000	44999	841	841	1.70	45000	93000	93999	1675	1.58	93000	142000	142999
45000	45999	858	858	1.72	46000	94000	94999	1691	1.60	94000	143000	143999
46000	46999	875	875	1.76	47000	95000	95999	1707	1.60	95000	144000	144999
47000	47999	892	892	1.78	48000	96000	96999	1723	1.62	96000	145000	145999
48000	48999	910	910	1.82	49000	97000	97999	1739	1.62	97000	146000	146999
49000	49999	928	928	1.82	50000	98000	98999	1755	1.52	98000	147000	147999
50000	50999	946	946	1.74	51000	99000	99999	1770	1.46	99000	148000	148999
51000	51999	964	964	1.76	52000	100000	100999	1785	1.46	100000	149000	149999
52000	52999	982	982	1.78	53000	101000	101999	1800	1.54	101000	150000	150999
53000	53999	999	999	1.82	54000	102000	102999	1815	1.54	102000	150000	150999
54000	54999	1017	1017	1.80	55000	103000	103999	1831	1.54	103000	150000	150999
55000	55999	1035	1035	1.82	56000	104000	104999	1846	1.54	104000	150000	150999
56000	56999	1053	1053	1.82	57000	105000	105999	1862	1.54	105000	150000	150999
57000	57999					106000	106999			106000	150000	150999

Province: <i>Prince Edward Island/Île-du-Prince-Édouard</i> No. of Children/N ^o de d'enfants: Four/Quatre												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	4.80	10820	58000	58999	1281	2.10	58000	107000	107999
10820	10999	0	0	4.80	10820	59000	59999	1302	2.08	59000	108000	108999
11000	11999	48	48	4.46	11000	60000	60999	1323	2.08	60000	109000	109999
12000	12999	93	93	3.60	12000	61000	61999	1344	2.08	61000	110000	110999
13000	13999	129	129	3.58	13000	62000	62999	1365	2.06	62000	111000	111999
14000	14999	165	165	3.50	14000	63000	63999	1386	2.06	63000	112000	112999
15000	15999	200	200	3.18	15000	64000	64999	1407	2.06	64000	113000	113999
16000	16999	232	232	3.34	16000	65000	65999	1428	2.04	65000	114000	114999
17000	17999	265	265	4.08	17000	66000	66999	1448	2.02	66000	115000	115999
18000	18999	306	306	4.12	18000	67000	67999	1468	2.02	67000	116000	116999
19000	19999	347	347	4.04	19000	68000	68999	1488	2.00	68000	117000	117999
20000	20999	387	387	4.36	20000	69000	69999	1508	2.00	69000	118000	118999
21000	21999	431	431	4.38	21000	70000	70999	1528	1.98	70000	119000	119999
22000	22999	475	475	4.40	22000	71000	71999	1548	1.96	71000	120000	120999
23000	23999	519	519	4.40	23000	72000	72999	1568	2.06	72000	121000	121999
24000	24999	563	563	3.12	24000	73000	73999	1589	2.04	73000	122000	122999
25000	25999	594	594	2.40	25000	74000	74999	1609	2.02	74000	123000	123999
26000	26999	618	618	2.10	26000	75000	75999	1629	2.02	75000	124000	124999
27000	27999	639	639	2.12	27000	76000	76999	1649	2.00	76000	125000	125999
28000	28999	660	660	2.04	28000	77000	77999	1669	2.00	77000	126000	126999
29000	29999	680	680	2.06	29000	78000	78999	1689	1.98	78000	127000	127999
30000	30999	701	701	2.08	30000	79000	79999	1709	1.96	79000	128000	128999
31000	31999	722	722	2.10	31000	80000	80999	1729	2.06	80000	129000	129999
32000	32999	743	743	2.14	32000	81000	81999	1750	2.04	81000	130000	130999
33000	33999	764	764	2.10	33000	82000	82999	1770	1.84	82000	131000	131999
34000	34999	785	785	2.16	34000	83000	83999	1788	1.86	83000	132000	132999
35000	35999	807	807	2.14	35000	84000	84999	1807	1.88	84000	133000	133999
36000	36999	828	828	2.10	36000	85000	85999	1826	1.90	85000	134000	134999
37000	37999	849	849	1.96	37000	86000	86999	1845	1.92	86000	135000	135999
38000	38999	869	869	2.06	38000	87000	87999	1864	1.94	87000	136000	136999
39000	39999	890	890	2.04	39000	88000	88999	1883	1.84	88000	137000	137999
40000	40999	910	910	2.12	40000	89000	89999	1901	1.86	89000	138000	138999
41000	41999	931	931	1.98	41000	90000	90999	1920	1.88	90000	139000	139999
42000	42999	951	951	1.92	42000	91000	91999	1939	1.90	91000	140000	140999
43000	43999	970	970	1.98	43000	92000	92999	1958	1.92	92000	141000	141999
44000	44999	990	990	2.02	44000	93000	93999	1977	1.84	93000	142000	142999
45000	45999	1010	1010	2.02	45000	94000	94999	1995	1.86	94000	143000	143999
46000	46999	1030	1030	1.94	46000	95000	95999	2014	1.88	95000	144000	144999
47000	47999	1049	1049	2.06	47000	96000	96999	2033	1.90	96000	145000	145999
48000	48999	1070	1070	2.08	48000	97000	97999	2052	1.92	97000	146000	146999
49000	49999	1091	1091	2.06	49000	98000	98999	2071	1.84	98000	147000	147999
50000	50999	1112	1112	2.16	50000	99000	99999	2089	1.86	99000	148000	148999
51000	51999	1134	1134	2.14	51000	100000	100999	2108	1.80	100000	149000	149999
52000	52999	1155	1155	2.14	52000	101000	101999	2126	1.80	101000	150000	150999
53000	53999	1176	1176	2.14	53000	102000	102999	2144	1.82	102000	150000	150999
54000	54999	1197	1197	2.12	54000	103000	103999	2162	1.84	103000	150000	150999
55000	55999	1218	1218	2.12	55000	104000	104999	2180	1.84	104000	150000	150999
56000	56999	1239	1239	2.12	56000	105000	105999	2198	1.80	105000	150000	150999
57000	57999	1260	1260	2.10	57000	106000	106999	2216	1.78	106000	150000	150999

Province: <i>Prince Edward Island/Île-du-Prince-Édouard</i> No. of Children/N ^o de d'enfants: <i>Five/Cinq</i>															
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)				
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À			
													Of Income Over/ Du revenu dépassant	Of Income Over/ Du revenu dépassant	
0	10819	0	0	4.80	10820	58000	58999	1456	2.36	58000	107000	107999	2532	2.08	107000
10820	10999	0	0	4.46	11000	59000	59999	1480	2.38	59000	108000	108999	2553	2.02	108000
11000	11999	48	48	3.60	12000	60000	60999	1504	2.42	60000	109000	109999	2573	2.06	109000
12000	12999	93	93	3.50	13000	61000	61999	1528	2.34	61000	110000	110999	2594	2.10	110000
13000	13999	129	129	3.18	14000	62000	62999	1551	2.36	62000	111000	111999	2615	2.04	111000
14000	14999	165	165	3.34	15000	63000	63999	1575	2.38	63000	112000	112999	2635	2.08	112000
15000	15999	200	200	4.08	16000	64000	64999	1599	2.30	64000	113000	113999	2656	2.10	113000
16000	16999	232	232	4.12	17000	65000	65999	1622	2.24	65000	114000	114999	2677	2.04	114000
17000	17999	265	265	4.04	18000	66000	66999	1644	2.26	66000	115000	115999	2697	2.08	115000
18000	18999	306	306	4.42	19000	67000	67999	1667	2.30	67000	116000	116999	2718	2.02	116000
19000	19999	347	347	4.36	20000	68000	68999	1690	2.22	68000	117000	117999	2738	2.06	117000
20000	20999	387	387	4.48	21000	69000	69999	1712	2.26	69000	118000	118999	2759	2.10	118000
21000	21999	431	431	4.40	22000	70000	70999	1735	2.28	70000	119000	119999	2780	2.04	119000
22000	22999	475	475	4.40	23000	71000	71999	1758	2.32	71000	120000	120999	2800	2.08	120000
23000	23999	519	519	4.44	24000	72000	72999	1781	2.24	72000	121000	121999	2821	2.02	121000
24000	24999	563	563	4.44	25000	73000	73999	1803	2.26	73000	122000	122999	2841	2.06	122000
25000	25999	607	607	4.34	26000	74000	74999	1826	2.30	74000	123000	123999	2862	2.10	123000
26000	26999	651	651	4.36	27000	75000	75999	1849	2.22	75000	124000	124999	2883	2.04	124000
27000	27999	694	694	4.36	28000	76000	76999	1871	2.26	76000	125000	125999	2903	2.08	125000
28000	28999	738	738	4.28	29000	77000	77999	1894	2.28	77000	126000	126999	2924	2.02	126000
29000	29999	781	781	2.40	30000	78000	78999	1917	2.32	78000	127000	127999	2944	1.96	127000
30000	30999	805	805	2.40	31000	79000	79999	1940	2.24	79000	128000	128999	2964	1.92	128000
31000	31999	829	829	2.40	32000	80000	80999	1962	2.28	80000	129000	129999	2983	1.96	129000
32000	32999	853	853	2.12	33000	81000	81999	1985	2.30	81000	130000	130999	3003	1.92	130000
33000	33999	874	874	2.08	34000	82000	82999	2008	2.14	82000	131000	131999	3022	1.96	131000
34000	34999	895	895	2.22	35000	83000	83999	2029	2.12	83000	132000	132999	3042	1.92	132000
35000	35999	917	917	2.40	36000	84000	84999	2050	2.10	84000	133000	133999	3061	1.96	133000
36000	36999	941	941	2.42	37000	85000	85999	2071	2.08	85000	134000	134999	3081	1.92	134000
37000	37999	965	965	2.34	38000	86000	86999	2092	2.16	86000	135000	135999	3100	1.96	135000
38000	38999	989	989	2.34	39000	87000	87999	2114	2.14	87000	136000	136999	3120	1.92	136000
39000	39999	1012	1012	2.36	40000	88000	88999	2135	2.10	88000	137000	137999	3139	1.98	137000
40000	40999	1036	1036	2.24	41000	89000	89999	2156	2.08	89000	138000	138999	3159	1.92	138000
41000	41999	1062	1062	2.22	42000	90000	90999	2177	2.16	90000	139000	139999	3178	1.98	139000
42000	42999	1084	1084	2.24	43000	91000	91999	2199	2.14	91000	140000	140999	3198	1.92	140000
43000	43999	1106	1106	2.24	44000	92000	92999	2220	2.12	92000	141000	141999	3217	1.98	141000
44000	44999	1128	1128	2.22	45000	93000	93999	2241	2.10	93000	142000	142999	3237	1.92	142000
45000	45999	1150	1150	2.28	46000	94000	94999	2262	2.08	94000	143000	143999	3256	1.98	143000
46000	46999	1173	1173	2.24	47000	95000	95999	2283	2.16	95000	144000	144999	3276	1.92	144000
47000	47999	1195	1195	2.40	48000	96000	96999	2305	2.14	96000	145000	145999	3295	1.98	145000
48000	48999	1219	1219	2.34	49000	97000	97999	2326	2.10	97000	146000	146999	3315	1.92	146000
49000	49999	1242	1242	2.36	50000	98000	98999	2347	2.08	98000	147000	147999	3334	1.98	147000
50000	50999	1266	1266	2.38	51000	99000	99999	2368	2.06	99000	148000	148999	3354	1.92	148000
51000	51999	1290	1290	2.42	52000	100000	100999	2389	2.06	100000	149000	149999	3373	1.98	149000
52000	52999	1314	1314	2.34	53000	101000	101999	2410	2.04	101000	150000	150999	3393	1.98	150000
53000	53999	1337	1337	2.36	54000	102000	102999	2430	2.02	102000	150000	150999	3393	1.98	150000
54000	54999	1361	1361	2.38	55000	103000	103999	2450	2.00	103000	150000	150999	3393	1.98	150000
55000	55999	1385	1385	2.40	56000	104000	104999	2470	2.06	104000	150000	150999	3393	1.98	150000
56000	56999	1409	1409	2.42	57000	105000	105999	2491	2.10	105000	150000	150999	3393	1.98	150000
57000	57999	1433	1433	2.34	57000	106000	106999	2512	2.04	106000	150000	150999	3393	1.98	150000

Province: Prince Edward Island/Île-du-Prince-Édouard No. of Children/N ^o d'enfants: Six or more/Six ou plus													
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel				Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel		Income/ Revenu	
Income/ Revenu		To/ A		Basic Amount/ Montant de base		Plus (%)		Of Income Over/ Du revenu dépassant		From/ De		To/ A	
From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)
0	10819	0	4.80	10820	58000	58999	1605	2.64	58000	107000	107999	2784	2.26
10820	10999	0	4.46	11000	59000	59999	1631	2.62	59000	108000	108999	2807	2.22
11000	11999	48	3.60	12000	60000	60999	1657	2.62	60000	109000	109999	2829	2.26
12000	12999	93	3.50	13000	61000	61999	1683	2.60	61000	110000	110999	2852	2.30
13000	13999	129	3.18	14000	62000	62999	1709	2.60	62000	111000	111999	2875	2.24
14000	14999	165	3.34	15000	63000	63999	1735	2.50	63000	112000	112999	2897	2.28
15000	15999	200	4.08	16000	64000	64999	1761	2.52	64000	113000	113999	2920	2.22
16000	16999	232	4.12	17000	65000	65999	1786	2.52	65000	114000	114999	2942	2.26
17000	17999	265	4.04	18000	66000	66999	1811	2.54	66000	115000	115999	2965	2.30
18000	18999	306	4.36	19000	67000	67999	1836	2.46	67000	116000	116999	2988	2.24
19000	19999	347	4.38	20000	68000	68999	1861	2.46	68000	117000	117999	3010	2.28
20000	20999	387	4.42	21000	69000	69999	1885	2.48	69000	118000	118999	3033	2.22
21000	21999	431	4.40	22000	70000	70999	1910	2.48	70000	119000	119999	3055	2.26
22000	22999	475	4.40	23000	71000	71999	1935	2.48	71000	120000	120999	3078	2.20
23000	23999	519	4.44	24000	72000	72999	1960	2.50	72000	121000	121999	3100	2.26
24000	24999	563	4.44	25000	73000	73999	1985	2.52	73000	122000	122999	3123	2.30
25000	25999	607	4.36	26000	74000	74999	2010	2.52	74000	123000	123999	3146	2.24
26000	26999	651	4.36	27000	75000	75999	2035	2.54	75000	124000	124999	3168	2.28
27000	27999	694	4.40	28000	76000	76999	2060	2.54	76000	125000	125999	3191	2.22
28000	28999	738	4.40	29000	77000	77999	2085	2.46	77000	126000	126999	3213	2.26
29000	29999	782	4.40	30000	78000	78999	2109	2.46	78000	127000	127999	3236	2.10
30000	30999	826	4.42	31000	79000	79999	2134	2.48	79000	128000	128999	3257	2.16
31000	31999	870	4.42	32000	80000	80999	2159	2.48	80000	129000	129999	3279	2.12
32000	32999	914	3.94	33000	81000	81999	2184	2.30	81000	130000	130999	3300	2.08
33000	33999	953	3.78	34000	82000	82999	2209	2.32	82000	131000	131999	3321	2.16
34000	34999	991	2.46	35000	83000	83999	2232	2.28	83000	132000	132999	3343	2.12
35000	35999	1016	2.24	36000	84000	84999	2255	2.36	84000	133000	133999	3364	2.18
36000	36999	1038	2.36	37000	85000	85999	2279	2.34	85000	134000	134999	3386	2.14
37000	37999	1062	2.58	38000	86000	86999	2302	2.30	86000	135000	135999	3407	2.10
38000	38999	1088	2.78	39000	87000	87999	2325	2.28	87000	136000	136999	3428	2.16
39000	39999	1114	2.60	40000	88000	88999	2348	2.36	88000	137000	137999	3450	2.14
40000	40999	1140	2.52	41000	89000	89999	2372	2.30	89000	138000	138999	3471	2.10
41000	41999	1168	2.30	42000	90000	90999	2395	2.30	90000	139000	139999	3492	2.16
42000	42999	1193	2.60	43000	91000	91999	2418	2.38	91000	140000	140999	3514	2.12
43000	43999	1218	2.54	44000	92000	92999	2442	2.32	92000	141000	141999	3535	2.18
44000	44999	1244	2.48	45000	93000	93999	2465	2.30	93000	142000	142999	3557	2.14
45000	45999	1269	2.42	46000	94000	94999	2488	2.30	94000	143000	143999	3578	2.12
46000	46999	1294	2.58	47000	95000	95999	2511	2.36	95000	144000	144999	3599	2.18
47000	47999	1318	2.60	48000	96000	96999	2535	2.34	96000	145000	145999	3621	2.14
48000	48999	1344	2.60	49000	97000	97999	2558	2.32	97000	146000	146999	3642	2.10
49000	49999	1370	2.58	50000	98000	98999	2581	2.28	98000	147000	147999	3663	2.16
50000	50999	1396	2.58	51000	99000	99999	2604	2.26	99000	148000	148999	3685	2.12
51000	51999	1422	2.58	52000	100000	100999	2627	2.26	100000	149000	149999	3706	2.10
52000	52999	1448	2.56	53000	101000	101999	2650	2.22	101000	150000	150999	3727	2.10
53000	53999	1474	2.56	54000	102000	102999	2672	2.20	102000	ou plus			
54000	54999	1500	2.56	55000	103000	103999	2694	2.28	103000				
55000	55999	1526	2.66	56000	104000	104999	2717	2.24	104000				
56000	56999	1553	2.64	57000	105000	105999	2739	2.28	105000				
57000	57999	1579	2.64		106000	106999	2762	2.22	106000				

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants														
Province: Saskatchewan No. of Children/N ^o d'enfants: One/Un														
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)				
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A			
0	10819	0			58000	58999	473	0.90	58000	107000	107999	901	0.86	107000
10820	10999	4	1.92	10820	59000	59999	482	0.90	59000	108000	108999	910	0.82	108000
11000	11999	23	1.92	11000	60000	60999	491	0.90	60000	109000	109999	918	0.86	109000
12000	12999	42	1.92	12000	61000	61999	500	0.90	61000	110000	110999	927	0.82	110000
13000	13999	61	1.90	13000	62000	62999	509	0.90	62000	111000	111999	935	0.88	111000
14000	14999	80	1.90	14000	63000	63999	518	0.90	63000	112000	112999	944	0.82	112000
15000	15999	99	1.90	15000	64000	64999	527	0.88	64000	113000	113999	952	0.88	113000
16000	16999	118	1.90	16000	65000	65999	536	0.88	65000	114000	114999	961	0.84	114000
17000	17999	137	0.60	17000	66000	66999	545	0.88	66000	115000	115999	969	0.78	115000
18000	18999	143	0.66	18000	67000	67999	554	0.88	67000	116000	116999	977	0.86	116000
19000	19999	150	0.62	19000	68000	68999	563	0.88	68000	117000	117999	986	0.84	117000
20000	20999	156	0.68	20000	69000	69999	572	0.88	69000	118000	118999	994	0.82	118000
21000	21999	163	0.64	21000	70000	70999	581	0.88	70000	119000	119999	1002	0.80	119000
22000	22999	169	0.60	22000	71000	71999	590	0.86	71000	120000	120999	1010	0.78	120000
23000	23999	175	0.68	23000	72000	72999	599	0.86	72000	121000	121999	1018	0.86	121000
24000	24999	182	0.64	24000	73000	73999	608	0.86	73000	122000	122999	1027	0.84	122000
25000	25999	188	0.80	25000	74000	74999	617	0.86	74000	123000	123999	1035	0.82	123000
26000	26999	196	0.56	26000	75000	75999	626	0.86	75000	124000	124999	1043	0.80	124000
27000	27999	202	0.56	27000	76000	76999	635	0.86	76000	125000	125999	1051	0.78	125000
28000	28999	208	0.76	28000	77000	77999	644	0.96	77000	126000	126999	1059	0.86	126000
29000	29999	216	0.96	29000	78000	78999	654	0.94	78000	127000	127999	1068	0.74	127000
30000	30999	226	0.92	30000	79000	79999	663	0.94	79000	128000	128999	1075	0.76	128000
31000	31999	235	0.88	31000	80000	80999	672	0.94	80000	129000	129999	1083	0.78	129000
32000	32999	244	0.86	32000	81000	81999	681	0.94	81000	130000	130999	1091	0.80	130000
33000	33999	253	0.86	33000	82000	82999	690	0.84	82000	131000	131999	1099	0.74	131000
34000	34999	262	0.90	34000	83000	83999	698	0.90	83000	132000	132999	1106	0.76	132000
35000	35999	271	0.84	35000	84000	84999	707	0.84	84000	133000	133999	1114	0.78	133000
36000	36999	279	0.88	36000	85000	85999	715	0.80	85000	134000	134999	1122	0.80	134000
37000	37999	288	0.82	37000	86000	86999	723	0.86	86000	135000	135999	1130	0.82	135000
38000	38999	296	0.86	38000	87000	87999	732	0.80	87000	136000	136999	1138	0.74	136000
39000	39999	305	0.90	39000	88000	88999	740	0.86	88000	137000	137999	1145	0.76	137000
40000	40999	314	0.92	40000	89000	89999	749	0.82	89000	138000	138999	1153	0.78	138000
41000	41999	323	0.80	41000	90000	90999	757	0.86	90000	139000	139999	1161	0.80	139000
42000	42999	331	0.86	42000	91000	91999	766	0.82	91000	140000	140999	1169	0.74	140000
43000	43999	340	0.82	43000	92000	92999	774	0.86	92000	141000	141999	1176	0.76	141000
44000	44999	348	0.88	44000	93000	93999	783	0.82	93000	142000	142999	1184	0.78	142000
45000	45999	357	0.82	45000	94000	94999	791	0.88	94000	143000	143999	1192	0.80	143000
46000	46999	365	0.88	46000	95000	95999	800	0.82	95000	144000	144999	1200	0.82	144000
47000	47999	374	0.92	47000	96000	96999	808	0.88	96000	145000	145999	1208	0.74	145000
48000	48999	383	0.94	48000	97000	97999	817	0.84	97000	146000	146999	1215	0.76	146000
49000	49999	392	0.94	49000	98000	98999	825	0.88	98000	147000	147999	1223	0.78	147000
50000	50999	401	0.92	50000	99000	99999	834	0.84	99000	148000	148999	1231	0.80	148000
51000	51999	410	0.92	51000	100000	100999	842	0.90	100000	149000	149999	1239	0.74	149000
52000	52999	419	0.92	52000	101000	101999	851	0.84	101000	150000	150999	1246	0.74	150000
53000	53999	428	0.92	53000	102000	102999	859	0.90	102000					
54000	54999	437	0.92	54000	103000	103999	868	0.84	103000					
55000	55999	446	0.92	55000	104000	104999	876	0.80	104000					
56000	56999	455	0.92	56000	105000	105999	884	0.86	105000					
57000	57999	464	0.90	57000	106000	106999	893	0.80	106000					

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Saskatchewan No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0	4.80	10820	58000	58999	787	1.44	58000	107000	107999
10820	10999	7	4.40	11000	59000	59999	801	1.44	59000	108000	108999
11000	11999	55	3.64	12000	60000	60999	815	1.44	60000	109000	109999
12000	12999	99	3.60	13000	61000	61999	829	1.44	61000	110000	110999
13000	13999	135	3.02	14000	62000	62999	843	1.42	62000	111000	111999
14000	14999	171	2.96	15000	63000	63999	857	1.42	63000	112000	112999
15000	15999	201	3.12	16000	64000	64999	871	1.42	64000	113000	113999
16000	16999	231	1.72	17000	65000	65999	885	1.42	65000	114000	114999
17000	17999	262	1.22	18000	66000	66999	899	1.40	66000	115000	115999
18000	18999	279	1.22	19000	67000	67999	913	1.40	67000	116000	116999
19000	19999	291	1.20	20000	68000	68999	927	1.40	68000	117000	117999
20000	20999	303	1.20	21000	69000	69999	941	1.40	69000	118000	118999
21000	21999	315	1.20	22000	70000	70999	955	1.40	70000	119000	119999
22000	22999	327	1.20	23000	71000	71999	969	1.38	71000	120000	120999
23000	23999	339	1.18	24000	72000	72999	983	1.38	72000	121000	121999
24000	24999	351	0.90	25000	73000	73999	997	1.38	73000	122000	122999
25000	25999	363	1.14	26000	74000	74999	1011	1.36	74000	123000	123999
26000	26999	375	1.08	27000	75000	75999	1025	1.36	75000	124000	124999
27000	27999	382	1.04	28000	76000	76999	1039	1.36	76000	125000	125999
28000	28999	391	1.32	29000	77000	77999	1053	1.36	77000	126000	126999
29000	29999	403	1.32	30000	78000	78999	1067	1.36	78000	127000	127999
30000	30999	414	1.10	31000	79000	79999	1081	1.36	79000	128000	128999
31000	31999	425	1.18	32000	80000	80999	1095	1.46	80000	129000	129999
32000	32999	437	1.04	33000	81000	81999	1110	1.44	81000	130000	130999
33000	33999	447	1.08	34000	82000	82999	1124	1.34	82000	131000	131999
34000	34999	458	1.36	35000	83000	83999	1137	1.34	83000	132000	132999
35000	35999	472	1.32	36000	84000	84999	1150	1.32	84000	133000	133999
36000	36999	485	1.38	37000	85000	85999	1163	1.30	85000	134000	134999
37000	37999	499	1.34	38000	86000	86999	1176	1.28	86000	135000	135999
38000	38999	512	1.30	39000	87000	87999	1189	1.36	87000	136000	136999
39000	39999	525	1.36	40000	88000	88999	1203	1.34	88000	137000	137999
40000	40999	539	1.42	41000	89000	89999	1216	1.32	89000	138000	138999
41000	41999	553	1.28	42000	90000	90999	1229	1.30	90000	139000	139999
42000	42999	566	1.28	43000	91000	91999	1242	1.28	91000	140000	140999
43000	43999	579	1.28	44000	92000	92999	1255	1.26	92000	141000	141999
44000	44999	592	1.36	45000	93000	93999	1268	1.36	93000	142000	142999
45000	45999	606	1.34	46000	94000	94999	1282	1.34	94000	143000	143999
46000	46999	619	1.30	47000	95000	95999	1295	1.32	95000	144000	144999
47000	47999	632	1.38	48000	96000	96999	1308	1.30	96000	145000	145999
48000	48999	646	1.40	49000	97000	97999	1321	1.28	97000	146000	146999
49000	49999	660	1.38	50000	98000	98999	1334	1.36	98000	147000	147999
50000	50999	674	1.38	51000	99000	99999	1348	1.34	99000	148000	148999
51000	51999	688	1.38	52000	100000	100999	1361	1.32	100000	149000	149999
52000	52999	702	1.38	53000	101000	101999	1374	1.30	101000	150000	150999
53000	53999	716	1.38	54000	102000	102999	1387	1.30	102000	ou plus	
54000	54999	730	1.36	55000	103000	103999	1400	1.28	103000		
55000	55999	744	1.36	56000	104000	104999	1413	1.36	104000		
56000	56999	758	1.36	57000	105000	105999	1427	1.34	105000		
57000	57999	772	1.46	57000	106000	106999	1440	1.32	106000		

Province: Saskatchewan No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Income/Revenu (\$)					
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0			58000	58999	1037	1.76	58000	107000	107999
10820	10999	7	5.16	10820	59000	59999	1055	1.76	59000	108000	108999
11000	11999	59	4.68	11000	60000	60999	1073	1.86	60000	109000	109999
12000	12999	106	3.90	12000	61000	61999	1092	1.84	61000	110000	110999
13000	13999	145	3.86	13000	62000	62999	1110	1.84	62000	111000	111999
14000	14999	184	3.30	14000	63000	63999	1128	1.84	63000	112000	112999
15000	15999	217	3.10	15000	64000	64999	1146	1.84	64000	113000	113999
16000	16999	248	3.36	16000	65000	65999	1164	1.82	65000	114000	114999
17000	17999	282	4.00	17000	66000	66999	1182	1.82	66000	115000	115999
18000	18999	322	4.06	18000	67000	67999	1200	1.82	67000	116000	116999
19000	19999	363	4.04	19000	68000	68999	1218	1.80	68000	117000	117999
20000	20999	403	3.42	20000	69000	69999	1236	1.80	69000	118000	118999
21000	21999	437	1.70	21000	70000	70999	1254	1.80	70000	119000	119999
22000	22999	454	1.64	22000	71000	71999	1272	1.80	71000	120000	120999
23000	23999	470	1.68	23000	72000	72999	1290	1.78	72000	121000	121999
24000	24999	487	1.62	24000	73000	73999	1308	1.78	73000	122000	122999
25000	25999	503	1.56	25000	74000	74999	1326	1.78	74000	123000	123999
26000	26999	519	1.26	26000	75000	75999	1344	1.76	75000	124000	124999
27000	27999	532	1.22	27000	76000	76999	1362	1.76	76000	125000	125999
28000	28999	544	1.28	28000	77000	77999	1380	1.76	77000	126000	126999
29000	29999	557	1.22	29000	78000	78999	1398	1.86	78000	127000	127999
30000	30999	569	1.62	30000	79000	79999	1417	1.84	79000	128000	128999
31000	31999	585	1.54	31000	80000	80999	1435	1.84	80000	129000	129999
32000	32999	600	1.46	32000	81000	81999	1453	1.84	81000	130000	130999
33000	33999	615	1.46	33000	82000	82999	1471	1.74	82000	131000	131999
34000	34999	630	1.42	34000	83000	83999	1488	1.74	83000	132000	132999
35000	35999	644	1.48	35000	84000	84999	1505	1.64	84000	133000	133999
36000	36999	659	1.44	36000	85000	85999	1521	1.66	85000	134000	134999
37000	37999	673	1.40	37000	86000	86999	1538	1.66	86000	135000	135999
38000	38999	687	1.46	38000	87000	87999	1555	1.66	87000	136000	136999
39000	39999	702	1.72	39000	88000	88999	1572	1.66	88000	137000	137999
40000	40999	719	1.90	40000	89000	89999	1589	1.68	89000	138000	138999
41000	41999	738	1.64	41000	90000	90999	1606	1.68	90000	139000	139999
42000	42999	754	1.68	42000	91000	91999	1623	1.68	91000	140000	140999
43000	43999	771	1.72	43000	92000	92999	1640	1.70	92000	141000	141999
44000	44999	788	1.72	44000	93000	93999	1657	1.70	93000	142000	142999
45000	45999	805	1.72	45000	94000	94999	1674	1.70	94000	143000	143999
46000	46999	822	1.70	46000	95000	95999	1691	1.70	95000	144000	144999
47000	47999	839	1.80	47000	96000	96999	1708	1.72	96000	145000	145999
48000	48999	857	1.82	48000	97000	97999	1725	1.72	97000	146000	146999
49000	49999	875	1.82	49000	98000	98999	1742	1.72	98000	147000	147999
50000	50999	893	1.80	50000	99000	99999	1759	1.72	99000	148000	148999
51000	51999	911	1.80	51000	100000	100999	1776	1.74	100000	149000	149999
52000	52999	929	1.80	52000	101000	101999	1793	1.74	101000	150000	150999
53000	53999	947	1.80	53000	102000	102999	1810	1.64	102000	150000	150999
54000	54999	965	1.78	54000	103000	103999	1826	1.66	103000	150000	150999
55000	55999	983	1.78	55000	104000	104999	1843	1.66	104000	150000	150999
56000	56999	1001	1.78	56000	105000	105999	1860	1.66	105000	150000	150999
57000	57999	1019	1.76	57000	106000	106999	1877	1.66	106000	150000	150999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants														
Province: Saskatchewan No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Four/Quatre														
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	0			58000	58999	1243	2.14	58000	107000	107999	2255	1.96	107000
10820	10999	8	5.50	10820	59000	59999	1264	2.10	59000	108000	108999	2275	1.96	108000
11000	11999	63	5.06	11000	60000	60999	1285	2.18	60000	109000	109999	2295	1.96	109000
12000	12999	114	4.24	12000	61000	61999	1307	2.14	61000	110000	110999	2315	1.96	110000
13000	13999	156	4.14	13000	62000	62999	1328	2.10	62000	111000	111999	2335	1.96	111000
14000	14999	197	3.48	14000	63000	63999	1349	2.16	63000	112000	112999	2355	1.96	112000
15000	15999	232	3.36	15000	64000	64999	1371	2.14	64000	113000	113999	2375	1.96	113000
16000	16999	266	3.58	16000	65000	65999	1392	2.10	65000	114000	114999	2395	2.06	114000
17000	17999	302	4.28	17000	66000	66999	1413	2.16	66000	115000	115999	2416	1.94	115000
18000	18999	345	4.26	18000	67000	67999	1435	2.14	67000	116000	116999	2435	1.90	116000
19000	19999	388	4.36	19000	68000	68999	1456	2.10	68000	117000	117999	2454	1.96	117000
20000	20999	432	4.34	20000	69000	69999	1477	2.16	69000	118000	118999	2474	1.92	118000
21000	21999	475	4.32	21000	70000	70999	1499	2.14	70000	119000	119999	2493	1.98	119000
22000	22999	518	4.30	22000	71000	71999	1520	2.10	71000	120000	120999	2513	1.94	120000
23000	23999	561	3.68	23000	72000	72999	1541	2.16	72000	121000	121999	2532	1.90	121000
24000	24999	598	2.02	24000	73000	73999	1563	2.14	73000	122000	122999	2551	1.98	122000
25000	25999	618	2.00	25000	74000	74999	1584	2.10	74000	123000	123999	2571	1.94	123000
26000	26999	638	1.62	26000	75000	75999	1605	2.16	75000	124000	124999	2590	1.90	124000
27000	27999	654	1.66	27000	76000	76999	1627	2.12	76000	125000	125999	2609	1.96	125000
28000	28999	671	1.60	28000	77000	77999	1648	2.10	77000	126000	126999	2629	1.92	126000
29000	29999	687	1.56	29000	78000	78999	1669	2.16	78000	127000	127999	2648	1.88	127000
30000	30999	703	1.56	30000	79000	79999	1691	2.12	79000	128000	128999	2667	1.84	128000
31000	31999	719	1.56	31000	80000	80999	1712	2.10	80000	129000	129999	2685	1.82	129000
32000	32999	735	1.78	32000	81000	81999	1733	2.16	81000	130000	130999	2703	1.88	130000
33000	33999	753	1.80	33000	82000	82999	1755	2.04	82000	131000	131999	2722	1.84	131000
34000	34999	771	1.82	34000	83000	83999	1775	2.04	83000	132000	132999	2740	1.80	132000
35000	35999	789	1.74	35000	84000	84999	1795	2.02	84000	133000	133999	2758	1.86	133000
36000	36999	806	1.78	36000	85000	85999	1815	2.02	85000	134000	134999	2777	1.82	134000
37000	37999	824	1.80	37000	86000	86999	1835	2.02	86000	135000	135999	2795	1.88	135000
38000	38999	842	1.82	38000	87000	87999	1855	2.02	87000	136000	136999	2814	1.84	136000
39000	39999	860	1.84	39000	88000	88999	1875	2.02	88000	137000	137999	2832	1.80	137000
40000	40999	878	1.94	40000	89000	89999	1895	2.02	89000	138000	138999	2850	1.86	138000
41000	41999	897	1.64	41000	90000	90999	1915	2.02	90000	139000	139999	2869	1.82	139000
42000	42999	913	1.68	42000	91000	91999	1935	2.00	91000	140000	140999	2887	1.88	140000
43000	43999	930	1.82	43000	92000	92999	1955	2.00	92000	141000	141999	2906	1.84	141000
44000	44999	948	2.02	44000	93000	93999	1975	2.00	93000	142000	142999	2924	1.82	142000
45000	45999	968	2.02	45000	94000	94999	1995	2.00	94000	143000	143999	2942	1.88	143000
46000	46999	988	2.00	46000	95000	95999	2015	2.00	95000	144000	144999	2961	1.84	144000
47000	47999	1008	2.08	47000	96000	96999	2035	2.00	96000	145000	145999	2979	1.80	145000
48000	48999	1029	2.18	48000	97000	97999	2055	2.00	97000	146000	146999	2997	1.86	146000
49000	49999	1051	2.14	49000	98000	98999	2075	2.00	98000	147000	147999	3016	1.82	147000
50000	50999	1072	2.10	50000	99000	99999	2095	1.98	99000	148000	148999	3034	1.88	148000
51000	51999	1093	2.18	51000	100000	100999	2115	1.98	100000	149000	149999	3053	1.84	149000
52000	52999	1115	2.14	52000	101000	101999	2135	1.98	101000	150000	150999	3071	1.84	150000
53000	53999	1136	2.10	53000	102000	102999	2155	1.98	102000					
54000	54999	1157	2.18	54000	103000	103999	2175	1.98	103000					
55000	55999	1179	2.14	55000	104000	104999	2195	1.98	104000					
56000	56999	1200	2.10	56000	105000	105999	2215	1.98	105000					
57000	57999	1221	2.18	57000	106000	106999	2235	1.98	106000					

Province: Saskatchewan No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Five/Cinq											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0			58000	58999	1414	2.44	58000	107000	107999
10820	10999	8	5.50	10820	59000	59999	1438	2.42	59000	108000	108999
11000	11999	63	5.06	11000	60000	60999	1462	2.42	60000	109000	109999
12000	12999	114	4.24	12000	61000	61999	1486	2.42	61000	110000	110999
13000	13999	156	4.14	13000	62000	62999	1510	2.40	62000	111000	111999
14000	14999	197	3.48	14000	63000	63999	1534	2.40	63000	112000	112999
15000	15999	232	3.36	15000	64000	64999	1558	2.40	64000	113000	113999
16000	16999	266	3.58	16000	65000	65999	1582	2.38	65000	114000	114999
17000	17999	302	4.28	17000	66000	66999	1606	2.38	66000	115000	115999
18000	18999	345	4.26	18000	67000	67999	1630	2.36	67000	116000	116999
19000	19999	388	4.36	19000	68000	68999	1654	2.36	68000	117000	117999
20000	20999	432	4.34	20000	69000	69999	1678	2.46	69000	118000	118999
21000	21999	475	4.32	21000	70000	70999	1703	2.44	70000	119000	119999
22000	22999	518	4.30	22000	71000	71999	1727	2.44	71000	120000	120999
23000	23999	561	4.28	23000	72000	72999	1751	2.44	72000	121000	121999
24000	24999	604	4.28	24000	73000	73999	1775	2.42	73000	122000	122999
25000	25999	647	4.36	25000	74000	74999	1799	2.42	74000	123000	123999
26000	26999	691	4.34	26000	75000	75999	1823	2.40	75000	124000	124999
27000	27999	734	4.22	27000	76000	76999	1847	2.40	76000	125000	125999
28000	28999	776	1.96	28000	77000	77999	1871	2.40	77000	126000	126999
29000	29999	796	1.96	29000	78000	78999	1895	2.38	78000	127000	127999
30000	30999	816	1.92	30000	79000	79999	1919	2.38	79000	128000	128999
31000	31999	835	1.90	31000	80000	80999	1943	2.38	80000	129000	129999
32000	32999	854	1.78	32000	81000	81999	1967	2.36	81000	130000	130999
33000	33999	872	1.78	33000	82000	82999	1991	2.26	82000	131000	131999
34000	34999	890	1.94	34000	83000	83999	2014	2.30	83000	132000	132999
35000	35999	909	2.02	35000	84000	84999	2037	2.24	84000	133000	133999
36000	36999	929	2.06	36000	85000	85999	2059	2.28	85000	134000	134999
37000	37999	950	2.10	37000	86000	86999	2082	2.22	86000	135000	135999
38000	38999	971	2.04	38000	87000	87999	2104	2.26	87000	136000	136999
39000	39999	991	2.08	39000	88000	88999	2127	2.30	88000	137000	137999
40000	40999	1012	2.20	40000	89000	89999	2150	2.24	89000	138000	138999
41000	41999	1034	1.90	41000	90000	90999	2172	2.28	90000	139000	139999
42000	42999	1053	1.96	42000	91000	91999	2195	2.24	91000	140000	140999
43000	43999	1073	2.02	43000	92000	92999	2217	2.28	92000	141000	141999
44000	44999	1093	1.94	44000	93000	93999	2240	2.22	93000	142000	142999
45000	45999	1112	1.98	45000	94000	94999	2262	2.26	94000	143000	143999
46000	46999	1132	2.10	46000	95000	95999	2285	2.30	95000	144000	144999
47000	47999	1152	2.10	47000	96000	96999	2308	2.24	96000	145000	145999
48000	48999	1173	2.40	48000	97000	97999	2330	2.28	97000	146000	146999
49000	49999	1197	2.40	49000	98000	98999	2353	2.22	98000	147000	147999
50000	50999	1221	2.40	50000	99000	99999	2375	2.26	99000	148000	148999
51000	51999	1245	2.38	51000	100000	100999	2398	2.30	100000	149000	149999
52000	52999	1269	2.38	52000	101000	101999	2421	2.24	101000	150000	150999
53000	53999	1293	2.38	53000	102000	102999	2443	2.28	102000	ou plus	
54000	54999	1317	2.36	54000	103000	103999	2466	2.22	103000		
55000	55999	1341	2.36	55000	104000	104999	2488	2.26	104000		
56000	56999	1365	2.46	56000	105000	105999	2511	2.30	105000		
57000	57999	1390	2.44	57000	106000	106999	2534	2.24	106000		

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Saskatchewan											
No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Six or more/Six ou plus											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0			58000	58999	1558	2.66	58000	107000	107999
10820	10999	8	5.50	10820	59000	59999	1585	2.62	59000	108000	108999
11000	11999	63	5.06	11000	60000	60999	1611	2.68	60000	109000	109999
12000	12999	114	4.24	12000	61000	61999	1638	2.64	61000	110000	110999
13000	13999	156	4.14	13000	62000	62999	1664	2.60	62000	111000	111999
14000	14999	197	3.48	14000	63000	63999	1690	2.66	63000	112000	112999
15000	15999	232	3.36	15000	64000	64999	1717	2.62	64000	113000	113999
16000	16999	266	3.58	16000	65000	65999	1743	2.60	65000	114000	114999
17000	17999	302	4.28	17000	66000	66999	1769	2.66	66000	115000	115999
18000	18999	345	4.26	18000	67000	67999	1796	2.62	67000	116000	116999
19000	19999	388	4.36	19000	68000	68999	1822	2.68	68000	117000	117999
20000	20999	432	4.34	20000	69000	69999	1849	2.64	69000	118000	118999
21000	21999	475	4.32	21000	70000	70999	1875	2.60	70000	119000	119999
22000	22999	518	4.30	22000	71000	71999	1901	2.66	71000	120000	120999
23000	23999	561	4.28	23000	72000	72999	1928	2.62	72000	121000	121999
24000	24999	604	4.28	24000	73000	73999	1954	2.68	73000	122000	122999
25000	25999	647	4.36	25000	74000	74999	1981	2.64	74000	123000	123999
26000	26999	691	4.34	26000	75000	75999	2007	2.60	75000	124000	124999
27000	27999	734	4.32	27000	76000	76999	2033	2.66	76000	125000	125999
28000	28999	777	4.30	28000	77000	77999	2060	2.62	77000	126000	126999
29000	29999	820	4.20	29000	78000	78999	2086	2.68	78000	127000	127999
30000	30999	862	4.18	30000	79000	79999	2113	2.64	79000	128000	128999
31000	31999	904	4.20	31000	80000	80999	2139	2.60	80000	129000	129999
32000	32999	946	3.00	32000	81000	81999	2165	2.66	81000	130000	130999
33000	33999	976	2.04	33000	82000	82999	2192	2.44	82000	131000	131999
34000	34999	996	2.04	34000	83000	83999	2216	2.46	83000	132000	132999
35000	35999	1016	2.04	35000	84000	84999	2241	2.48	84000	133000	133999
36000	36999	1036	2.12	36000	85000	85999	2266	2.50	85000	134000	134999
37000	37999	1057	2.34	37000	86000	86999	2291	2.44	86000	135000	135999
38000	38999	1080	2.34	38000	87000	87999	2315	2.46	87000	136000	136999
39000	39999	1103	2.34	39000	88000	88999	2340	2.48	88000	137000	137999
40000	40999	1126	2.22	40000	89000	89999	2365	2.50	89000	138000	138999
41000	41999	1150	2.16	41000	90000	90999	2390	2.52	90000	139000	139999
42000	42999	1172	2.18	42000	91000	91999	2415	2.44	91000	140000	140999
43000	43999	1194	2.22	43000	92000	92999	2439	2.48	92000	141000	141999
44000	44999	1216	2.20	44000	93000	93999	2464	2.50	93000	142000	142999
45000	45999	1238	2.28	45000	94000	94999	2489	2.52	94000	143000	143999
46000	46999	1261	2.24	46000	95000	95999	2514	2.44	95000	144000	144999
47000	47999	1283	2.32	47000	96000	96999	2538	2.46	96000	145000	145999
48000	48999	1306	2.40	48000	97000	97999	2563	2.48	97000	146000	146999
49000	49999	1330	2.34	49000	98000	98999	2588	2.52	98000	147000	147999
50000	50999	1353	2.36	50000	99000	99999	2613	2.44	99000	148000	148999
51000	51999	1377	2.40	51000	100000	100999	2637	2.46	100000	149000	149999
52000	52999	1401	2.54	52000	101000	101999	2662	2.48	101000	150000	150999
53000	53999	1426	2.66	53000	102000	102999	2687	2.50	102000	150000	150999
54000	54999	1453	2.62	54000	103000	103999	2712	2.44	103000	150000	150999
55000	55999	1479	2.68	55000	104000	104999	2736	2.46	104000	150000	150999
56000	56999	1506	2.64	56000	105000	105999	2761	2.48	105000	150000	150999
57000	57999	1532	2.60	57000	106000	106999	2786	2.50	106000	150000	150999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants												Province: Alberta N ^{bre} d'enfants: One/Un	
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
		Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant			Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant			Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)
From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À	From/ De	To/ À
0	10819	0	0	58000	58999	58000	58999	107000	107999	930	0.90	107000	107000
10820	10999	0	4.70	59000	59999	59000	59999	108000	108999	939	0.92	108000	108000
11000	11999	47	4.08	60000	60999	60000	60999	109000	109999	948	0.94	109000	109000
12000	12999	88	3.32	61000	61999	61000	61999	110000	110999	957	0.84	110000	110000
13000	13999	121	1.56	62000	62999	62000	62999	111000	111999	965	0.86	111000	111000
14000	14999	137	0.38	63000	63999	63000	63999	112000	112999	974	0.86	112000	112000
15000	15999	141	0.40	64000	64999	64000	64999	113000	113999	983	0.88	113000	113000
16000	16999	145	1.32	65000	65999	65000	65999	114000	114999	992	0.88	114000	114000
17000	17999	158	0.44	66000	66999	66000	66999	115000	115999	1001	0.90	115000	115000
18000	18999	162	0.68	67000	67999	67000	67999	116000	116999	1010	0.90	116000	116000
19000	19999	169	0.70	68000	68999	68000	68999	117000	117999	1019	0.92	117000	117000
20000	20999	176	0.72	69000	69999	69000	69999	118000	118999	1028	0.94	118000	118000
21000	21999	183	0.64	70000	70999	70000	70999	119000	119999	1037	0.84	119000	119000
22000	22999	189	0.66	71000	71999	71000	71999	120000	120999	1045	0.86	120000	120000
23000	23999	196	0.68	72000	72999	72000	72999	121000	121999	1054	0.86	121000	121000
24000	24999	203	0.70	73000	73999	73000	73999	122000	122999	1063	0.88	122000	122000
25000	25999	210	0.60	74000	74999	74000	74999	123000	123999	1072	0.88	123000	123000
26000	26999	216	0.64	75000	75999	75000	75999	124000	124999	1081	0.90	124000	124000
27000	27999	222	0.70	76000	76999	76000	76999	125000	125999	1090	0.90	125000	125000
28000	28999	229	0.64	77000	77999	77000	77999	126000	126999	1099	0.92	126000	126000
29000	29999	235	0.60	78000	78999	78000	78999	127000	127999	1108	0.84	127000	127000
30000	30999	241	0.66	79000	79999	79000	79999	128000	128999	1116	0.88	128000	128000
31000	31999	248	0.60	80000	80999	80000	80999	129000	129999	1125	0.84	129000	129000
32000	32999	254	0.66	81000	81999	81000	81999	130000	130999	1133	0.88	130000	130000
33000	33999	261	0.54	82000	82999	82000	82999	131000	131999	1142	0.84	131000	131000
34000	34999	266	0.58	83000	83999	83000	83999	132000	132999	1150	0.90	132000	132000
35000	35999	272	0.60	84000	84999	84000	84999	133000	133999	1159	0.84	133000	133000
36000	36999	278	0.88	85000	85999	85000	85999	134000	134999	1167	0.80	134000	134000
37000	37999	287	0.86	86000	86999	86000	86999	135000	135999	1175	0.86	135000	135000
38000	38999	296	0.86	87000	87999	87000	87999	136000	136999	1184	0.80	136000	136000
39000	39999	305	0.86	88000	88999	88000	88999	137000	137999	1192	0.86	137000	137000
40000	40999	314	0.90	89000	89999	89000	89999	138000	138999	1201	0.82	138000	138000
41000	41999	324	0.90	90000	90999	90000	90999	139000	139999	1209	0.86	139000	139000
42000	42999	333	0.92	91000	91999	91000	91999	140000	140999	1218	0.82	140000	140000
43000	43999	342	0.84	92000	92999	92000	92999	141000	141999	1226	0.88	141000	141000
44000	44999	350	0.86	93000	93999	93000	93999	142000	142999	1235	0.82	142000	142000
45000	45999	359	0.86	94000	94999	94000	94999	143000	143999	1243	0.88	143000	143000
46000	46999	368	0.86	95000	95999	95000	95999	144000	144999	1252	0.82	144000	144000
47000	47999	377	0.98	96000	96999	96000	96999	145000	145999	1260	0.88	145000	145000
48000	48999	387	0.94	97000	97999	97000	97999	146000	146999	1269	0.84	146000	146000
49000	49999	396	0.90	98000	98999	98000	98999	147000	147999	1277	0.88	147000	147000
50000	50999	405	0.96	99000	99999	99000	99999	148000	148999	1286	0.84	148000	148000
51000	51999	415	0.90	100000	100999	100000	100999	149000	149999	1294	0.90	149000	149000
52000	52999	424	0.96	101000	101999	101000	101999	150000	150999	1303	0.90	150000	150000
53000	53999	434	0.92	102000	102999	102000	102999						
54000	54999	443	0.98	103000	103999	103000	103999						
55000	55999	453	0.92	104000	104999	104000	104999						
56000	56999	462	0.98	105000	105999	105000	105999						
57000	57999	472	0.94	106000	106999	106000	106999						

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants												Province: Alberta No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux		
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	5.10	10820	58000	58999	821	1.52	58000	107000	107999	1519	1.40	107000
10820	10999	0	4.38	11000	59000	59999	836	1.44	59000	108000	108999	1533	1.40	108000
11000	11999	51	3.68	12000	60000	60999	850	1.48	60000	109000	109999	1547	1.42	109000
12000	12999	95	3.64	13000	61000	61999	865	1.50	61000	110000	110999	1561	1.34	110000
13000	13999	132	3.54	14000	62000	62999	880	1.44	62000	111000	111999	1574	1.36	111000
14000	14999	168	3.50	15000	63000	63999	894	1.48	63000	112000	112999	1588	1.38	112000
15000	15999	203	3.52	16000	64000	64999	909	1.50	64000	113000	113999	1602	1.40	113000
16000	16999	238	2.44	17000	65000	65999	924	1.44	65000	114000	114999	1616	1.42	114000
17000	17999	273	1.26	18000	66000	66999	938	1.46	66000	115000	115999	1630	1.44	115000
18000	18999	297	1.20	19000	67000	67999	953	1.50	67000	116000	116999	1644	1.34	116000
19000	19999	309	1.30	20000	68000	68999	968	1.42	68000	117000	117999	1657	1.36	117000
20000	20999	322	1.24	21000	69000	69999	982	1.46	69000	118000	118999	1671	1.38	118000
21000	21999	335	1.28	22000	70000	70999	997	1.48	70000	119000	119999	1685	1.40	119000
22000	22999	347	1.24	23000	71000	71999	1012	1.52	71000	120000	120999	1699	1.42	120000
23000	23999	360	1.28	24000	72000	72999	1027	1.44	72000	121000	121999	1713	1.34	121000
24000	24999	372	1.28	25000	73000	73999	1041	1.48	73000	122000	122999	1726	1.36	122000
25000	25999	385	0.92	26000	74000	74999	1056	1.50	74000	123000	123999	1740	1.36	123000
26000	26999	394	0.82	27000	75000	75999	1071	1.44	75000	124000	124999	1754	1.38	124000
27000	27999	402	0.92	28000	76000	76999	1085	1.48	76000	125000	125999	1768	1.40	125000
28000	28999	411	1.20	29000	77000	77999	1100	1.50	77000	126000	126999	1782	1.42	126000
29000	29999	423	1.28	30000	78000	78999	1115	1.44	78000	127000	127999	1796	1.34	127000
30000	30999	436	1.24	31000	79000	79999	1129	1.46	79000	128000	128999	1809	1.32	128000
31000	31999	448	1.22	32000	80000	80999	1144	1.50	80000	129000	129999	1822	1.30	129000
32000	32999	460	1.20	33000	81000	81999	1159	1.42	81000	130000	130999	1835	1.28	130000
33000	33999	472	1.14	34000	82000	82999	1173	1.36	82000	131000	131999	1848	1.36	131000
34000	34999	483	1.12	35000	83000	83999	1187	1.38	83000	132000	132999	1862	1.34	132000
35000	35999	494	1.10	36000	84000	84999	1201	1.40	84000	133000	133999	1875	1.32	133000
36000	36999	505	1.36	37000	85000	85999	1215	1.42	85000	134000	134999	1888	1.32	134000
37000	37999	519	1.46	38000	86000	86999	1229	1.42	86000	135000	135999	1901	1.28	135000
38000	38999	534	1.44	39000	87000	87999	1243	1.34	87000	136000	136999	1914	1.28	136000
39000	39999	548	1.44	40000	88000	88999	1256	1.36	88000	137000	137999	1927	1.36	137000
40000	40999	562	1.34	41000	89000	89999	1270	1.38	89000	138000	138999	1941	1.34	138000
41000	41999	577	1.38	42000	90000	90999	1284	1.40	90000	139000	139999	1954	1.32	139000
42000	42999	590	1.42	43000	91000	91999	1298	1.42	91000	140000	140999	1967	1.30	140000
43000	43999	604	1.42	44000	92000	92999	1312	1.34	92000	141000	141999	1980	1.26	141000
44000	44999	618	1.42	45000	93000	93999	1325	1.36	93000	142000	142999	1993	1.26	142000
45000	45999	632	1.44	46000	94000	94999	1339	1.36	94000	143000	143999	2006	1.36	143000
46000	46999	646	1.34	47000	95000	95999	1353	1.38	95000	144000	144999	2020	1.34	144000
47000	47999	659	1.46	48000	96000	96999	1367	1.40	96000	145000	145999	2033	1.32	145000
48000	48999	674	1.50	49000	97000	97999	1381	1.42	97000	146000	146999	2046	1.30	146000
49000	49999	689	1.44	50000	98000	98999	1395	1.34	98000	147000	147999	2059	1.28	147000
50000	50999	703	1.46	51000	99000	99999	1408	1.36	99000	148000	148999	2072	1.36	148000
51000	51999	718	1.50	52000	100000	100999	1422	1.38	100000	149000	149999	2086	1.34	149000
52000	52999	733	1.44	53000	101000	101999	1436	1.38	101000	150000	150999	2099	1.34	150000
53000	53999	747	1.46	54000	102000	102999	1450	1.40	102000	150000	150999	2099	1.34	150000
54000	54999	762	1.50	55000	103000	103999	1464	1.42	103000	150000	150999	2099	1.34	150000
55000	55999	777	1.42	56000	104000	104999	1478	1.34	104000	150000	150999	2099	1.34	150000
56000	56999	791	1.46	57000	105000	105999	1491	1.36	105000	150000	150999	2099	1.34	150000
57000	57999	806	1.48	57000	106000	106999	1505	1.38	106000	150000	150999	2099	1.34	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants												Province: Alberta No. of Children/Nbre d'enfants: Three/Trois		
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	0	5.50	10820	58000	58999	1093	1.94	58000	107000	107999	1990	1.76	107000
10820	10999	0	4.80	11000	59000	59999	1112	1.84	59000	108000	108999	2008	1.78	108000
11000	11999	55	3.94	12000	60000	60999	1130	1.86	60000	109000	109999	2026	1.80	109000
12000	12999	103	3.82	13000	61000	61999	1149	1.88	61000	110000	110999	2044	1.82	110000
13000	13999	142	3.74	14000	62000	62999	1168	1.90	62000	111000	111999	2062	1.74	111000
14000	14999	180	3.86	15000	63000	63999	1187	1.88	63000	112000	112999	2079	1.76	112000
15000	15999	219	3.74	16000	64000	64999	1206	1.90	64000	113000	113999	2097	1.80	113000
16000	16999	256	3.84	17000	65000	65999	1225	1.90	65000	114000	114999	2115	1.82	114000
17000	17999	294	3.84	18000	66000	66999	1244	1.92	66000	115000	115999	2133	1.74	115000
18000	18999	332	4.12	19000	67000	67999	1263	1.94	67000	116000	116999	2150	1.76	116000
19000	19999	373	4.04	20000	68000	68999	1282	1.84	68000	117000	117999	2168	1.78	117000
20000	20999	413	4.06	21000	69000	69999	1300	1.86	69000	118000	118999	2186	1.80	118000
21000	21999	454	1.88	22000	70000	70999	1319	1.86	70000	119000	119999	2204	1.82	119000
22000	22999	473	1.68	23000	71000	71999	1338	1.88	71000	120000	120999	2222	1.74	120000
23000	23999	490	1.76	24000	72000	72999	1357	1.88	72000	121000	121999	2239	1.76	121000
24000	24999	508	1.74	25000	73000	73999	1376	1.90	73000	122000	122999	2257	1.80	122000
25000	25999	525	1.44	26000	74000	74999	1395	1.90	74000	123000	123999	2275	1.82	123000
26000	26999	539	1.34	27000	75000	75999	1414	1.92	75000	124000	124999	2293	1.74	124000
27000	27999	552	1.34	28000	76000	76999	1433	1.94	76000	125000	125999	2310	1.76	125000
28000	28999	565	1.34	29000	77000	77999	1452	1.84	77000	126000	126999	2328	1.78	126000
29000	29999	578	1.34	30000	78000	78999	1470	1.86	78000	127000	127999	2346	1.70	127000
30000	30999	591	1.72	31000	79000	79999	1489	1.86	79000	128000	128999	2363	1.70	128000
31000	31999	608	1.64	32000	80000	80999	1508	1.88	80000	129000	129999	2380	1.72	129000
32000	32999	624	1.56	33000	81000	81999	1527	1.88	81000	130000	130999	2397	1.72	130000
33000	33999	640	1.56	34000	82000	82999	1546	1.80	82000	131000	131999	2414	1.72	131000
34000	34999	656	1.50	35000	83000	83999	1564	1.82	83000	132000	132999	2431	1.72	132000
35000	35999	671	1.56	36000	84000	84999	1582	1.74	84000	133000	133999	2448	1.74	133000
36000	36999	687	1.78	37000	85000	85999	1599	1.76	85000	134000	134999	2465	1.74	134000
37000	37999	705	1.78	38000	86000	86999	1617	1.80	86000	135000	135999	2482	1.64	135000
38000	38999	723	1.78	39000	87000	87999	1635	1.82	87000	136000	136999	2498	1.66	136000
39000	39999	741	1.76	40000	88000	88999	1653	1.74	88000	137000	137999	2515	1.66	137000
40000	40999	759	1.96	41000	89000	89999	1670	1.76	89000	138000	138999	2532	1.66	138000
41000	41999	779	1.72	42000	90000	90999	1688	1.78	90000	139000	139999	2549	1.66	139000
42000	42999	796	1.78	43000	91000	91999	1706	1.80	91000	140000	140999	2566	1.68	140000
43000	43999	814	1.82	44000	92000	92999	1724	1.82	92000	141000	141999	2583	1.68	141000
44000	44999	832	1.74	45000	93000	93999	1742	1.74	93000	142000	142999	2600	1.68	142000
45000	45999	849	1.76	46000	94000	94999	1759	1.76	94000	143000	143999	2617	1.70	143000
46000	46999	867	1.78	47000	95000	95999	1777	1.80	95000	144000	144999	2634	1.70	144000
47000	47999	885	1.88	48000	96000	96999	1795	1.82	96000	145000	145999	2651	1.70	145000
48000	48999	904	1.92	49000	97000	97999	1813	1.74	97000	146000	146999	2668	1.70	146000
49000	49999	923	1.94	50000	98000	98999	1830	1.76	98000	147000	147999	2685	1.72	147000
50000	50999	942	1.84	51000	99000	99999	1848	1.78	99000	148000	148999	2702	1.72	148000
51000	51999	960	1.86	52000	100000	100999	1866	1.80	100000	149000	149999	2719	1.72	149000
52000	52999	979	1.86	53000	101000	101999	1884	1.82	101000	150000	150999	2736	1.72	150000
53000	53999	998	1.88	54000	102000	102999	1902	1.74	102000	150000	150999	2736	1.72	150000
54000	54999	1017	1.88	55000	103000	103999	1919	1.76	103000	150000	150999	2736	1.72	150000
55000	55999	1036	1.90	56000	104000	104999	1937	1.80	104000	150000	150999	2736	1.72	150000
56000	56999	1055	1.90	57000	105000	105999	1955	1.82	105000	150000	150999	2736	1.72	150000
57000	57999	1074	1.92	57000	106000	106999	1973	1.74	106000	150000	150999	2736	1.72	150000

Province: Alberta No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Four/Quatre											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	5.90	10820	58000	58999	1315	2.18	58000	107000	107999
10820	10999	0	5.10	11000	59000	59999	1337	2.26	59000	108000	108999
11000	11999	59	4.22	12000	60000	60999	1360	2.22	60000	109000	109999
12000	12999	110	4.06	13000	61000	61999	1382	2.20	61000	110000	110999
13000	13999	152	4.12	14000	62000	62999	1404	2.26	62000	111000	111999
14000	14999	193	4.06	15000	63000	63999	1427	2.22	63000	112000	112999
15000	15999	234	3.98	16000	64000	64999	1449	2.20	64000	113000	113999
16000	16999	274	4.06	17000	65000	65999	1471	2.26	65000	114000	114999
17000	17999	315	4.04	18000	66000	66999	1494	2.24	66000	115000	115999
18000	18999	355	4.36	19000	67000	67999	1516	2.20	67000	116000	116999
19000	19999	399	4.38	20000	68000	68999	1538	2.26	68000	117000	117999
20000	20999	443	4.40	21000	69000	69999	1561	2.24	69000	118000	118999
21000	21999	487	4.34	22000	70000	70999	1583	2.20	70000	119000	119999
22000	22999	530	4.36	23000	71000	71999	1605	2.26	71000	120000	120999
23000	23999	574	4.38	24000	72000	72999	1628	2.24	72000	121000	121999
24000	24999	618	2.10	25000	73000	73999	1650	2.20	73000	122000	122999
25000	25999	639	1.78	26000	74000	74999	1672	2.28	74000	123000	123999
26000	26999	657	1.68	27000	75000	75999	1695	2.24	75000	124000	124999
27000	27999	674	1.68	28000	76000	76999	1717	2.20	76000	125000	125999
28000	28999	691	1.66	29000	77000	77999	1739	2.28	77000	126000	126999
29000	29999	708	1.76	30000	78000	78999	1762	2.24	78000	127000	127999
30000	30999	726	1.74	31000	79000	79999	1784	2.22	79000	128000	128999
31000	31999	743	1.74	32000	80000	80999	1806	2.28	80000	129000	129999
32000	32999	760	1.94	33000	81000	81999	1829	2.24	81000	130000	130999
33000	33999	779	1.94	34000	82000	82999	1851	2.12	82000	131000	131999
34000	34999	798	1.94	35000	83000	83999	1872	2.12	83000	132000	132999
35000	35999	817	1.94	36000	84000	84999	1893	2.12	84000	133000	133999
36000	36999	836	2.12	37000	85000	85999	1914	2.12	85000	134000	134999
37000	37999	857	2.14	38000	86000	86999	1935	2.12	86000	135000	135999
38000	38999	879	2.14	39000	87000	87999	1956	2.12	87000	136000	136999
39000	39999	900	2.12	40000	88000	88999	1977	2.12	88000	137000	137999
40000	40999	921	2.26	41000	89000	89999	1998	2.12	89000	138000	138999
41000	41999	944	2.08	42000	90000	90999	2019	2.12	90000	139000	139999
42000	42999	965	2.02	43000	91000	91999	2040	2.12	91000	140000	140999
43000	43999	985	2.06	44000	92000	92999	2061	2.10	92000	141000	141999
44000	44999	1006	2.16	45000	93000	93999	2082	2.10	93000	142000	142999
45000	45999	1028	2.14	46000	94000	94999	2103	2.10	94000	143000	143999
46000	46999	1049	2.14	47000	95000	95999	2124	2.10	95000	144000	144999
47000	47999	1070	2.22	48000	96000	96999	2145	2.10	96000	145000	145999
48000	48999	1092	2.22	49000	97000	97999	2166	2.10	97000	146000	146999
49000	49999	1114	2.28	50000	98000	98999	2187	2.10	98000	147000	147999
50000	50999	1137	2.24	51000	99000	99999	2208	2.10	99000	148000	148999
51000	51999	1159	2.22	52000	100000	100999	2229	2.10	100000	149000	149999
52000	52999	1181	2.18	53000	101000	101999	2250	2.10	101000	150000	150999
53000	53999	1203	2.26	54000	102000	102999	2271	2.10	102000	151000	151999
54000	54999	1226	2.22	55000	103000	103999	2292	2.10	103000	152000	152999
55000	55999	1248	2.18	56000	104000	104999	2313	2.10	104000	153000	153999
56000	56999	1270	2.26	57000	105000	105999	2334	2.10	105000	154000	154999
57000	57999	1293	2.22		106000	106999	2355	2.10	106000	155000	155999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Alberta No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Five/Cinq											
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0	5.90	10820	58000	58999	1500	2.56	58000	107000	107999
10820	10999	0	5.10	11000	59000	59999	1526	2.54	59000	108000	108999
11000	11999	59	4.22	12000	60000	60999	1551	2.52	60000	109000	109999
12000	12999	110	4.06	13000	61000	61999	1576	2.50	61000	110000	110999
13000	13999	152	4.12	14000	62000	62999	1601	2.48	62000	111000	111999
14000	14999	193	4.06	15000	63000	63999	1626	2.56	63000	112000	112999
15000	15999	234	3.98	16000	64000	64999	1652	2.54	64000	113000	113999
16000	16999	274	4.06	17000	65000	65999	1677	2.52	65000	114000	114999
17000	17999	315	4.04	18000	66000	66999	1702	2.50	66000	115000	115999
18000	18999	355	4.36	19000	67000	67999	1727	2.48	67000	116000	116999
19000	19999	399	4.38	20000	68000	68999	1752	2.46	68000	117000	117999
20000	20999	443	4.40	21000	69000	69999	1777	2.56	69000	118000	118999
21000	21999	487	4.34	22000	70000	70999	1803	2.54	70000	119000	119999
22000	22999	530	4.38	23000	71000	71999	1828	2.52	71000	120000	120999
23000	23999	574	4.40	24000	72000	72999	1853	2.50	72000	121000	121999
24000	24999	618	4.40	25000	73000	73999	1878	2.48	73000	122000	122999
25000	25999	662	4.34	26000	74000	74999	1903	2.56	74000	123000	123999
26000	26999	705	4.36	27000	75000	75999	1929	2.54	75000	124000	124999
27000	27999	749	4.38	28000	76000	76999	1954	2.52	76000	125000	125999
28000	28999	793	2.42	29000	77000	77999	1979	2.50	77000	126000	126999
29000	29999	817	2.06	30000	78000	78999	2004	2.48	78000	127000	127999
30000	30999	838	2.10	31000	79000	79999	2029	2.56	79000	128000	128999
31000	31999	859	2.04	32000	80000	80999	2055	2.54	80000	129000	129999
32000	32999	879	1.90	33000	81000	81999	2080	2.52	81000	130000	130999
33000	33999	898	1.86	34000	82000	82999	2105	2.42	82000	131000	131999
34000	34999	917	2.08	35000	83000	83999	2129	2.34	83000	132000	132999
35000	35999	938	2.24	36000	84000	84999	2152	2.38	84000	133000	133999
36000	36999	960	2.42	37000	85000	85999	2176	2.40	85000	134000	134999
37000	37999	984	2.42	38000	86000	86999	2200	2.36	86000	135000	135999
38000	38999	1008	2.40	39000	87000	87999	2223	2.36	87000	136000	136999
39000	39999	1032	2.40	40000	88000	88999	2247	2.40	88000	137000	137999
40000	40999	1056	2.58	41000	89000	89999	2271	2.32	89000	138000	138999
41000	41999	1082	2.32	42000	90000	90999	2294	2.36	90000	139000	139999
42000	42999	1105	2.38	43000	91000	91999	2318	2.38	91000	140000	140999
43000	43999	1129	2.38	44000	92000	92999	2342	2.42	92000	141000	141999
44000	44999	1152	2.38	45000	93000	93999	2366	2.34	93000	142000	142999
45000	45999	1176	2.40	46000	94000	94999	2389	2.38	94000	143000	143999
46000	46999	1200	2.42	47000	95000	95999	2413	2.40	95000	144000	144999
47000	47999	1224	2.54	48000	96000	96999	2437	2.34	96000	145000	145999
48000	48999	1249	2.54	49000	97000	97999	2460	2.36	97000	146000	146999
49000	49999	1274	2.52	50000	98000	98999	2484	2.40	98000	147000	147999
50000	50999	1299	2.50	51000	99000	99999	2508	2.42	99000	148000	148999
51000	51999	1324	2.48	52000	100000	100999	2532	2.38	100000	149000	149999
52000	52999	1349	2.56	53000	101000	101999	2555	2.34	101000	150000	150999
53000	53999	1375	2.54	54000	102000	102999	2579	2.40	102000	150000	150999
54000	54999	1400	2.52	55000	103000	103999	2603	2.34	103000	150000	150999
55000	55999	1425	2.52	56000	104000	104999	2626	2.36	104000	150000	150999
56000	56999	1450	2.50	57000	105000	105999	2650	2.40	105000	150000	150999
57000	57999	1475	2.48	57000	106000	106999	2674	2.32	106000	150000	150999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants													Province: Alberta			
Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Six or more/Six ou plus				
From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A		Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A			
0	10819		0			58000	58999		1657	2.78	58000	107000	107999	2969	2.56	107000
10820	10999		0	5.90	10820	59000	59999		1685	2.82	59000	108000	108999	2995	2.56	108000
11000	11999		59	5.10	11000	60000	60999		1713	2.74	60000	109000	109999	3021	2.56	109000
12000	12999		110	4.22	12000	61000	61999		1740	2.78	61000	110000	110999	3047	2.56	110000
13000	13999		152	4.12	13000	62000	62999		1768	2.72	62000	111000	111999	3073	2.58	111000
14000	14999		193	4.06	14000	63000	63999		1795	2.76	63000	112000	112999	3099	2.58	112000
15000	15999		234	3.98	15000	64000	64999		1823	2.80	64000	113000	113999	3125	2.58	113000
16000	16999		274	4.06	16000	65000	65999		1851	2.74	65000	114000	114999	3151	2.58	114000
17000	17999		315	4.04	17000	66000	66999		1878	2.78	66000	115000	115999	3177	2.58	115000
18000	18999		355	4.36	18000	67000	67999		1906	2.72	67000	116000	116999	3203	2.58	116000
19000	19999		399	4.38	19000	68000	68999		1933	2.76	68000	117000	117999	3229	2.58	117000
20000	20999		443	4.40	20000	69000	69999		1961	2.80	69000	118000	118999	3255	2.58	118000
21000	21999		487	4.34	21000	70000	70999		1989	2.74	70000	119000	119999	3281	2.58	119000
22000	22999		530	4.36	22000	71000	71999		2016	2.78	71000	120000	120999	3307	2.58	120000
23000	23999		574	4.38	23000	72000	72999		2044	2.72	72000	121000	121999	3333	2.58	121000
24000	24999		618	4.40	24000	73000	73999		2071	2.76	73000	122000	122999	3359	2.60	122000
25000	25999		662	4.34	25000	74000	74999		2099	2.80	74000	123000	123999	3385	2.60	123000
26000	26999		705	4.36	26000	75000	75999		2127	2.74	75000	124000	124999	3411	2.60	124000
27000	27999		749	4.38	27000	76000	76999		2154	2.78	76000	125000	125999	3437	2.60	125000
28000	28999		793	4.42	28000	77000	77999		2182	2.72	77000	126000	126999	3463	2.60	126000
29000	29999		837	4.34	29000	78000	78999		2209	2.76	78000	127000	127999	3489	2.50	127000
30000	30999		880	4.36	30000	79000	79999		2237	2.80	79000	128000	128999	3514	2.52	128000
31000	31999		924	4.38	31000	80000	80999		2265	2.74	80000	129000	129999	3539	2.44	129000
32000	32999		968	3.42	32000	81000	81999		2292	2.78	81000	130000	130999	3563	2.46	130000
33000	33999		1002	2.18	33000	82000	82999		2320	2.62	82000	131000	131999	3588	2.50	131000
34000	34999		1024	2.14	34000	83000	83999		2346	2.62	83000	132000	132999	3613	2.52	132000
35000	35999		1045	2.20	35000	84000	84999		2372	2.62	84000	133000	133999	3638	2.44	133000
36000	36999		1067	2.42	36000	85000	85999		2398	2.62	85000	134000	134999	3662	2.46	134000
37000	37999		1091	2.60	37000	86000	86999		2424	2.62	86000	135000	135999	3687	2.48	135000
38000	38999		1117	2.66	38000	87000	87999		2450	2.64	87000	136000	136999	3712	2.50	136000
39000	39999		1144	2.62	39000	88000	88999		2476	2.64	88000	137000	137999	3737	2.44	137000
40000	40999		1170	2.78	40000	89000	89999		2502	2.64	89000	138000	138999	3761	2.46	138000
41000	41999		1198	2.56	41000	90000	90999		2528	2.64	90000	139000	139999	3786	2.48	139000
42000	42999		1224	2.60	42000	91000	91999		2554	2.64	91000	140000	140999	3811	2.50	140000
43000	43999		1250	2.64	43000	92000	92999		2580	2.64	92000	141000	141999	3836	2.52	141000
44000	44999		1276	2.64	44000	93000	93999		2606	2.64	93000	142000	142999	3861	2.44	142000
45000	45999		1302	2.62	45000	94000	94999		2632	2.64	94000	143000	143999	3885	2.48	143000
46000	46999		1328	2.62	46000	95000	95999		2658	2.64	95000	144000	144999	3910	2.50	144000
47000	47999		1354	2.70	47000	96000	96999		2684	2.64	96000	145000	145999	3935	2.52	145000
48000	48999		1381	2.78	48000	97000	97999		2710	2.64	97000	146000	146999	3960	2.44	146000
49000	49999		1409	2.72	49000	98000	98999		2736	2.54	98000	147000	147999	3984	2.46	147000
50000	50999		1436	2.76	50000	99000	99999		2761	2.56	99000	148000	148999	4009	2.50	148000
51000	51999		1464	2.80	51000	100000	100999		2787	2.56	100000	149000	149999	4034	2.52	149000
52000	52999		1492	2.74	52000	101000	101999		2813	2.56	101000	150000	150999	4059	2.52	150000
53000	53999		1519	2.78	53000	102000	102999		2839	2.56	102000	103000	103999	4084	2.52	103000
54000	54999		1547	2.72	54000	103000	103999		2865	2.56	103000	104000	104999	4109	2.52	104000
55000	55999		1574	2.76	55000	104000	104999		2891	2.56	104000	105000	105999	4134	2.52	105000
56000	56999		1602	2.80	56000	105000	105999		2917	2.56	105000	106000	106999	4159	2.52	106000
57000	57999		1630	2.74	57000	106000	106999		2943	2.56	106000					

Provinces: Newfoundland and Labrador/Terre-Neuve-et-Labrador No. of Children/N ^o d'enfants: One/Un											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Income/Revenu (\$)					
From/De		To/A		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
				From/De	To/A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/ Montant de base
0	10819	0	10820	58000	58999	507	0.94	58000	107000	107999	927
10820	10999	0	10820	59000	59999	516	0.94	59000	108000	108999	935
11000	11999	42	11000	60000	60999	525	0.92	60000	109000	109999	943
12000	12999	82	12000	61000	61999	534	0.92	61000	110000	110999	951
13000	13999	115	13000	62000	62999	543	0.92	62000	111000	111999	960
14000	14999	133	14000	63000	63999	552	0.92	63000	112000	112999	968
15000	15999	134	15000	64000	64999	561	0.94	64000	113000	113999	976
16000	16999	135	16000	65000	65999	570	0.84	65000	114000	114999	985
17000	17999	137	17000	66000	66999	578	0.86	66000	115000	115999	993
18000	18999	138	18000	67000	67999	587	0.88	67000	116000	116999	1001
19000	19999	139	19000	68000	68999	596	0.90	68000	117000	117999	1009
20000	20999	141	20000	69000	69999	605	0.92	69000	118000	118999	1018
21000	21999	149	21000	70000	70999	614	0.94	70000	119000	119999	1026
22000	22999	157	22000	71000	71999	623	0.86	71000	120000	120999	1034
23000	23999	165	23000	72000	72999	631	0.86	72000	121000	121999	1042
24000	24999	173	24000	73000	73999	640	0.88	73000	122000	122999	1051
25000	25999	181	25000	74000	74999	649	0.90	74000	123000	123999	1059
26000	26999	190	26000	75000	75999	658	0.92	75000	124000	124999	1067
27000	27999	199	27000	76000	76999	667	0.94	76000	125000	125999	1076
28000	28999	215	28000	77000	77999	676	0.84	77000	126000	126999	1084
29000	29999	231	29000	78000	78999	684	0.86	78000	127000	127999	1092
30000	30999	246	30000	79000	79999	693	0.88	79000	128000	128999	1100
31000	31999	262	31000	80000	80999	702	0.90	80000	129000	129999	1108
32000	32999	277	32000	81000	81999	711	0.92	81000	130000	130999	1116
33000	33999	286	33000	82000	82999	720	0.84	82000	131000	131999	1124
34000	34999	295	34000	83000	83999	728	0.80	83000	132000	132999	1131
35000	35999	304	35000	84000	84999	736	0.78	84000	133000	133999	1139
36000	36999	312	36000	85000	85999	744	0.86	85000	134000	134999	1147
37000	37999	321	37000	86000	86999	753	0.82	86000	135000	135999	1155
38000	38999	329	38000	87000	87999	761	0.80	87000	136000	136999	1163
39000	39999	338	39000	88000	88999	769	0.86	88000	137000	137999	1171
40000	40999	347	40000	89000	89999	778	0.84	89000	138000	138999	1179
41000	41999	356	41000	90000	90999	786	0.82	90000	139000	139999	1187
42000	42999	364	42000	91000	91999	794	0.78	91000	140000	140999	1194
43000	43999	373	43000	92000	92999	802	0.86	92000	141000	141999	1202
44000	44999	381	44000	93000	93999	811	0.82	93000	142000	142999	1210
45000	45999	390	45000	94000	94999	819	0.80	94000	143000	143999	1218
46000	46999	398	46000	95000	95999	827	0.88	95000	144000	144999	1226
47000	47999	407	47000	96000	96999	836	0.84	96000	145000	145999	1234
48000	48999	416	48000	97000	97999	844	0.82	97000	146000	146999	1242
49000	49999	425	49000	98000	98999	852	0.78	98000	147000	147999	1249
50000	50999	434	50000	99000	99999	860	0.86	99000	148000	148999	1257
51000	51999	443	51000	100000	100999	869	0.84	100000	149000	149999	1265
52000	52999	452	52000	101000	101999	877	0.80	101000	150000	150999	1273
53000	53999	461	53000	102000	102999	885	0.78	102000	150000	150999	1273
54000	54999	470	54000	103000	103999	893	0.86	103000	150000	150999	1273
55000	55999	479	55000	104000	104999	902	0.82	104000	150000	150999	1273
56000	56999	488	56000	105000	105999	910	0.80	105000	150000	150999	1273
57000	57999	498	57000	106000	106999	918	0.86	106000	150000	150999	1273

Province: Newfoundland and Labrador/Terre-Neuve-et-Labrador No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0	4.50	10820	58000	58999	833	1.40	58000	107000	107999
10820	10999	0	4.38	11000	59000	59999	847	1.38	59000	108000	108999
11000	11999	45	3.64	12000	60000	60999	861	1.38	60000	109000	109999
12000	12999	89	3.60	13000	61000	61999	875	1.46	61000	110000	110999
13000	13999	125	3.50	14000	62000	62999	890	1.36	62000	111000	111999
14000	14999	161	3.50	15000	63000	63999	903	1.36	63000	112000	112999
15000	15999	196	3.26	16000	64000	64999	917	1.38	64000	113000	113999
16000	16999	229	2.48	17000	65000	65999	931	1.40	65000	114000	114999
17000	17999	254	1.74	18000	66000	66999	945	1.34	66000	115000	115999
18000	18999	271	0.52	19000	67000	67999	958	1.36	67000	116000	116999
19000	19999	276	0.88	20000	68000	68999	972	1.38	68000	117000	117999
20000	20999	285	1.36	21000	69000	69999	986	1.40	69000	118000	118999
21000	21999	299	1.40	22000	70000	70999	1000	1.34	70000	119000	119999
22000	22999	313	1.34	23000	71000	71999	1013	1.36	71000	120000	120999
23000	23999	326	1.36	24000	72000	72999	1027	1.38	72000	121000	121999
24000	24999	340	1.40	25000	73000	73999	1041	1.42	73000	122000	122999
25000	25999	354	1.32	26000	74000	74999	1055	1.34	74000	123000	123999
26000	26999	367	1.02	27000	75000	75999	1068	1.36	75000	124000	124999
27000	27999	377	1.78	28000	76000	76999	1082	1.40	76000	125000	125999
28000	28999	395	2.04	29000	77000	77999	1096	1.42	77000	126000	126999
29000	29999	415	2.08	30000	78000	78999	1110	1.34	78000	127000	127999
30000	30999	436	2.04	31000	79000	79999	1123	1.36	79000	128000	128999
31000	31999	456	1.98	32000	80000	80999	1137	1.40	80000	129000	129999
32000	32999	476	1.40	33000	81000	81999	1151	1.42	81000	130000	130999
33000	33999	490	1.38	34000	82000	82999	1165	1.24	82000	131000	131999
34000	34999	504	1.32	35000	83000	83999	1177	1.26	83000	132000	132999
35000	35999	517	1.38	36000	84000	84999	1190	1.28	84000	133000	133999
36000	36999	531	1.34	37000	85000	85999	1203	1.28	85000	134000	134999
37000	37999	544	1.30	38000	86000	86999	1216	1.30	86000	135000	135999
38000	38999	557	1.36	39000	87000	87999	1229	1.32	87000	136000	136999
39000	39999	571	1.32	40000	88000	88999	1242	1.32	88000	137000	137999
40000	40999	584	1.46	41000	89000	89999	1255	1.34	89000	138000	138999
41000	41999	599	1.32	42000	90000	90999	1268	1.24	90000	139000	139999
42000	42999	612	1.32	43000	91000	91999	1280	1.26	91000	140000	140999
43000	43999	625	1.32	44000	92000	92999	1293	1.28	92000	141000	141999
44000	44999	638	1.30	45000	93000	93999	1306	1.28	93000	142000	142999
45000	45999	651	1.36	46000	94000	94999	1319	1.30	94000	143000	143999
46000	46999	665	1.34	47000	95000	95999	1332	1.32	95000	144000	144999
47000	47999	678	1.40	48000	96000	96999	1345	1.32	96000	145000	145999
48000	48999	692	1.42	49000	97000	97999	1358	1.34	97000	146000	146999
49000	49999	706	1.40	50000	98000	98999	1371	1.24	98000	147000	147999
50000	50999	720	1.40	51000	99000	99999	1383	1.26	99000	148000	148999
51000	51999	734	1.38	52000	100000	100999	1396	1.28	100000	149000	149999
52000	52999	748	1.36	53000	101000	101999	1409	1.28	101000	150000	150999
53000	53999	762	1.46	54000	102000	102999	1422	1.30	102000		
54000	54999	777	1.44	55000	103000	103999	1435	1.30	103000		
55000	55999	791	1.44	56000	104000	104999	1448	1.32	104000		
56000	56999	805	1.42	57000	105000	105999	1461	1.34	105000		
57000	57999	819	1.40		106000	106999	1474	1.24	106000		

Province: Newfoundland and Labrador/Terre-Neuve-et-Labrador No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Income/Revenu (\$)			Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		
From/De	To/A	Income/Revenu (\$)	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Income/Revenu (\$)	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant
0	10819	0	0	4.90	10820	58000	58999	1094	1.78	58000	
10820	10999	0	0	4.64	11000	59000	59999	1112	1.86	59000	
11000	11999	49	49	3.96	12000	60000	60999	1131	1.84	60000	
12000	12999	95	95	3.82	13000	61000	61999	1149	1.84	61000	
13000	13999	135	135	3.54	14000	62000	62999	1167	1.82	62000	
14000	14999	173	173	3.28	15000	63000	63999	1185	1.72	63000	
15000	15999	212	212	3.28	16000	64000	64999	1202	1.76	64000	
16000	16999	247	247	3.32	17000	65000	65999	1220	1.80	65000	
17000	17999	273	273	3.74	18000	66000	66999	1238	1.72	66000	
18000	18999	306	306	3.32	19000	67000	67999	1255	1.76	67000	
19000	19999	339	339	4.22	20000	68000	68999	1273	1.80	68000	
20000	20999	376	376	4.22	21000	69000	69999	1291	1.72	69000	
21000	21999	418	418	1.92	22000	70000	70999	1308	1.76	70000	
22000	22999	437	437	1.88	23000	71000	71999	1326	1.80	71000	
23000	23999	456	456	1.84	24000	72000	72999	1344	1.72	72000	
24000	24999	474	474	1.80	25000	73000	73999	1361	1.76	73000	
25000	25999	492	492	2.06	26000	74000	74999	1379	1.80	74000	
26000	26999	510	510	2.32	27000	75000	75999	1397	1.72	75000	
27000	27999	525	525	2.46	28000	76000	76999	1414	1.76	76000	
28000	28999	546	546	2.04	29000	77000	77999	1432	1.80	77000	
29000	29999	567	567	2.46	30000	78000	78999	1450	1.72	78000	
30000	30999	587	587	2.32	31000	79000	79999	1467	1.76	79000	
31000	31999	612	612	1.88	32000	80000	80999	1485	1.80	80000	
32000	32999	635	635	1.74	33000	81000	81999	1503	1.72	81000	
33000	33999	654	654	1.72	34000	82000	82999	1520	1.66	82000	
34000	34999	671	671	1.70	35000	83000	83999	1537	1.66	83000	
35000	35999	688	688	1.76	36000	84000	84999	1553	1.66	84000	
36000	36999	705	705	1.74	37000	85000	85999	1570	1.70	85000	
37000	37999	723	723	1.72	38000	86000	86999	1587	1.64	86000	
38000	38999	740	740	1.78	39000	87000	87999	1603	1.68	87000	
39000	39999	757	757	1.84	40000	88000	88999	1620	1.62	88000	
40000	40999	793	793	1.62	41000	89000	89999	1636	1.68	89000	
41000	41999	810	810	1.66	42000	90000	90999	1653	1.62	90000	
42000	42999	826	826	1.76	43000	91000	91999	1669	1.66	91000	
43000	43999	843	843	1.82	44000	92000	92999	1686	1.66	92000	
44000	44999	861	861	1.74	45000	93000	93999	1702	1.66	93000	
45000	45999	878	878	1.74	46000	94000	94999	1719	1.70	94000	
46000	46999	895	895	1.82	47000	95000	95999	1736	1.64	95000	
47000	47999	913	913	1.84	48000	96000	96999	1752	1.68	96000	
48000	48999	931	931	1.82	49000	97000	97999	1769	1.62	97000	
49000	49999	949	949	1.80	50000	98000	98999	1785	1.68	98000	
50000	50999	967	967	1.78	51000	99000	99999	1802	1.62	99000	
51000	51999	985	985	1.84	52000	100000	100999	1818	1.66	100000	
52000	52999	1003	1003	1.86	53000	101000	101999	1835	1.60	101000	
53000	53999	1022	1022	1.84	54000	102000	102999	1851	1.66	102000	
54000	54999	1040	1040	1.82	55000	103000	103999	1868	1.70	103000	
55000	55999	1058	1058	1.80	56000	104000	104999	1885	1.64	104000	
56000	56999	1076	1076	1.80	57000	105000	105999	1901	1.68	105000	
57000	57999					106000	106999	1918	1.62	106000	

Province: Newfoundland and Labrador/Terre-Neuve-et-Labrador No. of Children/N ^o d'enfants: Four/Quatre												
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819		0			58000	58999	1308	2.12	58000	107000	107999
10820	10999		0	5.20	10820	59000	59999	1329	2.16	59000	108000	108999
11000	11999		52	5.00	11000	60000	60999	1351	2.12	60000	109000	109999
12000	12999		102	4.18	12000	61000	61999	1372	2.18	61000	110000	110999
13000	13999		144	4.16	13000	62000	62999	1394	2.12	62000	111000	111999
14000	14999		186	4.12	14000	63000	63999	1415	2.10	63000	112000	112999
15000	15999		227	3.72	15000	64000	64999	1436	2.12	64000	113000	113999
16000	16999		264	2.86	16000	65000	65999	1457	2.14	65000	114000	114999
17000	17999		293	3.54	17000	66000	66999	1478	2.04	66000	115000	115999
18000	18999		328	3.52	18000	67000	67999	1498	2.06	67000	116000	116999
19000	19999		363	4.02	19000	68000	68999	1519	2.08	68000	117000	117999
20000	20999		403	4.54	20000	69000	69999	1540	2.08	69000	118000	118999
21000	21999		448	4.54	21000	70000	70999	1561	2.10	70000	119000	119999
22000	22999		493	4.52	22000	71000	71999	1582	2.10	71000	120000	120999
23000	23999		538	4.52	23000	72000	72999	1603	2.12	72000	121000	121999
24000	24999		583	2.32	24000	73000	73999	1624	2.14	73000	122000	122999
25000	25999		606	2.14	25000	74000	74999	1645	2.04	74000	123000	123999
26000	26999		627	1.98	26000	75000	75999	1665	2.06	75000	124000	124999
27000	27999		647	2.44	27000	76000	76999	1686	2.06	76000	125000	125999
28000	28999		671	2.42	28000	77000	77999	1707	2.08	77000	126000	126999
29000	29999		695	2.40	29000	78000	78999	1728	2.10	78000	127000	127999
30000	30999		719	2.38	30000	79000	79999	1749	2.10	79000	128000	128999
31000	31999		743	2.26	31000	80000	80999	1770	2.12	80000	129000	129999
32000	32999		766	2.06	32000	81000	81999	1791	2.12	81000	130000	130999
33000	33999		787	2.00	33000	82000	82999	1812	1.94	82000	131000	131999
34000	34999		807	2.06	34000	83000	83999	1831	1.98	83000	132000	132999
35000	35999		828	2.00	35000	84000	84999	1851	1.94	84000	133000	133999
36000	36999		848	2.06	36000	85000	85999	1870	1.98	85000	134000	134999
37000	37999		869	2.02	37000	86000	86999	1890	1.92	86000	135000	135999
38000	38999		889	2.08	38000	87000	87999	1909	1.96	87000	136000	136999
39000	39999		910	2.04	39000	88000	88999	1929	1.90	88000	137000	137999
40000	40999		930	2.20	40000	89000	89999	1948	1.96	89000	138000	138999
41000	41999		952	2.00	41000	90000	90999	1968	2.00	90000	139000	139999
42000	42999		972	1.92	42000	91000	91999	1988	1.94	91000	140000	140999
43000	43999		991	2.06	43000	92000	92999	2007	1.98	92000	141000	141999
44000	44999		1012	2.04	44000	93000	93999	2027	1.92	93000	142000	142999
45000	45999		1032	2.02	45000	94000	94999	2046	1.96	94000	143000	143999
46000	46999		1052	2.00	46000	95000	95999	2066	1.92	95000	144000	144999
47000	47999		1072	2.08	47000	96000	96999	2085	1.96	96000	145000	145999
48000	48999		1093	2.16	48000	97000	97999	2105	2.00	97000	146000	146999
49000	49999		1115	2.12	49000	98000	98999	2125	1.94	98000	147000	147999
50000	50999		1136	2.18	50000	99000	99999	2144	1.98	99000	148000	148999
51000	51999		1158	2.12	51000	100000	100999	2164	1.92	100000	149000	149999
52000	52999		1179	2.18	52000	101000	101999	2183	1.98	101000	150000	150999
53000	53999		1201	2.14	53000	102000	102999	2203	1.92	102000	151000	151999
54000	54999		1222	2.20	54000	103000	103999	2222	1.96	103000	152000	152999
55000	55999		1244	2.14	55000	104000	104999	2242	2.00	104000	153000	153999
56000	56999		1265	2.10	56000	105000	105999	2262	1.94	105000	154000	154999
57000	57999		1286	2.16	57000	106000	106999	2281	1.98	106000	155000	155999

Provinces: Newfoundland and Labrador/Terre-Neuve-et-Labrador No. of Children/N ^o d'enfants: Five/Cinq												
Income/ Revenu (\$)			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)			Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			
From/ De	To/ A		Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A		Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	
0	10819		0	5.20	10820	58000	58999	1486	2.40	58000	107000	
10820	10999	0	0	5.00	11000	59000	59999	1510	2.38	59000	108000	
11000	11999	52	52	5.00	12000	60000	60999	1534	2.46	60000	109000	
12000	12999	102	102	4.18	13000	61000	61999	1559	2.44	61000	110000	
13000	13999	144	144	4.12	14000	62000	62999	1583	2.42	62000	111000	
14000	14999	186	186	4.12	15000	63000	63999	1607	2.34	63000	112000	
15000	15999	227	227	3.72	16000	64000	64999	1630	2.38	64000	113000	
16000	16999	264	264	2.86	17000	65000	65999	1654	2.32	65000	114000	
17000	17999	293	293	3.54	18000	66000	66999	1677	2.36	66000	115000	
18000	18999	328	328	3.52	19000	67000	67999	1701	2.30	67000	116000	
19000	19999	363	363	4.02	20000	68000	68999	1724	2.36	68000	117000	
20000	20999	403	403	4.54	21000	69000	69999	1748	2.40	69000	118000	
21000	21999	448	448	4.54	22000	70000	70999	1772	2.34	70000	119000	
22000	22999	493	493	4.52	23000	71000	71999	1795	2.38	71000	120000	
23000	23999	538	538	4.52	24000	72000	72999	1819	2.34	72000	121000	
24000	24999	583	583	4.52	25000	73000	73999	1842	2.38	73000	122000	
25000	25999	628	628	4.50	26000	74000	74999	1866	2.32	74000	123000	
26000	26999	673	673	4.50	27000	75000	75999	1889	2.36	75000	124000	
27000	27999	718	718	4.48	28000	76000	76999	1913	2.30	76000	125000	
28000	28999	763	763	3.88	29000	77000	77999	1936	2.36	77000	126000	
29000	29999	802	802	2.70	30000	78000	78999	1960	2.40	78000	127000	
30000	30999	829	829	2.68	31000	79000	79999	1984	2.34	79000	128000	
31000	31999	856	856	2.08	32000	80000	80999	2007	2.38	80000	129000	
32000	32999	882	882	2.08	33000	81000	81999	2031	2.34	81000	130000	
33000	33999	903	903	2.00	34000	82000	82999	2054	2.18	82000	131000	
34000	34999	923	923	2.12	35000	83000	83999	2076	2.18	83000	132000	
35000	35999	944	944	2.26	36000	84000	84999	2098	2.16	84000	133000	
36000	36999	967	967	2.26	37000	85000	85999	2120	2.16	85000	134000	
37000	37999	990	990	2.36	38000	86000	86999	2142	2.26	86000	135000	
38000	38999	1014	1014	2.34	39000	87000	87999	2165	2.24	87000	136000	
39000	39999	1037	1037	2.42	40000	88000	88999	2187	2.24	88000	137000	
40000	40999	1060	1060	2.42	41000	89000	89999	2209	2.24	89000	138000	
41000	41999	1084	1084	2.26	42000	90000	90999	2231	2.22	90000	139000	
42000	42999	1107	1107	2.24	43000	91000	91999	2253	2.22	91000	140000	
43000	43999	1129	1129	2.30	44000	92000	92999	2275	2.20	92000	141000	
44000	44999	1152	1152	2.24	45000	93000	93999	2297	2.20	93000	142000	
45000	45999	1174	1174	2.26	46000	94000	94999	2319	2.20	94000	143000	
46000	46999	1197	1197	2.28	47000	95000	95999	2341	2.18	95000	144000	
47000	47999	1220	1220	2.40	48000	96000	96999	2363	2.18	96000	145000	
48000	48999	1244	1244	2.40	49000	97000	97999	2385	2.18	97000	146000	
49000	49999	1268	1268	2.38	50000	98000	98999	2407	2.16	98000	147000	
50000	50999	1292	1292	2.46	51000	99000	99999	2429	2.26	99000	148000	
51000	51999	1317	1317	2.44	52000	100000	100999	2452	2.24	100000	149000	
52000	52999	1341	1341	2.42	53000	101000	101999	2474	2.24	101000	150000	
53000	53999	1365	1365	2.40	54000	102000	102999	2496	2.24	102000		
54000	54999	1389	1389	2.38	55000	103000	103999	2518	2.22	103000		
55000	55999	1413	1413	2.46	56000	104000	104999	2540	2.22	104000		
56000	56999	1438	1438	2.44	57000	105000	105999	2562	2.22	105000		
57000	57999	1462	1462	2.42		106000	106999	2584	2.20	106000		

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Newfoundland and Labrador/Terre-Neuve-et-Labrador No. of Children/N ^o d'enfants: Six or more/Six ou plus											
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)			Income/Revenu (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0			58000	58999	1637	2.64	58000	107000	107999
10820	10999	0	5.20	10820	59000	59999	1663	2.68	59000	108000	108999
11000	11999	52	5.00	11000	60000	60999	1690	2.62	60000	109000	109999
12000	12999	102	4.18	12000	61000	61999	1716	2.68	61000	110000	110999
13000	13999	144	4.16	13000	62000	62999	1743	2.62	62000	111000	111999
14000	14999	186	4.12	14000	63000	63999	1769	2.60	63000	112000	112999
15000	15999	227	3.72	15000	64000	64999	1795	2.62	64000	113000	113999
16000	16999	264	2.86	16000	65000	65999	1821	2.54	65000	114000	114999
17000	17999	293	3.54	17000	66000	66999	1846	2.56	66000	115000	115999
18000	18999	328	3.52	18000	67000	67999	1872	2.58	67000	116000	116999
19000	19999	363	4.02	19000	68000	68999	1898	2.60	68000	117000	117999
20000	20999	403	4.54	20000	69000	69999	1924	2.62	69000	118000	118999
21000	21999	448	4.54	21000	70000	70999	1950	2.62	70000	119000	119999
22000	22999	493	4.52	22000	71000	71999	1976	2.54	71000	120000	120999
23000	23999	538	4.52	23000	72000	72999	2001	2.56	72000	121000	121999
24000	24999	583	4.52	24000	73000	73999	2027	2.58	73000	122000	122999
25000	25999	628	4.50	25000	74000	74999	2053	2.60	74000	123000	123999
26000	26999	673	4.50	26000	75000	75999	2079	2.62	75000	124000	124999
27000	27999	718	4.48	27000	76000	76999	2105	2.54	76000	125000	125999
28000	28999	763	4.48	28000	77000	77999	2130	2.56	77000	126000	126999
29000	29999	808	4.46	29000	78000	78999	2156	2.58	78000	127000	127999
30000	30999	853	4.46	30000	79000	79999	2182	2.60	79000	128000	128999
31000	31999	898	4.26	31000	80000	80999	2208	2.60	80000	129000	129999
32000	32999	941	4.06	32000	81000	81999	2234	2.52	81000	130000	130999
33000	33999	982	3.84	33000	82000	82999	2259	2.46	82000	131000	131999
34000	34999	1020	2.76	34000	83000	83999	2284	2.44	83000	132000	132999
35000	35999	1048	2.18	35000	84000	84999	2308	2.42	84000	133000	133999
36000	36999	1070	2.36	36000	85000	85999	2332	2.40	85000	134000	134999
37000	37999	1094	2.54	37000	86000	86999	2356	2.38	86000	135000	135999
38000	38999	1119	2.52	38000	87000	87999	2380	2.46	87000	136000	136999
39000	39999	1144	2.50	39000	88000	88999	2405	2.44	88000	137000	137999
40000	40999	1169	2.66	40000	89000	89999	2429	2.42	89000	138000	138999
41000	41999	1196	2.46	41000	90000	90999	2453	2.40	90000	139000	139999
42000	42999	1221	2.42	42000	91000	91999	2477	2.38	91000	140000	140999
43000	43999	1245	2.42	43000	92000	92999	2501	2.46	92000	141000	141999
44000	44999	1270	2.48	44000	93000	93999	2526	2.44	93000	142000	142999
45000	45999	1295	2.48	45000	94000	94999	2550	2.42	94000	143000	143999
46000	46999	1320	2.48	46000	95000	95999	2574	2.40	95000	144000	144999
47000	47999	1345	2.58	47000	96000	96999	2598	2.38	96000	145000	145999
48000	48999	1371	2.66	48000	97000	97999	2622	2.46	97000	146000	146999
49000	49999	1398	2.62	49000	98000	98999	2647	2.44	98000	147000	147999
50000	50999	1424	2.66	50000	99000	99999	2671	2.42	99000	148000	148999
51000	51999	1451	2.60	51000	100000	100999	2695	2.40	100000	149000	149999
52000	52999	1477	2.66	52000	101000	101999	2719	2.38	101000	150000	150999
53000	53999	1504	2.70	53000	102000	102999	2743	2.46	102000	151000	151999
54000	54999	1531	2.64	54000	103000	103999	2768	2.44	103000	152000	152999
55000	55999	1557	2.70	55000	104000	104999	2792	2.42	104000	153000	153999
56000	56999	1584	2.64	56000	105000	105999	2816	2.40	105000	154000	154999
57000	57999	1610	2.68	57000	106000	106999	2840	2.38	106000	155000	155999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants										Province: Yukon d'enfants: One/Un				
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	4.00	10820	58000	58999	513	0.98	58000	107000	107999	955	0.84	107000
10820	10999	0	4.04	11000	59000	59999	523	0.94	59000	108000	108999	963	0.88	108000
11000	11999	40	3.32	12000	60000	60999	532	0.98	60000	109000	109999	972	0.92	109000
12000	12999	80	3.32	13000	61000	61999	542	0.94	61000	110000	110999	981	0.84	110000
13000	13999	113	2.32	14000	62000	62999	551	0.98	62000	111000	111999	989	0.88	111000
14000	14999	136	0.10	15000	63000	63999	561	0.94	63000	112000	112999	998	0.82	112000
15000	15999	137	0.26	16000	64000	64999	570	1.00	64000	113000	113999	1006	0.86	113000
16000	16999	140	0.68	17000	65000	65999	580	0.94	65000	114000	114999	1015	0.90	114000
17000	17999	144	0.70	18000	66000	66999	589	1.00	66000	115000	115999	1024	0.84	115000
18000	18999	151	0.64	19000	67000	67999	599	0.94	67000	116000	116999	1032	0.88	116000
19000	19999	158	0.66	20000	68000	68999	608	1.00	68000	117000	117999	1041	0.82	117000
20000	20999	164	0.70	21000	69000	69999	618	0.94	69000	118000	118999	1049	0.86	118000
21000	21999	171	0.64	22000	70000	70999	627	1.00	70000	119000	119999	1058	0.90	119000
22000	22999	178	0.68	23000	71000	71999	637	0.94	71000	120000	120999	1067	0.84	120000
23000	23999	185	0.64	24000	72000	72999	646	0.90	72000	121000	121999	1075	0.88	121000
24000	24999	191	0.68	25000	73000	73999	655	0.96	73000	122000	122999	1084	0.82	122000
25000	25999	198	1.10	26000	74000	74999	665	0.90	74000	123000	123999	1092	0.86	123000
26000	26999	209	0.96	27000	75000	75999	674	0.96	75000	124000	124999	1101	0.90	124000
27000	27999	219	1.06	28000	76000	76999	684	0.90	76000	125000	125999	1110	0.84	125000
28000	28999	230	1.04	29000	77000	77999	693	0.96	77000	126000	126999	1118	0.88	126000
29000	29999	240	1.02	30000	78000	78999	703	0.90	78000	127000	127999	1127	0.82	127000
30000	30999	250	1.00	31000	79000	79999	712	0.96	79000	128000	128999	1135	0.82	128000
31000	31999	260	1.00	32000	80000	80999	722	0.90	80000	129000	129999	1143	0.82	129000
32000	32999	270	0.94	33000	81000	81999	731	0.96	81000	130000	130999	1151	0.82	130000
33000	33999	280	0.96	34000	82000	82999	741	0.92	82000	131000	131999	1159	0.82	131000
34000	34999	289	0.96	35000	83000	83999	750	0.84	83000	132000	132999	1167	0.82	132000
35000	35999	298	0.92	36000	84000	84999	758	0.80	84000	133000	133999	1175	0.82	133000
36000	36999	308	0.92	37000	85000	85999	766	0.86	85000	134000	134999	1183	0.82	134000
37000	37999	317	0.98	38000	86000	86999	775	0.82	86000	135000	135999	1191	0.82	135000
38000	38999	327	0.92	39000	87000	87999	783	0.88	87000	136000	136999	1199	0.82	136000
39000	39999	336	0.98	40000	88000	88999	792	0.84	88000	137000	137999	1207	0.82	137000
40000	40999	346	0.84	41000	89000	89999	800	0.88	89000	138000	138999	1215	0.82	138000
41000	41999	356	0.86	42000	90000	90999	809	0.84	90000	139000	139999	1223	0.82	139000
42000	42999	364	0.88	43000	91000	91999	817	0.90	91000	140000	140999	1231	0.82	140000
43000	43999	373	0.88	44000	92000	92999	826	0.84	92000	141000	141999	1239	0.82	141000
44000	44999	382	0.90	45000	93000	93999	834	0.88	93000	142000	142999	1247	0.82	142000
45000	45999	391	0.90	46000	94000	94999	843	0.82	94000	143000	143999	1255	0.82	143000
46000	46999	400	0.90	47000	95000	95999	851	0.86	95000	144000	144999	1263	0.82	144000
47000	47999	409	0.92	48000	96000	96999	860	0.90	96000	145000	145999	1271	0.82	145000
48000	48999	418	0.98	49000	97000	97999	869	0.84	97000	146000	146999	1279	0.82	146000
49000	49999	428	0.92	50000	98000	98999	877	0.88	98000	147000	147999	1287	0.82	147000
50000	50999	437	0.98	51000	99000	99999	886	0.82	99000	148000	148999	1295	0.82	148000
51000	51999	447	0.92	52000	100000	100999	894	0.86	100000	149000	149999	1303	0.82	149000
52000	52999	456	0.98	53000	101000	101999	903	0.90	101000	150000	150999	1311	0.82	150000
53000	53999	466	0.92	54000	102000	102999	912	0.84	102000					
54000	54999	475	0.98	55000	103000	103999	920	0.88	103000					
55000	55999	485	0.94	56000	104000	104999	929	0.82	104000					
56000	56999	494	0.98	57000	105000	105999	937	0.86	105000					
57000	57999	504	0.94		106000	106999	946	0.90	106000					

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants												Province: Yukon No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux		
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	4.30	10820	58000	58999	848	1.44	58000	107000	107999	1535	1.38	107000
10820	10999	0	4.30	11000	59000	59999	862	1.46	59000	108000	108999	1549	1.34	108000
11000	11999	43	4.30	11000	60000	60999	877	1.48	60000	109000	109999	1562	1.30	109000
12000	12999	86	3.56	12000	61000	61999	892	1.50	61000	110000	110999	1575	1.36	110000
13000	13999	122	3.48	13000	62000	62999	907	1.44	62000	111000	111999	1589	1.32	111000
14000	14999	157	3.46	14000	63000	63999	921	1.46	63000	112000	112999	1602	1.38	112000
15000	15999	192	3.38	15000	64000	64999	936	1.48	64000	113000	113999	1616	1.34	113000
16000	16999	226	3.46	16000	65000	65999	951	1.50	65000	114000	114999	1629	1.30	114000
17000	17999	261	2.36	17000	66000	66999	966	1.42	66000	115000	115999	1642	1.36	115000
18000	18999	285	1.26	18000	67000	67999	980	1.46	67000	116000	116999	1656	1.32	116000
19000	19999	298	1.22	19000	68000	68999	995	1.48	68000	117000	117999	1669	1.38	117000
20000	20999	310	1.26	20000	69000	69999	1010	1.50	69000	118000	118999	1683	1.34	118000
21000	21999	323	1.22	21000	70000	70999	1025	1.52	70000	119000	119999	1696	1.30	119000
22000	22999	335	1.28	22000	71000	71999	1040	1.44	71000	120000	120999	1709	1.36	120000
23000	23999	348	1.24	23000	72000	72999	1054	1.48	72000	121000	121999	1723	1.32	121000
24000	24999	360	1.20	24000	73000	73999	1069	1.50	73000	122000	122999	1736	1.38	122000
25000	25999	372	1.36	25000	74000	74999	1084	1.52	74000	123000	123999	1750	1.34	123000
26000	26999	386	0.92	26000	75000	75999	1099	1.44	75000	124000	124999	1763	1.30	124000
27000	27999	395	1.08	27000	76000	76999	1113	1.46	76000	125000	125999	1776	1.38	125000
28000	28999	406	1.56	28000	77000	77999	1128	1.50	77000	126000	126999	1790	1.34	126000
29000	29999	422	1.58	29000	78000	78999	1143	1.52	78000	127000	127999	1803	1.30	127000
30000	30999	438	1.62	30000	79000	79999	1158	1.44	79000	128000	128999	1816	1.24	128000
31000	31999	454	1.54	31000	80000	80999	1172	1.46	80000	129000	129999	1828	1.20	129000
32000	32999	469	1.46	32000	81000	81999	1187	1.48	81000	130000	130999	1840	1.26	130000
33000	33999	484	1.46	33000	82000	82999	1202	1.32	82000	131000	131999	1853	1.22	131000
34000	34999	499	1.50	34000	83000	83999	1215	1.36	83000	132000	132999	1865	1.26	132000
35000	35999	514	1.44	35000	84000	84999	1229	1.34	84000	133000	133999	1878	1.22	133000
36000	36999	528	1.46	36000	85000	85999	1242	1.32	85000	134000	134999	1890	1.28	134000
37000	37999	543	1.50	37000	86000	86999	1255	1.28	86000	135000	135999	1903	1.24	135000
38000	38999	558	1.44	38000	87000	87999	1268	1.36	87000	136000	136999	1915	1.28	136000
39000	39999	572	1.48	39000	88000	88999	1282	1.34	88000	137000	137999	1928	1.24	137000
40000	40999	587	1.60	40000	89000	89999	1295	1.32	89000	138000	138999	1940	1.20	138000
41000	41999	603	1.34	41000	90000	90999	1308	1.30	90000	139000	139999	1952	1.26	139000
42000	42999	616	1.38	42000	91000	91999	1321	1.28	91000	140000	140999	1965	1.22	140000
43000	43999	630	1.42	43000	92000	92999	1334	1.36	92000	141000	141999	1977	1.26	141000
44000	44999	644	1.44	44000	93000	93999	1348	1.32	93000	142000	142999	1990	1.22	142000
45000	45999	658	1.44	45000	94000	94999	1361	1.38	94000	143000	143999	2002	1.28	143000
46000	46999	672	1.34	46000	95000	95999	1375	1.34	95000	144000	144999	2015	1.24	144000
47000	47999	685	1.46	47000	96000	96999	1388	1.30	96000	145000	145999	2027	1.28	145000
48000	48999	700	1.50	48000	97000	97999	1401	1.36	97000	146000	146999	2040	1.24	146000
49000	49999	715	1.52	49000	98000	98999	1415	1.34	98000	147000	147999	2052	1.20	147000
50000	50999	730	1.44	50000	99000	99999	1428	1.30	99000	148000	148999	2064	1.26	148000
51000	51999	744	1.46	51000	100000	100999	1441	1.36	100000	149000	149999	2077	1.22	149000
52000	52999	759	1.50	52000	101000	101999	1455	1.32	101000	150000	150999	2089	1.22	150000
53000	53999	774	1.52	53000	102000	102999	1468	1.38	102000	150000	150999	2089	1.22	150000
54000	54999	789	1.44	54000	103000	103999	1482	1.34	103000	150000	150999	2089	1.22	150000
55000	55999	803	1.46	55000	104000	104999	1495	1.30	104000	150000	150999	2089	1.22	150000
56000	56999	818	1.48	56000	105000	105999	1508	1.36	105000	150000	150999	2089	1.22	150000
57000	57999	833	1.52	57000	106000	106999	1522	1.32	106000	150000	150999	2089	1.22	150000

Federal Child Support Tables / Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants												Province: Yukon	
Income/ Revenu (\$)				Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			
From/ De	To/ A			Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A			Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819			0	4.60	10820	58000	58999			1115	1.88	58000
10820	10999			0	4.68	11000	59000	59999			1134	1.88	59000
11000	11999			46	3.88	12000	60000	60999			1153	1.88	60000
12000	12999			93	3.84	13000	61000	61999			1172	1.88	61000
13000	13999			132	3.84	14000	62000	62999			1191	1.88	62000
14000	14999			170	3.74	15000	63000	63999			1210	1.88	63000
15000	15999			207	3.70	16000	64000	64999			1229	1.90	64000
16000	16999			244	3.72	17000	65000	65999			1248	1.90	65000
17000	17999			281	4.06	18000	66000	66999			1267	1.90	66000
18000	18999			322	4.08	19000	67000	67999			1286	1.90	67000
19000	19999			363	4.02	20000	68000	68999			1305	1.90	68000
20000	20999			403	4.06	21000	69000	69999			1324	1.90	69000
21000	21999			444	1.70	22000	70000	70999			1343	1.90	70000
22000	22999			461	1.70	23000	71000	71999			1362	1.90	71000
23000	23999			478	1.70	24000	72000	72999			1381	1.90	72000
24000	24999			495	1.70	25000	73000	73999			1400	1.92	73000
25000	25999			512	1.80	26000	74000	74999			1419	1.92	74000
26000	26999			530	1.48	27000	75000	75999			1438	1.92	75000
27000	27999			545	1.44	28000	76000	76999			1457	1.92	76000
28000	28999			559	1.48	29000	77000	77999			1476	1.92	77000
29000	29999			574	1.44	30000	78000	78999			1495	1.92	78000
30000	30999			588	2.06	31000	79000	79999			1514	1.92	79000
31000	31999			609	2.04	32000	80000	80999			1533	1.92	80000
32000	32999			629	1.92	33000	81000	81999			1552	1.92	81000
33000	33999			648	1.88	34000	82000	82999			1571	1.74	82000
34000	34999			667	1.90	35000	83000	83999			1588	1.70	83000
35000	35999			686	1.92	36000	84000	84999			1605	1.68	84000
36000	36999			705	1.84	37000	85000	85999			1622	1.68	85000
37000	37999			723	1.86	38000	86000	86999			1639	1.68	86000
38000	38999			742	1.86	39000	87000	87999			1656	1.66	87000
39000	39999			761	1.88	40000	88000	88999			1673	1.66	88000
40000	40999			780	2.00	41000	89000	89999			1690	1.76	89000
41000	41999			800	1.80	42000	90000	90999			1708	1.74	90000
42000	42999			818	1.74	43000	91000	91999			1725	1.74	91000
43000	43999			835	1.78	44000	92000	92999			1742	1.74	92000
44000	44999			853	1.80	45000	93000	93999			1759	1.72	93000
45000	45999			871	1.82	46000	94000	94999			1776	1.72	94000
46000	46999			889	1.82	47000	95000	95999			1793	1.70	95000
47000	47999			907	1.84	48000	96000	96999			1810	1.68	96000
48000	48999			925	1.86	49000	97000	97999			1827	1.76	97000
49000	49999			944	1.86	50000	98000	98999			1845	1.72	98000
50000	50999			963	1.86	51000	99000	99999			1862	1.70	99000
51000	51999			982	1.86	52000	100000	100999			1879	1.68	100000
52000	52999			1001	1.86	53000	101000	101999			1896	1.76	101000
53000	53999			1020	1.86	54000	102000	102999			1914	1.74	102000
54000	54999			1039	1.86	55000	103000	103999			1931	1.72	103000
55000	55999			1058	1.88	56000	104000	104999			1948	1.70	104000
56000	56999			1077	1.88	57000	105000	105999			1965	1.68	105000
57000	57999			1096	1.88		106000	106999			1982	1.76	106000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants														
Province: Yukon No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Four/Quatre														
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
		From/ De	To/ A	Plus (%)			Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A			Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De
0	10819	0	5.00	10820	58900	58999	1334	2.28	58000	107000	107999	2380	2.04	107000
10820	10999	0	5.04	11000	59000	59999	1357	2.24	59000	108000	108999	2400	2.00	108000
11000	11999	50	5.04	12000	60000	60999	1379	2.20	60000	109000	109999	2420	2.06	109000
12000	12999	100	4.12	12000	61000	61999	1401	2.26	61000	110000	110999	2441	2.02	110000
13000	13999	141	4.10	13000	62000	62999	1424	2.22	62000	111000	111999	2461	2.00	111000
14000	14999	182	4.04	14000	63000	63999	1446	2.26	63000	112000	112999	2481	2.06	112000
15000	15999	222	3.92	15000	64000	64999	1469	2.22	64000	113000	113999	2502	2.02	113000
16000	16999	261	4.08	16000	65000	65999	1491	2.28	65000	114000	114999	2522	2.02	114000
17000	17999	302	4.34	17000	66000	66999	1514	2.24	66000	115000	115999	2542	2.06	115000
18000	18999	345	4.38	18000	67000	67999	1536	2.20	67000	116000	116999	2563	2.02	116000
19000	19999	389	4.32	19000	68000	68999	1558	2.26	68000	117000	117999	2583	2.08	117000
20000	20999	432	4.36	20000	69000	69999	1581	2.22	69000	118000	118999	2604	2.04	118000
21000	21999	476	4.30	21000	70000	70999	1603	2.26	70000	119000	119999	2624	2.02	119000
22000	22999	519	4.36	22000	71000	71999	1626	2.22	71000	120000	120999	2644	2.08	120000
23000	23999	563	4.30	23000	72000	72999	1648	2.28	72000	121000	121999	2665	2.04	121000
24000	24999	606	2.04	24000	73000	73999	1671	2.24	73000	122000	122999	2685	2.00	122000
25000	25999	626	2.18	25000	74000	74999	1693	2.20	74000	123000	123999	2705	2.08	123000
26000	26999	648	1.88	26000	75000	75999	1715	2.26	75000	124000	124999	2726	2.04	124000
27000	27999	667	1.92	27000	76000	76999	1738	2.22	76000	125000	125999	2746	2.00	125000
28000	28999	686	1.84	28000	77000	77999	1760	2.26	77000	126000	126999	2766	2.06	126000
29000	29999	704	1.88	29000	78000	78999	1783	2.22	78000	127000	127999	2787	1.94	127000
30000	30999	723	1.90	30000	79000	79999	1805	2.28	79000	128000	128999	2806	1.94	128000
31000	31999	742	1.84	31000	80000	80999	1828	2.24	80000	129000	129999	2825	1.84	129000
32000	32999	760	2.16	32000	81000	81999	1850	2.20	81000	130000	130999	2843	1.86	130000
33000	33999	782	2.18	33000	82000	82999	1872	2.06	82000	131000	131999	2862	1.86	131000
34000	34999	804	2.26	34000	83000	83999	1893	2.02	83000	132000	132999	2881	1.88	132000
35000	35999	827	2.22	35000	84000	84999	1913	1.98	84000	133000	133999	2900	1.88	133000
36000	36999	849	2.20	36000	85000	85999	1933	2.06	85000	134000	134999	2919	1.90	134000
37000	37999	871	2.18	37000	86000	86999	1954	2.04	86000	135000	135999	2938	1.90	135000
38000	38999	893	2.26	38000	87000	87999	1974	2.02	87000	136000	136999	2957	1.92	136000
39000	39999	916	2.40	39000	88000	88999	1994	2.00	88000	137000	137999	2976	1.92	137000
40000	40999	938	2.40	40000	89000	89999	2014	1.98	89000	138000	138999	2995	1.92	138000
41000	41999	962	2.02	41000	90000	90999	2034	2.06	90000	139000	139999	3014	1.94	139000
42000	42999	982	2.06	42000	91000	91999	2055	2.04	91000	140000	140999	3033	1.84	140000
43000	43999	1003	2.08	43000	92000	92999	2075	2.02	92000	141000	141999	3051	1.86	141000
44000	44999	1024	2.08	44000	93000	93999	2095	2.00	93000	142000	142999	3070	1.86	142000
45000	45999	1045	2.16	45000	94000	94999	2115	1.98	94000	143000	143999	3089	1.88	143000
46000	46999	1067	2.14	46000	95000	95999	2135	2.06	95000	144000	144999	3108	1.88	144000
47000	47999	1088	2.22	47000	96000	96999	2156	2.02	96000	145000	145999	3127	1.90	145000
48000	48999	1110	2.22	48000	97000	97999	2176	2.08	97000	146000	146999	3146	1.90	146000
49000	49999	1132	2.26	49000	98000	98999	2197	2.04	98000	147000	147999	3165	1.92	147000
50000	50999	1155	2.22	50000	99000	99999	2217	2.02	99000	148000	148999	3184	1.92	148000
51000	51999	1177	2.28	51000	100000	100999	2237	2.08	100000	149000	149999	3203	1.92	149000
52000	52999	1200	2.24	52000	101000	101999	2258	2.04	101000	150000	150999	3222	1.92	150000
53000	53999	1222	2.20	53000	102000	102999	2278	2.00	102000	102000	102000	3241	2.04	102000
54000	54999	1244	2.26	54000	103000	103999	2298	2.08	103000	103000	103000	3260	2.04	103000
55000	55999	1267	2.22	55000	104000	104999	2319	2.04	104000	104000	104000	3279	2.04	104000
56000	56999	1289	2.26	56000	105000	105999	2339	2.00	105000	105000	105000	3298	2.00	105000
57000	57999	1312	2.22	57000	106000	106999	2359	2.06	106000	106000	106000	3317	2.06	106000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants											
Province: Yukon No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Five/Cinq											
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0			58000	58999	1517	2.54	58000	107000	107999
10820	10999	0	5.00	10820	59000	59999	1542	2.50	59000	108000	108999
11000	11999	50	5.04	11000	60000	60999	1567	2.58	60000	109000	109999
12000	12999	100	4.12	12000	61000	61999	1593	2.54	61000	110000	110999
13000	13999	141	4.10	13000	62000	62999	1618	2.52	62000	111000	111999
14000	14999	182	4.04	14000	63000	63999	1643	2.48	63000	112000	112999
15000	15999	222	3.92	15000	64000	64999	1668	2.56	64000	113000	113999
16000	16999	261	4.08	16000	65000	65999	1694	2.52	65000	114000	114999
17000	17999	302	4.34	17000	66000	66999	1719	2.50	66000	115000	115999
18000	18999	345	4.38	18000	67000	67999	1744	2.56	67000	116000	116999
19000	19999	389	4.32	19000	68000	68999	1770	2.54	68000	117000	117999
20000	20999	432	4.36	20000	69000	69999	1795	2.50	69000	118000	118999
21000	21999	476	4.30	21000	70000	70999	1820	2.58	70000	119000	119999
22000	22999	519	4.36	22000	71000	71999	1846	2.54	71000	120000	120999
23000	23999	563	4.40	23000	72000	72999	1871	2.52	72000	121000	121999
24000	24999	607	4.34	24000	73000	73999	1896	2.48	73000	122000	122999
25000	25999	650	4.58	25000	74000	74999	1921	2.56	74000	123000	123999
26000	26999	696	4.52	26000	75000	75999	1947	2.50	75000	124000	124999
27000	27999	741	4.58	27000	76000	76999	1972	2.52	76000	125000	125999
28000	28999	787	2.64	28000	77000	77999	1997	2.56	77000	126000	126999
29000	29999	833	2.18	29000	78000	78999	2023	2.54	78000	127000	127999
30000	30999	835	2.26	30000	79000	79999	2048	2.50	79000	128000	128999
31000	31999	838	2.24	31000	80000	80999	2073	2.58	80000	129000	129999
32000	32999	880	2.12	32000	81000	81999	2099	2.54	81000	130000	130999
33000	33999	901	2.02	33000	82000	82999	2124	2.32	82000	131000	131999
34000	34999	921	2.28	34000	83000	83999	2147	2.30	83000	132000	132999
35000	35999	944	2.48	35000	84000	84999	2170	2.30	84000	133000	133999
36000	36999	969	2.48	36000	85000	85999	2193	2.32	85000	134000	134999
37000	37999	994	2.48	37000	86000	86999	2216	2.24	86000	135000	135999
38000	38999	1019	2.46	38000	87000	87999	2238	2.26	87000	136000	136999
39000	39999	1044	2.56	39000	88000	88999	2261	2.28	88000	137000	137999
40000	40999	1070	2.64	40000	89000	89999	2284	2.30	89000	138000	138999
41000	41999	1096	2.36	41000	90000	90999	2307	2.32	90000	139000	139999
42000	42999	1120	2.32	42000	91000	91999	2330	2.34	91000	140000	140999
43000	43999	1143	2.38	43000	92000	92999	2353	2.24	92000	141000	141999
44000	44999	1167	2.40	44000	93000	93999	2375	2.26	93000	142000	142999
45000	45999	1191	2.42	45000	94000	94999	2398	2.28	94000	143000	143999
46000	46999	1215	2.44	46000	95000	95999	2421	2.30	95000	144000	144999
47000	47999	1239	2.54	47000	96000	96999	2444	2.32	96000	145000	145999
48000	48999	1264	2.54	48000	97000	97999	2467	2.32	97000	146000	146999
49000	49999	1289	2.52	49000	98000	98999	2490	2.32	98000	147000	147999
50000	50999	1314	2.48	50000	99000	99999	2513	2.34	99000	148000	148999
51000	51999	1339	2.56	51000	100000	100999	2536	2.34	100000	149000	149999
52000	52999	1365	2.52	52000	101000	101999	2559	2.34	101000	150000	150999
53000	53999	1390	2.50	53000	102000	102999	2582	2.34	102000	ou plus	
54000	54999	1415	2.56	54000	103000	103999	2605	2.24	103000		
55000	55999	1441	2.52	55000	104000	104999	2627	2.26	104000		
56000	56999	1466	2.50	56000	105000	105999	2650	2.26	105000		
57000	57999	1491	2.56	57000	106000	106999	2673	2.26	106000		

Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Province: Yukon No. of Children/N ^{bre} d' enfants: Six or more/Six ou plus	
		From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	0	0	5.00	58000	58999	1671	2.80	58000	107000	107999	2964	2.48	107000	
10820	10999	0	0	10820	5.04	59000	59999	1699	2.72	59000	108000	108999	2989	2.56	108000	
11000	11999	50	50	11000	5.04	60000	60999	1726	2.76	60000	109000	109999	3015	2.54	109000	
12000	12999	100	100	12000	4.12	61000	61999	1754	2.78	61000	110000	110999	3040	2.52	110000	
13000	13999	141	141	13000	4.10	62000	62999	1782	2.80	62000	111000	111999	3065	2.50	111000	
14000	14999	182	182	14000	4.04	63000	63999	1810	2.74	63000	112000	112999	3090	2.48	112000	
15000	15999	222	222	15000	3.92	64000	64999	1837	2.76	64000	113000	113999	3115	2.48	113000	
16000	16999	261	261	16000	4.08	65000	65999	1865	2.78	65000	114000	114999	3140	2.56	114000	
17000	17999	302	302	17000	4.34	66000	66999	1893	2.82	66000	115000	115999	3166	2.54	115000	
18000	18999	345	345	18000	4.38	67000	67999	1921	2.74	67000	116000	116999	3191	2.52	116000	
19000	19999	389	389	19000	4.32	68000	68999	1948	2.76	68000	117000	117999	3216	2.50	117000	
20000	20999	432	432	20000	4.36	69000	69999	1976	2.80	69000	118000	118999	3241	2.48	118000	
21000	21999	476	476	21000	4.30	70000	70999	2004	2.82	70000	119000	119999	3266	2.48	119000	
22000	22999	519	519	22000	4.36	71000	71999	2032	2.74	71000	120000	120999	3291	2.56	120000	
23000	23999	563	563	23000	4.40	72000	72999	2059	2.76	72000	121000	121999	3317	2.54	121000	
24000	24999	607	607	24000	4.34	73000	73999	2087	2.80	73000	122000	122999	3342	2.52	122000	
25000	25999	650	650	25000	4.58	74000	74999	2115	2.82	74000	123000	123999	3367	2.50	123000	
26000	26999	696	696	26000	4.52	75000	75999	2143	2.74	75000	124000	124999	3392	2.48	124000	
27000	27999	741	741	27000	4.58	76000	76999	2170	2.78	76000	125000	125999	3417	2.48	125000	
28000	28999	787	787	28000	4.54	77000	77999	2198	2.80	77000	126000	126999	3442	2.56	126000	
29000	29999	832	832	29000	4.58	78000	78999	2226	2.72	78000	127000	127999	3468	2.34	127000	
30000	30999	878	878	30000	4.54	79000	79999	2253	2.76	79000	128000	128999	3491	2.30	128000	
31000	31999	923	923	31000	4.58	80000	80999	2281	2.78	80000	129000	129999	3514	2.36	129000	
32000	32999	969	969	32000	3.64	81000	81999	2309	2.80	81000	130000	130999	3538	2.32	130000	
33000	33999	1005	1005	33000	2.34	82000	82999	2337	2.54	82000	131000	131999	3561	2.38	131000	
34000	34999	1028	1028	34000	2.32	83000	83999	2362	2.50	83000	132000	132999	3585	2.34	132000	
35000	35999	1051	1051	35000	2.30	84000	84999	2387	2.48	84000	133000	133999	3608	2.30	133000	
36000	36999	1074	1074	36000	2.40	85000	85999	2412	2.48	85000	134000	134999	3631	2.36	134000	
37000	37999	1098	1098	37000	2.76	86000	86999	2437	2.48	86000	135000	135999	3655	2.32	135000	
38000	38999	1126	1126	38000	2.70	87000	87999	2462	2.48	87000	136000	136999	3678	2.38	136000	
39000	39999	1153	1153	39000	2.76	88000	88999	2487	2.48	88000	137000	137999	3702	2.34	137000	
40000	40999	1181	1181	40000	2.90	89000	89999	2512	2.46	89000	138000	138999	3725	2.32	138000	
41000	41999	1210	1210	41000	2.56	90000	90999	2537	2.46	90000	139000	139999	3748	2.38	139000	
42000	42999	1236	1236	42000	2.60	91000	91999	2562	2.46	91000	140000	140999	3772	2.34	140000	
43000	43999	1262	1262	43000	2.64	92000	92999	2587	2.56	92000	141000	141999	3795	2.30	141000	
44000	44999	1288	1288	44000	2.64	93000	93999	2613	2.54	93000	142000	142999	3818	2.36	142000	
45000	45999	1314	1314	45000	2.62	94000	94999	2638	2.54	94000	143000	143999	3842	2.32	143000	
46000	46999	1340	1340	46000	2.60	95000	95999	2663	2.54	95000	144000	144999	3865	2.38	144000	
47000	47999	1366	1366	47000	2.78	96000	96999	2688	2.54	96000	145000	145999	3889	2.34	145000	
48000	48999	1394	1394	48000	2.74	97000	97999	2713	2.54	97000	146000	146999	3912	2.30	146000	
49000	49999	1421	1421	49000	2.76	98000	98999	2738	2.52	98000	147000	147999	3935	2.36	147000	
50000	50999	1449	1449	50000	2.80	99000	99999	2763	2.50	99000	148000	148999	3959	2.32	148000	
51000	51999	1477	1477	51000	2.82	100000	100999	2788	2.48	100000	149000	149999	3982	2.38	149000	
52000	52999	1505	1505	52000	2.74	101000	101999	2813	2.48	101000	150000	150999	4006	2.38	150000	
53000	53999	1532	1532	53000	2.76	102000	102999	2838	2.56	102000	103000	103999	4030	2.52	103000	
54000	54999	1560	1560	54000	2.80	103000	103999	2864	2.54	103000	104000	104999	4054	2.52	104000	
55000	55999	1588	1588	55000	2.82	104000	104999	2889	2.52	104000	105000	105999	4078	2.50	105000	
56000	56999	1616	1616	56000	2.74	105000	105999	2914	2.50	105000	106000	106999	4102	2.48	106000	
57000	57999	1643	1643	57000	2.78	106000	106999	2939	2.48	106000						

Province: Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest No. of Children/N ^o d'enfants: One/Un											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel				Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel	
Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel		Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel		Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0			58000	58999	536	1.00	58000	107000	107999
10820	10999	6	2.00	10820	59000	59999	546	0.92	59000	108000	108999
11000	11999	26	2.02	11000	60000	60999	555	0.96	60000	109000	109999
12000	12999	46	2.02	12000	61000	61999	565	0.98	61000	110000	110999
13000	13999	66	2.04	13000	62000	62999	575	1.00	62000	111000	111999
14000	14999	86	1.94	14000	63000	63999	585	1.02	63000	112000	112999
15000	15999	105	1.96	15000	64000	64999	595	0.94	64000	113000	113999
16000	16999	125	1.88	16000	65000	65999	604	0.96	65000	114000	114999
17000	17999	144	0.90	17000	66000	66999	614	0.98	66000	115000	115999
18000	18999	153	0.90	18000	67000	67999	624	0.92	67000	116000	116999
19000	19999	162	0.92	19000	68000	68999	633	0.96	68000	117000	117999
20000	20999	171	0.94	20000	69000	69999	643	1.00	69000	118000	118999
21000	21999	180	0.84	21000	70000	70999	653	0.92	70000	119000	119999
22000	22999	188	0.88	22000	71000	71999	662	0.96	71000	120000	120999
23000	23999	197	0.88	23000	72000	72999	672	1.00	72000	121000	121999
24000	24999	206	0.88	24000	73000	73999	682	0.94	73000	122000	122999
25000	25999	215	1.10	25000	74000	74999	691	0.98	74000	123000	123999
26000	26999	226	0.82	26000	75000	75999	701	0.94	75000	124000	124999
27000	27999	234	0.98	27000	76000	76999	710	0.94	76000	125000	125999
28000	28999	244	1.06	28000	77000	77999	719	0.92	77000	126000	126999
29000	29999	255	1.00	29000	78000	78999	728	0.90	78000	127000	127999
30000	30999	265	1.06	30000	79000	79999	737	0.90	79000	128000	128999
31000	31999	276	1.02	31000	80000	80999	746	0.88	80000	129000	129999
32000	32999	286	0.98	32000	81000	81999	755	0.86	81000	130000	130999
33000	33999	296	0.98	33000	82000	82999	764	0.86	82000	131000	131999
34000	34999	306	1.00	34000	83000	83999	773	0.90	83000	132000	132999
35000	35999	316	0.94	35000	84000	84999	782	0.84	84000	133000	133999
36000	36999	325	0.96	36000	85000	85999	790	0.88	85000	134000	134999
37000	37999	335	0.98	37000	86000	86999	799	0.82	86000	135000	135999
38000	38999	345	0.94	38000	87000	87999	807	0.86	87000	136000	136999
39000	39999	354	0.92	39000	88000	88999	816	0.90	88000	137000	137999
40000	40999	363	0.98	40000	89000	89999	825	0.84	89000	138000	138999
41000	41999	373	0.88	41000	90000	90999	833	0.88	90000	139000	139999
42000	42999	382	0.86	42000	91000	91999	842	0.82	91000	140000	140999
43000	43999	391	0.96	43000	92000	92999	850	0.88	92000	141000	141999
44000	44999	401	0.94	44000	93000	93999	859	0.82	93000	142000	142999
45000	45999	410	0.90	45000	94000	94999	867	0.86	94000	143000	143999
46000	46999	419	0.88	46000	95000	95999	876	0.90	95000	144000	144999
47000	47999	428	0.96	47000	96000	96999	885	0.84	96000	145000	145999
48000	48999	438	0.98	48000	97000	97999	893	0.88	97000	146000	146999
49000	49999	448	1.00	49000	98000	98999	902	0.82	98000	147000	147999
50000	50999	458	0.92	50000	99000	99999	910	0.86	99000	148000	148999
51000	51999	467	0.96	51000	100000	100999	919	0.90	100000	149000	149999
52000	52999	477	0.98	52000	101000	101999	928	0.84	101000	150000	150999
53000	53999	487	1.00	53000	102000	102999	936	0.88	102000	ou plus	
54000	54999	497	1.02	54000	103000	103999	945	0.82	103000		
55000	55999	507	0.94	55000	104000	104999	953	0.88	104000		
56000	56999	516	0.96	56000	105000	105999	962	0.82	105000		
57000	57999	526	0.98	57000	106000	106999	970	0.86	106000		

Province: Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux													
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants					Income/ Revenu (\$)								
From/ De	To/ À	Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			From/ De	To/ À	Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)						
		Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant			Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant				
0	10819	0	4.82	58000	58999	885	1.54	58000	107000	107999	1574	1.30	107000
10820	10999	14	4.30	59000	59999	900	1.50	59000	108000	108999	1587	1.36	108000
11000	11999	62	3.66	60000	60999	915	1.48	60000	109000	109999	1601	1.34	109000
12000	12999	105	3.42	61000	61999	930	1.56	61000	110000	110999	1614	1.30	110000
13000	13999	142	3.28	62000	62999	946	1.52	62000	111000	111999	1627	1.36	111000
14000	14999	176	3.22	63000	63999	961	1.50	63000	112000	112999	1641	1.32	112000
15000	15999	209	3.38	64000	64999	976	1.46	64000	113000	113999	1654	1.30	113000
16000	16999	241	1.46	65000	65999	991	1.46	65000	114000	114999	1667	1.36	114000
17000	17999	275	1.48	66000	66999	1006	1.46	66000	115000	115999	1681	1.32	115000
18000	18999	290	1.52	67000	67999	1021	1.46	67000	116000	116999	1694	1.28	116000
19000	19999	305	1.44	68000	68999	1036	1.46	68000	117000	117999	1707	1.36	117000
20000	20999	320	1.48	69000	69999	1051	1.46	69000	118000	118999	1721	1.32	118000
21000	21999	335	1.46	70000	70999	1066	1.46	70000	119000	119999	1734	1.38	119000
22000	22999	349	1.48	71000	71999	1081	1.46	71000	120000	120999	1748	1.34	120000
23000	23999	364	1.48	72000	72999	1096	1.46	72000	121000	121999	1761	1.32	121000
24000	24999	379	1.48	73000	73999	1111	1.46	73000	122000	122999	1774	1.32	122000
25000	25999	394	1.50	74000	74999	1126	1.46	74000	123000	123999	1787	1.34	123000
26000	26999	408	1.50	75000	75999	1141	1.44	75000	124000	124999	1800	1.34	124000
27000	27999	418	1.26	76000	76999	1155	1.40	76000	125000	125999	1813	1.34	125000
28000	28999	431	1.64	77000	77999	1169	1.38	77000	126000	126999	1826	1.24	126000
29000	29999	448	1.62	78000	78999	1183	1.46	78000	127000	127999	1838	1.26	127000
30000	30999	464	1.60	79000	79999	1198	1.44	79000	128000	128999	1851	1.22	128000
31000	31999	480	1.58	80000	80999	1212	1.42	80000	129000	129999	1863	1.18	129000
32000	32999	496	1.52	81000	81999	1226	1.40	81000	130000	130999	1875	1.26	130000
33000	33999	512	1.50	82000	82999	1240	1.38	82000	131000	131999	1888	1.22	131000
34000	34999	527	1.48	83000	83999	1254	1.34	83000	132000	132999	1900	1.20	132000
35000	35999	542	1.48	84000	84999	1267	1.32	84000	133000	133999	1912	1.26	133000
36000	36999	557	1.46	85000	85999	1280	1.38	85000	134000	134999	1925	1.24	134000
37000	37999	572	1.48	86000	86999	1294	1.34	86000	135000	135999	1937	1.20	135000
38000	38999	587	1.50	87000	87999	1307	1.30	87000	136000	136999	1949	1.28	136000
39000	39999	602	1.44	88000	88999	1320	1.38	88000	137000	137999	1962	1.24	137000
40000	40999	616	1.44	89000	89999	1334	1.34	89000	138000	138999	1974	1.22	138000
41000	41999	632	1.42	90000	90999	1347	1.30	90000	139000	139999	1986	1.18	139000
42000	42999	646	1.42	91000	91999	1360	1.36	91000	140000	140999	1998	1.26	140000
43000	43999	660	1.48	92000	92999	1374	1.34	92000	141000	141999	2011	1.22	141000
44000	44999	674	1.48	93000	93999	1387	1.30	93000	142000	142999	2023	1.20	142000
45000	45999	689	1.44	94000	94999	1400	1.36	94000	143000	143999	2035	1.26	143000
46000	46999	703	1.50	95000	95999	1414	1.32	95000	144000	144999	2048	1.24	144000
47000	47999	718	1.54	96000	96999	1427	1.30	96000	145000	145999	2060	1.20	145000
48000	48999	733	1.54	97000	97999	1440	1.36	97000	146000	146999	2072	1.28	146000
49000	49999	748	1.52	98000	98999	1454	1.32	98000	147000	147999	2085	1.24	147000
50000	50999	763	1.50	99000	99999	1467	1.38	99000	148000	148999	2097	1.22	148000
51000	51999	778	1.48	100000	100999	1481	1.34	100000	149000	149999	2109	1.18	149000
52000	52999	793	1.56	101000	101999	1494	1.32	101000	150000	150999	2121	1.18	150000
53000	53999	809	1.54	102000	102999	1507	1.38	102000	150000	150999	2121	1.18	150000
54000	54999	824	1.52	103000	103999	1521	1.34	103000	150000	150999	2121	1.18	150000
55000	55999	839	1.50	104000	104999	1534	1.30	104000	150000	150999	2121	1.18	150000
56000	56999	854	1.48	105000	105999	1547	1.38	105000	150000	150999	2121	1.18	150000
57000	57999	869	1.56	106000	106999	1561	1.34	106000	150000	150999	2121	1.18	150000

Province: Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois													
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel				Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel			
Income/ Revenu (\$)		To/ A		Basic Amount/ Montant de base		Plus (%)		Of Income Over/ Du revenu dépassant		From/ De		To/ A	
0	10819	0	10820	15	5.20	1164	1.92	58000	58999	58000	58999	107000	107999
10820	10999	15	10820	67	4.72	1183	1.98	59000	59999	59000	59999	108000	108999
11000	11999	67	11000	114	3.94	1203	1.92	60000	60999	60000	60999	109000	109999
12000	12999	114	12000	153	3.52	1222	1.96	61000	61999	61000	61999	110000	110999
13000	13999	153	13000	190	3.52	1242	1.96	62000	62999	62000	62999	111000	111999
14000	14999	190	14000	225	3.52	1261	2.00	63000	63999	63000	63999	112000	112999
15000	15999	225	15000	260	3.72	1281	1.94	64000	64999	64000	64999	113000	113999
16000	16999	260	16000	297	4.42	1301	1.88	65000	65999	65000	65999	114000	114999
17000	17999	297	17000	341	4.34	1320	1.96	66000	66999	66000	66999	115000	115999
18000	18999	341	18000	384	4.36	1339	1.92	67000	67999	67000	67999	116000	116999
19000	19999	384	19000	428	3.08	1359	1.90	68000	68999	68000	68999	117000	117999
20000	20999	428	20000	459	1.92	1378	1.98	69000	69999	69000	69999	118000	118999
21000	21999	459	21000	478	1.96	1397	1.94	70000	70999	70000	70999	119000	119999
22000	22999	478	22000	498	2.00	1417	1.92	71000	71999	71000	71999	120000	120999
23000	23999	498	23000	518	1.94	1436	1.90	72000	72999	72000	72999	121000	121999
24000	24999	518	24000	537	1.88	1455	1.86	73000	73999	73000	73999	122000	122999
25000	25999	537	25000	556	1.58	1474	1.82	74000	74999	74000	74999	123000	123999
26000	26999	556	26000	572	1.64	1493	1.78	75000	75999	75000	75999	124000	124999
27000	27999	572	27000	588	1.66	1511	1.78	76000	76999	76000	76999	125000	125999
28000	28999	588	28000	605	1.76	1529	1.86	77000	77999	77000	77999	126000	126999
29000	29999	605	29000	623	2.04	1548	1.84	78000	78999	78000	78999	127000	127999
30000	30999	623	30000	643	2.06	1566	1.80	79000	79999	79000	79999	128000	128999
31000	31999	643	31000	664	1.98	1584	1.84	80000	80999	80000	80999	129000	129999
32000	32999	664	32000	684	1.98	1603	1.84	81000	81999	81000	81999	130000	130999
33000	33999	684	33000	704	1.92	1621	1.72	82000	82999	82000	82999	131000	131999
34000	34999	704	34000	723	1.98	1638	1.70	83000	83999	83000	83999	132000	132999
35000	35999	723	35000	743	1.94	1655	1.70	84000	84999	84000	84999	133000	133999
36000	36999	743	36000	762	1.88	1672	1.68	85000	85999	85000	85999	134000	134999
37000	37999	762	37000	781	1.96	1689	1.74	86000	86999	86000	86999	135000	135999
38000	38999	781	38000	800	1.84	1707	1.74	87000	87999	87000	87999	136000	136999
39000	39999	800	39000	818	1.84	1724	1.72	88000	88999	88000	88999	137000	137999
40000	40999	818	40000	838	1.86	1741	1.70	89000	89999	89000	89999	138000	138999
41000	41999	838	41000	857	1.84	1758	1.70	90000	90999	90000	90999	139000	139999
42000	42999	857	42000	875	1.84	1775	1.68	91000	91999	91000	91999	140000	140999
43000	43999	875	43000	893	1.88	1792	1.74	92000	92999	92000	92999	141000	141999
44000	44999	893	44000	912	1.84	1810	1.74	93000	93999	93000	93999	142000	142999
45000	45999	912	45000	930	1.88	1827	1.72	94000	94999	94000	94999	143000	143999
46000	46999	930	46000	949	1.92	1844	1.70	95000	95999	95000	95999	144000	144999
47000	47999	949	47000	968	1.98	1861	1.68	96000	96999	96000	96999	145000	145999
48000	48999	968	48000	988	1.92	1878	1.76	97000	97999	97000	97999	146000	146999
49000	49999	988	49000	1007	1.98	1895	1.74	98000	98999	98000	98999	147000	147999
50000	50999	1007	50000	1027	1.96	1913	1.72	99000	99999	99000	99999	148000	148999
51000	51999	1027	51000	1046	1.96	1930	1.70	100000	100999	100000	100999	149000	149999
52000	52999	1046	52000	1066	1.90	1947	1.70	101000	101999	101000	101999	150000	150999
53000	53999	1066	53000	1085	1.96	1964	1.68	102000	102999	102000	102999	150000	150999
54000	54999	1085	54000	1105	2.00	1981	1.76	103000	103999	103000	103999	150000	150999
55000	55999	1105	55000	1125	1.94	1998	1.74	104000	104999	104000	104999	150000	150999
56000	56999	1125	56000	1144	1.98	2016	1.72	105000	105999	105000	105999	150000	150999
57000	57999	1144	57000			2033	1.72	106000	106999	106000	106999	150000	150999

Province: Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest No. of Children/N ^o e d'enfants: Four/Quatre																		
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants			Monthly Award/ Paiement mensuel			Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel			Income/ Revenu		Monthly Award/ Paiement mensuel					
From/ De	To/ A	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ A	Income/ Revenu (\$)	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	
																		0
10820	10999	16	16	5.06	11000	59000	59999	1415	2.30	59000	108000	108999	2460	2.04	108000	2460	2.04	108000
11000	11999	71	71	4.24	12000	60000	60999	1438	2.28	60000	109000	109999	2480	2.02	109000	2480	2.02	109000
12000	12999	122	122	3.94	13000	61000	61999	1461	2.26	61000	110000	110999	2500	1.98	110000	2500	1.98	110000
13000	13999	164	164	3.76	14000	62000	62999	1484	2.36	62000	111000	111999	2520	2.06	111000	2520	2.06	111000
14000	14999	203	203	3.72	15000	63000	63999	1508	2.34	63000	112000	112999	2541	2.02	112000	2541	2.02	112000
15000	15999	241	241	3.96	16000	64000	64999	1531	2.32	64000	113000	113999	2561	2.00	113000	2561	2.00	113000
16000	16999	278	278	4.70	17000	65000	65999	1554	2.32	65000	114000	114999	2581	2.06	114000	2581	2.06	114000
17000	17999	318	318	4.70	18000	66000	66999	1577	2.32	66000	115000	115999	2602	2.04	115000	2602	2.04	115000
18000	18999	365	365	4.70	19000	67000	67999	1600	2.24	67000	116000	116999	2622	2.00	116000	2622	2.00	116000
19000	19999	412	412	4.72	20000	68000	68999	1622	2.26	68000	117000	117999	2642	1.98	117000	2642	1.98	117000
20000	20999	459	459	4.72	21000	69000	69999	1645	2.28	69000	118000	118999	2662	2.06	118000	2662	2.06	118000
21000	21999	506	506	4.74	22000	70000	70999	1668	2.30	70000	119000	119999	2683	2.02	119000	2683	2.02	119000
22000	22999	553	553	4.74	23000	71000	71999	1691	2.32	71000	120000	120999	2703	2.00	120000	2703	2.00	120000
23000	23999	600	600	3.14	24000	72000	72999	1714	2.24	72000	121000	121999	2723	1.98	121000	2723	1.98	121000
24000	24999	631	631	2.32	25000	73000	73999	1736	2.26	73000	122000	122999	2743	2.02	122000	2743	2.02	122000
25000	25999	654	654	2.26	26000	74000	74999	1759	2.18	74000	123000	123999	2763	1.94	123000	2763	1.94	123000
26000	26999	677	677	1.98	27000	75000	75999	1781	2.20	75000	124000	124999	2782	1.98	124000	2782	1.98	124000
27000	27999	697	697	2.10	28000	76000	76999	1803	2.14	76000	125000	125999	2802	2.02	125000	2802	2.02	125000
28000	28999	718	718	2.10	29000	77000	77999	1824	2.18	77000	126000	126999	2822	1.94	126000	2822	1.94	126000
29000	29999	739	739	2.10	30000	78000	78999	1846	2.12	78000	127000	127999	2841	1.88	127000	2841	1.88	127000
30000	30999	760	760	2.08	31000	79000	79999	1867	2.16	79000	128000	128999	2860	1.90	128000	2860	1.90	128000
31000	31999	781	781	2.08	32000	80000	80999	1889	2.20	80000	129000	129999	2879	1.84	129000	2879	1.84	129000
32000	32999	802	802	2.26	33000	81000	81999	1911	2.14	81000	130000	130999	2897	1.86	130000	2897	1.86	130000
33000	33999	825	825	2.26	34000	82000	82999	1932	1.98	82000	131000	131999	2916	1.90	131000	2916	1.90	131000
34000	34999	848	848	2.26	35000	83000	83999	1952	2.06	83000	132000	132999	2935	1.82	132000	2935	1.82	132000
35000	35999	871	871	2.26	36000	84000	84999	1973	2.04	84000	133000	133999	2953	1.86	133000	2953	1.86	133000
36000	36999	894	894	2.26	37000	85000	85999	1993	2.00	85000	134000	134999	2972	1.88	134000	2972	1.88	134000
37000	37999	917	917	2.24	38000	86000	86999	2013	2.08	86000	135000	135999	2991	1.92	135000	2991	1.92	135000
38000	38999	940	940	2.24	39000	87000	87999	2034	2.04	87000	136000	136999	3010	1.84	136000	3010	1.84	136000
39000	39999	962	962	2.24	40000	88000	88999	2054	2.02	88000	137000	137999	3028	1.88	137000	3028	1.88	137000
40000	40999	984	984	2.30	41000	89000	89999	2074	1.98	89000	138000	138999	3047	1.90	138000	3047	1.90	138000
41000	41999	1007	1007	2.16	42000	90000	90999	2094	2.06	90000	139000	139999	3066	1.84	139000	3066	1.84	139000
42000	42999	1029	1029	2.10	43000	91000	91999	2115	2.02	91000	140000	140999	3084	1.86	140000	3084	1.86	140000
43000	43999	1050	1050	2.16	44000	92000	92999	2135	2.00	92000	141000	141999	3103	1.90	141000	3103	1.90	141000
44000	44999	1072	1072	2.18	45000	93000	93999	2155	2.08	93000	142000	142999	3122	1.82	142000	3122	1.82	142000
45000	45999	1094	1094	2.18	46000	94000	94999	2176	2.04	94000	143000	143999	3140	1.86	143000	3140	1.86	143000
46000	46999	1116	1116	2.20	47000	95000	95999	2196	2.02	95000	144000	144999	3159	1.90	144000	3159	1.90	144000
47000	47999	1138	1138	2.30	48000	96000	96999	2216	1.98	96000	145000	145999	3178	1.82	145000	3178	1.82	145000
48000	48999	1161	1161	2.32	49000	97000	97999	2236	2.06	97000	146000	146999	3196	1.86	146000	3196	1.86	146000
49000	49999	1184	1184	2.30	50000	98000	98999	2257	2.02	98000	147000	147999	3215	1.88	147000	3215	1.88	147000
50000	50999	1207	1207	2.30	51000	99000	99999	2277	2.00	99000	148000	148999	3234	1.92	148000	3234	1.92	148000
51000	51999	1230	1230	2.28	52000	100000	100999	2297	2.06	100000	149000	149999	3253	1.84	149000	3253	1.84	149000
52000	52999	1253	1253	2.26	53000	101000	101999	2318	2.04	101000	150000	150999	3271	1.84	150000	3271	1.84	150000
53000	53999	1276	1276	2.36	54000	102000	102999	2338	2.02	102000	151000	151999	3289	1.84	151000	3289	1.84	151000
54000	54999	1300	1300	2.34	55000	103000	103999	2358	1.98	103000	152000	152999	3307	1.84	152000	3307	1.84	152000
55000	55999	1323	1323	2.34	56000	104000	104999	2378	2.06	104000	153000	153999	3325	1.84	153000	3325	1.84	153000
56000	56999	1346	1346	2.32	57000	105000	105999	2399	2.02	105000	154000	154999	3343	1.84	154000	3343	1.84	154000
57000	57999	1369	1369	2.32	58000	106000	106999	2419	2.00	106000	155000	155999	3361	1.84	155000	3361	1.84	155000

Province: Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest No. of Children/N ^o c d'enfants: Five/Cinq											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants				Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)				Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0			58000	58999	1582	2.58	58000	107000	107999
10820	10999	16	5.50	10820	59000	59999	1608	2.58	59000	108000	108999
11000	11999	71	5.06	11000	60000	60999	1634	2.56	60000	109000	109999
12000	12999	122	4.24	12000	61000	61999	1660	2.66	61000	110000	110999
13000	13999	164	3.94	13000	62000	62999	1687	2.64	62000	111000	111999
14000	14999	203	3.76	14000	63000	63999	1713	2.64	63000	112000	112999
15000	15999	241	3.72	15000	64000	64999	1739	2.64	64000	113000	113999
16000	16999	278	3.96	16000	65000	65999	1765	2.62	65000	114000	114999
17000	17999	318	4.70	17000	66000	66999	1791	2.62	66000	115000	115999
18000	18999	365	4.70	18000	67000	67999	1817	2.54	67000	116000	116999
19000	19999	412	4.72	19000	68000	68999	1842	2.58	68000	117000	117999
20000	20999	459	4.72	20000	69000	69999	1868	2.60	69000	118000	118999
21000	21999	506	4.74	21000	70000	70999	1894	2.54	70000	119000	119999
22000	22999	553	4.74	22000	71000	71999	1919	2.56	71000	120000	120999
23000	23999	600	4.64	23000	72000	72999	1945	2.60	72000	121000	121999
24000	24999	646	4.66	24000	73000	73999	1971	2.52	73000	122000	122999
25000	25999	693	4.66	25000	74000	74999	1996	2.46	74000	123000	123999
26000	26999	740	4.68	26000	75000	75999	2021	2.40	75000	124000	124999
27000	27999	787	3.88	27000	76000	76999	2045	2.46	76000	125000	125999
28000	28999	826	2.40	28000	77000	77999	2070	2.42	77000	126000	126999
29000	29999	850	2.46	29000	78000	78999	2094	2.48	78000	127000	127999
30000	30999	875	2.50	30000	79000	79999	2119	2.44	79000	128000	128999
31000	31999	900	2.44	31000	80000	80999	2143	2.40	80000	129000	129999
32000	32999	924	2.38	32000	81000	81999	2167	2.48	81000	130000	130999
33000	33999	948	2.24	33000	82000	82999	2192	2.24	82000	131000	131999
34000	34999	970	2.46	34000	83000	83999	2214	2.26	83000	132000	132999
35000	35999	995	2.62	35000	84000	84999	2237	2.26	84000	133000	133999
36000	36999	1021	2.62	36000	85000	85999	2260	2.28	85000	134000	134999
37000	37999	1047	2.52	37000	86000	86999	2283	2.28	86000	135000	135999
38000	38999	1072	2.62	38000	87000	87999	2306	2.30	87000	136000	136999
39000	39999	1097	2.52	39000	88000	88999	2329	2.30	88000	137000	137999
40000	40999	1122	2.62	40000	89000	89999	2352	2.32	89000	138000	138999
41000	41999	1148	2.46	41000	90000	90999	2375	2.32	90000	139000	139999
42000	42999	1173	2.44	42000	91000	91999	2398	2.24	91000	140000	140999
43000	43999	1197	2.42	43000	92000	92999	2420	2.26	92000	141000	141999
44000	44999	1221	2.46	44000	93000	93999	2443	2.26	93000	142000	142999
45000	45999	1246	2.48	45000	94000	94999	2466	2.28	94000	143000	143999
46000	46999	1271	2.52	46000	95000	95999	2489	2.28	95000	144000	144999
47000	47999	1296	2.54	47000	96000	96999	2512	2.30	96000	145000	145999
48000	48999	1321	2.66	48000	97000	97999	2535	2.30	97000	146000	146999
49000	49999	1348	2.64	49000	98000	98999	2558	2.32	98000	147000	147999
50000	50999	1374	2.64	50000	99000	99999	2581	2.32	99000	148000	148999
51000	51999	1400	2.62	51000	100000	100999	2604	2.24	100000	149000	149999
52000	52999	1426	2.62	52000	101000	101999	2626	2.26	101000	150000	150999
53000	53999	1452	2.62	53000	102000	102999	2649	2.26	102000		
54000	54999	1478	2.60	54000	103000	103999	2672	2.28	103000		
55000	55999	1504	2.60	55000	104000	104999	2695	2.28	104000		
56000	56999	1530	2.60	56000	105000	105999	2718	2.30	105000		
57000	57999	1556	2.58	57000	106000	106999	2741	2.30	106000		

Province: Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest No. of Children/N ^o d'enfants: Six or more/Six ou plus											
Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants						Northwest Territories/Territoires du Nord-Ouest No. of Children/N ^o d'enfants: Six or more/Six ou plus					
Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)		Income/Revenu (\$)		Monthly Award/Paiement mensuel (\$)	
From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A	Basic Amount/Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/Du revenu dépassant	From/De	To/A
0	10819	0			58000	58999	1743	2.88	58000	107000	107999
10820	10999	16	5.50	10820	59000	59999	1772	2.82	59000	108000	108999
11000	11999	71	5.06	11000	60000	60999	1800	2.86	60000	109000	109999
12000	12999	122	4.24	12000	61000	61999	1829	2.90	61000	110000	110999
13000	13999	164	3.94	13000	62000	62999	1858	2.84	62000	111000	111999
14000	14999	203	3.76	14000	63000	63999	1886	2.90	63000	112000	112999
15000	15999	241	3.72	15000	64000	64999	1915	2.84	64000	113000	113999
16000	16999	278	3.96	16000	65000	65999	1943	2.88	65000	114000	114999
17000	17999	318	4.70	17000	66000	66999	1972	2.82	66000	115000	115999
18000	18999	365	4.70	18000	67000	67999	2000	2.80	67000	116000	116999
19000	19999	412	4.72	19000	68000	68999	2028	2.78	68000	117000	117999
20000	20999	459	4.72	20000	69000	69999	2056	2.86	69000	118000	118999
21000	21999	506	4.74	21000	70000	70999	2085	2.84	70000	119000	119999
22000	22999	553	4.74	22000	71000	71999	2113	2.82	71000	120000	120999
23000	23999	600	4.64	23000	72000	72999	2141	2.82	72000	121000	121999
24000	24999	646	4.66	24000	73000	73999	2169	2.80	73000	122000	122999
25000	25999	693	4.68	25000	74000	74999	2197	2.68	74000	123000	123999
26000	26999	740	4.68	26000	75000	75999	2224	2.68	75000	124000	124999
27000	27999	787	4.68	27000	76000	76999	2251	2.70	76000	125000	125999
28000	28999	834	4.68	28000	77000	77999	2278	2.64	77000	126000	126999
29000	29999	881	4.70	29000	78000	78999	2304	2.66	78000	127000	127999
30000	30999	928	4.70	30000	79000	79999	2331	2.70	79000	128000	128999
31000	31999	975	4.72	31000	80000	80999	2358	2.72	80000	129000	129999
32000	32999	1022	3.22	32000	81000	81999	2385	2.64	81000	130000	130999
33000	33999	1054	2.54	33000	82000	82999	2411	2.48	82000	131000	131999
34000	34999	1079	2.50	34000	83000	83999	2436	2.48	83000	132000	132999
35000	35999	1104	2.56	35000	84000	84999	2461	2.46	84000	133000	133999
36000	36999	1130	2.62	36000	85000	85999	2486	2.56	85000	134000	134999
37000	37999	1156	2.78	37000	86000	86999	2512	2.54	86000	135000	135999
38000	38999	1184	2.74	38000	87000	87999	2537	2.54	87000	136000	136999
39000	39999	1211	2.80	39000	88000	88999	2562	2.54	88000	137000	137999
40000	40999	1239	2.94	40000	89000	89999	2587	2.52	89000	138000	138999
41000	41999	1268	2.64	41000	90000	90999	2612	2.52	90000	139000	139999
42000	42999	1294	2.68	42000	91000	91999	2637	2.50	91000	140000	140999
43000	43999	1321	2.72	43000	92000	92999	2662	2.50	92000	141000	141999
44000	44999	1348	2.72	44000	93000	93999	2687	2.48	93000	142000	142999
45000	45999	1375	2.72	45000	94000	94999	2712	2.48	94000	143000	143999
46000	46999	1402	2.70	46000	95000	95999	2737	2.46	95000	144000	144999
47000	47999	1429	2.80	47000	96000	96999	2762	2.56	96000	145000	145999
48000	48999	1457	2.86	48000	97000	97999	2788	2.54	97000	146000	146999
49000	49999	1486	2.90	49000	98000	98999	2813	2.54	98000	147000	147999
50000	50999	1515	2.84	50000	99000	99999	2838	2.54	99000	148000	148999
51000	51999	1543	2.88	51000	100000	100999	2863	2.52	100000	149000	149999
52000	52999	1572	2.82	52000	101000	101999	2888	2.52	101000	150000	150999
53000	53999	1600	2.88	53000	102000	102999	2913	2.50	102000	150000	150999
54000	54999	1629	2.82	54000	103000	103999	2938	2.50	103000	150000	150999
55000	55999	1657	2.86	55000	104000	104999	2963	2.48	104000	150000	150999
56000	56999	1686	2.90	56000	105000	105999	2988	2.48	105000	150000	150999
57000	57999	1715	2.84	57000	106000	106999	3013	2.46	106000	150000	150999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants											
Province: <i>Nanavut</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: One/Un											
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0			58000	58999	560	1.06	58000	107000	107999
10820	10999	0	2.00	10820	59000	59999	571	1.04	59000	108000	108999
11000	11999	20	5.10	11000	60000	60999	581	0.92	60000	109000	109999
12000	12999	71	4.40	12000	61000	61999	590	0.92	61000	110000	110999
13000	13999	115	4.24	13000	62000	62999	599	0.90	62000	111000	111999
14000	14999	157	1.52	14000	63000	63999	608	0.88	63000	112000	112999
15000	15999	172	0.38	15000	64000	64999	617	0.96	64000	113000	113999
16000	16999	176	0.32	16000	65000	65999	627	0.94	65000	114000	114999
17000	17999	179	0.38	17000	66000	66999	636	0.92	66000	115000	115999
18000	18999	183	0.48	18000	67000	67999	645	0.92	67000	116000	116999
19000	19999	188	0.42	19000	68000	68999	654	0.90	68000	117000	117999
20000	20999	192	0.26	20000	69000	69999	663	0.88	69000	118000	118999
21000	21999	195	0.26	21000	70000	70999	672	0.96	70000	119000	119999
22000	22999	198	0.30	22000	71000	71999	682	0.94	71000	120000	120999
23000	23999	201	0.24	23000	72000	72999	691	0.92	72000	121000	121999
24000	24999	203	0.26	24000	73000	73999	700	1.00	73000	122000	122999
25000	25999	206	0.78	25000	74000	74999	710	1.00	74000	123000	123999
26000	26999	214	1.12	26000	75000	75999	720	1.02	75000	124000	124999
27000	27999	225	1.16	27000	76000	76999	730	1.04	76000	125000	125999
28000	28999	237	1.20	28000	77000	77999	740	0.94	77000	126000	126999
29000	29999	249	1.14	29000	78000	78999	749	0.96	78000	127000	127999
30000	30999	260	1.18	30000	79000	79999	759	1.00	79000	128000	128999
31000	31999	272	1.12	31000	80000	80999	769	0.94	80000	129000	129999
32000	32999	283	1.16	32000	81000	81999	778	0.98	81000	130000	130999
33000	33999	295	1.14	33000	82000	82999	788	0.92	82000	131000	131999
34000	34999	306	1.14	34000	83000	83999	797	0.92	83000	132000	132999
35000	35999	317	1.30	35000	84000	84999	806	0.92	84000	133000	133999
36000	36999	330	1.30	36000	85000	85999	815	0.92	85000	134000	134999
37000	37999	343	1.32	37000	86000	86999	824	0.92	86000	135000	135999
38000	38999	356	1.34	38000	87000	87999	833	0.92	87000	136000	136999
39000	39999	369	1.24	39000	88000	88999	842	0.92	88000	137000	137999
40000	40999	381	1.10	40000	89000	89999	851	0.90	89000	138000	138999
41000	41999	392	0.90	41000	90000	90999	860	0.90	90000	139000	139999
42000	42999	401	0.96	42000	91000	91999	869	0.90	91000	140000	140999
43000	43999	411	0.92	43000	92000	92999	878	0.90	92000	141000	141999
44000	44999	420	0.98	44000	93000	93999	887	0.90	93000	142000	142999
45000	45999	430	0.92	45000	94000	94999	896	0.90	94000	143000	143999
46000	46999	439	0.96	46000	95000	95999	905	0.90	95000	144000	144999
47000	47999	449	1.00	47000	96000	96999	914	0.88	96000	145000	145999
48000	48999	459	1.00	48000	97000	97999	923	0.88	97000	146000	146999
49000	49999	469	0.98	49000	98000	98999	932	0.88	98000	147000	147999
50000	50999	479	0.96	50000	99000	99999	941	0.88	99000	148000	148999
51000	51999	489	1.06	51000	100000	100999	950	0.88	100000	149000	149999
52000	52999	500	1.04	52000	101000	101999	959	0.88	101000	150000	150999
53000	53999	510	1.02	53000	102000	102999	968	0.88	102000	151000	151999
54000	54999	520	1.02	54000	103000	103999	977	0.86	103000	152000	152999
55000	55999	530	1.00	55000	104000	104999	986	0.86	104000	153000	153999
56000	56999	540	0.98	56000	105000	105999	995	0.86	105000	154000	154999
57000	57999	550	0.96	57000	106000	106999	1004	0.86	106000	155000	155999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédérales de pensions alimentaires pour enfants										Province: <i>Nunavut</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Two/Deux	
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0			58000	58999	916	1.58	58000	107000	107999
10820	10999	0	2.20	10820	59000	59999	932	1.60	59000	108000	108999
11000	11999	0	5.54	11000	60000	60999	948	1.52	60000	109000	109999
12000	12999	77	4.70	12000	61000	61999	963	1.44	61000	110000	110999
13000	13999	124	4.60	13000	62000	62999	977	1.48	62000	111000	111999
14000	14999	170	4.52	14000	63000	63999	992	1.50	63000	112000	112999
15000	15999	215	4.48	15000	64000	64999	1007	1.42	64000	113000	113999
16000	16999	260	4.50	16000	65000	65999	1021	1.46	65000	114000	114999
17000	17999	305	1.82	17000	66000	66999	1036	1.48	66000	115000	115999
18000	18999	323	1.14	18000	67000	67999	1051	1.52	67000	116000	116999
19000	19999	334	1.12	19000	68000	68999	1066	1.44	68000	117000	117999
20000	20999	345	0.98	20000	69000	69999	1080	1.46	69000	118000	118999
21000	21999	355	0.94	21000	70000	70999	1095	1.50	70000	119000	119999
22000	22999	364	0.92	22000	71000	71999	1110	1.42	71000	120000	120999
23000	23999	373	0.90	23000	72000	72999	1124	1.46	72000	121000	121999
24000	24999	382	0.88	24000	73000	73999	1139	1.56	73000	122000	122999
25000	25999	391	1.16	25000	74000	74999	1155	1.54	74000	123000	123999
26000	26999	403	1.24	26000	75000	75999	1170	1.50	75000	124000	124999
27000	27999	415	1.46	27000	76000	76999	1185	1.56	76000	125000	125999
28000	28999	430	1.74	28000	77000	77999	1201	1.52	77000	126000	126999
29000	29999	447	1.72	29000	78000	78999	1216	1.50	78000	127000	127999
30000	30999	464	1.72	30000	79000	79999	1231	1.50	79000	128000	128999
31000	31999	481	1.70	31000	80000	80999	1246	1.50	80000	129000	129999
32000	32999	498	1.68	32000	81000	81999	1261	1.52	81000	130000	130999
33000	33999	515	1.64	33000	82000	82999	1276	1.42	82000	131000	131999
34000	34999	531	1.62	34000	83000	83999	1290	1.42	83000	132000	132999
35000	35999	547	1.86	35000	84000	84999	1304	1.42	84000	133000	133999
36000	36999	566	1.84	36000	85000	85999	1318	1.42	85000	134000	134999
37000	37999	584	1.84	37000	86000	86999	1332	1.42	86000	135000	135999
38000	38999	602	1.82	38000	87000	87999	1346	1.40	87000	136000	136999
39000	39999	620	1.80	39000	88000	88999	1360	1.40	88000	137000	137999
40000	40999	638	1.80	40000	89000	89999	1374	1.40	89000	138000	138999
41000	41999	654	1.48	41000	90000	90999	1388	1.40	90000	139000	139999
42000	42999	669	1.42	42000	91000	91999	1402	1.38	91000	140000	140999
43000	43999	683	1.46	43000	92000	92999	1416	1.38	92000	141000	141999
44000	44999	698	1.48	44000	93000	93999	1430	1.38	93000	142000	142999
45000	45999	713	1.48	45000	94000	94999	1444	1.38	94000	143000	143999
46000	46999	728	1.50	46000	95000	95999	1458	1.38	95000	144000	144999
47000	47999	743	1.60	47000	96000	96999	1472	1.36	96000	145000	145999
48000	48999	759	1.54	48000	97000	97999	1486	1.36	97000	146000	146999
49000	49999	774	1.56	49000	98000	98999	1500	1.36	98000	147000	147999
50000	50999	790	1.58	50000	99000	99999	1514	1.36	99000	148000	148999
51000	51999	806	1.62	51000	100000	100999	1528	1.46	100000	149000	149999
52000	52999	822	1.54	52000	101000	101999	1543	1.44	101000	150000	150999
53000	53999	837	1.56	53000	102000	102999	1557	1.44	102000	151000	151999
54000	54999	853	1.58	54000	103000	103999	1571	1.44	103000	152000	152999
55000	55999	869	1.60	55000	104000	104999	1585	1.44	104000	153000	153999
56000	56999	885	1.62	56000	105000	105999	1599	1.42	105000	154000	154999
57000	57999	901	1.54	57000	106000	106999	1613	1.42	106000	155000	155999

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants										Province: <i>Nanavut</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Three/Trois				
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	2.30	10820	58000	58999	1201	2.00	58000	107000	107999	2117	1.86	107000
10820	10999	0	5.98	11000	59000	59999	1221	1.98	59000	108000	108999	2136	1.84	108000
11000	11999	23	5.10	12000	60000	60999	1241	1.96	60000	109000	109999	2154	1.84	109000
12000	12999	83	4.94	13000	61000	61999	1261	1.94	61000	110000	110999	2172	1.84	110000
13000	13999	134	4.90	14000	62000	62999	1281	1.92	62000	111000	111999	2190	1.82	111000
14000	14999	183	4.82	15000	63000	63999	1299	1.90	63000	112000	112999	2208	1.82	112000
15000	15999	232	4.80	16000	64000	64999	1318	1.88	64000	113000	113999	2226	1.82	113000
16000	16999	280	4.68	17000	65000	65999	1337	1.86	65000	114000	114999	2244	1.82	114000
17000	17999	328	4.54	18000	66000	66999	1356	1.96	66000	115000	115999	2262	1.80	115000
18000	18999	375	4.56	18000	67000	67999	1376	1.94	67000	116000	116999	2280	1.80	116000
19000	19999	421	1.62	19000	68000	68999	1395	1.92	68000	117000	117999	2298	1.80	117000
20000	20999	466	1.40	20000	69000	69999	1414	1.90	69000	118000	118999	2316	1.78	118000
21000	21999	482	1.46	21000	70000	70999	1433	1.88	70000	119000	119999	2334	1.78	119000
22000	22999	496	1.42	22000	71000	71999	1452	1.86	71000	120000	120999	2352	1.78	120000
23000	23999	511	1.48	23000	72000	72999	1471	1.96	72000	121000	121999	2370	1.78	121000
24000	24999	525	1.62	24000	73000	73999	1491	2.02	73000	122000	122999	2388	1.76	122000
25000	25999	540	1.80	25000	74000	74999	1511	1.94	74000	123000	123999	2406	1.76	123000
26000	26999	556	1.74	26000	75000	75999	1530	1.98	75000	124000	124999	2424	1.76	124000
27000	27999	574	2.26	27000	76000	76999	1550	2.00	76000	125000	125999	2442	1.86	125000
28000	28999	591	2.12	28000	77000	77999	1570	1.94	77000	126000	126999	2461	1.84	126000
29000	29999	609	2.10	29000	78000	78999	1589	1.96	78000	127000	127999	2479	1.64	127000
30000	30999	627	2.04	30000	79000	79999	1609	1.94	79000	128000	128999	2495	1.68	128000
31000	31999	648	2.26	31000	80000	80999	1628	1.92	80000	129000	129999	2512	1.64	129000
32000	32999	670	2.24	32000	81000	81999	1647	1.90	81000	130000	130999	2528	1.68	130000
33000	33999	691	2.20	33000	82000	82999	1666	1.78	82000	131000	131999	2545	1.62	131000
34000	34999	711	2.24	34000	83000	83999	1684	1.78	83000	132000	132999	2561	1.62	132000
35000	35999	732	2.26	35000	84000	84999	1702	1.78	84000	133000	133999	2578	1.62	133000
36000	36999	754	2.20	36000	85000	85999	1720	1.78	85000	134000	134999	2594	1.66	134000
37000	37999	776	2.22	37000	86000	86999	1738	1.76	86000	135000	135999	2611	1.66	135000
38000	38999	799	2.12	38000	87000	87999	1756	1.76	87000	136000	136999	2627	1.66	136000
39000	39999	821	2.18	39000	88000	88999	1774	1.76	88000	137000	137999	2644	1.60	137000
40000	40999	843	1.90	40000	89000	89999	1792	1.86	89000	138000	138999	2660	1.66	138000
41000	41999	864	1.94	41000	90000	90999	1811	1.84	90000	139000	139999	2677	1.70	139000
42000	42999	883	1.92	42000	91000	91999	1829	1.84	91000	140000	140999	2694	1.64	140000
43000	43999	902	1.94	43000	92000	92999	1847	1.84	92000	141000	141999	2710	1.64	141000
44000	44999	921	1.94	44000	93000	93999	1865	1.82	93000	142000	142999	2727	1.64	142000
45000	45999	940	1.90	45000	94000	94999	1883	1.82	94000	143000	143999	2743	1.70	143000
46000	46999	959	1.98	46000	95000	95999	1901	1.82	95000	144000	144999	2760	1.68	144000
47000	47999	978	1.98	47000	96000	96999	1919	1.82	96000	145000	145999	2776	1.64	145000
48000	48999	998	2.06	48000	97000	97999	1937	1.80	97000	146000	146999	2793	1.64	146000
49000	49999	1018	2.02	49000	98000	98999	1955	1.80	98000	147000	147999	2809	1.68	147000
50000	50999	1039	2.08	50000	99000	99999	1973	1.80	99000	148000	148999	2826	1.62	148000
51000	51999	1059	2.04	51000	100000	100999	1991	1.78	100000	149000	149999	2842	1.68	149000
52000	52999	1079	2.02	52000	101000	101999	2009	1.78	101000	150000	150999	2859	1.68	150000
53000	53999	1100	2.02	53000	102000	102999	2027	1.78	102000	150000	150999	2859	1.68	150000
54000	54999	1120	2.02	54000	103000	103999	2045	1.78	103000	150000	150999	2859	1.68	150000
55000	55999	1140	2.06	55000	104000	104999	2063	1.76	104000	150000	150999	2859	1.68	150000
56000	56999	1160	2.04	56000	105000	105999	2081	1.76	105000	150000	150999	2859	1.68	150000
57000	57999	1181	2.04	57000	106000	106999	2099	1.76	106000	150000	150999	2859	1.68	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants											Province: <i>Nunavut</i> No. of Children/N ^{bre} d'enfants: Four/Quatre			
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)		
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0			58000	58999	1434	2.42	58000	107000	107999	2519	2.10	107000
10820	10999	0	2.50	10820	59000	59999	1458	2.42	59000	108000	108999	2540	2.16	108000
11000	11999	25	6.42	11000	60000	60999	1482	2.32	60000	109000	109999	2562	2.14	109000
12000	12999	89	5.42	12000	61000	61999	1505	2.24	61000	110000	110999	2583	2.10	110000
13000	13999	143	5.28	13000	62000	62999	1527	2.26	62000	111000	111999	2604	2.16	111000
14000	14999	196	5.20	14000	63000	63999	1550	2.28	63000	112000	112999	2626	2.14	112000
15000	15999	248	5.16	15000	64000	64999	1573	2.30	64000	113000	113999	2647	2.10	113000
16000	16999	300	5.20	16000	65000	65999	1596	2.32	65000	114000	114999	2668	2.16	114000
17000	17999	352	5.04	17000	66000	66999	1619	2.24	66000	115000	115999	2690	2.14	115000
18000	18999	402	4.88	18000	67000	67999	1641	2.26	67000	116000	116999	2711	2.10	116000
19000	19999	451	4.84	19000	68000	68999	1664	2.28	68000	117000	117999	2732	2.16	117000
20000	20999	499	4.58	20000	69000	69999	1687	2.30	69000	118000	118999	2754	2.12	118000
21000	21999	545	4.56	21000	70000	70999	1710	2.32	70000	119000	119999	2775	2.10	119000
22000	22999	591	3.26	22000	71000	71999	1733	2.24	71000	120000	120999	2796	2.16	120000
23000	23999	624	1.84	23000	72000	72999	1755	2.26	72000	121000	121999	2818	2.12	121000
24000	24999	642	1.88	24000	73000	73999	1778	2.36	73000	122000	122999	2839	2.10	122000
25000	25999	661	2.00	25000	74000	74999	1802	2.34	74000	123000	123999	2860	2.16	123000
26000	26999	681	2.16	26000	75000	75999	1825	2.30	75000	124000	124999	2882	2.12	124000
27000	27999	703	2.20	27000	76000	76999	1848	2.38	76000	125000	125999	2903	2.10	125000
28000	28999	725	2.14	28000	77000	77999	1872	2.34	77000	126000	126999	2924	2.16	126000
29000	29999	746	2.18	29000	78000	78999	1895	2.32	78000	127000	127999	2946	1.92	127000
30000	30999	768	2.22	30000	79000	79999	1918	2.24	79000	128000	128999	2965	1.96	128000
31000	31999	790	2.14	31000	80000	80999	1940	2.28	80000	129000	129999	2985	1.92	129000
32000	32999	811	2.38	32000	81000	81999	1963	2.30	81000	130000	130999	3004	1.96	130000
33000	33999	835	2.34	33000	82000	82999	1986	2.14	82000	131000	131999	3024	1.90	131000
34000	34999	858	2.38	34000	83000	83999	2007	2.12	83000	132000	132999	3043	1.96	132000
35000	35999	882	2.56	35000	84000	84999	2028	2.18	84000	133000	133999	3063	2.00	133000
36000	36999	908	2.58	36000	85000	85999	2050	2.14	85000	134000	134999	3083	1.94	134000
37000	37999	934	2.58	37000	86000	86999	2071	2.12	86000	135000	135999	3102	2.00	135000
38000	38999	960	2.60	38000	87000	87999	2092	2.18	87000	136000	136999	3122	1.94	136000
39000	39999	986	2.52	39000	88000	88999	2114	2.14	88000	137000	137999	3141	1.98	137000
40000	40999	1011	2.52	40000	89000	89999	2135	2.12	89000	138000	138999	3161	1.94	138000
41000	41999	1036	2.24	41000	90000	90999	2156	2.18	90000	139000	139999	3180	1.98	139000
42000	42999	1058	2.22	42000	91000	91999	2178	2.14	91000	140000	140999	3200	1.92	140000
43000	43999	1080	2.30	43000	92000	92999	2199	2.10	92000	141000	141999	3219	1.98	141000
44000	44999	1103	2.24	44000	93000	93999	2220	2.18	93000	142000	142999	3239	1.92	142000
45000	45999	1125	2.28	45000	94000	94999	2242	2.14	94000	143000	143999	3258	1.96	143000
46000	46999	1148	2.22	46000	95000	95999	2263	2.10	95000	144000	144999	3278	1.92	144000
47000	47999	1170	2.36	47000	96000	96999	2284	2.18	96000	145000	145999	3297	1.96	145000
48000	48999	1194	2.38	48000	97000	97999	2306	2.14	97000	146000	146999	3317	1.90	146000
49000	49999	1218	2.38	49000	98000	98999	2327	2.10	98000	147000	147999	3336	1.96	147000
50000	50999	1242	2.38	50000	99000	99999	2348	2.18	99000	148000	148999	3356	2.00	148000
51000	51999	1266	2.40	51000	100000	100999	2370	2.14	100000	149000	149999	3376	1.94	149000
52000	52999	1290	2.40	52000	101000	101999	2391	2.10	101000	150000	150999	3395	1.94	150000
53000	53999	1314	2.40	53000	102000	102999	2412	2.18	102000	150000	150999	3395	1.94	150000
54000	54999	1338	2.40	54000	103000	103999	2434	2.14	103000	150000	150999	3395	1.94	150000
55000	55999	1362	2.40	55000	104000	104999	2455	2.10	104000	150000	150999	3395	1.94	150000
56000	56999	1386	2.40	56000	105000	105999	2476	2.16	105000	150000	150999	3395	1.94	150000
57000	57999	1410	2.42	57000	106000	106999	2498	2.14	106000	150000	150999	3395	1.94	150000

Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			
		From/ De	To/ À	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant
0	10819	0	0	2.50	10820	58000	58999	1628	2.70	58000	107000	107999	2854	2.44	107000
10820	10999	0	0	6.42	11000	59000	59999	1655	2.70	59000	108000	108999	2878	2.44	108000
11000	11999	25	25	5.42	12000	60000	60999	1682	2.60	60000	109000	109999	2902	2.44	109000
12000	12999	89	89	5.28	13000	61000	61999	1708	2.62	61000	110000	110999	2926	2.42	110000
13000	13999	143	143	5.20	14000	62000	62999	1734	2.54	62000	111000	111999	2950	2.42	111000
14000	14999	196	196	5.16	15000	63000	63999	1759	2.56	63000	112000	112999	2974	2.40	112000
15000	15999	248	248	5.20	16000	64000	64999	1785	2.56	64000	113000	113999	2998	2.40	113000
16000	16999	300	300	5.04	17000	65000	65999	1811	2.58	65000	114000	114999	3022	2.40	114000
17000	17999	352	352	4.88	18000	66000	66999	1837	2.60	66000	115000	115999	3046	2.38	115000
18000	18999	402	402	4.84	19000	67000	67999	1863	2.62	67000	116000	116999	3070	2.38	116000
19000	19999	451	451	4.58	20000	68000	68999	1889	2.54	68000	117000	117999	3094	2.36	117000
20000	20999	499	499	4.56	21000	69000	69999	1914	2.56	69000	118000	118999	3118	2.36	118000
21000	21999	545	545	4.56	22000	70000	70999	1940	2.56	70000	119000	119999	3142	2.46	119000
22000	22999	591	591	4.56	23000	71000	71999	1966	2.58	71000	120000	120999	3167	2.44	120000
23000	23999	637	637	4.56	24000	72000	72999	1992	2.60	72000	121000	121999	3191	2.44	121000
24000	24999	683	683	4.56	25000	73000	73999	2018	2.60	73000	122000	122999	3215	2.44	122000
25000	25999	729	729	3.56	26000	74000	74999	2044	2.68	74000	123000	123999	3239	2.42	123000
26000	26999	775	775	2.52	27000	75000	75999	2071	2.64	75000	124000	124999	3263	2.42	124000
27000	27999	811	811	2.52	28000	76000	76999	2097	2.62	76000	125000	125999	3287	2.42	125000
28000	28999	836	836	2.52	29000	77000	77999	2123	2.58	77000	126000	126999	3311	2.40	126000
29000	29999	861	861	2.54	30000	78000	78999	2149	2.56	78000	127000	127999	3335	2.20	127000
30000	30999	886	886	2.54	31000	79000	79999	2175	2.60	79000	128000	128999	3357	2.18	128000
31000	31999	911	911	2.44	32000	80000	80999	2201	2.54	80000	129000	129999	3379	2.18	129000
32000	32999	935	935	2.36	33000	81000	81999	2226	2.58	81000	130000	130999	3401	2.18	130000
33000	33999	959	959	2.26	34000	82000	82999	2252	2.44	82000	131000	131999	3423	2.18	131000
34000	34999	982	982	2.56	35000	83000	83999	2276	2.42	83000	132000	132999	3445	2.18	132000
35000	35999	1008	1008	2.90	36000	84000	84999	2300	2.42	84000	133000	133999	3467	2.18	133000
36000	36999	1037	1037	2.92	37000	85000	85999	2324	2.40	85000	134000	134999	3489	2.16	134000
37000	37999	1066	1066	2.82	38000	86000	86999	2348	2.40	86000	135000	135999	3511	2.16	135000
38000	38999	1094	1094	2.88	39000	87000	87999	2372	2.40	87000	136000	136999	3533	2.16	136000
39000	39999	1123	1123	2.80	40000	88000	88999	2396	2.38	88000	137000	137999	3555	2.16	137000
40000	40999	1151	1151	2.82	41000	89000	89999	2420	2.38	89000	138000	138999	3577	2.26	138000
41000	41999	1179	1179	2.54	42000	90000	90999	2444	2.38	90000	139000	139999	3600	2.24	139000
42000	42999	1204	1204	2.54	43000	91000	91999	2468	2.46	91000	140000	140999	3622	2.24	140000
43000	43999	1229	1229	2.52	44000	92000	92999	2492	2.46	92000	141000	141999	3644	2.24	141000
44000	44999	1254	1254	2.58	45000	93000	93999	2517	2.44	93000	142000	142999	3666	2.24	142000
45000	45999	1280	1280	2.52	46000	94000	94999	2541	2.44	94000	143000	143999	3688	2.24	143000
46000	46999	1305	1305	2.58	47000	95000	95999	2565	2.44	95000	144000	144999	3710	2.22	144000
47000	47999	1331	1331	2.72	48000	96000	96999	2589	2.42	96000	145000	145999	3732	2.22	145000
48000	48999	1358	1358	2.74	49000	97000	97999	2613	2.42	97000	146000	146999	3754	2.22	146000
49000	49999	1385	1385	2.74	50000	98000	98999	2637	2.42	98000	147000	147999	3776	2.22	147000
50000	50999	1412	1412	2.74	51000	99000	99999	2661	2.40	99000	148000	148999	3798	2.22	148000
51000	51999	1439	1439	2.74	52000	100000	100999	2685	2.40	100000	149000	149999	3820	2.22	149000
52000	52999	1466	1466	2.72	53000	101000	101999	2709	2.38	101000	150000	150999	3842	2.22	150000
53000	53999	1493	1493	2.72	54000	102000	102999	2733	2.38	102000	150000	150999	3842	2.22	150000
54000	54999	1520	1520	2.72	55000	103000	103999	2757	2.38	103000	150000	150999	3842	2.22	150000
55000	55999	1547	1547	2.72	56000	104000	104999	2781	2.36	104000	150000	150999	3842	2.22	150000
56000	56999	1574	1574	2.72	57000	105000	105999	2805	2.36	105000	150000	150999	3842	2.22	150000
57000	57999	1601	1601	2.72	57000	106000	106999	2829	2.46	106000	150000	150999	3842	2.22	150000

Federal Child Support Tables/ Tableaux fédéraux de pensions alimentaires pour enfants										Province: <i>Nanavut</i>	
Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			Income/ Revenu (\$)		Monthly Award/ Paiement mensuel (\$)			No. of Children/N ^{bre} d' enfants: Six or more/Six ou plus	
From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À	Basic Amount/ Montant de base	Plus (%)	Of Income Over/ Du revenu dépassant	From/ De	To/ À
0	10819	0			58000	58999	1792	2.98	58000	107000	107999
10820	10999	0	2.50	10820	59000	59999	1822	2.92	59000	108000	108999
11000	11999	25	6.42	11000	60000	60999	1851	2.86	60000	109000	109999
12000	12999	89	5.42	12000	61000	61999	1880	2.82	61000	110000	110999
13000	13999	143	5.28	13000	62000	62999	1908	2.88	62000	111000	111999
14000	14999	196	5.20	14000	63000	63999	1937	2.84	63000	112000	112999
15000	15999	248	5.16	15000	64000	64999	1965	2.80	64000	113000	113999
16000	16999	300	5.20	16000	65000	65999	1993	2.86	65000	114000	114999
17000	17999	352	5.04	17000	66000	66999	2022	2.82	66000	115000	115999
18000	18999	402	4.88	18000	67000	67999	2050	2.88	67000	116000	116999
19000	19999	451	4.84	19000	68000	68999	2079	2.84	68000	117000	117999
20000	20999	499	4.58	20000	69000	69999	2107	2.80	69000	118000	118999
21000	21999	545	4.56	21000	70000	70999	2135	2.86	70000	119000	119999
22000	22999	591	4.56	22000	71000	71999	2164	2.82	71000	120000	120999
23000	23999	637	4.56	23000	72000	72999	2192	2.88	72000	121000	121999
24000	24999	683	4.56	24000	73000	73999	2221	2.94	73000	122000	122999
25000	25999	729	4.56	25000	74000	74999	2250	2.84	74000	123000	123999
26000	26999	775	4.56	26000	75000	75999	2278	2.86	75000	124000	124999
27000	27999	821	4.56	27000	76000	76999	2307	2.88	76000	125000	125999
28000	28999	867	4.56	28000	77000	77999	2336	2.90	77000	126000	126999
29000	29999	913	4.56	29000	78000	78999	2365	2.82	78000	127000	127999
30000	30999	959	4.56	30000	79000	79999	2393	2.80	79000	128000	128999
31000	31999	1005	3.56	31000	80000	80999	2421	2.80	80000	129000	129999
32000	32999	1041	2.62	32000	81000	81999	2449	2.80	81000	130000	130999
33000	33999	1067	2.58	33000	82000	82999	2477	2.60	82000	131000	131999
34000	34999	1093	2.60	34000	83000	83999	2503	2.66	83000	132000	132999
35000	35999	1119	2.86	35000	84000	84999	2530	2.62	84000	133000	133999
36000	36999	1148	2.94	36000	85000	85999	2556	2.60	85000	134000	134999
37000	37999	1177	3.14	37000	86000	86999	2582	2.66	86000	135000	135999
38000	38999	1208	3.12	38000	87000	87999	2609	2.62	87000	136000	136999
39000	39999	1239	3.00	39000	88000	88999	2635	2.68	88000	137000	137999
40000	40999	1269	3.08	40000	89000	89999	2662	2.64	89000	138000	138999
41000	41999	1300	2.74	41000	90000	90999	2688	2.60	90000	139000	139999
42000	42999	1327	2.78	42000	91000	91999	2714	2.66	91000	140000	140999
43000	43999	1355	2.74	43000	92000	92999	2741	2.62	92000	141000	141999
44000	44999	1382	2.76	44000	93000	93999	2767	2.68	93000	142000	142999
45000	45999	1410	2.76	45000	94000	94999	2794	2.64	94000	143000	143999
46000	46999	1438	2.76	46000	95000	95999	2820	2.60	95000	144000	144999
47000	47999	1466	2.96	47000	96000	96999	2846	2.66	96000	145000	145999
48000	48999	1496	2.92	48000	97000	97999	2873	2.62	97000	146000	146999
49000	49999	1525	2.96	49000	98000	98999	2899	2.68	98000	147000	147999
50000	50999	1555	3.00	50000	99000	99999	2926	2.64	99000	148000	148999
51000	51999	1585	2.94	51000	100000	100999	2952	2.60	100000	149000	149999
52000	52999	1614	2.96	52000	101000	101999	2978	2.66	101000	150000	150999
53000	53999	1644	3.00	53000	102000	102999	3005	2.62	102000	150000	150999
54000	54999	1674	2.94	54000	103000	103999	3031	2.60	103000	150000	150999
55000	55999	1703	2.98	55000	104000	104999	3057	2.66	104000	150000	150999
56000	56999	1733	3.02	56000	105000	105999	3084	2.62	105000	150000	150999
57000	57999	1763	2.94	57000	106000	106999	3110	2.68	106000	150000	150999

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Guidelines.)

Issue and objectives

These Guidelines amend the *Federal Child Support Guidelines* (Federal Guidelines) that came into force on May 1, 1997, pursuant to section 26.1 of the *Divorce Act*. The Federal Guidelines consist of a set of rules and tables used by the courts to determine child support. The Federal Child Support Tables (Federal Tables) were last updated on May 1, 2006, based on 2004 tax rules. An update of those Federal Tables is required to maintain their current value while upholding the fairness, consistency and predictability of the Federal Guidelines.

The updated Federal Tables were generated using the same child support formula as the one that was used for previous versions of the Federal Tables (1997 and 2006). The amendments are the result of the application of more recent tax rules and do not constitute new policy.

The amendments accomplish a number of goals that include

- maintaining the fairness of the child support amounts by reflecting more recent tax rules;
- upholding the fairness, consistency and predictability of the Federal Guidelines by ensuring that child support amounts are based on parents' current ability to pay; and
- establishing a fair standard of support for children while ensuring that they continue to benefit from the financial means of both their parents after separation.

In addition, the update gives effect to the recommendation contained in the report entitled *Children Come First: a Report to Parliament Reviewing the Provisions and Operation of the Federal Child Support Guidelines* tabled in 2002 and in the Federal-Provincial-Territorial (FPT) Family Law Committee Report, *Putting Children First*, released in 2002. Both reports recommended that, with the agreement of the provinces and territories, the Federal Tables be updated every five years or more frequently if there are changes to federal, provincial or territorial taxes that would have a major impact on the table amounts. FPT governments monitor and discuss the Federal Tables on an annual basis and they all recognized the need to update the Federal Tables in 2011 in accordance with this recommendation.

The Federal Guidelines are a recognized and well-established access to justice tool. Updating the Federal Tables supports the implementation of the Supporting Families Experiencing Separation and Divorce Initiative (SFI), a five-year family law initiative that began in 2009. The SFI has been created to help reduce the emotional and financial stress on families when parents separate or divorce and to ensure that Canadian families continue to be well served. One key objective of the SFI is to facilitate access to justice for families going through separation or divorce.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLÉMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie des Lignes directrices.)

Question et objectifs

Ces lignes directrices modifient les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* (Lignes directrices fédérales) qui sont entrées en vigueur le 1^{er} mai 1997, en vertu de l'article 26.1 de la *Loi sur le divorce*. Les Lignes directrices fédérales sont un ensemble de règles et de tables qu'utilisent les tribunaux pour fixer les pensions alimentaires pour enfants. La dernière modification des Tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants (Tables fédérales) remonte au 1^{er} mai 2006, et ce basée sur les règles fiscales de 2004. Il est nécessaire de mettre ces Tables fédérales à jour afin d'en maintenir la valeur courante tout en maintenant la prévisibilité, l'objectivité et l'équité des Lignes directrices fédérales.

Les modifications aux Tables fédérales ont été établies en utilisant la même formule de pensions alimentaires pour enfants que les versions antérieures des Tables fédérales (1997 et 2006). Les modifications sont le résultat de l'application de règles fiscales plus récentes et ne constituent pas une nouvelle politique.

Les modifications atteignent plusieurs objectifs, notamment :

- préserver l'équité des montants des pensions alimentaires pour enfants en utilisant des règles fiscales récentes;
- préserver la prévisibilité, l'objectivité et l'équité des Lignes directrices fédérales en assurant que les pensions alimentaires pour enfants soient fondées sur la capacité de payer des parents;
- établir une norme équitable de pensions alimentaires permettant aux enfants de continuer de bénéficier des moyens financiers des deux parents après la séparation.

De plus, la mise à jour met en œuvre la recommandation que contenaient le rapport de 2002 intitulé *Les enfants d'abord : rapport au Parlement concernant les dispositions et l'application des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* ainsi que le rapport du Comité fédéral/provincial/territorial (FPT) sur le droit de la famille, intitulé *L'enfant d'abord !*, publié en 2002. Les deux rapports recommandent, qu'avec l'accord des provinces et des territoires, les Tables fédérales soient mises à jour tous les cinq ans ou de manière plus ponctuelle si des modifications apportées aux lois fédérales, provinciales ou territoriales sur l'impôt ont une incidence significative sur les montants des tables. Les Tables fédérales sont contrôlées et analysées chaque année par les gouvernements FPT, et ces derniers reconnaissent tous la nécessité de mettre à jour les Tables fédérales en 2011, conformément à la recommandation des deux rapports.

Les Lignes directrices fédérales sont un outil d'accès à la justice reconnu. La modification appuie la mise en œuvre de l'Initiative de soutien des familles vivant une séparation ou un divorce (l'ISF), une initiative quinquennale sur le droit de la famille, qui a été lancée en 2009. L'ISF a été instaurée afin d'aider à diminuer le stress émotionnel et financier que subissent les familles lorsque les parents se séparent ou divorcent et de garantir que les familles canadiennes qui vivent une séparation ou un divorce continuent d'être bien servies. Un des objectifs de l'ISF est d'améliorer l'accès à la justice pour les familles qui font face à la séparation ou le divorce.

Description and rationale

1. Schedule I — Federal Child Support Tables — Note 3

Note 3 to Schedule I explains how to determine the child support amount for a given income and jurisdiction, using the Federal Tables. The Federal Tables set out the child support amount based on income in increments of \$1,000. The note provides an example of how to calculate the precise child support amount when the applicable income amount falls between two \$1,000 income intervals. The amendments revise the amounts given in the example to reflect the updates to the Federal Tables.

2. Schedule I — Federal Child Support Tables

Schedule I of the Federal Guidelines contains the Federal Tables. There is a separate table for each province and territory to reflect their different tax rules. The Federal Tables set out the amount of monthly child support payments based on the paying parent's income, the number of children for whom support is sought and the paying parent's province or territory of residence.

The amendments replace the current Federal Tables with updated tables based on more recent tax rules (2010).

The Federal Tables are based on a mathematical formula that takes into account parents' incomes as well as FPT tax rules to produce child support amounts reflecting parents' ability to pay. A software program that uses this formula generates child support amounts for families of one to six or more children, for income levels in \$1,000 increments (up to \$150,000) for each province and territory. Because of differences in provincial and territorial tax rules, each province and territory has a separate set of tables. When changes to tax rules affect parents' disposable incomes, it may increase or decrease the amount of child support that parents are able to pay. Accordingly, due to various changes to tax rules in most jurisdictions since the Federal Tables were last updated in 2006, child support amounts in the updated version of the tables may have either increased or decreased from those set out in the previous Federal Tables. Overall, for all jurisdictions, at all incomes and for any number of children, compared to the 2006 Federal Tables, the updated amounts, on average, do not increase by more than 3% or decrease by more than 4%. The changes in the child support amounts can be attributed to increases in the federal basic personal amount and amount for an eligible dependent; the introduction of the amount for children born in 1993 or later; the introduction of the working income tax benefit; and provincial changes in tax rules (provincial tax rate, credit, etc.).

Each province and territory has reviewed the table for its jurisdiction and supports the amendments. All Federal Tables are amended simultaneously to maintain fairness and uniformity

Description et justification

1. Annexe I — Tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants — Note 3

La note 3 de l'Annexe I explique comment fixer la pension alimentaire pour enfants pour un revenu et une province ou un territoire donnés, au moyen des Tables fédérales. Les Tables fédérales comprennent des pensions alimentaires pour enfants fondées sur le revenu, par tranches de 1 000 \$. La note contient un exemple de calcul précis du montant de la pension alimentaire pour enfants lorsque le revenu applicable se situe entre deux tranches de 1 000 \$. Les montants fournis dans l'exemple sont modifiés afin de refléter la mise à jour des Tables fédérales.

2. Annexe I — Tables fédérales de pensions alimentaires pour enfants

L'Annexe I des Lignes directrices fédérales contient les Tables fédérales. Il existe une table distincte pour chaque province et territoire afin de prendre en compte leurs différentes règles fiscales. Les Tables fédérales prévoient le montant mensuel des pensions alimentaires pour enfants fondé sur le revenu du parent payeur, le nombre d'enfants à l'égard desquels une pension alimentaire est demandée et la province ou le territoire de résidence du parent payeur.

Les modifications remplacent les Tables fédérales actuelles par des tables mises à jour grâce à des règles fiscales plus récentes (2010).

Les Tables fédérales reposent sur une formule mathématique qui tient compte des revenus des parents et des règles fiscales FPT afin d'établir des montants de pension alimentaire pour enfants basés sur la capacité de payer des parents. Un logiciel utilisant cette formule génère des montants de pensions alimentaires pour les familles comptant de un à six enfants ou plus, et ce pour tous les niveaux de revenus, par tranches de 1 000 \$ (jusqu'à concurrence de 150 000 \$) pour chaque province et territoire. En raison des règles fiscales différentes dans les provinces et les territoires, une table est produite pour chaque ressort. Lorsque des modifications aux règles fiscales ont une incidence sur les revenus disponibles des parents, cela peut augmenter ou diminuer la pension alimentaire pour enfants que les parents ont la capacité de payer. Ainsi, en raison des nombreuses modifications aux règles fiscales dans la plupart des provinces et territoires depuis la dernière mise à jour des Tables fédérales en 2006, les montants des pensions alimentaires pour enfants dans les nouvelles Tables fédérales peuvent avoir augmenté ou diminué par rapport à ceux des Tables fédérales précédentes. Dans l'ensemble, et ce pour toutes les juridictions, pour tous les revenus et peu importe le nombre d'enfants, les montants mis à jour, en moyenne, augmentent d'au plus 3 % ou diminuent d'au plus 4 % comparativement aux Tables fédérales de 2006. Les changements dans le montant des pensions alimentaires pour enfants peuvent être attribués aux augmentations du montant personnel de base fédéral et du montant pour une personne à charge admissible; à l'adoption du montant pour enfants nés en 1993 ou après; à l'adoption de la prestation fiscale pour le revenu de travail; ainsi qu'aux modifications apportées par les provinces à certaines règles fiscales (taux d'impôt provincial, crédits, etc.).

Les provinces et territoires ont examiné leur table respective et appuient les modifications. Toutes les Tables fédérales sont modifiées simultanément afin qu'elles soient équitables et uniformes

across the country and to reduce any confusion that may arise as to which tables apply.

3. Coming into force

The amendments will come into force on December 31, 2011. Until that date, the 2006 version of the Federal Tables continues to apply. Courts and parents, however, may want to consider that the Federal Tables will change on December 31, 2011. If applicable, orders or agreements obtained between the date of this registration and the coming into force of the amendments could include a provision outlining what child support amount should be paid as of December 31, 2011.

Where the amount of child support includes a determination made in accordance with the applicable Federal Tables, the coming into force of the updated Federal Tables constitutes grounds for variation, by the courts, in respect of a child support order where application of the updated Federal Tables results in a different child support amount.

Consultation

Consultation and collaboration took place between federal, provincial and territorial governments in developing the updated Federal Tables. All provinces and territories closely reviewed their respective updated tables and consulted with their finance departments, when appropriate.

All provinces and territories have incorporated the Federal Tables by reference into their respective provincial child support laws, except for Quebec (which adopted different guidelines and tables to determine child support) and Ontario (which reproduced the Federal Tables in their provincial child support guidelines as opposed to incorporating them by reference). This means that in most jurisdictions, the provincial or territorial child support tables will be automatically updated when the updated tables come into force in the Federal Guidelines.

Implementation, enforcement and service standards

These amendments are meant to assist parents and the courts in complying with the objectives of the Federal Guidelines.

Work will be ongoing with the provinces and territories to ensure that family justice services, such as provincial recalculation services and maintenance enforcement programs, are properly advised of the updated Federal Tables in order to best adapt to them. In addition, various access to justice tools, including communication products, public legal education and information material, will be updated as needed.

Contact

Meaghan Enright
Counsel
Family, Children and Youth Section
Department of Justice
Ottawa, Ontario
K1A 0H8
Telephone: 613-957-4691
Fax: 613-952-9600
Email: meaghan.enright@justice.gc.ca

dans tout le pays et afin de réduire toute confusion qui pourrait survenir quant à leur application.

3. Entrée en vigueur

La modification entrera en vigueur le 31 décembre 2011. Les Tables fédérales de 2006 s'appliqueront jusqu'à cette date. Cependant, les tribunaux et les parents voudront peut-être tenir compte du fait que les Tables fédérales changeront le 31 décembre 2011. S'il y a lieu, les ordonnances et ententes obtenues après la date d'enregistrement des modifications et avant leur entrée en vigueur pourraient comprendre une clause prévoyant le montant de la pension alimentaire pour enfants qui devra être payé en date du 31 décembre 2011.

Lorsque le montant d'une pension alimentaire pour enfants comprend une détermination faite conformément aux Tables fédérales applicables, l'entrée en vigueur de la modification constitue un changement de situation au titre duquel une ordonnance alimentaire modificative pourrait être rendue, par les tribunaux, dans les cas où l'application des Tables fédérales mises à jour entraînerait un nouveau montant de pension alimentaire pour enfants.

Consultation

Le développement de la mise à jour des Tables fédérales a été fait en collaboration avec les gouvernements FPT. Toutes les provinces et tous les territoires ont examiné avec soin leur table respective et, au besoin, ont consulté le ministère des Finances de leur ressort.

Toutes les provinces et tous les territoires ont incorporé par renvoi les Tables fédérales dans leur régime de pensions alimentaires pour enfants, à l'exception du Québec (qui a adopté des lignes directrices et des tables différentes) et de l'Ontario (qui a reproduit les Tables fédérales dans ses lignes directrices provinciales au lieu de les incorporer par renvoi). Cela signifie que dans la plupart des provinces et territoires, les tables provinciales et territoriales de pensions alimentaires pour enfants seront automatiquement mises à jour lors de l'entrée en vigueur des Tables fédérales.

Mise en œuvre, application et normes de service

Ces modifications sont destinées à aider les parents et les tribunaux à respecter l'intention des Lignes directrices fédérales.

Les travaux avec les provinces et les territoires se poursuivront pour veiller à ce que les services de justice familiale, tels que les services provinciaux de nouveau calcul et les programmes d'exécution des ordonnances alimentaires, soient bien informés de la mise à jour des Tables fédérales et ce afin de s'y adapter le mieux possible. De plus, différents outils d'accès à la justice, notamment les produits de communication et les documents de vulgarisation et d'information juridiques, seront mis à jour au besoin.

Personne-ressource

Meaghan Enright
Avocate
Section de la famille, des enfants et des adolescents
Ministère de la Justice
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8
Téléphone : 613-957-4691
Télécopieur : 613-952-9600
Courriel : meaghan.enright@justice.gc.ca

Registration
SOR/2011-268 November 21, 2011

SPECIAL ECONOMIC MEASURES ACT

Regulations Amending the Special Economic Measures (Iran) Regulations

P.C. 2011-1347 November 17, 2011

Whereas the Governor in Council is of the opinion that the situation in Iran constitutes a grave breach of international peace and security that has resulted or is likely to result in a serious international crisis;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Foreign Affairs, pursuant to subsections 4(1) to (3) of the *Special Economic Measures Act*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Special Economic Measures (Iran) Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE SPECIAL ECONOMIC MEASURES (IRAN) REGULATIONS

AMENDMENTS

1. The portion of section 3 of the *Special Economic Measures (Iran) Regulations*¹ before paragraph (a) is replaced by the following:

3. It is prohibited for any person in Canada and any Canadian outside Canada to

2. The Regulations are amended by adding the following after section 3:

3.1 Section 3 does not apply in respect of

(a) loan repayments to any person in Canada, or any Canadian abroad, in respect of loans entered into before July 22, 2010, enforcement of security in respect of those loans, or payments by guarantors guaranteeing those loans;

(b) pension payments to any person in Canada or any Canadian abroad;

(c) any transaction in respect of the accounts at a Canadian financial institution that are used for the regular business of the Embassy of Iran or its consular missions in Canada;

(d) any transaction in respect of the accounts at an Iranian financial institution that are used for the regular business of the Embassy of Canada or its consular missions in Iran;

(e) any transaction to international organizations with diplomatic status, United Nations agencies, the International Red Cross and Red Crescent Movement, or Canadian non-governmental organizations that have entered into a grant or contribution agreement with the Department of Foreign Affairs and International Trade and the Canadian International Development Agency, for the purpose of pursuing humanitarian relief work in Iran; and

(f) any transactions necessary for a Canadian to transfer any existing accounts, funds or investments of a Canadian held with a designated person to a non-designated person.

^a S.C. 1992, c. 17
¹ SOR/2010-165

Enregistrement
DORS/2011-268 Le 21 novembre 2011

LOI SUR LES MESURES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Règlement modifiant le Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran

C.P. 2011-1347 Le 17 novembre 2011

Attendu que le gouverneur en conseil juge que la situation en Iran constitue une rupture sérieuse de la paix et de la sécurité internationales et a entraîné ou est susceptible d'entraîner une grave crise internationale,

À ces causes, sur recommandation du ministre des Affaires étrangères et en vertu des paragraphes 4(1) à (3) de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*^a, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES MESURES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES VISANT L'IRAN

MODIFICATIONS

1. Le passage de l'article 3 du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran*¹ précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

3. Il est interdit à toute personne au Canada et à tout Canadien à l'étranger :

2. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 3, de ce qui suit :

3.1 L'article 3 ne s'applique pas à l'égard de ce qui suit :

a) le remboursement à toute personne au Canada ou à tout Canadien à l'étranger d'emprunts contractés avant le 22 juillet 2010, la réalisation des sûretés relatives à de tels emprunts ou les paiements effectués par leurs garants;

b) les versements de pensions à toute personne au Canada ou à tout Canadien à l'étranger;

c) toute transaction relative aux comptes dans une institution financière canadienne utilisés pour les affaires courantes de l'ambassade d'Iran ou de ses missions consulaires au Canada;

d) toute transaction relative aux comptes dans une institution financière iranienne utilisés pour les affaires courantes de l'ambassade du Canada ou de ses missions consulaires en Iran;

e) toute transaction relative aux organisations internationales ayant un statut diplomatique, aux institutions des Nations Unies, au Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ou aux organisations non gouvernementales canadiennes qui ont conclu un accord de subvention ou de contribution avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et l'Agence canadienne de développement international, en vue d'effectuer des travaux de secours humanitaire en Iran;

f) toute transaction nécessaire pour qu'un Canadien transfère d'une personne désignée à une personne non désignée les comptes, fonds ou investissements existants de Canadiens.

^a L.C. 1992, ch. 17
¹ DORS/2010-165

3. Subsection 4(1) of the (1) Regulations is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) any goods used in the petrochemical, oil or natural gas industry, other than

- (i) goods that are required to be) exported, sold, supplied or shipped further to a contract entered into before November 22, 2011, and
- (ii) goods the export, sale, supply or shipping of which is prohibited by paragraph (b);

(2) Subparagraph 4(1)(d)(ii) of the Regulations is replaced by the following:

- (ii) items 5400 and 5505, unless the export, sale, supply or shipment of the good is otherwise prohibited by these Regulations.

4. Section 5 of the Regulations is amended by striking out “or” at the end of paragraph (b), by adding “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) provide or acquire any financial services to, from or for the benefit of, or on the direction or order of, Iran or any person in Iran, other than

- (i) financial services that are required to be provided or acquired further to a contract entered into before November 22, 2011,
- (ii) financial services the provision or acquisition of which are otherwise prohibited by these Regulations,
- (iii) financial services in respect of pension payments to any person in Canada or any Canadian abroad,
- (iv) financial services in respect of pension payments to any person in Iran,
- (v) financial services in respect of the accounts at a Canadian financial institution that are used for the regular business of the Embassy of Iran or its consular missions in Canada,
- (vi) financial services in respect of the accounts at an Iranian financial institution that are used for the regular business of the Embassy of Canada or its consular missions in Iran, or for the personal banking of their employees,
- (vii) financial services in respect of non-commercial remittances of \$40,000 or less sent to or from Iran or any person in Iran, if the person providing the financial services keeps a record of the transaction, and
- (viii) financial services in respect of any transaction with international organizations with diplomatic status, United Nations agencies, the International Red Cross and Red Crescent Movement, or Canadian non-governmental organizations that have entered into a grant or contribution agreement with the Department of Foreign Affairs and International Trade and the Canadian International Development Agency, for the purpose of pursuing humanitarian relief work in Iran.

5. Section 7 of the Regulations is replaced by the following:

7. It is prohibited for any person in Canada and any Canadian outside Canada to provide a vessel that is owned or controlled by, or operating on behalf of, the Islamic Republic of Iran Shipping Lines with insurance services, or stevedoring, bunkering and lighterage and similar services, for the vessel’s operation or maintenance.

3. (1) Le paragraphe 4(1) du même règlement est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit :

b.1) marchandises employées dans l’industrie de la pétrochimie, du pétrole ou du gaz naturel, sauf :

- (i) celles qui doivent être exportées, vendues, fournies ou envoyées en vertu d’un contrat conclu avant le 22 novembre 2011,
- (ii) celles dont l’exportation, la vente, la fourniture ou l’envoi sont interdits par l’alinéa b);

(2) Le sous-alinéa 4(1)d)(ii) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

- (ii) aux articles 5400 et 5505, à moins que l’exportation, la vente, la fourniture ou l’envoi des marchandises visées ne soient interdits par d’autres dispositions du présent règlement.

4. L’article 5 du même règlement est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) de fournir tout service financier à l’Iran ou à toute personne qui s’y trouve, pour leur bénéfice ou en exécution d’une directive ou d’un ordre qu’ils ont donné, ou d’acquiescer de tels services auprès de ceux-ci, sauf s’il s’agit de services financiers :

- (i) qui doivent être fournis ou acquis en vertu d’un contrat conclu avant le 22 novembre 2011,
- (ii) dont la fourniture ou l’acquisition sont interdites par d’autres dispositions du présent règlement,
- (iii) relatifs au versement d’une pension à toute personne au Canada ou à tout Canadien à l’étranger,
- (iv) relatifs au versement d’une pension à toute personne en Iran,
- (v) relatifs à tout compte dans une institution financière canadienne utilisé pour les affaires courantes de l’ambassade d’Iran ou de ses missions consulaires au Canada,
- (vi) relatifs à tout compte dans une institution financière iranienne utilisé pour les affaires courantes de l’ambassade du Canada ou de ses missions consulaires en Iran ou pour les affaires bancaires des employés de celles-ci,
- (vii) relatifs à l’envoi d’argent de nature non commerciale de moins de 40 000 \$ à l’Iran ou à toute personne qui s’y trouve ou en provenance de l’Iran ou de toute personne qui s’y trouve, pourvu que la personne qui fournit les services financiers tienne un dossier sur la transaction,
- (viii) relatifs à toute transaction avec les organisations internationales ayant un statut diplomatique, les institutions des Nations Unies, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ou les organisations non gouvernementales canadiennes qui ont conclu un accord de subvention ou de contribution avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et l’Agence canadienne de développement international, en vue d’effectuer des travaux de secours humanitaire en Iran;

5. L’article 7 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

7. Il est interdit à toute personne au Canada et à tout Canadien à l’étranger de fournir à un navire appartenant à la compagnie de navigation Islamic Republic of Iran Shipping Lines, contrôlé par elle ou exploité pour son compte, des services d’assurance ou des services d’arrimage, de mazoutage, d’aconage ou des services semblables d’exploitation ou d’entretien de navire.

6. The Regulations are amended by adding the following after section 8:

8.1 The prohibitions in sections 4 to 8 do not apply with respect to an activity that has as its purpose the safeguarding of human life, disaster relief, or the providing of medicine or medical supplies.

7. The heading before section 13 and sections 13 and 14 of the Regulations are repealed.

8. Items 6, 8, 13, 15, 17, 29, 92, 130, 161, 174 and 183 of Part 1 of Schedule 1 to the Regulations are repealed.

9. Part 1 of Schedule 1 to the Regulations is amended by adding the following after item 279:

280. Advanced Fibres Development Company
281. Ansar Bank
282. Aras Farayande
283. Arfa Paint Company (also known as Arfeh Company)
284. Arya Niroo Nik
285. Ashtian Tablo (also known as Bals Alman)
286. Azarab Industries
287. Bank Kargoshaee (also known as Bank Melli Iran Investment Company (BMIIIC) and Bank Melli Printing and Publishing Company (BMPPC))
288. Bank Refah
289. Banque Sina
290. Bonab Research Centre
291. Bonyad Taavon Sepah
292. EDBI Exchange Company, Tehran-based
293. EDBI Stock Brokerage Company
294. Electronic Components Industries (ECI)
295. EMKA Company
296. ESNICO (Equipment Supplier for Nuclear Industries Corporation)
297. Etemad Amin Invest Company Mobin
298. Fajr Aviation Composite Industries
299. Farasepehr Engineering Company
300. Fulmen (also known as Fulmen Company)
301. Hafize Darya Shipping Lines (HDSL)
302. Hirbod Co.
303. Hosseini Nejad Trading Company
304. Industrial Development & Renovation Organization (IDRO)
305. Iran Centrifuge Technology Company
306. Iran Insurance Company
307. Iran Marine Industrial Company (SADRA)
308. Iran Saffron Company
309. Iranian Aviation Industries Organization (IAIO)
310. Loghman Pharmaceutical & Hygienic Co.

6. Le même règlement est modifié par adjonction, après l'article 8, de ce qui suit :

8.1 Aucune des interdictions visées aux articles 4 à 8 ne s'applique à une activité qui a pour but la protection de la vie humaine, la fourniture de secours aux sinistrés ou la fourniture de médicaments et de matériel médical.

7. L'intertitre précédant l'article 13 et les articles 13 et 14 du même règlement sont abrogés.

8. Les articles 6, 8, 13, 15, 17, 29, 92, 130, 161, 174 et 183 de la partie 1 de l'annexe 1 du même règlement sont abrogés.

9. La partie 1 de l'annexe 1 du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 279, de ce qui suit :

280. Advanced Fibres Development Company
281. Ansar Bank
282. Aras Farayande
283. Arfa Paint Company (aussi connue sous le nom de Arfeh Company)
284. Arya Niroo Nik
285. Ashtian Tablo (aussi connu sous le nom de Bals Alman)
286. Azarab Industries
287. Banque Kargoshaee (aussi connue sous le nom de Bank Melli Iran Investment Company (BMIIIC) et de Bank Melli Printing and Publishing Company (BMPPC))
288. Banque Refah
289. Banque Sina
290. Centre de recherche de Bonab
291. Bonyad Taavon Sepah
292. EDBI Exchange Company, dont le siège social est à Téhéran
293. EDBI Stock Brokerage Company
294. Electronic Components Industries (ECI)
295. EMKA Company
296. ESNICO (Equipment Supplier for Nuclear Industries Corporation)
297. Etemad Amin Invest Company Mobin
298. Fajr Aviation Composite Industries
299. Farasepehr Engineering Company
300. Fulmen (aussi connue sous le nom de Fulmen Company)
301. Hafize Darya Shipping Lines (HDSL)
302. Hirbod Co.
303. Hosseini Nejad Trading Company
304. Organisation pour la rénovation et le développement industriel (IDRO)
305. Iran Centrifuge Technology Company
306. Iran Insurance Company
307. Iran Marine Industrial Company (SADRA)
308. Iran Saffron Company
309. Iranian Aviation Industries Organization (IAIO)
310. Loghman Pharmaceutical & Hygienic Co.

- | | |
|---|--|
| 311. Marou Sanat | 311. Marou Sanat |
| 312. MASNA (Moierat Saakht Nirooghaye Atomi Iran) (also known as Managing Company for the Construction of Nuclear Power Plants) | 312. MASNA (Moierat Saakht Nirooghaye Atomi Iran) (aussi connue sous le nom de Société de gestion de la construction des centrales nucléaires) |
| 313. Mehr Bank | 313. Mehr Bank |
| 314. Melli Agrochemical Company PJS | 314. Melli Agrochemical Company PJS |
| 315. Moallem Insurance Company | 315. Moallem Insurance Company |
| 316. Neda Industrial Group | 316. Neda Industrial Group |
| 317. Neka Novin | 317. Neka Novin |
| 318. Noavaran Pooyamoj | 318. Noavaran Pooyamoj |
| 319. Noor Afza Gostar | 319. Noor Afza Gostar |
| 320. Parto Sanat Company | 320. Parto Sanat Company |
| 321. Paya Partov (also known as Paya Parto) | 321. Paya Partov (aussi connu sous le nom de Paya Parto) |
| 322. Post Bank of Iran | 322. Banque postale d'Iran |
| 323. Pouya Control | 323. Pouya Control |
| 324. Raka | 324. Raka |
| 325. Research Institute of Nuclear Science & Technology | 325. Institut de recherche en sciences et technologies nucléaires |
| 326. Safa Nicu | 326. Safa Nicu |
| 327. Sakhte Turbopomp va Kompessor (SATAK) | 327. Sakhte Turbopomp va Kompessor (SATAK) |
| 328. Sapid Shipping Co. (also known as Safiran Payam Darya Shipping Lines (SAPID)) | 328. Sapid Shipping Co. (aussi connue sous le nom de Safiran Payam Darya Shipping Lines (SAPID)) |
| 329. Sepanir Oil and Gas Energy Engineering Company | 329. Sepanir Oil and Gas Energy Engineering Company |
| 330. Shahid Ahmad Kazemi Industrial Group | 330. Shahid Ahmad Kazemi Industrial Group |
| 331. Shahid Beheshti University (SBU) | 331. Shahid Beheshti University (SBU) |
| 332. Shakhese Behbud Sanat | 332. Shakhese Behbud Sanat |
| 333. Shetab Gaman | 333. Shetab Gaman |
| 334. Shetab Trading | 334. Shetab Trading |
| 335. Shipping Computer Services Company (SCSCOL) | 335. Shipping Computer Services Company (SCSCOL) |
| 336. Shomal Cement Company | 336. Shomal Cement Company |
| 337. Soroush Sarzamin Asatir Ship Management Company | 337. Soroush Sarzamin Asatir Ship Management Company |
| 338. South Way Shipping Agency Company Limited | 338. South Way Shipping Agency Company Limited |
| 339. SUREH (Nuclear Reactors Fuel Company) | 339. SUREH (Nuclear Reactors Fuel Company) |
| 340. Taghtiran (also known as Taghtiran Kashan Company) | 340. Taghtiran (aussi connue sous le nom de Taghtiran Kashan Company) |
| 341. Tajhiz Sanat Shayan (TSS) | 341. Tajhiz Sanat Shayan (TSS) |
| 342. Technology Cooperation Office (TCO) of the Iranian President's Office | 342. Bureau de coopération technologique du Bureau du président iranien |
| 343. Tidewater Middle East Co. | 343. Tidewater Middle East Co. |
| 344. Y.A.S. Company Limited | 344. Y.A.S. Company Limited |
| 345. Yasa Part | 345. Yasa Part |

10. Items 20 and 22 of Part 2 of Schedule 1 to the Regulations are repealed.

11. Part 2 of Schedule 1 to the Regulations is amended by adding the following after item 47:

48. Javad Rahiqi

12. Items 30 and 47 of Schedule 2 to the Regulations are repealed.

10. Les articles 20 et 22 de la partie 2 de l'annexe 1 du même règlement sont abrogés.

11. La partie 2 de l'annexe 1 du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 47, de ce qui suit :

48. Javad Rahiqi

12. Les articles 30 et 47 de l'annexe 2 du même règlement sont abrogés.

13. Schedule 2 to the Regulations is amended by adding the following after item 60:

Item	Column 1 Goods	Column 2 Description
61.	Absolute pressure transducers	Absolute pressure transducers capable of measuring absolute pressures below 100kPa, and specially designed parts and software for them.
62.	Diamond core drilling tools	Diamond core drilling tools of all specifications.
63.	Electrical resistivity tomography equipment	Specially designed equipment for electrical resistivity tomography, capable of mineral surveying.
64.	Gamma-ray spectrometers	Gamma-ray spectrometers of all types and specifications, and specially designed parts and software for them.
65.	Gravimeters and gravity gradiometers	Gravimeters and gravity gradiometers of all specifications, and specially designed parts for them.
66.	LIDAR systems	Light detection and ranging (LIDAR) systems, equipment and components, designed for geophysical surveying.
67.	GPR systems	Ground penetrating radar (GPR) systems, equipment and components, designed for geophysical surveying.
68.	Magnetometers and magnetic gradiometers	Magnetometers, magnetic gradiometers, and their compensation systems, of all specifications, and specially designed parts for them.
69.	Mass spectrometers	Mass spectrometers of all types and specifications and specially designed parts and software for them.
70.	Numerically controlled machine tools	Numerically controlled machine tools of all types, and specially designed parts and software for them.
71.	Reflection seismological equipment	Reflection seismological equipment of all specifications and specially designed parts for it.

13. L'annexe 2 du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 60, de ce qui suit :

Article	Colonne 1 Marchandises	Colonne 2 Description
61.	Transducteurs de pression absolue	Transducteurs de pression absolue capables de mesurer les pressions absolues sous 100kPa et les pièces et logiciels spécialement conçus pour cet équipement
62.	Outils de carottage au diamant	Outils de carottage au diamant de toutes les spécifications
63.	Équipement de tomographie de la résistivité électrique	Équipement spécialement conçu pour la tomographie de la résistivité électrique, capable de procéder à la prospection de minéraux
64.	Spectromètres gamma	Spectromètres gamma de tous les types et de toutes les spécifications et les pièces et logiciels spécialement conçus pour cet équipement
65.	Gravimètres et gradiomètres de gravité	Gravimètres et gradiomètres de gravité de toutes les spécifications et les pièces spécialement conçues pour cet équipement
66.	Systèmes de détection et de télémétrie par ondes lumineuses (LIDAR)	Systèmes de détection et de télémétrie par ondes lumineuses (LIDAR), équipement et composantes, conçus à des fins de prospection géophysique
67.	Systèmes de géoradar (GPR)	Systèmes de géoradar (GPR), équipement et composantes, conçus à des fins de prospection géophysique
68.	Magnétomètres et gradiomètres magnétiques	Magnétomètres, gradiomètres magnétiques et leurs systèmes de compensation, de toutes les spécifications, et les pièces spécialement conçues pour cet équipement
69.	Spectromètres de masse	Spectromètres de masse de tous les types et de toutes les spécifications et les pièces et logiciels spécialement conçus pour cet équipement
70.	Machines-outils à commande numérique	Machines-outils à commande numérique de tous les types et les pièces et logiciels spécialement conçus pour cet équipement
71.	Équipement de sismique réflexion	Équipement de sismique réflexion de toutes les spécifications et les pièces spécialement conçues pour cet équipement

APPLICATION PRIOR TO PUBLICATION

14. For the purpose of paragraph 11(2)(a) of the *Statutory Instruments Act*, these Regulations apply before they are published in the *Canada Gazette*.

COMING INTO FORCE

15. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Issue and objectives

On July 22, 2010, the Governor in Council passed regulations imposing unilateral sanctions on Iran, after making a finding that

ANTÉRIORITÉ DE LA PRISE D'EFFET

14. Pour l'application de l'alinéa 11(2)a) de la *Loi sur les textes réglementaires*, le présent règlement prend effet avant sa publication dans la *Gazette du Canada*.

ENTRÉE EN VIGUEUR

15. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Question et objectifs

Le 22 juillet 2010, le gouverneur en conseil a adopté des règlements imposant des sanctions unilatérales contre l'Iran après

Iran's nuclear proliferation activities, including its ongoing violation of multiple United Nations (UN) Security Council resolutions and its continued failure to cooperate with the International Atomic Energy Agency (IAEA), constituted a grave breach of international peace and security that had resulted or was likely to result in a serious international crisis. In the intervening months, Iran has continued to violate its non-proliferation obligations under international law.

Iran's continued enrichment of uranium and its lack of transparency and unwillingness to cooperate with the IAEA represent a significant challenge to the international community. On November 8, 2011, the IAEA issued its latest and most critical report to date on Iranian non-compliance with its international legal obligations. The report details the IAEA's investigation into the possible military dimensions of Iran's nuclear program, and reveals linkages between Iran's nuclear and missile programs. It provides compelling evidence that reinforces the views of Canada and its allies that Iran is pursuing a nuclear weapons capability.

Iran continues to represent a threat to international peace and security due to its defiance of multiple UN resolutions, its illegal enrichment of nuclear material, and its pursuit of activities that can only be understood in the context of developing a nuclear weapons capability. Iran has also adopted an aggressive stance toward certain regional neighbours, including Israel and Saudi Arabia, as well as the United States. The insecurity created by these twin currents of Iranian policy has the potential to generate a serious regional conflict, with global consequences.

The amendments to the *Special Economic Measures (Iran) Regulations* (the "Iran Regulations") prohibit all financial transactions with Iran, subject to certain exceptions; expand the list of prohibited goods to include all goods related to the oil, gas and petrochemical industries in Iran; amend the list of prohibited goods to include a number of additional goods with potential applications in Iran nuclear activities; add one new individual and 66 entities to the list of designated persons found in Schedule 1 of the Iran Regulations; and remove certain entities that have been recommended for removal by the Minister of Foreign Affairs because they no longer present a proliferation concern for Canada. It should be noted that the new prohibitions on financial transactions and on the export of goods related to the oil, gas and petrochemical industries (and the provision of related services and technical data) do not apply to contracts in force prior to November 22, 2011. Existing prohibitions on goods exports and financial transactions continue to apply as before.

The amendments also represent part of a coordinated effort by like-minded governments such as the United States and United Kingdom to apply pressure on Iran.

Description and rationale

The Government of Canada has made these amendments to the Iran Regulations in order to respond to the gravity of the recent IAEA report on Iran's nuclear proliferation activities, in accordance with the authority granted under the *Special Economic Measures Act*.

avoir conclu que les activités de prolifération nucléaire de l'Iran, y compris sa constante violation de résolutions multiples du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et son manque continu de coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), constituent une sérieuse infraction à la paix et la sécurité internationales qui a entraîné ou est susceptible d'entraîner une importante crise internationale. Dans les mois qui se sont écoulés entre-temps, l'Iran a continué d'enfreindre ses obligations de non-prolifération en vertu du droit international.

La persistance de l'Iran à enrichir l'uranium, son manque de transparence et sa réticence à coopérer avec l'AIEA constituent un important défi pour la communauté internationale. Le 8 novembre 2011, l'AIEA a publié son dernier rapport et le plus critique à ce jour sur le non-respect iranien de ses obligations en droit international. Le rapport détaille l'enquête menée par l'AIEA sur les dimensions militaires possibles du programme nucléaire de l'Iran, et dévoile des liens entre le programme nucléaire et le programme de missiles de l'Iran. Il fournit des preuves contraignantes qui confirment les points de vue du Canada et de ses alliés voulant que l'Iran persiste à approfondir ses capacités d'armes nucléaires.

L'Iran continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales en raison de son mépris de multiples résolutions de l'ONU, de son enrichissement illégal de substances nucléaires, et du maintien de ses activités qui ne peuvent s'expliquer que dans le contexte du développement d'une capacité d'armement nucléaire. L'Iran a également adopté une attitude agressive envers certains pays voisins, dont Israël et l'Arabie saoudite, ainsi qu'envers les États-Unis. L'insécurité créée par ces deux courants de la politique iranienne a le potentiel de générer un sérieux conflit régional, avec des répercussions mondiales.

Les modifications au *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran* (le « Règlement sur l'Iran ») interdisent toutes transactions financières avec l'Iran, sous réserve de certaines exceptions; augmentent la liste de marchandises interdites en y ajoutant tous produits liés aux industries pétrolière, gazière et pétrochimique en Iran; modifient la liste de marchandises interdites avec l'ajout d'un nombre de produits supplémentaires pouvant s'appliquer à des activités nucléaires iraniennes; ajoutent un nouveau noms et 66 nouvelles entités à la liste de personnes désignées à l'Annexe 1 du Règlement sur l'Iran; et suppriment de la liste certaines entités dont le retrait a été recommandé par le ministre des Affaires étrangères puisqu'elles ne représentent plus un risque de prolifération pour le Canada. Il convient de noter que les nouvelles interdictions sur les transactions financières et sur l'exportation de marchandises liées aux industries pétrolière, gazière et pétrochimique (et la fourniture de services connexes et données techniques) ne s'appliquent pas aux contrats en vigueur avant le 22 novembre 2011. Les interdictions existantes sur l'exportation de marchandises et sur les transactions financières continuent de s'appliquer comme avant.

Les modifications représentent une partie d'un effort concerté par des gouvernements qui partagent les mêmes idées, tel que les États-Unis et le Royaume-Uni, pour faire pression auprès de l'Iran.

Description et justification

Le gouvernement du Canada a élaboré ces modifications au Règlement sur l'Iran afin de répondre à la gravité du récent rapport de l'AIEA sur les activités de prolifération nucléaire de l'Iran, conformément à l'autorisation accordée en vertu de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*.

The objectives of the Regulations amending the Iran Regulations are to add further impediments to Iran's nuclear proliferation activities, and to persuade Iran's leadership to resume negotiations with the international community with respect to its nuclear activities. The measures have been drafted in consultation with like-minded countries to ensure that they are coordinated to increase their effectiveness in countering Iran's nuclear proliferation activities.

Consultation

The Department of Foreign Affairs and International Trade drafted the Regulations amending the Iran Regulations having consulted the Department of Justice.

Implementation, enforcement and service standards

Compliance is ensured by the Royal Canadian Mounted Police and the Canada Border Services Agency. Every person who contravenes the Regulations is liable, upon conviction, to the punishments set out in section 8 of the *Special Economic Measures Act*.

Contacts

Uday Sequeira
 Desk Officer — Iran
 Middle East, Gulf and Maghreb Relations
 Department of Foreign Affairs and International Trade
 125 Sussex Drive
 Ottawa, Ontario
 K1A 0G2
 Telephone: 613-996-3877
 Fax: 613-944-7431
 Email: uday.sequeira@international.gc.ca

Roland Legault
 Deputy Director
 United Nations, Human Rights and Economic Law
 Division (JLH)
 Department of Foreign Affairs and International Trade
 125 Sussex Drive
 Ottawa, Ontario
 K1A 0G2
 Telephone: 613-944-1599
 Fax: 613-992-2467
 Email: roland.legault@international.gc.ca

Hugh Adsett
 Director
 United Nations, Human Rights and Economic Law
 Division (JLH)
 Department of Foreign Affairs and International Trade
 125 Sussex Drive
 Ottawa, Ontario
 K1A 0G2
 Telephone: 613-992-6296
 Fax: 613-992-2467
 Email: hugh.adsett@international.gc.ca

Les objectifs du règlement modifiant le Règlement sur l'Iran sont d'ajouter d'autres obstacles aux activités de prolifération nucléaire de l'Iran et de convaincre les dirigeants iraniens de reprendre les négociations avec la communauté internationale à l'égard de ses activités nucléaires. Les mesures ont été élaborées en collaboration avec des pays qui partagent les mêmes idées, afin de s'assurer qu'elles soient coordonnées pour augmenter leur efficacité dans la lutte contre les activités de prolifération nucléaire.

Consultation

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a élaboré le règlement modifiant le Règlement sur l'Iran après avoir consulté le ministère de la Justice.

Mise en œuvre, application et normes de service

La Gendarmerie royale du Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada sont chargées de l'application du Règlement. Toute personne qui contrevient aux dispositions du Règlement est passible, sur déclaration de culpabilité, à la peine prévue à l'article 8 de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*.

Personnes-ressources

Uday Sequeira
 Chargé de dossiers — Iran
 Relations avec le Moyen-Orient, le Golfe et le Maghreb
 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
 125, promenade Sussex
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0G2
 Téléphone : 613-996-3877
 Télécopieur : 613-944-7431
 Courriel : uday.sequeira@international.gc.ca

Roland Legault
 Directeur adjoint
 Direction du droit onusien, des droits de la personne et du droit économique (JLH)
 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
 125, promenade Sussex
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0G2
 Téléphone : 613-944-1599
 Télécopieur : 613-992-2467
 Courriel : roland.legault@international.gc.ca

Hugh Adsett
 Directeur
 Direction du droit onusien, des droits de la personne et du droit économique (JLH)
 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
 125, promenade Sussex
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0G2
 Téléphone : 613-992-6296
 Télécopieur : 613-992-2467
 Courriel : hugh.adsett@international.gc.ca

Registration
SOR/2011-269 November 21, 2011

Enregistrement
DORS/2011-269 Le 21 novembre 2011

EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

Allocation Method Order (2012) — Softwood Lumber Products

Arrêté de 2012 sur la méthode d'allocation de quotas (produits de bois d'œuvre)

The Minister of Foreign Affairs, pursuant to paragraph 6.3(3)(a)^a of the *Export and Import Permits Act*^b, hereby makes the annexed *Allocation Method Order (2012) — Softwood Lumber Products*.

En vertu de l'alinéa 6.3(3)a)^a de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*^b, le ministre des Affaires étrangères prend l'*Arrêté de 2012 sur la méthode d'allocation de quotas (produits de bois d'œuvre)*, ci-après.

Ottawa, November 15, 2011

Ottawa, le 15 novembre 2011

JOHN BAIRD
Minister of Foreign Affairs

Le ministre des Affaires étrangères
JOHN BAIRD

**ALLOCATION METHOD ORDER (2012) —
SOFTWOOD LUMBER PRODUCTS**

**ARRÊTÉ DE 2012 SUR LA MÉTHODE
D'ALLOCATION DE QUOTAS
(PRODUITS DE BOIS D'ŒUVRE)**

DEFINITIONS

DÉFINITIONS

Definitions 1. The following definitions apply in this Order.

“Act” means the *Export and Import Permits Act*.

“Act” « *Loi* »

“exported” “exported” has the meaning assigned by section 6.4 of the Act.

« exporté » « exporté »

“Manitoba quantity” “Manitoba quantity” means the quantity of softwood lumber products that may be exported from Manitoba to the United States during a month under subsection 6.3(2) of the Act.

« quantité pour le Manitoba »

“Ontario quantity” “Ontario quantity” means the quantity of softwood lumber products that may be exported from Ontario to the United States during a month under subsection 6.3(2) of the Act.

« quantité pour l'Ontario »

“primary producer” “primary producer” means a person who produces softwood lumber products from softwood sawlogs and, in the case of Quebec, includes a person who produces Quebec softwood lumber products from softwood sawlogs.

« entreprise de première transformation »

“primary producer’s products” “primary producer’s products” means the softwood lumber products that a primary producer produces and that are not remanufactured in Canada.

« produits d'une entreprise de première transformation »

“Quebec quantity” “Quebec quantity” means the quantity of softwood lumber products that may be exported from Quebec to the United States during a month under subsection 6.3(2) of the Act.

« quantité pour le Québec »

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent arrêté.

« entreprise de première transformation » Personne qui produit des produits de bois d'œuvre à partir de grumes de sciage de résineux et, en outre, dans le cas du Québec, personne qui produit des produits de bois d'œuvre du Québec à partir de grumes de sciage de résineux.

« entreprise de seconde transformation » Personne qui fait subir une seconde transformation, au sens du paragraphe 13(1) de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*, à des produits de bois d'œuvre.

« exporté » S'entend au sens de l'article 6.4 de la *Loi*.

« Loi » La *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

« période de référence » Période commençant le 1^{er} novembre 2008 et se terminant le 31 octobre 2011.

« produits de bois d'œuvre » Produits visés à l'article 5104 du groupe 5 de l'annexe de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée*.

« produits de bois d'œuvre du Québec » Produits de bois d'œuvre produits au Québec et déclarés au ministre des Ressources naturelles et de la Faune sous le régime de la *Loi sur les forêts*, L.R.Q., ch. F-4.1.

« entreprise de première transformation » « entreprise de première transformation » “primary producer”

« entreprise de seconde transformation » « entreprise de seconde transformation » “remanufacture”

« exporté » « exporté » “exported”

« Loi » « Loi » “Act”

« période de référence » « période de référence » “reference period”

« produits de bois d'œuvre » « produits de bois d'œuvre » “softwood lumber products”

« produits de bois d'œuvre du Québec » « produits de bois d'œuvre du Québec » “Quebec softwood lumber products”

^a S.C. 2006, c. 13, s. 111
^b R.S., c. E-19

^a L.C. 2006, ch. 13, art. 111
^b L.R., ch. E-19

<p>“Quebec softwood lumber products” « produits de bois d’œuvre du Québec »</p> <p>“reference period” « période de référence »</p> <p>“remanufacturer” « entreprise de seconde transformation »</p> <p>“remanufacturer’s products” « produits d’une entreprise de seconde transformation »</p> <p>“Saskatchewan quantity” « quantité pour la Saskatchewan »</p> <p>“softwood lumber products” « produits de bois d’œuvre »</p>	<p>“Quebec softwood lumber products” means the softwood lumber products produced in Quebec that were reported to the Minister of Natural Resources and Wildlife under the <i>Forest Act</i>, R.S.Q., c. F-4.1.</p> <p>“reference period” means the period beginning on November 1, 2008 and ending on October 31, 2011.</p> <p>“remanufacturer” means a person who remanufactures — within the meaning of subsection 13(1) of the <i>Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006</i> — softwood lumber products.</p> <p>“remanufacturer’s products” means the softwood lumber products that a remanufacturer remanufactures and that are not further remanufactured in Canada.</p> <p>“Saskatchewan quantity” means the quantity of softwood lumber products that may be exported from Saskatchewan to the United States during a month under subsection 6.3(2) of the Act.</p> <p>“softwood lumber products” means the products referred to in item 5104, Group 5 of the schedule to the <i>Export Control List</i>.</p>	<p>« produits d’une entreprise de première transformation » Produits de bois d’œuvre qu’une entreprise de première transformation produit et qui ne subissent pas de seconde transformation au Canada.</p> <p>« produits d’une entreprise de seconde transformation » Produits de bois d’œuvre qu’une entreprise de seconde transformation transforme et qui ne subissent aucune autre seconde transformation par la suite au Canada.</p> <p>« quantité pour la Saskatchewan » Quantité de produits de bois d’œuvre qui peut être exportée de la Saskatchewan vers les États-Unis au cours d’un mois en vertu du paragraphe 6.3(2) de la Loi.</p> <p>« quantité pour le Manitoba » Quantité de produits de bois d’œuvre qui peut être exportée du Manitoba vers les États-Unis au cours d’un mois en vertu du paragraphe 6.3(2) de la Loi.</p> <p>« quantité pour le Québec » Quantité de produits de bois d’œuvre qui peut être exportée du Québec vers les États-Unis au cours d’un mois en vertu du paragraphe 6.3(2) de la Loi.</p> <p>« quantité pour l’Ontario » Quantité de produits de bois d’œuvre qui peut être exportée de l’Ontario vers les États-Unis au cours d’un mois en vertu du paragraphe 6.3(2) de la Loi.</p>	<p>« produits d’une entreprise de première transformation » “primary producer’s products”</p> <p>« produits d’une entreprise de seconde transformation » “remanufacturer’s products”</p> <p>« quantité pour la Saskatchewan » “Saskatchewan quantity”</p> <p>« quantité pour le Manitoba » “Manitoba quantity”</p> <p>« quantité pour le Québec » “Quebec quantity”</p> <p>« quantité pour l’Ontario » “Ontario quantity”</p>
--	--	---	---

GENERAL

<p>Application</p>	<p>2. This Order establishes the method for allocating the quantity of softwood lumber products that may be exported during a month from each of Ontario, Quebec, Manitoba and Saskatchewan in 2012 for the purpose of paragraph 6.3(3)(a) of the Act.</p>
<p>Relinquishing export allocation</p>	<p>3. For the purposes of this Order, a primary producer or remanufacturer relinquishes its export allocation for 2012 by so informing the Minister in writing by December 10, 2011.</p>
<p>Transfer of export allocation</p>	<p>4. When a primary producer or remanufacturer transfers, with the consent of the Minister under subsection 6.3(4) of the Act, a portion of the export allocation issued to it by the Minister for a month, that portion is deemed to be included in the volume of the primary producer’s or remanufacturer’s products that were exported in that month to the United States under export permits, and not in the volume of the transferee, if</p> <p>(a) the portion transferred includes a corresponding volume of products; or</p> <p>(b) the total of the portion that is transferred during the month and that does not include products does not exceed 15% of the volume of the primary producer’s or remanufacturer’s export allocation for the month.</p>

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

<p>Application</p>	<p>2. Le présent arrêté établit la méthode d’allocation des quotas mensuels de produits de bois d’œuvre pouvant être exportés de l’Ontario, du Québec, du Manitoba et de la Saskatchewan en 2012 pour l’application de l’alinéa 6.3(3)a) de la Loi.</p>
<p>Renoncement au quota</p>	<p>3. Pour l’application du présent arrêté, une entreprise de première transformation ou une entreprise de seconde transformation renonce à recevoir son autorisation d’exportation en 2012 en informant le ministre par écrit au plus tard le 10 décembre 2011.</p>
<p>Transfert d’une partie de l’autorisation d’exportation</p>	<p>4. Lorsqu’une entreprise de première transformation ou une entreprise de seconde transformation transfère, en vertu de l’autorisation ministérielle prévue au paragraphe 6.3(4) de la Loi, une partie de l’autorisation d’exportation qui lui a été délivrée par le ministre pour un mois, cette partie est réputée comprise dans le volume de produits de l’entreprise exportés au cours du mois en question vers les États-Unis en vertu de licences d’exportation, et non dans celui du bénéficiaire du transfert, à condition que, selon le cas :</p> <p>a) la partie transférée comprenne un volume correspondant de produits;</p> <p>b) le total de la partie transférée pendant le mois qui ne comprend pas de produits n’excède pas 15 % du volume de l’autorisation d’exportation de l’entreprise pour le mois en question.</p>

ONTARIO

Determination of allocation

5. The allocation of the Ontario quantity to a primary producer or remanufacturer who applies for an export allocation is determined by the formula

$$OQ \times [(EO/TEO) \times 97\%]$$

where

OQ is the Ontario quantity;

EO is the volume of the primary producer's or remanufacturer's products that were exported from Ontario to the United States under export permits during the reference period; and

TEO is the total volume of primary producers' and remanufacturers' products that were exported from Ontario to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers and remanufacturers who relinquish their export allocations for 2012.

Allocation of remainder

6. (1) Subject to subsection (2), the allocation of the remainder of the Ontario quantity is based on the order of receipt of applications for an export permit for a share of the remainder, with each applicant receiving the volume applied for until the remainder of the Ontario quantity is fully allocated.

Exhaustion of an allocation for a month

(2) An applicant who has received an allocation of the Ontario quantity for a month must exhaust that allocation before applying for an export permit for a share of the remainder, which is to be dealt with in accordance with subsection (1).

QUEBEC

Remanufacturers

7. (1) If some or all of a remanufacturer's products were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period and the remanufacturer applies for an export allocation, the remanufacturer may only receive the allocation of the Quebec quantity determined by the formula in section 8 (which is based on its historic export volume).

Primary producers without export history

(2) If none of a primary producer's products were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period and if the primary producer produced Quebec softwood lumber products during the period beginning on January 1, 2008 and ending on December 31, 2010 and it applies for an export allocation, the primary producer may only receive the allocation of the Quebec quantity determined by the formula in subsection 10(1) (which is based on its historic production volume).

ONTARIO

5. Le quota ontarien d'une entreprise de première transformation ou d'une entreprise de seconde transformation qui présente une demande d'autorisation d'exportation est calculé selon la formule suivante :

$$QO \times [(EO/ETO) \times 97\%]$$

où :

QO représente la quantité pour l'Ontario;

EO le volume de produits de l'entreprise de première transformation ou de l'entreprise de seconde transformation exportés de l'Ontario vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence;

ETO le volume total de produits des entreprises de première transformation et des entreprises de seconde transformation exportés de l'Ontario vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012.

Calcul du quota

6. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'allocation d'une quantité pour l'Ontario non allouée est fondée sur l'ordre de réception des demandes de licence d'exportation pour une part des quantités non allouées, chaque demandeur recevant le volume sollicité, et ce, jusqu'à épuisement de ces quantités.

Allocation des quantités non allouées

(2) Le demandeur qui a reçu une allocation d'une quantité pour l'Ontario pour un mois doit utiliser celle-ci avant de soumettre une demande de licence d'exportation pour une part des quantités pour l'Ontario non allouées, laquelle doit être traitée conformément au paragraphe (1).

Utilisation des quotas mensuels

QUÉBEC

7. (1) Si les produits d'une entreprise de seconde transformation ont été exportés, en tout ou en partie, du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence et que l'entreprise présente une demande d'autorisation d'exportation, elle ne peut recevoir que le quota québécois calculé selon la méthode d'allocation prévue à l'article 8, laquelle est fondée sur son volume d'exportations historiques.

Entreprise de seconde transformation

(2) Si aucun des produits d'une entreprise de première transformation n'a été exporté du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence et si l'entreprise a produit des produits de bois d'œuvre du Québec pendant la période commençant le 1^{er} janvier 2008 et se terminant le 31 décembre 2010 et qu'elle présente une demande d'autorisation d'exportation, elle ne peut recevoir que le quota québécois calculé selon la méthode d'allocation prévue au paragraphe 10(1), laquelle est fondée sur son volume de production historique.

Entreprise de première transformation sans exportations historiques

Primary producers with export history

(3) If some or all of a primary producer's products were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period and the primary producer applies for an export allocation, the primary producer must choose to receive an allocation of the Quebec quantity determined by the formula in section 12 (which is based on their historic export volume) or the formula in subsection 10(1) (which is based on their historic production volume).

(3) Si les produits d'une entreprise de première transformation ont été exportés, en tout ou en partie, du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence et que l'entreprise présente une demande d'autorisation d'exportation, elle choisit de recevoir un quota québécois calculé soit selon la méthode d'allocation prévue à l'article 12, qui est fondée sur son volume d'exportations historiques, soit selon celle prévue au paragraphe 10(1), laquelle est fondée sur son volume de production historique.

Entreprise de première transformation avec exportations historiques

Allocation to remanufacturers

8. (1) Subject to subsection (2), the allocation of the Quebec quantity to a remanufacturer that is based on its historic export volume is determined by the formula

$$QQ \times (RE/TEQ)$$

where

QQ is the Quebec quantity;

RE is the volume of the remanufacturer's products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period; and

TEQ is the total volume of primary producers' and remanufacturers' products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers and remanufacturers who relinquish their export allocations for 2012.

8. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le quota québécois d'une entreprise de seconde transformation fondé sur son volume d'exportations historiques est calculé selon la formule suivante :

$$QQ \times (ESQ/ETQ)$$

où :

QQ représente la quantité pour le Québec;

ESQ le volume de produits de l'entreprise de seconde transformation exportés du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence;

ETQ le volume total de produits des entreprises de première transformation et des entreprises de seconde transformation exportés du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012.

Quota d'une entreprise de seconde transformation

Minimum of total allocations

(2) The sum of the allocations of the Quebec quantity to remanufacturers must be equal to or greater than 7.5% of the Quebec quantity.

(2) La somme des quotas québécois des entreprises de seconde transformation doit être supérieure ou égale à 7,5 % de la quantité pour le Québec.

Somme minimale de tous les quotas

Reserve pool

9. The reserve pool is determined by the formula

$$(QQ \times TTPE/TEQ - RMQ) \times 4\%$$

where

QQ is the Quebec quantity;

TTPE is the total volume of primary producers' products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers who relinquish their export allocations for 2012;

TEQ is the total volume of primary producers' and remanufacturers' products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers and remanufacturers who relinquish their export allocations for 2012; and

RMQ is the amount of additional allocations required to meet the minimum 7.5% threshold referred to in subsection 8(2) if the sum of the allocations to all remanufacturers is less than 7.5% of the Quebec quantity.

9. La quantité réservée est calculée selon la formule suivante :

$$(QQ \times ETPQ/ETQ - MRQ) \times 4\%$$

où :

QQ représente la quantité pour le Québec;

ETPQ le volume total de produits des entreprises de première transformation exportés du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012;

ETQ le volume total de produits des entreprises de première transformation et des entreprises de seconde transformation exportés du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012;

MRQ la somme des quotas additionnels requis pour atteindre le seuil minimal de 7,5 % visé au paragraphe 8(2), si la somme des quotas de toutes les entreprises de seconde transformation est inférieure à 7,5 % de la quantité pour le Québec.

Quantité réservée

Allocation to primary producers — historic production volume	<p>10. (1) The allocation of the Quebec quantity to a primary producer that is based on its historic production volume is determined by the formula</p> $RP \times (PPPV/TPV)$ <p>where</p> <p>RP is the reserve pool determined under section 9;</p> <p>PPPV is the volume of Quebec softwood lumber products that the primary producer produced during the period beginning on January 1, 2008 and ending on December 31, 2010; and</p> <p>TPV is the total volume of Quebec softwood lumber products produced during that period by primary producers whose allocations are based on their historic production volume.</p>	<p>10. (1) Le quota québécois d'une entreprise de première transformation fondé sur son volume de production historique est calculé selon la formule suivante :</p> $QR \times (PPQ/PTPQ)$ <p>où :</p> <p>QR représente la quantité réservée, calculée conformément à l'article 9;</p> <p>PPQ le volume de produits de bois d'œuvre du Québec produits par l'entreprise pendant la période commençant le 1^{er} janvier 2008 et se terminant le 31 décembre 2010;</p> <p>PTPQ le volume total de produits de bois d'œuvre du Québec produits pendant cette période par les entreprises de première transformation dont le quota est fondé sur le volume de production historique.</p>	Quota d'une entreprise de première transformation — volume de production historique
Maximum allocation	<p>(2) The allocation referenced in subsection (1) is not to exceed 40% of the primary producer's average monthly volume of Quebec softwood lumber products produced during the period beginning on January 1, 2008 and ending on December 31, 2010.</p>	<p>(2) Le quota québécois visé au paragraphe (1) ne doit pas excéder 40 % du volume mensuel moyen de production de produits de bois d'œuvre du Québec de l'entreprise pendant la période commençant le 1^{er} janvier 2008 et se terminant le 31 décembre 2010.</p>	Quota maximal
Records of production volume	<p>(3) The volume of Quebec softwood lumber products produced by a primary producer is based on records provided, with the consent of the primary producer, by the Government of Quebec to the Government of Canada.</p>	<p>(3) Le volume de production de produits de bois d'œuvre du Québec d'une entreprise de première transformation est fondé sur les registres transmis, avec le consentement de l'entreprise, par l'administration publique du Québec à l'administration fédérale.</p>	Registres du volume de production
Residual non-allocated quantity	<p>11. The residual non-allocated quantity of the reserve pool is determined by the formula</p> $RP - AP$ <p>where</p> <p>RP is the reserve pool determined under section 9; and</p> <p>AP is the total volume of softwood lumber products allocated to primary producers determined under section 10.</p>	<p>11. Le surplus non alloué de la quantité réservée est calculé selon la formule suivante :</p> $QR - VA$ <p>où :</p> <p>QR représente la quantité réservée, calculée conformément à l'article 9;</p> <p>VA le volume total de produits de bois d'œuvre alloués aux entreprises de première transformation, calculé conformément à l'article 10.</p>	Quantité réservée non allouée
Allocation to primary producers — historic export volume	<p>12. The allocation of the Quebec quantity to a primary producer that is based on its historic export volume is determined by the formula</p> $(PPE/TPPEH) \times \{[(QQ \times TPPE/TEQ - RMQ) \times 96\%] + RNA\}$ <p>where</p> <p>PPE is the volume of the primary producer's products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period;</p> <p>TPPEH is the total volume of primary producers' products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period in respect of export allocations based on historic export volume, excluding the volume of products</p>	<p>12. Le quota québécois d'une entreprise de première transformation fondé sur son volume d'exportations historiques est calculé selon la formule suivante :</p> $(EPQ/ETPQH) \times \{[(QQ \times ETPQ/ETQ - MRQ) \times 96\%] + SNA\}$ <p>où :</p> <p>EPQ représente le volume de produits de l'entreprise de première transformation exportés du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence;</p> <p>ETPQH le volume total de produits des entreprises de première transformation — dont le quota est fondé sur le volume d'exportations historiques — exportés du Québec</p>	Quota d'une entreprise de première transformation — volume d'exportations historiques

	of primary producers who relinquish their export allocations for 2012;		vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012;
QQ	is the Quebec quantity;	QQ	la quantité pour le Québec;
TPPE	is the total volume of primary producers' products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers who relinquish their export allocations for 2012;	ETPQ	le volume total de produits des entreprises de première transformation exportés du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012;
TEQ	is the total volume of primary producers' and remanufacturers' products that were exported from Quebec to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers and remanufacturers who relinquish their export allocations for 2012;	ETQ	le volume total de produits des entreprises de première transformation et des entreprises de seconde transformation exportés du Québec vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012;
RMQ	is the amount of additional allocations required to meet the minimum 7.5% threshold referred to in subsection 8(2) if the sum of the allocations to all remanufacturers is less than 7.5% of the Quebec quantity; and	MRQ	la somme des quotas additionnels requis pour atteindre le seuil minimal de 7,5 % visé au paragraphe 8(2), si la somme des quotas de toutes les entreprises de seconde transformation est inférieure à 7,5 % de la quantité pour le Québec;
RNA	is the residual non-allocated quantity of the reserve pool determined under section 11.	SNA	le surplus non alloué de la quantité réservée, calculé conformément à l'article 11.

MANITOBA

Determination of allocation

13. The allocation of the Manitoba quantity to a primary producer or remanufacturer who applies for an export allocation is determined by the formula

$$MQ \times [(EM/TEM) \times 40\%]$$

where

- MQ is the Manitoba quantity;
- EM is the volume of the primary producer's or remanufacturer's products that were exported from Manitoba to the United States under export permits during the reference period; and
- TEM is the total volume of primary producers' and remanufacturers' products that were exported from Manitoba to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers and remanufacturers who relinquish their export allocations for 2012.

Allocation of remainder

14. (1) Subject to subsection (2), the allocation of the remainder of the Manitoba quantity is based on the order of receipt of applications for an export

MANITOBA

Calcul du quota

13. Le quota manitobain d'une entreprise de première transformation ou d'une entreprise de seconde transformation qui présente une demande d'autorisation d'exportation est calculé selon la formule suivante :

$$QM \times [(EM/ETM) \times 40\%]$$

où :

- QM représente la quantité pour le Manitoba;
- EM représente le volume de produits de l'entreprise de première transformation ou de l'entreprise de seconde transformation exportés du Manitoba vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence;
- ETM le volume total de produits des entreprises de première transformation et des entreprises de seconde transformation exportés du Manitoba vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012.

Allocation des quantités non allouées

14. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'allocation d'une quantité pour le Manitoba non allouée est fondée sur l'ordre de réception des demandes de

permit for a share of the remainder, with each applicant receiving the volume applied for until the remainder of the Manitoba quantity is fully allocated.

licence d'exportation pour une part des quantités non allouées, chaque demandeur recevant le volume sollicité, et ce, jusqu'à épuisement de ces quantités.

Exhaustion of an allocation for a month

(2) An applicant who has received an allocation of the Manitoba quantity for a month must exhaust that allocation before applying for an export permit for a share of the remainder, which is to be dealt with in accordance with subsection (1).

(2) Le demandeur qui a reçu une allocation d'une quantité pour le Manitoba pour un mois doit utiliser celle-ci avant de soumettre une demande de licence d'exportation pour une part des quantités pour le Manitoba non allouées, laquelle doit être traitée conformément au paragraphe (1).

Utilisation des quotas mensuels

SASKATCHEWAN

SASKATCHEWAN

Determination of allocation

15. The allocation of the Saskatchewan quantity to a primary producer or remanufacturer who applies for an export allocation is determined by the formula

15. Le quota saskatchewannais d'une entreprise de première transformation ou d'une entreprise de seconde transformation qui présente une demande d'autorisation d'exportation est calculé selon la formule suivante :

Calcul du quota

$$SQ \times [(ES/TES) \times 40\%]$$

$$QS \times [(ES/ETS) \times 40\%]$$

where

où :

SQ is the Saskatchewan quantity;
ES is the volume of the primary producer's or remanufacturer's products that were exported from Saskatchewan to the United States under export permits during the reference period; and
TES is the total volume of primary producers' and remanufacturers' products that were exported from Saskatchewan to the United States under export permits during the reference period, excluding the volume of products of primary producers and remanufacturers who relinquish their export allocations for 2012.

QS représente la quantité pour la Saskatchewan;
ES le volume de produits de l'entreprise de première transformation ou de l'entreprise de seconde transformation exportés de la Saskatchewan vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence;
ETS le volume total de produits des entreprises de première transformation et des entreprises de seconde transformation exportés de la Saskatchewan vers les États-Unis en vertu de licences d'exportation pendant la période de référence, à l'exclusion du volume de celles de ces entreprises qui renoncent à recevoir leur autorisation d'exportation en 2012.

Allocation of remainder

16. (1) Subject to subsection (2), the allocation of the remainder of the Saskatchewan quantity is based on the order of receipt of applications for an export permit for a share of the remainder, with each applicant receiving the volume applied for until the remainder of the Saskatchewan quantity is fully allocated.

16. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'allocation d'une quantité pour la Saskatchewan non allouée est fondée sur l'ordre de réception des demandes de licence d'exportation pour une part des quantités non allouées, chaque demandeur recevant le volume sollicité, et ce, jusqu'à épuisement de ces quantités.

Allocation des quantités non allouées

Exhaustion of an allocation for a month

(2) An applicant who has received an allocation of the Saskatchewan quantity for a month must exhaust that allocation before applying for an export permit for a share of the remainder, which is to be dealt with in accordance with subsection (1).

(2) Le demandeur qui a reçu une allocation d'une quantité pour la Saskatchewan pour un mois doit utiliser celle-ci avant de soumettre une demande de licence d'exportation pour une part des quantités pour la Saskatchewan non allouées, laquelle doit être traitée conformément au paragraphe (1).

Utilisation des quotas mensuels

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into Force

17. This Order comes into force on the day on which it is registered.

17. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de son enregistrement.

Entrée en vigueur

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Order.)

Executive summary

Issue: The *Allocation Method Order (2011) — Softwood Lumber Products* (SOR/2010-278, published in the *Canada Gazette*, Part II, Volume 144, No. 25, on December 8, 2010), applies to export allocations for 2011. A new order is required for 2012.

Objective: Establish the method for allocating to individual companies the quantity of softwood lumber products that may be exported to the United States during a month from Quebec, Ontario, Manitoba and Saskatchewan for the period of January 1, 2012, to December 31, 2012.

Description: For the period of January 1, 2012, to December 31, 2012, export allocations will be made on a company-specific basis to eligible primary producers and remanufacturers of softwood lumber who applied for allocations. The allocation method for Quebec is based upon a company's choice between two options, namely either historic export volumes or historic production volumes; and the allocation methods for Ontario, Manitoba and Saskatchewan are based on either a company's historic export volumes or a first-come, first-served basis.

Cost-benefit statement: The costs associated with this allocation method order for the Government of Canada are limited to the administrative costs of making the regulation.

Business and consumer impacts: The allocation of regional quota volumes to individual companies will enable Canadian softwood lumber producers and remanufacturers to apply for permits to export softwood lumber products from Quebec, Ontario, Manitoba and Saskatchewan to the United States.

Domestic and international coordination and cooperation: This regulation complies with domestic legislation, namely the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* and the *Export and Import Permits Act*, and with Canada's international obligations under the 2006 Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America.

Performance measurement and evaluation plan: This allocation method order includes formulae that will be used on a regular basis. Results are continuously monitored. No other performance measurement or evaluation plans are necessary.

Issue

On October 12, 2006, the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America (the "SLA") entered into force, which entailed consequential amendments to the *Export and Import*

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie de l'Arrêté.)

Résumé

Question : L'Arrêté de 2011 sur la méthode d'allocation de quotas (produits de bois d'œuvre) [DORS/2010-278, publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada*, volume 144, n° 25, le 8 décembre 2010] s'applique aux autorisations d'exportation pour l'année 2011. Un nouvel arrêté est requis pour l'année 2012.

Objectif : Établir la méthode d'allocation de la quantité de produits de bois d'œuvre que chacune des entreprises peut exporter mensuellement vers les États-Unis à partir du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan pour la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Description : Pour la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012, les autorisations d'exportation seront attribuées sur une base individuelle aux entreprises de première transformation et aux entreprises de seconde transformation admissibles qui ont présenté une demande à cette fin. Au Québec, les entreprises se voient offrir deux choix de méthodes d'allocation, soit sur la base du volume d'exportations historiques, soit sur la base du volume de production historique. En Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan, la méthode d'allocation se fonde soit sur le volume d'exportations historiques de l'entreprise, soit sur l'ordre de réception des demandes d'autorisation d'exportation jusqu'à épuisement de la quantité disponible (premier arrivé, premier servi).

Énoncé des coûts et avantages : Pour le gouvernement du Canada, les coûts se limitent aux coûts administratifs associés à la prise de la mesure réglementaire.

Incidences sur les entreprises et les consommateurs : L'allocation des quotas régionaux à chacune des entreprises canadiennes de première ou de seconde transformation du bois d'œuvre leur permettra de demander des licences pour exporter à partir du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan des produits de bois d'œuvre vers les États-Unis.

Coordination et coopération à l'échelle nationale et internationale : Cette mesure réglementaire est conforme aux lois nationales, notamment à la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre* et à la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*, ainsi qu'aux obligations internationales du Canada en vertu de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique de 2006.

Mesures de rendement et plan d'évaluation : Cet arrêté sur la méthode d'allocation énonce les formules qui seront utilisées sur une base régulière. Les résultats font l'objet d'un suivi continu. Aucun autre plan d'évaluation ou mesure de rendement n'est nécessaire.

Question

L'entrée en vigueur, le 12 octobre 2006, de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique (ABR) a rendu nécessaire des modifications corrélatives à la *Loi sur les licences d'exportation*

Permits Act (EIPA) and its related regulations to enable Canada to comply with many of its obligations under the SLA. The SLA requires Canada to implement an “export measure” respecting exports of softwood lumber products to the United States. The export measure may take one of two forms:

- Option A — an export charge; or
- Option B — an export charge at a lower rate, along with a restraint on the volume of exports.

The provinces of Manitoba, Ontario, Quebec and Saskatchewan elected to be subject to the Option B export measure. Pursuant to the SLA, the Government of Canada was required to implement the Option B export measure effective January 1, 2007.

Pursuant to subsection 6.3(2) of the EIPA, the Minister of Foreign Affairs (the “Minister”) has the authority to determine the quantity of softwood lumber products that are exported from a region during a month, otherwise known as the monthly Regional Quota Volume (the “RQV”). Furthermore, pursuant to subsection 6.3(3) of the EIPA, the Minister has the authority to establish a method for allocating the RQV among companies that have registered in accordance with section 23 of the *Softwood Lumber Products Export Charge Act, 2006* and to issue export allocations to these companies on a monthly basis. An export allocation may be used only for the purpose of obtaining a permit to export to the United States certain softwood lumber products first manufactured in Quebec, Ontario, Manitoba or Saskatchewan.

The Government’s initial policy that established eligibility criteria for export allocations respecting softwood lumber products first processed in Option B regions for 2007 was communicated to exporters in letters dated December 14, 2006, and in a Notice to Exporters No. 147, published on the Web site of the Department of Foreign Affairs and International Trade on January 31, 2007. The Minister made the *Allocation Method Order — Softwood Lumber Products*, SOR/2007-166 (published in the *Canada Gazette*, Part II, Volume 141, No. 15, on July 25, 2007), which implemented the Government of Canada’s policy with respect to allocations for 2007. Subsequently, the Minister has made

- *Allocation Method Order (2008) — Softwood Lumber Products*, SOR/2007-305 (published in the *Canada Gazette*, Part II, Volume 141, No. 26, on December 26, 2007), with respect to allocations for 2008;
- *Allocation Method Order (2009) — Softwood Lumber Products*, SOR/2009-10 (published in the *Canada Gazette*, Part II, Volume 143, No. 1, on January 7, 2009), with respect to allocations for 2009;
- *Allocation Method Order (2010) — Softwood Lumber Products*, SOR/2009-320 (published in the *Canada Gazette*, Part II, Volume 143, No. 25, on December 9, 2009), with respect to allocations for 2010; and
- *Allocation Method Order (2011) — Softwood Lumber Products*, SOR/2010-278 (published in the *Canada Gazette*, Part II, Volume 144, No. 25, on December 8, 2010), with respect to allocations for 2011.

The Minister may make an order to establish a method to allocate the quantity of softwood lumber products that may be exported during a month, for the period of January 1, 2012, to December 31, 2012.

et d’importation (LLEI) et à ses règlements d’application, afin que le Canada se conforme à un grand nombre de ses obligations aux termes de cet accord. En vertu de l’ABR, le Canada doit appliquer aux exportations de bois d’œuvre résineux vers les États-Unis une « mesure à l’exportation » devant prendre l’une des deux formes suivantes :

- option A : un droit à l’exportation;
- option B : un droit à l’exportation à un taux moindre assorti d’une limitation du volume d’exportations.

Les provinces du Manitoba, de l’Ontario, du Québec et de la Saskatchewan ont choisi d’être assujetties à la mesure à l’exportation de l’option B. Conformément à l’ABR, le gouvernement du Canada devait mettre en application la mesure à l’exportation de l’option B à compter du 1^{er} janvier 2007.

En vertu du paragraphe 6.3(2) de la LLEI, le ministre des Affaires étrangères (« le Ministre ») a le pouvoir de déterminer la quantité de produits de bois d’œuvre pouvant être exportée d’une région pour un mois, c’est-à-dire le contingent mensuel de la région (le « CR »). De plus, le paragraphe 6.3(3) de la LLEI confère au Ministre le pouvoir d’établir une méthode pour allouer le CR aux entreprises inscrites en vertu de l’article 23 de la *Loi de 2006 sur les droits d’exportation de produits de bois d’œuvre* et de délivrer des autorisations d’exportation à ces entreprises sur une base mensuelle. Une autorisation d’exportation ne peut servir qu’à obtenir une licence pour exporter aux États-Unis certains produits de bois d’œuvre ayant subi une première transformation au Québec, en Ontario, au Manitoba ou en Saskatchewan.

La politique initiale du gouvernement, qui établissait les critères d’admissibilité pour obtenir une autorisation d’exporter des produits de bois d’œuvre ayant subi une première transformation dans les régions sous le régime de l’option B, a été communiquée aux exportateurs dans des lettres datées du 14 décembre 2006 et dans l’Avis aux exportateurs n° 147 affiché sur le site Web du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international le 31 janvier 2007. Le Ministre a pris l’*Arrêté sur la méthode d’allocation de quotas (produits de bois d’œuvre)*, DORS/2007-166 (publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada*, volume 141, n° 15, le 25 juillet 2007), qui a mis en œuvre la politique d’allocation du gouvernement du Canada pour 2007. Par la suite, le Ministre a pris :

- l’*Arrêté de 2008 sur la méthode d’allocation de quotas (produits de bois d’œuvre)*, DORS/2007-305 (publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada*, volume 141, n° 26, le 26 décembre 2007), pour les allocations de 2008;
- l’*Arrêté de 2009 sur la méthode d’allocation de quotas (produits de bois d’œuvre)*, DORS/2009-10 (publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada*, volume 143, n° 1, le 7 janvier 2009), pour les allocations de 2009;
- l’*Arrêté de 2010 sur la méthode d’allocation de quotas (produits de bois d’œuvre)*, DORS/2009-320 (publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada*, volume 143, n° 25, le 9 décembre 2009), pour les allocations de 2010;
- l’*Arrêté de 2011 sur la méthode d’allocation de quotas (produits de bois d’œuvre)*, DORS/2010-278 (publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada*, volume 144, n° 25, le 8 décembre 2010), pour les allocations de 2011.

Le Ministre doit prendre un nouvel arrêté afin d’établir la méthode d’allocation de la quantité de produits de bois d’œuvre qui peut être exportée durant un mois, pour la période commençant le 1^{er} janvier 2012 et se terminant le 31 décembre 2012.

Objectives

This regulation establishes the method for allocating, to individual companies, the quantity of softwood lumber products that may be exported to the United States during a month from Quebec, Ontario, Manitoba and Saskatchewan for the period of January 1, 2012, to December 31, 2012.

Description

The regulation provides that for the period of January 1, 2012, to December 31, 2012, export allocations will be made on a company-specific basis to eligible primary producers and remanufacturers of softwood lumber who applied for allocations. The allocation methods for Ontario, Manitoba and Saskatchewan are based on either a company's historic export volumes of softwood lumber to the United States or a first-come, first-served basis. The allocation method for Quebec is based upon a company's choice between two options, namely either historic export volumes or historic production volumes.

For the purpose of determining each applicant's historic export volumes to the United States, the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) will use data collected from permits issued for softwood lumber exports pursuant to the EIPA, subject to any necessary adjustments to account for transfers as set out in section 4 of the Order. For details see section 7.0, "Impact of Transfers on Future Years Export History Calculations" in the Notice to Exporters, serial no. 158, covering the reference period of November 1, 2008, to October 31, 2011 (the "Reference Period").

For the purpose of determining each Quebec applicant's historic production volumes, DFAIT will use data collected by the Government of Quebec pursuant to its authority under Quebec's *Forest Act* (R.S.Q., c. F-4.1), during the period beginning on January 1, 2008, and ending on December 31, 2010.

Applicants are given credit for all exports to the United States for which they were reported to be the primary producer or remanufacturer who processed that lumber. Further details on each allocation method are provided below.

Ontario

The allocation based on historic exports is equal to 97% of Ontario's monthly RQV. Each eligible primary producer or remanufacturer is allocated a share of Ontario's monthly RQV equivalent to 97% of its share of Ontario's historic export volumes to the United States, subject to any necessary adjustments to account for transfers, during the Reference Period.

The remainder is equal to 3% of Ontario's monthly RQV. The remainder is allocated based on the order of receipt of export permit applications. Applicants for a share of the remainder that have been allocated a share of Ontario's monthly RQV must exhaust this allocation prior to applying for the remainder. Exporters that have not been allocated a share of Ontario's monthly RQV may also apply for a share of the remainder.

Objectifs

Cette mesure réglementaire établit la méthode d'allocation de la quantité de produits de bois d'œuvre que chacune des entreprises peut exporter mensuellement vers les États-Unis à partir du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan pour la période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Description

L'Arrêté prévoit que, pour la période commençant le 1^{er} janvier 2012 et se terminant le 31 décembre 2012, les autorisations d'exportation seront attribuées sur une base individuelle aux entreprises de première transformation et aux entreprises de seconde transformation admissibles qui ont présenté une demande à cette fin. En Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan, la méthode d'allocation se fonde soit sur le volume d'exportations historiques de l'entreprise vers les États-Unis, soit sur l'ordre de réception des demandes d'autorisation d'exportation jusqu'à épuisement de la quantité disponible (premier arrivé, premier servi). Au Québec, les entreprises se voient offrir deux choix de méthodes d'allocation, soit sur la base du volume d'exportations historiques, soit sur la base du volume de production historique.

Afin de déterminer le volume d'exportations historiques de chaque requérant vers les États-Unis, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) utilisera les données recueillies au moyen des licences délivrées pour l'exportation de bois d'œuvre, conformément à la LLEI, sous réserve de tout rajustement rendu nécessaire pour tenir compte des transferts réalisés en vertu de l'article 4 de l'Arrêté. Pour les détails, voir l'article 7.0, « Incidence sur l'attribution des parts de contingent des années ultérieures », de l'Avis aux exportateurs n° 158, visant la période de référence commençant le 1^{er} novembre 2008 et se terminant le 31 octobre 2011 (la « période de référence »).

Pour déterminer le volume de production historique de chaque requérant du Québec, le MAECI utilisera les données recueillies par le gouvernement du Québec sous le régime de la *Loi sur les forêts* du Québec (L.R.Q., ch. F-4.1), durant la période commençant le 1^{er} janvier 2008 et se terminant le 31 décembre 2010.

Chaque requérant aura le crédit de toutes les exportations vers les États-Unis pour lesquelles il était réputé être l'entreprise de première ou de seconde transformation du bois d'œuvre. Une description plus détaillée de chaque méthode d'allocation est fournie ci-dessous.

Ontario

Les parts du contingent attribuées sur la base des exportations historiques correspondent à 97 % du CR mensuel de l'Ontario. Chaque entreprise de première ou de seconde transformation admissible se voit attribuer une part du CR mensuel de l'Ontario équivalant à 97 % de sa part du volume d'exportations historiques de la province vers les États-Unis durant la période de référence, sous réserve de tout rajustement rendu nécessaire pour tenir compte des transferts réalisés.

La « quantité non allouée » correspond à 3 % du CR mensuel de l'Ontario. Elle est attribuée selon l'ordre de réception des demandes de licence d'exportation. Les détenteurs d'une part du CR mensuel de l'Ontario doivent d'abord avoir épuisé cette attribution avant de faire une demande pour obtenir une part de la quantité non allouée. Les exportateurs ne détenant pas de part du CR mensuel de l'Ontario peuvent aussi présenter une demande pour obtenir une part de la quantité non allouée.

Quebec

Each eligible remanufacturer is allocated a share of Quebec's monthly RQV equivalent to its share of Quebec's historic export volumes to the United States during the Reference Period, subject to any necessary adjustments to account for transfers with a minimum of 7.5% of the Quebec monthly RQV being allocated to all remanufacturers.

Primary producers whose softwood lumber products were exported from Quebec are given the option to receive an allocation based on either their historic export volumes to the United States, subject to any necessary adjustments to account for transfers, or their historic production volumes of softwood lumber products.

In general terms, each primary producer that chooses to receive an allocation that is based on their historic export volumes to the United States will receive an allocation that is the product of the share set out in (a) times the "amount" set out in (b):

- (a) the primary producer's share of all primary producers' historic export volumes from Quebec to the United States, subject to any necessary adjustments to account for transfers, during the Reference Period;
- (b) the "amount" is the RQV times all primary producers' share of Quebec's total historic exports to the United States during the Reference Period, minus the required quantity to satisfy the minimum 7.5% of the Quebec monthly RQV to be allocated to remanufacturers (described in the first paragraph); that result is then multiplied by 96%, plus the "residual non-allocated quantity" of the "reserve pool" (described below).

In general terms, each primary producer that chooses to receive an allocation based on their historic production volumes of softwood lumber products will receive an allocation that is the product of the share set out in (c) times the "amount" set out in (d):

- (c) the primary producer's share of all of Quebec's primary producers' historic production volumes during the period of January 1, 2008, to December 31, 2010;
- (d) the "amount" is the RQV times all primary producers' share of Quebec's total historic exports to the United States during the Reference Period, minus the required quantity to satisfy the minimum 7.5% of the Quebec monthly RQV to be allocated to remanufacturers (described in the first paragraph); that result is then multiplied by 4%.

The allocation based on historic production volumes may not exceed 40% of the primary producer's average monthly volume of Quebec's softwood lumber products produced during the period of January 1, 2008, to December 31, 2010. If the 40% threshold is exceeded, the surplus amount is determined to be the "residual non-allocated quantity" of the "reserve pool."

Québec

Chaque entreprise de seconde transformation admissible se voit allouer une part du CR mensuel du Québec correspondant à sa part du volume d'exportations historiques du Québec vers les États-Unis au cours de la période de référence, sous réserve de tout rajustement rendu nécessaire pour tenir compte des transferts réalisés, un minimum de 7,5 % du CR mensuel total du Québec étant attribué à toutes les entreprises de seconde transformation.

Les entreprises de première transformation dont les produits de bois d'œuvre ont été exportés du Québec peuvent choisir de se voir allouer une quote-part en fonction soit du volume de leurs exportations historiques vers les États-Unis, sous réserve de tout rajustement rendu nécessaire pour tenir compte des transferts réalisés, soit du volume de leur production historique de produits de bois d'œuvre.

De façon générale, l'entreprise de première transformation qui choisit de recevoir une part de contingent sur la base du volume de ses exportations historiques aux États-Unis se voit allouer une quote-part équivalant au produit de la part visée à l'alinéa a) multiplié par le « résultat obtenu » à l'alinéa b) :

- a) la part de l'entreprise de première transformation dans le volume d'exportations historiques de toutes les entreprises de première transformation du Québec vers les États-Unis au cours de la période de référence, sous réserve de tout rajustement rendu nécessaire pour tenir compte des transferts réalisés;
- b) le « résultat obtenu » se calcule comme suit : le CR est multiplié par la part de l'ensemble des entreprises de première transformation dans le total des exportations historiques du Québec vers les États-Unis au cours de la période de référence, moins la quantité requise pour satisfaire le minimum de 7,5 % du CR mensuel du Québec devant être alloué aux entreprises de seconde transformation (décrit au premier paragraphe); la différence est ensuite multipliée par 96 % et on y ajoute le « surplus non alloué » de la « quantité réservée » (décrit ci-après).

De façon générale, l'entreprise de première transformation qui choisit de recevoir une part de contingent sur la base du volume de sa production historique se voit allouer une quote-part équivalant au produit de la part visée à l'alinéa c) multiplié par le « résultat obtenu » à l'alinéa d) :

- c) la part de l'entreprise de première transformation dans le volume de production historique de l'ensemble des entreprises de première transformation du Québec au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2010;
- d) le « résultat obtenu » se calcule comme suit : le CR est multiplié par la part de l'ensemble des entreprises de première transformation dans le total des exportations historiques du Québec vers les États-Unis au cours de la période de référence, moins la quantité requise pour satisfaire le minimum de 7,5 % du CR mensuel du Québec devant être alloué aux entreprises de seconde transformation (décrit dans le premier paragraphe); la différence est ensuite multipliée par 4 %.

La quote-part allouée sur la base du volume de production historique ne peut excéder 40 % du volume mensuel moyen de production de produits de bois d'œuvre du Québec de l'entreprise de première transformation pendant la période commençant le 1^{er} janvier 2008 et se terminant le 31 décembre 2010. Si le seuil de 40 % est dépassé, l'excédent est réputé faire partie du « surplus non alloué » de la « quantité réservée ».

Manitoba

The allocation based on historic exports is equal to 40% of Manitoba's monthly RQV. Each eligible primary producer or remanufacturer is allocated a share of Manitoba's monthly RQV equivalent to 40% of its share of Manitoba's historic export volumes to the United States, subject to any necessary adjustments to account for transfers, during the Reference Period.

The remainder is equal to 60% of Manitoba's monthly RQV. The remainder is allocated based on the order of receipt of export permit applications. Applicants for a share of the remainder that have been allocated a share of Manitoba's monthly RQV must exhaust this allocation prior to applying for the remainder. Exporters that have not been allocated a share of Manitoba's monthly RQV may also apply for a share of the remainder.

Saskatchewan

The allocation based on historic exports is equal to 40% of Saskatchewan's monthly RQV. Each eligible primary producer or remanufacturer is allocated a share of Saskatchewan's monthly RQV equivalent to 40% of its share of Saskatchewan's historic export volumes to the United States, subject to any necessary adjustments to account for transfers, during the Reference Period.

The remainder is equal to 60% of Saskatchewan's monthly RQV. The remainder is allocated based on the order of receipt of export permit applications. Applicants for a share of the remainder that have been allocated a share of Saskatchewan's monthly RQV must exhaust this allocation prior to applying for the remainder. Exporters that have not been allocated a share of Saskatchewan's monthly RQV may also apply for a share of the remainder.

Regulatory and non-regulatory options considered

The Softwood Lumber Agreement requires Canada to impose volume restraints on softwood lumber product exports from Option B regions (i.e. Quebec, Ontario, Manitoba and Saskatchewan). The certainty and transparency of a regulation provides the optimal environment for the industry to be able to develop their business plans for 2012.

Benefits and costs

Softwood lumber is one of Canada's largest exports to the United States, with 21.5 billion board feet (BBF) of lumber shipped in 2005 alone (20.2 BBF in 2006; 16.7 BBF in 2007; 11.72 BBF in 2008; 8.37 BBF in 2009 and 8.84 BBF in 2010). It constitutes an important element of the largest trading relationship in the world.

The costs associated with this allocation method order for the government are limited to the administrative costs of making the regulation.

Rationale

These allocation methodologies were developed following extensive consultations with provincial governments and industry stakeholders, and reflect the differing circumstances of the softwood lumber industry from region to region. In order to take into account the current state of the softwood lumber industry, and the

Manitoba

Les parts du contingent attribuées sur la base des exportations historiques correspondent à 40 % du CR mensuel du Manitoba. Chaque entreprise de première ou de seconde transformation admissible se voit attribuer une part du CR mensuel du Manitoba équivalant à 40 % de sa part du volume d'exportations historiques de la province vers les États-Unis durant la période de référence, sous réserve de tout rajustement rendu nécessaire pour tenir compte des transferts réalisés.

La « quantité non allouée » correspond à 60 % du CR mensuel du Manitoba. Elle est attribuée selon l'ordre de réception des demandes de licence d'exportation. Les détenteurs d'une part du CR mensuel du Manitoba doivent d'abord avoir épuisé cette attribution avant de faire une demande pour obtenir une part de la quantité non allouée. Les exportateurs ne détenant pas de part du CR mensuel du Manitoba peuvent aussi présenter une demande pour obtenir une part de la quantité non allouée.

Saskatchewan

Les parts du contingent attribuées sur la base des exportations historiques correspondent à 40 % du CR mensuel de la Saskatchewan. Chaque entreprise de première ou de seconde transformation admissible se voit attribuer une part du CR mensuel équivalant à 40 % de sa part du volume d'exportations historiques de la province vers les États-Unis durant la période de référence, sous réserve de tout rajustement rendu nécessaire pour tenir compte des transferts réalisés.

La « quantité non allouée » correspond à 60 % du CR mensuel de la Saskatchewan. Elle est attribuée selon l'ordre de réception des demandes de licence d'exportation. Les détenteurs d'une part du CR mensuel de la Saskatchewan doivent d'abord avoir épuisé cette attribution avant de faire une demande pour obtenir une part de la quantité non allouée. Les exportateurs ne détenant pas de part du CR mensuel de la Saskatchewan peuvent aussi présenter une demande pour obtenir une part de la quantité non allouée.

Options réglementaires et non réglementaires considérées

L'Accord sur le bois d'œuvre résineux exige que le Canada limite le volume d'exportations de produits de bois d'œuvre pour les régions sous le régime de l'option B (Québec, Ontario, Manitoba et Saskatchewan). La certitude et la transparence que procure une mesure réglementaire assurent aux entreprises un cadre optimal pour établir leur plan d'affaires pour 2012.

Avantages et coûts

Le bois d'œuvre est l'une des exportations les plus importantes du Canada vers les États-Unis, avec 21,5 milliards de pieds-planche (MPP) exportés en 2005 seulement (20,2 MPP en 2006; 16,7 MPP en 2007; 11,72 MPP en 2008; 8,37 MPP en 2009 et 8,84 MPP en 2010). Le bois d'œuvre est un élément important de la plus grande relation commerciale du monde.

Les coûts relatifs à cet arrêté pour le gouvernement se limitent aux coûts administratifs de l'adoption de la mesure réglementaire.

Justification

Les méthodes d'allocation ont été élaborées à la suite de consultations approfondies auprès des gouvernements provinciaux et des acteurs de l'industrie et elles reflètent la différence des conditions de l'industrie du bois d'œuvre d'une région à l'autre. Afin de tenir compte de l'état actuel de l'industrie du bois d'œuvre et

views of various stakeholders, a 36-month reference period of November 1, 2008, to October 31, 2011, is used in the allocation methodologies for the different Option B regions.

Since the current allocation method order only applies to 2011, this regulation is needed to ensure that companies are able to develop their business plans for 2012.

Consultation

The Government of Canada held consultation meetings with industry representatives and governments of the provinces that elected the Option B export measure, regarding specific allocation methodologies for their particular provinces. In addition, further input was received, in this regard, from stakeholders following consultation meetings.

The allocation methods proposed for quotas respecting softwood lumber exports from Quebec, Ontario, Manitoba and Saskatchewan reflect the advice provided by those provinces following exchanges between federal and provincial officials.

Ontario

Stakeholders voiced their views with respect to the allocation methodology; for example, a company suggested that the size of the remainder pool for Ontario be reduced. Overall, Ontario provincial officials and industry representatives have expressed their preference for the current methodology to be maintained.

Quebec

While some divergent views with regard to the reserve pool were voiced by some stakeholders, Quebec provincial officials and industry representatives have indicated their support in general for the current methodology, including the 36-month reference period.

Manitoba

Industry representatives have indicated their preference for a methodology that allows for some quota to be allocated based on historical exports and some on a first-come, first-served basis.

Saskatchewan

The Government of Saskatchewan supports an allocation methodology that employs a split between the historic and remainder pools.

Although proposals for changes to the reference period and the proportion of the split between the historic allocation and the remainder pools were voiced throughout consultations, overall, industry representatives have expressed their preference to maintain the allocation methodology currently in place.

Implementation, enforcement and service standards

The Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) is responsible for administering and enforcing the allocation method orders with respect to softwood lumber products. Providing false or misleading information in an application to obtain an export allocation is an offence and may lead to

des avis des différents intervenants, les méthodes d'allocation se fondent sur une période de référence de 36 mois, soit du 1^{er} novembre 2008 au 31 octobre 2011, pour les différentes régions sous le régime de l'option B.

Puisque l'arrêté en vigueur sur la méthode d'allocation de quotas ne s'applique que pour l'année 2011, une nouvelle mesure réglementaire est nécessaire pour permettre aux entreprises d'établir leur plan d'affaires pour 2012.

Consultation

Le gouvernement du Canada a tenu des séances de consultation avec des représentants de l'industrie et des gouvernements des provinces qui ont choisi la mesure à l'exportation de l'option B, au sujet des méthodes d'allocation propres à leur province. D'autres avis ont également été reçus de divers intéressés à la suite de ces séances de consultation.

Les méthodes d'allocation proposées pour les quotas d'exportations de bois d'œuvre à partir du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan visent à refléter les avis donnés par ces provinces à la suite des échanges entre les responsables fédéraux et provinciaux.

Ontario

Les parties intéressées ont exprimé leur avis sur la méthodologie d'allocation de l'Arrêté. Par exemple, une entreprise a proposé de réduire la taille de la réserve établie pour la « quantité non allouée » en Ontario. De façon générale, les représentants de l'industrie et de la province de l'Ontario se sont exprimés en faveur du maintien de la méthodologie actuelle.

Québec

Bien que certains intéressés ont exprimé des points de vue divergents à propos de la « quantité réservée », les représentants de l'industrie et du gouvernement du Québec se sont montrés généralement favorables à la méthodologie actuelle, y compris la période de référence de 36 mois.

Manitoba

Des représentants de l'industrie ont indiqué qu'ils préfèrent une méthode permettant que des parts soient allouées en partie sur la base des exportations historiques et en partie sur la base du premier arrivé, premier servi.

Saskatchewan

Le gouvernement de la Saskatchewan appuie une méthode d'allocation selon laquelle les parts sont réparties entre le volume historique et la quantité non allouée attribuée sur la base du premier arrivé, premier servi.

Au cours des consultations, des propositions ont été formulées concernant la période de référence et la proportion dans laquelle le volume historique et la quantité non allouée devraient être répartis. Cependant, les représentants de l'industrie se sont dans l'ensemble prononcés en faveur du maintien de la méthode d'allocation en vigueur.

Mise en œuvre, application et normes de service

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) est responsable de l'administration et de l'application des arrêtés sur les méthodes d'allocation des quotas de produits de bois d'œuvre résineux. Fournir des informations fausses ou trompeuses dans une demande de parts du contingent

prosecution under the *Export and Import Permits Act*. The Act requires that records be kept and retained until the expiry of six years after the end of the year to which they relate, or for any other period that may otherwise be prescribed by regulation. DFAIT conducts periodic audits to ensure that the conditions and requirements for receiving export allocations are respected.

This regulation will be binding with respect to export allocations issued by the Minister of Foreign Affairs from January 1, 2012, to December 31, 2012. A Notice to Exporters communicating the government's practices and procedures in this regard will be published on DFAIT's Web site.

Performance measurement and evaluation

This regulation includes formulae that are used on a regular basis. Results are continuously monitored. No other performance measurement or evaluation plans are necessary.

Contact

François Rivest
Director
Softwood Lumber Controls Division
Export and Import Controls Bureau
Department of Foreign Affairs and International Trade
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2
Telephone: 613-996-0934
Fax: 613-944-8950

d'exportation constitue une infraction et peut mener à des poursuites en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. La Loi exige que des dossiers soient conservés pendant une période de six ans après la fin de l'année à laquelle ils se rapportent, ou pendant toute autre période qui pourrait être prescrite par règlement. Le MAECI effectue des vérifications périodiques pour s'assurer que les conditions et les exigences d'obtention de parts du contingent d'exportation sont respectées.

Cette mesure réglementaire aura force exécutoire en ce qui a trait aux autorisations d'exportation délivrées par le ministre des Affaires étrangères entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012. Un Avis aux exportateurs sera diffusé sur le site Web du MAECI pour présenter les pratiques et les procédures du gouvernement à cet égard.

Mesures de rendement et évaluation

Cette mesure réglementaire énonce les formules qui seront régulièrement employées. Les résultats font l'objet d'un suivi continu. Aucun autre plan d'évaluation ou mesure de rendement n'est nécessaire.

Personne-ressource

François Rivest
Directeur
Direction des contrôles sur le bois d'œuvre
Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2
Téléphone : 613-996-0934
Télécopieur : 613-944-8950

Registration
SOR/2011-270 November 22, 2011

FARM PRODUCTS AGENCIES ACT

Regulations Amending the Canadian Hatching Egg Producers Quota Regulations

Whereas the Governor in Council has, by the *Canadian Hatching Egg Producers Proclamation*^a, established the Canadian Hatching Egg Producers pursuant to subsection 16(1)^b of the *Farm Products Agencies Act*^c;

Whereas the Canadian Hatching Egg Producers have been empowered to implement a marketing plan pursuant to that Proclamation;

Whereas, pursuant to section 6^d of the schedule to that Proclamation, the Canadian Hatching Egg Producers have applied the allocation system set out in Schedule "B" annexed to the Federal Provincial Agreement for Broiler Hatching Eggs;

Whereas the proposed *Regulations Amending the Canadian Hatching Egg Producers Quota Regulations* are regulations of a class to which paragraph 7(1)(d)^e of that Act applies by reason of section 2 of the *Agencies' Orders and Regulations Approval Order*^f and have been submitted to the National Farm Products Council pursuant to paragraph 22(1)(f) of that Act;

And whereas, pursuant to paragraph 7(1)(d)^e of that Act, the National Farm Products Council is satisfied that the proposed Regulations are necessary for the implementation of the marketing plan that the Canadian Hatching Egg Producers are authorized to implement and has approved the proposed Regulations;

Therefore, the Canadian Hatching Egg Producers, pursuant to paragraph 22(1)(f) of the *Farm Products Agencies Act*^c and subsection 5(1) of the schedule to the *Canadian Hatching Egg Producers Proclamation*^a, hereby make the annexed *Regulations Amending the Canadian Hatching Egg Producers Quota Regulations*.

Ottawa, Ontario, November 16, 2011

REGULATIONS AMENDING THE CANADIAN HATCHING EGG PRODUCERS QUOTA REGULATIONS

AMENDMENTS

1. (1) The schedule to the *Canadian Hatching Egg Producers Quota Regulations*¹ is replaced by the schedule set out in Schedule 1 to these Regulations.

^a SOR/87-40; SOR/2007-196

^b S.C. 1993, c. 3, par. 13(b)

^c R.S., c. F-4; S.C. 1993, c. 3, s. 2

^d SOR/87-544

^e S.C. 1993, c. 3, s. 7(2)

^f C.R.C., c. 648

¹ SOR/87-209; SOR/2008-8

Enregistrement
DORS/2011-270 Le 22 novembre 2011

LOI SUR LES OFFICES DES PRODUITS AGRICOLES

Règlement modifiant le Règlement des Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sur le contingentement

Attendu que, en vertu du paragraphe 16(1)^a de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b, le gouverneur en conseil a, par la *Proclamation visant Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada*^c, créé Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada;

Attendu que Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sont habilités à mettre en œuvre un plan de commercialisation, conformément à cette proclamation;

Attendu que, conformément à l'article 6^d de l'annexe de cette proclamation, Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada ont appliqué le système de contingentement prévu à l'annexe B de l'Entente fédérale-provinciale sur les œufs d'incubation de poulet de chair;

Attendu que le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement des Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sur le contingentement* relève d'une catégorie à laquelle s'applique l'alinéa 7(1)(d)^e de cette loi, conformément à l'article 2 de l'*Ordonnance sur l'approbation des ordonnances et règlements des offices*^f, et a été soumis au Conseil national des produits agricoles, conformément à l'alinéa 22(1)(f) de cette loi;

Attendu que, en vertu de l'alinéa 7(1)(d)^e de cette loi, le Conseil national des produits agricoles, étant convaincu que le projet de règlement est nécessaire à l'exécution du plan de commercialisation que Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sont habilités à mettre en œuvre, a approuvé ce projet,

À ces causes, en vertu de l'alinéa 22(1)(f) de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b et du paragraphe 5(1) de l'annexe de la *Proclamation visant Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada*^c, Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada prennent le *Règlement modifiant le Règlement des Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sur le contingentement*, ci-après.

Ottawa (Ontario), le 16 novembre 2011

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DES PRODUCTEURS D'ŒUFS D'INCUBATION DU CANADA SUR LE CONTINGEMENT

MODIFICATIONS

1. (1) L'annexe du *Règlement des Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sur le contingentement*¹ est remplacée par l'annexe figurant à l'annexe 1 du présent règlement.

^a L.C. 1993, ch. 3, al. 13b)

^b L.R., ch. F-4; L.C. 1993, ch. 3, art. 2

^c DORS/87-40; DORS/2007-196

^d DORS/87-544

^e L.C. 1993, ch. 3, par. 7(2)

^f C.R.C., ch. 648

¹ DORS/87-209; DORS/2008-8

(2) The schedule to the Regulations is replaced by the schedule set out in Schedule 2 to these Regulations.

(2) L'annexe du même règlement est remplacée par l'annexe figurant à l'annexe 2 du présent règlement.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. (1) Subsection 1(1) comes into force on the day on which these Regulations are registered.

2. (1) Le paragraphe 1(1) entre en vigueur à la date d'enregistrement du présent règlement.

(2) Subsection 1(2) comes into force on January 1, 2012.

(2) Le paragraphe 1(2) entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

SCHEDULE 1
(Subsection 1(1))

ANNEXE 1
(paragraphe 1(1))

SCHEDULE
(Sections 2, 5 and 6)

ANNEXE
(articles 2, 5 et 6)

LIMITS FOR BROILER HATCHING EGGS

LIMITES D'ŒUFS D'INCUBATION DE POULET DE CHAIR

Effective during the period beginning on January 1, 2011 and ending on December 31, 2011

Pour la période commençant le 1^{er} janvier 2011 et se terminant le 31 décembre 2011

Item	Province	Number of Broiler Hatching Eggs	
		Column I	Column II
		Interprovincial and Intraprovincial Trade	Export Trade
1.	Ontario	207,927,941	0
2.	Quebec	177,500,466	0
3.	Manitoba	33,085,978	0
4.	British Columbia	102,855,777	0

Article	Province	Nombre d'œufs d'incubation de poulet de chair	
		Colonne I	Colonne II
		Commerce interprovincial et intraprovincial	Commerce d'exportation
1.	Ontario	207 927 941	0
2.	Québec	177 500 466	0
3.	Manitoba	33 085 978	0
4.	Colombie-Britannique	102 855 777	0

SCHEDULE 2
(Subsection 1(2))

ANNEXE 2
(paragraphe 1(2))

SCHEDULE
(Sections 2, 5 and 6)

ANNEXE
(articles 2, 5 et 6)

LIMITS FOR BROILER HATCHING EGGS

LIMITES D'ŒUFS D'INCUBATION DE POULET DE CHAIR

Effective during the period beginning on January 1, 2012 and ending on December 31, 2012

Pour la période commençant le 1^{er} janvier 2012 et se terminant le 31 décembre 2012

Item	Province	Number of Broiler Hatching Eggs	
		Column I	Column II
		Interprovincial and Intraprovincial Trade	Export Trade
1.	Ontario	210,168,102	0
2.	Quebec	179,412,805	0
3.	Manitoba	33,442,438	0
4.	British Columbia	103,963,919	0

Article	Province	Nombre d'œufs d'incubation de poulet de chair	
		Colonne I	Colonne II
		Commerce interprovincial et intraprovincial	Commerce d'exportation
1.	Ontario	210 168 102	0
2.	Québec	179 412 805	0
3.	Manitoba	33 442 438	0
4.	Colombie-Britannique	103 963 919	0

EXPLANATORY NOTE

NOTE EXPLICATIVE

(This note is not part of the Regulations.)

(Cette note ne fait pas partie du Règlement.)

This amendment establishes the final 2011 and the initial 2012 limits for broiler hatching eggs in the signatory provinces.

Les modifications fixent les limites définitives pour l'année 2011 et les limites initiales pour l'année 2012 d'œufs d'incubation de poulet de chair applicables dans les provinces signataires.

Registration
SOR/2011-271 November 22, 2011

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Order 2011-87-09-01 Amending the Domestic Substances List

Whereas the Minister of the Environment has been provided with information under either paragraph 87(1)(a) or (5)(a) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^a in respect of each substance referred to in the annexed Order;

Whereas, in respect of the substances being added to the *Domestic Substances List*^b pursuant to subsection 87(1) of that Act, the Minister of the Environment and the Minister of Health are satisfied that those substances have been manufactured in or imported into Canada, by the person who provided the information, in excess of the quantity prescribed under the *New Substances Notification Regulations (Chemicals and Polymers)*^c;

Whereas the period for assessing the information under section 83 of that Act has expired;

And whereas no conditions under paragraph 84(1)(a) of that Act in respect of the substances are in effect;

Therefore, the Minister of the Environment, pursuant to subsections 87(1), (3) and (5) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^a, hereby makes the annexed *Order 2011-87-09-01 Amending the Domestic Substances List*.

Gatineau, November 17, 2011

PETER KENT
Minister of the Environment

ORDER 2011-87-09-01 AMENDING THE DOMESTIC SUBSTANCES LIST

AMENDMENTS

1. (1) Part 1 of the *Domestic Substances List*¹ is amended by deleting the following:

68664-06-2 N

(2) Part 1 of the List is amended by adding the following in numerical order:

1071-93-8 N

57033-22-4 N-P

127312-13-4 N

163183-04-8 N-P

1283712-54-8 N-P

Enregistrement
DORS/2011-271 Le 22 novembre 2011

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Arrêté 2011-87-09-01 modifiant la Liste intérieure

Attendu que le ministre de l'Environnement a reçu les renseignements visés aux alinéas 87(1)a) ou (5)a) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^a concernant chaque substance visée par l'arrêté ci-après;

Attendu que le ministre de l'Environnement et la ministre de la Santé sont convaincus que celles de ces substances qui sont ajoutées à la *Liste intérieure*^b en vertu du paragraphe 87(1) de cette loi ont été fabriquées ou importées au Canada, par la personne qui a fourni les renseignements, en une quantité supérieure à celle prévue par le *Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)*^c;

Attendu que le délai d'évaluation prévu à l'article 83 de cette loi est expiré;

Attendu que les substances ne sont assujetties à aucune condition précisée au titre de l'alinéa 84(1)a) de cette loi,

À ces causes, en vertu des paragraphes 87(1), (3) et (5) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^a, le ministre de l'Environnement prend l'*Arrêté 2011-87-09-01 modifiant la Liste intérieure*, ci-après.

Gatineau, le 17 novembre 2011

Le ministre de l'Environnement
PETER KENT

ARRÊTÉ 2011-87-09-01 MODIFIANT LA LISTE INTÉRIEURE

MODIFICATIONS

1. (1) La partie 1 de la *Liste intérieure*¹ est modifiée par radiation de ce qui suit :

68664-06-2 N

(2) La partie 1 de la même liste est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

1071-93-8 N

57033-22-4 N-P

127312-13-4 N

163183-04-8 N-P

1283712-54-8 N-P

^a S.C. 1999, c. 33

^b SOR/94-311

^c SOR/2005-247

¹ SOR/94-311

^a L.C. 1999, ch. 33

^b DORS/94-311

^c DORS/2005-247

¹ DORS/94-311

2. Part 2 of the List is amended by adding the following in numerical order:

Column 1	Column 2
Substance	Significant New Activity for which substance is subject to subsection 81(3) of the Act
68664-06-2 N-S	<p>1. Any activity involving the use of the substance Phosphonic acid, P-methyl-, diphenyl ester, polymer with 4,4'-(1-methylethylidene)bis[phenol] in Canada</p> <p>(a) in foams for mattresses and household upholstered furniture; or</p> <p>(b) in any other items intended for use by or for children.</p> <p>2. For each proposed significant new activity, the following information must be provided to the Minister at least 90 days before the day on which the significant new activity begins:</p> <p>(a) a description of the proposed significant new activity in relation to the substance;</p> <p>(b) the information specified in Schedule 9 to the <i>New Substances Notification Regulations (Chemicals and Polymers)</i>;</p> <p>(c) the information specified in item 5 of Schedule 10 to those Regulations;</p> <p>(d) the test data from a repeated-dose mammalian toxicity test of the substance of at least 28 days duration, using the most significant route of potential human exposure to the substance, namely, oral, dermal or inhalation, including</p> <p>(i) the age, sex, number, species, strain and source of the animals tested,</p> <p>(ii) the route by which the substance is administered and the conditions under which the mammalian toxicity test is conducted, and</p> <p>(iii) the dose of the substance, vehicle by means of which the substance is administered and its concentration in that vehicle;</p> <p>(e) the information specified in subitems 10(a) and (b) of Schedule 11 to those Regulations; and</p> <p>(f) any other information or test data concerning the substance that are in the possession of or accessible to the person who intends to use the substance for the significant new activity and that are relevant to determining whether the substance is toxic or capable of becoming toxic, including information or test data that are relevant to determining the repeated-dose mammalian toxicity of the substance.</p> <p>3. The test described in paragraph 2(d) must be conducted in conformity with the laboratory practices described by the Organisation for Economic Co-operation and Development ("OECD") in the "OECD Principles of Good Laboratory Practice", as set out in Annex II of the OECD <i>Decision of the Council Concerning the Mutual Acceptance of Data in the Assessment of Chemicals</i>, adopted by the OECD on May 12, 1981, and that are current at the time the test data are developed.</p> <p>4. The above information will be assessed within 90 days after the day on which it is received by the Minister.</p>

3. Part 3 of the List is amended by adding the following in numerical order:

10139-5 N-P	2-Propenoic acid, 2-methyl-, polymer with butyl 2-methyl-2-propenoate, butyl 2-propenoate, methyl 2-methyl-2-propenoate and 2-(2-oxo-1-heteromonocycle)ethyl 2-methyl-2-propenoate
16065-0 N-P	Acide 2-méthylpropén-2-oïque polymérisé avec le 2-méthylpropén-2-oate de butyle, le propén-2-oate de butyle, le 2-méthylpropén-2-oate de méthyle et le 2-méthylpropén-2-oate de 2-(2-oxo-1-hétéromonocycle)éthyle
	Alkanoic acid, 3-oxo-, 2-(2-methyl-1-oxo-2-propenyloxy) ethyl ester, polymer with alkyl 2-propenoate, 2-hydroxyethyl 2-propenoate, methyl 2-alkyl-2-propenoate and <i>rel</i> -(1 <i>R</i> ,2 <i>R</i> ,4 <i>R</i>)-1,7,7-trimethylbicyclo[2.2.1]hept-2-yl 2-methyl-2-propenoate
	3-Oxoalkanoate de 2-(2-méthyl-1-oxoprop-2-ényloxy) éthyle, polymérisé avec de l'acrylate d'alkyle, de l'acrylate de 2-hydroxyéthyle, du 2-alkylacrylate de méthyle et du méthacrylate de <i>rel</i> -(1 <i>R</i> ,2 <i>R</i> ,4 <i>R</i>)-1,7,7-triméthylbicyclo[2.2.1]hept-2-yle

2. La partie 2 de la même liste est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Colonne 1	Colonne 2
Substance	Nouvelle activité pour laquelle la substance est assujettie au paragraphe 81(3) de la Loi
68664-06-2 N-S	<p>1. Toute activité relative à l'utilisation au Canada de la substance méthylphosphonate de diphenyle polymérisé avec du 4,4'-isopropylidènebis(phénol) :</p> <p>a) dans les mousses utilisées pour les matelas et pour les meubles de maison rembourrés;</p> <p>b) dans tout autre article destiné aux enfants.</p> <p>2. Pour chaque nouvelle activité proposée, les renseignements ci-après sont fournis au ministre au moins 90 jours avant le début de la nouvelle activité :</p> <p>a) la description de la nouvelle activité à l'égard de la substance;</p> <p>b) les renseignements prévus à l'annexe 9 du <i>Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)</i>;</p> <p>c) les renseignements prévus à l'article 5 de l'annexe 10 de ce règlement;</p> <p>d) les données provenant d'un essai de toxicité d'au moins vingt-huit jours de doses répétées de la substance à l'égard de mammifères administré par voie orale, cutanée ou par inhalation, selon le mode d'exposition le plus probable chez l'être humain et les renseignements suivants :</p> <p>(i) l'âge, le sexe, le nombre, l'espèce, la souche et la source des animaux testés,</p> <p>(ii) la voie d'administration de la substance et les conditions dans lesquelles l'essai est effectué,</p> <p>(iii) la posologie de la substance, le vecteur par lequel elle est administrée et sa concentration dans le vecteur;</p> <p>e) les renseignements prévus aux alinéas 10a) et b) de l'annexe 11 de ce règlement;</p> <p>f) tout autre renseignement ou toute autre donnée d'essai à l'égard de la substance dont dispose la personne ayant l'intention d'utiliser celle-ci pour la nouvelle activité, ou auquel elle a accès, et qui est utile pour déterminer si la substance est effectivement ou potentiellement toxique, y compris tout renseignement ou toute donnée d'essai qui est utile pour déterminer la toxicité de la substance à doses répétées chez les mammifères.</p> <p>3. L'essai prévu à l'alinéa 2d) doit être réalisé suivant des pratiques de laboratoire conformes à celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») énoncées dans les « Principes de l'OCDE relatifs aux bonnes pratiques de laboratoire » figurant à l'annexe II de la <i>Décision du Conseil relative à l'acceptation mutuelle des données pour l'évaluation des produits chimiques</i> adoptée par l'OCDE le 12 mai 1981, qui sont à jour au moment de l'obtention des données d'essai.</p> <p>4. Les renseignements qui précèdent seront évalués dans les 90 jours suivant leur réception par le ministre.</p>

3. La partie 3 de la même liste est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

- 16169-5 N-P 2-Propenoic acid, 2-alkyl-, 2-substitutedalkyl ester, polymer with ethenylbenzene, 2-propenoic acid and *rel*-(1*R*,2*R*,4*R*)-1,7,7-trimethylbicyclo[2.2.1]hept-2-yl 2-methyl-2-propenoate, 2-hydroxy-3-(1-oxonéodécyl)oxy]propyl ester
2-Alkylacrylate d'alkyle substitué en position 2, polymérisé avec du styrène, de l'acide acrylique et du méthacrylate de *rel*-(1*R*,2*R*,4*R*)-1,7,7-triméthylbicyclo[2.2.1]hept-2-yle, ester 2-hydroxy-3-(1-oxonéodécyl)oxy]propylique
- 16256-2 N Alkanoic acid, -hydroxy-, polymer with 3-hydroxy-2-(hydroxymethyl)-2-alkylpropanoic acid and 2-oxepanone, octanoate, polymer with butyl 2-methyl-2-propenoate and oxiranylmethyl 2-methyl-2-propenoate reaction products with 1*H*-isoindole-1,3(2*H*)-dione and *N*-methylbenzene methanamine, isononoates (salts)
Acide hydroxycanoïque polymérisé avec de l'acide 2,2 bis(hydroxyméthyl)alcanoïque et de l'oxépan-2-one, octanoate, polymérisé avec des produits de réaction de l'acrylate de butyle et du méthacrylate d'oxiranylméthyle avec du 1*H*-isoindole-1,3(2*H*)-dione et de la *N*-tolylméthylamine, isononoates (sels)
- 16304-5 N Alkanedioic acid, polymer with 2,2-dialkyl-1,3-propanediol, 2-alkyl-2-(hydroxymethyl)-1,3-propanediol and hexahydro-1,3-isobenzofurandione
Acide alcanedioïque polymérisé avec du 2,2-dialkylpropane-1,3-diol, du 2-alkyl-2-(hydroxyméthyl)propane-1,3-diol et de l'hexahydroisobenzofuran-1,3-dione
- 18312-6 N Aromatic isocyanate, polymer with alkyl oxirane, polymer with oxirane, ether with alkyl diol
Isocyanate aromatique, polymérisé avec un alkyloxirane, polymérisé avec de l'oxirane, éther avec un alkyldiol
- 18314-8 N-P Fatty acids, C₁₈-unsatd., dimers, polymers with alkyldiamine, glycidyl neodecanoate, α -hydro- ω -hydroxypoly(oxy-1,4-butanediyl), 3-hydroxy-2-(hydroxymethyl)-2-methylpropanoic acid, 5-isocyanato-1-(isocyanatomethyl)-1,3,3-trimethylcyclohexane, neopentyl glycol, 4-oxopentanoic acid and trimethylolpropane, compds. with triethylamine
Dimères d'acides gras insaturés en C₁₈ polymérisés avec une alkyldiamine, du néodécanoate de glycidyle, de l' α -hydro- ω -hydroxypoly(oxybutane-1,4-diyle), de l'acide 2,2-bis(hydroxyméthyl)propanoïque, du 5-isocyanate de 1 (isocyanatométhyl)-1,3,3-triméthylcyclohexane, du néopentylglycol, de l'acide 4-oxopentanoïque et de l'hexaglycérine, composés avec la *N,N*-diéthyléthylamine
- 18315-0 N-P 2-Propenoic acid, substitutedalkyl ester, polymer with ethenylbenzene, 2-oxepanone, homopolymer, 2-[(1-oxo-2-propen-1-yl)oxy]ethyl ester and 2-propenoic acid, alkyl ester, ethaneperoxoic acid, 1,1-dimethylethyl ester initiated
Acrylate d'alkyle substitué, polymérisé avec du styrène, un ester 2-[(1-oxoprop-2-èn-1-yl)oxy]éthyl d'oxépan 2-one homopolymérisée et un acrylate d'alkyle, amorcé avec de l'éthaneperoxoate de *tert*-butyle
- 18316-1 N-P 2-Propenoic acid, alkyl ester, polymer with ethenylbenzene and substituted-2-propenoate, bis(1-methyl-1-phenylethyl) peroxide-initiated
Acrylate d'alkyle, polymérisé avec du styrène et un acrylate substitué, amorcé avec du peroxyde de bis(2-phénylprop-2-yle)
- 18317-2 N-P 2-Propenoic acid, 2-methyl-, polymer with ethenylbenzene, 2-hydroxyalkyl 2-methyl-2-propenoate, alkyl 2-alkyl-2-propenoate and α -(2-methyl-1-oxo-2-propenyl)- ω -hydroxypoly [oxy(methyl-1,2-ethanediyl)], compd. with 2-(dimethylamino) ethanol
Acide méthacrylique polymérisé avec du styrène, du méthacrylate de 2 hydroxyalkyle, du méthacrylate d'alkyle et de l' α -(2-méthyl-1-oxoprop-2-ènyl)- ω -hydroxypoly[oxypropan-1,2-diyle], composé avec le 2-(diméthylamino)éthanol
- 18319-4 N-P 2-Propenoic acid, 2-methyl-, 2-hydroxyethyl ester, polymer with ethenylbenzene, alkyl 2-methyl-2-propenoate and 2-alkylalkyl-2-methyl-2-propenoate, peroxide, bis(1-methyl-1-phenylethyl) initiated
Méthacrylate de 2-hydroxyéthyle, polymérisé avec du styrène, du méthacrylate d'alkyle et du méthacrylate de 2-alkylalkyle, amorcé avec du peroxyde de bis(2-phénylprop-2-yle)
- 18320-5 N-P 2-Propenoic acid, 2-methyl-, substitutedalkyl ester, polymer with 1,1'-(1,6-hexanediyl) di-2-propenoate, heteromonocycle, 2-oxo and *rel*-(1*R*, 2*R*, 4*R*)-1,7,7-trimethylbicyclo[2.2.1]hept-2-yl 2-propenoate
Méthacrylate d'alkyle substitué, polymérisé avec du diacrylate de 1,1'-(hexane-1,6-diyle), un hétéromonocycle, de l'acrylate de 2-oxo et de *rel*-(1*R*, 2*R*, 4*R*)-1,7,7-triméthylbicyclo[2.2.1]hept-2-yle
- 18321-6 N-P 2-Propenoic acid, 2-methyl-, alkyl ester, polymer with alkyl 2-propenoate, ethenylbenzene, substituted heteromonocycle homopolymer 2-[(1-oxo-2-propen-1-yl)oxy]ethyl ester and 2-propenoic acid, 2,2'-(1,2-diazenediyl)bis[2-methylbutanenitrile]-initiated
Méthacrylate d'alkyle polymérisé avec de l'acrylate d'alkyle, du styrène, un ester 2 [(1-oxoprop-2-èn-1-yl)oxy]éthyl d'homopolymère d'hétéromonocycle substitué et de l'acide acrylique, amorcé avec du 2,2'-(diazène-1,2-diyl)bis[2-méthylbutanenitrile]

18322-7 N-P	Hexanedioic acid polymer with 1,6-hexanediol, polyester polyol, polycaprolactone, polypropylene glycol, butyl methacrylate, hydroxyethyl methacrylate, methacrylate acid, methyl methacrylate, and diphenylmethane diisocyanate Acide adipique polymérisé avec de l'hexane-1,6-diol, du polyester de polyol, du polycaprolactone, du polypropylène glycol, du méthacrylate de butyle, du méthacrylate d'hydroxyéthyle, de l'acide méthacrylique, du méthacrylate de méthyle et du diisocyanate de diphénylméthane
18323-8 N	Distillates (Fischer-Tropsch), branched and linear Distillats (Fischer-Tropsch), ramifiés et linéaires
18324-0 N	Kerosine (Fisher-Tropsch), full range, branched and linear Kérosène (Fisher-Tropsch), total, ramifié et linéaire
18325-1 N	Naphtha (Fischer-Tropsch), light, branched and linear Naphtha (Fischer-Tropsch), léger, ramifié et linéaire

4. Part 4 of the List is amended by adding the following in numerical order:

4. La partie 4 de la même liste est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

Column 1	Column 2
Substance	Significant New Activity for which substance is subject to subsection 81(3) of the Act
18277-7 N-S	<p>1. Any activity involving either of the following uses of the substance 5,5'-(Polyalkenylalkanediyl)bis(3-substituted-4H-1,2,4-triazole), in Canada, in any quantity:</p> <p>(a) as a component in lubricating fluids for consumers or as a component in lubricating fuels for consumers, when the concentration of the substance is greater than 0.5%; or</p> <p>(b) as a component in personal care products.</p> <p>2. For each proposed significant new activity, the following information must be provided to the Minister at least 90 days before the day on which the significant new activity begins:</p> <p>(a) a description of the significant new activity in relation to the substance;</p> <p>(b) the information specified in Schedule 9 to the <i>New Substances Notification Regulations (Chemicals and Polymers)</i>;</p> <p>(c) the information specified in item 5 of Schedule 10 to those Regulations;</p> <p>(d) the mutagenicity test data obtained from each of the following tests of the substance:</p> <p>(i) one <i>in vitro</i> test, with and without metabolic activation, for gene mutations,</p> <p>(ii) one <i>in vitro</i> test, with and without metabolic activation, for chromosomal aberrations in mammalian cells, and</p> <p>(iii) one <i>in vivo</i> mammalian test for chromosomal aberrations or gene mutations or another indicator of mutagenicity, together with data substantiating that the tissue investigated was exposed to the substance or its metabolites, that permits an assessment of <i>in vivo</i> mutagenicity; and</p> <p>(e) any other information or test data concerning the substance that are in the possession of or accessible to the person who intends to use the substance for the significant new activity and that are relevant to determining whether the substance is toxic or capable of becoming toxic.</p> <p>3. The above information will be assessed within 90 days after the day on which it is received by the Minister.</p>

Colonne 1	Colonne 2
Substance	Nouvelle activité pour laquelle la substance est assujettie au paragraphe 81(3) de la Loi
18277-7 N-S	<p>1. Toute activité relative à l'une ou l'autre des utilisations ci-après de la substance 5,5'-(Polyalkenylalkanediyl)bis(3-substitué-4H-1,2,4-triazole), au Canada, peu importe la quantité en cause :</p> <p>a) comme composant d'un fluide ou d'un combustible de lubrification destinés aux consommateurs, lorsque la concentration de la substance est supérieure à 0,5 %;</p> <p>b) comme composant d'un produit de soins personnels.</p> <p>2. Pour chaque nouvelle activité proposée, les renseignements ci-après sont fournis au ministre au moins 90 jours avant le début de la nouvelle activité :</p> <p>a) la description de la nouvelle activité à l'égard de la substance;</p> <p>b) les renseignements prévus à l'annexe 9 du <i>Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)</i>;</p> <p>c) les renseignements prévus à l'article 5 de l'annexe 10 de ce règlement;</p> <p>d) les données sur le pouvoir mutagène de la substance provenant des essais suivants :</p> <p>(i) un essai <i>in vitro</i>, avec et sans activation métabolique, pour déterminer la présence de mutations génétiques,</p> <p>(ii) un essai <i>in vitro</i>, avec et sans activation métabolique, pour déterminer la présence d'aberrations chromosomiques dans des cellules de mammifères,</p> <p>(iii) un essai <i>in vivo</i> à l'égard des mammifères pour déterminer la présence d'aberrations chromosomiques ou de mutations génétiques ou un autre indicateur du pouvoir mutagène qui, jumelé à des données établissant que le tissu en question a été exposé à la substance ou à ses métabolites, permet l'évaluation du pouvoir mutagène <i>in vivo</i>;</p> <p>e) tout autre renseignement ou toute autre donnée d'essai à l'égard de la substance dont dispose la personne ayant l'intention d'utiliser celle-ci pour la nouvelle activité, ou auquel elle a accès, et qui est utile pour déterminer si la substance est effectivement ou potentiellement toxique.</p> <p>3. Les renseignements qui précèdent seront évalués dans les 90 jours suivant leur réception par le ministre.</p>

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. This Order comes into force on the day on which it is registered.

5. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de son enregistrement.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT****RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION***(This statement is not part of the orders.)**(Ce résumé ne fait pas partie des arrêtés.)***Issue and objectives**

The purpose of the *Order 2011-87-09-01 Amending the Domestic Substances List* and the *Order 2011-66-09-01 Amending the Domestic Substances List* (hereafter collectively referred to as “the Orders”), made under subsections 66(3), 87(1), (3) and (5) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* (CEPA 1999), is to add 24 substances to the *Domestic Substances List* and make a correction to the information on one substance. In addition, since a substance cannot appear on both the *Domestic Substances List* and the *Non-domestic Substances List*, an order to remove five substances from the *Non-domestic Substances List* is also being proposed.

Description and rationale*The Domestic Substances List*

Subsection 66(1) of CEPA 1999 requires that the Minister of the Environment maintain a list of substances, to be known as the *Domestic Substances List* (or the List), which specifies all substances that, in the case of chemicals or polymers, “the Minister is satisfied were, between January 1, 1984 and December 31, 1986, (a) manufactured in or imported into Canada by any person in a quantity of not less than 100 kg in any one calendar year; or (b) in Canadian commerce or used for commercial manufacturing purposes in Canada.”

For the purposes of CEPA 1999, the List is the sole basis for determining whether a substance is “existing” or “new” to Canada. Substances on the List, except those identified with the indicator “S”, “S”¹ or “P”¹, are not subject to the requirements of section 81 of CEPA 1999 or the *New Substances Notification Regulations (Chemicals and Polymers)* made under section 89 of CEPA 1999. Substances that are not on the List will require notification and assessment as prescribed by these Regulations before they can be manufactured in or imported into Canada.

The List, published in the *Canada Gazette*, Part II, in May 1994, is not static and is subject, from time to time, to additions, deletions or corrections that are also published in the *Canada Gazette*. The *Order 2001-87-04-01 Amending the Domestic Substances List* (SOR/2001-214), published in the *Canada Gazette*, Part II, on July 4, 2001, establishes the structure of the List, whereby substances or living organisms are listed by categories based on certain criteria.²

Question et objectifs

L'Arrêté 2011-87-09-01 modifiant la Liste intérieure et l'Arrêté 2011-66-09-01 modifiant la Liste intérieure (« les arrêtés », ci après), pris en vertu des paragraphes 66(3), 87(1), (3) et (5) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* [LCPE 1999], ont pour objet d'inscrire 24 substances sur la *Liste intérieure* et d'apporter une correction à l'information sur une substance. De plus, puisqu'une substance ne peut être inscrite sur la *Liste intérieure* et la *Liste extérieure* en même temps, un arrêté en vue de radier cinq substances de la *Liste extérieure* est aussi proposé.

Description et justification*La Liste intérieure*

Le paragraphe 66(1) de la LCPE 1999 stipule que le ministre de l'Environnement doit tenir à jour une liste, dite la « *Liste intérieure* » (ou la Liste), de toutes les substances — substances chimiques ou polymères — « qu'il estime avoir été, entre le 1^{er} janvier 1984 et le 31 décembre 1986, a) soit fabriquées ou importées au Canada par une personne en une quantité d'au moins 100 kg au cours d'une année civile; b) soit commercialisées ou utilisées à des fins de fabrication commerciale au Canada. »

Pour l'application de la LCPE 1999, la Liste est la seule source qui permet de déterminer si une substance est « existante » ou est « nouvelle » au Canada. Les substances qui sont inscrites sur la Liste, exception faite de celles portant la mention « S », « S' » ou « P »¹, ne sont pas assujetties aux exigences de l'article 81 de la LCPE 1999 ou de son règlement pris en vertu de l'article 89 de la LCPE 1999, soit le *Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)*. Les substances non inscrites sur la Liste doivent, conformément au Règlement, faire l'objet d'une déclaration et d'une évaluation tel que prévu par ce règlement avant leur fabrication ou leur importation au Canada.

La Liste a été publiée dans la Partie II de la *Gazette du Canada* en mai 1994. Cependant, la Liste n'est pas statique et fait l'objet, lorsqu'il y a lieu, d'inscriptions, de radiations ou de corrections, qui sont aussi publiées dans la *Gazette du Canada*. L'Arrêté 2001-87-04-01 modifiant la Liste intérieure (DORS/2001-214), publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada* le 4 juillet 2001, établit la structure de la Liste en établissant selon certains critères des catégories de substances ou d'organismes vivants².

¹ Some substances on the *Domestic Substances List* with the indicator “S” or “S'” may require notification in advance of their manufacture, import or use for a significant new activity. As well, substances with the indicator “P” require notification in advance of their manufacture or import if they are in a form that no longer meets the reduced regulatory requirement criteria as defined in the *New Substances Notification Regulations (Chemicals and Polymers)*.

² For more information, please visit <http://gazette.gc.ca/archives/p2/2001/2001-07-04/pdf/g2-13514.pdf>.

¹ Certaines substances inscrites sur la *Liste intérieure* portant la mention « S » ou « S' » pourraient nécessiter une déclaration avant leur fabrication, leur importation ou leur utilisation pour une nouvelle activité. De plus, les substances portant la mention « P » nécessitent une déclaration avant leur fabrication ou leur importation, si elles sont sous une forme qui ne satisfait plus les critères des exigences réglementaires réduites tels que décrits par le *Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)*.

² Pour plus d'information, veuillez visiter le <http://gazette.gc.ca/archives/p2/2001/2001-07-04/pdf/g2-13514.pdf>.

The Non-domestic Substances List

The United States Toxic Substances Control Act Inventory has been chosen as the basis for the *Non-domestic Substances List*. On a semi-annual basis, the *Non-domestic Substances List* is updated based on amendments to the American inventory. The *Non-domestic Substances List* only applies to substances that are chemicals and polymers.

In order to protect the environment and human health, substances that are added to the *Non-domestic Substances List* remain subject to notification and scientific assessment as new substances in Canada when manufactured or imported quantities of the substance exceed 1 000 kg per year. However, these substances are subject to fewer information requirements under the *New Substances Notification Regulations (Chemicals and Polymers)*.

Additions to the Domestic Substances List

Where a substance was not included on the *Domestic Substances List* and the Minister of the Environment subsequently learns that, between January 1, 1984, and December 31, 1986, the substance was (a) manufactured in or imported into Canada by any person in a quantity of not less than 100 kg in any one calendar year; or (b) in Canadian commerce or used for commercial manufacturing purposes in Canada, subsection 66(3) of CEPA 1999 requires the Minister to add the substance to the List.

Subsection 87(1) of CEPA 1999 requires the Minister to add a chemical or a polymer to the List within 120 days after the following conditions are met:

- (a) the Minister has been provided with information in respect of the substance under section 81 or 82 and any additional information or test results required under subsection 84(1);
- (b) the Ministers are satisfied that the substance has been manufactured in or imported into Canada by the person who provided the information in excess of
 - (i) 1 000 kg in any calendar year,
 - (ii) an accumulated total of 5 000 kg, or
 - (iii) the quantity prescribed for the purposes of this section;
- (c) the period for assessing the information under section 83 has expired; and
- (d) no conditions specified under paragraph 84(1)(a) in respect of the substance remain in effect.

If a substance is specified on the List, subsection 87(3) of CEPA 1999 permits the Minister to indicate on the List that subsection 81(3) applies with respect to the substance and to specify the significant new activities for the application of this subsection.

Subsection 87(5) of CEPA 1999 requires the Minister to add a chemical or a polymer to the List within 120 days after the following conditions are met:

- (a) the Minister has been provided with any information in respect of the substance under subsections 81(1) to (13) or section 82, any additional information or test results required under subsection 84(1), and any other prescribed information;
- (b) the period for assessing the information under section 83 has expired; and
- (c) no conditions specified under paragraph 84(1)(a) in respect of the substance remain in effect.

La Liste extérieure

L'inventaire de la loi des États-Unis, la Toxic Substances Control Act, a été retenu comme fondement pour la *Liste extérieure*. La *Liste extérieure* est mise à jour sur une base semestrielle à partir des modifications apportées à l'inventaire américain. La *Liste extérieure* ne s'applique qu'aux substances chimiques et aux polymères.

Afin de protéger l'environnement et la santé humaine, les substances inscrites sur la *Liste extérieure* qui sont fabriquées ou importées en quantités supérieures à 1 000 kg par année demeurent soumises aux exigences de déclaration et d'évaluation scientifique à titre de substances nouvelles au Canada. Toutefois, moins d'exigences en matière de renseignements s'y appliquent aux termes du *Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)*.

Inscriptions sur la Liste intérieure

Le paragraphe 66(3) de la LCPE 1999 exige que le ministre de l'Environnement inscrive toute substance chimique ou polymère sur la Liste lorsqu'il apprend qu'elle a été, entre le 1^{er} janvier 1984 et le 31 décembre 1986, a) soit fabriquée ou importée au Canada par une personne en une quantité d'au moins 100 kg au cours d'une année civile; b) soit commercialisée ou utilisée à des fins de fabrication commerciale au Canada.

Le paragraphe 87(1) de la LCPE 1999 exige que le ministre inscrive une substance chimique ou un polymère sur la Liste dans les 120 jours suivant la réalisation des conditions suivantes :

- a) il a reçu des renseignements concernant la substance en application des articles 81 ou 82, ainsi que les renseignements complémentaires ou les résultats d'essais exigés en vertu du paragraphe 84(1);
- b) les ministres sont convaincus qu'elle a été fabriquée ou importée par la personne qui a fourni les renseignements en une quantité supérieure, selon le cas, à :
 - (i) 1 000 kg au cours d'une année civile,
 - (ii) un total de 5 000 kg,
 - (iii) la quantité fixée par règlement pour l'application de cet article;
- c) le délai d'évaluation prévu à l'article 83 est expiré;
- d) la substance n'est plus assujettie aux conditions précisées au titre de l'alinéa 84(1)a).

Si une substance est inscrite sur la Liste, le paragraphe 87(3) de la LCPE 1999 permet au ministre de porter à la Liste la mention qu'elle est assujettie au paragraphe 81(3) et de préciser les nouvelles activités pour l'application de ce paragraphe.

Le paragraphe 87(5) de la LCPE 1999 exige que le ministre inscrive une substance chimique ou un polymère sur la Liste dans les 120 jours suivant la réalisation des conditions suivantes :

- a) il a reçu des renseignements concernant la substance en application des paragraphes 81(1) à (13) ou de l'article 82, les renseignements complémentaires ou les résultats d'essais exigés en vertu du paragraphe 84(1), ainsi que tout autre renseignement réglementaire;
- b) le délai d'évaluation prévu à l'article 83 est expiré;
- c) la substance n'est plus assujettie aux conditions précisées au titre de l'alinéa 84(1)a).

Since one substance met the criteria under subsection 66(3) and 23 substances met the criteria under subsections 87(1), (3) or (5), the Orders add them to the List.

Corrections to the Domestic Substances List

Corrections to the List are made by deleting and replacing erroneous information. As the information for one substance on the List was not appropriate, the Order 2011-87-09-01 makes the necessary correction to the List.

Publication of masked names

Section 88 of CEPA 1999 requires the use of a masked name where the publication of the explicit chemical or biological name of a substance would result in the release of confidential business information in contravention of section 314 of CEPA 1999. The procedure to be followed for creating such a name is set out in the *Masked Name Regulations*. The Order 2011-87-09-01 adds 18 masked names to the List. Despite section 88, the identity of these substances may be disclosed by the Minister in accordance with sections 315 or 316 of CEPA 1999. Persons that wish to determine if a substance is on the confidential portion of the List must file a Notice of *Bona Fide* intent to manufacture or import with the New Substances program.

Deletions from the Non-domestic Substances List

Substances added to the *Domestic Substances List*, if they appear on the *Non-domestic Substances List*, shall be deleted from that List as indicated under subsections 87(1) and (5) of CEPA 1999. Five substances that are being added to the *Domestic Substances List* are present on the *Non-domestic Substances List*, and would therefore be deleted.

Alternatives

CEPA 1999 sets out a process for updating the List in accordance with strict timelines. Since the 24 substances covered by the Orders meet the criteria for addition to the List, no alternatives to their addition have been considered.

Similarly, there is no alternative to the proposed *Non-domestic Substances List* corrections, since a substance name cannot be on both the *Domestic Substances List* and the *Non-domestic Substances List*.

Benefits and costs

Benefits

The amendment of the List will benefit the public and governments by identifying additional substances that are in commerce in Canada. Also, it will benefit the industry by exempting them from assessment and reporting requirements under subsection 81(1) of CEPA 1999. Furthermore, the Order 2011-87-09-01 will improve the accuracy of the List by making one necessary correction to the information on one substance.

Costs

There will be no incremental costs to the public, industry or governments associated with the Orders.

Étant donné qu'une substance répond aux critères du paragraphe 66(3) et 23 substances répondent aux critères du paragraphe 87(1), (3) ou (5), les arrêtés les inscrivent sur la Liste.

Corrections à la Liste intérieure

Des corrections à la Liste sont apportées en enlevant et en remplaçant l'information erronée. Étant donné que l'information concernant une substance énumérée sur la Liste n'est pas appropriée, l'Arrêté 2011-87-09-01 modifie la Liste en effectuant la correction nécessaire.

Publication des dénominations maquillées

L'article 88 de la LCPE 1999 exige la publication d'une dénomination maquillée dans les cas où la publication de la dénomination chimique ou biologique d'une substance aboutirait à la divulgation de renseignements commerciaux de nature confidentielle en violation de l'article 314 de la LCPE 1999. La procédure à suivre pour l'élaboration d'une dénomination maquillée est prescrite par le *Règlement sur les dénominations maquillées*. L'Arrêté 2011-87-09-01 inscrit 18 dénominations maquillées à la Liste. Malgré l'article 88, l'identité d'une substance peut être divulguée par le ministre conformément aux articles 315 ou 316 de la LCPE 1999. Les personnes réglementées qui veulent déterminer si une substance est inscrite à la partie confidentielle de la Liste doivent envoyer au Programme des substances nouvelles un avis d'intention véritable de fabriquer ou d'importer la substance.

Radiations de la Liste extérieure

Les substances inscrites sur la *Liste intérieure*, si elles figurent sur la *Liste extérieure*, sont radiées de cette dernière en vertu des paragraphes 87(1) et (5) de la LCPE 1999. Cinq substances inscrites sur la *Liste intérieure* sont présentes sur la *Liste extérieure* et seront par conséquent radiées de cette Liste.

Solutions envisagées

La LCPE 1999 édicte le régime des mises à jour de la Liste, lequel comporte des échéanciers très stricts. Étant donné que les 24 substances visées par les arrêtés remplissent les conditions pour l'inscription sur cette Liste, aucune solution autre que leur inscription n'est envisagée.

De même, les corrections proposées à la *Liste extérieure* constituent la seule solution envisageable, puisqu'une substance ne peut être inscrite sur la *Liste intérieure* et la *Liste extérieure* en même temps.

Avantages et coûts

Avantages

La modification à la Liste entraînera des avantages pour le public et les gouvernements puisqu'elle identifiera les nouvelles substances qui sont commercialisés au Canada. Aussi, l'industrie bénéficiera de cette modification puisque ces substances seront exemptées des exigences en matière d'évaluation et de déclaration prévues au paragraphe 81(1) de la LCPE 1999. De plus, L'Arrêté 2011-87-09-01 améliorera la précision de la Liste en apportant une correction nécessaire à l'information sur une substance.

Coûts

Aucun coût différentiel associé à ces arrêtés ne sera encouru par le public, l'industrie ou les gouvernements.

Consultation

As the Orders are administrative in nature and do not contain any information that would be subject to comment or objection by the general public, no consultation was required.

Implementation, enforcement and service standards

The List identifies substances that, for the purposes of CEPA 1999, are not subject to the requirements of the *New Substances Notification Regulations (Chemicals and Polymers)*. Furthermore, as the Orders only add substances to the List, developing an implementation plan or a compliance strategy or establishing a service standard is not required.

Contact

Greg Carreau
Acting Executive Director
Program Development and Engagement Division
Environment Canada
Gatineau, Quebec
K1A 0H3
Substances Management Information Line:
1-800-567-1999 (toll free in Canada)
819-953-7156 (outside of Canada)
Fax: 819-953-7155
Email: substances@ec.gc.ca

Consultation

Étant donné que les arrêtés sont de nature administrative et qu'ils ne contiennent aucun renseignement pouvant faire l'objet de commentaire ou d'objection de la part du public en général, aucune consultation ne s'est avérée nécessaire.

Mise en œuvre, application et normes de service

La Liste identifie, tel qu'il est requis par la LCPE 1999, les substances qui ne sont pas assujetties aux exigences du *Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles (substances chimiques et polymères)*. De plus, puisque les arrêtés ne font qu'inscrire 24 substances sur la Liste, il n'est pas nécessaire d'élaborer un plan de mise en œuvre, une stratégie de conformité ou des normes de service.

Personne-ressource

Greg Carreau
Directeur exécutif par intérim
Division de la mobilisation et de l'élaboration de programmes
Environnement Canada
Gatineau (Québec)
K1A 0H3
Ligne d'information de la gestion des substances :
1-800-567-1999 (sans frais au Canada)
819-953-7156 (à l'extérieur du Canada)
Télécopieur : 819-953-7155
Courriel : substances@ec.gc.ca

Registration
SOR/2011-272 November 22, 2011

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Order 2011-66-09-01 Amending the Domestic Substances List

Whereas the Minister of the Environment is satisfied that the substance referred to in the annexed Order was, between January 1, 1984 and December 31, 1986, imported into Canada by a person in a quantity of not less than 100 kg in any one calendar year, meeting the requirement set out in paragraph 66(1)(a) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^a;

Therefore, the Minister of the Environment, pursuant to subsection 66(3) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^a, hereby makes the annexed *Order 2011-66-09-01 Amending the Domestic Substances List*.

Gatineau, November 17, 2011

PETER KENT
Minister of the Environment

ORDER 2011-66-09-01 AMENDING THE DOMESTIC SUBSTANCES LIST

AMENDMENT

1. Part 1 of the *Domestic Substances List*¹ is amended by adding the following in numerical order:

1311195-87-5 N

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on the day on which it is registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for this Order appears at page 2626, following SOR/2011-271.

Enregistrement
DORS/2011-272 Le 22 novembre 2011

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Arrêté 2011-66-09-01 modifiant la Liste intérieure

Attendu que le ministre de l'Environnement estime que la substance visée par l'arrêté ci-après a été, entre le 1^{er} janvier 1984 et le 31 décembre 1986, importée au Canada par une personne en une quantité d'au moins 100 kg au cours d'une année civile, et que le critère fixé à l'alinéa 66(1)a) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^a est ainsi rempli,

À ces causes, en vertu du paragraphe 66(3) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^a, le ministre de l'Environnement prend l'*Arrêté 2011-66-09-01 modifiant la Liste intérieure*, ci-après.

Gatineau, le 17 novembre 2011

Le ministre de l'Environnement
PETER KENT

ARRÊTÉ 2011-66-09-01 MODIFIANT LA LISTE INTÉRIEURE

MODIFICATION

1. La partie 1 de la *Liste intérieure*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

1311195-87-5 N

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de cet arrêté se trouve à la page 2626, à la suite du DORS/2011-271.

^a S.C. 1999, c. 33
¹ SOR/94-311

^a L.C. 1999, ch. 33
¹ DORS/94-311

Registration
SOR/2011-273 November 24, 2011

FOOD AND DRUGS ACT

Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1577 — Schedule F)

P.C. 2011-1351 November 24, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Health, pursuant to subsection 30(1)^a of the *Food and Drugs Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1577 — Schedule F)*.

REGULATIONS AMENDING THE FOOD AND DRUG REGULATIONS (1577 — SCHEDULE F)

AMENDMENTS

1. Part I of Schedule F to the *Food and Drug Regulations*¹ is amended by repealing the following:

Apiol, oil of
Apiol (huile d')
Deanol, and its salts and derivatives
Déanol, ses sels et dérivés
Theobromine and its salts
Théobromine et ses sels

2. Part II of Schedule F to the Regulations is amended by repealing the following:

Centella asiatica extract and active principles thereof
Centella asiatica (extrait de) et ses principes actifs

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Issue and objectives

This amendment to Parts I and II of Schedule F to the *Food and Drug Regulations* removes the listings for four naturally sourced medicinal ingredients, thus allowing them to have non-prescription status.

The four medicinal ingredients (1. apiol, oil of; 2. *centella asiatica* extract and active principles thereof; 3. deanol and its salts and derivatives; and 4. theobromine and its salts) are currently in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* without

Enregistrement
DORS/2011-273 Le 24 novembre 2011

LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1577 — annexe F)

C.P. 2011-1351 Le 24 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre de la Santé et en vertu du paragraphe 30(1)^a de la *Loi sur les aliments et drogues*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1577 — annexe F)*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS ET DROGUES (1577 — ANNEXE F)

MODIFICATIONS

1. La partie I de l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues*¹ est modifiée par abrogation de ce qui suit :

Apiol (huile d')
Apiol, oil of
Déanol, ses sels et dérivés
Deanol, and its salts and derivatives
Théobromine et ses sels
Theobromine and its salts

2. La partie II de l'annexe F du même règlement est modifiée par abrogation de ce qui suit :

Centella asiatica (extrait de) et ses principes actifs
Centella asiatica extract and active principles thereof

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Question et objectifs

La présente modification aux parties I et II de l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* supprime l'inscription de quatre ingrédients médicinaux d'origine naturelle de l'annexe, ce qui leur permet d'avoir le statut de produits en vente libre.

Les quatre ingrédients médicinaux (1. apiol [huile d']; 2. *centella asiatica* [extrait de] et ses principes actifs; 3. déanol, ses sels et dérivés; et 4. théobromine et ses sels) sont actuellement inscrits à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* sans être

^a S.C. 2005, c. 42, s. 2

^b R.S., c. F-27

¹ C.R.C., c. 870

^a L.C. 2005, ch. 42, art. 2

^b L.R., ch. F-27

¹ C.R.C., ch. 870

any qualifying phrases or exceptions, and are therefore currently available by prescription only.

Sections C.01.041 to C.01.049 of the *Food and Drug Regulations* control the sale of medicinal ingredients that are listed in Schedule F. Part I of Schedule F lists ingredients that require a prescription for human use and for veterinary use. Part II of Schedule F lists ingredients that require a prescription for human use, but do not require a prescription for veterinary use if so labelled or if in a form unsuitable for human use.

Since the coming into force of the *Natural Health Products Regulations* in 2004, all naturally sourced ingredients meeting the definition of a natural health product are governed by these regulations. However, products containing ingredients listed in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* are explicitly excluded from the *Natural Health Products Regulations*.

Description and rationale

Health Canada undertook a review of the naturally sourced medicinal ingredients listed in Schedule F. As part of this undertaking, the Department's Drug Schedule Status Committee ("the Committee") reviewed science assessments for 11 naturally sourced medicinal ingredients and recommended these medicinal ingredients could be regulated (in whole or in part) as non-prescription natural health products under the *Natural Health Products Regulations*. Four of these eleven medicinal ingredients are presented in this project.

These four naturally sourced medicinal ingredients were added to Schedule F prior to the *Natural Health Products Regulations* coming into force in 2004. Following the review of the naturally sourced medicinal ingredients on Schedule F, the Committee recommended the following four naturally sourced medicinal ingredients be removed from Schedule F to the *Food and Drug Regulations* as none of the factors for listing in Schedule F were found to apply.

Manufacturers will be able to apply for market authorization for products containing these medicinal ingredients as natural health products pursuant to the *Natural Health Products Regulations* once the regulatory amendment comes into force. There are no known marketed-authorized products containing these medicinal ingredients; therefore, no marketed products are affected by this regulatory amendment.

Description of the medicinal ingredients:

Apiol, oil of — Apiol oil is found in the essential oils of parsley seed, dill seed, and to a lesser extent in fennel seed, sassafras root bark and other plant species. A review of the available scientific literature indicates that there is a wide margin of safety between the therapeutic and toxic doses of apiol oil. It has toxic effects in humans exposed to doses of approximately 1 g/day; however, the common presence of apiol oil in foods indicates a lack of toxicity at doses likely to be found in herbal medicines. No health hazards or side effects are known in conjunction with appropriate therapeutic dosages of parsley seed, whose medicinal properties are largely attributed to the seed

assortis de mentions explicatives ou d'exceptions et ne peuvent donc être vendus que sur ordonnance.

Les articles C.01.041 à C.01.049 du *Règlement sur les aliments et drogues* régissent la vente des ingrédients médicinaux énumérés à l'annexe F. La partie I de l'annexe F énumère des ingrédients qui requièrent une ordonnance pour usage humain et pour usage vétérinaire. La partie II de l'annexe F énumère les ingrédients qui requièrent une ordonnance pour usage humain mais qui n'en requièrent pas pour un usage vétérinaire si l'étiquette en fait mention ou si la forme ne convient pas aux humains.

Depuis l'entrée en vigueur du *Règlement sur les produits de santé naturels* en 2004, toutes les substances d'origine naturelle, rencontrant la définition d'un produit de santé naturel, sont régies par ce règlement. Toutefois, les produits contenant des substances inscrites à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* sont expressément exclus du *Règlement sur les produits de santé naturels*.

Description et justification

Santé Canada a entrepris d'examiner les ingrédients médicinaux d'origine naturelle inscrits à l'annexe F. Dans le cadre de cet examen, le comité du ministère, le Comité chargé d'examiner le statut de l'annexe de médicaments a procédé à l'évaluation scientifique pour 11 ingrédients médicinaux d'origine naturelle menant à la recommandation que ces ingrédients médicinaux pourraient être réglementé (en tout ou en partie) comme produits de santé naturels en vente libre en vertu du *Règlement des produits de santé naturels*. Le comité recommande le statut de médicament vendu avec ordonnance ou l'exemption du statut de vendu avec ordonnance pour les ingrédients médicinaux, selon des critères établis et rendus publics. Ces critères comprennent entre autres la toxicité, les propriétés pharmacologiques et les usages thérapeutiques des ingrédients. Quatre des onze ingrédients médicinaux sont présentés dans ce projet.

Ces quatre ingrédients médicinaux d'origine naturelle ont été ajoutés à l'annexe F avant l'entrée en vigueur du *Règlement sur les produits de santé naturels* en 2004. Après avoir examiné les ingrédients médicinaux figurant à l'annexe F, le comité a recommandé que les quatre ingrédients médicinaux d'origine naturelle suivants soient retirés de l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues*, estimant qu'aucun des critères conduisant à l'inscription à l'annexe F ne s'applique.

Lorsque la modification réglementaire entrera en vigueur, les fabricants pourront demander l'autorisation de mise en marché des produits contenant ces ingrédients médicinaux en vertu du *Règlement sur les produits de santé naturels*. Comme il n'y a présentement sur le marché aucun produit connu contenant ces ingrédients médicinaux, cette modification réglementaire n'aura aucune incidence sur la mise en marché des produits.

Description des ingrédients médicinaux :

Apiol (huile d') — L'huile d'apiol est présente dans les huiles essentielles des graines de persil, des graines d'aneth et, dans une moindre mesure, des graines de fenouil, de l'écorce de la racine de sassafras et d'autres espèces végétales. L'examen de la documentation scientifique disponible indique qu'il y a une large marge d'innocuité entre les doses thérapeutiques et les doses toxiques de l'huile d'apiol. Elle a des effets toxiques chez les humains exposés à des doses d'environ 1 g/jour; cependant, la présence courante de l'huile d'apiol dans les aliments indique une absence de toxicité aux concentrations susceptibles de se trouver dans les plantes médicinales. Aucun

volatile oil apiol content and there are no reports of serious health risks associated with normal dietary ingestion or recommended medicinal use of parsley seed.

Centella asiatica extract and active principles thereof — *Centella asiatica* is derived from a small plant commonly known as gotukola (gotu kola). *Centella asiatica* extract is a concentrated preparation. An active principle is the part of the drug upon which the therapeutic action of the drug depends. *Centella asiatica* is available as a vegetable in South Asian markets. A review of the available scientific literature indicates that there is a wide margin of safety between the therapeutic and toxic doses of *centella asiatica*. *Centella asiatica* extract and active principles thereof pose a low risk of undesirable or severe side effects. There is a very low percentage of adverse reactions compared to its length and frequency of use both in food and medicine.

Deanol and its salts and derivatives — Deanol, also known as dimethylaminoethanol or DMAE, is a naturally sourced chemical found in salmon roe, shellfish and fish oils. Deanol is a precursor to choline, a chemical in the body used to make acetylcholine, a chemical that is found in the brain and other areas of the body. A review of the available scientific literature indicates that deanol does not have a narrow margin of safety between the therapeutic and toxic doses.

Theobromine and its salts — Theobromine is a naturally occurring chemical substance that is found in cocoa and chocolate and is also prepared synthetically for commercial purposes. Theobromine affects humans similarly to caffeine, but to a lesser degree. Toxicity from the use of theobromine is very rare and only seen at very high doses in humans and therefore it does not pose a high level of risk relative to expected benefits. As well, theobromine has no known severe side effects at normal therapeutic dosage levels. Due to theobromine's low potency as a drug and the availability of more effective treatments, it is rarely used therapeutically anymore.

The availability of these four naturally sourced medicinal ingredients as nonprescription products may provide consumers with potential access to licensed natural health products. Potential safety concerns for products containing these nonprescription medicinal ingredients would be considered during the premarket review process under the *Natural Health Products Regulations*.

Manufacturers may benefit by being provided an opportunity to apply for product licences for natural health products containing these ingredients. There is no immediate impact on manufacturers as there are currently no known products containing these medicinal ingredients on the market in Canada.

danger pour la santé ni effet secondaire n'est connu relativement aux doses thérapeutiques appropriées des graines de persil, dont les propriétés médicinales sont largement attribuées à leur teneur en huile d'apiol volatile, et aucun risque grave pour la santé n'a été signalé comme étant associé à l'ingestion dans le cadre d'un régime alimentaire normal ou à l'utilisation médicinale recommandée des graines de persil.

Centella asiatica (extrait de) et ses principes actifs — La *centella asiatica* est tirée d'une petite plante couramment appelée gotu kola (gotukola). L'extrait de *centella asiatica* est une préparation concentrée. Le principe actif est la partie d'un médicament qui produit l'effet thérapeutique voulu. La *centella asiatica* est disponible comme légume sur les marchés de l'Asie méridionale. Un examen de la documentation scientifique disponible indique qu'il y a une vaste marge d'innocuité entre la dose thérapeutique et la dose toxique de *centella asiatica*. L'extrait de *centella asiatica* et ses principes actifs présentent de faibles risques d'effets secondaires indésirables ou graves. Il y a un très faible pourcentage de réactions adverses au regard de la durée et de la fréquence d'utilisation de ces substances tant dans l'alimentation qu'en médecine.

Déanol, ses sels et dérivés — Le déanol, aussi appelé diméthylaminoéthanol ou DMAE, est une substance chimique d'origine naturelle que l'on trouve dans le caviar de saumon, les mollusques et crustacés et les huiles de poisson. Le déanol est un précurseur de la choline, une substance chimique présente dans l'organisme humain qui sert à produire l'acétylcholine, une substance chimique qui se trouve dans le cerveau et dans d'autres parties de l'organisme. Un examen de la documentation scientifique disponible indique que le déanol ne présente pas une marge d'innocuité étroite entre les doses thérapeutiques et les doses toxiques.

Théobromine et ses sels — La théobromine est une substance chimique présente dans la nature que l'on trouve dans le cacao et le chocolat, et qui est également préparée synthétiquement à des fins commerciales. La théobromine a chez les humains des effets semblables à ceux de la caféine, mais à un moindre degré. La toxicité attribuable à la consommation de théobromine est très rare, elle est uniquement observée à des doses très élevées chez les humains, et ne présente donc pas des risques élevés comparativement à ses avantages escomptés. En outre, la théobromine n'a aucun effet secondaire grave connu aux niveaux normaux de dosage thérapeutique. Étant donné la faible puissance de la théobromine comme médicament et la disponibilité de traitements plus efficaces, cette substance est rarement utilisée à des fins thérapeutiques de nos jours.

La mise en vente libre de ces quatre ingrédients médicinaux d'origine naturelle peut donner aux consommateurs accès à des produits de santé naturels homologués. Toute préoccupation éventuelle relative à l'innocuité des produits contenant ces ingrédients médicinaux en vente libre serait prise en considération dans le cadre du processus d'évaluation avant la vente exigé par le *Règlement sur les produits de santé naturels*.

Les fabricants pourraient retirer des avantages en permettant l'opportunité d'appliquer pour une licence de mise en marché pour des produits de santé naturels contenant ces ingrédients. Il n'y aurait aucune répercussion immédiate pour les fabricants, car il n'y a actuellement sur le marché canadien aucun médicament vendu avec ordonnance connu qui contient ces ingrédients médicinaux.

There is no change in costs to provincial or privately funded drug benefit plans as there are no known drugs containing these medicinal ingredients on the market in Canada. Should natural health products containing these medicinal ingredients receive market authorization from Health Canada, there would be no anticipated additional costs to provincial or privately funded drugs benefit plans since at this time most do not cover the cost of natural health products.

Health Canada's nonprescription status for *centella asiatica* and active principles thereof and theobromine and its salts brings Canada in line with the regulatory approaches of the United States (US), the United Kingdom (UK) and Australia. The nonprescription status for apiol oil and deanol and its salts and derivatives also brings Canada in line with the regulatory approaches of the US, UK and Australia with the following exceptions:

- in the UK, apiol oil is a prescription medicinal ingredient;
- in Australia, deanol and its salts and derivatives is a prescription medicinal ingredient.

The divergence in Health Canada's nonprescription status for apiol oil and deanol and its salts and derivatives and prescription status in some other international jurisdictions is related to Canada's specific regulatory framework for natural health products that involves a mandatory pre-market review prior to authorization and a compliance policy that targets unauthorized natural health products that pose an unacceptable risk to the health of consumers.

Consultation

Direct notice of this regulatory proposal was provided to external stakeholders, including provincial and territorial Ministries of Health, medical and pharmacy licensing bodies, and industry, consumer and professional associations in a Notice of Intent sent out on December 29, 2009, and published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 26, 2009, with a 75-day comment period. It was also posted on the Health Canada and *Consulting with Canadians* Web sites. The process for this consultation with stakeholders is described in the Memorandum of Understanding (MOU) to streamline regulatory amendments to Schedule F. The MOU, signed by Health Canada, the Privy Council Office and the Department of International Trade on February 23, 2005, is posted on the Health Canada Web site.

Comments were received from nine respondents. All comments received supported the proposed amendment. No negative comments were received. Seven of the nine comments received supported the removal of the following three ingredients from Schedule F: apiol, oil of; deanol and its salts and derivatives; and theobromine and its salts. Nine comments supported the removal of *centella asiatica* extract, and active principles thereof, from Schedule F. The comments received included the following:

- access to these ingredients under the *Natural Health Products Regulations* will allow Canadians a broader choice of products;

Il n'y aura aucun changement dans les coûts assumés par les régimes d'assurance-médicaments provinciaux ou privés, car aucun médicament connu contenant ces ingrédients médicinaux n'est actuellement sur le marché canadien. Si des produits de santé naturels contenant ces ingrédients médicinaux recevaient une autorisation de mise sur le marché de la part de Santé Canada, aucun coût additionnel ne serait à prévoir pour les régimes provinciaux ou privés d'assurance-médicaments, puisque, pour le moment, la plupart de ces régimes ne couvrent pas les produits de santé naturels.

Le statut de produits en vente libre par Santé Canada pour *centella asiatica* (extrait de) et ses principes actifs et de théobromine et ses sels fait concorder le Canada avec les approches réglementaires des États-Unis (É.-U.), du Royaume-Uni (RU) et de l'Australie. Le statut de produits en vente libre pour l'huile d'apiol et de déanol, ses sels et dérivés fait concorder le Canada avec les approches réglementaires des É.-U., du RU et de l'Australie avec les exceptions suivantes :

- au RU, l'huile d'apiol est un ingrédient médicinal vendu avec une ordonnance;
- en Australie, le déanol, ses sels et dérivés est un ingrédient médicinal vendu avec une ordonnance

La divergence dans le statut de produit en vente libre par Santé Canada pour l'huile d'apiol et de déanol, ses sels et dérivés et le statut de vendu avec ordonnance dans d'autres juridictions internationales est en relation avec le cadre réglementaire du Canada spécifique aux produits de santé naturels qui donne lieu à une évaluation obligatoire avant la vente préalable à l'autorisation et à la politique de conformité qui vise les produits de santé naturels non autorisés qui posent un risque inacceptable à la santé des consommateurs.

Consultation

Les intervenants externes, les ministères provinciaux et territoriaux de la santé, les organismes de réglementation professionnelle de la médecine et de la pharmacie ainsi que les associations d'industries, de consommateurs et de professionnels ont été avisés directement dans un avis d'intention le 29 décembre 2009 et publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 26 décembre 2009, et une période de 75 jours a été prévue pour la présentation des observations. Il a également été affiché sur les sites Web de Santé Canada et « Consultation auprès des Canadiens ». Le processus pour cette consultation avec les parties intéressées est décrit dans le Protocole d'entente (PE) qui simplifie le processus de modification réglementaire de l'annexe F. Le PE, signé le 23 février 2005, par Santé Canada, le Bureau du Conseil privé et le ministère du Commerce international est affiché sur le site Web de Santé Canada.

Des observations ont été reçues de la part de neuf répondants. Toutes les observations reçues appuyaient la modification proposée. Aucune observation négative n'a été reçue. Sept observations sur les neuf reçues étaient favorables au retrait des trois ingrédients suivants de l'annexe F : apiol (huile d'); déanol et ses sels et dérivés; et théobromine et ses sels. Neuf observations appuyaient le retrait de *centella asiatica* (extrait de) et ses principes actifs de l'annexe F. Parmi les observations reçues, mentionnons les suivantes :

- l'accès à ces ingrédients en vertu du *Règlement sur les produits de santé naturels* offrira aux Canadiens un choix plus vaste de produits;

- we fully agree with Health Canada’s proposal to remove the ingredients from Schedule F as these ingredients do not appear to pose unnecessary risk with use according to available scientific literature; and
- we do not have any concerns going forward with this deregulatory initiative that will permit safe and effective consumer health products containing these ingredients to be made available without a prescription.

Implementation, enforcement and service standards

This amendment will come into force on the day on which it is registered.

This amendment does not alter existing compliance mechanisms under the provisions of the *Food and Drugs Act*, the *Food and Drug Regulations* and the *Natural Health Products Regulations* enforced by the Health Products and Food Branch Inspectorate.

Contact

Refer to Project No. 1577
Bureau of Policy, Science and International Programs
Therapeutic Products Directorate
Health Canada
1600 Scott Street, Holland Cross, Tower B, 2nd Floor
Address Locator: 3102C5
Ottawa, Ontario
K1A 0K9
Telephone: 613-948-4623
Fax: 613-941-6458
Email: regaff-affreg@hc-sc.gc.ca

- nous sommes entièrement d’accord avec la proposition de Santé Canada de retirer ces ingrédients de l’annexe F puisque leur usage ne semble pas présenter de risques inutiles selon la documentation scientifique disponible;
- nous n’avons aucune réserve quant à cette mesure de déréglementation qui permettra la mise en vente sans ordonnance de produits de santé sûrs et efficaces contenant ces ingrédients.

Mise en œuvre, application et normes de service

La modification entrera en vigueur à la date de son enregistrement.

Cette modification ne changera rien aux mécanismes d’application actuellement en place en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues*, du *Règlement sur les aliments et drogues* et du *Règlement sur les produits de santé naturels* appliqués par l’Inspectorat de la Direction générale des produits de santé et des aliments.

Personne-ressource

Mentionner le projet n° 1577
Division de la politique
Bureau des politiques, sciences et programmes internationaux
Direction des produits thérapeutiques
Santé Canada
1600, rue Scott, Holland Cross, Tour B, 2^e étage
Indice de l’adresse : 3102C5
Ottawa (Ontario)
K1A 0K9
Téléphone : 613-948-4623
Télécopieur : 613-941-6458
Courriel : regaff-affreg@hc-sc.gc.ca

Registration
SOR/2011-274 November 24, 2011

FOOD AND DRUGS ACT

Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1651 — Schedule F)

P.C. 2011-1352 November 24, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Health, pursuant to subsection 30(1)^a of the *Food and Drugs Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1651 — Schedule F)*.

REGULATIONS AMENDING THE FOOD AND DRUG REGULATIONS (1651 — SCHEDULE F)

AMENDMENTS

1. The reference to Dopamine and its salts
Dopamine et ses sels
in Part I of Schedule F to the *Food and Drug Regulations*¹ is replaced by the following:

Dopamine and its salts, when sold for administration by injection
Dopamine et ses sels, s'ils sont vendus pour administration par injection

2. The reference to Gold and its salts
Or et ses sels
in Part I of Schedule F to the *Regulations* is replaced by the following:

Gold and its salts and derivatives, when sold for administration by injection
Or et ses sels et dérivés, s'ils sont vendus pour administration par injection

3. The reference to Uracil and its salts
Uracile et ses sels
in Part I of Schedule F to the *Regulations* is replaced by the following:

Uracil and its salts, when sold for the treatment of cancer
Uracile et ses sels, s'ils sont vendus pour le traitement du cancer

COMING INTO FORCE

4. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2011-274 Le 24 novembre 2011

LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1651 — annexe F)

C.P. 2011-1352 Le 24 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre de la Santé et en vertu du paragraphe 30(1)^a de la *Loi sur les aliments et drogues*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1651 — annexe F)*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS ET DROGUES (1651 — ANNEXE F)

MODIFICATIONS

1. Dans la partie I de l'annexe F du Règlement sur les aliments et drogues¹, la mention

Dopamine et ses sels
Dopamine and its salts
est remplacée par ce qui suit :
Dopamine et ses sels, s'ils sont vendus pour administration par injection
Dopamine and its salts, when sold for administration by injection

2. Dans la partie I de l'annexe F du même règlement, la mention

Or et ses sels
Gold and its salts
est remplacée par ce qui suit :
Or et ses sels et dérivés, s'ils sont vendus pour administration par injection
Gold and its salts and derivatives, when sold for administration by injection

3. Dans la partie I de l'annexe F du même règlement, la mention

Uracile et ses sels
Uracil and its salts
est remplacée par ce qui suit :
Uracile et ses sels, s'ils sont vendus pour le traitement du cancer
Uracil and its salts, when sold for the treatment of cancer

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 42, s. 2

^b R.S., c. F-27

¹ C.R.C., c. 870

^a L.C. 2005, ch. 42, art. 2

^b L.R., ch. F-27

¹ C.R.C., ch. 870

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Issue and objectives

This amendment to Part I of Schedule F to the *Food and Drug Regulations* revises the listings for three naturally sourced medicinal ingredients to retain prescription status for specific strengths, uses, routes of administration or dosages while providing exemptions to allow nonprescription status.

The three medicinal ingredients are dopamine and its salts, gold and its salts and uracil and its salts. These three medicinal ingredients are currently in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* without any qualifying phrases or exceptions, and are therefore currently available by prescription only.

The initial proposal for this project also had included a fourth medicinal ingredient, lovastatin. However, in response to information submitted following publication of a Notice of Intent for this project, Health Canada is reviewing the proposed amendment to the Schedule F listing for lovastatin. As a result, lovastatin has been removed from Project 1651. This allows the amendments for the three remaining medicinal ingredients to be finalized while allowing further consideration of the issues raised regarding the proposal for lovastatin.

Sections C.01.041 to C.01.049 of the *Food and Drug Regulations* control the sale of medicinal ingredients that are listed in Schedule F. Part I of Schedule F lists ingredients that require a prescription for human use and for veterinary use. Part II of Schedule F lists ingredients that require a prescription for human use, but do not require a prescription for veterinary use if so labelled or if in a form unsuitable for human use.

Since the coming into force of the *Natural Health Products Regulations* in 2004, all naturally sourced ingredients meeting the definition of a natural health product are governed by these regulations. However, products containing ingredients listed in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* are explicitly excluded from the *Natural Health Products Regulations*.

Description and rationale

Health Canada undertook a review of the naturally sourced medicinal ingredients listed in Schedule F. As part of this undertaking, the Department's Drug Schedule Status Committee ("the Committee") reviewed science assessments for 11 naturally sourced medicinal ingredients and recommended that these medicinal ingredients be regulated (in whole or in part) as non-prescription natural health products under the *Natural Health Products Regulations*. The Committee recommends prescription status or exemption from prescription status for medicinal ingredients on the basis of established and publicly available factors. These factors include, but are not limited to, toxicity, pharmacological properties and therapeutic uses of the ingredients. Three of these eleven medicinal ingredients are presented in this project.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Question et objectifs

La présente modification à la partie I de l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* révisé les inscriptions de trois ingrédients médicinaux d'origine naturelle qui conservent le statut de médicament vendu avec ordonnance pour des concentrations, utilisations, voies d'administration ou doses précisées, tout en prévoyant des exemptions afin de permettre le statut de produit en vente libre pour ces ingrédients.

Les trois ingrédients médicinaux sont la dopamine et ses sels, l'or et ses sels et l'uracile et ses sels. Ces trois ingrédients médicinaux sont actuellement inscrits à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* sans être assortis de mentions explicatives ou d'exceptions et ne peuvent donc être vendus qu'avec une ordonnance.

La proposition initiale pour ce projet incluait aussi un quatrième ingrédient médicinal, la lovastatine. Toutefois, tenant compte de l'information reçue après avoir publié l'Avis d'intention concernant ce projet, Santé Canada examine la modification proposée de l'inscription de la lovastatine à l'annexe F. Cet ingrédient n'est par conséquent plus visé par le projet 1651. Ceci permettra de compléter les modifications des inscriptions des trois autres ingrédients médicinaux tout en permettant un plus ample examen des questions soulevées concernant la proposition pour la lovastatine.

Les articles C.01.041 à C.01.049 du *Règlement sur les aliments et drogues* régissent la vente des ingrédients médicinaux énumérés à l'annexe F. La partie I de l'annexe F énumère des ingrédients qui requièrent une ordonnance pour usage humain et pour usage vétérinaire. La partie II de l'annexe F énumère les ingrédients qui requièrent une ordonnance pour usage humain mais qui n'en requièrent pas pour un usage vétérinaire si l'étiquette en fait mention ou si la forme ne convient pas aux humains.

Depuis l'entrée en vigueur du *Règlement sur les produits de santé naturels* en 2004, tous les ingrédients d'origine naturelle, rencontrant la définition d'un produit de santé naturel, sont régies par ce règlement. Toutefois, les produits contenant des ingrédients inscrits à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* sont expressément exclus du *Règlement sur les produits de santé naturels*.

Description et justification

Santé Canada a entrepris d'examiner les ingrédients médicinaux d'origine naturelle inscrits à l'annexe F. Dans le cadre de cet examen, le comité du ministère, le Comité chargé d'examiner le statut de l'annexe de médicaments a procédé à l'évaluation scientifique de 11 ingrédients médicinaux d'origine naturelle et a recommandé que ces ingrédients médicinaux soient réglementés (en tout ou en partie) comme produits de santé naturels en vente libre en vertu du *Règlement des produits de santé naturels*. Le comité recommande le statut de médicament vendu avec ordonnance ou l'exemption du statut de vendu avec ordonnance pour les ingrédients médicinaux, selon des facteurs établis et rendus publics. Ces facteurs comprennent entre autres la toxicité, les propriétés pharmacologiques et les usages thérapeutiques des ingrédients. Trois des onze ingrédients médicinaux sont présentés dans ce projet.

These three naturally sourced medicinal ingredients were added to Schedule F prior to the *Natural Health Products Regulations* coming into force in 2004. Following the review of the naturally sourced medicinal ingredients in Schedule F, the Committee recommended that the listings in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* for the following three naturally sourced medicinal ingredients be revised to allow nonprescription status for strengths, doses, dosage forms or uses that do not meet the factors for listing in Schedule F.

Manufacturers will be able to apply for market authorization for products containing the exempted strengths, uses, routes of administration or dosages of these medicinal ingredients as natural health products pursuant to the *Natural Health Products Regulations* once the regulatory amendment comes into force. There are no known market-authorized health products containing these medicinal ingredients whose status will be affected by this regulatory amendment.

Description of the medicinal ingredients:

Dopamine and its salts — The current listing for dopamine and its salts is revised to retain prescription status for dopamine and its salts when sold for administration by injection. All other dosage forms and routes of administration at any strength and for any use are exempt from prescription status.

Dopamine is inactive in the body when administered orally. Therefore, there are no oral drug products containing dopamine on the market in Canada. Revising the prescription status of dopamine mitigates issues with the licensing of orally administered natural health products with ingredients that might naturally contain trace amounts of dopamine.

Dopamine is administered by intravenous injection to treat kidney failure, septic shock and acute heart failure resulting from a heart attack. Administration of dopamine by injection requires direct supervision by a practitioner and can cause serious adverse effects in the therapeutic dosage range.

Dopamine and its salts are sold as a prescription medicinal ingredient in the United States (US), the United Kingdom (UK) and Australia. It is available in drug products that are administered by injection.

Gold and its salts — The current listing for gold and its salts is revised to retain prescription status for gold and its salts and derivatives when sold for administration by injection. The revised listing is worded so that it does not change the status of auranofin, an orally administered gold derivative that is listed separately in Schedule F. Gold and its salts and derivatives when sold in any other dosage form or route of administration at any strength and for any use are exempt from prescription status.

Gold is naturally occurring in trace amounts in nature, so it is appropriate to add qualifiers to the listing in Schedule F to avoid unintentionally subjecting products containing trace amounts of gold to prescription requirements where it is not necessary.

As prescription drugs, gold compounds are administered by injection to treat rheumatoid arthritis in patients for whom other treatments have been unsuccessful. Gold compounds

Ces trois ingrédients médicinaux d'origine naturelle ont été ajoutés à l'annexe F avant l'entrée en vigueur du *Règlement sur les produits de santé naturels* en 2004. Après avoir examiné les ingrédients médicinaux d'origine naturelle figurant à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues*, le comité a recommandé que l'inscription des trois ingrédients médicinaux d'origine naturelle suivants soit modifiée pour qu'ils aient le statut de produits en vente libre lorsqu'ils sont offerts à des concentrations, à des doses, à des formes dosifiées ou pour un usage ne constituant pas un facteur d'inscription à l'annexe F.

Lorsque la modification réglementaire entrera en vigueur, les fabricants pourront demander l'autorisation de mise en marché des produits contenant ces ingrédients médicinaux comme produits d'origine naturelle aux concentrations, usage, voies d'administration ou doses en vertu du *Règlement sur les produits de santé naturels*. Il n'y a pas de produits de santé mis en marché connus contenant ces ingrédients médicinaux qui seraient touchés par la présente modification réglementaire.

Description des ingrédients médicinaux :

La dopamine et ses sels — L'inscription actuelle de la dopamine et ses sels est révisée de telle sorte que cet ingrédient conserve le statut de médicament vendu avec ordonnance pour la dopamine et ses sels, s'ils sont vendus pour administration par injection. Toutes les autres formes dosifiées et voies d'administration, à toute concentration et pour tout usage, sont exemptées du statut de vendu avec ordonnance.

La dopamine est inactive dans l'organisme humain lorsqu'elle est administrée par voie orale. Par conséquent, il n'y a aucun médicament oral contenant de la dopamine sur le marché canadien. La révision du statut de médicament vendu avec ordonnance de la dopamine réduit les problèmes posés par l'autorisation à la vente de produits de santé naturels administrés par voie orale dont les ingrédients peuvent contenir naturellement de la dopamine à l'état de traces.

La dopamine est administrée par injection intraveineuse pour traiter l'insuffisance rénale, le choc septique et l'insuffisance cardiaque aiguë résultant d'une crise cardiaque. L'administration de dopamine par injection requiert la surveillance directe d'un praticien et peut causer des effets indésirables graves dans la gamme de posologies thérapeutiques.

La dopamine et ses sels sont vendus comme ingrédient médicinal aux États-Unis (É.-U.), au Royaume-Uni (RU) et en Australie. Elle est disponible comme médicament administré par injection.

L'or et ses sels — L'inscription actuelle de l'or et ses sels est révisée de telle sorte que l'or et de ses sels et dérivés, s'ils sont vendus pour administration par injection, conservent le statut de médicament vendu avec ordonnance. L'inscription révisée est formulée de manière à ne pas modifier le statut de l'auranofine, dérivé de l'or administré par voie orale qui est inscrit séparément à l'annexe F. L'or et ses sels et dérivés, s'ils sont vendus pour toutes les autres formes dosifiées et voies d'administration, à toute concentration et pour tout usage, sont exemptés du statut de vendu avec ordonnance.

L'or est présent à l'état de traces dans la nature et il convient donc d'ajouter des qualificatifs à l'inscription à l'annexe F afin d'éviter de soumettre sans le vouloir des produits contenant une quantité d'or à l'état de trace aux exigences de vendu avec ordonnance lorsque ce n'est pas nécessaire.

En tant que médicaments vendus avec ordonnance, les composés de l'or sont administrés par injection afin de traiter la

administered by injection can have undesirable side effects at normal therapeutic dosage levels and require direct practitioner supervision and routine laboratory monitoring.

In the US, gold can be sold as a dietary supplement. In the UK, gold is not found in the Medicines and Healthcare Products Regulatory Agency's listings of medicines (prescription only, pharmacy only or general sale). In Australia, gold may be used as a nonmedicinal ingredient in listed prescription or non-prescription medicines.

Uracil and its salts — The current listing for uracil and its salts is revised to retain prescription status for uracil and its salts when sold for the treatment of cancer. Uracil and its salts when sold for other uses at any strength, dosage form or route of administration are exempt from prescription status. Uracil is found in all living organisms so its listing in Schedule F without qualifiers is inappropriate.

Uracil has been used as a prescription drug in conjunction with other anti-cancer drugs to enhance antitumor activity and to reduce adverse effects; however, this therapeutic use is not currently in practice in Canada. If uracil were used in the treatment of cancer it would require the supervision of a practitioner and laboratory monitoring.

In the US, there are no approved drugs containing uracil. In the UK, uracil is not found in the Medicines and Healthcare Products Regulatory Agency's listings of medicines (prescription only, pharmacy only or general sale). In Australia, uracil is a prescription-only medicine.

The availability of these three naturally sourced medicinal ingredients as nonprescription products may provide consumers with potential access to licensed natural health products. Potential safety concerns for products containing these nonprescription medicinal ingredients would be considered during the premarket review process under the *Natural Health Products Regulations*.

Manufacturers may benefit by being provided an opportunity to apply for product licences for natural health products containing these ingredients. There is no immediate impact on manufacturers as there are currently no known market-authorized health products containing these medicinal ingredients on the market in Canada whose status will be affected by this regulatory amendment.

There is no change in costs to provincial or privately funded drug benefit plans for the authorized drugs containing these medicinal ingredients on the market in Canada. Should natural health products containing these medicinal ingredients receive market authorization from Health Canada, there would be no anticipated additional costs to provincial or privately funded drugs benefit plans since at this time most do not cover the cost of natural health products.

Consultation

Direct notice of this regulatory proposal was provided to external stakeholders including provincial and territorial departments

polyarthrite rhumatoïde chez des patients pour lesquels d'autres traitements ont échoué. L'administration de composés de l'or par injection peut avoir des effets secondaires indésirables aux doses thérapeutiques normales, et elle requiert la surveillance directe d'un praticien ainsi que des analyses de laboratoire régulières.

L'or et ses sels ne sont pas inscrits comme médicament vendu avec ordonnance aux É.-U., au RU ou en Australie.

L'uracile et ses sels — L'inscription actuelle de l'uracile et ses sels est révisée de telle sorte que l'uracile et ses sels conservent leur statut de médicament vendu avec ordonnance lorsqu'ils sont vendus pour le traitement du cancer. L'uracile et ses sels, s'ils sont vendus pour les autres usages, à toute concentration, sous toute forme dosifiée et par toute voie d'administration, sont exemptés du statut de médicament vendu avec ordonnance. L'uracile est présent dans tous les organismes vivants et son inscription à l'annexe F sans restriction n'est donc pas appropriée.

L'uracile a été utilisé comme médicament vendu avec ordonnance, de concert avec d'autres médicaments anticancéreux, pour améliorer l'action antitumorale et réduire les effets indésirables; cependant, cet usage thérapeutique n'a pas cours actuellement au Canada. Si l'uracile était utilisé pour le traitement du cancer, cela requerrait la surveillance d'un praticien et des analyses de laboratoire.

Aux É.-U., il n'y a pas de médicaments contenant de l'uracile qui ont été approuvés. Au RU, on ne trouve pas l'uracile dans la liste de médicaments (vendu avec ordonnance seulement, en pharmacie pour vente générale) de la Medicine and Healthcare Products Regulatory Agency. En Australie, l'uracile est un médicament vendu avec ordonnance seulement.

La disponibilité de ces trois ingrédients médicinaux comme produits en vente libre d'origine naturelle peut donner aux consommateurs accès à des produits de santé naturels homologués. Toute préoccupation éventuelle relative à l'innocuité des produits contenant ces ingrédients médicinaux en vente libre serait prise en considération dans le cadre du processus d'évaluation préalable à la mise en marché exigé par le *Règlement sur les produits de santé naturels*.

Les fabricants pourraient en retirer des avantages en permettant l'opportunité d'appliquer pour une licence de mise en marché pour des produits de santé naturels contenant ces ingrédients. Il n'y aurait aucune répercussion immédiate pour les fabricants, car il n'y a pas de produits de santé homologués connus ayant une autorisation de mise en marché contenant ces ingrédients médicinaux dont le statut sera visé par la présente modification réglementaire.

Il n'y aura aucun changement dans les coûts assumés par les régimes d'assurance-médicaments provinciaux ou privés, car aucun médicament connu contenant ces ingrédients médicinaux n'est actuellement sur le marché canadien. Si des produits de santé naturels contenant ces ingrédients médicinaux recevaient une autorisation de mise en marché de la part de Santé Canada, aucun coût additionnel ne serait à prévoir pour les régimes provinciaux ou privés d'assurance-médicaments, puisque, pour le moment, la plupart de ces régimes ne couvrent pas les produits de santé naturels.

Consultation

Les parties intéressées externes, les ministères provinciaux et territoriaux de la santé, les organismes de réglementation

of Health, medical and pharmacy licensing bodies, and industry, consumer and professional associations in a Notice of Intent sent out on December 29, 2009, and published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 26, 2009, with a 75-day comment period. It was also posted on the Health Canada and *Consulting With Canadians* Web sites. The process for this consultation with stakeholders is described in the Memorandum of Understanding (MOU) to streamline regulatory amendments to Schedule F. The MOU, signed by Health Canada, the Privy Council Office and the Department of International Trade on February 23, 2005, is posted on the Health Canada Web site.

Comments were received from five respondents who addressed the proposed listings for the medicinal ingredients individually as follows:

Dopamine and its salts; gold and its salts; uracil and its salts

All respondents supported the proposed revisions to the Schedule F listings. No respondents objected to the proposed amendments for these three medicinal ingredients.

Lovastatin

Two respondents did not support the proposed Schedule F listing for lovastatin. To provide time to assess these comments, lovastatin will proceed as part of a separate proposal (project 1668) to amend the Schedule F listing. The comments and Health Canada's responses will be addressed in this separate proposal.

Implementation, enforcement and service standards

These Regulations come into force on the day on which they are registered.

This amendment does not alter existing compliance mechanisms under the provisions of the *Food and Drugs Act*, the *Food and Drug Regulations* and the *Natural Health Products Regulations* enforced by the Health Products and Food Branch Inspectorate.

Contact

Refer to Project No. 1651
Bureau of Policy, Science and International Programs
Therapeutic Products Directorate
Health Canada
1600 Scott Street, Holland Cross, Tower B, 2nd Floor
Address Locator: 3102C5
Ottawa, Ontario
K1A 0K9
Telephone: 613-948-4623
Fax: 613-941-6458
Email: regaff-affreg@hc-sc.gc.ca

professionnelle de la médecine et de la pharmacie ainsi que les associations d'industries, de consommateurs et de professionnels ont été avisés directement de ce projet de règlement dans un avis d'intention le 29 décembre 2009 et publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 26 décembre 2009 et une période de 75 jours a été prévue pour la présentation d'observations. Il a également été affiché sur les sites Web de Santé Canada et « Consultation auprès des Canadiens ». Le processus pour cette consultation avec les parties intéressées est décrit dans le Protocole d'entente (PE) qui simplifie le processus de modification réglementaire de l'annexe F. Le PE, signé le 23 février 2005, par Santé Canada, le Bureau du Conseil privé et le ministère du Commerce international est affiché sur le site Web de Santé Canada.

Les commentaires de cinq répondants ont été reçus au sujet des inscriptions proposées pour chacun des ingrédients médicinaux suivants

Dopamine et ses sels, or et ses sels, et uracile et ses sels

Tous les répondants étaient en faveur des révisions proposées des inscriptions à l'annexe F. Aucun répondant ne s'est opposé aux modifications proposées pour ces trois ingrédients médicinaux.

Lovastatine

Deux répondants étaient contre l'inscription proposée de la lovastatine à l'annexe F. Les commentaires reçus et les réponses de Santé Canada seront traités dans le cadre d'une proposition distincte visant à modifier l'inscription de la lovastatine à l'annexe F. La proposition procèdera sous le projet 1668.

Mise en œuvre, application et normes de service

Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

Cette modification ne changera rien aux mécanismes d'application actuellement en place en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues*, du *Règlement sur les aliments et drogues* et du *Règlement sur les produits de santé naturels* appliqués par l'Inspectorat de la Direction générale des produits de santé et des aliments.

Personne-ressource

Mentionner le projet n° 1651
Division de la politique
Bureau des politiques, sciences et programmes internationaux
Direction des produits thérapeutiques
Santé Canada
1600, rue Scott, Holland Cross, Tour B, 2^e étage
Indice de l'adresse : 3102C5
Ottawa (Ontario)
K1A 0K9
Téléphone : 613-948-4623
Télécopieur : 613-941-6458
Courriel : regaff-affreg@hc-sc.gc.ca

Registration
SOR/2011-275 November 24, 2011

FOOD AND DRUGS ACT

Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1656 — Schedule F)

P.C. 2011-1353 November 24, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Health, pursuant to subsection 30(1)^a of the *Food and Drugs Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1656 — Schedule F)*.

Enregistrement
DORS/2011-275 Le 24 novembre 2011

LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1656 — annexe F)

C.P. 2011-1353 Le 24 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre de la Santé et en vertu du paragraphe 30(1)^a de la *Loi sur les aliments et drogues*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1656 — annexe F)*, ci-après.

REGULATIONS AMENDING THE FOOD AND DRUG REGULATIONS (1656 — SCHEDULE F)

AMENDMENTS

1. The reference to Dimethyl sulfoxide
Diméthylsulfoxyde
in Part I of Schedule F to the *Food and Drug Regulations*¹ is replaced by the following:

Dimethyl sulfoxide, for veterinary use or when sold for the treatment of interstitial cystitis or scleroderma in humans
Diméthylsulfoxyde, s'il est vendu pour usage vétérinaire ou pour le traitement de la cystite interstitielle ou de la sclérodermie chez les humains

2. The reference to Levocarnitine and its salts and derivatives
Lévocarnitine et ses sels et dérivés
in Part I of Schedule F to the Regulations is replaced by the following:

Levocarnitine and its salts and derivatives, when sold for the treatment of primary or secondary levocarnitine deficiency
Lévocarnitine et ses sels et dérivés, s'ils sont vendus pour le traitement de la déficience primaire ou secondaire en lévocarnitine

3. The reference to L-Tryptophan, when sold as a single ingredient
L-Tryptophane, s'il est vendu comme seul ingrédient
in Part I of Schedule F to the Regulations is replaced by the following:

L-Tryptophan, when sold
(a) for human use in oral dosage form at a concentration of more than 220 mg per dosage unit or per daily dose, as a single ingredient or in combination with other ingredients; or
(b) for human or veterinary use as a single ingredient intended for any route of administration other than oral.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS ET DROGUES (1656 — ANNEXE F)

MODIFICATIONS

1. Dans la partie I de l'annexe F du Règlement sur les aliments et drogues¹, la mention
Diméthylsulfoxyde
Diméthylsulfoxyde
est remplacée par ce qui suit :

Diméthylsulfoxyde, s'il est vendu pour usage vétérinaire ou pour le traitement de la cystite interstitielle ou de la sclérodermie chez les humains
Diméthylsulfoxyde, for veterinary use or when sold for the treatment of interstitial cystitis or scleroderma in humans

2. Dans la partie I de l'annexe F du même règlement, la mention
Lévocarnitine et ses sels et dérivés
Lévocarnitine and its salts and derivatives
est remplacée par ce qui suit :

Lévocarnitine et ses sels et dérivés, s'ils sont vendus pour le traitement de la déficience primaire ou secondaire en lévocarnitine
Lévocarnitine and its salts and derivatives, when sold for the treatment of primary or secondary levocarnitine deficiency

3. Dans la partie I de l'annexe F du même règlement, la mention
L-Tryptophane, s'il est vendu comme seul ingrédient
L-Tryptophan, when sold as a single ingredient
est remplacée par ce qui suit :

L-Tryptophane, s'il est vendu, selon le cas :
a) pour usage humain sous forme posologique orale à une concentration de plus de 220 mg par unité posologique ou par dose quotidienne, comme ingrédient unique ou en combinaison avec d'autres ingrédients;
b) pour usage humain ou vétérinaire, comme ingrédient unique destiné à être administré par toute voie autre que la voie orale.

^a S.C. 2005, c. 42, s. 2
^b R.S., c. F-27
¹ C.R.C., c. 870

^a L.C. 2005, ch. 42, art. 2
^b L.R., ch. F-27
¹ C.R.C., ch. 870

L-Tryptophane, s'il est vendu, selon le cas :

- a) pour usage humain sous forme posologique orale à une concentration de plus de 220 mg par unité posologique ou par dose quotidienne, comme ingrédient unique ou en combinaison avec d'autres ingrédients;*
- b) pour usage humain ou vétérinaire, comme ingrédient unique destiné à être administré par toute voie autre que la voie orale.*

COMING INTO FORCE

4. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Issue and objectives

This amendment to Part I of Schedule F to the *Food and Drug Regulations* revises the listings for three naturally sourced medicinal ingredients to retain prescription status for specific strengths, uses, routes of administration or dosages while providing exemptions to allow nonprescription status.

The three medicinal ingredients are dimethyl sulfoxide, levocarnitine and L-tryptophan. These three medicinal ingredients are currently in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* without any qualifying phrases or exceptions, and are therefore currently available by prescription only.

Sections C.01.041 to C.01.049 of the *Food and Drug Regulations* control the sale of medicinal ingredients that are listed in Schedule F. Part I of Schedule F lists ingredients that require a prescription for human use and for veterinary use. Part II of Schedule F lists ingredients that require a prescription for human use, but do not require a prescription for veterinary use if so labelled or if in a form unsuitable for human use.

Since the coming into force of the *Natural Health Products Regulations* in 2004, all naturally sourced ingredients meeting the definition of a natural health product are governed by these regulations. However, products containing ingredients listed in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* are explicitly excluded from the *Natural Health Products Regulations*.

Description and rationale

Health Canada undertook a review of the naturally sourced medicinal ingredients listed in Schedule F. As part of this undertaking, the Department's Drug Schedule Status Committee ("the Committee") reviewed science assessments for 11 naturally sourced medicinal ingredients and recommended that these medicinal ingredients could be regulated (in whole or in part) as nonprescription natural health products under the *Natural Health Products Regulations*. The Committee recommends prescription

L-Tryptophan, when sold

- (a) for human use in oral dosage form at a concentration of more than 220 mg per dosage unit or per daily dose, as a single ingredient or in combination with other ingredients; or*
- (b) for human or veterinary use as a single ingredient intended for any route of administration other than oral.*

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Question et objectifs

La présente modification à la partie I de l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* révisé les inscriptions de trois ingrédients médicinaux d'origine naturelle qui conservent le statut de médicament vendu avec ordonnance pour des concentrations, utilisations, voies d'administration ou doses précisées, tout en prévoyant des exemptions afin de permettre le statut de produit en vente libre pour ces ingrédients.

Les trois ingrédients médicinaux sont le diméthylsulfoxyde, la lévocarnitine et le L-tryptophane. Ces trois ingrédients médicinaux sont actuellement inscrits à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* sans être assortis de mentions explicatives ou d'exceptions et ne peuvent donc être vendus qu'avec une ordonnance.

Les articles C.01.041 à C.01.049 du *Règlement sur les aliments et drogues* régissent la vente des ingrédients médicinaux énumérés à l'annexe F. La partie I de l'annexe F énumère des ingrédients qui requièrent une ordonnance pour usage humain et pour usage vétérinaire. La partie II de l'annexe F énumère les ingrédients qui requièrent une ordonnance pour usage humain mais qui n'en requièrent pas pour un usage vétérinaire si l'étiquette en fait mention ou si la forme ne convient pas aux humains.

Depuis l'entrée en vigueur du *Règlement sur les produits de santé naturels* en 2004, tous les ingrédients d'origine naturelle rencontrant la définition d'un produit de santé naturel sont régies par ce règlement. Toutefois, les produits contenant des ingrédients inscrits à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues* sont expressément exclus du *Règlement sur les produits de santé naturels*.

Description et justification

Santé Canada a entrepris d'examiner les ingrédients médicinaux d'origine naturelle inscrits à l'annexe F. Dans le cadre de cet examen, le comité du ministère, le Comité chargé d'examiner le statut de l'annexe de médicaments, a procédé à l'évaluation scientifique de 11 ingrédients médicinaux d'origine naturelle et a recommandé que ces ingrédients médicinaux pourraient être réglementés (en tout ou en partie) comme produits de santé naturels en vente libre en vertu du *Règlement sur les produits de santé*

status or exemption from prescription status for medicinal ingredients on the basis of established and publicly available factors. These factors include, but are not limited to, toxicity, pharmacological properties and therapeutic uses of the ingredients. Three of these eleven medicinal ingredients are presented in this project.

These three naturally sourced medicinal ingredients were added to Schedule F prior to the *Natural Health Products Regulations* coming into force in 2004. Following the review of the naturally sourced medicinal ingredients in Schedule F, the Committee recommended that the listings in Schedule F to the *Food and Drug Regulations* for the following three naturally sourced medicinal ingredients be revised to allow nonprescription status for strengths, doses, dosage forms or uses that do not meet the factors for listing in Schedule F.

Manufacturers will be able to apply for market authorization for products containing the exempted strengths, uses, routes of administration or dosages of these medicinal ingredients as natural health products pursuant to the *Natural Health Products Regulations* once the regulatory amendment comes into force. There are no known market-authorized health products containing these medicinal ingredients whose status will be affected by this regulatory amendment.

Description of the medicinal ingredients:

Dimethyl sulfoxide — The current listing in Part I for dimethyl sulfoxide (also referred to as DMSO) is revised to retain prescription status for dimethyl sulfoxide for veterinary use, or when sold for the treatment of interstitial cystitis or scleroderma in humans. All other human uses for dimethyl sulfoxide at any strength and in any dosage form are exempt from prescription status. Dimethyl sulfoxide is found in many natural sources such as broad beans, alfalfa and garlic.

Drugs containing dimethyl sulfoxide for human use are available in Canada with a prescription for treatment of interstitial cystitis (a urinary bladder condition) and scleroderma (abnormal growth of connective tissue that supports the skin). Several products are currently available as prescription drugs for veterinary use to treat conditions such as ear inflammation in dogs. These products would retain prescription status.

Dimethyl sulfoxide is sold as a prescription medicinal ingredient (without exemptions) in the United States (US), the United Kingdom (UK) and Australia. Revising the listing for DMSO on Schedule F results in the retention of prescription status when the ingredient is sold for specific indications that require diagnosis and treatment by a practitioner while at the same time allowing exemptions for nonprescription drug products containing DMSO that come from natural sources such as garlic and alfalfa that would not require practitioner intervention.

Levocarnitine — The current listing for levocarnitine (also called L-carnitine) is revised to retain prescription status for levocarnitine and its salts and derivatives when sold for the treatment of primary or secondary levocarnitine deficiency. Levocarnitine and its salts and derivatives for any other uses at any strength, dosage form or route of administration are exempt from prescription status. Levocarnitine occurs naturally in animal products and in small amounts in most plants.

Overall, levocarnitine functions in the body mainly in optimal fat utilization for energy production. Absorption of levocarnitine is high from dietary sources but if dietary intake is low

naturels. Le comité recommande le statut de médicament vendu avec ordonnance ou l'exemption du statut de vendu avec ordonnance pour les ingrédients médicinaux, selon des facteurs établis et rendus publics. Ces facteurs comprennent entre autres la toxicité, les propriétés pharmacologiques et les usages thérapeutiques des ingrédients. Trois des onze ingrédients médicinaux sont présentés dans ce projet.

Ces trois ingrédients médicinaux d'origine naturelle ont été ajoutés à l'annexe F avant l'entrée en vigueur du *Règlement sur les produits de santé naturels* en 2004. Après avoir examiné les ingrédients médicinaux d'origine naturelle figurant à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues*, le comité a recommandé que l'inscription des trois ingrédients médicinaux d'origine naturelle suivants soit modifiée pour qu'ils aient le statut de produits en vente libre lorsqu'ils sont offerts à des concentrations, à des doses, à des formes dosifiées ou pour un usage ne constituant pas un facteur d'inscription à l'annexe F.

Lorsque la modification réglementaire entrera en vigueur, les fabricants pourront demander l'autorisation de mise en marché des produits contenant ces ingrédients médicinaux comme produits d'origine naturelle aux concentrations, usage, voies d'administration ou doses en vertu du *Règlement sur les produits de santé naturels*. Il n'y a pas de produits de santé mis en marché connus contenant ces ingrédients médicinaux qui seraient touchés par la présente modification réglementaire.

Description des ingrédients médicinaux :

Le diméthylsulfoxyde — L'inscription actuelle dans la partie I du diméthylsulfoxyde (aussi appelé DMSO) est révisée de telle sorte que cet ingrédient conserve son statut de médicament vendu avec ordonnance s'il est vendu pour usage vétérinaire ou pour le traitement de la cystite interstitielle ou de la sclérodémie chez les humains. Tous les autres usages humains du diméthylsulfoxyde, à toute concentration et sous toute forme dosifiée, sont exemptés du statut de produit vendu avec ordonnance. Le diméthylsulfoxyde est présent dans de nombreuses sources naturelles telles que la féverole à gros grains, la luzerne et l'ail.

Des médicaments contenant du diméthylsulfoxyde pour usage humain sont disponibles au Canada avec ordonnance pour le traitement de la cystite interstitielle (une maladie de la vessie), ainsi que de la sclérodémie (une croissance anormale du tissu conjonctif qui soutient la peau). Plusieurs produits sont actuellement disponibles comme médicaments vendus avec ordonnance pour usage vétérinaire afin de traiter des maladies comme l'inflammation de l'oreille chez le chien. Ces produits conserveraient le statut de médicament vendu avec ordonnance. Le diméthylsulfoxyde est vendu comme ingrédient médicinal vendu avec ordonnance (sans exceptions) aux États-Unis (É.-U.), au Royaume-Uni (RU) et en Australie.

La lévocarnitine — L'inscription actuelle de la lévocarnitine (aussi appelée L-carnitine) est révisée de telle sorte que la lévocarnitine et ses sels et dérivés conservent le statut de médicament vendu avec ordonnance lorsqu'ils sont utilisés pour le traitement de la déficience primaire ou secondaire en lévocarnitine. La lévocarnitine et ses sels et dérivés, pour tout autre usage à toute concentration, sous toute forme dosifiée et pour toute voie d'administration, sont exemptés du statut de vendu avec ordonnance. La lévocarnitine est présente naturellement dans les produits animaux et en petites quantités dans la plupart des végétaux.

then the body can maintain a balanced level by synthesizing or reducing elimination of levocarnitine. In most people, sufficient quantities of levocarnitine are obtained from the diet or synthesized in order to meet human requirements.

Primary levocarnitine deficiency is a genetically inherited condition related to the processing of levocarnitine in the body and can lead to muscle weakness and death from heart failure. Secondary levocarnitine deficiency syndromes are numerous, and include genetic defects of metabolism. Treatment of these conditions with levocarnitine requires the supervision of a practitioner and routine laboratory monitoring.

Similar to Canada, in the US, UK and Australia, levocarnitine is sold as a prescription medicinal ingredient with exemptions for nonprescription use.

L-tryptophan — The current listing for L-tryptophan when sold as a single ingredient is revised to provide prescription status for L-tryptophan when sold

- (a) for human use in oral dosage form at a concentration of more than 220 mg per dosage unit or per daily dose, as a single ingredient or in combination with other ingredients; or
- (b) for human or veterinary use as a single ingredient intended for any route of administration other than oral.

L-tryptophan is one of the essential amino acids that cannot be synthesized in the human body and must be provided in the diet. L-tryptophan acts in the body in the formation of the vitamin niacin and the neurotransmitter serotonin.

L-tryptophan is available in Canada as a prescription drug for use in combination with antidepressant drugs to enhance the activity of the antidepressant. L-tryptophan is also sold in combination with other amino acids in kidney dialysis and intravenous nutrition solutions without a prescription. The amendment does not change the status of these products.

In the US, there are no approved single ingredient prescription drug products for sale containing L-tryptophan; however, the ingredient has limited approved use as a nutrient. In the UK, L-tryptophan is a prescription medicinal ingredient with exemptions for dietary supplementation and for external use. In Australia, L-tryptophan is available as a prescription medicinal ingredient in preparations labelled with a recommended daily dose of 100 mg or less.

The availability of these three naturally sourced medicinal ingredients as nonprescription products may provide consumers with potential access to licensed natural health products. Potential safety concerns for products containing these nonprescription medicinal ingredients would be considered during the premarket review process under the *Natural Health Products Regulations*.

Dans l'ensemble, la lévocarnitine agit principalement dans l'organisme en optimisant l'utilisation des glucides pour produire de l'énergie. L'absorption de lévocarnitine est élevée dans les sources alimentaires, mais si l'apport alimentaire est faible, l'organisme peut maintenir un niveau équilibré en synthétisant la lévocarnitine ou en réduisant son élimination. Chez la plupart des gens, des quantités suffisantes de lévocarnitine sont tirées de l'alimentation ou synthétisées afin de répondre aux besoins de l'organisme.

La déficience primaire en lévocarnitine est une affection héréditaire liée à la synthèse de la lévocarnitine dans l'organisme qui peut causer la faiblesse musculaire et la mort par défaillance cardiaque. Les syndromes de déficience secondaire en lévocarnitine sont nombreux et comprennent les déficiences génétiques du métabolisme. Le traitement de ces affections au moyen de la lévocarnitine requiert la surveillance d'un praticien et des analyses de laboratoire régulières.

Semblable au Canada la lévocarnitine est vendu comme ingrédient médicinal vendu avec ordonnance aux É.-U., au RU et en Australie, avec exemptions pour utilisation sans ordonnance.

L-tryptophane — L'inscription actuelle du L-tryptophane lorsqu'il est vendu comme ingrédient unique est révisée de telle sorte que le statut de médicament avec ordonnance lui soit conféré s'il est vendu, selon le cas :

- a) pour usage humain sous forme posologique orale à une concentration de plus de 220 mg par unité posologique ou par dose quotidienne, comme ingrédient unique ou en combinaison avec d'autres ingrédients;
- b) pour usage humain ou vétérinaire, comme ingrédient unique destiné à être administré par toute voie autre que la voie orale.

Le L-tryptophane est l'un des acides aminés essentiels que l'organisme humain ne peut pas synthétiser et qui doit être tiré de l'alimentation. Le L-tryptophane agit dans l'organisme dans la formation de la vitamine niacine et du neurotransmetteur sérotonine.

Le L-tryptophane est disponible au Canada à titre de médicament vendu avec ordonnance pour être utilisé en combinaison avec des antidépresseurs afin d'améliorer l'action de ceux-ci. Le L-tryptophane est aussi disponible sans ordonnance lorsqu'il est vendu en combinaison avec d'autres acides aminés dans des solutions de dialyse rénale et des solutions destinées à être administrées par injection intraveineuse pour fournir des éléments nutritifs. La modification ne change pas le statut de ces produits.

Aux É.-U., il n'y a pas de médicaments à ingrédient unique vendu avec ordonnance approuvé pour la vente contenant du L-tryptophane; toutefois, l'ingrédient est approuvé pour utilisation limitée comme élément nutritif. Au RU, le L-tryptophane est un ingrédient médicinal vendu avec ordonnance, avec exemptions comme complément alimentaire et pour usage externe. En Australie, le L-tryptophane est disponible comme ingrédient médicinal vendu avec ordonnance dans des préparations en posologie quotidienne recommandée de 100 mg ou moins.

La disponibilité de ces trois ingrédients médicinaux comme produits en vente libre d'origine naturelle peut donner aux consommateurs accès à des produits de santé naturels homologués. Toute préoccupation éventuelle relative à l'innocuité des produits contenant ces ingrédients médicinaux en vente libre serait prise en considération dans le cadre du processus d'évaluation préalable à

Manufacturers may benefit by being provided an opportunity to apply for product licences for natural health products containing these ingredients. There is no immediate impact on manufacturers as there are currently no known market-authorized health products containing these medicinal ingredients on the market in Canada whose status will be affected by this regulatory amendment.

There is no change in costs to provincial or privately funded drug benefit plans for the authorized drugs containing these medicinal ingredients on the market in Canada. Should natural health products containing these medicinal ingredients receive market authorization from Health Canada, there would be no anticipated additional costs to provincial or privately funded drugs benefit plans since at this time most do not cover the cost of natural health products.

Consultation

Direct notice of this regulatory proposal was provided to external stakeholders including provincial and territorial departments of Health, medical and pharmacy licensing bodies, and industry, consumer and professional associations in a Notice of Intent sent out on December 29, 2009, and published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 26, 2009, with a 75-day comment period. It was also posted on the Health Canada and *Consulting With Canadians* Web sites. The process for this consultation with stakeholders is described in the Memorandum of Understanding (MOU) to streamline regulatory amendments to Schedule F. The MOU, signed by Health Canada, the Privy Council Office and the Department of International Trade on February 23, 2005, is posted on the Health Canada Web site.

Comments were received from nine respondents, who addressed the proposed listings for the medicinal ingredients individually as follows:

Dimethyl sulfoxide (DMSO)

Five respondents expressed support for the proposed amendment to the Schedule F listing for dimethyl sulfoxide. One respondent objected as follows:

Although DMSO would retain prescription status for all veterinary uses, DMSO could be sourced by animal owners without a prescription by purchasing the human-exempt compounds and could proceed to self-medicate their animals without veterinary oversight.

Health Canada response: This issue involves off-label use in animals of products authorized to be sold for use only in humans. It would not be appropriate for Health Canada to restrict consumer access to health products that can be used safely and effectively without prescription in humans because a consumer might use the products inappropriately for treating animals.

la mise en marché exigé par le *Règlement sur les produits de santé naturels*.

Les fabricants pourraient en retirer des avantages en permettant l'opportunité d'appliquer pour une licence de mise en marché pour des produits de santé naturels contenant ces ingrédients. Il n'y aurait aucune répercussion immédiate pour les fabricants, car il n'y a pas de produits de santé homologués connus ayant une autorisation de mise en marché contenant ces ingrédients médicinaux dont le statut seraient visés par la présente modification réglementaire.

Il n'y aura aucun changement dans les coûts assumés par les régimes d'assurance-médicaments provinciaux ou privés, car aucun médicament connu contenant ces ingrédients médicinaux n'est actuellement sur le marché canadien. Si des produits de santé naturels contenant ces ingrédients médicinaux recevaient une autorisation de mise en marché de la part de Santé Canada, aucun coût additionnel ne serait à prévoir pour les régimes provinciaux ou privés d'assurance-médicaments, puisque, pour le moment, la plupart de ces régimes ne couvrent pas les produits de santé naturels.

Consultation

Les parties intéressées externes, les ministères provinciaux et territoriaux de la santé, les organismes de réglementation professionnelle de la médecine et de la pharmacie ainsi que les associations d'industries, de consommateurs et de professionnels ont été avisés directement de ce projet de règlement dans un avis d'intention le 29 décembre 2009 et publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 26 décembre 2009, et une période de 75 jours a été prévue pour la présentation d'observations. Il a également été affiché sur les sites Web de Santé Canada et « Consultation auprès des Canadiens ». Le processus pour cette consultation avec les parties intéressées est décrit dans le Protocole d'entente (PE) qui simplifie le processus de modification réglementaire de l'annexe F. Le PE, signé le 23 février 2005, par Santé Canada, le Bureau du Conseil privé et le ministère du Commerce International est affiché sur le site Web de Santé Canada.

Les commentaires de neuf répondants ont été reçus au sujet des inscriptions proposées pour chacun des ingrédients médicinaux suivants :

Diméthylsulfoxyde (DMSO)

Cinq répondants ont exprimé leur appui à la modification proposée visant l'inscription du diméthylsulfoxyde à l'annexe F. Un répondant a exprimé son opposition comme suit :

Même si le DMSO conserverait le statut de médicament vendu avec ordonnance pour tous les usages vétérinaires, les propriétaires d'animaux pourraient se procurer le DMSO sans ordonnance en achetant le produit en vente libre destiné à un usage humain et traiter eux-mêmes leurs animaux sans la supervision d'un vétérinaire.

Réponse de Santé Canada : La question porte sur l'utilisation non indiquée sur l'étiquette d'un produit autorisé pour être vendu pour usage humain seulement, mais administré à des animaux. Il ne serait pas approprié pour Santé Canada de restreindre l'accès des consommateurs à des produits de santé pouvant être utilisés de façon sûre et efficace, sans ordonnance, chez les humains uniquement parce que quelqu'un pourrait s'en servir de manière inappropriée pour traiter des animaux.

Levocarnitine

Eight respondents expressed support for the proposed amendment. No respondents objected to the proposed amendment to the Schedule F listing for levocarnitine. One of the eight respondents who expressed support for the proposed amendment also expressed an additional comment as follows:

The respondent indicated an intent to continue to work with government to ensure that naturopathic doctors have access to all the substances they require to treat patients safely and effectively.

Health Canada response: The determination of which categories of regulated health care practitioners have the right to prescribe medications, and which prescription medications are included within those rights, are matters of provincial/territorial jurisdiction, not federal jurisdiction, so this issue is outside of the purview of Health Canada.

L-tryptophan

Five respondents expressed support for the proposed amendment to the Schedule F listing for L-tryptophan. Three respondents raised two objections to the proposal as follows:

Comment #1

It is unclear why such restrictions have been placed limiting its use to no more than 220 mg per day in mono- and multi-ingredient products. There are no clear risks identified with the use of much higher dosages of L-tryptophan in oral supplements. Studies using doses of 1 g–3 g (Hartmann et al. 1977), 2 g (Demisch et al. 1987) and even up to 6 g (Steinberg et al. 1999) daily revealed no adverse reactions. A review performed by Schneider-Helmert et al. in 1986 on the usefulness of L-tryptophan for the treatment of insomnia revealed that doses ranging from 1 g to 15 g daily had an absence of side effects and lack the development of tolerance in long-term use.

Health Canada response to comment #1: The clinical studies cited for the use of L-tryptophan for insomnia and premenstrual symptoms and those studies included in the cited review article typically involved small numbers of patients (fewer than 50) and were designed to study efficacy, not safety. Health Canada does not dispute the effectiveness of L-tryptophan for certain sleep and mood disorders but these articles do not constitute adequate evidence that high doses of L-tryptophan can be used safely as nonprescription health products in the absence of health care practitioner monitoring. Three of the articles were published more than 20 years ago and since then a great deal has been learned about the potential risks to health from high-dose L-tryptophan.

To mitigate potential risks to the health of consumers, Health Canada is proposing the threshold dosage of 220 mg/day for nonprescription L-tryptophan health products based on a detailed review of safety information including adverse reaction reports and the rationales used by other nations' regulators in setting dosage limitations for nonprescription L-tryptophan supplements.

Health Canada chose the same threshold dosage as the United Kingdom of 220 mg of L-tryptophan for single or multiple ingredient nonprescription health products since it is based on a

Lévo-carnitine

Huit répondants ont exprimé leur appui à la modification proposée. Aucun répondant ne s'est opposé à la modification proposée de l'inscription de la lévo-carnitine à l'annexe F. Un des huit répondants favorables à cette modification proposée a également fait part du commentaire additionnel suivant :

Le répondant a indiqué son intention de continuer à travailler avec le gouvernement pour s'assurer que les naturopathes ont accès à toutes les substances dont ils ont besoin pour traiter leurs patients de façon sûre et efficace.

Réponse de Santé Canada : La question de déterminer quelles catégories de praticiens de la santé autorisés ont le droit de prescrire des médicaments et quels médicaments vendu avec ordonnance sont inclus dans les limites de ces droits relève de la compétence provinciale ou territoriale, et non de la compétence fédérale, donc cette question n'est pas du ressort de Santé Canada.

L-tryptophane

Cinq répondants ont exprimé leur appui à la modification proposée visant l'inscription du L-tryptophane à l'annexe F. Trois répondants ont soulevé les deux objections suivantes :

Commentaire n° 1

On comprend mal pourquoi de telles restrictions ont été mises en place limitant son utilisation à 220 mg par jour comme ingrédient unique ou en combinaison avec d'autres ingrédients. L'administration de doses beaucoup plus élevées de L-tryptophane dans des suppléments oraux n'a été associée à aucun risque précis. Aucune réaction indésirable n'a été observée dans des études où l'on a administré des doses quotidiennes de 1 g à 3 g (Hartmann et coll., 1977), de 2 g (Demisch et coll., 1987) et même des doses allant jusqu'à 6 g (Steinberg et coll., 1999). Une recension réalisée par Schneider-Helmert et coll. en 1986 sur l'utilité du L-tryptophane dans le traitement de l'insomnie a démontré que des doses quotidiennes variant de 1 à 15 g ne provoquaient pas d'effets secondaires et que l'utilisation à long terme n'entraînait aucune tolérance.

Réponse de Santé Canada au commentaire n° 1 : Les études cliniques citées concernant l'utilisation du L-tryptophane dans le traitement de l'insomnie et des symptômes prémenstruels et celles incluses dans la recension mentionnée ont été réalisées en général sur un petit nombre de patients (moins de 50) et visaient l'évaluation de l'efficacité, non pas de l'innocuité. Santé Canada ne conteste pas l'efficacité du L-tryptophane dans le traitement de certains troubles du sommeil et de l'humeur, mais ces articles ne démontrent pas de façon satisfaisante que des doses élevées de L-tryptophane peuvent être utilisées sans danger comme produits de santé en vente libre sans la surveillance d'un praticien de la santé. Trois de ces articles ont été publiés il y a plus de 20 ans et, depuis, on en connaît bien davantage sur les risques possibles de l'administration de doses élevées de L-tryptophane pour la santé.

Afin d'atténuer les risques potentiels pour la santé des consommateurs, Santé Canada propose la dose seuil de 220 mg/jour de L-tryptophane pour les produits de santé en vente libre. Cette décision repose sur un examen détaillé des données sur l'innocuité, notamment les déclarations de réactions indésirables et les justifications invoquées par les organismes de réglementation d'autres pays pour fixer des doses limites pour les suppléments de L-tryptophane en vente libre.

reasonable, scientific risk mitigation approach. This dosage level is higher than either the United States or Australia allows. Higher doses of L-tryptophan remain readily available in Canada as prescription products where health care practitioners can provide the necessary oversight for their appropriate, effective and safe use.

Comment #2

The proposed revision actually makes the overall restriction on L-tryptophan even more restrictive. The current Schedule F restriction applies to the use of L-tryptophan as a single ingredient. The use of L-tryptophan currently does not have any restrictions when used in multi-ingredient products and it does not include any daily dose limitations. In the absence of a clear and demonstrated risk associated with a much higher daily dosage of L-tryptophan, we are not in agreement with restricting the ingredient to a daily dose of 220 mg. This will limit industry's ability to make scientifically supported claims (e.g. sleep related claims) and will inhibit consumer choice and access to self care products. We strongly oppose the proposal as written and request that the dosage limit be removed based upon available safety and efficacy data.

Health Canada response to comment #2: There may be a misunderstanding of the wording of the current Schedule F listing, which is clarified by reviewing those L-tryptophan health products currently authorized for marketing in Canada. The current Schedule F listing of "L-Tryptophan when sold as a single ingredient" refers to L-tryptophan as an isolated pure substance, to distinguish it from the presence of L-tryptophan as one of many amino acid residues in a protein. This does not mean that the isolated L-tryptophan, as a pure substance, would not require a prescription if one or more other medicinal ingredients were to be included in the product. As an isolated pure substance, L-tryptophan at any dose and in combination with any other medicinal ingredient currently requires a prescription. Please note that there are currently 17 authorized prescription products containing L-tryptophan as a single ingredient, all of which have L-tryptophan as the sole medicinal ingredient. There are no authorized prescription, nonprescription pharmaceutical or natural health products containing L-tryptophan as a pure substance medicinal ingredient in combination with any other medicinal ingredient. Therefore the statement that "L-Tryptophan currently does not have any restrictions when used in multi-ingredient products and it does not include any daily dose limitations" is not correct. These products are not currently available legally to consumers. The intent of the proposed amendment is to clarify that misunderstanding, which has arisen previously, and improve access to safe, effective, high quality health products containing L-tryptophan.

Santé Canada a choisi la même dose seuil que celle utilisée au Royaume-Uni, soit 220 mg de L-tryptophane comme seul ingrédient ou en combinaison avec d'autres ingrédients dans les produits de santé en vente libre; ce choix s'appuie sur une stratégie valable d'atténuation des risques fondée sur les données scientifiques. Cette dose est plus élevée que celle permise aux États-Unis et en Australie. Au Canada, il est toujours possible de se procurer du L-tryptophane à dose plus élevée dans des produits de santé vendus avec ordonnance pour lesquels les praticiens de la santé peuvent assurer la supervision nécessaire quant à leur utilisation appropriée, sûre et efficace.

Commentaire n° 2

La révision proposée rend la restriction générale imposée sur le L-tryptophane encore plus contraignante. La restriction actuelle prévue à l'annexe F s'applique à l'utilisation du L-tryptophane comme seul ingrédient. Actuellement, le L-tryptophane n'est soumis à aucune restriction lorsqu'il est utilisé dans des produits contenant plusieurs ingrédients et aucune dose limite quotidienne n'est imposée. En l'absence d'un risque clair et démontré associé à une dose quotidienne beaucoup plus élevée de L-tryptophane, nous sommes contre l'idée de restreindre la dose quotidienne de l'ingrédient à 220 mg. Cela aura pour conséquence de limiter la capacité de l'industrie de faire des allégations étayées par des données scientifiques (par exemple des allégations relatives au sommeil) et de réduire le choix et l'accès des consommateurs aux produits de soins auto-administrés. Nous nous opposons fermement à la proposition sous sa forme actuelle et demandons que la dose limite soit retirée, à la lumière des données disponibles sur l'innocuité et l'efficacité.

Réponse de Santé Canada au commentaire n° 2 : Le libellé de la liste actuelle figurant à l'annexe F peut prêter à confusion; l'examen des produits de santé à base de L-tryptophane dont la vente est présentement autorisée au Canada permet de clarifier cette situation. L'inscription actuelle à l'annexe F du « L-tryptophane, s'il est vendu comme seul ingrédient » renvoie au L-tryptophane en tant que substance pure isolée, pour le distinguer du L-tryptophane qui compose l'un des nombreux résidus d'acides aminés dans une protéine. Cela ne veut pas dire que le L-tryptophane isolé, en tant que substance pure, ne requerrait aucune ordonnance si un ou plusieurs autres ingrédients médicaux devaient être inclus dans le produit. En tant que substance pure isolée, le L-tryptophane, à n'importe quelle dose et en combinaison avec n'importe quel autre ingrédient médicinal, exige actuellement une ordonnance. Veuillez noter qu'il existe à l'heure actuelle 17 produits autorisés vendus avec ordonnance contenant du L-tryptophane comme seul ingrédient, c'est-à-dire que le L-tryptophane constitue l'unique ingrédient médicinal. Aucun produit de santé naturel ou pharmaceutique autorisé, vendu avec ordonnance ou en vente libre, ne contient du L-tryptophane en tant qu'ingrédient médicinal pur en combinaison avec tout autre ingrédient médicinal. Par conséquent, il est faux de dire que « le L-tryptophane n'est soumis à aucune restriction lorsqu'il est utilisé dans des produits contenant plusieurs ingrédients et aucune dose limite quotidienne n'est imposée ». À l'heure actuelle, ces produits ne sont pas légalement accessibles aux consommateurs. L'intention de la modification proposée est de dissiper ce malentendu, qui s'est déjà produit auparavant, et d'améliorer l'accès à des produits de santé à base de L-tryptophane qui sont sûrs, efficaces et de qualité supérieure.

Implementation, enforcement and service standards

These Regulations come into force on the day on which they are registered.

This amendment does not alter existing compliance mechanisms under the provisions of the *Food and Drugs Act*, the *Food and Drug Regulations* and the *Natural Health Products Regulations* enforced by the Health Products and Food Branch Inspectorate.

Contact

Refer to Project No. 1656
Bureau of Policy, Science and International Programs
Therapeutic Products Directorate
Health Canada
1600 Scott Street, Holland Cross, Tower B, 2nd Floor
Address Locator: 3102C5
Ottawa, Ontario
K1A 0K9
Telephone: 613-948-4623
Fax: 613-941-6458
Email: regaff-affreg@hc-sc.gc.ca

Mise en œuvre, application et normes de service

Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

Cette modification ne changera rien aux mécanismes d'application actuellement en place en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues*, du *Règlement sur les aliments et drogues* et du *Règlement sur les produits de santé naturels* appliqués par l'Inspectorat de la Direction générale des produits de santé et des aliments.

Personne-ressource

Mentionner le projet n° 1656
Division de la politique
Bureau des politiques, sciences et programmes internationaux
Direction des produits thérapeutiques
Santé Canada
1600, rue Scott, Holland Cross, Tour B, 2^e étage
Indice de l'adresse : 3102C5
Ottawa (Ontario)
K1A 0K9
Téléphone : 613-948-4623
Télécopieur : 613-941-6458
Courriel : regaff-affreg@hc-sc.gc.ca

Registration
SOR/2011-276 November 24, 2011

CONTRAVENTIONS ACT

**Regulations Amending the Application of
Provincial Laws Regulations**

P.C. 2011-1354 November 24, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to section 65.1^a of the *Contraventions Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Application of Provincial Laws Regulations*.

**REGULATIONS AMENDING THE APPLICATION OF
PROVINCIAL LAWS REGULATIONS**

AMENDMENTS

1. Subsection 1(1) of Part V of the schedule to the *Application of Provincial Laws Regulations*¹ is amended by striking out “and” at the end of paragraph (a), by adding “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b) :

(c) the *French Language Services Act* of Prince Edward Island, R.S.P.E.I. 1988, c. F-15.1, and any regulations made under that Act.

2. Part V of the schedule to the Regulations is amended by adding the following after section 2:

3. The enactments made applicable by this Part shall be read as if section 530 and paragraphs 530.1(a) to (h) of the *Criminal Code*, with such modifications as the circumstances require, were contained in those enactments.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Issue and objectives

This amendment to Part V (Prince Edward Island) of the Schedule to the *Application of Provincial Laws Regulations* (the Regulations) purports to make the provincial *French Language Services Act* applicable to the prosecution of federal contraventions, and to protect languages rights of offenders at trial.

Description and rationale

The *Contraventions Act* (the Act) provides an alternative to the summary conviction process of the *Criminal Code* for the

Enregistrement
DORS/2011-276 Le 24 novembre 2011

LOI SUR LES CONTRAVENTIONS

**Règlement modifiant le Règlement sur
l'application de certaines lois provinciales**

C.P. 2011-1354 Le 24 novembre 2011

Sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'article 65.1^a de la *Loi sur les contraventions*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur l'application de certaines lois provinciales*, ci-après.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR
L'APPLICATION DE CERTAINES LOIS PROVINCIALES**

MODIFICATIONS

1. Le paragraphe 1(1) de la partie V de l'annexe du *Règlement sur l'application de certaines lois provinciales*¹ est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

c) la loi de l'Île-du-Prince-Édouard intitulée *French Language Services Act*, R.S.P.E.I. 1988, ch. F-15.1, et ses règlements d'application.

2. La partie V de l'annexe du même règlement est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

3. L'article 530 et les alinéas 530.1a) à h) du *Code criminel* sont réputés incorporés, avec les adaptations nécessaires, aux textes rendus applicables par la présente partie.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du Règlement.)

Question et objectifs

Cette modification à la partie V (Île-du-Prince-Édouard) de l'annexe du *Règlement sur l'application de certaines lois provinciales* (le Règlement) vise à rendre applicable à la poursuite des contraventions la *French Language Services Act* de la province ainsi qu'à assurer la protection des droits linguistiques des contrevenants lors de procès.

Description et justification

La *Loi sur les contraventions* (la Loi) institue une alternative à la procédure sommaire du *Code criminel* pour la poursuite des

^a S.C. 1996, c. 7, s. 37

^b S.C. 1992, c. 47

¹ SOR/96-312

^a L.C. 1996, ch. 7, art. 37

^b L.C. 1992, ch. 47

¹ DORS/96-312

prosecution of federal offences that are designated as contraventions. The Act was amended in 1996 to allow the use of provincial and territorial offence procedures and processes for the prosecution of federal contraventions. Pursuant to section 65.1 of the Act, the Regulations identify for a province or territory those laws pertaining to the prosecution of that province's or territory's offences that will apply, with some adaptations, to the prosecution of federal contraventions committed within its jurisdiction.

The first amendment adds the *French Language Services Act*, R.S.P.E.I. 1988, c. F-15.1, of Prince Edward Island to the other laws applicable to the prosecution of federal contraventions in the province and already included in the Regulations — the *Summary Proceedings Act*, R.S.P.E.I. 1988, c. S-9, and the *Victims of Crime Act*, R.S.P.E.I. 1988, c. V-3.1. Only a few sections of the *French Language Services Act* are in force, but they represent a first step in the governmental offer of services to the French community of the province.

The second amendment confirms in the Regulations that the quasi-constitutional language rights of offenders at trial are protected. In order to respond to the spirit of the Federal Court judgment in *Canada (Commissioner of Official Languages) v. Canada (Minister of Justice)* 2001 F.C.R. 239, a federal regulation must specify that an offender has the same language rights at trial for an offence under Prince Edward Island's penal scheme as he or she has under the summary conviction process of the *Criminal Code*. This provision is the same for all provinces and is added gradually in all the schedules to the Regulations when language clauses are inserted in implementation agreements with the provinces about the contraventions scheme.

These two amendments do not generate any additional costs to the Government of Canada or to the Government of Prince Edward Island.

Consultation

This amendment was prepared in close co-operation with officials of the Office of the Attorney General of Prince Edward Island. They agree with its content. No public consultation was held given the administrative nature of these amendments.

Implementation, enforcement and service standards

No new means of implementation or enforcement will be required as these amendments do not confer any additional power. The current mechanisms for enforcing federal statutes and regulations will continue to be used in the province.

Contact

Louise Bégin
Legal Counsel
Contraventions Act Implementation Management
Department of Justice
275 Sparks Street, Room 5015
Ottawa, Ontario
K1A 0H8
Telephone: 819-770-2204
Fax: 613-946-3106
Email: louise.begin@justice.gc.ca

infractions fédérales désignées comme contraventions. La Loi a été modifiée en 1996 pour permettre le recours aux procédures propres à chaque régime pénal provincial ou territorial pour la poursuite des contraventions fédérales. Pris en vertu de l'article 65.1 de la Loi, le Règlement identifie pour une province ou un territoire les lois visant la poursuite des infractions provinciales ou territoriales qui s'appliqueront avec les adaptations nécessaires à la poursuite des contraventions fédérales qui y sont commises.

La première modification consiste en l'ajout de la *French Language Services Act*, R.S.P.E.I. 1988, ch. F-15.1 de l'Île-du-Prince-Édouard aux autres lois applicables à la poursuite des contraventions fédérales dans la province et qui sont déjà incluses dans le Règlement — le *Summary Proceedings Act*, R.S.P.E.I. 1988, ch. S-9 et la *Victims of Crime Act*, R.S.P.E.I. 1988, ch. V-3.1. Seuls quelques articles de la *French Language Services Act* sont en vigueur mais ils représentent un premier jalon dans l'offre de services à la communauté francophone par le gouvernement.

La seconde modification, ajoutée à cette même partie, assure dans le Règlement la protection des droits linguistiques quasi-constitutionnels des contrevenants lors de procès afin de répondre à l'esprit du jugement de la Cour Fédérale dans *Canada (Commissaire aux langues officielles) c. Canada (Ministère de la Justice)*, 2001, R.C.F., 239. Cette disposition réglementaire précise le fait qu'un contrevenant ait, durant un procès pour une contravention poursuivie selon le régime pénal de l'Île-du-Prince-Édouard, les mêmes droits linguistiques que s'il était poursuivi selon la procédure sommaire du *Code criminel*. Cette disposition est uniforme pour toutes les provinces et est ajoutée graduellement dans toutes les annexes du Règlement lorsque que des clauses linguistiques sont insérées dans les accords de mise en application du régime des contraventions avec les provinces.

Ces deux modifications n'entraînent aucun coût supplémentaire pour le gouvernement du Canada et celui de l'Île-du-Prince-Édouard.

Consultation

Cette modification a été rédigée en collaboration avec les fonctionnaires du Bureau du Procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard. Aucune consultation publique n'a été effectuée compte tenu de la nature administrative de ces modifications et de leur faible incidence.

Mise en œuvre, application et normes de service

Il ne sera pas nécessaire de mettre en place de nouveaux mécanismes de mise en œuvre et d'exécution étant donné que ces modifications ne confèrent aucun pouvoir additionnel. Les mécanismes actuels de mise en œuvre des lois et règlements fédéraux continuent de s'appliquer dans cette province.

Personne-ressource

Louise Bégin
Conseillère juridique
Gestion de mise en œuvre de la *Loi sur les contraventions*
Ministère de la Justice
275, rue Sparks, pièce 5015
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8
Téléphone : 819-770-2204
Télécopieur : 613-946-3106
Courriel : louise.begin@justice.gc.ca

Registration

SI/2011-94 December 7, 2011

PUBLIC SERVICE REARRANGEMENT AND TRANSFER OF DUTIES ACT

Order Transferring from the Minister of Indian Affairs and Northern Development to the Minister of Health the Control and Supervision of the Canadian Northern Economic Development Agency and Ordering the Minister of Health to Preside over the Agency

P.C. 2011-1290 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, hereby

(a) pursuant to paragraph 2(a)^a of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*^b, transfers from the Minister of Indian Affairs and Northern Development to the Minister of Health the control and supervision of the portion of the federal public administration known as the Canadian Northern Economic Development Agency; and

(b) orders that the Minister of Health shall preside over the Canadian Northern Economic Development Agency.

Enregistrement

TR/2011-94 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LES RESTRUCTURATIONS ET LES TRANSFERTS D'ATTRIBUTIONS DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Décret transférant du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministre de la Santé la responsabilité de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et plaçant l'Agence sous l'autorité du ministre de la Santé

C.P. 2011-1290 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre, Son Excellence le Gouverneur général en conseil :

a) en vertu de l'alinéa 2a)^a de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*^b, transfère du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministre de la Santé la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom d'Agence canadienne de développement économique du Nord;

b) place l'Agence canadienne de développement économique du Nord sous l'autorité du ministre de la Santé.

^a S.C. 2003, c. 22, s. 207
^b R.S., c. P-34

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 207
^b L.R., ch. P-34

Registration

SI/2011-95 December 7, 2011

PUBLIC SERVICE REARRANGEMENT AND TRANSFER OF DUTIES ACT

Order Transferring to Shared Services Canada the Control and Supervision of Certain Portions of the Federal Public Administration in each Department and Portion of the Federal Public Administration known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit

P.C. 2011-1297 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 2(a)^a of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*^b, hereby transfers to Shared Services Canada, effective November 15, 2011, the control and supervision of the following portions of the federal public administration in each department and portion of the federal public administration set out in the schedule known as:

- (a) the Email, Data Centre and Network Services Unit; and
- (b) the Email, Data Centre and Network Services Support Unit.

SCHEDULE

DEPARTMENTS AND PORTIONS OF THE FEDERAL PUBLIC ADMINISTRATION

Atlantic Canada Opportunities Agency
 Canada Border Services Agency
 Canada Revenue Agency
 Canada School of Public Service
 Canadian Food Inspection Agency
 Canadian International Development Agency
 Canadian Northern Economic Development Agency
 Canadian Nuclear Safety Commission
 Canadian Space Agency
 Correctional Service of Canada
 Department of Agriculture and Agri-Food
 Department of Canadian Heritage
 Department of Citizenship and Immigration
 Department of the Environment
 Department of Finance
 Department of Fisheries and Oceans

^a S.C. 2003, c. 22, s. 207^b R.S., c. P-34

Enregistrement

TR/2011-95 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LES RESTRUCTURATIONS ET LES TRANSFERTS D'ATTRIBUTIONS DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Décret transférant à Services partagés Canada la responsabilité à l'égard de certains secteurs de l'administration publique fédérale de chaque ministère ou secteur de l'administration publique fédérale connus sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau

C.P. 2011-1297 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a)^a de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil transfère à Services partagés Canada la responsabilité à l'égard des secteurs ci-après de l'administration publique fédérale qui font partie de chaque ministère ou secteur de l'administration publique fédérale visé à l'annexe ci-jointe et qui sont connus sous les noms suivants :

- a) Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau;
- b) Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.

Ces mesures prennent effet le 15 novembre 2011.

ANNEXE

MINISTÈRE OU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE FÉDÉRALE

Agence canadienne de développement économique du Nord
 Agence canadienne de développement international
 Agence canadienne d'inspection des aliments
 Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
 Agence de la santé publique du Canada
 Agence de promotion économique du Canada atlantique
 Agence des services frontaliers du Canada
 Agence du revenu du Canada
 Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
 Agence Parcs Canada
 Agence spatiale canadienne
 Bibliothèque et Archives du Canada
 Bureau de l'infrastructure du Canada
 Bureau du Conseil privé

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 207^b L.R., ch. P-34

SCHEDULE — *Continued*ANNEXE (*suite*)DEPARTMENTS AND PORTIONS OF THE FEDERAL
PUBLIC ADMINISTRATION — *Continued*

Department of Foreign Affairs and International Trade
 Department of Health
 Department of Human Resources and Skills Development
 Department of Indian Affairs and Northern Development
 Department of Industry
 Department of Justice
 Department of National Defence, excluding the Communications
 Security Establishment and the Communications Security Estab-
 lishment Internal Services Unit
 Department of Natural Resources
 Department of Public Safety and Emergency Preparedness
 Department of Transport
 Department of Veterans Affairs
 Department of Western Economic Diversification
 Economic Development Agency of Canada for the Regions of
 Quebec
 Federal Economic Development Agency for Southern Ontario
 Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada
 Immigration and Refugee Board
 Library and Archives of Canada
 National Research Council of Canada
 Office of Infrastructure of Canada
 Parks Canada Agency
 Privy Council Office
 Public Health Agency of Canada
 Public Service Commission
 Royal Canadian Mounted Police
 Statistics Canada
 Treasury Board

MINISTÈRE OU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE FÉDÉRALE (*suite*)

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du
 Canada
 Commission canadienne de sûreté nucléaire
 Commission de la fonction publique
 Commission de l'immigration et du statut de réfugié
 Conseil du Trésor
 Conseil national de recherches du Canada
 École de la fonction publique du Canada
 Gendarmerie royale du Canada
 Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration
 Ministère de la Défense nationale, à l'exception du Centre de la
 sécurité des télécommunications et de l'Unité des services inter-
 nes du Centre de la sécurité des télécommunications
 Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
 Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
 Ministère de la Justice
 Ministère de la Santé
 Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile
 Ministère de l'Environnement
 Ministère de l'Industrie
 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
 Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère des Anciens Combattants
 Ministère des Finances
 Ministère des Pêches et des Océans
 Ministère des Ressources humaines et du Développement des
 compétences
 Ministère des Ressources naturelles
 Ministère des Transports
 Ministère du Patrimoine canadien
 Service correctionnel du Canada
 Statistique Canada

Registration

SI/2011-96 December 7, 2011

PUBLIC SERVICE REARRANGEMENT AND TRANSFER OF DUTIES ACT

Order Transferring to the Communications Security Establishment the Control and Supervision of Certain Portions of the Federal Public Administration in the Department of National Defence known as the Communications Security Establishment and the Communications Security Establishment Internal Services Unit

P.C. 2011-1305 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 2(a)^a of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*^b, hereby transfers to the Communications Security Establishment, effective at 00:00:02 on November 16, 2011, the control and supervision of those portions of the federal public administration in the Department of National Defence known as the Communications Security Establishment and the Communications Security Establishment Internal Services Unit.

Enregistrement

TR/2011-96 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LES RESTRUCTURATIONS ET LES TRANSFERTS D'ATTRIBUTIONS DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Décret transférant au Centre de la sécurité des télécommunications la responsabilité à l'égard de certains secteurs de l'administration publique fédérale du ministère de la Défense nationale connus sous les noms de Centre de la sécurité des télécommunications et Unité des services internes du Centre de la sécurité des télécommunications

C.P. 2011-1305 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a)^a de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil transfère au Centre de la sécurité des télécommunications la responsabilité à l'égard des secteurs de l'administration publique fédérale qui font partie du ministère de la Défense nationale et qui sont connus sous les noms de Centre de la sécurité des télécommunications et Unité des services internes du Centre de la sécurité des télécommunications.

Cette mesure prend effet à compter de 0 h 0 min 2 s, le 16 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, s. 207
^b R.S., c. P-34

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 207
^b L.R., ch. P-34

Registration
SI/2011-97 December 7, 2011

CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE ACT

Order Amending the Canadian Security Intelligence Service Act Deputy Heads of the Public Service of Canada Order

P.C. 2011-1310 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 29(e)^a of the *Canadian Security Intelligence Service Act*^b, hereby makes the annexed *Order Amending the Canadian Security Intelligence Service Act Deputy Heads of the Public Service of Canada Order*.

ORDER AMENDING THE CANADIAN SECURITY INTELLIGENCE SERVICE ACT DEPUTY HEADS OF THE PUBLIC SERVICE OF CANADA ORDER

AMENDMENT

1. The schedule to the *Canadian Security Intelligence Service Act Deputy Heads of the Public Service of Canada Order*¹ is amended by adding the following in numerical order:

	Column I	Column II
Item	Portion of the public service of Canada	Position
34.1	Communications Security Establishment <i>Centre de la sécurité des télécommunications</i>	Chief <i>Chef</i>

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on November 16, 2011.

Enregistrement
TR/2011-97 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

Décret modifiant le Décret sur la désignation des administrateurs généraux de l'administration publique fédérale (Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité)

C.P. 2011-1310 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 29e)^a de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret modifiant le Décret sur la désignation des administrateurs généraux de l'administration publique fédérale (Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité)*, ci-après.

DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET SUR LA DÉSIGNATION DES ADMINISTRATEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE FÉDÉRALE (LOI SUR LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ)

MODIFICATION

1. L'annexe du *Décret sur la désignation des administrateurs généraux de l'administration publique fédérale (Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité)*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

	Colonne I	Colonne II
Article	Secteur de l'administration publique fédérale	Poste
26.01	Centre de la sécurité des télécommunications <i>Communications Security Establishment</i>	Chef <i>Chief</i>

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur le 16 novembre 2011.

^a S.C. 2003, c. 22, par. 224(z.12)

^b R.S., c. C-23

¹ SI/93-81

^a L.C. 2003, ch. 22, al. 224z.12)

^b L.R., ch. C-23

¹ TR/93-81

Registration

SI/2011-98 December 7, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Order Repealing P.C. 2006-18 of January 19, 2006

P.C. 2011-1311 November 15, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 11(2)(a)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby repeals P.C. 2006-18 of January 19, 2006^c.

Enregistrement

TR/2011-98 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret abrogeant le décret C.P. 2006-18 du 19 janvier 2006

C.P. 2011-1311 Le 15 novembre 2011

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 11(2)a)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil abroge le décret C.P. 2006-18 du 19 janvier 2006^c.

^a S.C. 2003, c. 22, s. 8

^b R.S., c. F-11

^c SI/2006-4

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 8

^b L.R., ch. F-11

^c TR/2006-4

Registration

SI/2011-99 December 7, 2011

AN ACT TO AMEND THE CRIMINAL CODE
(SUICIDE BOMBINGS)**Order Fixing November 30, 2011 as the Day on which An Act amending the Criminal Code (suicide bombings) Comes into Force**

P.C. 2011-1322 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to section 2 of *An Act to amend the Criminal Code (suicide bombings)*, chapter 19 of the Statutes of Canada, 2010, hereby fixes November 30, 2011 as the day on which that Act comes into force.

EXPLANATORY NOTE*(This note is not part of the Order.)*

An Act to amend the Criminal Code (suicide bombings), Bill S-215 (the Act), received Royal Assent on December 15, 2010, and will come into force at a date to be determined by order of the Governor General in Council. It is now Chapter 19, Statutes of Canada, 2010.

The Act amends the definition of “terrorist activity” in subsection 83.01(1) of the *Criminal Code* to clarify that it includes suicide bombings when committed for a terrorist purpose. At present, the definition of “terrorist activity” is set out in subsection 83.01(1) of the *Criminal Code*. The first part of the definition of “terrorist activity” incorporates, in part, criminal conduct as envisaged by the *International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings*. The second part of the definition of “terrorist activity” includes an act which intentionally causes death or serious bodily harm or endangers a person’s life. Thus, suicide bombing, when committed for a terrorist purpose, falls within the definition of “terrorist activity” of the *Criminal Code*.

The Act comes into force on November 30, 2011.

Enregistrement

TR/2011-99 Le 7 décembre 2011

LOI MODIFIANT LE CODE CRIMINEL (ATTENTATS
SUICIDES À LA BOMBE)**Décret fixant au 30 novembre 2011 la date d’entrée en vigueur de la Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe)**

C.P. 2011-1322 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l’article 2 de la *Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe)*, chapitre 19 des Lois du Canada (2010), Son Excellence le Gouverneur général en conseil fixe au 30 novembre 2011 la date d’entrée en vigueur de cette loi.

NOTE EXPLICATIVE*(Cette note ne fait pas partie du Décret.)*

La *Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe)* [projet de loi S-215] a reçu la sanction royale le 15 décembre 2010 et entrera en vigueur à la date fixée par décret. Elle se trouve à présent au chapitre 19 des Lois du Canada (2010).

La Loi a pour effet de modifier la définition d’« activité terroriste » qui se trouve au paragraphe 83.01(1) du *Code criminel* afin de préciser que cette expression comprend l’attentat suicide à la bombe lorsque celui-ci est commis à des fins terroristes. À l’heure actuelle, « activité terroriste » est définie au paragraphe 83.01(1) du *Code criminel*. La première partie de cette définition cible, en partie, les comportements criminels visés par la *Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l’explosif*. La deuxième partie vise notamment un acte qui intentionnellement cause des blessures graves à une personne ou la mort de celle-ci, ou met en danger la vie d’une personne. Ainsi, l’attentat suicide à la bombe commis à des fins terroristes est un acte visé par la définition d’« activité terroriste » prévue dans le *Code criminel*.

La Loi entre en vigueur le 30 novembre 2011.

Registration
SI/2011-100 December 7, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Quebec Domestic Help Charities Remission Order

P.C. 2011-1323 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, considering that it is in the public interest to do so, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby makes the annexed *Quebec Domestic Help Charities Remission Order*.

QUEBEC DOMESTIC HELP CHARITIES REMISSION ORDER

INTERPRETATION

1. The following definitions apply in this Order.
“registered charity” has the same meaning as in subsection 248(1) of the *Income Tax Act*. (*organisme de bienfaisance enregistré*)
“revocation tax” has the meaning assigned by subsection 188(1.1) of the *Income Tax Act*. (*impôt de révocation*)

REMISSION

2. Remission of the revocation tax paid or payable is granted to a person on the condition that the person

- (a) was a registered charity before the coming into force of this Order;
- (b) was a participant in the Financial Assistance Program for Domestic Help Services, established by the Quebec Department of Health and Social Services, before the coming into force of this Order;
- (c) makes a written application for revocation of its registration as a registered charity to the Minister of National Revenue within nine months after the day on which this Order comes into force; and
- (d) makes a written application for remission under this Order to the Minister of National Revenue within nine months after the day on which this Order comes into force.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order remits the revocation tax paid or payable under subsection 188(1.1) of the *Income Tax Act* to certain charities that were, in addition to being a registered charity for the purposes of the *Income Tax Act*, concurrently participating in the *Programme*

^a S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)
^b R.S., c. F-11

Enregistrement
TR/2011-100 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret de remise visant les organismes de bienfaisance d'aide domestique du Québec

C.P. 2011-1323 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, prend le *Décret de remise visant les organismes de bienfaisance d'aide domestique du Québec*, ci-après.

DÉCRET DE REMISE VISANT LES ORGANISMES DE BIENFAISANCE D'AIDE DOMESTIQUE DU QUÉBEC

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent décret.
« *impôt de révocation* » S'entend de l'impôt prévu au paragraphe 188(1.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. (*revocation tax*)
« *organisme de bienfaisance enregistré* » S'entend au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. (*registered charity*).

REMISE

2. Remise de l'impôt de révocation payé ou à payer est accordée à toute personne qui remplit les conditions suivantes :

- a) elle était un organisme de bienfaisance enregistré, avant l'entrée en vigueur du présent décret;
- b) elle était participante au Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique établi par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, avant l'entrée en vigueur du présent décret;
- c) elle présente, par écrit, une demande de révocation d'enregistrement comme organisme de bienfaisance enregistré à la ministre du Revenu national dans les neuf mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret;
- d) elle présente, par écrit, une demande de remise à la ministre du Revenu national dans les neuf mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

NOTE EXPLICATIVE

(Cette note ne fait pas partie du Décret.)

Le Décret accorde une remise de l'impôt de révocation payé ou à payer en vertu du paragraphe 188(1.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* à certains organismes de bienfaisance qui, en plus d'être un organisme de bienfaisance enregistré pour l'application de la

^a L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)
^b L.R., ch. F-11

d'exonération financière pour les services d'aide domestique to provide subsidized domestic help services to residents of Quebec. Due to the requirements of the *Income Tax Act*, the organizations in question cannot retain their status as a registered charity and continue to participate in the program.

Loi de l'impôt sur le revenu, participaient simultanément au *Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique* en vue d'offrir des services d'aide domestique subventionnés aux résidents du Québec. À cause des exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les organismes en question ne peuvent conserver leur statut d'organisme de bienfaisance enregistré et continuer à participer au programme.

Registration
SI/2011-101 December 7, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Arthur Bernard Tax Remission Order

P.C. 2011-1324 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, considering that the collection of the interest is unjust, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby remits interest in the amount of \$21,171.16, paid or payable under Part I of the *Income Tax Act*^c by Arthur Bernard for the 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984 and 1985 taxation years, having accrued during the period beginning on January 1, 1987 and ending on August 26, 1993, and all relevant interest on it.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order remits a portion of the interest, and all relevant interest on it, paid or payable by Arthur Bernard for the 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984 and 1985 taxation years.

Collection of the interest would be unjust and would produce an inequitable result for Mr. Bernard.

Enregistrement
TR/2011-101 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret de remise d'impôt visant Arthur Bernard

C.P. 2011-1324 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant que la perception des intérêts est injuste, fait remise de la somme de 21 171,16 \$, payée ou à payer par Arthur Bernard aux termes de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*^c à titre d'intérêts accumulés pendant la période débutant le 1^{er} janvier 1987 et se terminant le 26 août 1993 pour les années d'imposition 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984 et 1985, ainsi que des intérêts afférents.

NOTE EXPLICATIVE

(Cette note ne fait pas partie du Décret.)

Le Décret accorde remise d'une partie des intérêts, ainsi que des intérêts y afférents, payés ou à payer par Arthur Bernard pour les années d'imposition 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984 et 1985.

Le recouvrement des intérêts serait injuste et produirait un résultat inéquitable pour M. Bernard.

^a S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)

^b R.S., c. F-11

^c R.S., c.1 (5th Suppl.)

^a L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)

^b L.R., ch. F-11

^c L.R., ch.1 (5^e suppl.)

Registration
SI/2011-102 December 7, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Carol James Tax Remission Order

P.C. 2011-1325 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, considering that the collection of the tax and penalty is unjust, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby remits tax in the amount of \$43,382.33 and a penalty of \$12,269.16, paid or payable under Part I of the *Income Tax Act*^c by Carol James for the 1996 taxation year, and all relevant interest on that tax and penalty.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order remits a portion of the income tax and penalties in respect of the 1996 taxation year, and all relevant interest thereon, paid or payable by Carol James.

The amount remitted represents the additional tax incurred by Ms. James as a result of circumstances that were not within her control. The payment of these amounts caused a significant financial setback for Ms. James.

Enregistrement
TR/2011-102 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret de remise d'impôt visant Carol James

C.P. 2011-1325 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant injuste la perception de l'impôt et de la pénalité, fait remise de la somme de 43 382,33 \$ à titre d'impôt sur le revenu, et de la somme de 12 269,16 \$ à titre de pénalité, payées ou à payer par Carol James pour l'année d'imposition 1996 au titre de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*^c, ainsi que des intérêts afférents.

NOTE EXPLICATIVE

(Cette note ne fait pas partie du Décret.)

Le Décret accorde une remise d'une partie de l'impôt sur le revenu et de pénalités pour l'année d'imposition 1996, ainsi que tous les intérêts y afférents, payés ou à payer par Carol James.

La remise correspond à l'impôt supplémentaire auquel a été assujettie Madame James en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Le paiement de ces sommes lui a causé un revers financier important.

^a S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)

^b R.S., c. F-11

^c R.S., c. 1 (5th Supp.)

^a L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)

^b L.R., ch. F-11

^c L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Registration
SI/2011-103 December 7, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Peter Hilton Tax Remission Order

P.C. 2011-1339 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, considering that the collection of the tax and interest is unjust, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby remits tax in the amount of \$628.75 and arrears interest of \$2,112.27 as of June 14, 1999, paid or payable under Part I of the *Income Tax Act*^c by Peter Hilton for the 1995 taxation year, and all relevant interest on that tax and interest.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order remits a portion of federal tax and arrears interest for the 1995 tax year paid or payable by Peter Hilton.

The remission is based on incorrect action on the part of Canada Revenue Agency officials.

Enregistrement
TR/2011-103 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret de remise d'impôt visant Peter Hilton

C.P. 2011-1339 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant injuste la perception de l'impôt et des intérêts, fait remise de la somme de 628,75 \$ à titre d'impôt sur le revenu et de la somme de 2 112,27 \$ à titre d'intérêts en date du 14 juin 1999, payées ou à payer par Peter Hilton pour l'année d'imposition 1995 aux termes de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*^c, ainsi que des intérêts afférents.

NOTE EXPLICATIVE

(Cette note ne fait pas partie du Décret.)

Le Décret accorde remise d'une partie de l'impôt sur le revenu et des intérêts sur arriérés pour l'année d'imposition 1995, payés ou à payer par Peter Hilton.

La remise se fonde sur le fait que des mesures erronées ont été prises par des fonctionnaires de l'Agence du revenu du Canada.

^a S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)

^b R.S., c. F-11

^c R.S., c. 1 (5th Supp.)

^a L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)

^b L.R., ch. F-11

^c L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Registration
SI/2011-104 December 7, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Hazret Keskin Tax Remission Order

P.C. 2011-1340 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, considering that the collection of the interest is unjust, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby remits interest in the amounts of \$1,795.40 and \$2,931.64, paid or payable under Part I of the *Income Tax Act*^c by Hazret Keskin for the 1989 and 1996 taxation years, and all relevant interest on the amounts.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order remits all arrears interest for the 1989 and 1996 tax years paid or payable by Hazret Keskin.

The remission is based on incorrect action on the part of Canada Revenue Agency officials.

Enregistrement
TR/2011-104 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret de remise d'impôt visant Hazret Keskin

C.P. 2011-1340 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant que la perception en est injuste, fait remise des sommes de 1 795,40 \$ et 2 931,64 \$, payées ou à payer par Hazret Keskin pour les années d'imposition 1989 et 1996, respectivement, à titre d'intérêts en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*^c, ainsi que des intérêts afférents.

NOTE EXPLICATIVE

(Cette note ne fait pas partie du Décret.)

Le Décret accorde remise des intérêts sur arriérés pour les années d'imposition 1989 et 1996, payés ou à payer par Hazret Keskin.

La remise se fonde sur le fait que des mesures erronées ont été prises par des fonctionnaires de l'Agence du revenu du Canada.

^a S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)

^b R.S., c. F-11

^c R.S., c. 1 (5th Supp.)

^a L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)

^b L.R., ch. F-11

^c L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Registration
SI/2011-105 December 7, 2011

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

Norman Miller Tax Remission Order

P.C. 2011-1341 November 17, 2011

His Excellency the Governor General in Council, considering that the collection of the tax is unjust, on the recommendation of the Minister of National Revenue, pursuant to subsection 23(2)^a of the *Financial Administration Act*^b, hereby remits tax in the amount of \$2,770.64, and all relevant interest on it, paid or payable under Part I of the *Income Tax Act*^c by Norman Miller for the 1980 taxation year.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

This Order remits a portion of the income tax and all relevant interest paid or payable thereon by Norman Miller in respect of the 1980 taxation year.

Mr. Miller was unable to address his income tax debt for the 1980 taxation year due to financial difficulties. These difficulties have continued since and interest charges have increased the debt to a level where paying it would cause extreme hardship for Mr. Miller.

Enregistrement
TR/2011-105 Le 7 décembre 2011

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Décret de remise d'impôt visant Norman Miller

C.P. 2011-1341 Le 17 novembre 2011

Sur recommandation de la ministre du Revenu national et en vertu du paragraphe 23(2)^a de la *Loi sur la gestion des finances publiques*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil, estimant que la perception en est injuste, fait remise de la somme de 2 770,64 \$, payée ou à payer par Norman Miller pour l'année d'imposition 1980 au titre de l'impôt exigible en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*^c, ainsi que des intérêts afférents.

NOTE EXPLICATIVE

(Cette note ne fait pas partie du Décret.)

Le présent décret fait remise d'une partie de l'impôt sur le revenu, ainsi que de tous les intérêts s'y rapportant, payé ou payable par Norman Miller, relativement à l'année d'imposition 1980.

Monsieur Miller était incapable de payer l'impôt qu'il devait pour l'année d'imposition 1980 en raison de difficultés financières. Ces difficultés se sont poursuivies depuis et les frais d'intérêt qui se sont accumulés ont gonflé le montant à payer au point où le règlement de la dette créerait une situation financière extrêmement difficile pour Monsieur Miller.

^a S.C. 1991, c. 24, s. 7(2)

^b R.S., c. F-11

^c R.S., c. 1 (5th Suppl.)

^a L.C. 1991, ch. 24, par. 7(2)

^b L.R., ch. F-11

^c L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

Registration
SI/2011-106 December 7, 2011

CAPE BRETON DEVELOPMENT CORPORATION
DIVESTITURE AUTHORIZATION AND DISSOLUTION ACT

Order Fixing December 1, 2011 as the Day on which Sections 18 to 22 of the Act Come into Force

P.C. 2011-1365 November 24, 2011

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Member of the Queen's Privy Council for Canada appointed by Commission under the Great Seal to be the Minister for the purposes of the *Atlantic Canada Opportunities Agency Act*^a, pursuant to section 23 of the *Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act*, chapter 23 of the Statutes of Canada, 2000, hereby fixes December 1, 2011, as the day on which sections 18 to 22 of the *Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act* come into force.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

Proposal

Pursuant to section 23 of the *Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act* (the Act), Governor-in-Council approval is requested to establish December 1, 2011, as the day on which sections 18 to 22 of the Act come into force.

Objective

Sections 18 to 22 of the Act provide for consequential amendments to other acts once the Cape Breton Development Corporation (CBDC) is dissolved. By order-in-council, the CBDC was dissolved on December 31, 2009, and its remaining assets and ongoing liabilities were transferred to Enterprise Cape Breton Corporation (ECBC) on January 1, 2010.

The purpose of this Order is to fulfill the purpose of the Act by enacting consequential amendments after the dissolution of the CBDC.

Background

The CBDC was established as a Crown corporation in 1967 pursuant to the *Cape Breton Development Corporation Act* to conduct coal mining and related operations in the Sydney coalfield.

In January 1999, the Government of Canada announced its decision to close the CBDC's last operating coal mine and to privatize its remaining assets.

The *Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act* received Royal Assent on June 29, 2000. It is an Act to authorize the divestiture of the assets of, and the dissolution of, the CBDC, to amend the *Cape Breton Development Corporation Act* and to make consequential amendments to other acts.

^a R.S., c. 41(4th Supp.)

Enregistrement
TR/2011-106 Le 7 décembre 2011

LOI AUTORISANT LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU
CAP-BRETON À ALIÉNER SES BIENS ET PRÉVOYANT LA
DISSOLUTION DE CELLE-CI

Décret fixant au 1^{er} décembre 2011 la date d'entrée en vigueur des articles 18 à 22 de la loi

C.P. 2011-1365 Le 24 novembre 2011

Sur recommandation du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada nommé, par commission sous le grand sceau, à titre de ministre chargé de l'application de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*^a et en vertu de l'article 23 de la *Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci*, chapitre 23 des Lois du Canada (2000), Son Excellence le Gouverneur général en conseil fixe au 1^{er} décembre 2011 la date d'entrée en vigueur des articles 18 à 22 de cette loi.

NOTE EXPLICATIVE

(Cette note ne fait pas partie du Décret.)

Proposition

Conformément à l'article 23 de la *Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci* (la Loi), l'approbation du gouverneur en conseil est demandée afin de fixer au 1^{er} décembre 2011 la date d'entrée en vigueur des articles 18 à 22 de la Loi.

Objet

Les articles 18 à 22 de la Loi prévoient des amendements corrélatifs à d'autres lois après la dissolution de la Société de développement du Cap-Breton (SDCB). Par décret associé, la dissolution de la SDCB a été autorisée au 31 décembre 2009 et le reste des actifs ainsi que les obligations continues de la SDCB ont été transférées à la Société d'expansion du Cap-Breton au 1^{er} janvier 2010.

L'objet de ce décret est de réaliser l'intention de la législation, en demandant la promulgation de ces amendements corrélatifs à la suite de la dissolution de la SDCB.

Contexte

La SDCB a été créée en tant que société d'État en 1967, conformément à la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, afin de mener des opérations de charbonnage dans le bassin houiller de Sydney.

En janvier 1999, le gouvernement du Canada annonçait sa décision de fermer la dernière mine de charbon de la SDCB et de privatiser le reste des biens de la Société.

La *Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci* a reçu l'assentiment royal le 29 juin 2000. Cette loi permet le dessaisissement des biens de la SDCB, la dissolution de cette dernière, l'amendement de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* ainsi que des amendements corrélatifs à d'autres lois.

^a L.R., ch. 41 (4^e suppl.)

Sections 18 to 22 of the Act provide for consequential amendments to other acts once the CBDC is dissolved. They pertain to striking out reference to the CBDC in federal acts and schedules.

In accordance with section 23 of the Act, these sections come into force at a date to be fixed by order of the Governor-in-Council.

Ministerial responsibility for the CBDC was transferred by order-in-council (P.C. 2009-1616, dated September 23, 2009, and published as SI/2009-101), from the Minister of Natural Resources to the minister responsible for the Atlantic Canada Opportunities Agency (ACOA) under the authority of the *Cape Breton Development Corporation Act*. On December 31, 2009, the CBDC was dissolved (P.C. 2009-1617) and ECBC was authorized to acquire all or substantially all of its assets (P.C. 2009-1618).

ECBC is a federal Crown corporation created pursuant to Part II of the *Government Organization Act, Atlantic Canada, 1987*, also referred to as the *Enterprise Cape Breton Corporation Act*. Pursuant to section 26 of this Act, the minister responsible for ECBC is the member of the Queen's Privy Council for Canada as designated by the Governor-in-Council as the minister for the purposes of the *Atlantic Canada Opportunities Agency Act*.

The *Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act* does not provide for a responsible minister. The Department of Justice, however, has concluded that as a result of the transfer of ministerial responsibility, the minister responsible for ACOA is now responsible for the Act.

Since the dissolution of the CBDC is now complete, the minister wishes to carry out the intention of the legislation by requesting that these consequential amendments be enacted.

Implications

The *Statutes Repeal Act* provides for repeal of legislative provisions that are not brought into force within nine years of their date of Royal Assent. As a result, these consequential amendments will be repealed if not brought into force before December 31, 2011.

Consultations

No consultations were deemed necessary in relation to this proposal.

Departmental contact

Ms. Denise Frenette
Vice-President
Finance and Corporate Services
Atlantic Canada Opportunities Agency
Moncton, New Brunswick
Telephone: 506-851-6438

Mr. John Lynn
Chief Executive Officer
Enterprise Cape Breton Corporation
Sydney, Nova Scotia
Telephone: 902-564-3508

Les articles 18 à 22 de la Loi prévoient des amendements corrélatifs à d'autres lois après la dissolution de la SDCB. Ils ont trait à la radiation des références à la SDCB dans certaines lois fédérales et leurs annexes.

Conformément à l'article 23 de la Loi, ces articles entrent en vigueur à une date qui sera fixée par décret émanant du gouverneur en conseil.

La responsabilité ministérielle pour la SDCB a été transférée par décret en conseil (C.P. 2009-1616, daté du 23 septembre 2009 et publié en tant que TR/2009-101), du ministre des Ressources naturelles au ministre responsable pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*. La dissolution de la SDCB a été autorisée le 31 décembre 2011 (C.P. 2009-1617) et le reste des actifs ainsi que les obligations continues de la Société ont été transférées à la Société d'expansion du Cap-Breton (C.P. 2009-1618).

La SECB est une société d'État créée en vertu de la Partie II de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, également désignée sous le nom de *Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton*. Conformément à l'article 26 de cette loi, le ministre responsable de la SECB est le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui est désigné par le gouverneur en conseil comme le ministre aux fins de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*.

La *Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci* ne désigne pas qui sera le ministre responsable. Cependant, à la suite du transfert de responsabilité ministérielle, le ministère de la Justice a établi que le ministre responsable de l'APECA sera désormais chargé de l'application de la *Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci*.

Puisque la dissolution de la SDCB est maintenant chose faite, le ministre désire réaliser l'intention de la législation, en demandant la promulgation de ces amendements corrélatifs.

Répercussions

La *Loi prévoyant l'abrogation des lois non mises en vigueur* permet l'abrogation de mesures législatives qui ne sont pas appliquées dans les neuf ans suivant l'année d'obtention de la sanction royale. Par conséquent, ces amendements corrélatifs seront abrogés s'ils ne sont pas mis en œuvre d'ici le 31 décembre 2011.

Consultations

Aucune consultation n'a été jugée nécessaire pour cette proposition.

Personne-ressource au ministère

Madame Denise Frenette
Vice-présidente
Finances et Services corporatifs
Agence de promotion économique du Canada atlantique
Moncton (Nouveau-Brunswick)
Téléphone : 506-851-6438

Monsieur John Lynn
Premier dirigeant
Société d'expansion du Cap-Breton
Sydney (Nouvelle-Écosse)
Téléphone : 902-564-3508

TABLE OF CONTENTS **SOR: Statutory Instruments (Regulations)**
SI: Statutory Instruments and Other Documents (Other than Regulations)

Registration number	P.C. number	Minister	Name of Statutory Instrument or Other Document	Page
SOR/2011-246	2011-1291	Prime Minister	Transfer of Portions of the Canada Revenue Agency Regulations	2404
SOR/2011-247	2011-1292	Prime Minister	Transfer of Portions of the Canadian Food Inspection Agency Regulations.....	2405
SOR/2011-248	2011-1293	Prime Minister	Transfer of Portions of the Canadian Nuclear Safety Commission Regulations	2406
SOR/2011-249	2011-1294	Prime Minister	Transfer of Portions of the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada Regulations	2407
SOR/2011-250	2011-1295	Prime Minister	Transfer of Portions of the Parks Canada Agency Regulations	2408
SOR/2011-251	2011-1296	Prime Minister	Transfer of Portions of the National Research Council of Canada Regulations.....	2409
SOR/2011-252	2011-1301	Prime Minister	Order Amending Schedule I.1 to the Financial Administration Act	2410
SOR/2011-253	2011-1302	Prime Minister	Order Amending Schedule V to the Financial Administration Act.....	2411
SOR/2011-254	2011-1303	Prime Minister	Transfer of the Communications Security Establishment in the Department of National Defence Regulations	2412
SOR/2011-255	2011-1304	Prime Minister	Communications Security Establishment Regulations.....	2413
SOR/2011-256	2011-1306	Prime Minister	Order Amending Schedule V to the Financial Administration Act.....	2414
SOR/2011-257	2011-1307	Prime Minister	Order Amending Part II of Schedule VI to the Financial Administration Act.....	2415
SOR/2011-258	2011-1308	Prime Minister	Order Amending Schedule I to the Access to Information Act.....	2416
SOR/2011-259	2011-1309	Prime Minister	Order Amending the Schedule to the Privacy Act	2417
SOR/2011-260	2011-1314	Finance	Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2011-3.....	2418
SOR/2011-261	2011-1315	Environment	Regulations Amending the Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations	2454
SOR/2011-262	2011-1316	Citizenship and Immigration	Regulations Amending the Immigration and Refugee Protection Regulations.....	2490
SOR/2011-263	2011-1317	Transport	Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Motorcycle Brake Systems — Standard 122)	2495
SOR/2011-264	2011-1318	Transport	Regulations Amending the Motor Vehicle Safety Regulations (Interpretation and Standards 207 and 210)	2504
SOR/2011-265	2011-1319	Industry	Personal Health Information Custodians in New Brunswick Exemption Order.....	2511
SOR/2011-266	2011-1320	Finance	Order Amending Schedule 1 to the First Nations Goods and Services Tax, No. 2011-3 (Matsqui).....	2515
SOR/2011-267	2011-1321	Justice	Guidelines Amending the Federal Child Support Guidelines	2517
SOR/2011-268	2011-1347	Foreign Affairs and International Trade	Regulations Amending the Special Economic Measures (Iran) Regulations	2599
SOR/2011-269		Foreign Affairs and International Trade	Allocation Method Order (2012) — Softwood Lumber Products.....	2606
SOR/2011-270		Agriculture and Agri-Food	Regulations Amending the Canadian Hatching Egg Producers Quota Regulations	2620
SOR/2011-271		Environment	Order 2011-87-09-01 Amending the Domestic Substances List.....	2622
SOR/2011-272		Environment	Order 2011-66-09-01 Amending the Domestic Substances List.....	2630
SOR/2011-273	2011-1351	Health	Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1577 — Schedule F).....	2631
SOR/2011-274	2011-1352	Health	Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1651 — Schedule F).....	2636
SOR/2011-275	2011-1353	Health	Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1656 — Schedule F).....	2641
SOR/2011-276	2011-1354	Justice	Regulations Amending the Application of Provincial Laws Regulations	2649

TABLE OF CONTENTS — Continued

Registration number	P.C. number	Minister	Name of Statutory Instrument or Other Document	Page
SI/2011-94	2011-1290	Prime Minister	Order Transferring from the Minister of Indian Affairs and Northern Development to the Minister of Health the Control and Supervision of the Canadian Northern Economic Development Agency and Ordering the Minister of Health to Preside over the Agency	2651
SI/2011-95	2011-1297	Prime Minister	Order Transferring to Shared Services Canada the Control and Supervision of Certain Portions of the Federal Public Administration in each Department and Portion of the Federal Public Administration known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit	2652
SI/2011-96	2011-1305	Prime Minister	Order Transferring to the Communications Security Establishment the Control and Supervision of Certain Portions of the Federal Public Administration in the Department of National Defence known as the Communications Security Establishment and the Communications Security Establishment Internal Services Unit	2654
SI/2011-97	2011-1310	Prime Minister	Order Amending the Canadian Security Intelligence Service Act Deputy Heads of the Public Service of Canada Order	2655
SI/2011-98	2011-1311	Prime Minister	Order Repealing P.C. 2006-18 of January 19, 2006	2656
SI/2011-99	2011-1322	Justice	Order Fixing November 30, 2011 as the Day on which An Act amending the Criminal Code (suicide bombings) Comes into Force	2657
SI/2011-100	2011-1323	National Revenue	Quebec Domestic Help Charities Remission Order	2658
SI/2011-101	2011-1324	National Revenue	Arthur Bernard Tax Remission Order	2660
SI/2011-102	2011-1325	National Revenue	Carol James Tax Remission Order	2661
SI/2011-103	2011-1339	National Revenue	Peter Hilton Tax Remission Order	2662
SI/2011-104	2011-1340	National Revenue	Hazret Keskin Tax Remission Order	2663
SI/2011-105	2011-1341	National Revenue	Norman Miller Tax Remission Order	2664
SI/2011-106	2011-1365	Fisheries and Oceans Atlantic Canada Opportunities Agency	Order Fixing December 1, 2011 as the Day on which Sections 18 to 22 of the Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act Come into Force	2665

INDEX SOR: Statutory Instruments (Regulations)**SI: Statutory Instruments and Other Documents (Other than Regulations)**Abbreviations: e — erratum
n — new
r — revises
x — revokes

Name of Statutory Instrument or Other Document Statutes	Registration number	Date	Page	Comments
Allocation Method Order (2012) — Softwood Lumber Products Export and Import Permits Act	SOR/2011-269	21/11/11	2606	n
Application of Provincial Laws Regulations — Regulations Amending..... Contraventions Act	SOR/2011-276	24/11/11	2649	
Arthur Bernard Tax Remission Order Financial Administration Act	SI/2011-101	07/12/11	2660	n
Canada Revenue Agency Regulations — Transfer of Portions Public Service Employment Act	SOR/2011-246	15/11/11	2404	n
Canadian Food Inspection Agency Regulations — Transfer of Portions Public Service Employment Act	SOR/2011-247	15/11/11	2405	n
Canadian Hatching Egg Producers Quota Regulations — Regulations Amending ... Farm Products Agencies Act	SOR/2011-270	22/11/11	2620	
Canadian Nuclear Safety Commission Regulations — Transfer of Portions..... Public Service Employment Act	SOR/2011-248	15/11/11	2406	n
Canadian Security Intelligence Service Act Deputy Heads of the Public Service of Canada Order — Order Amending..... Canadian Security Intelligence Service Act	SI/2011-97	07/12/11	2655	
Carol James Tax Remission Order..... Financial Administration Act	SI/2011-102	07/12/11	2661	n
Communications Security Establishment in the Department of National Defence Regulations — Transfer..... Public Service Employment Act	SOR/2011-254	15/11/11	2412	n
Communications Security Establishment Regulations Public Service Employment Act	SOR/2011-255	15/11/11	2413	n
Domestic Substances List — Order 2011-66-09-01 Amending Canadian Environmental Protection Act, 1999	SOR/2011-272	22/11/11	2630	
Domestic Substances List — Order 2011-87-09-01 Amending Canadian Environmental Protection Act, 1999	SOR/2011-271	22/11/11	2622	
Federal Child Support Guidelines — Guidelines Amending..... Divorce Act	SOR/2011-267	17/11/11	2517	
Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada Regulations — Transfer of Portions Public Service Employment Act	SOR/2011-249	15/11/11	2407	n
Food and Drug Regulations (1577 — Schedule F) — Regulations Amending Food and Drugs Act	SOR/2011-273	24/11/11	2631	
Food and Drug Regulations (1651 — Schedule F) — Regulations Amending Food and Drugs Act	SOR/2011-274	24/11/11	2636	
Food and Drug Regulations (1656 — Schedule F) — Regulations Amending Food and Drugs Act	SOR/2011-275	24/11/11	2641	
Hazret Keskin Tax Remission Order..... Financial Administration Act	SI/2011-104	07/12/11	2663	n
Immigration and Refugee Protection Regulations — Regulations Amending..... Immigration and Refugee Protection Act	SOR/2011-262	17/11/11	2490	
Motor Vehicle Safety Regulations (Interpretation and Standards 207 and 210) — Regulations Amending Motor Vehicle Safety Act	SOR/2011-264	17/11/11	2504	
Motor Vehicle Safety Regulations (Motorcycle Brake Systems — Standard 122) — Regulations Amending Motor Vehicle Safety Act	SOR/2011-263	17/11/11	2495	
National Research Council of Canada Regulations — Transfer of Portions Public Service Employment Act	SOR/2011-251	15/11/11	2409	n
Norman Miller Tax Remission Order..... Financial Administration Act	SI/2011-105	07/12/11	2664	n

INDEX — Continued

Name of Statutory Instrument or Other Document Statutes	Registration number	Date	Page	Comments
Off-Road Compression-Ignition Engine Emission Regulations — Regulations Amending Canadian Environmental Protection Act, 1999	SOR/2011-261	17/11/11	2454	
Order Fixing December 1, 2011 as the Day on which Sections 18 to 22 of the Act Come into Force Cape Breton Development Corporation Divestiture Authorization and Dissolution Act	SI/2011-106	07/12/11	2665	n
Order Fixing November 30, 2011 as the Day on which An Act amending the Criminal Code (suicide bombings) Comes into Force An Act to amend the Criminal Code (suicide bombings)	SI/2011-99	07/12/11	2657	
Parks Canada Agency Regulations — Transfer of Portions Public Service Employment Act	SOR/2011-250	15/11/11	2408	n
Part II of Schedule VI to the Financial Administration Act — Order Amending Financial Administration Act	SOR/2011-257	15/11/11	2415	
P.C. 2006-18 of January 19, 2006 — Order Repealing Financial Administration Act	SI/2011-98	07/12/11	2656	
Personal Health Information Custodians in New Brunswick Exemption Order Personal Information Protection and Electronic Documents Act	SOR/2011-265	17/11/11	2511	n
Peter Hilton Tax Remission Order Financial Administration Act	SI/2011-103	07/12/11	2662	n
Quebec Domestic Help Charities Remission Order Financial Administration Act	SI/2011-100	07/12/11	2658	n
Schedule 1 to the First Nations Goods and Services Tax Act, No. 2011-3 (Matsqui) — Order Amending First Nations Goods and Services Tax Act	SOR/2011-266	17/11/11	2515	
Schedule I to the Access to Information Act — Order Amending Access to Information Act	SOR/2011-258	15/11/11	2416	
Schedule I.1 to the Financial Administration Act — Order Amending Financial Administration Act	SOR/2011-252	15/11/11	2410	
Schedule to the Customs Tariff, 2011-3 — Order Amending Customs Tariff	SOR/2011-260	17/11/11	2418	
Schedule to the Privacy Act — Order Amending Privacy Act	SOR/2011-259	15/11/11	2417	
Schedule V to the Financial Administration Act — Order Amending Financial Administration Act	SOR/2011-253	15/11/11	2411	
Schedule V to the Financial Administration Act — Order Amending Financial Administration Act	SOR/2011-256	15/11/11	2414	
Special Economic Measures (Iran) Regulations — Regulations Amending Special Economic Measures Act	SOR/2011-268	21/11/11	2599	
Transferring from the Minister of Indian Affairs and Northern Development to the Minister of Health the Control and Supervision of the Canadian Northern Economic Development Agency and Ordering the Minister of Health to Preside over the Agency — Order Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act	SI/2011-94	07/12/11	2651	n
Transferring to Shared Services Canada the Control and Supervision of Certain Portions of the Federal Public Administration in each Department and Portion of the Federal Public Administration known as the Email, Data Centre and Network Services Unit and the Email, Data Centre and Network Services Support Unit — Order Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act	SI/2011-95	07/12/11	2652	n
Transferring to the Communications Security Establishment the Control and Supervision of Certain Portions of the Federal Public Administration in the Department of National Defence known as the Communications Security Establishment and the Communications Security Establishment Internal Services Unit — Order Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act	SI/2011-96	07/12/11	2654	n

TABLE DES MATIÈRES DORS : Textes réglementaires (Règlements)
TR : Textes réglementaires et autres documents (Autres que les Règlements)

Numéro d'enregistrement	Numéro de C.P.	Ministre	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
DORS/2011-246	2011-1291	Premier ministre	Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence du revenu du Canada	2404
DORS/2011-247	2011-1292	Premier ministre	Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.....	2405
DORS/2011-248	2011-1293	Premier ministre	Règlement sur le transfert de secteurs de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	2406
DORS/2011-249	2011-1294	Premier ministre	Règlement sur le transfert de secteurs du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	2407
DORS/2011-250	2011-1295	Premier ministre	Règlement sur le transfert de secteurs de l'Agence Parcs Canada.....	2408
DORS/2011-251	2011-1296	Premier ministre	Règlement sur le transfert de secteurs du Conseil national de recherches du Canada.....	2409
DORS/2011-252	2011-1301	Premier ministre	Décret modifiant l'annexe I.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques.....	2410
DORS/2011-253	2011-1302	Premier ministre	Décret modifiant l'annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques.....	2411
DORS/2011-254	2011-1303	Premier ministre	Règlement sur le transfert du Centre de la sécurité des télécommunications du ministère de la Défense nationale.....	2412
DORS/2011-255	2011-1304	Premier ministre	Règlement sur le Centre de la sécurité des télécommunications.....	2413
DORS/2011-256	2011-1306	Premier ministre	Décret modifiant l'annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques.....	2414
DORS/2011-257	2011-1307	Premier ministre	Décret modifiant la partie II de l'annexe VI de la Loi sur la gestion des finances publiques.....	2415
DORS/2011-258	2011-1308	Premier ministre	Décret modifiant l'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information.....	2416
DORS/2011-259	2011-1309	Premier ministre	Décret modifiant l'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels.....	2417
DORS/2011-260	2011-1314	Finances	Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2011-3.....	2418
DORS/2011-261	2011-1315	Environnement	Règlement modifiant le Règlement sur les émissions des moteurs hors route à allumage par compression.....	2454
DORS/2011-262	2011-1316	Citoyenneté et Immigration	Règlement modifiant le Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés.....	2490
DORS/2011-263	2011-1317	Transports	Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (systèmes de freinage des motocyclettes — norme 122).....	2495
DORS/2011-264	2011-1318	Transports	Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (interprétation et normes 207 et 210).....	2504
DORS/2011-265	2011-1319	Industrie	Décret d'exclusion visant des dépositaires de renseignements personnels sur la santé du Nouveau-Brunswick.....	2511
DORS/2011-266	2011-1320	Finances	Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations, n° 2011-3 (Matsqui).....	2515
DORS/2011-267	2011-1321	Justice	Lignes directrices modifiant les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.....	2517
DORS/2011-268	2011-1347	Affaires étrangères et Commerce international	Règlement modifiant le Règlement sur les mesures économiques spéciales visant l'Iran.....	2599
DORS/2011-269		Affaires étrangères et Commerce international	Arrêté de 2012 sur la méthode d'allocation de quotas (produits de bois d'œuvre).....	2606
DORS/2011-270		Agriculture et Agroalimentaire	Règlement modifiant le Règlement des Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sur le contingentement.....	2620
DORS/2011-271		Environnement	Arrêté 2011-87-09-01 modifiant la Liste intérieure.....	2622
DORS/2011-272		Environnement	Arrêté 2011-66-09-01 modifiant la Liste intérieure.....	2630
DORS/2011-273	2011-1351	Santé	Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1577 — annexe F).....	2631
DORS/2011-274	2011-1352	Santé	Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1651 — annexe F).....	2636

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Numéro d'enregistrement	Numéro de C.P.	Ministre	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
DORS/2011-275	2011-1353	Santé	Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1656 — annexe F).....	2641
DORS/2011-276	2011-1354	Justice	Règlement modifiant le Règlement sur l'application de certaines lois provinciales.....	2649
TR/2011-94	2011-1290	Premier ministre	Décret transférant du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministre de la Santé la responsabilité de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et plaçant l'Agence sous l'autorité du ministre de la Santé.....	2651
TR/2011-95	2011-1297	Premier ministre	Décret transférant à Services partagés Canada la responsabilité à l'égard de certains secteurs de l'administration publique fédérale de chaque ministère ou secteur de l'administration publique fédérale connus sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau.....	2652
TR/2011-96	2011-1305	Premier ministre	Décret transférant au Centre de la sécurité des télécommunications la responsabilité à l'égard de certains secteurs de l'administration publique fédérale du ministère de la Défense nationale connus sous les noms de Centre de la sécurité des télécommunications et Unité des services internes du Centre de la sécurité des télécommunications.....	2654
TR/2011-97	2011-1310	Premier ministre	Décret modifiant le Décret sur la désignation des administrateurs généraux de l'administration publique fédérale (Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité).....	2655
TR/2011-98	2011-1311	Premier ministre	Décret abrogeant le décret C.P. 2006-18 du 19 janvier 2006.....	2656
TR/2011-99	2011-1322	Justice	Décret fixant au 30 novembre 2011 la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe).....	2657
TR/2011-100	2011-1323	Revenu national	Décret de remise visant les organismes de bienfaisance d'aide domestique du Québec.....	2658
TR/2011-101	2011-1324	Revenu national	Décret de remise d'impôt visant Arthur Bernard.....	2660
TR/2011-102	2011-1325	Revenu national	Décret de remise d'impôt visant Carol James.....	2661
TR/2011-103	2011-1339	Revenu national	Décret de remise d'impôt visant Peter Hilton.....	2662
TR/2011-104	2011-1340	Revenu national	Décret de remise d'impôt visant Hazret Keskin.....	2663
TR/2011-105	2011-1341	Revenu national	Décret de remise d'impôt visant Norman Miller.....	2664
TR/2011-106	2011-1365	Pêches et Océans Agence de promotion économique du Canada atlantique	Décret fixant au 1 ^{er} décembre 2011 la date d'entrée en vigueur des articles 18 à 22 de la Loi autorisant la Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci.....	2665

INDEX DORS : Textes réglementaires (Règlements)**TR : Textes réglementaires et autres documents (Autres que les Règlements)**
 Abréviations : e — erratum
 n — nouveau
 r — revise
 a — abroge

Titre du texte réglementaire ou autre document Lois	Numéro d'enregistrement	Date	Page	Commentaires
Aliments et drogues (1577 — annexe F) — Règlement modifiant le Règlement..... Aliments et drogues (Loi)	DORS/2011-273	24/11/11	2631	
Aliments et drogues (1651 — annexe F) — Règlement modifiant le Règlement..... Aliments et drogues (Loi)	DORS/2011-274	24/11/11	2636	
Aliments et drogues (1656 — annexe F) — Règlement modifiant le Règlement..... Aliments et drogues (Loi)	DORS/2011-275	24/11/11	2641	
Annexe 1 de la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations, n° 2011-3 (Matsqui) — Décret modifiant Taxe sur les produits et services des premières nations (Loi)	DORS/2011-266	17/11/11	2515	
Annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels — Décret modifiant Protection des renseignements personnels (Loi)	DORS/2011-259	15/11/11	2417	
Annexe du Tarif des douanes, 2011-3 — Décret modifiant Tarif des douanes	DORS/2011-260	17/11/11	2418	
Annexe I de la Loi sur l'accès à l'information — Décret modifiant..... Accès à l'information (Loi)	DORS/2011-258	15/11/11	2416	
Annexe I.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques — Décret modifiant..... Gestion des finances publiques (Loi)	DORS/2011-252	15/11/11	2410	
Annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques — Décret modifiant..... Gestion des finances publiques (Loi)	DORS/2011-253	15/11/11	2411	
Annexe V de la Loi sur la gestion des finances publiques — Décret modifiant..... Gestion des finances publiques (Loi)	DORS/2011-256	15/11/11	2414	
Application de certaines lois provinciales — Règlement modifiant le Règlement Contraventions (Loi)	DORS/2011-276	24/11/11	2649	
Arthur Bernard — Décret de remise d'impôt visant..... Gestion des finances publiques (Loi)	TR/2011-101	07/12/11	2660	n
Carol James — Décret de remise d'impôt visant..... Gestion des finances publiques (Loi)	TR/2011-102	07/12/11	2661	n
Centre de la sécurité des télécommunications — Règlement Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-255	15/11/11	2413	n
Décret C.P. 2006-18 du 19 janvier 2006 — Décret abrogeant Gestion des finances publiques (Loi)	TR/2011-98	07/12/11	2656	
Décret fixant au 1 ^{er} décembre 2011 la date d'entrée en vigueur des articles 18 à 22 de la loi..... Société de développement du Cap-Breton à aliéner ses biens et prévoyant la dissolution de celle-ci (Loi autorisant)	TR/2011-106	07/12/11	2665	n
Décret fixant au 30 novembre 2011 la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe)..... Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe)	TR/2011-99	07/12/11	2657	
Dépôtaires de renseignements personnels sur la santé du Nouveau-Brunswick — Décret d'exclusion visant Protection des renseignements personnels et les documents électroniques (Loi)	DORS/2011-265	17/11/11	2511	n
Désignation des administrateurs généraux de l'administration publique fédérale (Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité) — Décret modifiant le Décret Service canadien du renseignement de sécurité (Loi)	TR/2011-97	07/12/11	2655	
Émissions des moteurs hors route à allumage par compression — Règlement modifiant le Règlement..... Protection de l'environnement (Loi canadienne) (1999)	DORS/2011-261	17/11/11	2454	
Hazret Keskin — Décret de remise d'impôt visant Gestion des finances publiques (Loi)	TR/2011-104	07/12/11	2663	n
Immigration et la protection des réfugiés — Règlement modifiant le Règlement..... Immigration et la protection des réfugiés (Loi)	DORS/2011-262	17/11/11	2490	

INDEX (suite)

Titre du texte réglementaire ou autre document Lois	Numéro d'enregistrement	Date	Page	Commentaires
Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants — Lignes directrices modifiant..... Divorce (Loi)	DORS/2011-267	17/11/11	2517	
Liste intérieure — Arrêté 2011-66-09-01 modifiant..... Protection de l'environnement (Loi canadienne) (1999)	DORS/2011-272	22/11/11	2630	
Liste intérieure — Arrêté 2011-87-09-01 modifiant..... Protection de l'environnement (Loi canadienne) (1999)	DORS/2011-271	22/11/11	2622	
Mesures économiques spéciales visant l'Iran — Règlement modifiant le Règlement..... Mesures économiques spéciales (Loi)	DORS/2011-268	21/11/11	2599	
Méthode d'allocation de quotas (produits de bois d'œuvre) — Arrêté de 2012 Licences d'exportation et d'importation (Loi)	DORS/2011-269	21/11/11	2606	n
Norman Miller — Décret de remise d'impôt visant Gestion des finances publiques (Loi)	TR/2011-105	07/12/11	2664	n
Organismes de bienfaisance d'aide domestique du Québec — Décret de remise visant Gestion des finances publiques (Loi)	TR/2011-100	07/12/11	2658	n
Partie II de l'annexe VI de la Loi sur la gestion des finances publiques — Décret modifiant Gestion des finances publiques (Loi)	DORS/2011-257	15/11/11	2415	
Peter Hilton — Décret de remise d'impôt visant..... Gestion des finances publiques (Loi)	TR/2011-103	07/12/11	2662	n
Producteurs d'œufs d'incubation du Canada sur le contingentement — Règlement modifiant le Règlement..... Offices des produits agricoles (Loi)	DORS/2011-270	22/11/11	2620	
Sécurité des véhicules automobiles (interprétation et normes 207 et 210) — Règlement modifiant le Règlement Sécurité automobile (Loi)	DORS/2011-264	17/11/11	2504	
Sécurité des véhicules automobiles (systèmes de freinage des motocyclettes — norme 122) — Règlement modifiant le Règlement Sécurité automobile (Loi)	DORS/2011-263	17/11/11	2495	
Transférant à Services partagés Canada la responsabilité à l'égard de certains secteurs de l'administration publique fédérale de chaque ministère ou secteur de l'administration publique fédérale connus sous les noms d'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau et d'Unité de soutien à l'Unité des Services de courriel, de centres de données et du réseau — Décret... Restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique (Loi)	TR/2011-95	07/12/11	2652	n
Transférant au Centre de la sécurité des télécommunications la responsabilité à l'égard de certains secteurs de l'administration publique fédérale du ministère de la Défense nationale connus sous les noms de Centre de la sécurité des télécommunications et Unité des services internes du Centre de la sécurité des télécommunications — Décret..... Restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique (Loi)	TR/2011-96	07/12/11	2654	n
Transférant du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministre de la Santé la responsabilité de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et plaçant l'Agence sous l'autorité du ministre de la Santé — Décret..... Restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique (Loi)	TR/2011-94	07/12/11	2651	n
Transfert de secteurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments — Règlement..... Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-247	15/11/11	2405	n
Transfert de secteurs de l'Agence du revenu du Canada — Règlement Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-246	15/11/11	2404	n

INDEX (*suite*)

Titre du texte réglementaire ou autre document Lois	Numéro d'enregistrement	Date	Page	Commentaires
Transfert de secteurs de l'Agence Parcs Canada — Règlement Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-250	15/11/11	2408	n
Transfert de secteurs de la Commission canadienne de sûreté nucléaire — Règlement..... Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-248	15/11/11	2406	n
Transfert de secteurs du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada — Règlement..... Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-249	15/11/11	2407	n
Transfert de secteurs du Conseil national de recherches du Canada — Règlement... Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-251	15/11/11	2409	n
Transfert du Centre de la sécurité des télécommunications du ministère de la Défense nationale — Règlement Emploi dans la fonction publique (Loi)	DORS/2011-254	15/11/11	2412	n



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S5